

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°14 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Visite du Secrétaire général de l'OTAN



Le Secrétaire général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen.

Le nouveau concept stratégique de l'OTAN et la situation en Afghanistan furent deux des sujets évoqués par le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et le Secrétaire général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen, le 24 juin, avant que ce dernier ne s'entretienne avec des membres du Bureau de la Chambre, de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense et de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

L'OTAN adoptera probablement en novembre 2010 son

nouveau concept stratégique pour les années à venir. «Le nouveau concept stratégique décrira les fonctions principales que l'Alliance devra assumer», a souligné M. Rasmussen. «D'ici le sommet du mois de novembre, je propose de rédiger mon propre texte et de consulter les 28 pays membres de l'Alliance pour dégager un consensus au niveau intergouvernemental». Un groupe de réflexion, composé de douze experts et présidé par l'ancienne Secrétaire d'État américaine, Mme Madeleine Albright, a déjà dévoilé ses recommandations quant à l'avenir de l'OTAN.

L'OTAN poursuivra sa stratégie actuelle en Afghanistan même après le remplacement du général Stanley McChrystal, commandant en chef des forces de l'OTAN en Afghanistan, par le général David Petraeus, actuel commandant des forces américaines en Irak et en Afghanistan. «Le but poursuivi est de créer les conditions pour que les Afghans puissent peu à peu reprendre le contrôle militaire et civil des différentes provinces afghanes. Ce n'est pas encore le cas maintenant, mais nous espérons progresser dans ce sens vers la fin de l'année.»

M. Mosar a rappelé à son interlocuteur que l'opinion publique réagit de manière sensible à la prolongation de la présence des troupes alliées en Afghanistan.

Lors de l'échange de vues avec les députés, M. Anders Fogh Rasmussen a affirmé son intention de réformer l'OTAN. Le nouveau concept stratégique devrait proposer une extension du système de défense antimissile à tous les pays membres. Le coût s'élèverait à 200 millions d'euros à répartir entre 28 pays sur 10 ans. Les députés ont encore abordé la politique de communication de l'OTAN et sa collaboration avec les organisations humanitaires non gouvernementales.

Rappelons que le Luxembourg est devenu membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 1949, abandonnant à l'époque le principe de la «neutralité perpétuelle» pour confier sa sécurité au système des alliances.

34 ^e séance	mardi	8 juin 2010
35 ^e séance	mercredi	9 juin 2010
36 ^e séance	jeudi	10 juin 2010

La Cour des Comptes fête ses dix ans



(de gauche à droite) M. Marc Gengler, M. Laurent Mosar et M. Patrick Graffé

À l'occasion de son 10^e anniversaire, la Cour des Comptes a édité une brochure spéciale. Celle-ci retrace l'histoire de l'institution de l'avenue Monterey depuis la naissance de la première Chambre des Comptes en 1840 jusqu'à la création de la Cour des Comptes en 1999. Par ailleurs, la publication explique les attributions, l'organisation, le fonctionnement, les contrôles, la dotation financière, les relations internationales et les missions de la Cour.

MM. Marc Gengler et Patrick Graffé, Président respectivement Vice-Président de la Cour des Comptes, ont saisi l'occasion de

ses dix ans d'existence pour remettre un exemplaire de la publication à M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

Celui-ci souligna le rôle éminemment important que joue la Cour dans la structure institutionnelle luxembourgeoise avant de poursuivre qu'elle travaille à la satisfaction générale de tous les membres du Parlement. «Dix ans après la création de la Cour des Comptes, je peux dire que la mission ambitieuse, assignée par le législateur de l'époque, est pleinement remplie», conclut-il ainsi son intervention.

Le Premier Ministre sénégalais à la Chambre

Le Luxembourg est un partenaire de longue date de l'Afrique de l'Ouest qui regroupe à elle seule cinq pays partenaires privilégiés de la coopération luxembourgeoise, dont le Sénégal.

C'est à Dakar que le Grand-Duché avait établi en 2001 sa première représentation directe sur le continent africain.

La nécessité de continuer à œuvrer pour une meilleure édu-

cation et la formation professionnelle comme levier du développement ont figuré parmi les principaux sujets évoqués par le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, et le Ministre d'État et Mi-

nistre des Affaires étrangères du Sénégal, M. Madické Niang, en visite au Luxembourg à la mi-juin.

Lors de leur entrevue, MM. Mosar et Niang ont par ailleurs mis l'accent sur la possibilité d'échanges universitaires ainsi que sur le développement des échanges culturels et sportifs entre le Luxembourg et le Sénégal. Leurs réflexions ont également porté sur la survie de la langue française dans les échanges internationaux.

M. Niang s'est ensuite entretenu avec les membres de la

Commission des Affaires étrangères sur les événements politiques récents en Afrique de l'Ouest. Il a souligné à plusieurs reprises que les valeurs démocratiques sont fortement ancrées dans son pays.

«Le Sénégal veut apporter sa pierre à la construction de la paix en Afrique», a-t-il ajouté, en réponse aux questions des députés. M. Niang a également été interrogé sur les relations économiques du Sénégal avec la Chine et l'Iran et les potentialités sénégalaises en matière de production énergétique, notamment par le recours au solaire.



Les délégations sénégalaise et luxembourgeoise.

DANS CE NUMÉRO

Systèmes de vidéosurveillance	p. 466
Chargés d'éducation	p. 475
Brevet de maîtrise	p. 480
Sommaire des séances publiques N°s 34-36	p. 510
Sommaire des questions parlementaires	p. Q191

Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux Gestion des déchets et mobilité



MM. Claude Frieseisen, Roger Negri, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marc Angel et Xavier Bettel (de gauche à droite).

À l'occasion de la séance plénière du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, les membres de la délégation luxembourgeoise ont retrouvé leurs homologues belges et néerlandais au Sénat belge, les 18 et 19 juin, pour aborder, entre autres, les problématiques de la gestion des déchets, du péage routier, de l'infrastructure ferroviaire et de l'aménagement du territoire dans le Benelux.

Dans son rapport intermédiaire sur le problème des déchets, M. Marcel Oberweis a insisté sur l'importance d'une coopération entre pouvoirs publics, acteurs

économiques, associations et citoyens pour la création d'un nouveau modèle visant une gestion durable des déchets et qui devrait être «fondé sur la sobriété matérielle», tout en étant une «source de valeur ajoutée, de compétitivité économique et d'emploi pour les entreprises qui auront développé un savoir-faire misant sur l'innovation».

Pour sa part, M. Roger Negri a présenté un rapport sur l'infrastructure ferroviaire au nom de la commission «Finances et Mobilité» en préconisant le développement de l'attractivité du fret ferroviaire et du transport de

voyageurs, notamment pour les travailleurs frontaliers.

Dans ce même contexte, M. Xavier Bettel s'est adressé au Secrétaire d'État belge à la Mobilité Étienne Schouppe au sujet de la nécessité de créer une liaison ferroviaire plus rapide entre Luxembourg et Bruxelles et de réduire le coût des liaisons transfrontalières.

La délégation luxembourgeoise, qui était également composée de M. Marc Angel, M. Félix Braz et M. Gilles Roth, a par ailleurs insisté sur l'importance d'accélérer le projet EuroCap-Rail, qui vise l'interconnexion ferroviaire de Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg. Cette problématique a ensuite été reprise dans une recommandation relative aux liaisons ferroviaires votée à l'unanimité.

Les parlementaires réunis à Bruxelles ont en outre attiré l'attention sur la nécessité de définir une approche uniforme en matière de péage routier pour la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg.

Pour conclure ses travaux, le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux a voté une recommandation qui exige la libération immédiate de l'opposant birmane et Prix Nobel de la Paix Aung San Suu Kyi, à l'occasion de son 65^e anniversaire.

Coopération pour un développement durable

Les commissions du développement durable, de la coopération transfrontalière et des affaires économiques, de l'agriculture et de la pêche du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux se sont rendues en visite d'étude à l'entreprise Cimalux à Rumelange et à la station d'épuration du syndicat intercommunal STEP à Bettembourg. Ces visites s'inscrivent dans le cadre du programme des trois commissions sur la thématique de l'élimination des déchets en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg.

Lors des entretiens avec les responsables, les députés ont pu constater que les deux sites coopéraient efficacement dans le sens du développement durable.

Depuis plusieurs années déjà, le syndicat intercommunal STEP à Bettembourg s'active à la technique du séchage des boues d'épuration par énergie solaire. Celles-ci sont ensuite acheminées vers l'entreprise Cimalux à Rumelange et utilisées comme combustibles dans la production de clinker, matière première principale du ciment.

Étant donné que les boues d'épuration sont composées à cent pour cent de biomasse, leur combustion ne génère pas d'émissions de dioxyde de carbone. De surcroît, les cendres des boues sont valorisées par le fait qu'elles se retrouvent par après dans la production de clinker. L'usine de Rumelange utilise

20.000 tonnes par an de boues d'épuration séchées, ce qui représente vingt pour cent de l'input calorifique de l'usine. Quant au syndicat intercommunal STEP à Bettembourg, il compte pour l'instant 3.700 tonnes de boues séchées dans ses serres par an, son but étant d'arriver à la production de 6.600 tonnes.

La visite des sites de Rumelange et de Bettembourg s'est effectuée en la présence de M. Roger Negri, vice-président du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, M. Marcel Oberweis, président de la délégation, M. Xavier Bettel et M. Gilles Roth, membres de la délégation.



Des membres du Parlement Benelux ont visité l'entreprise Cimalux à Rumelange et la station d'épuration à Bettembourg.

Visite du «Kannerhaus Jean»



MM. Emile Eicher, Eugène Berger, Mill Majerus (à l'arrière-plan) et Laurent Mosar ont visité le Centre thérapeutique à Berg/Betzdorf.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, accompagné de membres de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances, a visité le Centre thérapeutique pour enfants et familles «Kannerhaus Jean» à Berg/Betzdorf qui vient de fêter ses dix ans d'existence.

La délégation parlementaire a voulu se faire une idée concrète des méthodes de travail et de la réalité sur le terrain. Le Centre, qui est un service de la Croix-Rouge luxembourgeoise en partenariat avec la Fondation Jean Hamilius Junior, s'adresse aux familles dont les enfants sont atteints de pathologies d'ordre psychologique.

Deux services sont offerts aux enfants en difficulté:

- un service ambulatoire accueillant les enfants et leurs familles à un rythme hebdomadaire

- et un service semi-stationnaire prenant les enfants en charge pendant la journée et proposant aux parents un suivi intensif.

Pour venir en aide aux enfants atteints de troubles psychologiques, les thérapeutes du «Kannerhaus Jean» ont e.a. recours à des animaux, notamment des chevaux. Le centre accueille plus de 40 enfants de moins de 12 ans.

Le Président de la Chambre des Députés a félicité les responsables pour leur travail important et efficace dans l'intérêt de ces enfants et de leurs familles.



(de gauche à droite) M. Jean Huss, Mme Lydie Err et Mme Anne Brasseur (MM. Fernand Boden et Norbert Hauptert manquent sur la photo)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe:

La gestion de la pandémie A (H1N1)

Au cours de la 3^e partie de sa session 2010 qui s'est tenue du 21 au 25 juin à Strasbourg, l'APCE a discuté e.a. de la crise de la grippe porcine et, plus particulièrement, de sa gestion par l'OMS (Organisation mondiale de la Santé).

Dans une intervention sur le sujet, le député luxembourgeois Jean Huss a regretté le manque de transparence apparu à cette occasion: «Le caractère secret du comité d'expertise (de l'OMS) qui pourtant influe grandement sur les décisions de déclenchement des campagnes de vaccination massives et extrêmement coûteuses, les critères de pandémie plus que douteux et contro-

versés, les suspicions de conflits d'intérêts de la part d'un certain nombre d'experts - tout cela doit nous conduire à nous interroger et à interroger aussi nos gouvernements», a-t-il dit. M. Huss estime que les budgets des États et les caisses des systèmes de santé ont dû faire face à des dépenses excessives «en grande partie à cause de la déclaration de la phase 6 d'une pandémie qui s'est révélée très tôt comme une grippe très contagieuse, mais relativement peu dangereuse.»

La Chambre des Députés était représentée par ailleurs par Mmes Lydie Err et Anne Brasseur et MM. Fernand Boden et Norbert Hauptert. <http://assembly.coe.int>

Les députés s'informent sur le patrimoine audiovisuel

Le Centre national de l'Audiovisuel (CNA) à Dudelange a été créé en 1989. Cet institut culturel a pour mission principale de sauvegarder et de rendre accessible le patrimoine audiovisuel luxembourgeois.

Depuis 2007, le CNA est logé dans un bâtiment neuf hébergeant également le centre culturel «opderschmelz» de la ville de Dudelange ainsi que l'école de musique communale. Il comprend non seulement des lieux de stockage et d'exposition, mais également une infrastructure technique adéquate et une salle de cinéma.

En date du 24 juin, les membres des Commissions de la Culture et des Media de la Chambre ont visité les salles et

locaux du CNA en présence de Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.

Ils ont notamment pu visiter les archives, l'atelier de préparation des films, la médiathèque, l'espace de stockage numérique, le studio de son et la salle d'exposition. Les responsables du CNA leur ont également présenté la maquette du château d'eau de Dudelange qui sera rénové afin d'héberger l'exposition «Bitter Years» d'Edward Steichen.

Les activités du CNA se rapportent essentiellement aux domaines de l'audio, du film et de la photographie. Elles se situent notamment dans

- la sauvegarde du patrimoine audiovisuel national,

- l'accès au patrimoine audiovisuel déposé,

- l'initiation à la connaissance et à l'usage des moyens de communication audiovisuelle,

- la formation adaptée aux besoins du secteur de la profession audiovisuelle et de l'enseignement,

- la production d'œuvres audiovisuelles,

- l'organisation de manifestations publiques à caractère artistique,

- la documentation sur les différents usages et techniques de l'audiovisuel

- et la promotion de la création audiovisuelle luxembourgeoise par la diffusion d'œuvres.



(de gauche à droite) M. Mill Majerus, Mme Martine Mergen, M. Lucien Thiel, Mme la Ministre Octavie Modert, M. Jean Colombara, Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Jean Back, directeur du CNA.

Économie solidaire

Créateur potentiel d'emplois?

«Nous voulons donner à l'économie solidaire un cadre juridique par l'introduction d'une association d'intérêt collectif. Cette nouvelle forme juridique permettra de considérer l'économie solidaire comme le troisième pilier de notre économie», avait annoncé le Premier Ministre Jean-Claude Juncker dans sa déclaration gouvernementale du 29 juillet 2009. Onze mois plus tard, les députés de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire de la Chambre se sont déplacés sur le terrain pour savoir ce qu'il en est. Ils se sont ainsi informés sur l'état de différents projets et ateliers initiés par «Objectif Plein Emploi (OPE)», association sans but lucratif et principal représentant de l'économie solidaire au Grand-Duché.

Première étape de la visite: la boutique «Vitrine» à Mondorf. Le magasin et son atelier contribuent à améliorer la visibilité de l'économie solidaire. L'atelier récupère et revalorise des vêtements déjà utilisés. Un ordinateur, installé dans un coin du magasin, fait fonction de lieu d'apprentissage et d'initiation aux outils informatiques.

Par la présence de la bourgmestre de Mondorf, Mme Maggy Nagel, et de M. Jeannot Belling, président du CIGR (Centre d'initiative et de gestion régionale) du canton de Remich, la relation entre le concept national d'économie solidaire et ses activités régionales et locales dans l'intérêt général de la collectivité a pu être soulignée.

«Les produits et travaux du service de proximité «Wullmais», la location de vélos, l'épicerie solidaire, le magasin de vêtements de seconde main, l'atelier de couture ou l'île aux clowns constituent des prestations qui ne sont pas offertes par des entreprises du secteur économique traditionnel, c'est-à-dire du premier secteur. Nous nous efforçons par ailleurs de collaborer avec les patrons de ces dernières», ont expliqué MM. Romain Bieber et Romain Binsfeld de l'OPE en réponse à des questions des députés.

La visite s'est poursuivie dans les jardins «Kalendula» à Altwies où sont notamment élevés des arbustes qui seront plantés plus tard dans des places publiques ou le long d'autoroutes. Dans le verger et les potagers de «Kalendula» sont également cultivés des fruits et légumes et des activités pédagogiques y ont lieu régulièrement pour sensibiliser les enfants des écoles environnantes à la nature et au développement durable. La visite a été clôturée par la plantation d'un arbre de l'économie solidaire par les députés, témoignant ainsi de leur soutien.

Le financement de l'économie solidaire ne repose pas exclusivement sur des fonds publics. Aidée et portée à bout de bras par de nombreux collaborateurs et intervenants bénévoles, l'économie solidaire essaie de s'autofinancer et de se réinventer tous les jours à travers ses projets et les services offerts.



Plantation d'un arbre par des membres de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire.

Les patrons remettent une pétition à la Chambre



Des représentants de la Fédération des Artisans remettent une pétition au Président de la Chambre.

«Nous en avons assez! Nos entreprises connaissent pas mal de difficultés et le Gouvernement ne fait rien pour nous libérer des lourdeurs administratives et procédures bureaucratiques de plus en plus encombrantes qui nous empoisonnent la vie.» C'est en ces termes qu'un grand nombre de patrons exprima sa colère devant l'Hôtel de la Chambre des Députés, alors qu'à l'intérieur une délégation de la Fédération des Artisans remit à M. Laurent Mosar, Président de la Chambre, une pétition signée par des représentants de quelque 2.000 entreprises.

La crise économique récurrente et l'échec des discussions menées en Comité de coordination tripartite ont fait descendre les pa-

trons dans la rue pour exprimer leur mécontentement vis-à-vis des hommes politiques.

Parmi les autres préoccupations formulées par les dirigeants d'entreprises, retenons:

- les réductions des investissements publics envisagées par le Gouvernement,

- la hausse des charges salariales induites par l'indexation automatique des salaires

- et les modifications prévues au niveau des transferts sociaux.

M. Mosar a promis à la délégation de la Fédération des Artisans de transmettre leur pétition à la Commission des Pétitions de la Chambre pour que celle-ci puisse l'analyser en profondeur.

Système de pétition électronique



Visite de travail d'une délégation de la Commission des Pétitions à Berlin.

Dans le cadre d'une réflexion sur l'éventuelle mise en place d'un système de pétition électronique à la Chambre, une délégation de la Commission des Pétitions de la Chambre des Députés a effectué une visite de travail au Bundestag à Berlin.

En effet, dans son rapport d'activité 2008-2009, le Médiateur a fait valoir que «la Chambre des Députés serait bien avisée de réfléchir sur l'opportunité d'offrir à tout citoyen la possibilité de lui adresser par voie électronique une pétition sur un sujet relevant de l'intérêt général».

Les membres de la Commission des Pétitions ont, à leur tour, estimé qu'il serait utile de moderniser le droit de pétition pour lui donner une meilleure visibilité auprès de la population du pays et, partant, de créer la possibilité pour tout citoyen d'adresser une pétition électronique à la

Chambre. Prenant les devants, ils ont donc décidé de s'informer sur le droit de pétition électronique et les expériences faites en la matière par d'autres pays européens tels que nos voisins allemands qui, depuis plusieurs années déjà, ont recours à un tel système.

Dans l'éventualité d'une implantation future d'un tel droit de pétition électronique, la Commission des Pétitions a décidé d'analyser dans un avenir proche les dispositions constitutionnelles y afférentes. Il faudra en effet examiner en détail les articles 27 et 67 de la Constitution et procéder, le cas échéant, aux modifications qui s'imposent. Il s'agira aussi, le cas échéant, d'adapter le Règlement de la Chambre des Députés et d'évaluer en profondeur les répercussions techniques et financières engendrées par l'introduction de la pétition électronique.



Assemblée de l'UEO

Raisons d'une guerre

Comment expliquer à l'opinion publique les raisons de la guerre en Afghanistan? L'Assemblée de l'UEO s'est penchée sur cette question au cours de sa 58^e session, qui s'est tenue du 15 au 17 juin 2010 à Paris. Le député luxembourgeois Norbert Hauptert est intervenu au nom de la délégation luxembourgeoise, composée par ailleurs de Mme Anne Brasseur et de MM. Fernand Boden et Marc Spautz. Il a expliqué notamment que la Commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Chambre des Députés est appelée chaque année à renouveler son accord à la participation luxembourgeoise aux contingents de l'OTAN en Afghanistan.

Le Luxembourg participe à l'opération FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité) depuis juillet 2003 avec un détachement de neuf militaires. Les soldats luxembourgeois sont rattachés à la compagnie de force de protection belge qui est en charge de la protection de l'aéroport international de Kaboul.

M. Hauptert a souligné que toutes les sensibilités politiques du Parlement luxembourgeois ont donné leur accord à la prorogation du mandat jusqu'au 1^{er} février 2011. «Une telle unanimité, si elle ne reflète pas l'opinion publique de notre engagement militaire en Afghanistan, donne néanmoins l'opinion de la classe

politique luxembourgeoise sur le principe de l'engagement international de notre pays dans l'intérêt de la sécurité et du maintien de la paix, bien que les opinions sur les moyens puissent être divergentes.»

D'autres sujets abordés au cours de la session étaient l'UE et les Balkans occidentaux, le partenariat stratégique Afrique-UE, le transfert du pouvoir de contrôle parlementaire à la fermeture de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale en juin 2011 et la dotation budgétaire à l'Assemblée nécessaire pour faire face aux engagements à l'égard de son personnel.



Lors de son séjour à Paris, la délégation fut invitée à une rencontre autour de la philanthropie. (de gauche à droite) M. Norbert Hauptert, M. Fernand Boden, M. Céleste Lett, Mme Anne Brasseur, avec M. Jacques Rigaud, M. Marc Spautz, S.A.R. le Prince Jean de Luxembourg, S.E. M. l'Ambassadeur Georges Santer.

Les députés s'informent sur la culture maraîchère



Visite du «Duderhof» par des membres des Commissions de l'Agriculture et du Développement durable.

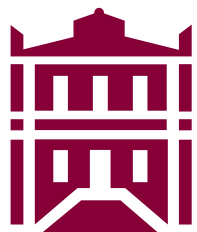
La production maraîchère est un domaine peu connu de l'agriculture luxembourgeoise. 1% seulement des légumes consommés au Luxembourg est également produit au Grand-Duché. Souhaitant s'informer sur le travail d'une entreprise vivant de la seule culture de légumes et d'herbes aromatiques, les députés de la Commission de l'Agriculture et de la Commission du Développement durable ont visité une exploitation maraîchère et se sont entretenus avec des représentants de la Fédération horticole.

Haricots, choux, salades, carottes et céleris font, entre autres légumes, partie des cultures que les députés ont pu admirer sur les 4 ha au «Duderhof» à Luxembourg. L'exploitation, située sur le plateau sableux entre Eich et Bridel et gérée par la famille Kirsch, mise sur l'agriculture intégrée, utilise le moins possible de produits chimiques, lutte contre les mauvaises herbes par un désherbage mécanique et met à contribution des insectes utiles contre les parasites. Maraîchers depuis trois générations déjà, la

famille a récemment investi dans de nouvelles serres d'une surface de 3.000 m² au total, chauffées au bois.

L'entreprise a vu le jour dans les années 1960 et cultive aujourd'hui quelque 150 sortes de légumes et 55 herbes aromatiques différentes qu'elle vend sur les marchés de la capitale. Elle emploie, à côté des trois membres de la famille, quatre personnes et deux apprenties. 80% de la production sont vendus au détail, 20% aux grossistes. «Le potentiel de cette branche agricole est énorme. Nous pourrions parfaitement produire 40% de notre consommation autochtone au pays», a constaté Claude Kirsch qui regrette l'absence de jeunes dans le métier. «Je suis le dernier maraîcher qui soit sorti du Lycée technique agricole», a-t-il ainsi noté.

Cette visite fait partie d'une série d'entrevues devant permettre aux députés de mieux s'informer et se documenter sur l'état et les difficultés subies par les différentes branches du secteur agricole luxembourgeois.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°14 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Chargés d'éducation ES / EST

5787 - Projet de loi portant

1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. fixation des modalités, du programme et du déroulement de la formation spécifique des chargés d'éducation à durée indéterminée et à durée déterminée et à tâche complète ou partielle,

3. création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

4. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique

Le projet de loi sous rubrique poursuit essentiellement deux objectifs. D'une part, il s'agit de définir de façon précise les conditions de recrutement et de formation en cours d'emploi des chargés d'éducation dans l'enseignement postprimaire. D'autre part, le projet de loi vise à créer une réserve nationale de chargés d'enseignement ayant pour mission d'assurer des remplacements et de pourvoir au manque de personnel enseignant breveté dans les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique.

En ce qui concerne les conditions d'engagement spécifiques à remplir par les futurs chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle dans un lycée ou un lycée technique, le projet de loi dispose que les candidats doivent remplir les conditions spécifiques suivantes:

- être détenteur d'un diplôme de bachelier ou, pour les branches pratiques, d'un brevet de maîtrise;

- en règle générale, faire preuve d'une connaissance adéquate des trois langues

administratives; exceptionnellement et pour des raisons dûment motivées, le Gouvernement en Conseil pourra accorder des dispenses individuelles de la connaissance d'une des trois langues administratives.

Le projet de loi précise aussi les conditions devant exister préalablement au recrutement d'un nouveau chargé d'éducation à durée déterminée, à savoir l'impossibilité avérée de faire assurer la même tâche par le personnel enseignant breveté sur place ainsi que la disponibilité d'un volume de tâche minimal de dix leçons d'enseignement dans la ou les spécialité(s) du candidat.

Le projet de loi définit en outre les conditions et les modalités de la formation en cours d'emploi des chargés d'éducation.

Pour ce qui est de la réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques, créée par le présent projet, le texte détermine les conditions supplémentaires à remplir par les chargés d'éducation à durée déterminée en vue d'accéder à cette réserve. Il est par ailleurs

précisé que la réserve nationale comprend aussi tous les enseignants engagés sous le statut de l'employé de l'État à durée indéterminée, déjà en service à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Le projet de loi fixe également la tâche normale des membres de la réserve nationale.

Par ailleurs, le projet de loi apporte quelques modifications à la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, ayant pour but:

- de redresser un oubli du législateur et de compléter le cadre du personnel des lycées et lycées techniques par les fonctions des carrières de l'expéditionnaire et de l'expéditionnaire technique,

- de rendre conforme ce même cadre du personnel aux dispositions du projet de loi sous objet.

Les dispositions du projet de loi sous rubrique entrent en vigueur le 15 septembre 2010.



Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 04.10.2007

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (Président: M. Jos Scheuer):

10.09.2008 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

16.09.2008 Continuation des travaux

01.10.2008 Discussion sur les amendements complémentaires

08.12.2008 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

25.02.2010 Présentation d'amendements gouvernementaux

25.03.2010 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

20.05.2010 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2010

Protection des investissements

6094 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Le projet de loi a pour objet d'approuver les accords sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements conclus entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) et les dix pays tiers suivants: Bahreïn, Éthiopie, Qatar, Corée, Rwanda, Oman, Colombie, Tadjikistan, Panama et Barbade.

La Belgique est en charge de la négociation et de la conclusion des accords entre l'UEBL et les pays tiers, accords à ratifier et à publier au Luxembourg. Le but de tels accords, outre l'encouragement des investissements, est d'offrir à l'investisseur les garanties d'une protection maximale.

Ces accords veillent à ce que les entreprises luxembourgeoises ne soient pas désavantagées face aux concurrents d'autres pays. Par la généralité de leurs dispositions, ils permettent aux États signataires de développer les investissements tout en créant une certaine sécurité juridique.

Chaque partie est tenue d'encourager les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre partie contractante, d'admettre ces investissements en conformité avec sa législation, d'autoriser la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique.

La protection des investissements signifie qu'ils doivent jouir d'un traitement juste et équitable. Les investisseurs doivent bénéficier sur le territoire de l'autre contractant du traitement de la nation la plus favorisée, donc que le traitement ne doit pas être moins favorable que le traitement accordé par l'État à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout autre État tiers, sauf pour ce qui est des privilèges en relation entre autres avec la participation de l'État à une zone de libre-échange, d'une union douanière ou d'un marché commun.

Les articles relatifs à la protection de l'environnement et du droit du travail prévoient notamment l'interdiction d'abaisser les normes environnementales et sociales dans le but d'attirer davantage d'investissements.

Les parties s'engagent à ne pas prendre directement ou indirectement des mesures d'expropriation ou de nationalisation touchant les investissements faits par l'autre partie sur son territoire. Cette interdiction n'est cependant pas absolue et les accords prévoient le principe d'une indemnisation adéquate et effective en cas d'expropriation ou de nationalisation pour impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national.

D'autres dispositions des accords respectifs visent le règlement des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application des accords.

La durée des accords est fixée à dix ans à partir de la date de l'échange des instruments de ratification. Les accords sont conduits tacitement pour des périodes de dix ans, à moins d'une dénonciation dans les délais prescrits.

sés ainsi qu'aux pays en voie de développement avec l'intention de devenir le moteur de la promotion de l'utilisation des sources d'énergie renouvelables. Elle entend entre autres faciliter l'accès aux informations en relation avec les énergies renouvelables, améliorer la sécurité d'approvisionnement et garantir un approvisionnement en énergie des régions isolées.

Plusieurs objectifs concrets ont été définis, comme le développement d'une base de savoir complète, la promotion du transfert technologique, la stimulation de la recherche ou encore la coopération avec

d'autres organisations, institutions et réseaux.

L'Agence fonctionnera en tant qu'organisation intergouvernementale travaillant sur demande des États membres et en étroite coopération avec tous les acteurs dont les activités sont en relation avec les siennes. Elle comportera trois organes principaux, à savoir l'assemblée qui est l'organe suprême et composé de tous les États membres, le conseil qui exécute le programme de travail fixé par l'assemblée et le secrétariat nommé par l'assemblée.

La contribution luxembourgeoise se chiffrera à environ 30.000 euros par an.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.03.2010

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

19.04.2010 Désignation d'un rapporteur

26.04.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2010

TVA

6117 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi a en premier lieu pour objet de changer les règles qui régissent la détermination du débiteur de la TVA pour les opérations de commercialisation à l'intérieur du pays de certains instruments liés au système d'échange des droits d'émission de gaz à effet de serre. Ce changement constitue une dérogation au principe du payement fractionné qui régit la détermination du débiteur de la TVA pour les livraisons de marchandises et prestations de services effectuées à l'intérieur du pays. Le

changement proposé s'inscrit dans le contexte des discussions qui sont actuellement menées au niveau européen pour lutter contre des opérations frauduleuses qui ont vu le jour et qui ont causé au cours des 18 derniers mois aux États membres de l'UE des déchets fiscaux évalués à 5 milliards d'euros.

Le projet de loi a en second lieu pour objet de redresser quelques erreurs qui se sont glissées en cours d'instance dans le texte de la loi du 10 novembre 2009 ayant transposé, via une modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, les directives communautaires constitutives de ce qu'on appelle communément «paquet TVA».

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.03.2010

Rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

20.04.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

04.05.2010 Adoption d'un amendement

21.05.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.06.2010

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 18.12.2009

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

19.04.2010 Désignation d'un rapporteur

10.03.2010 Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

17.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2010

Énergies renouvelables

6116 - Projet de loi portant approbation des Statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), faits à Bonn, le 26 janvier 2009

Le présent projet de loi approuve les Statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), fondée à Bonn en janvier 2009.

Une des solutions pour garantir l'approvisionnement en énergie consiste dans l'utilisation accrue d'énergies renouvelables. Or, en raison de certains obstacles de nature politique, économique et technique, le potentiel de l'énergie renouvelable n'est pas épuisé, ce qui explique le besoin d'une institution internationale de promotion des énergies renouvelables.

L'Agence fournira des conseils pratiques et apportera son soutien aux pays industriali-



Chamber TV

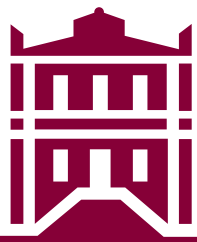
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live



Sommaire

1. Communications

- M. le Président

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

- M. le Président

3. Ordre du jour

- M. le Président

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°58 du 8 juin 2010 de M. Marc Spautz relative aux conditions médicales à remplir en vue de l'obtention d'un permis de conduire des catégories C à F, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Marc Spautz - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Question N°59 du 7 juin 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place d'internats dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. André Bauler - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- Question N°60 du 8 juin 2010 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Claude Haagen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Question N°61 du 8 juin 2010 de M. Claude Adam relative au classement des candidats postulant pour un poste d'instituteur ou d'institutrice de l'enseignement fondamental déclaré vacant sur la 2^e liste, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. Claude Adam - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- Question N°62 du 8 juin 2010 de M. Roger Negri relative aux travaux de réfection du Pont Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Question N°63 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative à l'échangeur «Helleng», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Gast Gibéryen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Question N°64 du 7 juin 2010 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité dans les bâtiments judiciaires, adressée à M. le Ministre de la Justice

- M. Xavier Bettel - M. François Biltgen, Ministre de la Justice

- Question N°66 du 7 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de connexions internet sans fil non sécurisées par des personnes privées, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias

- M. Eugène Berger - M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias

- Question N°65 du 8 juin 2010 de M. Camille Gira relative à la tarification de l'eau, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- M. Camille Gira - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- Question N°67 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative aux trains surchargés lors des heures de pointe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Gast Gibéryen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Question N°68 du 8 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'état d'avancement des plans sectoriels, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Eugène Berger - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

5. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'élaboration d'un plan de développement culturel pluriannuel

- Exposé: M. Claude Adam (dépôt d'une motion)

- Débat: Mme Martine Mergen, Mme Lydie Polfer, M. Marc Angel, M. Jacques-Yves Henckes

- Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture (M. Marc Angel intervient)

- Motion 1: M. Claude Adam, Mme Lydie Polfer, Mme Martine Mergen, M. André Hoffmann, Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture

- Vote (motion renvoyée en commission)

6. Interpellation de M. Félix Braz au sujet des systèmes de vidéosurveillance sur le territoire luxembourgeois

- Exposé: M. Félix Braz (dépôt d'une motion)

- Débat: M. Gilles Roth, M. Xavier Bettel, M. Claude Haagen, M. Gast Gibéryen (à qui M. Félix Braz pose une question), M. André Hoffmann, Mme Lydie Err

- M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (à qui M. Xavier Bettel pose une question)

- M. Félix Braz

- M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- Motion 1: M. Jean-Louis Schiltz, M. Gast Gibéryen, M. Xavier Bettel, M. Félix Braz, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

7. 5787 - Projet de loi portant

1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. fixation des modalités, du programme et du déroulement de la formation spécifique des chargés d'éducation à durée indéterminée et à durée déterminée et à tâche complète ou partielle,

3. création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

4. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Fernand Diederich

- Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann

- Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 6094 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 6116 - Projet de loi portant approbation des Statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), faits à Bonn, le 26 janvier 2009

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel

- Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Henri Kox

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. 6121 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Ben Fayot

- Discussion générale: M. Jean-Paul Schaaf, M. Eugène Berger, M. Claude Adam

- Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. Motion N°1 de M. Claude Adam sur l'éducation aux médias dans l'enseignement fondamental et secondaire

- Exposé: M. Claude Adam

- Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Dofir hunn ech folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Folgend Projete goufen doniewent déposéiert: fir d'Éischt den 1. Juni vum Finanz-

minister de Projet de loi 6142 iwwert den Octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro; den 3. Juni vun den Deputéiert François Bausch, Xavier Bettel, Lucien Lux, Jean-Louis Schiltz a mir selwer den Ofännerungsvorschlag vum Chambersreglement 6143 iwwert den Impakt vum Lissaboner Vertrag op déi national Parlamenter; deeselwechten Dag vun der delegéierter Ministesch fir den öffentlichen Déngscht de Projet de loi 6144 iwwert d'Schafe vun engem Centre des technologies de l'information de l'État; schliesslech de 4. Juni vum Kommunikatiounsminister de Projet de loi 6145 iwwert déi elektronesch Medien.

3) Vum 26. bis den 30. Abrëll huet zu Stroossbuerg déi zweet Session ordinaire

vun der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe stattfonnt. D'Chamber war vertrueden duerch déi Damme Lydie Err an Anne Brasseur an duerch déi Hären Norbert Hauptert, Jean Huss, Fernand Boden a Marc Spautz.

Communications du Président - séance publique du 8 juin 2010

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6142 - Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 01.06.2010

6143 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux incidences du Traité de Lisbonne sur les parlements nationaux

Dépôt: M. François Bausch, M. Xavier Bettel, M. Lucien Lux, M. Laurent Mosar, M. Jean-Louis Schiltz, le 03.06.2010



6144 - *Projet de loi modifiant et complétant la loi du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État*

Dépôt: Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 03.06.2010

6145 - *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 04.06.2010

3. Du 26 au 30 avril 2010 s'est tenue à Strasbourg la 2^e partie de la session ordinaire de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté les six membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir la Présidente de la délégation Mme Lydie Err, le vice-président M. Norbert Hauptert et les Membres effectif et suppléants, Mme Anne Brasseur, et MM. Jean Huss, Fernand Boden et Marc Spautz.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Mir kommen dann elo zum Retrait vum Rôle vun zwee Projet-de-loien. Duerch Arrêté grand-ducal de retrait huet d'Regierung ugefrot, de Projet de loi Nummer 4916 iwwert den Émbau vum Centre intégré pour personnes âgées zu Zolwer souwéi de Projet de loi 6057 iwwert de Bau zu Munneref vu verschiddene Strukturen fir Leit mat engem Handicap vum Rôle ze strächen.

Ass d'Chamber heimadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

3. Ordre du jour

An hirer Réunion vum 3. Juni huet d'Présidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen: Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Schafe vun engem Plan de développement culturel pluriannuel; dann eng Interpellatioun vum Här Félix Braz iwwer Videoiwwerwaachung nom Modell 1; de Projet de loi 5787 iwwert d'Chargés d'éducation nom Basismodell; de Projet de loi 6094, en Accord tëschent der belsch-lëtzebuergescher Union an Drëttlänner iwwert d'Schütze vun Investissementer nom Basismodell; de Projet de loi 6116 iwwert d'Stature vun der Agence internationale pour les énergies renouvelables IRENA nom Basismodell; de Projet de loi 6121 iwwert d'Meeschterprüfung och nom Basismodell an da schlussendlech d'Motioun vum Här Claude Adam iwwert d'Medienerzéiung an de Schoulen.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6117 iwwert d'TVA, och nom Basismodell, an duerno eng Orientéierungsdebatt iwwert den Avant-projet de plan national de développement durable nom Modell 2.

Dann hu mer den Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi eng Orientéierungsdebatt iwwert d'EU-Strategie „Europe 2020“ nom Modell 2.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedoen. D'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntweren. D'Froer kommen ofwiessend vum der Majoritéit an der Oppositioun.

Als éischt hu mer de Mëtteg d'Fro N°58 vum Här Marc Spautz un den Nohaltegkeetsminister iwwert déi medezinesch Konditiounen, déi ze erfëlle sinn, fir d'Führerschäiner aus de Kategorien C bis F. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°58 du 8 juin 2010 de M. Marc Spautz relative aux conditions médicales à remplir en vue de l'obtention d'un permis de conduire des catégories C à F, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

(Interruptions et hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Schwätzt Der aus Erfahrung, Här Braz, jo?

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Minister vun der nohalteger Entwécklung eng Fro stellen iwwert d'Examens médicaux fir déi Leit, déi als Berufschaffere schaffen. Et geet ëm déi Leit, déi de Führerschäi maachen oder verlängert kréien. Dat ass bei 60 Joer respektiv bei de Camionschaufferen all zéng Joer. Déi Leit, déi e Bus- oder Camionsführerschäi wëlle maachen, mussen net nëmmen allgemeng bei den Dokter goen, mä sollen och bei den Aendokter goen. Dat ass och gutt nozevollzéien, well souwuel Camionschauffere wéi och Buschaufferen, déi andauernd am Verkéier ënnerwee sinn, déi Leit transportéieren, do wier et net gutt, wann esou Leit eng Séischwächt hätten.

De Gesetzestext, esou wéi de Code de la route et virgesäit, schwätzt just vun engem einfache Certificat médical vun engem agréiertem Dokter. Mir wëssen awer, dass virun allem bei de Berufschafferen, déi Camion a Bus fueren, och drop gepocht gëtt, dass en Test - also ech betounen: Berufschafferen - beim Aendokter gemaach gëtt, wat och ze verstoen ass a verständlech ass. Et wier schlecht, wann e Chauffeur mat enger Séischwächt géif op engem Bus oder engem Camion fueren.

► **Une voix.**- Ah jo!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Wat awer festgestallt gëtt, dat ass, dass déi Leit ëmmer méi oft zrëckgeruff ginn, fir och nach en extrae Bléckwéckeltest gemaach ze kréien, an do ass den Text net kloer genuch.

Dofir war meng Fro un den Nohaltegkeetsminister, ob et net méiglech wier, dat e bësse méi kloer ze maachen am Code de la route an och gläichzäiteg domadder dofir ze suergen, dass déi Berufschafferen, déi musse bei d'Doktere goen, dass och do gekläert wier, ob si fräigestallt ginn, fir déi Tester kënnen ze maachen, oder och net.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Spautz. An elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Wéi den Här Spautz dat richtig gesot huet, ass et esou, dass bei der Obtentioun respektiv dem Renouvellement vun engem Führerschäin, egal vu wat fir enger Kategorie, selbstverständlech e medezineschen Test muss gemaach ginn. Do mussen och eng Rei Saache gekuckt ginn, ënner anerem natierlech d'Vue vun deene Leit, déi wëllen e Führerschäi kréien. Do gëtt normalerweis och d'Capacité visuelle eviderenter gekuckt.

Bei de Berufsführerschäiner, haaptsächlech den C an D, ass et esou, dass den Artikel 77 e wéineg méi prezis ass an datt e freet, dass muss de Champ visuel binoculaire normal gekuckt ginn: wat also wesentlech méi eng prezis Definitioun ass fir deen Typ, deen hei am Text steet.

Op Avis vun der Commission médicale, déi am Artikel 90 vum Code de la route virgesinn ass, kann u sech effektiv den Titulaire obligéiert ginn, sech weideren Examens médicaux ze soumettéieren, wann en Doute do ass, dass iergendzwousch kéint e Problem bestoen, fir d'Capacitéit fir ze fuere ganz ze hunn.

An der Praxis heescht dat, dass ganz oft de Certificat médical gefrot gëtt oder datt gefrot gëtt, nach e weideren Test ze maachen, wa Leit e Brëll hunn, wou da gefrot gëtt, dass haaptsächlech d'Dioptrie nach eng Kéier vun engem Ophthalmolog,

engem Aendokter, kontrolléiert gëtt. Normalerweis muss deen Test net onbedéngt de Champ visuel nach eng Kéier mat kontrolléieren, well dee ganz oft scho bei de Generaliste kontrolléiert gëtt. À moins, datt et spezifesch gefrot géif ginn. Bei verschiddenen Demandé vun der Commission médicale gëtt et och spezifesch gefrot.

Elo ass et awer esou, dass mer mierken, dass bei enger ganzer Rei Tester, wou d'Dioptrie kontrolléiert ginn, wa se kontrolléiert ginn, och nach de Champ visuel mat kontrolléiert gëtt, wat net onbedéngt all Kéiers gefrot war. Dat hântk da vun deenen eenzelen Tester of, wéi se bei deenen eenzelen Doktere gemaach ginn.

Ech mengen - fir als Äntwert op d'Fro vun dem Här Spautz ze soen -, wann do Klärungsbedarf ass an esou wéi de Fall hei beschriwwen ass, muss mer elo kucken, ob déi Saachen iwwerall esou kloer sinn, wéi se am Text misste kloer sinn. Dann hunn ech kee Problem, fir eng Circulaire nach - eventuell mam Gesondheitsminister - erauszuschécken, fir genau bei den Ophthalmologen, den Dokteren ze preziséieren, wéi dat ze handhaben ass. Fir d'Éischt kucke mer, ob Klärungsbedarf do ass. Wann deen do ass, hunn ech kee Problem, fir dat par voie de circulaire ze preziséieren.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen dann elo zu der Fro N°59 vum Här André Bauler un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Internater am Enseignement fondamental. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°59 du 7 juin 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place d'internats dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Ech wollt der Madame Éducatiousministesch eng Fro stellen zur geplangter Schafung vun Internater am Kader vum Enseignement fondamental, esou wéi dat am Regierungsprogramm festgehalten ass oder gouf.

An deem Kontext wollt ech d'Madame Ministesch froen, wou dës Internater sollen opgemaach ginn, ob scho Gespréicher mat Gemenge lafen, a wa jo, mat wat fir enge Gemengen. Gëtt et scho konkret Projete fir esou Internater? Wéi soll den Transport vun deene Kanner organiséiert ginn? Ënner wat fir Konditiounen kommen d'Kanner dohinne?

Schlussendlech wollt ech wëssen, ob et schonn Iwwerleeunge fir e spezifescht Betreuungskonzept fir déi geplangten Internater gëtt.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bauler. An elo kritt d'Madame Erzéiungsministesch d'Wuert.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President. Op d'Fro vum Här Bauler kann ech soen, dass effektiv d'Regierungserklärung virgesäit, dass mer géife kleng Internater maache fir Kanner, déi am Alter vun der Grondschool sinn. Zweetens sinn dat dann Initiativen, déi net vun der Éducation nationale geholl ginn, mä vun der Éducation nationale zesumme mam Ministère de la Famille, well d'Familljeministesche zoustänneg ass fir d'Internater. Mir sinn am Planzen, an der Diskussioun iwwer elo e klengt Internat zu Géisdref, well et do eng Méiglechkeet géif gi vun enger Infrastruktur. Do sinn déi zwee Ministère an enger Zesummenaarbecht, well mer ebe just géife gären e Modellprojet dorausser maache fir zukünfteg Internater fir jonk Kanner.

Dat ass de Stand, wou mer elo sinn. Méi prezis kann ech lech haut doriwwer net renschéieren, well déi Gruppen eigentlech elo amgang sinn, doriwwer ze diskutéieren. Dann hântk et natierlech of vun de Méiglechkeeten un Infrastrukturen an zweetens vun de Suen, déi mer hunn, fir esou Infrastrukturen opzerichten.

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Erzéiungsministesch Merci. Mir

kommen dann elo zu der Fro N°60 vum Här Claude Haagen un den Nohaltegkeetsminister iwwert déi technesch Kontrolle vun Autoen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°60 du 8 juin 2010 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an der Regierungserklärung steet, dass d'Regierung deen aktuelle System vun der technesch Kontroll vun de Gefierer wëllt op de Leescht huelen. Op Initiativ vum Transportminister vun der viregter Regierung war geplangt ginn, fir datt d'Automobilisten net méi esou oft an déi obligatoresch technesch Kontroll vun de Gefierer, also d'Kontrollstatiounen vu Sandweiler, Esch/Uelzecht a Wëlwerwolz misste fueren. Momentan sinn dës Kontrollen direkt beim Kaf vun engem neien Auto néideg, dann no dräi an engem hallwe Joer an duerno all Joer.

D'Accidenter sinn an deene leschte Jore glécklecherweis duerch eng geziilt preventiv Politik zrëckgaangen. Obwuel am Zäitraum vun 2001 bis 2008 d'Zuel vun de Gefierer ëm ronn 10,8% geklomm ass, ass d'Zuel vun den déidlechen Accidenter vun 69 op 35 zrëckgaangen, wat der 49,3% manner sinn. Lëtzebuerg ass domadder dat éischt Land, wat d'Zil vun der Europäescher Kommissioun, fir hallef esou vill Doudeger am Stroosseverkéier ze bekloen, errecht huet.

Och wann all Accident eent ze vill ass, esou ass d'Zuel vun den Accidenter net dorobber zrëckzeféieren, dass d'Gefierer iwwerleest sinn oder net an der Rei sinn. De Lëtzebuergescher Fierpark ass ee vun deene modernsten an neisten a ganz Europa. D'Périodicitéit vun de Kontrollen ass awer eng vun deenen héchsten an Europa, wat ee gewëssene Widersproch duerstellt.

Ech wollt dofir folgend Froen un de Minister vum Développement durable stellen:

Wat ass den Délai, deen d'Regierung festgesat huet, fir dës Punkt vun der Regierungserklärung ëmzesetzen, vu datt dofir d'Gesetz vum 14. Februar 1955 muss geännert ginn? Wéini géif een neie Projet de loi déposiert ginn? An zum Schluss: Wat fir eng Changementer gesäit de Minister bei der Périodicitéit vun de Kontrolle fir nei Gefierer respektiv vun Occasiounen vir?

Ech soen lech Merci fir Är Äntwerten.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Haagen. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Haagen just am éischte Saz ganz kloer soen, dass bis elo nach keng Décisioun an deem do Sujet geholl ginn ass, aus engem ganz prezise Grund. Mir hunn eng Étud maache gelooss vun der SNCT, fir ze kucken, wéi d'Situatioun sech genau hätt. An do muss ee wëssen, datt... Also déi Étud ass am Joer 2009 gemaach ginn. Et ass analysiert ginn, wéi momentan déi eenzel Tester géife fonctionnéieren a wat do géif erauskommen.

Mir hate gefrot, mä Prédécesseur hat gefrot ze analyséieren, wéi et kéint gemaach ginn, wann een deen éischte Conrôle technique bei véier Joer, deen zweete bei sechs Joer eréischt géif maachen. Haut, wéi Der richtig gesot hutt, si se bei dräi an en hallwe respektiv véier an en hallwen ugesat.

Déi Analys ass och komm. Dobäi ass festgestallt ginn, dass bei deenen zwee éischten Tester schonn 9% vun deene Véhiculen, déi getest gi sinn, rejetéiert gi sinn am Test, well eng Rei Défectuositéiten drop waren. Notamment niewent deene grouse Serië vun Netakzeptatiounen, well um Auto Modifikatiounen gemaach gi sinn - dat ass jo deen een Deel -, waren awer och eng ganz Rei Défectuositéiten aus Sécherheetsgrënn, oder déi Sécherheetsorganer concernéiert hunn. Sou datt déi Fro do net ganz esou einfach ze léisen ass, fir



ze soen, d'Autoe sinn elo méi sécher, mir kënnen dat do no hanne schieben.

Mir sinn also do nach genau amgaang ze kucken, wéi sech ähnlech..., oder mir wëllen do nach kucken, wéi sech ähnlech Statistiken am Ausland befannen, fir eis an déi auslännesch Périodicitäten eranzeien.

An de leschte Méint ass elo haaptsächlech manner un deem hei Dossier bei der SNCT geschaff ginn, wéi un zwee aneren Dossieren, déi fir mech och wesentlech waren, haaptsächlech den Dossier vun der Mise en service vun engem informatiséierte System, wou et drëm geet, datt de Client mat sengem Auto kann automatesch e Rendez-vous huele respektiv sai Rendez-vous changéieren, fir dee Moment och de Service um Client besser ze maachen.

An deen zweeten Dossier, un deem an de leschte Méint vill geschaff ginn ass, dat ass un engem neien Horaire d'ouverture fir déi Statioun haaptsächlech zu Sandweiler. Do wäerten an deenen nächste Méint - ech leeë mech net op de präzisen Datum fest - eng Rei Neierungen antrieden. An dann duerno komme mer un deen hei Dossier. Ech avancéiere keen Datum, well ech e momentan nach net festgesat hunn.

Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler Merci. Mir kommen elo un d'Fro N°61 vum Här Claude Adam un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Klassement op der zweeter Lëscht vun de fräie Posten am Enseignement fondamental. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°61 du 8 juin 2010 de M. Claude Adam relative au classement des candidats postulant pour un poste d'instituteur ou d'institutrice de l'enseignement fondamental déclaré vacant sur la 2^e liste, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, meng Fro bezitt sech op d'Artikelen 9 an 10 vum Règlement grand-ducal vum 1. Abrëll 2009. An zwar, et ass keen Examen an och keen a documents ouverts, mä et geet wierklech ëm de Klassement vun de Kandidaten, déi sech op e Poste vun der zweeter Lëscht am Enseignement fondamental mellen.

An deenen zwee Artikelen, déi eng virdrun zitëiert hunn, do steet daitlech opgelëscht, wéi de Ranking ass. Dat kann een noliesen. Dat ass och logesch. Dat ass och net meng direkt Fro. Meng Fro ass méi: Wat um Pa-beier logesch ass, dat féiert an der Praxis heiansdo zu komesche Konsequenzen. Ech bréngen zwee fiktiv Beispiller, déi ähnlech geschitt sinn. Ech maache se fiktiv, fir kengem ze no wëllen ze trieden.

Eng Léierin, déi eng hallef Tâche Morale zu Biissen huet a Chargée de cours ass, déi also praktesch als Lescht klasséiert ass. Eng aner Léierin an darselwechter Situatioun, déi eng hallef Tâche Turnen zu Miersch huet. Do kann et duerchaus passéieren, datt déi zwou mussen d'Plaz wiesselen, dat heescht, datt déi, déi 20 Joer Morale ginn huet, muss an d'Nopeschduerf Turnen hale goen, an déi, déi ëmmer Turne ginn huet, op een anere Posten an een anert Duerf.

Et gëtt där Beispiller an der Realitéit eng ganz Rei. An duerch déi reng Klassementsgeschichte bréngt dat eng Rei Ongerechtegkeeten, oder wéinstens net Ongerechtegkeeten, ech mengen, dee Klassement ass scho gerecht, mä eng Rei Saachen, déi pedagogesch zweifelhaft sinn. Ech mengen, et mécht net vill Sënn, fir een, deen 20 Joer an engem Fach geschaff huet, fir deen op eng aner Plaz ze setzen, wou e sech muss an eng nei Matière eraschaffen.

Duerfir ass einfach meng Fro: Wéi vill Flexibilitéit erlaabt dee Règlement grand-ducal do, wat de Klassement vun de Leit ugeet? Muss een dat à la lettre applizéieren? Dat heescht, dee Leschte muss do higoen, wou en higeschéckt gëtt, och wann dat wierklech pedagogesch kee Sënn mécht, mënschlech kee fir d'Person an och kee Sënn fir d'Kanner. Huet een do eng gewësse Fräiheet nach?

Et ass mer och opgefall, dat do ass eppes, mat deem ech oft konfrontéiert gi sinn,

wou Leit mech gefrot hunn. Et ass mer och opgefall an deemselwechte Règlement, datt net virgesinn ass, datt ee Schoulmeeschter, dee scho Schoul gehalten huet, nach kéint op der zweeter Lëscht e Poste kréien.

Duerfir einfach meng Fro: Et ass logesch, datt et net virgesinn ass. Mä gëtt et och do eng Méiglechkeet fir Ausnahmen, wann Härtefäll sinn, datt een awer och déi kann opfänken?

Ech gesinn, Madame Minister, Dir maacht lech Suergen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. An elo kritt d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres d'Wuert.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn e bësse verduzt dragekuckt op dem Här Adam seng Fro, well ech muss soen, den Detail, deen en do freet, kann ech net ganz genau novollzéien. Ech weess, dass mer e Gesetz hunn, wou d'Reiefolleg drasteet. An ech ginn Instruktiounen un d'Verwaltung, fir d'Gesetz ze respektéieren. Wann also an där Hierarchie eppes net richteg ass, dann denken ech, da misste mer dat ënnersichen an d'Gesetz änneren.

Zweetens wëll ech soen, dass bis elo eng Kéier d'Affectatiounen iwwert de Ministère gemaach gi sinn, dass dat e groussen Effort war, well e ganze Koup, ganz vill Leit hu missen affectéiert ginn, nei affectéiert ginn. Mir hu fir d'Joer - elo ginn d'Affectatiounen gemaach; am Juni kënn déi éischt Lëscht, am Juli kënn déi zweet Lëscht drun - natierlech vill méi eng einfach Prozedur, well mer am Prinzip soen, dass déi Leit do bleiwen, wou se sinn, à moins dass eng Suppression de poste ass an dass mer se mussen eriwverhuelen. Sou dass ech géif soen, mir sollten elo deen zweeten Oflaf ofwaarden a kucken. Wa mer da muss Korrektoren ubréngen, da wär ech dat Lescht, wat sech deem géif verschléissen.

► **M. le Président.** - Merci der Erzéiungsministesch. Da komme mer elo zu der Fro N°62 vum Här Roger Negri un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Aarbechten un der Neier Bréck. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°62 du 8 juin 2010 de M. Roger Negri relative aux travaux de réfection du Pont Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Här Nohaltegkeetsminister eng Fro stellen iwwert d'Réfectioun vum Pont Adolphe. Wéi mer jo all wëssen, gëtt d'Neier Bréck aus Stabilitéitsgrënn nei gemaach. Do derniewent ass jo da virgesinn, eng provisoresch Bréck opzeriichten.

Do wollt ech den Här Minister froen, wéi et do mat de Genehmigungsprozeduren ass. Virun allem wollt ech do froen, wéi et mat enger Genehmigungs vun der UNESCO ass, ob dat alles an der Rei ass.

An da vläicht als Lescht nach, ob den Här Minister eis kéint informéieren in globo, wéi et mam Planning ausgesäit. Wéini gëtt déi provisoresch Bréck opgeriicht an ofgerapp? An och allgemeng déi Nei Bréck: Wéini kann een domadder rechnen, dass se fäerdeg ass, fir déi nei Infrastrukturen, déi do virgesi sinn, opzehuelen?

Villmools Merci fir Är Äntwerten.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Negri. D'Wuert huet elo den Här Nohaltegkeetsminister.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Wat d'Autorisatiounen ugeet, do ass et esou, datt dat hei jo, muss ee wëssen, net an dem Gebitt vun der UNESCO-Protektioun direkt läit. Do, wou hei de Saint-Esprit draläit an och just niewent deem, wat se d'Zone tampon nennen, wou d'provisoresch Bréck net méi dran ass. An déi Säit, wou eng provisoresch Bréck soll gebaut ginn, dat ass déi aner Säit wéi déi, wou de Pont tampon läit. Ech mengen, d'Kaarte vun der UNESCO sinn do ganz kloer dran. Punkt Nummer eent.

Punkt Nummer zwee: Aner Autorisatiounen, notament d'Autorisatiounen fir d'Émwelt, vun der Émwelt, déi mer brauchen, fir de Pont provisoire ze bauen, déi sinn och do. Sou datt am Prinzip ka mat deem Bau do lassgefuer ginn.

Elo muss een awer nach soen, wéi et am Fong soll oflafen, fir méi prezis op Är Fro ze äntwerten.

Dat Éischt ass, de Cahier des charges vum Pont provisoire ass fäerdeg. Ech wollt och dat elo an deenen nächste Wochen eng Kéier der Öffentlechkeet op enger Pressekonferenz virstellen. Also, d'Autorisatiounen vun den Déboisementer sinn do. Dee Pont provisoire, esou wéi e mat der Stad Lëtzebuerg ofgemaach ginn ass, soll eng Bréck si mat dräi Pisten an eng Pist fir d'Mobilitéit douce. Dat ass dat, wat mer wierklech brauchen, fir während deene Joren d'Mobilitéit och hallefweegs ze assuréieren. Et gëtt nach schwierig, mä dat erlaabt eis trotzdeem, hallefweegs d'Mobilitéit ze assuréieren.

D'Bauzäit vun dem Pont provisoire ass ronn ee Joer. D'Chantierszäit vum Pont Adolphe rechne mer op eppes méi wéi zwee Joer an. An d'Ofrappzäit vun dem Pont provisoire ass dann erëm hannendrun en halleft Joer, well et kloer an daitlech ass, datt „provisoresch“ heescht, datt mer se erëm ofrappen an net stoe loossen. Fir dat och kloer an daitlech ze soen. Wann ech dat zesammenzielen, kommen ech op 3,5 Joer.

Et muss een awer wëssen, datt do warscheinlech ëmmer e Laps de temps dozwëscht wäert vergoen, sou datt ee ronn mat engem Chantier vu véier Joer ka rechne fir déi zwou Brécken.

Wat de Pont Adolphe ugeet, do ass et esou, datt mer jo amgaang sinn, eng relativ Surveillance étroite do ze maachen, datt och gekuckt gëtt, datt elo eng Rei Investigations supplémentaires gemaach gi sinn an deene leschte Wochen. Dir gesitt déi Stellagen, déi momentan do ënnerdrënner stinn, wou déi nei Radiographië gemaach ginn, wou och Auscultatiounen mat Videokamerae bannendra gemaach ginn, fir genau feststellen, wou mer mat de Fissuren dru sinn.

Déi lescht Method, déi mer elo erausfonnt hunn, fir d'Erneuerung ze maachen - an dat ass wierklech interessant, well mer elo mat enger neier Method kënnen mat Titanstaangen eng Befestigung maachen, sou datt een u sech den Hauptarche net méi brauch ofzerappen, mä ka stoe loossen an e mat Titanstaange befestegen.

Haaptsächlech muss un de Tympanen nach geschaff ginn, et mussen Tabliere frësch gemaach ginn, an et muss dann och probéiert ginn, un dat, wat mer do nei maachen, déi Steng, déi drop waren, wéinst dem Aspekt erëm unzebréngen.

Déi Bréck gëtt, wéi Der wësst, zweemol 0,75 verbreedert. Et wäert zwou Bunne fir den Tram, zwou fir den Auto an zwee Trottoiren hunn, plus d'Garde-corps derbäi. Dee Chantier, denken ech, dat kann tëschent 2012 an 2014 oflafen, ouni lech awer iwwerhaupt eng Garantie fir déi Datumen ze ginn. Well ech gi keng Garantië méi fir Datumen.

(Interruptions)

Mä schätzungsweis ass dat do den Zäitraum, wou dat ka stattfannen.

Ech wëll awer och nach ganz kloer an daitlech soen, datt déi Bréck hei, Tram hin, Tram hier, muss gemaach ginn, ob en Tram kënn, ob keen Tram kënn. Ech mengen, et kënn en Tram. Mä ech mengen, datt d'Bréck egal wéi, esou oder anesch muss gemaach ginn, well mer muss se stabiliséieren, egal wat fir ee Verkéier an Zukunft wäert driwwerlafen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

(Interruptions)

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Et ass nach eng Zousazfro, quitte datt dat elo net usuel ass, Zousazfroen hei ze stellen. Mä selbstverständlech si mer och mat der Stad Lëtzebuerg amgaang ze kucken, datt mer déi Prozeduren ofwéckelen. Mir kruten eng Rei vun Äntwerten iwwer Änne-

runge vu PGen. Mä frot mech elo net am Detail, well hei war de Moien eng Fro gestellt ginn iwwert de Fortgang vum Pont Adolphe, an ech hunn net de Stand vun allen Autorisatiounen elo am Detail nogekuckt. Mir si mat der Stad Lëtzebuerg enk am Kontakt, fir och alles richteg ze maachen an deem Dossier. A mir wäerten och déi Prozedur richteg ofwéckelen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°63 vum Här Gast Gibéryen, nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert den Échangeur zu Helleng. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°63 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative à l'échangeur «Helleng», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Am leschte Joerdausend hu mer hei an der Chamber e Gesetz gestëmmt, fir de Bau vun enger Saarstrooss ze bauen.

(Interruption)

Deemools ass de Sträit heibanne gewiescht, ob et eng Nord- oder eng Südvariant gëtt. An den deemolege Bauteminister, den Här Robert Goebels, dee sech fir d'Südvariant ausgeschwat huet, huet deemools op deser Plaz behaupt, hien hätt d'Terrainen alleguer, fir d'Südvariant ze bauen.

(Interruption)

An der Zwëschenzäit hu mer d'Saarstrooss eng zweete Kéier gestëmmt. Mir hunn och d'Verfassung géinnert, an d'Saarstrooss ass elo scho bal zéng Joer op, an nach ëmmer ass de Stat net am Besëtz vun allen Terrainen. Mir hunn nach zu Helleng d'Fro vum Bypass net geléist a mir hunn zu Fréiseng um Rond-point op der Grenz d'Fro nach net geléist fir den Accès Richtung Saarbrécken.

Et ass also e ganz nohaltegen Dossier, dat heiten.

(Hilarité)

Duerfir meng Fro un den Nohaltegkeetsminister, wou mer mat der Prozedur an deenen zwee Fäll - zu Helleng um Bypass an zu Fréiseng op dem Échangeur - dru sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. D'Wuert huet nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President, nach eng Kéier Merci fir d'Wuert. Ech wëll just soen, datt dat hei vläicht en nohaltegen Dossier ass, mä ech muss soen, et ass ee vun deenen Dossieren, dee mech nohaltegen frustréiert, well mer einfach hei e Problem hunn, e Sécherheitsproblem op enger Autobunn, deen all déi Zäit dobleift an dee mat der Zäit sécherlech net besser gëtt.

Nach ass et esou, datt mer an engem Rechtsstat hei sinn, an datt ech muss och déi rechtlech Prozeduren duerchgoen, fir déi Terrainen an de Statsbesëtz ze kréien. Mir bauen net op Terrainen, déi eis net gehéieren. An deem Fall sécherlech net.

(Interruption)

Jo, eben.

Wou si mer mat der Prozedur drun? Dir wësst, datt mer no der Ännerung vun der Constitutioun direkt eng Assignation complémentaire gemaach hunn, fir u sech den Dossier weiderzedreiwten. Am Joer 2009, am Juli 2009 ass de Jgement vum Tribunal komm, deen u sech gesot huet, datt net kéint elo poursuivéiert ginn, well dat Règlement, wat den 28. März 2002 geholl gi war, esou geholl gi war, datt eng Rei vun Annexen, all déi Kartographien, déi hannendru waren, net a senger Zäit annexéiert gi sinn. Dat heescht, mir kruten 2009 gesot, datt 2002 d'Annexen am Règlement net derbäigefügt gi waren.

Selbstverständlich ass du geschafft ginn, fir ze kucken, dass dat Reglement dann eng Kéier total frësch kéint publizéiert ginn, wat och Enn d'lescht Joer geschitt ass, wou eng total Republicatioun vun dem Reglement mat sämtlechen Annexen, an et ass e ganz Buch ginn, well déi ganz Kaarten hu misse mat publizéiert ginn, am Mémorial erschéngen ass. Sou datt d'Prozedur elo, op där neier Basis vun deem neien, rectificiéierte Reglement, dann erëm muss do ugefaange ginn, wou se elo arrétiéiert ginn ass, op Basis vun deem Reglement.

Ech hoffen, dass déi Prozeduren esou schnell wéi méiglech dann zu engem Ofschloss kommen. Deen Dag, wou mer déi Terrainen hunn, muss mer och de Bau ufänken, well dat heiten en absolut wichtige Bau ass.

Wat elo Fréiseng ugeet, do ass an enger éischter Etapp gesot ginn, dass mer géife kucken, wéi elo mer mat der Prozedur zu Helleng géifen duerch de Bësch kommen, fir all Feeler bei der Fréisenger Prozedur ze vermeiden. Selbstverständlich muss mer do och an deenen nächste Méint kucken, dass mer d'Prozedur ufänken, mat all deenen Erfahrungen, déi mer an deene leschte Méint gesammelt hunn, wat d'Prozedur zu Helleng ugeet.

Ech hoffen, dass mer iergendeng Kéier zum Schluss bei deem doten Dossier kommen. Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och hei dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°64 vum Här Xavier Bettel un de Justizminister iwwert d'Sécherheet an de Gerichtsgebäuer. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°64 du 7 juin 2010 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité dans les bâtiments judiciaires, adressée à M. le Ministre de la Justice**

► **M. le Président (DP).** - Här President, ech soen lech Merci. D'lescht Woch huet ee mat Schrecke festgestallt, dass eng Juge de paix zu Bréissel erschoss ginn ass mat hirem Greffier an engem Sitzungssall. Ech muss lech soen, dass ech, säitdem dat an der Belsch geschitt ass, Telefone kritt hu vu Magistraten, déi och Juges de paix sinn an déi sech d'Fro gestallt hunn, wéi et hei zu Lëtzebuerg ass.

Tatsächlech - fir déi, déi virdrun an déi d'Gerichter kennen - dat aalt Gericht, do war e Sas, do waren och Agenten do, déi gekuckt hunn, firwat een op d'Gericht geet, firwat een an eng Sitzung wëllt goen. Selbstverständlich sinn d'Sitzunge public. Dat heescht, et konnt ee soen, ech gi gären dat an dat kucken an et huet ee seng Carte d'identité ofginn. Mä dat heescht, et ass eng Identifikatioun gemaach gi vun de Leit, déi an e Gericht gaange sinn. Dat war um Tribunal esou.

Op der Justice de paix ass keng Kontroll mat Pièces d'identité gemaach ginn, op der Cour de justice och net, mä op dem Tribunal d'arrondissement ass dat gemaach ginn. Op deenen zwou anere Plazen huet een awer ëmmer e Concierge do gehat, oder eng Persoun op jiddwer Fall, déi an der Entrée souz, oder en Agent de sécurité, deen do opgepasst huet.

Haut - dat neit Gebai - gesäit een, dass op der Justice de paix am Moment guer keen ass. Do ass guer keen! De Concierge, deen do war, ass am Moment fort. Do ass säit Woche guer kee méi do, grad do op där Plaz, wou de Richter eleng och sëtzt mat sengem Greffier. Dat heescht wou ee keng Composition collégiale huet, wou se zu dräi sëtzen, a wou och kee Polizist am Sall ass, fir och fir Uerdnung ze suergen. De Parquet, deen ass barricadéiert, do kennt ee guer net eran, do sëtze se zu dräi.

Ech muss lech just soen, Här President, dass d'Fro, déi sech haut stellt, ass justement op der Justice de paix, op der Cour an dem Tribunal d'arrondissement, ob do net och sollt e Contrôle gemaach gi vun den Accèsen? Et ass eng Plaz, wou d'Leit Décisioune matgedeelt kréien. Esou eng Aktioun, wéi se zu Bréissel geschitt ass,

kann och eng Kéier bei eis geschéien. An déi Leit, déi do schaffen, maache sech Suergen ëm hir Sécherheet, virun allem déi, wéi ech virdu gesot hunn, déi eleng do sëtzen.

D'Affekoten hunn eng Kaart. Ech mengen, dat war och an der Zäit esou, dass een eng Affekotekart hat, dass een déi gewisen huet, oder dass een e Badge sollt maachen. Mir hu jo e Badge kritt. Et weess zwar nach ëmmer keen, firwat dee gutt ass. Vlächicht wier dat dann d'Utilitéit, dass déi Kaart, déi mer kritt hunn als Affekoten, dann eben do wier, fir kënnen duerch eng Dier eranzegoen.

Ech insistéiere just, dass et hei drëms geet, ëm d'Sécherheet vun deene Leit, déi do schaffen. Wann ee gesäit, wéi vill hei elo investéiert ginn ass op deene Punkten, dass och Material doiwwer bestallt gi war, kann ee sech d'Fro stellen, wou all dat Material do ass, a firwat, wéi gesot, de Parquet général mat véier Leit muss gardéiert ginn an déi aner Geriichtssäll, wou de Public grad erakënnt, keen do ass, fir opzepasst.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. D'Wuert huet elo den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, déi dramatesch Situatioun zu Bréissel ass natierlech eng, déi ee sech iwwerall ka virstellen, och zu Lëtzebuerg ka virstellen, wat mech - ier ech op d'Fro vum Här Bettel aginn - awer derzou bréngt, e puer allgemeng Iwwerleeungen zur Sécherheet ze maachen. Dat ass ëmmer de grouse Problem.

Engersäits gëtt et iwwerall Sécherheitsproblemer, emol méi, emol manner. Sécherheet gëtt zum Beispill op de Gerichter ëmmer groussgeschriwwen, wann et ëm Droit pénal geet. Hei hu mer gesinn - an dat ass eppes, wat eng reell Gefor ass -, dass a Familijsituatiounen einfach irrational Verhalensmoosname kommen. Da muss een ëmmer la part des choses maachen. Wéi wäit cadenasséieren ech alles? A wéi wäit kucken ech einfach, dat Schlimmst ze verhënnere?

Datselwecht stellt sech och an der Politik. Ech sinn ëmmer frou, dass ech net muss duerch d'Géigend lafe wéi auslännesch Ministerkolleegen, déi emol net méi kënnen eleng mat hirer Fra schwätzen, wann net iergendeen hannendrun oppasst, ob net iergendeen e Messer an der Box hätt. Datselwecht huet sech och fir d'Chamber gestallt. Ech muss soen, dass ech ganz „emmerdéiert“ sinn zënter där Greenpeace-Geschicht, dass, wann ech mat menge Beamten, déi jiddweree kennt, aus mengem Ministère heihinnerkommen, dass déi da mussen e Badge huelen, an esou weider an esou fort. Gutt, mä d'Chamber hat awer keng aner Méiglechkeet drop ze reagéieren, esou ze maachen. Ob doduerch awer d'Sécherheit besser ass hei an der Chamber woen ech ze bezweifelen, esou dass ech ëmmer soen, et muss ee la part des choses maachen.

Richtig ass, dass ee muss kucken, dat Schlimmst ze verhënnere, ouni awer iwwerdréieren och de Caractère public vun der Justiz a Fro ze stellen - d'Justiz ass den drëtten Pfeiler am Land -; dass d'Leit mussen d'Justiz net als oppressiv, mä als oppen unerkennen, ass eent vun den Ziler. Ech hunn elo eng ganz Partie Bréiwer kritt vum Parquet général, direkt zwee Stéck, vum Groupement des magistrats, an ech soen lech och elo, wéi mer weiderginn, de Claude Wiseler an ech. Ech fänken elo emol mat der Cité judiciaire hei an der Stad un. D'Cité judiciaire an der Stad, an duerno kommen ech op Esch an Dikrech, well och do stelle sech Froen.

D'Cité judiciaire an der Stad ass natierlech e Problem am Konzept selwer, wou ech awer de Konzept net wëll a Fro stellen, well de Konzept ass: D'Justiz ass oppen, d'Leit kommen eran. Et muss ee verschidden, an do si jo Moosnamen - hutt Dir gesot - verschidde sinn ofgeséichert ginn, anerer manner ofgeséichert ginn, an ech ginn lech Recht, dass mer eis virun allem muss bei Familijsaache Froe stellen, well just do riskéieren d'Leit, irrational ze reagéieren. Mir mussen also kucken, wéi mer dat doten an de Grëff kréien.

Woubäi natierlech d'Conception architecturale vun der Cité judiciaire aneschtters ass wéi déi vun ale Palais. Mä dee war jo ni geduecht, fir eng Kéier eng Justiz dran ze kréien. Och do muss ech soen: Ech sinn awer och an där kuerzer Zäit, wou ech Affekot war, awer och net physesch, mä verbal emol aggresséiert ginn. Dat ass einfach esou. D'Leit hunn hir Problemer, an do kommen irrational Elementer. Mir mussen also kucken, wéi mer dat an de Grëff kréien.

Et ass duerfir, wou ech nach haut dem Claude Wiseler - hie kritt en eréischt muer, mä weess awer, wat drasteet - e Bréif geschriwwen hunn, dass mer sollen zesummekomme mat dem Procureur général, mam President vum Groupement des magistrats, a mat Leit vum Ministère du Développement durable a vun eis, fir emol engersäits d'Cité judiciaire ze kucken - wat architekturell méi schwierig ass, well ebe verschidde Gebailechkeeten do sinn, wat eben d'Konzept ass vun der Cité, dass et oppen ass - mä, fir ze kucken, wat ee ka maachen, notamment mat Sassen.

Also ech hunn e grouse Problem, net nëmmen, mä och als Justizminister, mat all deene sougenannte Sécherheitssystemer, Badgen, an einfach esou Kontroll. Een, dee wëllt en Attentat maachen, dee mécht et. Also déi Badgen, dat ass fir mech eppes, wou ech ëmmer meng Zweifel hunn, ob dat richtig ass. Ech mengen, et muss een einfach op verschiddenen névralgesche Plazen effektiv kënnen Kontrolle maachen, fir ze évitéieren, dass Waffe mat erakommen, an esou weider. Dat wëlle mer also kucken. Mir sinn eis eens, de Claude Wiseler an ech, dass mer dat elo nach an deenen nächsten Deeg maachen, fir dat ze kucken op der Cité judiciaire.

Déiselwecht Froe stelle sech zu Esch an zu Dikrech, wou mer elo u sech déi Chance hunn, dass souwuel fir Esch en neit Gebai geplangt ass, wou mer awer mengen opgrond vun deene Kenntniser, déi de Claude Wiseler an ech hunn, dass et an Zukunft méi einfach ass wéi déi aktuell Situatiounen zu Esch, déi ech wierklech ganz gutt kennen aus Erfahrung, déi net gutt sinn. Zu Dikrech ass et esou, dass mer jo an deene ganze Spuermoosnamen awer decidéiert hunn, dass d'Extenssioun vun Dikrech eng Prioritéit ass. Déi gëtt net hannendru gestallt, esou dass mer och do kënnen eis concertéieren, fir dat doten ze maachen.

Also mir wäerten an deenen nächste Wochen a Méint kucken dorobber ze äntwerthen, woubäi ech just wëll soen: Dir musst eise Souci verstoen, dass mer net wëllen d'Sécherheitsmoosnamen amerikaniséieren, dass herno d'Leit op eemol d'Impressioun hunn, et géif géint d'Leit goen an et géif net ëm d'Sécherheet goen. An ech menge just d'Crédibilitéit vun der Justiz huet och domadder ze dinn, dass mer kucken, dass d'Leit net sech - well déi meescht Leit komme jo net dohinner, fir eppes Schlimmes ze maachen, mä déi hunn einfach Problemer an duerfir muss se virun d'Gericht kommen, fir hir Rechter ze verdeedegen oder sech ze verdeedegen -, dass mer kucken do la part des choses ze maachen. Ech sinn och selbstverständlich gäre bereet, an déi zoustänneg, Madame Doerner, Chamberskommissioun ze kommen, fir doriwwer ze diskutéieren, zesammen natierlech mam Här Wiseler, well et ass säi Budget.

(**Hilarité**)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Biltgen. Dann hunn ech hei elo d'Fro N°66 vum Här Eugène Berger un de Kommunikationsminister iwwert d'Sécherheet vu kabellosen Internet-Connexiounen. Den Här Berger huet elo d'Wuert.

- **Question N°66 du 7 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de connexions internet sans fil non sécurisées par des personnes privées, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias**

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. D'Sociétéit „Google Street View“ huet jo an de leschte vergaangene Wochen e bësse fir Opreegung gesuergt, och hei zu Lëtzebuerg, well se mat speziellen Autoen duerch d'Stroosse fiert, fir Kaarten opzezechnen. A wat se dann och mécht, dat ass, dass se ongeschützte „Wireless

LAN“-Internet-Accèsen och enregistriert. Dat heescht, herno op deene Kaarten, déi een op Google ka kucken, gesäit een dann och, a wat fir enge Stroossen zum Beispill e „Wireless“-Accès ass, wou kee Code drop ass, a wou een da kann och vu bausse sech drop aklinken. Gëschter war och e Reportage op RTL, do war et och weider Explikatioune ginn.

Et ass elo esou, an Däitschland war e Fall, wou onbekannte Leit dann op esou en ongeschützte „Wireless“-Accès gaang sinn, dee vu Google op hire Kaarten enregistriert war, an dass se dann och illegal Filmer a Musek erofgelueden hunn, déi awer ëmmer Copyright-Schutz stoungen. Et ass dann zu engem Prozess komm an de Bundesgeriichtshaff huet decidéiert, dass de Besëtzer vum Internet-Accès, deen also net geschützt war, dass deen am Fong geholl responsabel gemaach ginn ass, obwuel en aneren, en Drëtten iwwer säin Internet-Accès gefuer ass!

An duerfir kann ee sech och d'Fro stellen: Wann hei zu Lëtzebuerg esou eppes géif passéieren, wéi also hei - dat sinn da meng Froen un de Minister -, wéi hei d'juristesch Grondlag fir esou ee Problem ausgesäit.

Dierf eng Drëttersoun ouni explizit Erlassnis vun engem Besëtzer vun engem Internet-Accès esou ee benotzen, wann en net geschützt ass, wann also kee Code drop ass? Kann och de Besëtzer vun esou engem Internet-Accès responsabel gemaach gi wéi an Däitschland, wann also en Drëtten onerlaabt iwwer säi Site fiert, fir do eppes erofzelueden, wat net erlaabt ass?

Och déi Fro: Dierf e kommerzielle Provider wéi „Google Street View“ no der lëtzebuergerescher Législatioun privat Internet-Accèsen op esou Kaarten androen an dann och veröffentlechen? Wat wëllt de Minister maachen, wann do nach juristesche Vidé sinn, fir deem entgéintzekommen? An: Ass och eventuell dru geduecht, dass d'Bierger sollen an där do Problematik informéiert ginn an och do opzeklären, ze sensibiliséieren, dass se onbedéngt dann hir Internet-Accèsen hir „Wireless LAN“-Accès solle mat engem Code versinn?

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. An elo huet d'Wuert den Här Kommunikationsminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Berger huet hei eng Onmass vu pertinente Froe gestallt an en huet souguer méi Zäit gebraucht déi Froen ze stellen, wéi en hat se ze stellen, esou dass ech folgende Problem hunn: Entweder Dir accordéiert mer 20 Minutten...

(**Interruptions**)

► **M. le Président.** - Dat ass awer schwéier, Här...

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - ...oder ech géif proposéieren, dass ech just hei e puer global politesch Indikatioune ginn an dass mer d'Technicitéit, wann den Här Thiel, President vun der zoustänneger Kommunikatioun d'accord ass, géifen an där zoustänneger Kommissioun erklären. Woubäi och net nëmmen déi Kommissioun zoustänneg ass, well hei hu mer eng Interferenz vun Droit-d'auteurs-Recht, vun Telekomsrecht, vun Droit-pénals-Recht a vun Droit-civils-Recht.

Et ass dat, wat ech soen, wann ech hei elo gär wierklech wëllt en Exposé maachen en droit, brauch ech awer, ech wëll net soen eng hallef Stonn, mä 20 Minutten op d'mannst, op eng vun de Froen vum Här Berger.

Ech wär frou, wa mer dat nach kéinte maache virun der Vakanz. Mir haten och scho Kontakt, den Här Thiel an ech, well nämlech herno déi Interpellatioun iwwert d'Vidéosurveillance, déi jo eigentlech d'Vidéosurveillance betrëfft, déi vum Polizeiminister ordonnéiert gëtt. Et gëtt awer eng allgemeng Dateschutzvidéosurveillance an eng Gesetzgebung, déi ech sech gutt kennen, well ech se gemaach hunn, wou awer net de Minister surveilléiert. Et ass aneschtters wéi bei dem polizeilechen, mä d'Dateschutzkommissioun, wou ech och der Meinung war - well ech hunn de ganze Rapport, mä ech mengen d'Interpellatioun



géif iwverlueden -, wa mer dat géife kucken, dass mer effektiv géifen déi Kommissioun - a wann anerer wëllen derbäi sinn, d'Intérieur, ech mengen, dat ass eng Saach, déi de President hei ze decidéieren huet -, dass mer géifen eng Kéier d'Dateschutzkommissioun komme loosson an e bëssen och kucken, wat d'Dateschutzkommissioun haut mécht.

Sou. Ganz kuerz awer zu deene Froen, déi den Här Berger geschwat huet, e puer politesch Saachen. Fir d'Éischt wat „Google Street View“ ubelaangt, wëll ech just soen, wéi gutt et ass, dass mer déi Dateschutzgesetzgebung gemaach hu mat enger onofhängeger Dateschutzkommissioun, déi Google jo muss uschreiwen. Dat heescht, déi Dateschutzkommissioun huet hei voll hir Roll gespilt, andeems se vum Virfeld d'Autorisatiounen esou ginn hunn, dass et ageschränkt war, richtig ass. An ech mengen, dat war an Däitschland Bremen, wou erausfonnt ginn ass duerch Zoufall, dass „Wireless LAN“ ugezaapt gouf, a wou natierlech doduerch, dass eis Dateschutzkommissioun an engem europäesche Réseau ass - dat ass de Réseau, dee mir Spezialisten den Artikel-29-Réseau nennen -, dass do d'Dateschutzkommissioun effektiv mat deenen aneren direkt sech kuerzgeschalt huet, fir och Google drop hinzewiesen, dass se net dierfen einfach esou „Wireless LAN“ benotze géint d'Dateschutzgesetzgebung.

Mir hunn also eng relativ gutt Dateschutzgesetzgebung a mer hunn eng onofhängeger Dateschutzkommissioun, déi och am Laf vun de Joren, notament duerch mäi Virgänger, de Jean-Louis Schiltz, massiv personalméisseg opgestockt gouf,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - ...déi effektiv hir Aufgab do mécht. Esou dass déi „Google Street View“, mengen ech, hu mer national an europäesch ënner Kontroll.

Da kënnt den Här Berger op dat däitscht Uerteel. Dat ass eben do, wou ech déi meeschten Zäit bräicht, wann ech wëilt an den Detail goen. Well éischtens, d'däitsch Gesetzgebung ass net op d'Lëtzebuergesch Gesetzgebung ze iwverschreiwen.

Mir hunn engersäits en Artikel 509 am Code pénal. Mir hu virun allem den 1382 iwwert d'Responsabilité civile, déi ganz vill Méiglechkeete gëtt. An do weess ech net, wat ee Geriicht zu Lëtzebuerg géif decidéieren. Ech kann net soen, dass d'Geriicht zu Lëtzebuerg géif datselwecht Uerteel huele wéi dat däitscht Geriicht, well einfach d'Lëtzebuerg Recht anescht ass wéi dat däitscht Recht.

Et muss ee soen, d'Lëtzebuerg - do kommen ech op den 1382 zréck, ech maachen et wierklech ganz kuerz, Här President. Den 1382 vum Code civil seet, wann een engem aneren duerch säi Feeler Schued gemaach huet, ass een dofir haftbar. Sou. Deen anere kënnt elo an e kënnt a mäi „Wireless LAN“ eran. Ass dat elo meng Schold oder net? Et ass emol am Prinzip deem anere seng Schold. D'Fro ass natierlech, an déi stellt sech bei honnertausend Saachen, beim Autoklau am Garage d'selwecht wéi hei beim „Wireless“-Datoklau: Sinn ech selwer Schold drun, dass deen anere konnt erakommen oder net?

(**Interruption**)

Dat ass eben eng juristesche Saach, déi net gekläert ass. Mir hu keng Gesetzgebung iwwert den 1382 eraus, dee ganz vill Méiglechkeete gëtt. Mä wat am Endeffekt eng Lëtzebuerg Cour de cassation géif soen, kann ech lech haut net soen. Ech mengen, dat ass och eng Saach vu Plaidoirien.

Wat awer richtig ass, wat Der ugeschwat hutt, dat ass d'Opklärung. An do wëll ech awer soen, dass net méi spéit wéi déi lescht Woch awer d'Initiativ CASES, déi vum mengem Kolleg Wirtschaftsminister koordinéiert gëtt, mä wou awer d'ganz Regierung hannendrusteet, also eng grouss Aktioun ëmmer erëm besteet, fir d'Leit opmierksam ze maachen, dass se sech selwer mussen schützen.

An dann halen ech op, Här President, dann halen ech wierklech op. Nach ee lescht Wuert: Mir haten Telekomministeschrot virun enger Woch zu Bréssel - also de

leschte Méindeg zu Bréssel, eng Woch an een Dag - an do hu mer iwwert d'Confiance an Internet geschwat. Do huet d'Europäesch Kommissioun eng Enquête gemaach a si huet festgestallt, dass d'Lëtzebuerg mat déi gréisste Confiance hunn. Enner anerem mengen ech awer och, well mer an der Schoul iwver CASES, iwwert d'Dateschutzkommissioun - also déi verschiddenst Ministèren huelen ech hei mat, net nëmme mäin -, mä déi verschiddenste Ministère mat nu wierklech an all där leschter Zäit alles maachen, fir d'Leit opzeklären, an notament, ech kommen op d'Schoul zréck, déi Jonk. Well déi, déi déi beschte Clientë sinn, oft déi meeschte Suen hunn, awer natierlech oft am meeschte gefährdet sinn, fir Dommheeten ze maachen, sinn eis Jonk. An do muss ech soen, dass awer an de Schoulen exzellent geschafft gëtt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kommunikationsminister François Biltgen. A mir kéimen dann elo zu der Fro N°65 vum Här Camille Gira un den Innenminister iwwert de Präis vum Waasser. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°65 du 8 juin 2010 de M. Camille Gira relative à la tarification de l'eau, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région**

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Merci, Här President. Den Datum vum 1. Januar 2011 kënnt ëmmer méi no. Do solle jo d'Gemengen de käschendeckende Waasserpräis aféieren.

Ech hat an enger vun de leschte Froestonnen de Minister schon interpelléiert, well ech dat Gefill hat, dass dobaussen um Terrain nach villes onkloer wär. De Minister hat versprach, e géif eng Rei Opklärungsversammlunge maachen. Déi sinn och gehal ginn an der Tëschenzäit. Wéi néideg a wéi wichteg dass se waren, mengen ech, konnt de Minister gesinn un der Zuel vu Leit, déi an déi Versammlung komm sinn.

Meng technesch Servicer soe mer och, dass eng ganz Rei Froen an deene Réuniounen beäntwert si ginn. Si soe mer awer och, dass och no dese Réuniounen nach Einiges net kloer ass.

An ech wollt virun allem eng Saach opwerfen, wou awer op jidde Fall an där Réunioun, wou mäi Chef de service hi war, dat ass déi Fro vun der Kompenséierung. Mir wëssen, dass, wann all Gemeng muss dee Präis froen, deen et wierklech bei hinne kascht, da kréie mer Präisser tëschent 4 an 8, 9, 10 Euro pro Fudder. A mir waren eis jo awer eigentlech eens an der Chamberskommissioun, wéi mer dat Gesetz gestëmmt hunn, och a Réuniounen duerno, dass een do awer misst eppes ënnerhuelen. An de Minister hat och déi Zäit ugedeit, dass géif probéiert ginn, eng national Kompenséierung ze maachen. Dass dat wat wierklech geografesch bedingt wär, déi Ennerscheeder, dass déi iwver ee Mechanismus géife kompenséiert ginn. Quitte dass de Rescht allgemeng responsabel ass fir déi lafend Käschten. Wann eng Gemeng wëllt en technesch Waasserkapp opbauen, da muss se och kucken, dass se déi Suen dofir erakritt.

Duerfir wollt ech froen, well d'Zäit eis awer elo fortleeft, Här President, ob den Här Minister eis kann eng Äntwert ginn, ob Beméiungen ënnerwee sinn, fir déi Kompenséierung do ze maachen. Wa jo: Wéi soll dat ausgesinn? Oder ass et elo esou, dass allgemeng deemnächst muss de reelle Präis, a wann en och acht oder néng oder zéng Euro ass, fir den 1. Januar fixéiert ginn?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gira. Elo kritt d'Wuert den Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Här Gira seng Fro ass eng ganz berechtigt Fro, déi mer och mussen léisen. Mä ech ka meng Interventioun och esou ufänken, andeem ech soen, ech kann näischt aus engem Stee schloen.

Et ass esou, dass déi Kompensatiounen jo am Artikel 12, Alinea 4 méiglech sinn, vum Gesetz vun Dezember 2008 iwwert d'Waasser. Wirtschaftlech Konsequenzen a

geografesch Konditiounen kënnen invoquéiert gi, fir esou Kompensatiounen an d'Spill ze bréngen. Dat solle mer allgemeng maachen.

Duerfir hat ech am Oktober 2009 d'Gemenge gefrot iwver Circulaire, se sollte mer op Basis vun engem Excel-Tableau all déi Elementer eraginn, déi Problemer, déi se hunn am Kader vum Opstelle vun deem Käschtepunkt par rapport zum Waasserpräis am Beräich Waasser an am Beräich Ofwaasser.

An dat ass d'Conditio sine qua non, fir dass een do wierklech ka generell Konklusiounen zéien. Well Lëtzebuerg huet jo nun emol dee Problem, dass mer 116 Waasserpolitiken hunn. All Gemeng huet d'Waasserproblematik anescht ugepaakt, an do-duerch ass et esou schwéier en Dénominateur commun ze fannen, dee mer awer mussen ustriewen, well ech sinn och ee Befürworter vun engem Prix unique hei vum Waasser, awer an engem vernünftege Kontext an enger vernünfteger Zäitschinn.

Duerfir muss een dat ee Schrëtt nom anere maachen. An deen Tableau brauche mer. Bis elo hunn ech 90 Producteure vum Waasser, Ofwaasser an Dréinkwaasser, déi eppes eraginn hunn. Dat ass emol nach net d'Halschent! Ech brauch awer déi Donnéeën allegueren, fir kënnen tant soit peu en objektiv Element op den Dësch ze bréngen, fir kënnen déi Kompensatiounen ze invoquéieren.

Well d'Kompensatiounen kënnen d'Gemenge maachen. An do gëtt et och kloer Iddien, wéi een dat ka maachen. An ech gi jo all Kéier datselwecht Beispill: d'Gemeng Wëntger mat 118 Quadratkilometer, d'Gemeng Péiteng mat 11,8 Quadratkilometer. Déi eng ass zéngmol méi grouss wéi déi aner. Déi eng huet 4.000 Leit, déi aner huet 16.000 Leit; also véiermol méi Leit.

Et ass kloer, dass de Réseau wat d'geografesch Gegebenheeten ueget zu Wëntger vill méi deier ass wéi zu Peiteng. An ech fannen et normal, dass d'Gemeng Wëntger herno Moyene kritt dat ze kompenséieren. Esou fanne mer och aner Léisungen.

Mir mussen dat heite pragmatesch ugoen, awer am Interessi a mat eise Gemengen zesummen. An duerfir hu mer jo déi zwou Réuniounen gemaach. Mäin nächste Schrëtt wäert sinn, dass mer nach eng Kéier eng Circulaire un d'Gemenge maachen, wou mer d'Konklusiounen vun deem wäerten zéien, wat do diskutéiert ginn ass. An duerno muss mer am Hierscht nees eng Kéier zesummekommen, nach eng oder zwou Réuniounen, fir dat richtig ze tassel, dass dat Ganzt eben am Fong geholl Realitéit gëtt.

Duerfir mäin Opruff, hei wëll ech dervu profitéieren, fir d'Gemengen ze froen: Wann ech gelift, schéckt mer déi Donnéeën eran. Si sollen eis also am Fong geholl déi Donnéeën ginn, soss kënnen mer keng propper Analys maachen. An nëmme esou kënnen mer dann dat, wat den Här Gira zu Recht fuerdert, och maachen am Intérêt vun eise Biergerinnen an eise Bierger an och am Intérêt vun der Gesetzlechkeet vun der Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg.

Also, mir sinn um richtige Wee, Här Gira. Dir kënnt mech roueg nach eng Kéier am September, Oktober an deem Kontext hei ufroen, da soen ech lech, wou mer dru sinn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Innenminister, an elo kéime mer zu der Fro N°67, nach eng Kéier vum Här Gast Gibéryen, un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Iwwerlaaschtung vun den Zich an de Spätzestonnen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°67 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative aux trains surchargés lors des heures de pointe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Mir alleguer setzen eis heibanen an, dass den öffentliche Transport soll méi attraktiv gemaach ginn, an och mat engem gewëssenen Erfolleg. Et kënnt ëmmer méi vir, dass an de Spätzestonne moies fir op d'Aarbecht oder owes fir

zréck, da bei der Eisebunn d'Zich quasi iwverfëllt sinn, dass ganz vill Leit mussen an den Zich stoen.

An et ass op där enger Säit positiv, dass ëmmer méi Leit mam öffentliche Transport fueren, mä op där anerer Säit, mengen ech, mussen mer eis awer och bewusst sinn, dass vill Leit doranner e Problem gesinn, wa se mussen am Zuch stoen. Gott sei Dank hu mer, jee nodeem vu wou et kënnt, net allze vill laang Strecken.

Meng Fro ass duerfir un den Här Nohaltegkeetsminister, ob de Minister sech där Situatioun bewusst ass, ob en doriwver informéiert ass, dass an de Spätzestonne vill Zich iwverfëllt sinn; dann ob mer um Enn vun eise Capacitéiten ukomm sinn, wat d'Material ubelaangt oder wat d'Strecken ubelaangt; d'Zich wéi dacks dass se kënnen fueren oder dierfe fueren; a wat virgesinn ass, fir déi Situatioun ze verbessern.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen, an elo kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President, wéi den Här Gibéryen als groussen Zuchbenotzer sécherlech weess, ass d'Traditioun déi bei den CFL, dass am Fong sollt haaptsächlech jiddwereen eng Sätzplaz hunn. Heiansdo geet et awer net. Heiansdo geet et net, well, wa vill Leit, ze vill Leit drop sinn, muss een awer och wëssen, dass och all déi Maschinnen, déi Wagonen virgesi gi sinn, fir Stehplazen ze hunn. D'Traditioun ass awer, dass probéiert gëtt, dass jiddwereen eng Sätzplaz ka kréien.

Haaptsächlech sinn d'Problemer dann, wann eng Maschinn ausfällt. An haaptsächlech dann, wann och, wéi dat alt heiansdo virkomm ass, duebelstäckeg Maschinnen ausgefall sinn, déi 330 Plazen hunn, an déi, wa se ausfalen oder wa se Problemer hunn, mussen ersat ginn duerch déi sougenannte Z2-Maschinnen, wat eestäckeg Maschinn sinn, déi nëmme 172 Plazen hunn. An dee Moment ass et evident, dass Problemer virkommen.

Dat ass an der leschter Zäit op der Streck Lëtzebuerg-Péiteng alt zwee- bis dräimol de Mount virkomm, haaptsächlech beim Zuch vu 17:26 Auer, deen an der Stad um 17:26 Auer fortfiert an deen u sech an der leschter Zäit relativ ufällig fir déi do Problematik war.

Op der Lëtzebuerg-Beetebuerger Streck ass et och déi eng oder déi aner Kéier virkomm, mä awer manner oft. De Problem kënnt haaptsächlech doduerch, dass momentan keng Reserv bei duebelstäckeg Maschinnen disponibel ass.

Wat geschitt elo? Et muss ee fir d'Éischt wëssen, dass mer haut ronn eelef 2200er Maschinnen, den TER2NG, hunn - eelef Stéck - an dass a sech nach zéng neier bestallt sinn, plus eng, fir déi vun Zoufftggen, déi do accidentéiert ass, ze ersetzen, an dass déi elo direkt geliwwert wäerte ginn, an zwar zwësche Juli an Januar 2011.

Dat heescht, dass mer während där Zäit e Renforcement vun deenen do Typé Maschinn kréien, wat quasiment oder do bal d'Verduebelung vun dem aktuelle Maschinnepotenzial ausmécht. An dat gëtt eis natierlech wierklech zousätzlech Capacitéiten, déi haaptsächlech op der Desserte mat Frankräich agesat ginn, mä awer och, fir Lëtzebuerg intern ze fueren. Dat ass déi éischt Etapp.

Déi zweet Etapp, dat wäert déi... Enfin, da si mer am Prinzip okay bis 2015. An duerno soll gekuckt ginn, fir neit Material fir de sougenannte Rheinland-Pfalz-Takt, wou och en Deel mat eis zesumme gemaach gëtt, anzekafen, wat dann 2015 soll disponibel sinn. Dat erlaabt eis dann, dat libéréiert Material och fir d'Waasserbelleger Streck anescht ze benotzen.

Dat ass wat d'Capacitéite vun de Wagonen ueget. Dir gesitt also, dass do relativ vill an deenen nächste Méint direkt elo geschitt, fir deem Problem entgéintzekommen.

Da wëll ech awer och nach soen, dass all déi Prioritéiten, déi mer elo am Bau gesat

hunn, notamment déi Zweegleisegkeet vun der Péitenger Streck an dee Projet, deen hannendrunhänkt - zweegleiseg oder Neibau vun der Beetebauerger Streck -, genau och aus deem do Grond gemaach gëtt. Dat gëtt eis och op de Schinnen zousätzlech Capacitéiten, fir, wann et da gebraucht gëtt, nach méi Zich kënnen do fueren ze loosser, wéi dat actuellement méiglech ass.

Dir gesitt also, dass vill Efforte gemaach ginn, fir där doter Problematik entgéintzekommen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci nach eng Kéier dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler, a mir kommen elo zu der leschter Fro fir haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°68 vum Här Eugène Berger, nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert d'Plans sectoriels. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°68 du 8 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'état d'avancement des plans sectoriels, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. An engem rezenten „Tageblatt“-Interview huet de President vun der LSAP-Fraktioun, de Lucien Lux, am Hibleck op d'Plans sectoriels gesot - an ech zitieren dat, well ech et net méi auswendeg am Kapp hunn -: „Und wo stehen die in Sachen Plans sectoriels? Im Oktober 2008 wurden diese von der damaligen Regierung vorgestellt. Wo wir diesbezüglich heute stehen, weiß niemand.“

Fir dann zur Konklusioun ze kommen, datt: „die größten Probleme die Luxemburg derzeit in Sachen Wettbewerbsfähigkeit hat, sind bürokratischer und prozeduraler Natur“. An d'Verantwortung hefir gesäit den Här Lux ganz kloer bei der CSV - ech zitieren -: „Die entsprechenden Hausaufgaben liegen fast ausschließlich beim CSV-Minister“.

(Interruption)

Här President, wann ech dat richtig gesinn, da war dese Reproche vum Här Lux virun allem op den Nohaltegkeetsminister, den Här Claude Wiseler, gezielt. Duerfir wollt ech och dann him déi Fro stellen, well en awer och subsidiairement zoustänneg ass, net nëmme fir all déi aner Saachen, fir déi en haut de Mëtte schonn hei huet misse Ried an Äntwert stoen, mä och fir d'Plan-sectorielen.

Dat heescht, Här Minister, wou sti mer mat der Ëmsetzung vun deene Plan-sectorielen? Wéi gesäit et mat der Upassung, Harmoniséierung vun deenen eenzelne Pläng aus? Et war jo esou, dass bei dem Plan sectoriel «Transports» nach eng Rei Projeten am Widdersproch ware mat dem Plan sectoriel «Grands espaces paysagers». Sinn déi Problemer geléist?

An dann, wéi gesäit et och aus mat der Upassung oder Harmoniséierung vun de Plans sectoriels «Zones d'activités» aus? A wéini kréie mer dann och endlech déi Kaarten op den Dësch geluecht, déi zu de Plans sectoriels «Zones d'activités» gehéieren.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger, a fir d'Lescht haut de Mëtteg nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Elo sinn ech awer emol gespaant. Hat den Här Lux Recht, Här Wiseler? Hat e Recht? Hu se näischt gemaach?

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Also, wann „niemand weiß“, wou ee mat de Plan-sectorielen drun ass, da soen ech lech elo, wou mer mat de Plan-sectorielen drun sinn. Ech wëll awer just soen, ech hu scho méi wéi eng Kéier erkläert, och an de Chamberskommissionen, wou mer an deene Prozeduren do dru sinn.

Dir wësst, dass d'Plan-sectorielen am Kader vun där classescher Prozedur, déi muss gemaach ginn, enger SUP - enger S-U-P - müssen ënnerluecht ginn; enger „strategescher Umweltprüfung“. Genau dat ass an deene leschte Méint geschitt. Déi Pläng sinn analyséiert ginn op hir Umweltverträglichkeet, an d'Resultater vun där Etüd, vun där provisoirescher SUP, déi si momentan do, déi si fäerdeg. Déi sinn och elo an deenen eenzelnen Departementer, déi eng Kéier dann déi Avant-projeten, déi hei an der Chamber virgestallt gi sinn, wäerten iwwerkucken, fir doraus déi noutwendeg Konklusiounen ze zéien.

Richtig ass, wéi den Här Berger et gesot huet, dass jo an den Avant-projeten, an dat war och gekennzeechent, eng Rei Kontradiktiounen dra waren, notamment am Plan sectoriel «Transports» par rapport zum Plan sectoriel «des grands ensembles paysagers». Dat war gewosst. Déi Projeten, déi nach Problemer gestallt hunn, waren och mat Stärcher gekennzeechent.

Genau dorëms geet et elo, fir ze kucken, wat dann zrëckgehele soll gi vun deene Projete respektiv wat aus de Plans sectoriels soll verschwannen. Deen Exercice, deen ass geplangt fir déi nächst Wochen, an da ginn ech dovunner aus, dass mer dat no der grousser Vakanz als Exercice fäerdeg hunn. Dee Moment muss och d'SUP dann un déi adaptéiert Plans sectoriels ugepasst ginn, fir dass den Dossier korrekt a komplett ass.

Déi normal Prozedur géif da virgesinn, dass mer géifen an d'offiziell Prozedur mat de Plans sectoriels goen, dat heescht, déi ganz Consultatioun maachen. Elo ass et awer esou, dass, wéi Der wësst, säit e puer Wochen en neie Projet de loi déposiert ginn ass, deen d'Gesetzgebung iwwert den Aménagement du Territoire frësch mécht an deen u sech zwou Saache beinhaltet.

Dat Éischt, wat e beinhaltet, dass ass eng Straffung vun de Prozeduren, wéi ee mat Plans sectoriels kann duerch esou Prozedure goen. Dat Zweet, wat e beinhaltet, dass ass eng Fro, wéi mer mat dem Akaf respektiv den Expropriatione vun deenen Terrainen eens ginn, déi mer am Kader vun deene verschiddene Plans sectoriels an deenen do virgesinnene Projete brauchen.

Fir do déi noutwendeg Rechtssécherheet ze kréie respektiv fir do mat de Prozeduren esou schnell wéi méiglech virunzokommen, mengt d'Regierung, an dat huet se och der Chamber scho gesot, dass et sennvoll wär, mir géifen an déi richtig Prozedur mat de Plans sectoriels goen dann, wa mer deen neie Gesetzestext hätten, well dat eis déi Prozedur wesentlech kann accélérieren. Dat ass den éischte Punkt.

Elo weess ech awer, dass mer eng Rei Zäit verléieren, ier déi nei Gesetzgebung do ass, an ech weess och, dass, wann déi nei Gesetzgebung do ass, d'Gemengen am Fong dräi Méint hunn, fir déi Plans sectoriels ze avisieren. Or, soen ech, dräi Méint geet duer, dass d'Gemenge se kënnen avisieren, just, wa mer hinnen der véier zesumme ginn. Dat ass natierlech relativ vill.

Fir deem do Problem entgéintzekommen, mengen ech, wär et sennvoll, dass mer géifen, soubal déi Plans sectoriels dann elo fäerdeg gestallt ginn op Basis vun deene Modifikatiounen, déi se duerch d'SUP da wäerte kréien, dass mer eng Phas virdu schalten, déi zwar net an der neier Gesetzgebung virgesinn ass, mä déi warscheinlech eis respektiv haaptsächlech de Gemenge wäert hëlfe, an der Diskussion virunzokommen an déi eis och kann dann erlaben, d'Chamber ze informieren. An zwar schonn den Avant-projet, ier mer en offiziell déposieren, eng Kéier de Gemengen zoukommen ze loosser, dass se kënnen kucke respektiv dass mer en explizéiere gi bei d'Gemengen, dass also déi Virbereedungsarbecht scho gemaach ass, dass se duerno an der offizieller Prozedur besser virukommen.

Op jidde Fall ass dat d'Intentioun vun der Regierung, fir esou schnell wéi méiglech déi Plans sectoriels an d'Realitéit ëmzesetzen. Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler. Domadder wär mer um Enn vun eiser Froestonn.

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass elo eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Schafe vun engem Plan de développement culturel pluriannuel. D'Riedezäit ass am Artikel 84, Alinea 2 vum Chambersreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir: D'Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jee weils fénnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Mergen, d'Madame Polfer, den Här Angel an den Här Henckes. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Claude Adam als Verrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'élaboration d'un plan de développement culturel pluriannuel

Exposé

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. D'Regierung ass jo gutt vertrueden, an d'Kulturministesch ass och do. Merci. Fein!

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Regierungen hunn an deene leschte 15 Joer immens vill an déi kulturell Infrastrukturen zu Lëtzebuerg investéiert, an dat souwuel op nationalem wéi op regionalem Plang. Der Vollstännegkeet an der Gerechtegkeet halber muss een natierlech och soen, dass och d'Gemenge vill Suen an déi kulturell Infrastrukturen investéiert hunn.

Déi viiregt Regierung hat am Joer 2005 eng Enquête iwwert déi regional kulturell Infrastrukturen gemaach. Dës Enquête hat sech un all Gemengen aus dem Land adressiert, a ronn 80% vun de Gemengen hunn hir Äntwerten erageschéckt, sou dass een ouni Problem ka soen, dass d'Äntwerte representativ fir d'ganz Land sinn.

D'Zil vun deser Enquête war et, fir eng Bestandsopnam ze kréien: Wou hu mer Infrastrukturen? Wéi gesinn dës Raimlechteen aus? Wéi si se équipiert? Wie mécht d'Gestioun? Wéi gi se genotzt? Gëtt den Encadrement vun enger professioneller Equipe gemaach oder mat Bénévolen? Gëtt et eng Programmation? A wien zeechent do responsabel?

Den zweeten Objectif vun där Enquête war, fir iwwer eng Base de données kënnen ze verfügen, wou kulturell Acteuren am wäitste Sënn vum Wuert kënnen Informatiounen kréien, wa se e spezifesche Raum brauche fir e spezifesche Projet. Dat sollt awer eréischt méi spéit realiséiert ginn.

Duerfir meng éischt Fro un d'Madame Minister: Sinn déi Donnéeën, déi 2005 opgeholl gi sinn - et geet Rieds vun 257 kulturellen Infrastrukturen a 94 Gemengen -, sinn déi Donnéeën an deene leschte Joren aktualiséiert ginn a si se och disponibel fir déi Leit, déi am kulturelle Beräich schaffen?

D'Konklusiounen aus deem Rapport sinn net weltbewegend. Verschidden Aspekter verdéngen et awer, an Erinnerung geruff ze ginn.

Wat déi allgemeng kulturell Infrastrukturen uegt, esou ass d'Benotzen an d'Programmation praktesch ausschliesslech lokal bestëmmt. Dat ass logesch, well jo d'Gemengen haaptsächlech déi finanziell Laascht droen. Sou gëtt dann och festgestallt, dass déi regional Zesummenarbecht genausou wéi déi grenzwwergräifend Zesummenarbecht ze wënschen iwwreg loosser. Dat ass ze bedauern, grad wéi ze bedauern ass, dass et eppes wéi eng kulturell Formation continue net oder nëmme a ganz bescheidenem Ausmooss gëtt.

Positiv allerdéngs kann ee festhalen, dass mer allgemeng zu Lëtzebuerg gutt mat esou enge kulturellen Infrastrukturen versuert sinn.

Bei de spezialiséierte kulturellen Infrastrukturen sinn emol fir d'Éischt déi 38 Muséeën opgezielt, déi et zum Zäitpunkt vun der Enquête gouf. Hei gëtt och vu Muséeën geschwat, déi méi oder wéineger an de Ver-

giess gerode sinn. Esou Muséeën hänke ganz oft vun eenzelne Persounen of, déi mat vill Engagement an och vill Wëssen hir Iddi an dee Musée gegoss hunn. Dat gëllt besonnesch fir eng Rei Muséeën iwwert den Zweete Weltkrich.

Well ee Musée awer haut eppes Dynamisches muss sinn, wou eng engagéiert Equipe zesummeschafft an och iwwer en néidege Budget verfügt, stellt sech natierlech d'Fro, ob et eng Zukunft fir dës Muséeën gëtt, a wa jo, wéi dës Zukunft soll ausgesinn. Wéi geet et dem Réseau des Musées, deen am Januar 2007 geschaf gouf?

An der Etüd geet och Rieds vun den öffentliche Bibliothéiken an der Region. Et ass mer eng Freed, därferen ze soen, dass et haut besser um Terrain gestallt ass, wéi zu där Zäit, wou d'Enquête gemaach ginn ass. Et gëtt méi Bibliothéiken, an d'Bibliothéike sinn zum gréissten Deel och gutt ausgerüst. D'Zesummenarbecht tëschent de Bibliothéiken ass nach ëmmer net gutt genuch, mä et gëtt positiv Zeechen, an et gëtt zum Beispill mëttlerweil eng Associatioun vun den öffentliche Bibliothéiken, déi sech ënner anerem och eng besser Zesummenarbecht zum Zil gesat huet.

Am Verglach mat der Groussregion an aneren ziviliséierte Länner hu mir nach ëmmer large Defiziter. Mir hunn zwar endlech e Bibliothéiksgesetz, ee Gesetz, wat och déi gréng matgestëmmt hunn. Mä duerfir geet awer och haut nach am Bibliothéikswesen näischt vum selwen. A wann de Rescht vum Rapport vun der Enquête och e bësse verstëbt ass, dann ass d'Forderung no engem Entwécklungsplang fir e regionaal a lokaal Bibliothéiknetz nach ëmmer ganz aktuell.

Wann esou en Entwécklungsplang fir d'Bibliothéike gefeelt huet, a wann d'Zesummenarbecht op deem Plang nach ëmmer am Ufanksstadium ass, da gëllt dat ëmsou méi fir déi regional Kulturzentren. Mir schwätze scho laang hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Dezentraliséierung vun der Kultur. Datt d'Stad Lëtzebuerg de kulturelle Mëttelpunkt vum Land ass, dat dierf emol net de Problem sinn. Hei si jo och déi grouss kulturell Infrastrukturen, wat Theater, Musek a Muséeën ueget.

Jo, eise Premier huet eis souguer a senger Regierungserklärung versprach, mer kréichen dann endlech awer eng nei Nationalbibliothék an der Stad. Klammer op: Well mer dat schonn esou oft versprach kruten, hu mer de Message zwar mat Freed opgeholl, mä eis feelt de Glawen. Klammer zou.

Natierlech ass och d'Stad Lëtzebuerg een engagéierten a wichtege Partner fir d'kulturell Liewen. Niewent dem kulturelle Mëttelpunkt Stad Lëtzebuerg mat zum Beispill enger Philharmonie, déi onbegrenzt finanziell a personell Mëttelen ze hu schéngt, hu mer mëttlerweil ee praktesch flächendeckend Netz vu regionale Kulturzentren am Land opgebaut.

„Opgebaut“ ass vläicht e bëssen iwwerdriwwen. Dat géif jo heeschen, et wär alles geplangt gewiescht. Et ass méi richtig, wa mer soen, ee regionale Réseau vu Kulturzentren wär entstanden. A fir dass déi regional Kulturhaiser hir wichtege Roll fannen, muss se zesummeschaffen. Koordinatioun a Kooperatioun tëschent den Häiser, fir dass mer och ee kulturell räiche Programm baussent der Stad Lëtzebuerg offrëiere kënnen; fir dass och an den eenzelne Regione vum Land méi wéi bis elo artistesch Kreatiounen kënnen gemaach ginn.

Och hei ass schonn e wichtege Schrëtt vun de Concernéierte selwer gemaach ginn. Ähnlech wéi bei den öffentliche Bibliothéiken hu si sech an enger A.s.b.l. zesummegeedo, dem Réseau luxembourgeois des Centres culturels décentralisés, mam Zil, eng regelméisseg an intensiv Kommunikatioun ënnereneen ze féieren.

Vum Kulturministère aus misste jo eigentlech déi dräi Centres d'animation culturelle régionale bei der Koordinatioun, Médiatioun an Informatioun hëlfe. Hu sech dës Institutiounen bewäert? Wär et sennvoll, dës dräi Zentren auszubauen, hir Zuel eventuell eropzesetzen, vläicht op sechs, esou wéi d'Land duerch d'IVL-Etüd a sechs Regioneen agedeelt gouf?

Am Résumé kann ee feststellen, dass déi regional Koordinatioun a Promotioun vu



kulturellen Événement misst verstärkt ginn, datt mir eng kohärent Approche missten anhalen, wat d'Strategie a Planung vun deene verschiddene kulturellen Instituter hei am Land betrëfft.

Et ass jo och net méiglech, an zéng Minuten op all Aspekter vun der kultureller Aarbecht anzegoen. Ech wëll just dorop hiweisen, datt et nach vill Kapitele gëtt, déi aus Zäitgrënn net kënnen hei vu mir undiskutiert ginn, obscho se et verdéngen. Zum Beispill de Kino an d'Kinosproduktiounen hei am Land, d'Wichtigkeet vun der Aarbecht, vun der kultureller Aarbecht, och vun de Jugendhaiser, an natierlech och de Kontext Schoul a Kannerbetreuung a Kultur.

Kulturpolitik ass net just eng sektoriell Politik, mä och Gesellschaftspolitik a méischt sech an a Beräicher vun der Ëmweltpolitik, der Erziéung, der Ekonomie, der Sozialpolitik an esou weider. Ech zitieren lech e Saz aus dem Manifeste pour un pacte culturel vun 2008, ee Saz, dee mech zumindest nodenklech gemaach huet: «Car si la société luxembourgeoise, dans sa diversité et sa complexité, n'avait que le haut niveau de son PIB comme ciment unificateur, qu'en resterait-il après une sévère tempête économique?»

D'Kultur a kulturell Aktivitéite kënnen eis hëllefen, mat eiser Villfalt vu Sproochen, Identitéiten an Natiounen eens ze ginn, ouni an de Fanatismus ofzerutschen. D'Kulturpolitik hei am Land muss sech dohinner bewegen, fir nach méi eng räichhaltig an dynamesch kulturell Zeen zu Lëtzebuerg ze kréien, a muss sech och aktiv dorëm beméien, keng Leit, aus welleche Grënn och ëmmer, vun deem Prozess auszegrenzen. Besonnesch an Zäiten, wou dorop higewise gëtt, datt mir eis Dépensé mussen iwwerdenken, ass et wichteg, sech de Wäert vun der Kultur an eiser Gesellschaft an den Notze vun der Kulturpolitik ze rappelieren.

Mir begrëssen duerfir, datt am Regierungsprogramm ënner anerem steet, datt d'Kulturpolitik transversal muss sinn an och aner Politikberäicher muss abezéien. An dës Iwwerleeunge féieren eis direkt zu dem Pacte culturel, dee virun de Wahlen vun alle politesche Parteien, déi hei am Haus vertruede sinn, ënnerschriwwen ginn ass. Mat dem Pacte culturel hu mir eis verpflichtet, fir en nationale Plang fir eng nohalteg kulturell Entwécklung fir Lëtzebuerg auszeschaffen. Dee Plang soll sech op engem Wäissbuch Kultur kënnen baséieren. An et soll och eng Budgetsetüd derbäi sinn, déi de Finzement vun der Ëmsetzung vun deem Programm duerstellt.

Esou e Wäissbuch ass et schonns eng Kéier an der Kultur ginn, d'Wäissbuch vum Januar 1998. Dat Buch hat keng allze héich Welle geschloen, et pour cause. Mir sollen et dës Kéier besser maache wéi 1998. Mir sollen de Plan de développement culturel pluriannuel vun Ufank un an enker Zesummenaarbecht mat den Acteuren aus dem kulturelle Secteur zesummen ausschaffen.

Déi verschidde Recommandatiounen aus Etüden an Enquêtes, zum Beispill déi vun 2005, solle berücksichtegt ginn. Strukture vun den Effektiver vum Kulturministère mussen kritesch hannerfrot ginn. D'Zesummenaarbecht tëschent verschiddene Ministèren, Administratiounen, Kulturinstituter an dem Secteur communal solle verbessert ginn. D'Professionaliséierung vun kulturelle Secteur soll weider ënnerstëtzt ginn. Den Zougank zur Kultur soll ganz bewusst méi attraktiv gemaach gi fir all Mënsch, besonnesch fir Kanner a Jugendliche. Kulturpolitik muss iwwert d'Grenzen ewechkucken.

Fir datt mer eppes Nohalteges och vun der Heure d'actualité hunn, wollt ech an deem Sënn vun deene Fuerderungen, déi ech hei virgedroen hunn, eng Motioun hannerleeën, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

saluant

- que le programme gouvernemental de 2009 prévoit la mise en œuvre de diverses mesures de politique culturelle dont l'établissement d'un plan de développement pluriannuel;

considérant

- que notre pays dispose entre-temps d'une multitude d'infrastructures, d'institutions et d'associations culturelles;

- que différentes enquêtes ont recommandé des approches plus cohérentes et concertées en ce qui concerne la programmation et la promotion d'activités culturelles au niveau national, régional et local;

- qu'une démarche globale au niveau des missions des différentes institutions culturelles fait toujours défaut;

- que les différents acteurs culturels devront disposer au niveau ministériel d'un partenaire fiable et compétent;

- l'impact considérable de la politique culturelle sur le développement social et économique de la société;

- que toute action future au niveau de la politique culturelle gouvernementale devra avoir comme but principal la promotion d'une scène culturelle et artistique diversifiée et dynamique s'adressant aux différentes couches sociales de notre pays;

invite le Gouvernement

à faire élaborer le plan de développement culturel pluriannuel en y associant étroitement les différents acteurs du secteur artistique et culturel et en prenant en considération:

- les différentes recommandations d'études et d'enquêtes ultérieures, notamment l'enquête de 2005/2006 sur l'infrastructure culturelle régionale,

- les structures et effectifs au sein du Ministère de la Culture,

- la coordination entre les différents ministères et le secteur communal,

- les différentes administrations et institutions culturelles,

- les différents mécanismes de financement et de gestion des activités dans ce secteur,

- le profil des différents instituts culturels,

- la professionnalisation du secteur culturel et le statut des acteurs de la culture et de l'art,

- l'accès à la culture des différentes couches sociales,

- la culture dans l'éducation des enfants et des jeunes,

- la promotion artistique et culturelle pour la Grande Région et au-delà.

(s.) Claude Adam.

Déi ass elo just vu mir ënnerschriwwen. Si steet op. Ech géif mech driwwer freeën, wann aner Kollegen déi géife matdroen. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. D'Wuert huet elo als éischte Riedner déi honorabel Madame Martine Mergen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Definitioune vun der Kultur gëtt et der vill. Duerfir kann et sinn, dass vill Leit verschidde Virstellungen an Iddien hunn dovun, wat Kultur ass.

Kultur soll net einfach l'art pour l'art sinn, mä si steet - an esou steet et am Regierungsprogramm - do als Vecteur fir d'Entwécklung vun onser Gesellschaft. Well nom Pacte culturel, deen den Här Adam ugeschwat huet, do koum e Regierungsprogramm an e Koalitionsaccord. Dee kéint een elo ganz einfach virlesen. Da wiere meng fënnel Minutten och wéi näischt passéiert. Mä dat wier awer e bësse fantasielos.

Et steet och am Regierungsprogramm dran, dass d'Regierung géif e Plan de développement pluriannuel ausschaffen. Ech liesen dat allerdéngs e bëssen anescht wéi déi gréng Partei, well dat sech a mengen Aen op d'Kulturinstituter bezitt, an net op déi verschidde Acteuren aus der Kulturzeen.

Iwwerhaupt, wéi mir d'Demande vun der grénger Partei an dem Wuertlaut ënnert d'Lupp geholl hunn, do hu mer net direkt gesinn, op wat si eigentlech eraus wëllen, well wéi sot den Theodor Heuss: „Mit Politik kann man keine Kultur machen, aber

vielleicht kann man mit Kultur Politik machen.“

Dir schwätzt do vun nationalem, regionalem a lokalem Niveau. Mengt Dir déi professionell Strukturen oder déi net professionell? A béiden Domänen ass jo awer esou munches geschitt. Sou gëtt et an de Regiounen e Service d'animation culturelle régionale, et gëtt de Plurio.net, den Internet-Portail, deen iwwert d'Kulturevenementer an der Groussregioun informéiert an esou virun.

Ech wëll och an deem Zesammenhang, wéi den Här Adam, un dat neit Bibliothéiksgesetz erënneren, dat et lokale Bibliothéiken erméiglecht, op eng méi effizient-Portail, deen hire Lieser hire Bedierfnisser ze entsprechen.

Et muss selbstverständlech gekuckt ginn - an déi Beméiunge gi weider virgedriwwen -, d'Kultur méi accessibel fir all Schichte vun onser Bevëlkerung ze maachen. Mä esou, wéi dës Heure d'actualité ugefrot gouf, géif et heeschen, dass d'Politik d'Responsabilitéit hätt, fir dem Kulturmilieu vun uewen erof ze diktieren, wéi dee misst funktionnéieren. Mir sinn net där Meinung, well wéi seet dee gudden ale Lëtzebuerg Sproch: „Den lesel kann ee bei den Trach féieren, mä drénke muss e selwer.“

Ech mengen net, dass dat d'Roll ass vun der Politik. D'Politik kann Infrastrukture schafen. Fir iwwerall uechert d'Land den Acteuren um Terrain e Programm virzegeen, dat kann net hir Aufgab sinn. D'Politik kann nach Kollaboratioun an d'Kommunikatioun tëschent den Acteuren ënnerstëtzen a förderen, mä si ka sécher net méi wäit goen, well soss géif se jo eventuell op hir kënschtlersch Fräiheet awierken.

D'Politik ka selbstverständlech Réseauen opbauen. Esou Synergië gëtt et och, a meng fënnel Minutte loose mer et net zou, der méi ze gi wéi d'Beispill vum Musée national d'histoire naturelle, mat verschiddene regionale Muséeën, mat deenen anere Stater Muséeën a souguer an der Groussregioun.

Ech mag mech iren, an et ass net dat, wat gemengt ass. Mä wéi gesot, mir kruten hei déi néideg Präzisiounen u sech net, wat gemengt war. Den Här Adam huet elo a senger Ried e bësse méi prezis gesot, wat en eigentlech wëllt. En huet och eng Motioun, déi ech um Pabeier doleien hunn, virgestallt. Mä ech wëll nach eng Kéier op déi Kulturinfrastrukturen zrëckkommen.

Ech wëll net op all déi sëlliche flott an architektonesch gelonge Centres culturels zrëckkommen, déi iwwregens a sämtlechen internationalen Opzielunge vun architektonesche moderne Wierker opgezielt ginn, déi mer a leschter Zäit hei an der Stad an am Land regional an national gebaut hunn: de Mudam, de Geschichts- an de Konschtmusée, d'Philharmonie, d'Abtei Neumünster, de Centre national de littérature, d'Rockhal, d'Schlass zu Buergrënster, déi net nëmmen hei am Land e ganz grouse Public unzéien, mä déi och iwwert d'Grenzen ewech d'Leit unzéien.

Dat ass et, wat wichteg ass. Mir sinn e klengt Land, a grad an der Kultur ass et wichteg, dass mer keng national Kulturuebelschau ofzéien, mä dass mer ons mat onse Leit an de Grenzregiounen an och an Europa ëmmer erëm harmoniséieren.

Et gëtt nach eng aner sëlliche Muséeën, nach vill Plazen am Land, de Musée des Mines, de Musée du Vin, deen een am Süden, deen aneren am Osten, a ganz vill flott Ausstellungen. A wien zitt scho méi Leit u säit Jore wéi d'Family of Man zu Veianen?

Mir hunn natierlech Suergekanner, wat ons Kulturpolitik ubelaangt...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Zu Clierf!

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Parodon, zu Clierf, entschëllegt.

► **Une voix.** - D'Buerg zu Veianen, déi zitt och vill Leit un.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Déi zitt och vill Leit un, an de Sesslift, deen ass och zu Veianen. Merci, Här Gibéryen.

Ech wëll awer trotzdem nach un eis Suergekanner erënneren, dat ass ons Nationalbibliothéik. Duerfir si mir ganz frou, a mir begrëssen als CSV-Fraktioun ausdrécklech,

dass onse Premier a senger Lag vun der Natioun ugekënnegt huet, dass de Projet vun der Nationalbibliothéik soll realiséiert ginn an deemnächst...

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Mir sinn emol gespaant, wéini.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - En huet eng Joreszuel gesot, wann ech mech gutt erënneren, Här Gira. An net allze laanger Zukunft wäerte mer ons dann och Gedanken iwwert déi national Archive maachen.

Dat gesot, wollt ech elo net op d'Motioun agoen. Wann ech d'Motioun esou liesen, dann ass et e ganze Regierungsamalgam. Wann een d'Punkten allegueren opzielt, ass et eigentlech e ganz Buch oder eng ganz Rei vu Bicher. Duerfir wier et scho vläicht besser, wann een e bësse méi Präzisiounen hätt, well wann ech gesinn, wat d'Regierung do muss alles maachen, d'Strukturen an d'Effektiver au sein vum Ministère de la Culture, d'Koordinatioun „entre les différents ministères“ - wat fir sollen dat sinn? - „et le secteur communal“. „Les différents administrations“ - wat fir eng? - „et institutions culturelles“. „Les différents mécanismes de financement“ - do gëtt et der och eng sëllech - „gestion des activités“, „profil des différents instituts culturels“ - och do gëtt et der eng sëllech - „professionnalisation du secteur“...

► **M. le Président.** - Madame Mergen, Dir misst esou lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Ma ech si grad nach um Här Adam senger Opzielung. Si ass zimlech laang, mä ech mengen, ech erspuere mer dat. D'Madame Kulturminister wäert sécher Stellung huelen zu där Motioun.

Ech soen lech villmools Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Merci, Här President. Bon, et ass eigentlech e ganz gutt Zeechen, datt mer eis haut mat deem Problem kënnen befaassen, deen den Här Adam opgeworf huet, dat heescht e gewëssene Manktum u Koordinatioun um Niveau vun der Offre culturelle hei am Land. Well, géif et dës Offer net an deem Mooss ginn, wier eis Kulturzeen net esou dynamesch an net esou diversifizéiert wéi se et säit gutt 20 Joer ass, géif och hei kee vu feelender Koordinatioun schwätzen.

Eis Kulturlandschaft zeechent sech effektiv, virun allem säit dem Kulturjoer '95, duerch eng ganz staark Dynamik aus, awer och duerch eng grouse Diversitéit op nationalem, regionalem a lokalem Niveau, an et sinn elo just vun der Madame Mergen schonns eng Rei vun deene Projeten opgezielt ginn, déi an deene leschte 15 Joer gemaach gi sinn. Ech erspuere mer dat.

Mir hunn hei, an dat hunn ech vum Site vun der Regierung eraus, mir hunn hei landeswäit eng 386 regional Kulturinfrastrukturen, sief et Gemengebibliothéiken oder kommunal respektiv regional Kulturzentren, Muséeën, an esou weider, déi all hir Spezifitéit hunn a sech iergendwéi och complétéieren. D'Kultur ass a mengen Aen eppes ganz Lieweges, eppes wat sech, besonnesch wann ech un de Kënschtlere denken, op d'Kreativitéit, d'Fräiheet baséiert. Wann et awer op där anerer Säit em Programmation a Finzement geet, et scho vun enger grousser Komplexitéit ass.

An duerfir, ech muss dat och soen, stéiert et mech e bëssen, wann déi Gréng hei bedauern, datt d'Missions stratégiques vun deenen eenzelne Kulturinstituter net genuch preziséiert sinn, a wann dovu geschwat gëtt, datt d'Programmation vun deene verschiddenen Instituter och misst op nationalem Plang iergendwéi organiséiert ginn.

Ech muss éierlech soen, dat erënnert mech un Zäiten a Regimer, déi fir d'Kultur ni förderlech waren. Ech ënnerstellen lech awer net esou Iddien - Neen! - mä ech wëll

nëmme soen, et muss een awer ëmmer sech esou Saache virun Aen halen. D'Programmation, a mengen Aen, muss deem-entsprechend absolut dem Subsidiaritätsprinzip ënnerleien, an net vun uewen erof diktéiert ginn an ageschränkt ginn. Et schéngt mer och duerfir schwierig, eng Programmation ebe vun engem Plan pluriannuel, dat heescht also op vill Jore am Virus fir d'ganz Land festzeleeën.

D'DP steet weider fir eng Dezentralisation vun der Kultur, déi gewëss op lokaler a regionaler Ebene soll vum Stat, an dat bei totaler Transparenz, ënnerstëtzt ginn. Dës kulturell Offer muss allerdéngs kënnen viabel sinn an och hire Public fannen. An duerfir sinn déi verschidden Träger, muss se och responsabel sinn. Duerfir soll an eisen Aen eng verstärkte Vernetzung a Koordination - Jo! - tëscht deene verschidde-Organisme favoriséiert ginn, ënnerstëtzt ginn, awer net imposéiert ginn!

Et géllt an eisen Aen och, d'Relationen am kulturelle Beräich tëscht de Gemengen an dem Stat ze verdéiwen, esou wéi dat mat ganz vill Succès tëscht der Stad Lëtzebuerg an dem Stat an de Kulturjoren 1995 an och 2007 funktionéiert huet, a wou d'ALAC, d'Association luxembourgeoise d'action culturelle, eng vun de Konsequenzen ass, wou jo ebe just déi kulturell Offerte soll koordinéiert ginn. Et soll och wéi am Joer 2007, an dat sinn ech ganz d'accord, iwwert d'Grenzen eraus gekuckt ginn a weider Synergien an der Groussregioun ugestriift ginn.

Et ass jo och net esou, wéi wann a puncto Koordination, Promotioun a Mediatization op regionalem Niveau nach näischt geschitt wier. Et ass hei vun de Centres d'animation culturelle régionaux geschwat ginn. An do sinn ech ganz mat dem Här Adam d'accord.

Wéi ass et, Madame Minister, do mat de Konklusionen, mat den Evaluatiounen, mat den Evaluatiounen an de Konklusionen, déi aus deenen Etüde gemaach gi sinn iwwer eben, wat d'Centres d'animation culturelle régionaux am Norden, Süden an Oste bis elo bruecht hunn?

Mä mir dierfen awer - an dat läit mer awer besonnesch um Häerz - an där ganzer Diskussioun d'Haaptacturen net vergiessen, ouni déi et keng lieweg Kulturlandschaft géif ginn, nämlech d'Kënschtler. A mir begrëssen duerfir, datt d'Regierung an hirem Programm e Guichet unique pour artistes virgesäit, a wënschen eis eng Plattform, déi et den Artisten erméiglecht, sech och iwwert d'Grenzen eraus ze vermaarten.

D'DP steet weiderhi fir Diversifikation, Dezentralisation, Onofhängegkeet vun der Kultur, wat net verhënnert, datt déi eenzel Kulturinfrastrukturen sollen no transparente Kritären ënnerstëtzt ginn, datt méi Wäert soll op Vernetzungen a Koordination geluecht ginn, a fir d'Viabilitéit, d'Visibilitéit an d'Promotioun vun der Kultur hei am Land ze favoriséieren.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Polfer Merci, an als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kapitel iwwer Kultur am LSAP-Wahlprogramm vum Joer 2009 mam Titel „Kultur als Integrationsfaktor“, do dra steet ganz kloer, dass d'Roll vun der Kultur doranner besteet, de gesellschaftlechen Austausch an den Zesammenhalt nohalteg ze förderen, an dass mer duerfir eng kloer politesch Zilsetzung brauchen. An deem Programm schwätze mer eis och ganz däitlech fir en nationalen Aktionsplang fir eng nohalteg Kulturentwécklung mat verbindlechen Ziler an engem entsprechedenen Zäitplang aus.

Als LSAP-Fraktioun si mer duerfir och frou, dass am CSV-LSAP-Regierungsprogramm d'Opstelle vun engem pluriannuelen Kulturentwécklungsplang drasteet. Ech kann also dem Här Adam Merci soen, dass hien haut dës Heure d'actualité initiéiert huet, fir

dass all Fraktiounen kënnen hiren Input ginn, wéi si esou e Plang gesinn, wéi ee kann esou e Plang opstellen a wat esou e Plang kéint beinhalten.

Ech erënnere och drun, dass de 6. Dezember 2009 all Parteien, déi hei am Haus vertruede sinn, de Pacte culturel ënnerschriwwen hunn, an domat si mer also en Engagement agaang. Iwwregens ass jo am Regierungsprogramm och villes ze fannen, iwwerdeckt sech villes aus deem Pacte culturel an deem, wat gemaach ginn ass an deene leschte Joren an och elo gemaach ginn ass.

Dese Pacte culturel ass ervirgaang aus engem Manifeste culturel, dee vum Forum „Culture“, enger Aarbechtsgrupp aus der Zivilgesellschaft, vu Kënschtler, Konschtextperten, Leit, déi an der Kultur- an an der Konschttzen schaffen, awer och Konschttinteressierte gemaach ginn ass, an dat an engem demokrateschen a partizipative Prozess. Dese Manifest an dese Pacte culturel sinn, menger Meenung no, nëmmen eng Etapp an engem Prozess, deen elo nohalteg weidergefëiert muss ginn.

Fir dass mer esou e Plan de Développement culturel - dee jo, wéi gesot, och d'Regierung sech op de Fändel geschriwwen huet - kréien, kéinte mer zum Beispill, an dat ass elo eng konkret Proposition hei vun der LSAP-Fraktioun, zesummen als Chamber, mat der Kulturministesch als Leaderin an hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter, der Société civile an den nationalen a regionale Kulturacturen eng Zort États généraux de la culture organisieren. Esou États généraux oder „Assises de la Culture“ - et ass am Fong egal, wéi een et nennt - kéinte folgend Aufgaben erfüllen: Si kéinten oppassen, dass d'Politik sech un d'Engagement hält, déi se par rapport zum Pacte culturel geholl huet. Et kéint een och e puer Schlësselproben intellektuell verdéiwen, wéi zum Beispill déi kreativ Economie, den Dossier vun der kultureller Bildung, déi kulturell Integratioun vun den Netlëtzebuerg, d'Governance culturelle, d'Plaz vun der Kultur am Plan national de Développement durable.

Muer hu mer eng Diskussioun iwwert den Développement durable: Och do huet d'Kultur eng Roll ze spillen. D'Roll vun der Kultur an eisen internationale Bezéiungen an an eiser Entwécklungspolitik.

Eng weider Aufgab kéint et sinn, dass mer a Kollaboratioun mat der Uni Lëtzebuerg Etüden a Recherchen iwwert d'kulturell Liewen zu Lëtzebuerg förderen. Esou États généraux kéinten also e richtegen Espace public vun der Kultur ginn, an niewent den Aufgaben, déi ech elo grad opgezielt hunn, kéinte se sech och nach där duebeler Eerausforderung stellen, déi d'Finanzkris op de Kultursecteur geworf huet, a wéi een déi kulturell Acteure mat abënnt, fir eng Sortie aus där Kris ze fannen, an och mat abënnt, fir d'Opstelle vun engem nohaltege Kulturmodell fir Lëtzebuerg.

Menger Meenung no wier dës „Bottom-up“ an net „Top-down-Method“ de richteg Wee, fir en nationale Kulturentwécklungsplang opzestellen. Dëst géif och der Tatsach Rechnung droen, dass d'Kulturpolitik - an dat kéint jo och ganz däitlech aus dem Pacte culturel eraus - transversal muss gesi ginn. D'Kulturpolitik géreiert hautdësdays net nëmme méi ee Secteur, mä am Kader vun der Wëssensgesellschaft spillt déi kulturell Dimensioun eng wichteg Roll a villen anere Politiken, wéi zum Beispill der Éducatioun, der Jugendpolitik, der Economie, der Landesplanung an esou weider. Mir kéinten also esou och der Fuerderung vum Décloisonnement vun der Kultur Rechnung droen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach, niewent menge Virschléi zur Opstellung vun engem Plan national de Développement culturel pluriannuel, wat jo den Objet vun dëser Heure d'actualité ass, nach e puer Punkten am Kontext Kulturpolitik ervirzestrichen, déi fir eis Sozialiste ganz wichteg sinn.

Jorelaang ass zu Lëtzebuerg haaptsächlech den Akzent op d'Baue vu Gebaier fir Kulturinstitutionen an op de Konsum vu Kultur gesat ginn. Eiser Meenung no ass et elo un der Zäit, nach méi wéi virdrun, an d'Kreatioun ze investéieren. E Land, wat innovativ wëllt sinn, an dat virun allem viru wëllt kommen, muss kreativ Leit hunn. Déi

innovativ Kreatioun muss zesummegoe mat der kultureller Forderung vu Stat a Gemengen.

D'Kreatioun ass eppes ganz Fräies. Stat a Gemenge sinn Institutionen, déi oft e contraignanté Charakter hunn. Et géllt also hei e gemeinsamen Nenner ze fannen, an esou e bessere Kader ze schafen, fir d'Création artistique a culturelle hei zu Lëtzebuerg besser ze förderen. Mir dierfen an deem Kader och net vergiessen, de Statut vun den Artisten an och den Intermittants du spectacle vläicht ze reviséieren, ze adaptéieren an ze verbesseren.

Fir d'LSAP muss den Haaptakzent an der Kulturpolitik elo op d'Promotioun vu Contenu, Durabilitéit an Demokratisierung gesat ginn. D'Demokratisierung ass wichteg. Et huet eng CEPS-Etüd gewisen, dass Leit, déi sozial méi schwach gestallt sinn, net ëmmer Accès hunn. Duerfir begrëssen ech och all déi Efforten, déi d'Madame Minister gemaach huet, mat Associatiounen um Terrain, fir do dee Problem ze léisen.

Als Konklusioun muss mer duerfir surgen, als Politik, dass d'Kulturpolitik net un deene laanscht geplangt gëtt, déi se betrëfft, an dat sinn d'Konsumenten, d'Kënschtlerinnen an d'Kënschtler, an all déi, déi an engem Konschttbetrieb a Kulturbetrieb schaffen. Den Denkprozess iwwert d'Kulturpolitik an en nationalen Entwécklungsplang dierf menger Meenung no...

► **M. le Président.** - Här Angel, Dir misst awer elo lues mä sécher zum Schluss kommen.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Et sinn nach zwee Sätz, Här President.

Deen Denkprozess dierf net ënner Ausschloss vun där bedeelegter Öffentlechkeet stattfannen. Als LSAP proposeréiere mer also, dass dat Thema hei vläicht an der Kulturkommissioun, wou mer da méi Zäit hunn, mat der Ministesch kann diskutéiert ginn. Mir kënnen vläicht Leit vum Forum „Culture“ invitieren, fir hinnen nozelauscheren, mat hinnen ze diskutieren, an dann eng Method definieren, wéi mer all zesummen, mam Lead vun der Ministesch, kënnen esou e Plang opstellen.

D'Kreatioun hunn ech ugeschwat. D'Fundament vun der Kreatioun sinn eng Nationalbibliothék, Archiven, d'Mémoire - an ech mengen, och vill Virriedner hunn dat ugeschwat -, mir dierfen déi zwou wichteg Institutionen net vergiessen.

An ech wëll ofschléisse mat engem Zitat aus dem Joer 1997 vum Lionel Jospin - an dat Zitat soll eis guidieren -, hie seet: „La culture est l'âme de la démocratie.“

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Angel. An elo kritt d'Wuert den Här Jacques-Yves Henckes.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech géif och mat engem Zitat ufänken: „La culture, c'est comme la confiture: moins on en a, plus on l'étales.“ Ech mengen, dat Zitat vum Albert Camus dierft et op jiddwer Fall hei am Land net ginn. A mir sollen och duerfir kucken, datt dat, wat d'Regierung wëllt huet, nämlech fir en nationale pluriannuelen kulturellen Entwécklungsplang auszeschaffen, datt dat och soll Realitéit ginn. Do geet och Rieds vu Synergies d'actions. Ech wësst also och gären, wat dorënner verstane gëtt. Wa wéinstens déi grouss politesch Orientierung kéinte bekannt ginn, ech mengen, dat wier eng gutt Saach.

Et ass och richteg, datt soll méi Koordination a Kollaboration tëscht de regionalen an de lokale Bibliothéiken a Kulturhaiser entsto. Mä ech géif awer och eng Prioritéit setze bei der internationaler a bei der regionaler Kollaboration tëscht de Muséeën, an do muss ech soen, do feelt et, do ass Mangelware, do feelt et u Méiglechkeeten an un Initiativen. Et gesäit een, datt et ganz vill Expositionen ginn, déi queesch duerch Europa ginn. Si ginn iwwerall an all Haaptstied, sauf hei op Lëtzebuerg. Do muss mer aner Weeër goen, do mussen déi national Muséeën endlech Initiativen huelen, fir esou grouss Expositionen eriwwerzeien. An ech hoffen och, datt mat deem neie Centre Pompidou zu Metz eng gutt Kollaboration um regionale Plang wäert geschéien.

Wat d'Motioun vun deene Gréngen ugeet, do wëll ech just soen, datt si hei d'Regierung opfuere, dat ze maachen, wat am Regierungsprogramm steet, soss sinn et awer just e puer Considéranten, an duerfir kënnen mer déi matdroen, well déi deet höchstwahrscheinlech der Regierung net allze wéi.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. An elo kritt d'Regierung d'Wuert, d'Madame Kulturministesch Octavie Modert.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir ass et e bësse gaange wéi Einzelne vu menge Virriedner. Et war net esou evident erauszefannen, wourëmmer et genau géif an dëser Heure d'actualité goen a wat ugefrot wier. Dat ass prezisiéiert ginn am Laf vun den Diskussiounen, an ech denken, datt do och an der Motioun, déi den Här Adam hannerluecht huet, mat senger Ënnerschrëft, eigentlech och alles dra prezisiéiert ass, wat hie wollt visieren.

Hien huet geschwat, oder hien huet dat genannt: déi regional kulturell Entwécklung an e méijährege regionale Kulturentwécklungsprogramm ausschaffen. Dat steet och an der Regierungserklärung. Dat steet awer an enger anerer Form an der Regierungserklärung - en huet dat zitéiert gehat -, mä dat zielt an der Regierungserklärung fir eis Instituts culturels, wat klassesch Statsverwaltungen an deem Sënn sinn, vun hirer juristescher Form hier. Dat ass also eppes aneres wéi dat, wat mer hei geschwat hunn.

Da kéint ech elo eigentlech déi ganz Regierungserklärung, wat am Kapitel Kulturministere steet, opzielen oder ofliesen. Ech mengen, do steet alles dran, wat hei ugeschwat ginn ass, a villes vun deem, wat hei gesot ginn ass, ass dorausser erausgeholl. Ech wëll just zitieren, zum Beispill, d'Transversalitéit. Dat sinn nämlech och all Kéier Äntwerten op Froen, déi gestallt gi sinn, esou datt ech och do net nach eng Kéier brauch separat drop anzegoen.

Transversalitéit, Forum des cultures, Plan de développement pluriannuel des instituts culturels, de Jugendpass, de Kulturpass, Culture à l'école et dans les programmes scolaires, dans les maisons de retraite, les maisons relais - wat fir mech och e wichteg Element ass vun Accès à la culture -, Professionnalisatioun vun den Acteuren, Mise en réseau des organismes culturels décentralisés, Coopération accrue tëscht verschiddeenen Ensembles, an esou virun.

Domadder hu mer alles opgezielt, wat hei gefrot ginn ass. Domat hu mer och alles virdu schonns gesot a geschriwwen gehat, wat elo hei wollt thematiséiert ginn, wéi wann et nei wier. Et schielt sech awer och eraus aus där Diskussioun, déi mer elo grad hei haten - an doriwirer sinn ech natierlech frou -, datt mer eppes net wëllen, nämlech eng interventionistesche, dirigistesche Kulturpolitik op där enger Säit; an datt mer op där anerer Säit eppes wëllen: Koordination, Synergien a Forderung vun Zesummeschaffen a vun der Kreativitéit. Mä dat kann ech selbstverständlech voll ënnerstëtzen an ënnerschreien, well dat och déi Uluecht ass, déi mer systematesch haten.

Well eent ass kloer an eent ass ganz sécher: Mir dierfe keng staatlech Kulturpolitik maachen, an deem Sënn, datt de Stat net kann de kulturellen Inhalt de Kulturschafenden diktieren. Déi kulturell Kreativitéit huet hir evident Fräiheet an hir Fräiheet, fir sech auszedrécken. Déi kënschtle-resch Fräiheet ass dat, wat zielt. Jo, mir mussen wuel zentral heiansdo virgoen, awer och keng zentralistesche Roll spillen. Do muss een ëmmer gutt oppassen, datt déi Saachen net duerjerneegehait ginn. Well, wat ass d'Roll vum Stat? Nach eng Kéier: Dat ass net diktieren an et ass och net zentralistesche eppes imposieren.

Mir hunn - et ass ugeschwat ginn - dee Livre blanc vun 1998, deen eigentlech haaptsächlech iwwer Infrastrukture gaangen ass, déi dee Moment amgaange waren, geschaf ze ginn. Ech soen lech dohier Merci, Här Adam, datt Der en ugeschwat hutt, well - wéi et ville Leit gaangen ass - vu datt déi Infrastrukture beschriwwen gi waren, déi dunn amgaange waren, geschaf ze ginn, ass weider ni méi op dee



Rapport, op dee Livre blanc agaange ginn, an dofir hu ganz vill Leit deen och net kennt, well, wéi Dir gesot hutt, et och keen extrem grouse Worf war.

En ass eigentlech ausgaange vun enger Approche vun zentralistischem Dirigismus, an dat wéll ech net. Ech hätt gär, datt eis Zesummenaarbecht an eis Synergie gedroe gi vun den Haiser an den Acteuren um Terrain. Dofir hunn ech ëmmer favoriséiert eng Approche vun ennen no uewen, an net ëmgedréit: vum Terrain ausgoend.

Ech hu vill incitéiert, an dat ass dat zweet groust Wuert, wat ech wéll hunn: eng Politique d'incitation. Ech hu vill incitéiert, datt soll zesummegeeschafft ginn. Dee Réseau vun de Centres culturels régionaux décentralisés, deen ugeschwat ginn ass, ass och op esou Incitationen hin entstanden. Mir hunn déi Festivalen, déi sech op esou Incitationen hin zesummegeedoen hunn, well ech dat dee méi richteg Wee fannen, wéi vun uewen erof ze diktieren.

Synergie schafen a ganz besonnesch a ganz staark zesummeschaffen an Netzwierker schafen, dat ass effektiv dat, wat mer brauchen. Do huet sech vill gedoen um Terrain, well se och gesinn hunn, datt et kee Wäert huet, deen een oder deen aneren datselwecht ze maachen, deeselwechten Dag, mä datt een dat op eng ganz aner Aart a Weis ka flott zesummebréngen.

Natierlech muss mer secteuriewergräifend schaffen. An et ass mer wichteg, datt d'Kultur vill méi an d'Schoul erakënn. Et ass mer wichteg, datt mer sozial Initiativen huelen, an ech kéint lech der e ganze Koup opzielen hei. Mä ech weess, datt déi Zäit net dofir do ass an déi Heure d'actualité och net dorobber geméint ass. Datt mer an d'Altersheimer eraginn, datt mer mat de Kliniken zesummeschaffen, datt mer besser un déi Jonk kommen, datt mer natierlech och hir Kreativitéit förderen an datt mer och mat anere Secteuren, wéi der Economie, zesummeschaffen.

Dir hutt ugeschwat gehat..., et ass mer och wichteg, pardon - an dat ass jo och een Aspekt vun der regionaler Kulturförderung an där lokaler -, datt mir en Accès vun en alleguer zur Kultur hunn. Een Aspekt dovunner ass, wéi gesot, deen dezentraliséierten. Een aneren ass natierlech deen, op gewësse sozial Schichten duerzegoen. Nach en aneren ass deen, op verschidden Altere méi spezifesch duerzegoen. Do hu mer mat Initiativen, wéi zum Beispill Kulturpass- oder Jugendpass-Saachen, déi amgaange sinn, ze entstoen oder ugeduecht ze ginn, viles schonn amgaangen doriwwer ze denken.

Mir hunn, wat d'Infrastrukturen ubelaangt, mengen ech, net méi ganz vill Bedarf, bis op eenzel Plazen - ech schwätzen elo vum dezentralen Niveau -, bis op eenzel gewësse Strukturen, déi ech och op engem nationale Plang wichteg gesinn. Do si fir mech och weiderhi Strukturen fir déi Jonk ganz wichteg. Dir wësst, datt dat ee vun den Akzenten vum Carré Rotonde respektiv vun de Rotonden ass.

Mä ech mengen, datt et an Zukunft vill méi drop ukënn, fir an den Inhalt, an d'Kreatioun ze investieren, an net esou an de Steen. Et ass fir mech - an dat hunn ech och an der Regierungserklärung daitlech wëllen thematisieren - wichteg, elo méi op der Säit vun der Nofro wéi op där vun der Offer ze agieren. Dat si Saachen, déi mer eis, mengen ech, mussen zu Häerzen huelen.

Dir Dammen an Dir Hären, et sinn hei Saachen ugeschwat ginn. Ech hu se ganz kuerz beäntwert gehat: dat wäisst Buch vun '98, et ass geschwat gi vun där Etüd, déi 2005 vum Ministère gemaach gi war. Dat war eng quantitativ Erhiewung, déi einfach opgezielt huet, wat et vu kulturellem Infrastrukturegebuert uechtert d'ganz Land gëtt. Dir hutt et scho gesot: Dat ass impressionnant. Dat war am Fong geholl dat, wat do drasteet. A vill aneres net. Dat ass evident, datt dorauer nach méi ervirgaangen ass, wat mer virdu wossten. Fir verschidden Saachen hu mer eng ganz flott a komplett Offer, déi net nach vun den Haiser aus muss ausgedehnt ginn, fir nei Haiser ze schafen. Ech mengen, dat ass eng evident Konklusioun, déi dorauer erausgaangen ass.

Da wéll ech awer just soen - Dir hutt geschwat vu Centres d'animation culturelle -: Et sinn nëmme dräi Leit, déi op dräi verschiddene Plaze setzen. Dat ass e Service, wéi dat sech genannt huet, an ech géif gär Är Meenung dozou héieren. Dat kënne mer roueg an der Kommissioun eng Kéier maachen. Ech kéint mer virstellen - mat där Entwécklung, déi um regionale Plang an deene leschte Jore war -, datt een net méi onbedéngt déi Leit muss op dräi verschiddene Plaze setzen hunn, mä datt een och do méi Synergie kéint schafen, wann ee se op enger Plaz zesummesetzt, well se dann zesumme kënne sech besser an- an opdeelen, fir weider ze incitéieren an d'Gemengen an hirer kultureller Missioun ze begleeden.

Well ech sinn der Meenung an der Iwwerzeugung, datt d'Gemengen, och wann d'Kultur net zu hiren obligatoresche Missioun gehéiert, allerdéngs awer och eng Aufgab hunn op deem Plang, fir Kulturförderung bei hinnen ze maachen. Dat geet op vill Aart a Weisen, déi méiglech sinn. Dat muss, nach eng Kéier wéi gesot, net sinn, andeem ee permanent deier Centre-culturellen oder -polyvalenten opriicht, mä andeem ee ka ganz vill Programm maache mat... - wann een esou vill Sue géif huelen, wéi een an d'Haiser stécht, wéi een an d'Gebai, de Bau stécht - ...do kéint een extrem vill dobäi maachen.

Insgesamt also..., bon, dann ass nach de Pacte culturel ugeschwat ginn. Wat am Pacte culturel steet, ass eigentlech eng Beschreibung vun deem, wat do war a wat do ass. Verschidden Saachen hu si erëmgeholl, déi souwiesou amgaange waren. Dat ass ganz flott do beschriwwen, ganz flott do beieneegeschriwwen ginn. Et sinn och Leit, déi dat geschriwwen hunn, déi och ganz gär e Livre blanc geschriwwen hätten. Ech war ëmmer der Meenung, déi Suen, déi ee géif drastiechen, fir engem Consultant eppes ze schreiwen ze ginn, kann ee gradesou gutt an de Secteur stiechen. Fir mech ass dat jiddefalls méi wichteg.

Et steet an der Regierungserklärung dran, datt mer e Forum de la culture - oder des cultures - wëlle maachen, wat selbstverständlech eng breet Participatioun verlaangt a wat selbstverständlech fir mech och eng Participatioun ass vun de politesche Parteien, fir do mat do ze sinn. Ech si frou iwwer all Input, dee kënnt, virdrun oder do op där Plaz. Mir kënnen eis och ganz gär nach eng Kéier - wéi gesot - an der Chamberskommissioun iwwert déi Saachen ennerhalen, wann dat gewënscht ass.

Ech muss insgesamt soen, datt vun deem, wat gesot a gefrot ginn ass, Dir selwer festgestallt hutt, datt dat Meescht do ass an datt dat an der Regierungserklärung steet, esou datt mer hei eigentlech eng Heure d'actualité hunn iwwert d'Regierungserklärung, iwwert dat Kapitel. Dat ass ganz flott. Wat...

► **M. le Président.** - Madame Ministesch, erlaabt Der, datt den Här Angel lech eng Fro stellt?

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Jo.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Ech soen lech Merci fir all déi Erklärungen. Ech hunn lech och fläisseg nogelauschtert. Ech kann lech och an allem praktesch Recht ginn, wat Der sot. Ech mengen och, dass mer net esou wäit ausernee leien alleguer, wat dee Plan de développement culturel ass. Am Regierungsprogramm steet jo kloer, et soll vun den Instituts culturels ausgoen. Mä...

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Et soll fir d'Instituts culturels sinn...

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Jo, si ginn als „Service provider“ definéiert fir d'Acteuren a fir déi regional Kulturacteuren. Dofir, mengen ech, leie mer net esou wäit ewech.

Ech wollt awer froen: Dee Plang, wéi Dir en da gesitt am Regierungsprogramm, sinn do d'Travailë schonn ugaangen? Oder wëllt Der dat an dee Forum des cultures, deen Der wëllt organisieren, mat abannen? Hutt Der schonn en Zäitplang oder hutt Der schonn eng Iddi ganz konkret, wéi dat soll lafen?

An eng lescht Remarque wollt ech mer erlaben: Ech fannen dat ganz gutt, dee Forum „Culture“. Ech hu vun États généraux geschwat oder vun Assises de la culture. Ech wollt just drop opmierksam maachen, wa mer dat Forum „Culture“ nennen, kéint et zu enger Verwiesslung komme vun deem Grupp, vun deene Leit aus der Zivilgesellschaft, déi sech jo och „Forum culture(s)“ nennen. Ech wollt just do, dass mer oppassen, dass mer do net zu Verwiesslung kommen. Et ass e klengen Hint, deen ech lech wollt ginn. Mä wéi gesot...

► **M. le Président.** - Här Angel, ech mengen...

(Hilarité et interruption)

► **M. Marc Angel (LSAP).** - ...wa mer kéinte konkret...

► **M. le Président.** - ...an hei kënnt eng zweet Interventioun...

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Ech hunn d'Ministesch konkret gefrot, wou se dru wär mat deem Plang.

Merci.

► **M. le Président.** - Jo, elo kritt d'Ministesch d'Wuert.

(Interruptions)

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Mir wäerte sécherlech kee Sträit kréien iwwert den Numm, deen een esou enger Saach soll ginn. Dat ass deen alermannst Problem, do gi mer ganz sécher eens. Wat de Plan de développement pluriannuel vun de Kulturinstituter ubelaangt, esou ass dat natierlech eng Saach, déi hir legal Missiounen ueget. Dat heescht, déi Missiounen, déi se hunn, d'Ausféierung dovunner, wéi kann een dat virundreiwen? Muss ee vläicht och déi eng oder déi aner Missioun bäiginn? Ass eng net méi néideg?

Et ass un där doter Aarbecht, wou mer dru schaffen. Dat ass also eng - wann een esou wëllt - quasi intern Aarbecht fir d'Éischt emol vun den Instituter an dem Ministère als solchen, wou natierlech amgaangen ass, de Brainstorming gemaach ze ginn dervun.

Voilà, fir de Rescht, Här President, soll ech op d'Motioun agoen oder...?

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Den Auteur, den Här Adam, wollt nach eppes zu senger Motioun soen. An d'Madame Polfer wollt och eppes derzou soen. Ech géif proposieren, wann Der elo mat Ärer Interventioun fäerdeg sidd, da géife mer zur Motioun kommen. Da géif ech fir d'Éischt dem Auteur vun der Motioun, dee gefrot huet, nach eppes ze compléieren, nach eng Kéier d'Wuert ginn. Da kënnen déi jeeweileg Fraktiounen dozou Stellung huelen a bien entendu och d'Regierung.

Här Adam, da géif ech lech bieden. Madame Minister, ausser Dir wäert nach net fäerdeg mat Ärer Interventioun? Dir sidd? Okay! Da kënnt elo den Här...

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Ech stelle fest, datt d'Leit alleguer gesot hunn, datt d'Regierungserklärung um Punkt vun der Kulturpolitik ganz gutt wär. Dat freet mech selbstverständlech.

► **Une voix.** - Et ass ee vun deene rare Punkten, Madame Minister.

► **M. le Président.** - Sou, da kritt elo den Här Adam als Auteur...

(Interruption)

...vun der Motioun nach eng Kéier d'Wuert.

Motion 1

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Hei sinn e puer Saache gesot ginn, déi ech eigentlech net kann esou am Raum stoe loosse. Et ass jo esou, wann een eppes seet an et gëtt een net richteg verstanen, dann ass dat e Kommunikationsproblem. Dat läit un deem, deen et gesot huet, oder et läit un deem, deen net nogelauschtert huet, an am schlechteste Fall un deenen zwee.

Ech wëll da mäin Deel derzou bäibréngen. Also, wat hei ugeklongen ass, mir géifen antriede fir e staatlechen Dirigismus an der Kulturpolitik, mam beschte Wëllen, dat ass net gréng Intentioun, dat ass op kenger grénger Mësch gewuess an och net op

menger. Hei geet et eenzeg an eleng drëm, fir eng Politik ze ennerstetzen - wat d'Madame Minister eigentlech och ëmmer ennerstetzt huet -, datt mer déi verschidden Acteuren um Terrain zesummeféieren an datt mer deenen d'Méiglechkeet ginn, fir zesummenzeschaffen, an och se anzebeziehen, wa mer eppes ausschaffen, wat d'Entwécklung vun der kultureller Landschaft betrëfft.

Also ganz kloer: Staatlechen Dirigismus gëtt vun der grénger Partei zu kengem Moment gefrot. Och net vu mir. Do sinn ech dann - wann ech et op mech huelen - falsch verstane ginn. Ech liesen dat och net an där Motioun, déi ech geschriwwen hunn.

Dofir sinn ech e bësselchen erstaunt, virun allem och iwwert d'Ausféierung vun der Vertrieederin vun der CSV-Fraktioun. Ech kommen net derlaanscht, d'Gefill ze hunn, datt d'Vertrieederin vun der CSV sech am meeschten un deene Saache gestouss huet, déi mer aus dem Regierungsprogramm entléint hunn. Dofir ass am Fong geholl och d'Ausso vun der Madame Minister méi eng kooperativ wéi déi vun der CSV-Vertrieederin.

Wa gesot gëtt, déi gréng géife wëlle Politik mat der Kultur maachen, wëll ech soen: Hei an deem Haus gëtt an eisen Aen net ze oft an net ze vill iwwer Kultur diskutiert. Ech fannen dat eng gutt Saach, datt mer emol eng Kéier iwwer Kultur hei an deem Haus diskutieren. A wann dat dann e bësse kontrovers gëtt, da freet dat mech souguer och. Och Kultur ass politesch. Do solle mer eis näischt virmaachen. Selbstverständlech ass et och un der Politik, fir heiansdo kulturell Themen ze diskutieren an ze debattieren. Datt dat de Mëtteg hei de Fall war, dat ass eppes, wou ech absolut derzou stinn.

Dofir nach eng Kéier: Déi Motioun hei..., dee Virwurf, deen ech am éischten akzeptieren, ass dee vun der Madame Minister, déi seet: „Do sinn eng ganz Rei Saachen, déi am Regierungsprogramm stinn.“ Et ass och esou, datt dat vun deem Programm pluriannuel aus dem Regierungsprogramm ass. An de Sënn vun der Motioun ass am Fong geholl, fir deem Programm pluriannuel Liewen ze ginn, andeems mer op eng Rei Saachen oppassen. Zum Beispill: d'Acteure vum Terrain mat abezéien. Zum Beispill: déi Recommandatiounen, déi mer hunn, mat abezéien. Zum Beispill: kucken, wéi de Ministère équipiert ass, an esou weider an esou virun. Esou datt ech..., gutt.

Wann d'Majoritéit meng Motioun net wëllt stëmmen, dann akzeptiere mer dat. Ech maachen nach eng Kéier e waarmen Appel. Ech hunn - wéi gesot - just mat enger Ennerschrëft ofginn. Ech hunn awer och déi fënnf Ennerschrëfte vu menger Partei. Also, ech iwwerloossen et dann elo dem héijen Haus hei, fir ze kucken, wéi mer mat där Motioun virginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Jo, Merci dem Här Adam. Zu der Motioun huet d'Wuert gefrot d'Madame Mergen...

► **Une voix.** - D'Madame Polfer war vir.

► **M. le Président.** - ...oder d'Madame Polfer.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President, ech wollt am Fong ganz einfach proposieren, datt mer déi Motioun do an d'Commission de la Culture huelen. Well et ass esou vill dran. Et ass esou vill dran, a wat wierklech da méi wäert ass, an dofir ass déi Debatt ganz gutt gewiescht, datt ee sech méi intensiv dermat auserneesetzt.

D'Madame Minister sot: „Ech kéint elo laang heiriwwer schwätzen.“ Datt et elo hei net de Moment ass, mä datt mer awer eng Kéier méi laang doriwwer schwätzen, géif ech op alle Fall ganz ubruucht fannen. An dofir hätte mer deen anere Problem dann och geléist: derfir oder dergéint. Mir sinn alleguer fir eng Aktioun fir eng besser, also fir méi Kultur, fir méi Leit erunzeziehen. Hei sinn eng Rei Pisten. Mä et stinn awer och nach Fragezeichen. Dofir géif ech proposieren, mir solle se an d'Kulturkommissioun verweisen.

► **Une voix.** - Très bien!

(*Interruptions*)

► **M. le Président.** - Dozou d'Madame Mergen.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Jo, ech géif soen, wann ech elo... Ech hat vir-dru meng Zäit iwwerschrott, dofir géif ech dann elo wëllen op d'Motioun zréckkommen. Ech mengen, bei de Considéranté sinn notament deen zweeten an deen drëtten Considérant, mat deene mer net d'accord sinn, a bei den Invité si mer der Meinung, dass dat Allermeescht am Regierungsprogramm steet, esou wéi d'Madame Minister et och scho gesot huet.

Dofir: Ech fannen déi Iddi vu Kulturassisé ganz flott. Nach weess ech net, awéiwäit dass déi Kulturassisé mat där Motioun hei zesammenhängen. Dofir géif ech net wëssen, wat mer an der Kulturkommissioun nach sollten diskutéieren, well de Regierungsprogramm hu mer schon eemol diskutéiert. Da géife mer deen nach eng Kéier diskutéieren! Ech géif au contraire virschloen, dass een effektiv iwwer Assises culturelles hei an deem Land schwätzt. Mä d'Motioun - esou, wéi se hei ass - gétt dat net hier.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Sou, elo huet den Här Hoffmann d'Wuert gefrot.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Jo, ech wollt mech eigentlech der Proposition vun der Madame Polfer uschléissen. Well ech fäerten erëm ganz, wa mer elo hei iwwert déi Motioun ofstëmmen, da risquéiert se, definitiv fort ze sinn. Dann ass och den Débat iwwert den Inhalt vun där Motioun definitiv ofgeschloss. Dat wär aver ze schued, géif ech mengen. Et wär schon derwärt, iwwert déi Propositionen, déi an där Motioun hei drastinn, och iwwert d'Émsetzung vun dem Regierungsprogramm, eng seriö Diskussioun ze féieren, un alleréischer Stell an der Kulturkommissioun an dann eventuell hei och nach eng Kéier am Plenum.

► **M. le Président.** - Elo kritt d'Wuert d'Madame Kulturministesch.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Merci, Här President. Ech géif virschloen, mir kéinten eppes maachen, wat deenen zwou Säiten allen zwou Recht gétt a Rechnung dréit. Nämlech: Wa mir Assisé maachen, muss mer entweder 80 Deeg laang schwätzen, well esou vill leeft an der Kultur, fir kënnen doriwuer ze schwätzen. Oder mir deelen et op verschidden Themaen op. Deenen thematische Pistes no kéint ee ganz gutt a ganz gär an der Kommissioun eng Kéier d'Wuert ergräifen an dozou méi Saache soen, andeem een, wéi gesot, entweder de Strukturen oder den Inhalter no dat strukturiert ugeet. Dofir sinn ech souwisou ganz d'accord an ëmmer zur Verfügung vun der Kulturkommissioun, fir mat der Presidentin zesammen den Ordre du jour ze fixéieren, mat all deene Saachen, wou selbstverständlech d'Deputéiert gär wëllen driwwer schwätzen. Dat ass evident. Dat ass en normal parlamentarescht Verständnis.

► **M. le Président.** - Jo, also ech hunn elo zwar net honnertprozenteg richtig verstanen.

(*Hilarité*)

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Also kënne mer roueg an der Kommissioun déi Saachen uschwätzen. Well mer souwisou, mengen ech, mussen thematesch virgoen.

► **M. le Président.** - Dat heescht, dat heescht...

(*Interruptions*)

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Dat eent sinn d'Assisen, wou mer net kënne ganz maachen.

► **M. le Président.** - Ech géif lech elo bieden, nozelauschten. Dat heescht, d'Madame Minister ass d'accord, dass déi Motioun an d'Kulturkommissioun kënnt. Ech hunn d'Impressioun, dass Der net...

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - ...datt eng generell Diskussioun doriwuer kënnt, iwwert déi Thematiken, déi ugeschwat sinn, absolut.

(*Interruptions*)

► **Une voix.** - Nächste Punkt!

► **M. le Président.** - Kënne mer dann iwwert déi Proposition ofstëmmen?

Vote

Wien ass also d'accord, dass déi Motioun an d'Kulturkommissioun geet?

Dat schéngt mer d'Unanimité ze sinn.

► **Une voix.** - Neen, neen, neen, d'Madame Stein ass net averstanen.

(*Interruptions*)

► **M. le Président.** - Et ass d'Unanimité. Domadder géif déi Motioun an d'Kulturkommissioun verwise ginn.

Mir kommen dann elo zur Interpellation vun Här Félix Braz iwwert d'Videoiwwerwachung. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Roth, Bettel, Haagen, Gibéryen, Hoffmann, an d'Madame Err. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellation, den honorabelen Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

6. Interpellation de M. Félix Braz au sujet des systèmes de vidéosurveillance sur le territoire luxembourgeois

Exposé

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - Merci, Här President. Wéi de Minister Biltgen virdru bei der Heure de questions scho gesot huet, schwätze mer haut am Prinzip net iwwert déi privat Vidéosurveillance, wou d'CNPD d'Kontroll mécht an net d'Regierung direkt.

(*Mme Lydie Polfer prend la présidence.*)

Dat ass och wuel e Sujet, dee mer an der Chamber eng Kéier wëlle verdéieren. An der leschter Intérieurskommissioun war dee Wonsch geäussert ginn, fir mat der Commission juridique eng Kéier zesammenzkommen a mat der CNPD, fir och dee Volet do eng Kéier méi seriö ze belichten. Well et gétt ganz vill Kameraen uechtert d'Land opgestallt, aus Grënn, déi mam Schutz vun privaten Intérêt ze sinn hunn. Dat leeft och grosso modo no de Regelen, déi mer am Gesetz vun 2002 hunn.

Mä haut, wéi gesot, ass de But vun der Interpellation vun der grénger Fraktioun net déi privat motivéiert Kameraen, mä eenzeg an eleng déi Kameraen, déi vun der Police opgestallt gi sinn an déi mam Numm Visupol besser bekannt sinn, an ech wëll och probéieren, déi zwou Diskussiounen net ze verméschen.

Et geet also ëm d'Kameraen vun der Police am öffentleche Raum. An déi Kameraen, déi hunn eng laang legal Geschicht, eng komplizéiert legal Geschicht. Déi ware bis virun nach net allze laangem juristesche hei am Land net virgesinn. Déi legal Geschicht geet zréck op d'Dateschutzgesetz vun Joer 2002, wat am Juli 2007 geännert ginn ass um Artikel 17, fir e Punkt D bäizesetzen, deen eben expressis verbis déi Vidéosurveillance virgesäit. Kuerz drop, op den 1. August, ass schon en éischte Règlement grand-ducal geholl ginn, deen d'Regele vun der Vidéosurveillance à fins policières festgeluecht huet. An de Mount drop, de 27. September vum selwechte Joer 2007, huet e Règlement ministériel déi Kéier déi eenzel Zone festgeluecht. Dat waren deemools dräi Zonen, déi déi alphabetesch d'Nimm A, B an C droen. Dat sollt fir zwee Joer sinn. Also bis an den Oktober 2009, wou och da kuerz drop nach en neie Règlement ministériel komm ass um Datum vum 10. November, fir nach eng weider Zon bäizehuelen, eng véiert Zon mam Numm D. An dat Règlement géllt zënter dem November 2009 fir e ganz Joer, ass also op den Datum vum 10. November vun dësem Joer dann net méi en vigueur an et misst also virdrun eng Décisioun geholl ginn, wéi mer mat deem Visupol-System hei zu Lëtzebuerg weiderfueren.

Et ass also eng relativ komplizéiert legal a reglementaresch Geschicht gewiescht. Dat och fir ze soen, dass dat heite keng Matière ass wéi generell d'Matière vum Date-

schutz, déi an Europa, well hei si ganz vill europäesch Direktiven, déi eis Gesetzgebung beaflosst hunn. Mä och hei zu Lëtzebuerg ass dat keng Matière, déi liichtfankeg géif ugepakt ginn, wou schon, mengen ech, probéiert gëtt, wat déi legal a reglementaresch Situatioun betrëfft, propper a korrekt ze schaffen.

Wat hu mer dann haut u sech vu Situatioun? Ech klameren elo mol déi Zon D ronderëm de Stade Josy Barthel e bëssen aus, well déi jo méi, soen ech emol, mat der UEFA ze dinn huet wéi mat der Stad Lëtzebuerg. Déi ass eigentlech nëmme dann noutwendeg, wann och e Match stattfënt am Stade Josy Barthel, wou eben dann eng Rei Regele vun der UEFA gëllen.

Mä an deenen aneren dräi Zonen hu mer also zënter dem 12. November, wou dat a Betrib geholl ginn ass vum Joer 2007, dräi Zonen als Pilotprojet a Betrib geholl, deen dann eben och um Enn vu senger Wirkung soll e Bilan kennen.

Déi dräi Zonen hunn en Total vu 74 Kameraen. Dat sinn deels där Dome-Kameraen, mä och där sougenannte Fix-Kameraen. 45 dovu stinn an der Zon A. Dat ass Lampertsbiërg a Glacis. Dat ass déi héchsten Zuel vu Kameraen an där doter Zon. Et ass awer net déi Zon, wou am meeschte lass wier. Dat ass ouni Zweifel d'Zon C vun der Gare, wou 14 Kamerae stinn. An da stinn och nach eng Kéier 15 Kameraen an der Zon Zentrum. Dat ass dee Beräich ronderëm den Aldringer.

D'Gare ass, wéi gesot, ouni Zweifel de Schwéierpunkt vun den Aktivitéiten, déi do constatéiert ginn. Déi Kameraen, déi sinn och kenntlech gemaach. Déi sinn allegeruecht mat engem Panneau gekennzeechent. Esou dass déi Leit, déi sech an der Zon vun de Kamerae bewegen, am Kegel vun der Kamerae bewegen, wëssen, wa se d'Aen e bëssen an d'Luucht hiewen, dass se an enger Zon si mat Vidéosurveillance. An et gétt och nach extra opgepasst vun deene Leit vun der Visupol, dass ee wierkelech just probéiert um Niveau vum Buedem, vum Rez-de-chaussée, wann een esou wëllt, d'Kamerae filmen ze loosse, doduerch dass en elektronesch Masquage gemaach gétt fir all déi Elementer am Bild, déi doriwuer erausginn.

Déi Kameraen, déi ginn natierlech net just lafe gelooss, fir dass Saachen opgeholl ginn. Et gétt och Leit, déi déi Biller live kontrolléieren. Dat ass, wat d'Police nennt de Flagrant. Dat ass vu moies siwe bis owes siwen, do sinn am ganzen néng Opérateuren, déi sech hannert deene Schiermer ofléisen. Nuets, also vun acht bis siwen Auer moies, ginn déi Biller enregistriert. Wat och am Dag de Fall ass, mä do sëtzt keen Opérateur bei de Schiermer. An da gétt, en cas de besoin, opgrond vun de Rapporten aus der Nuecht, probéiert e Retraçage hierzustellen.

Déi néng Opérateuren, dat sinn der net vill. Dat sinn an der Haaptsaach vläicht souguer exklusiv fréier Leit vun der WSA, déi do eng weider Aarbecht fonnt hunn. Et sinn allerdéngs keng vereedegt Leit, wat fir eis als gréng Fraktioun nach ëmmer e Problem duerstellt. Net dass mir géife verlaangen, dat misste Leit aus der uniformierter Police sinn, net dass mer géife verlaangen, dat misste vereedegt Poliziste sinn, mä et mussen awer eiser Meinung no ganz kloer Leit sinn, déi en Eed ofleeschten.

D'Formatioun, déi se haut kréien, déi schéngt an der Rei ze sinn. Mä et ass fir eis awer och genausou wichteg, dass an där doter Kette vun der Aarbecht vun der Visupol do net därerf een Element sinn, dat net mat vereedegte Leit géif erfëllt ginn. Dat ass eiser Meinung no dee falsche Wee.

Alles dat hu mer och net fir den Nulltarif kritt. Alles dat ass deier. Reng d'Installatioun vum Geschier kascht laut mengen Informatiounen eppes méi wéi 2,1 Milliounen Euro. 2,1 Milliounen Euro hunn déi Installatioun kascht. Do kommen dann nach aner Käschten derbäi, déi mam Entretien vun de Kameraen an natierlech déi néng Salairen vun den Opérateuren. Et ass also schon e Käschtepunkt, deen ee ka géintiwuerstelle mat anere polizeileche Méiglechkeeten, wou een dann och vläicht beim Bilan och - ech kommen duerno nach dozou - dat ka géintiwuerstellen.

Déi Kamerae sinn och net dat Eenzegt, wat an de leschte Jore geännert huet. Mir hunn an der leschter Legislaturperiode eng ganz Rei vun zousätzlechen Instrumenter agefouert fir d'Police. D'Kamerae si just eent dovun. Et sinn ënnert dem Justizminister Frieden eng ganz Rei vu weidere Gesetzer gemaach ginn, déi jo - et kënne sech déi Kollegen, déi deemools schon derbäi waren, hei gutt drun erënnere, dass do ëmmer ganz restriktiv Texter komm si vun der Regierung vum Här Frieden.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - A wann do d'Chamber an och de Statsrot hir Aarbecht net gemaach hätten, hätte mer op all deenen Instrumenter, déi d'Police derbäi kritt huet, eng ganz kloer Schiflag kritt an der Ofweigung téschent de Sécherheitsbesoinen an awer och dem noutwendige Schutz vun der Privatsphäre a vun de Grond- a Mënscherechter. D'Chamber huet hir Aarbecht gemaach. An ech mengen, dass déi Instrumenter, déi mer deemools der Police ginn hunn, och nëmme doduerch konnten équilibréiert Instrumenter sinn, dass mir déi Politik vun der viregter Regierung op där doter Fro als Chamber ganz enk suivéiert hunn a ganz aner Équilibreren drabuecht hu wéi déi, déi am Regierungstext dra waren.

Firwat huet déi gréng Fraktioun eng Interpellation dozou gemaach? Ma et ass ganz einfach. Dee Projet huet, wéi gesot, am November 2007 säi Laf geholl als Pilotprojet. An et war kloer virgesinn, dass ee géif e Bilan vun deem Projet do maachen. An der Haaptsaach um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg, déi jo bis dohin a bis haut déi eenzeg betrëfft ass. Mir hunn allerdéngs festgestallt, dass am November 2009, also virun engem hallwe Joer, de Minister nach déi véiert Zon mat bäigeholl huet. Déi Zon D, wat also eng Erweiterung vum System war, ouni dass dee Bilan do öffentlech diskutéiert gi wier. An dat war fir eis de Grond fir ze soen - ouni domadder ze soen, dass déi Zon D vum Josy Barthel elo eng Saach sollt gewiescht sinn, déi net hätt solle sinn. De Stater Comité de prévention locale hat och do säin „go“ ginn. Ech mengen och, dass keen e gréisser Problem huet, dass ee während dem Match um Barthel do aner Regele gëlle léisst. Mä wou mer awer e Problem hunn, dat ass, wann ee géif an Zukunft nach eng Kéier iwwer Extensiounen oder Verlängerungen diskutéieren, ouni dass en öffentleche Bilan, e politesche Bilan dovunner gemaach gétt.

Och wann deen am Règlement grand-ducal net virgesinn ass, mä dat ass net relevant. Relevant ass, dass et eng gesellschaftlech Fro ass, déi net vun der Regierung eleng kann tranchéiert ginn. Et ass eng Fro, déi d'Chamber interesséiert. D'Gesetz, op därer Grondlag déi Reglementer geholl gi sinn, ass vun der Chamber gemaach ginn. An ech mengen, dass d'Chamber duerchaus do wëllt matschwätzen, wéi an Zukunft den öffentleche Raum mat Kameraen iwwerwaacht gétt oder net.

Et ass awer och fir eis kloer, ech wëll dat och der Regierung zu Protokoll ginn: Hei ass fir eis an der Aarbecht vun der Visupol kee Problem vu Legalitéit. Mir wëlle kengem ënnerstellen, dass hei Gesetzer oder déi geltend Reglementer net beuecht gi wieren. Opgrond vun den Informatiounen, déi mer hunn, menge mer, dass hei sech probéiert ginn ass, un d'Reglement propper a korrekt ze halen. Et si souguer eenzel Saache gemaach ginn, déi am Règlement, wéi gesot, net virgesi waren. Wéi zum Beispill de Masquage, deen elektronesch Masquage vun enger Rei vu Biller. Et ass also elo do net de Reproche vun engem Verletze vun der Legalitéit.

Mä wat eis interesséiert, dat ass de Fong. De Fong vun deem, wat mer mat deene Kamerae bezwecken, well Kamerae sinn ni en Instrument wéi all déi aner Instrumenter vun der Police. Et bleift ëmmer en Instrument, wat sech doduerch ënnerscheet, dass all d'Leit erfaasst ginn, an net just déi geziilt probéiert ginn ze erfassen, vun deenen een zumindest vermutt, dass se sech eppes zu Scholde komme gelooss hunn.

Et ass ëmmer d'Saach vun der Verhältnisméissegkeet. Déi Diskussioun hate mer jo och scho bei anere Projets de loi, wou et



ëm Police-Instrumenter gaangen ass, mä och hei stellt sech déi Fro. Et ass also keen, mengen ech, der Meinung, dass ee soll soen, wat méi Kameraen, wat besser. Ech mengen, dass dat net an dëser Matière richtig wier. D'Kamerae filme jiddwereen, och déi, déi sech absolut näischt virzeweeren hunn. An d'Kamerae kënnen och Biller opfänken, déi een aus Respekt op seng Privatsphär vläicht net wéilt gefilmt hunn. An duerfir muss ee wierklech bei de Kameraen ëmmer déi Ofweigung maachen tëschent de Biergerrechter an der Sécuritéit. Déi aner Säit, dat ass ëmmer e méi schwieerege Bilan, dat kenne mer och vun aneren Instrumenter. Mä déi Ofweigung muss gemaach ginn. An duerfir brauch een e Bilan vun deem Pilotprojet, deem am November 2007 ugefaangen huet.

Ech wëll och rappeléieren, dass an deem Règlement grand-ducal vum 1. August 2007 am Artikel 1 d'Finalitéit vun deene Kamerae genannt gi sinn. An déi éischt Finalitéit, dat war déi vun der Preventioun. Déi zweet war déi vun der Recherche an déi drëtt war déi vun der Constatatioun vun den Infractiounen.

Déi éischt Finalitéit an deem Reglement, deen déi Kamerae méiglech gemaach huet, war d'Preventioun vun der Kriminalitéit. An dat deele mir och. Dat deele mir och. Mir mengen, dass d'Policeaarbecht esou soll ausgerichtet sinn, datt se no Méiglechkeet Infractiounen prevenéiert. An dat soll de Schwéierpunkt sinn.

Et ass noutwendeg, wann eng Person Affer ginn ass vun engem Iwwergrëff vun engem Delikt oder souguer vun engem Crime, dass een dee Schëllege kritt. Selbstverständlech ass dat wichteg. An do kënnen och Kamerae e Bäitrag droen, dozou bäidroen. Mä nach méi wichteg ass an eisen Aen ze verhënneren, dass eng Strofdot geschitt. Dass een herno dee Schëllege fënnt, ass méi wéi e schwachen Trouscht. Mä léiwer, mengen ech, hätten déi Leit et ëmmer, wann dat do hätt kënnen prevenéiert ginn.

An duerfir ass et wichteg ze hannerfroen: Hunn déi Kameraen dat, wat deen Artikel 1 vum Reglement a sengem éischte Wuert wollt errechen, nämlech preventive Charakter ze hunn, hunn déi Kameraen dat erreecht, jo oder neen? A wa se dat net erreecht hunn, kënnen mer eventuell mat anere Moyene vun der Police vläicht e bessere Bilan errechen op deem fundamentale Punkt, um Dréi an Angelpunkt vun der Preventioun vun de Strofdoten. D'Fro ass da gestallt: Sinn déi Ziler erfëllt ginn, notamment d'Zil vun der Preventioun?

De Policeminister, de Jean-Marie Halsdorf, huet eis en vue vun dëser Diskussioun déi aner Woch, dat war den 2. Juni, an der zoustänneger Kommissioun eng Rei Statistike presentéiert. An ech wëll em och nach eng kéier dofir Merci soen, well dat effektiv eng méi kloer, méi sachlech Debatt iwwert den Asaz vun de Kameraen erlaabt. Déi Statistiken, déi si gutt gemaach vun Äre Mataarbechter vun der Police. Si waren, mengen ech, komplett an och ganz aktuell. Bis op Enn Abrëll waren déi opgestallt. An duerfir nach eng kéier, wéi gesot, Merci un Iech an och un Äre Mataarbechter vun der Police.

Eis Erwaardungen un eng Evaluatioun, och dat ass den Term aus dem Règlement grand-ducal. De Règlement grand-ducal seet, um Enn vum Pilotprojet muss eng Evaluatioun gemaach ginn, net just e Relevé statistique. Dat heescht, déi Statistike si gutt gemaach, mä si erfëllen net eis Erwaardung als gréng Fraktioun un eng Evaluatioun. Mä trotzdem erlabe se awer e puer Constatatiounen, och eleng mat deem statistesche Material ze maachen.

An deenen dräi Zone sinn eng ganz Rëtsch vu verschiddenen Delikter opgeléicht ginn, an déi sinn an engem Total summéiert ginn. Et stellt ee fest fir déi Period vum November 2007 bis Oktober 2008, dat war e ganz Joer, dass do 136 eenzel Infractiounen constatéiert gi si fir eng Period vun zweielef Méint. Fir déi néng Méint duerno, also vum November 2008 bis zum Juli 2009, hu mer der 96 an der Statistik fonnt. Dat wier, wann een dat géif héichrechnen op déiselwecht zweielef Méint, fir et kënnen ze vergläichen, wieren dat der 128. Dat ass also plus/minus vergläichbar, vläicht ganz e bësse réckleefeg, awer grosso modo vergläichbar.

Déi lescht Period ass déi vum August 2009 op elo. Den Abrëll 2010, wat och nees nëmmen eng Period ass vun néng Méint, do sinn dann awer nees 125 Infractiounen festgestallt ginn. Dat heescht, bal esou vill wéi zwee Joer virdru fir e ganz Joer. Do gesäit een also erëm eng kéier, dass et däitlech eropgaangen ass an der leschter Period par rapport zum éischte Joer vum System a par rapport zu där zweeter Period vun néng Méint.

Et kann een also soen, ouni elo Zuelespille-ri wëllen ze bedreiwen, dass zumindest den Usproch, fir manner Infractiounen ze hunn, sech net erfëllt huet. De preventive Charakter kann een net wierklech an deenen Zuele feststellen. Wann een an där leschter Period, an néng Méint der esou vill hat wéi an deem éischte Joer, da kann een zumindest soen, e preventive Charakter kann do net festgestallt ginn.

Wat een och net weess, mir haten déi Fro gestallt, dat ass, wéi vill Leit all Dag vun deene Kameraen erfaasst ginn. Och dat, mengen ech awer, wier haut mat engem elektroneschem Instrument licht ze léisen. An et wär awer eng wichteg Donnée och fir d'Bierger ze wëssen, wéi vill Leit da pro Dag am Feld vun deene Kameraen hei zu Lëtzebuerg erfaasst ginn, einfach just fir dass een eng méi komplett an ëmfaassend Diskussioun ka féieren.

Ech stellen also fest, et gëtt mat deenen Zuelen, déi mer virleien hunn, zumindest sécher kee preventive Charakter vun den Infractiounen. An dat ass en zolitte Schwaachpunkt an deem Bilan, dee mer haut kënnen zéien.

Dann ass déi Fro vun der Verdrängung natierlech gestallt. Ass et esou, dass dann eng Rei Delinquente probéieren, ausserhalb vum Champ vun de Kameraen aktiv ze ginn? Och do hu mer Statistike geliwwert kritt, déi iwwert déi Zone rondërem opgestallt gi sinn. Och do ass et par contre méi schwéier ze soen, ob eng Verdrängung stattfonnt huet oder net. Wann een déi Zuelen an de Zones d'éviction kuckt, da sinn déi an där éischter Period par rapport zu der Zäit virun de Kameraen, well do hu mer déi Zuele geliwwert kritt, éischer erofgaangen, an där zweeter Zielungsperiode si se erëm eng kéier e relativ zolidd Stéck eropgaangen. An der drëtter si se erëm eng kéier e Stéck erofgaangen. Do ass also de Bilan, kommt mir soe méi schwéier lieserlech, well do et alt emol erop- an alt emol erofgeet.

Et kann een do net wierklech eng Ausso maachen, ob dann elo eng Verdrängung stattfonnt huet oder net. Wat mer awer wëssen, dat hunn och eenzel Kollegen an der zoustänneger Chamberskommissioun gesot, déi am Beräich vun der Gare hirem Haaptberuff noginn, datt se mengen, si géife feststellen, dass am Beräich vun der Drogekriminalitéit et awer eventuell kéint zu enger Verdrängung komm sinn. Dat geet och aus de Statistiken ënner Ëmstänn eraus. Wann een nämlech kuckt, wéi vill Drogekriminalitéit an deenen dräi Zielungsperiode constatéiert ginn ass, da gesäit een, dass an der éischter der nach vill méi war bei der Gare, an an den zwou leschte praktesch keng méi.

Mir wëssen awer, dass d'Drogeproblematik net verschwonnen ass aus dem Beräich vun der Gare, esou dass ee kann awer unhuelen, dass zumindest fir de Beräich vun der Drogekriminalitéit allem Uschäin no eng Verschiebung stattfonnt huet, wat awer net onbedéngt bei deenen aneren opgeléichten Infractiounen ka behaupt ginn.

Drëtte wichtege Punkt ass dee vun der Identifikatioun, fir Leit moyennant d'Billen vun de Kamerae kënnen ze iwwerféieren. Do hu mer och eng Rei Zuele genannt kritt. De Minister huet eis zum Beispill gesot, dass an dräi plus ou moins vergläichbaren Zonen, fir dat vun der Stad mat Esch a mat Ettelbréck ze vergläichen, ass d'Beispill vun der Gare geholl ginn, do seet de Minister, do hu mer an der Stad eng Opklärungsquot, déi läit bei ronn 71% mat Kameraen. Zu Esch läit se laut de Policezuelen ouni Kamera bei 62%. Et ass also kee grouse Sprong vun 62 op 71. An zu Ettelbréck läit se bei ongeféier 53%, och do ouni Kameraen. Wat natierlech drop hindeit, dass ee mat Kameraen, wann een dee ganze Beräich filmt, méi eng héich Wahrscheinlechkeet huet, Delikter ze

erfaassen an eventuell Delinquente kënnen ze identifizieren.

Mä dat geet als Argument, mengen ech, awer eleng net duer, fir Kameraen ze justifiéieren. Wann dat géif duergoen, kéinte mer jo och dann d'ganz Land, all Quadratmeter mat Kameraen équipéieren, well da géife mer ganz sécher alles filmen, wou eppes kéint geschéien, an dann hätte mer selbstverständlech eng méi héich Opklärungsquot. Duerfir mengen ech, dass dat Argument eleng net duergeet, besonnesch wou ech och fannen, dass dee Sprong net elo esou wierklech importent ass vun 62 op 71. Deen ass wuel do, an dee bestreide mer och net. En ass awer elo net e Quantesprong.

A mir mengen och, dass déi aner Zuelen, déi vum preventive Charakter an déi vun der Verdrängung, awer do éischer wesentlech méi e mitigéierte Bilan opweisen. An et muss een och froen: Wat heescht Identifikatioun?

Mir hunn aus den Zuele vun der Police iwwer Visupol erkläert kritt, dass ronn 444 Affären traitéiert gi wieren iwwer all déi Zonen do regroupéiert an deenen dräi Joer. Dovu wieren der 72 identifizéiert; dat sinn ongeféier och déi Zuelen, déi Der genannt hutt. 28 wieren der och beim Retraçage nach ëmmer negativ bliwwen.

Déi 72 identifizéiert - do muss een awer och soen, wat ënner Identifikatioun verstane gëtt -, dovunner sinn 38% identifizéiert an en Numm drop gesot, also ronn d'Halschent. Déi aner 34%, do huet ee wuel um Bild eppes fonnt, mä et huet ee keen Numm op déi Leit kënnen setzen.

Dat heescht, wann ee seet identifizéiert, dann ass dat net 72%, mä 38%. D'Faiten um Bild festgehalen, dat sinn nach eng kéier 34%. Dat gëtt am Dokument zesummen als Identifikatioun presentéiert. En fait ass bei där Identifikatioun awer nëmmen d'Halschent vun der Zäit och en Numm derbäi. Et ass also och do eng Nuance ze maachen, ouni dat, wat richtig ass, wëlle falsch ze maachen. Mä fir dass och do net ze vill héich Erwaardungen gestallt ginn, muss een, mengen ech, déi doten Zuelen och kënnen soen.

Et ass och eises Wëssens bis haut hei zu Lëtzebuerg nach keng Persoun condamnéiert ginn opgrond vu Biller, déi mat de Kamerae vum System Visupol opgeholll gi wieren. Dat ass eis och an der Kommissioun bestätegt ginn.

Dee Bilan oder dat, wat bis elo vu Bilan no bause gedrongen ass, mengen ech, huet och dozou gefouert, dass sech op zwou Plazen am Land, wou sech scho mat där Fro vun de Kameraen am öffentleche Raum beschäftegt ginn ass, nämlech an der Stad Lëtzebuerg an och zu Esch, net negativ prinzipiell a komplett geäussert gi wier, awer dach mat Reserven.

Dat ass de Fall an der Stad am Comité de prévention locale vun der Stad Lëtzebuerg, déi am November 2009 oder am Oktober 2009 zesumme waren. Et ass och de Fall am Escher Gemengerot gewiescht, wou all Partei sech zu deem Thema geäussert hunn, an ouni Géigestëmm eng Motioun ugeholll ginn ass, déi seet: „Mir soen net prinzipiell zu all Kamera an éiweg neen, mä mir soen, ier mer op deen dote Wee ginn, muss awer och kloer aus engem Bilan erausgoen, dass déi Kameraen tatsächlech Sënn maachen an dass den Équilibrium tëschent dem Asaz vun de Kameraen an de Biergerrechter garantéiert ass.“

Dat ass net verwonnerlech. Ech mengen och, dass dat eng gesond Grondastellung ass, fir net liichtfankeg mat dem Instrument emzegen, mä fir wierklech eng Rei Usproch ze stellen, ier een iwwer eng Extensioun vun deem System diskutéiere kann.

Duerfir nach eng kéier am Résumé. De preventive Charakter ass an deenen Zuelen net ze identifizieren. Wat de Verdrängungseffekt betrëfft, ass ee Verdrängungseffekt bei der Drogebeschafungskriminalitéit zimlech sécher do. Bei aneren ass et méi schwéier dat ze behaupten; duerfir wëll ech et och net maachen. A bëlleg ass dee System och definitiv net. Wéi gesot, iwwer zwou Milliounen Euro nëmme fir den éischten Équipement ouni den Entretien an ouni déi néng Salären. Dat ass schonn e Käschtpunkt, deen och ganz aner Mesuren am polizeileche Beräich géif méiglech maachen.

Mir wëllen och net soen, dass een néierens eng Kamera kann histellen. Et gëtt duerch aus Beispiller, wou se Sënn kënnen maachen. En oft genannt Beispill ass dat vun ënnerierdesche Parkhaier. Do weess een, dass et tatsächlech eppes bréngt, well do och d'Verdrängung net ka stattfannen. Wat bannen am Parking geet, geet bausen net. A wann ee banne ka mat Kameraen e bëssen d'Sécherheetsgefill an och den Drock op de potenziellen Delinquenten erhéien, da weess een aus Erfahrung, dass do tatsächlech d'Kameraen eppes bréngen.

Wat mer also brauchen, fir an dëser Diskussioun virunzuekommen hei zu Lëtzebuerg, dat ass e seriöse Bilan, dee géif gemaach ginn. Eng seriöse Evaluatioun, wéi d'Reglement vum 1. August 2007 dat verlaangt huet. Aner Länner si schonn derbäi Bilanen ze maachen.

England zum Beispill, wat jo hei an Europa a vläicht souguer weltwäit dat Land ass mat der héchster Densitéit vu Kameraen am öffentleche Raum. England ass dobäi dat, wat ënner 13 Joer Labour-Regierung forcéiert ginn ass nämlech, de Réckgrëff op Kameraen am öffentleche Raum nees a Fro ze stellen. England ass ënner der neier Regierung amgaangen ënner dem Här Cameron a Clegg d'Zuel vu Kameraen ze reduzieren.

Elo kann ee soen: Jo, dat huet och dermat ze dinn, datt se mussen iergendwou Suen hierhuelen, datt se mussen spueren. Dat heescht awer och, dass, wann déi Kamerae géifen alleguerten immens gutt Resultater bréngen, dass dat doten dann net géif gemaach ginn. Dat heescht awer zumindest, dass och an England, dem Mammeland vun all Videoiwwerwaachung an Europa, zumindest kritesch driwwer nogeduecht gëtt a sech gesot gëtt, dass ee vläicht och mat anere polizeileche Moyenen, déi manner problematesch si fir d'Ofweigung mat de Biergerrechter, och kënnen positiv Resultater erfëllt ginn.

Eis geet et drëms, iwwert déi Evaluatioun och erauszefannen, wat mer da schlussendlech mat deem Instrument wierklech kënnen verfollegen. Kënnen mer wierklech fir méi Sécherheet am öffentleche Raum suergen doduerch, dass mer preventiv hätte kënnen mat de Kamerae virgoen, oder geet et nëmmen drëms, e verbessert Sécherheetsgefill bei de Leit ze produzieren?

Och d'Sécherheetsgefill ass wichteg. Besonnesch d'Onsécherheetsgefill soll een net opkomme loosson. Wa mer awer nëmmen um Niveau vum Gefill mat de Kamerae schaffen, da solle mer dat och soen! An duerfir brauche mer de Bilan, fir kënnen erauszefannen: Bréngen déi Kamerae reell eppes oder maache mer nëmmen eppes fir d'Sécherheetsgefill? Wat net onwichtig ass, mä wat net duergeet. A wann et nëmmen d'Sécherheetsgefill ass, da muss een och kënnen méi kritesch iwwert den Asaz vu Kameraen diskutieren.

Et geet also ëm déi wierklech Sécherheet. An duerfir brauche mer eng Evaluatioun, déi kredibel ass. Et muss eng Evaluatioun sinn, déi opgrond vun deem statistesche Material, wat gutt gemaach ass, elo eng Interpretatioun dovunner mécht. Déi muss awer an eisen Ae vun onofhängeg Leit gemaach ginn. Et kann net sinn, dass d'Police selwer hir eegen Zuelen interpretéiert.

D'Police muss wuel den Input liwwere mat deem statistesche Material, mat der Erfahrung vum Terrain vun deene Leit, déi an deenen Zone schaffen. Mä et muss awer vu Leit ausgewäert ginn - firwat net vun der Uni Lëtzebuerg? -, déi sech wierklech kënnen onofhängeg iwwert déi doten Zuelen an Erfahrungen e Bild maachen.

Déi Evaluatioun muss och vergläichend sinn, vergläichend mat den Erfahrungen aus anere Stied an aus anere Länner, fir ze kucken, wéi eng Léiere mer kënnen zéien, wa mer eis vergläichen am Resultat, wat mer mat deenen anere Länner hunn. A si muss och vergläichend sinn an deem Sënn, dass d'Kamerae verglach gi mat anere méigleche polizeileche Moyenen, fir ze kucken: Hu mer mat deem Opwand, dee mer hei bedriwwen hunn, besser Re-

sultater oder méi schlecht Resultater, wéi wa mer zum Beispill - wat ech géif privilegéieren - méi Agenten an deene kriteschen Zonen um Terrain present hätten?

Eng Kamera huet nach ni ee festgehall. Eng Kamera ass ni gelaf komm, wann ee se geruff huet, wann een iwverfall gétt. Duerfir menge mer, muss déi vergläichend Etüd och ganz kloer gemaach ginn, net nëmme mat anere Stied a Länner, mä och mat anerer politesche Methoden, déi...

(Interruption)

...déi dote Problemer net hunn.

Dat gesot, Här President oder Madame Presidentin, léif Kollegeinnen a Kollegen, presentéiere mer och eng Motioun an deem dote Sënn, fir e seriöen, onofhängegen a vergläichende Bilan ze maachen. A mir mengen och, dass, soulaang dee Bilan net um Dësch läit - an dee kann, menge mer, bannent e puer Méint gemaach ginn -, och keng weider Extensioun vum deem System Visupol sollte virgeholl ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant que le service de vidéosurveillance Visupol a été mis en service le 12 novembre 2007 sur base du règlement grand-ducal du 1^{er} août 2007 autorisant la création et l'exploitation par la police d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité;

- soulignant qu'en son article 1^{er} le règlement grand-ducal du 1^{er} août 2007 autorise la police grand-ducale à mettre en œuvre un système de vidéosurveillance des zones de sécurité «aux fins de la prévention, de la recherche et de la constatation d'infractions pénales»;

- considérant que l'article 10 du règlement grand-ducal du 1^{er} août 2007 prévoit que les zones de sécurité à surveiller par le système de vidéosurveillance Visupol sont déterminées pour une durée de deux ans conformément à quoi le règlement ministériel du 27 septembre 2007 a déterminé trois zones de sécurité nommées A (Limpertsberg-Glaxis), B (Ville Haute-Aldringen) et C (Gare), toutes situées sur le territoire de la Ville de Luxembourg;

- considérant qu'à l'expiration de ce délai de deux ans la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité ne peut être prorogée qu'annuellement par le Ministre et suite à une évaluation de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité sur base de l'avis du directeur général de la police et du procureur d'État;

- considérant que le règlement ministériel du 10 novembre 2009 a remplacé le règlement ministériel du 27 septembre 2010 tout en ajoutant une quatrième zone de sécurité nommée D (Josy Barthel) aux trois existantes et fixant sa limite de validité au 10 novembre 2010;

- prenant acte du bilan chiffré du système Visupol présenté par le Ministre compétent à sa Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police en date du 2 juin 2010;

- considérant que le bilan chiffré, pour utile et nécessaire qu'il soit, ne remplit pas, à lui seul, les exigences d'une évaluation qualitative de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance;

invite le Gouvernement

- à faire procéder à une évaluation de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance sur base du bilan chiffré du système Visupol, sur base des expériences de terrain faites par la Police grand-ducale et sur base d'une comparaison avec d'autres expériences internationales;

- à intégrer dans cette évaluation une comparaison de la vidéosurveillance avec d'autres instruments de police, comme, par exemple, une présence policière de proximité accrue;

- à veiller tout particulièrement aux effets préventifs avérés des différents instruments et expériences;

- à faire réaliser cette évaluation sous la responsabilité d'experts sans lien avec la Police grand-ducale;

- à présenter, dans la mesure du possible, l'évaluation avant que le règlement ministériel du 10 novembre 2009 ne cesse d'être en vigueur;

- en attendant, à surseoir à toute extension du système Visupol.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Kommt, mir maachen do déi do Diskusioun a kommt, mir huelen déi doten Décisiounen, wa mer alleguerte wëssen, ob d'Kameraen eppes bréngen a wat se bréngen. An dann, mengen ech, hu mer hei zu Lëtzebuerg eng sachlech Debatt iwver eng schwierig an delikat Matière fäerdeg bruecht.

Well wat ech mengen, ass - dat wär och mäi Schlusssaz -, wat net gutt wär, dat wär wa mer sief et heibannen, sief et och wa mer mat de Biergerinnen a Bierger schwätzen, d'Gefill géifen opkomme loossen, dass nëmme déi, déi fir Kamerae sinn, och fir Sécherheet sinn, oder, dass nëmme déi, déi géint Kamerae sinn, fir d'Biergerrechter wieren. Ech mengen, béides muss vu jiddwerengem kënnen kritesch ofgewiert ginn. A wa mer dat maachen, hu mer hei zu Lëtzebuerg méi geschafft wéi an anere Länner op dëser Fro.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Ech soen dem Här Braz och Merci, an als éischte Riedner ass elo den Här Gilles Roth ageschriwwen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, a senger Ried zur Lag vun der Natioun vum 9. Mee 2007 huet deemools de Statsminister gesot: „Am Prinzip géllt: D'Sécherheet vun de Leit geet vir. Am Zweifel géllt: D'Fräiheet huet Virfahrt, well de Schutz vun der Privatsphär ass eng Statsaufgab. Mir wëlle kee Land, mir wëlle keng Stad, mir wëlle keng Stroossen, déi voller Kameraen hänken. Mir wëlle keen Iwwerwachungsstat, deen an all Liewensverhältnissen an all Bewegung vum Alldag eragesäit. D'Privatliewe geet de Stat näischt un.“

Den Équiliber tëschent dem allgemenge Recht op Sécherheet an dem Respekt vun de perséinleche Grundfräiheete vun dem Einzelnen ze garantéieren, dat ass d'Aufgab vun der Politik an dem sensibele Beräich vun der Videowwaachung. Dëst zielt um Niveau vun dem Ausschaffe vun de gesetzleche Bestëmmungen. Et spillt awer och oder, besser gesot, virun allem um Plang vun der praktescher Ëmsetzung vun deene Regelen op dem Terrain. All Aschränkung vun der Privatsphär muss duerch d'Gesetz legitiméiert sinn. Si muss enger strikter Kontroll ënnerleien.

Madame President, ech wëll deemno a menger Interventioun op zwee Haaptaspekter agoen: déi gesetzlech Rumm, déi de Moment d'Videowwaachung hei am Land regelt, virun allem déi, déi duerch déi öffentlech Hand geschitt, grad wéi hir praktesch Uwendung, souwäit mir an der Intérieurskommissioun vun der Chamber doriwwer informéiert goufen.

Den Artikel 11 vun eiser Verfassung garantéiert de Schutz vun dem Privatliwien, souwäit d'Gesetz keng Ausnahm virgesäit. Eist Grondgesetz gesäit also ausdrécklech vir, dass en Agrëff an d'Privatsphär nëmme duerch d'Chamber ka legitiméiert sinn.

An deemselwechte Sënn prezisiéiert d'Europäesch Mënscherechtskonventioun an hirem Artikel 8, dass all Bierger e Recht op de Respekt vu sengem Privat- a Familljeliwien huet. Een Agrëff vun enger Autoritéit an d'Privatsphär kann nëmme opgrond vun dem Gesetz an Ausnahmefäll geschéien, dorënner déi öffentlech Sécherheet, grad wéi d'Verbriechungsbekämpfung respektiv d'Preventioun vu Strofdoten.

Dës zwou méi allgemeng Bestëmmungen aus eiser Verfassung an der Europäescher Mënscherechtskonventioun ginn och de Kader fir d'Videowwaachung hei am Land. Si garantéieren d'Recht op de Schutz vun dem Privatliwien, an domat verbonnen d'Fräiheet fir den eenzelne Bierger, dohin ze goen, wou e wëllt, ouni op eng arbiträr Aart a Weis iwverwaacht ze ginn.

Madame President, déi allgemeng rechtlech Basis, fir hei am Land eng Videowwaachung ze maachen, gétt d'Gesetz vum 2. August 2002 iwwert den Dateschutz. D'Gesetz regelt souwuel d'Videowwaachung duerch privat Sécherheetskameraen am wäiteste Sënn vum Wuert, zum Beispill bei Banken, Entreprisen, Privatpropriétéiten, wéi och d'Opstelle vu Kameraen op öffentlech zougängleche Plaze wéi Parkingen, Garen, dem Flughafen oder öffentlechen Transportmëttelen.

Speziell Bestëmmunge gétt et awer och um Plang vun der Videowwaachung vu sougenannten Zones de sécurité, also Sécherheitszonen, déi als solch am Beräich vun öffentleche Plazen ausgewise sinn. Hei geschitt d'Iwwerwaachung mat Kameraen direkt duerch déi öffentlech Hand. Et ass och deen Aspekt vun der sougenannter Videosurveillance, deen d'Chamber an hirem Kontrollfunktions un éischer Stell méi direkt dierft betreffen.

D'Dateschutzgesetz gesäit ausdrécklech vir, dass dës Sécherheitszonen duerch e Règlement grand-ducal mussen extra ausgewise sinn. Et muss sech ëm öffentlech Plazen handeln, wou opgrond vun hirem besonnescher Situatioun a Lag een erweiderte Risiko besteet, dass hei Strofdote begaange ginn.

Den 1. August 2007 ass opgrond vun dëser gesetzlecher Basis e Règlement grand-ducal geholl ginn, deen d'Grondregele vun der Videowwaachung duerch déi öffentlech Hand festleert. Dorops goufen op dem Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg véier Sécherheitszonen festgehale: Lampertsbierg, Glaxis, Uewerstad, Aldringen, Garer Quartier, d'Areler Strooss mat dem Stade Josy Barthel. Dës lescht ass awer nëmme, wéi de Félix Braz virdrun och gesot huet, zäitlech bei Fussballmatcher opérationnel.

Madame President, et gétt also hei am Land eng gesetzlech Basis fir d'Videowwaachung duerch öffentlech Kameraen, wou d'Ausféierungsbestëmmungen am Beräich vun deene virgenannte Zones de sécurité op dem Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg duerch e Règlement grand-ducal festgeluecht sinn.

Den Europäesche Mënschegerichtshaff huet an enger Affär Malone vum 2. August 1984 gesot: «Le danger d'arbitraire apparaît avec une netteté singulière là où un pouvoir de l'exécutif s'exerce en secret.» Well ebe grad déi öffentlech Videowwaachung an déi domadder verbonne Veraarbechtung vu perséinlechen Donnéeën duerch d'Autoritéiten e méi oder manner delikaten Agrëff an d'Privatsphär kënnen duerstellen, muss d'Ausübung vun dëser staatlecher Kompetenz genau encadréiert ginn.

Den eenzelne Bierger muss a senger Privatsphär hei géint all Arbitraire geschützt ginn. Den Europäesche Mënschegerichtshaff schwätzt an dësem Kontext vun der Qualité de la loi, wann e mengt, datt et net duergeet mat der materieller Existenz vun engem Gesetz, mä datt doriwwer eraus dat Gesetz och d'Modalitéite vun der Iwwerwachungsmethode genau regele muss, fir arbiträr Agrëffer an d'Grundfräiheeten ze vermeiden.

Den Artikel 8 vun der Grondrechtcharta vun der Europäescher Unioun prezisiéiert:

Éischtens, all Mënsch huet d'Recht op de Schutz vu sengen Donnéeën; zweetens, déi Date mussen loyal behandelt ginn op der Basis vum Accord vun der betroffener Persoun oder enger anerer legitimer Basis, déi vum Gesetz virgesinn ass. All Mënsch muss kënnen Zougank zu senger perséinlechen Daten hunn, an dréttens, d'Regele mussen vun enger onofhängeger Institutioun kontrolléiert ginn.

Den Artikel 10 vum Gesetz vum 2. August 2002 gesäit d'Wuert um Plang vun öffentlech zougängleche Plaze vir, datt perséinlech Donnéeën nëmme da vun Autoritéite benotzt kënnen ginn, wann, éischtens, déi concernéiert Persoun hiren Accord ginn huet - dësen Accord ass awer présu méiert, also ugeholl, wann op öffentleche Plazen duerch eng kloer Signalisatioun op d'Videosurveillance opmierksam gemaach gétt -; an zweetens, wa se vun öffentleche Plaze stamen, déi e gewëssene Risiko fir d'Sécherheet fir Persounen a Géigestänn duerstellen.

Déi gesammelt Infomatiounen kënnen nëmme spezifeschen Autoritéiten zougänglech sinn. Et handelt sech heibai ëm d'Police, d'Inspection générale de la Police an och d'Douane. Et kënnen och Sanctiounen, fir den Netrespekt vun deene Regelen ze bestrofen, nämlech eng Geldstrof vun 251 bis 125.000 Euro a souguer eng Prisonsstrof vun aacht Deeg bis zu engem Joer, ausgeschwat ginn.

An d'Gesetz vum 2002 gesäit och eng onofhängeg Autoritéit vir, déi d'Veaarbechte vun den Date kontrolléiert a gegebenenfalls Verstéiss géint d'Gesetz feststelle kann. D'Kontrollautoritéit ass och gläichzäiteg d'Kontaktstell fir all Persoun, déi gären Accès op hir Donnéeën hätt.

Am Beräich vun der Videowwaachung vun de sougenannten Zones de sécurité, ëm déi et hei geet, gesäit de Règlement grand-ducal vum 1. August nach weider schützend Moosname vir. D'Responsabilitéit vun der Dateveaarbechtung läit bei dem Generaldirekter vun der Police. Hien ass responsabel fir d'Qualitéit an d'Loyautéit vun där Veraarbechtung. Déi enregistriert Infomatiounen kënnen nëmme op enger speziell dofir aménagéierter Plaz gekuckt ginn, an och nëmme vun engem spezifeschen dofir bestëmmte Beamten.

All Kéiers, wa perséinlech Donnéeën gekuckt ginn, ginn d'Infomatiounen iwvert d'Identitéit vun der Persoun, déi se traitéiert, iwvert déi traitéiert Biller, iwvert d'Zäit an den Datum an d'Motiv vun dem Traitement enregistriert, esou datt eventuell Mësstänn einfach kënnen nogekuckt ginn. Déi opgehollte Biller mussen dann och spëtstens zwee Méint no hirem Enregistrement geläscht ginn, et sief dann, si géifen am Kader vun enger Gerichtsenquête benotzt ginn.

Madame President, de legale Kader vun der Videowwaachung zu Lëtzebuerg, besonnesch am Fall vun öffentleche Kameraen, entsprécht der CSV-Fraktioun no den internationale Rechtsnormen. Nach muss den Agrëff duerch d'Videowwaachung an eng fundamental Fräiheet vun dem eenzelne Bierger, nämlech de Schutz vu senger Privatsphär, och an der Praxis rechtlech legitiméiert sinn a virun allem am Verhältnis sinn zum Zil, dat e verfollegt. Dat ass eng fundamental Viraussetzung, wann een net wëllt een Iwwerwachungsstat sinn.

Madame President, «dans un état de droit, la fin ne justifie pas les moyens». Dëst ass eng Citatioun aus engem remarquablen Uerteel vun eise Lëtzeburger Gerichter aus dem Joer 2008, wou et ëm d'Gültegkeet vun engem net rechtmëssegen Enregistrement vun enger Iwwerwachungskamera am Kader vun engem Strofdot giong.

Konkret handelt et sech hei ëm déi méi oder manner bekannten Affär, wou eng Kameraopzechnung beim Stater Postgebai um Aldringen als Beweismëttel ugefouert gouf, fir eng Strofdot nozeweisen, déi eng Persoun an enger öffentlecher Telefonskabinn nieft dem Postgebai um Aldringen sollt begaangen hunn.

(Interruption)

D'Cour d'appel, wéi och de Riichter aus éischer Instanz, sinn zur Konklusioun komm, dass eng Opzechnung vun enger Kamera, déi net virdrun vun der Dateschutzkommissioun autoriséiert war, net als Beweismëttel ka genotzt ginn, fir eng Strofdot nozeweisen. D'Gericht ass zu deem Uerteel komm, well et e Verstouss géint de Principe vun dem Procès équitable géif duerstellen, och wann d'Dateschutzgesetz net ausdrécklech d'Nullitéit vun engem Enregistrement vun enger Iwwerwachungskamera virgesäit, déi virdrun net autoriséiert war.

Eis Strofdotgerichter erkennen also d'Videowwaachung als Beweismëttel vu Strofdoten un. Si confirméieren och implizit, dass d'Videosurveillance eng legitim Aschränkung vun der Privatsphär duerstelle kann, wa se zum Zweck vun der Preventioun, der Recherche an der Feststellung vu Strofdote benotzt gétt. Allerdéngs muss onofhängeg vun dem Prinzip vun der fräier Beweisféierung an dem Strofdot dës Videopzechnung am Kader vun de gesetzleche Bestëmmunge gemaach gi sinn.



D'Uerteel, dat ech vir drun ugeschwat hunn, d'äerft ouni Zweifel Jurisprudenzcharakter kréien. Eis Lëtzebuerger Geriichter moossen dem Schutz vun der Privatsphär am Kontext vun der Videoiwwerwaachung deemno en héije Stellwäert bäi.

An esou engem delikate Beräich, wou et ëm d'Grondfräiheete vun dem eenzelne Bierger geet, ass dës Approche ausdrécklech ze begrëssen.

Madame President, um Niveau vun der Europäescher Unioun iwwerwaacht de sougenannte Grupp 29 -deen heescht esou, well en duerch den Artikel 29 vun der europäescher Direktiv iwwert den Datenschutzhinstituéiert gouf - de Schutz vun de Persounen am Kader vun der Veräarbachtung vu perséinlechen Donnéeën. Doranner ass och eis national Datenschuttkommissioun vertrauden.

An engem Avis definéiert dës Grupp d'Proportionalitéit, oder, op Lëtzebueresch, d'Verhältnisméissegkeet vun der Vidéosurveillance unhand vu Beispiller: unhalend Aggressiounen op bestëmmte risikoriichen, öffentleche Plazen sinn e gudde Grond, fir op d'Vidéosurveillance zréckzegräifen. Disproportionéiert dergéint wier eng Vidéosurveillance, déi doranner géif bestoen, liicht Irrregulärteite feststellen, wéi zum Beispill eng Poubelle, déi een op d'Strooss werft.

Am Kontext vun der Verhältnisméissegkeet an deemno am Interessi vun dem Schutz vun der Privatsphär huet de Grupp 29 och derfir plädéiert, fir eng reng statesch Videoiwwerwaachung ze maachen. De Grupp 29 huet sech am Kontext vun der Verhältnisméissegkeet géint eng sougenannten dynamesch Interpretatioun vu Kameraopzuechnungen ausgeschwat, wou ee mat Hëllef vun enger bestëmmter Software verschidde Bewegungen oder Gesichtsandrëck vu Persounen einfach als suspekt kann ausweisen.

Madame President, am Kontext vun der Videoiwwerwaachung an de sougenannten Zones de sécurité huet d'Intérieurskommissioun vun der Chamber kënnen eng Visite maache vun dem System Visupol. D'Chamber konnt sech do iwwerzeegen, dass dës Iwwerwaachung an der Praxis no de gesetzleche Bestëmmungen ofleef. Mat dem sougenannte System vun dem Privacy masking gétt och séchergestallt, dass just déi öffentlech Plazen iwwerwaacht ginn an een net kann en Abléck op Privatgrundstécker hunn. D'Leit ginn och duerch speziell Schëlde op dës Sécherheitszonen higewisen.

Den Innenminister huet an der leschter Réunioun vun der Intérieurskommissioun nach Statistiken an Zuelematerial geliewert iwwert d'polizeilech Ermëttlungen, déi mat dem System Visupol gemaach goufen. Dës blank Zuelen an hirer ganzer Komplexitéit ze bewäerten, ass eng delikat Aufgab. Den Innenminister sot um Uschluss vun der Chamberskommissioun selwer, dass et kee fiabelen Indicateur gétt, deen et géif erlaben, schwaarz op wäiss ze beweisen, dass déi bis elo installéiert Kameraen tatsächlech en dissuasiven Effekt hätten.

Och op internationalem Plang ginn d'Bewäertungen iwwert de preventive Charakter vu Videoiwwerwaachung wäitgehendst auserseen. D'Preventioun muss een an engem méi globale Kontext kucken. Dozou zielt och dat vermëttelt Sécherheitsgefäll. Dozou zielt och d'Polizei-präsenz op dem Terrain an d'Präsenz vun eventuell aneren Agenten.

D'Preventioun vun de Strofdoten ass sécherlech een Element, wat een am Kontext vun der Videoiwwerwaachung muss berücksichtegen. Et ass awer net dat eenzeg. Wann d'Preventioun sech net miesse léisst, sou loosse sech awer d'Recherche an d'Feststellung vu Strofdote moossen. An do kann een d'Videoiwwerwaachung duerch als Erfolleg betruechten.

Wat d'Identifikatioun vun den Auteuren vu Strofdoten an den Zones de sécurité op dem Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg ugeet, sou goufen tëschent November 2007 an Abrëll 2010 eng 444 Affären traitéiert. 165 Auteuren vun Infractione konnten mat Numm identifizéiert ginn, 152 net mat Numm an 126 konnten net retraçiert ginn.

D'Gare ass dee Quartier, wou am meeschten Infractione festgestallt goufen. Duerno koum den Zentrum ëm den Aldringen an als Lescht de Lampertsbiereg. D'Stad Lëtzebuerg hat en Opklärungstaux vun 71% vun de Strofdoten, am Verglach zu 53% vun der Stad Ettelbréck an 61% zu Esch,...

► **Une voix.** - 62%!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...wou jo keng där Kameraen installéiert goufen. Ob den Opklärungstaux eleng duerch d'Kameraen zréckzeféieren ass, vermag ech net ze soen. D'Differenz en faveur vun der Stad Lëtzebuerg ass op d'Zuelen hin awer net onwesentlech.

D'Natur vun de Strofdoten, dat soll een och berücksichtegen, déi festgestallt goufen, weist och drop hin, dass op deenen Zones de sécurité d'Videoiwwerwaachung net vu Muttwëll ass. Dat geet vu Vergewaltigungen, Kierperverletzungen, Drogen-delikter, onerlaabte Waffebesetz bis zur Opklärung vun engem Mordfall.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zum Schluss folgend Feststellung: Mir hunn hei am Land een ugemossene gesetzleche Kader fir d'Videoiwwerwaachung, deen internationale Standarden entsprécht. Eis Geriichter hunn am Sënn vun dem Schutz vun der Privatsphär eng ganz restriktiv Approche, wat d'Zoulasssegkeet vun Donnéeën vun Iwwerwaachungskameraen ubelaangt. D'Videoiwwerwaachung, op d'mannst déi, déi de Stat mécht iwwert de System Visupol, ass gesetzlech strikt geregelt. Si ass an der Praxis och esou ausgeluecht, fir d'Awierken an d'Privatsphär vun dem eenzelne Bierger, deen an deenen Zones de sécurité zirkuléiert, esou gutt wéi méiglech ze minimiséieren.

An et soll een awer driwwer nodenken, dass déi Beamten, déi d'Videoiwwerwaachung maachen, de Statut vun dem Officier de police judiciaire hunn. Mir kennen op administrativem Plang eng Proliferatioun vun OPJen - ob dat gutt ass, sief dohinergestallt -, mä an engem esou sensibelen Domän wéi der Videoiwwerwaachung ass dat net de Fall.

D'Existenz vun deem legale Kader geet eleng awer net duer. Och mussen dës Bestëmmunge korrekt applizéiert ginn. D'Vidéosurveillance duerch de Stat gétt per Reglement autoriséiert. Dëst gétt der Vidéosurveillance eng gewësse Visibilitéit an dem Bierger Rechtssécherheet. De Bierger huet e Recht drop ze wëssen, wéini hie sech an enger Sécherheitszon befënt.

Hei kann een duerch einfach Moosnamen awer munches verbessern. Déi gesetzlech Sécherheitszone sinn duerch speziell Schëlde ausgewise mat dem Vermierk „Police“. Mä déiselwecht Schëlde, och mat dem Vermierk „Police“, stinn hei ronderëm d'Chamber an op anere Plazen, ob-schonn dës Géigend net als Sécherheitszon am Sënn vun dem Gesetz duerch e Reglement ausgewisen ass. Hei misst am Sënn vun der Transparenz dach schonn eng Differenz gemaach ginn.

Schliesslech stelle mat Recht vill Leit sech d'Fro, wéi et mat de private Kameraen ass. Firwat muss een zum Beispill am Restaurant oder am Café gefilmt ginn? Wéi wäit geet an der Praxis d'Videoiwwerwaachung op der Aarbechtsplaz, an de Betriber? Wat geschitt mat deenen Donnéeën? Ass d'Geför vun onerlaabtem Awierken an d'Privatliewe vun dem Bierger hei net vill méi grouss wéi bei de staatlech iwwerwaachte Sécherheitszonen? Ginn am Kontext vun der sougenannter Privatkameraiwwerwaachung déi gesetzlech Bestëmmungen am Alldag respektéiert, besonnesch am Fall, wou perséinlech Donnéeën enregistriert ginn? Och oder vläicht grad iwwert deen Aspekt vun der Videoiwwerwaachung brauch et verstärkt Opklärung an domat verbonnen ee politeschen Échange de vues mat der Datenschuttkommissioun.

Ech soen lech fir mäin Deel Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Gilles Roth and Merci. An ech géif dann als nächste Riedner dem Här Xavier Bettel d'Wuert ginn.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi

gréng Fraktioun huet jo haut op den Ordre du jour e Punkt bruecht, dass mer sollen e Bilan an och e bëssen d'Perspektiven a virun allem och eis öffentlech positionéieren iwwert de Prinzip vun der Vidéosurveillance. Ech muss lech soen, Madame Presidentin, dass, wéi de Projet bei eis an der Gemeng diskutéiert ginn ass, am Schäfferot an och an der Kommissioun an op deene verschidde Plazen, ech éischer ee war, dee sech Suerge gemaach huet.

Ech hu mer Suerge gemaach, well ech leider d'Tendenz hat, dat, wat deen deemo-lege Justizminister abruucht huet, meeschtens als liberticide Texter unzegesinn. An dass ech mer geduecht hunn: Wat geschitt elo? Wëlle mer deen englesche System hei zu Lëtzebuerg aféieren? Wëlle mer alles filmen? Wie kuckt dat? Wéi gétt dat exploitéiert? Dat wore vill Froen, déi ee sech du gestallt huet.

Et huet een de Règlement grand-ducal dunn am August kritt, wou ee gesinn huet, dass verschidde Restriktiounen dra waren a verschidde Regelen dra waren. An haut ass dann den Dag, wou ee soll kucken, wat ee vun deem Projet kann halen a wat d'Perspektiven och vun deem Projet solle sinn.

Ech géif mer erlaben, op dräi Punkten anzegoen: eng Kéier op d'Proportionalitéit, eng Kéier op d'Effikasitéit an eng Kéier op de Contrôle vun dësem Projet.

Fir d'Éischt allgemeng. Ech mengen, et ass och scho virdu vun de Virriedner gesot ginn. Mir hunn als Demokratesch Partei an der leschter Commission des Affaires intérieures gefrot, fir dass och d'Commission nationale de la protection des données bei eis an d'Kommissioun kënn, fir eis ze soen, wéi et iwwerhaupt mat de Kameraen hei am Land ass.

Den Här Roth huet déi Affär zitéiert vun der Affär bei der Post, fir se esou ze nennen. Et ass vir drun, Här Roth, schonn eng Affär gi gewiescht op de Geriichter, wou och gefilmt gi war. Dat wor beim Auchan, wou Kamerae benotzt gi sinn, a wou duerno d'Diskussioun war, ob een dat dierft oder net dierft, wou d'Geriicht eng aner Décisioun geholl huet wéi déi, déi an där heiter Affär war.

Dat heescht, dass mer och keng Jurisprudenz haben, déi op jidde Fall an där doter Affär kloer war. Fir ze soen, de grouse Prinzip ass „la preuve est libre“ am droit pénal. Mä dierf een et benotzen, wa se op enger legaler oder illegaler... dat heescht d'Licéitéit vun der Preuve, dat wor d'Diskussioun, déi een huet missen hunn.

Ech hunn dunn och, also ech hunn lech gesot, fir d'Éischt d'Proportionalitéit: Wann een de Projet kuckt, si verschidde Facteuren, déi ee muss gesinn. Fir d'Éischt d'Plaz, wou et ass. Et ass jo net, dass mir e Quadrillage vun der Stad gemaach hunn, wou elo iwwerall Kamerae sinn, an déi iwwerall da géifen all Mouvement vun all Bierger an der Stad quadrilléieren. Et ass gesot ginn, et sinn dräi bis véier Plazen. Déi vum Stadium ass jo keng Plaz, déi ëmmer benotzt gétt. Wou dat ass, dat ass d'Gare, dat ass d'Kinnekswiss an dat ass ënnert dem Aldringer.

Et muss ee kucken, wéi dat geschitt, dass do gefilmt gétt. Et ass eng Kéier de flagrant Délit an eng Kéier de Retraçage do. D'Zuele beweisen op jidde Fall, dass d'Proportionalitéit vun deene Moyenen, déi do benotzt ginn, ginn ass. Éischters iwwert d'Moyenen. Et ass elo net, dass der iwwerall do sinn, dass dat déi Plaze sinn, wou och eng gewëssen héich Zuel vu Kriminalitéit do war.

Da muss ee sech d'Fro stellen: Huet dat dann eng Verlagerung vun de Strofdote mat sech bruecht? Ech muss dem Här Braz do Recht ginn, Madame Presidentin. Tatsächlech ass virun allem bei BTM, also bei Betäubungsmittel gesäit een, dass d'Zeen sech - obwuel verschidde Leit souguer scho vergiess hunn, dass Kameraen do sinn; do kommen ech duerno dozou -; bei Konklusiounen, déi och am Ausland gezu gi sinn, dass bei BTM d'Zeen sech verluucht huet an elo ëmmer méi no un d'Fixerstoff sech fixéiert huet an net méi op der Gare, mä villméi ronderëm, op der Diddenhewener Strooss ass d'Zeen.

Do muss een och selbstverständlech constatieren, dass d'Zuel vun den Usagers

vun der Fixerstoff och an d'Luucht geet, dat heescht, dass d'Kriminalitéit an deem Secteur och an d'Luucht geet. Et ass hei bestëmmt net déi richteg Plaz, fir dat ze soen, mä dass et och wichteg ass a primordial ass, dass preventiv geschafft gétt, mä dass och eng definitiv Solutioun fir déi Fixerstoff fonnt gétt.

Här President - Madame Presidentin nach, pardon -, wann een elo zur Effikasitéit an zum Contrôle kënn. Ech géif mer erlaben, fir d'Éischt op d'Kontroll anzegoen. D'Kontroll ass jo ee Punkt, deen immens wichteg ass. Dat heescht, éischters, wat gekuckt gétt, an zweetens, wien et kuckt.

Wat gekuckt gétt: Ech muss lech soen, dass ee sech ka freeën, dass een net an den Hotel Alfa vis-à-vis vun der Gare an d'Zëmmeren era ka kucken. Dat wor eng Diskussioun am Ufank, wou verschidde Leit sech Suerge gemaach hunn, andeem se gesot hunn, wann déi Kameraen do 360 Grad kënn filmen an déi stinn do vis-à-vis vum Hotel. An do krute mer och erkläert, an ech muss lech soe vum Personal, wat do ass, wéi dat fonctionnéiert. Dat ass emol eng Saach, déi ee berouegt.

Déi zweet Saach ass, et ass annoncéiert. Et ass net den Effet de surprise do, au contraire zu deenen anere Kameraen, wou een net weess, wien a wat filmt. Et ass keen Effet de surprise do. Et steet do, Dir sidd gefilmt, Punkt, basta. A Frankräich gétt et souguer eng Campagne, déi seet: „Souriez, vous êtes filmés.“ Dat ass eng ganz Campagne, déi gemaach ginn ass vu Leit, déi éischer géint d'Vidéosurveillance waren, déi gesot hunn: Hei gitt Der och gefilmt, an hei gitt Der gefilmt an hei gitt Der gefilmt. Dunn hu se probéiert, dann op d'mannst gutt auszegesinn, wann duerno deen een oder deen aneren dee Video och kuckt.

Déi drëtt Saach ass, an ech hat och do, Madame Presidentin, eng Question parlementaire gestallt iwwert d'Personal, wat dat mécht. Et si Leit, déi bei der WSA waren, déi do embauchéiert gi sinn, fir déi Aarbecht ze maachen. Ech hat Problemer am Ufank, well ech einfach vun der Confidentialitéit hier a virun allem vun der Confidentialitéit vun der Informatioun e Problem hat, well ech mer geduecht hunn, déi Leit gesi jo awer Informatiounen, déi wierklech an d'Sphère privée eraginn. A wéi ass et da mat der Confidentialitéit?

Ech hat do eng Fro gestallt. An de Minister huet mer gesot, dass déi Leit en Engagement hunn, och ënnerschriwwen hunn, a selbstverständlech och Sanctions pénales géife kréien, wa se déi Confidentialitéit net géife respektéieren. An ech muss lech soen, ech sinn och dohinergaang, an déi Leit maachen dat och mat där Seriositéit, déi an deem heiten Dossier muss sinn. Ob et opportun ass, ob et elo vun all de Membere vun der Police grand-ducale gedroe gétt, well se léiwer vläicht eege Leit do an deem Service hätten, wéi Leit, déi vu bause kommen, dat ass net de Problem vun haut an net deen, deen ech hei och kann diskutieren, mä dat ass eng intern Diskussioun bei der Police.

Déi Fro, déi ee sech muss awer stellen, Madame Presidentin, dat ass iwwerhaupt - an den Här Roth huet et och scho gesot - vum Contrôle. Et freet ee sech hei, dass esou vill Contrôle gemaach gétt, wann een op eng Base de données, déi elo eng Base de données vidéo ass, ka kucken, wien et gekuckt huet. Mä et ass awer e Minimum beim Stat. Ech wier frou, wann esou vill Kontrollen och bei deenen anere Bases de données do wieren!

Ech weess haut net, wie bei der Administration des Contributions ka kucke goen, wat ech d'lescht Joer vu Steiere bezuelt hunn. Ech weess net, wie muer an iergendenger Administratioun ka kucke goen, wat ech vu Scholden hunn. Ech weess net, wie ka muer kucke goen, wéi mäin État civil ass. Dat sinn alles Donnéeën, wou een net déi Mesuren huet esou wéi an deem heite Fall, dat heescht, dass ech muss mech enregistrieren, an et gétt gekuckt, wéini ech gekuckt hunn a wat ech gekuckt hunn. Ech wier frou, Madame Presidentin, wann d'Regierung déi Kontroll, déi se hei



agefouert huet, bei all Administratioun géif maachen, an net dass et deen Tourisme informationnel personnel vun deem engen a vun deem anere géif, deen heiansdo stattfënt.

(Interruption)

Et kléngt emol gutt, Här Braz. Dat heescht, dass een einfach vun deem engen an deem anere Service Informatiounen probéiert ze kréien, dass dat ophält. Ech wier frou, wann op jidde Fall déi Kontroll, déi hei ass, och do géif gebraucht ginn.

A wann ee vu Kontroll schwätzt, well mer och vun der CNPD geschwat hunn, vum Conseil national de la protection des données, Commission nationale de la protection des données, déi misst net nëmme sensibiliséieren, mä awer och sanktionéieren, well am Moment gétt sensibiliséiert, mä et gétt net vill sanktionéiert. Et sti Sanktiounen do, wann ee Kameraen egal wou installéiert, mä et huet een d'Gefill, dass d'CNPD méi billt wéi bäisst. Et wier awer och gutt, wa se och déi Moyenen, déi de Législateur hir ginn huet, fir kënnen Sanktiounen ze huelen, géif benotzen.

Madame Presidentin, da schlussendlech d'Effikassitéit. Et ass do, wou ee sech jo muss d'Fro stellen: Ass esou e System effikass oder net? D'Zuelen, déi mer matgedeelt kritt hu vun der Madame Schmit, déi eis de Projet presentéiert huet an der Kommissioun, beweisen, dass op jidde Fall duerch d'Vidéosurveillance een 72% vu Fäll huet, wou een e Kapp kann op eng Afär setzen. Bei 38% huet een och en Numm a bei 34% huet een awer e Gesiicht. Bon, et konnt een näischt mam Gesiicht ufänken, mä et huet een awer op d'mannst e Gesiicht gehat.

Et huet een och Zuelen, déi mer presentéiert kritt hunn, déi soen, dass den Taux d'élucidation an de Stad méi héich ass wéi zu Esch a wéi zu Dikrech. Ech muss lech soen...

(Interruptions)

Oder Ettelbréck, pardon, Ettelbréck.

Madame Presidentin, et muss ee wëssen, dass bestëmmt net d'Kameraen eleng deen héijen Taux do erklären. Ech mengen, et ass wichteg, an do wier ech och frou, Madame Presidentin, dass d'Regierung net an déi falsch Richtung geet, mä dass d'Zuel vun de Polizisten um Terrain wichteg ass. Et geet net duer, Polizisten am Büro ze hunn; et geet net duer, Polizisten am Ausland ze hunn; et ass virun allem wichteg, dass ee Polizisten um Terrain huet, Polizisten, déi Rondë maachen, Polizisten, déi och eng Präsenz markéieren.

An deene Quartieren, déi mer elo zitéiert hunn, virun allem Kinnekswiss a Gare, ass awer och nach eng ganz aner Aarbecht, dat ass déi vun de Streetworker. D'Streetworker sinn immens wichteg, déi Kontakt kënnen hunn an déi och preventiv kënnen do hëllef an och Informatiounen kréien. Ech schwätzen elo net vun Délatioun, mä op jidde Fall Preventioun an Informatioun. A selbstverständlech kann ech mer virstellen, Madame Presidentin, dass de Stater Schafferter ganz frou wier, wann d'Regierung eis géif haut ukënnegen, dass se Suen hätt, fir déi Streetworker an déi Aarbecht vun de Streetworker an der Gemeng ze favorisieren, an dass se do duerch vläicht de Budget hätt, fir vläicht deen een oder deen anere Streetworker och nach ze bezuelen.

Bei der Effikassitéit, Madame Presidentin, hunn ech e puer Saache gesicht. Fir d'Éischt hunn ech de Bruce Schneier fonnt. Dat ass e Spezialist an der Sécherheet, an en ass och deen, dee responsabel ass vun der Sécherheet bei British Telecom. An dee sot iwwert d'Vidéosurveillance: „They actually solve very few crimes, and their deterrent effect is minimal.“

Also, hie seet, «si les caméras garantis-saient la sécurité des citoyens, Londres, la ville la plus vidéosurveillée,...», mat ongeféier 500.000 Kameraen, «...serait la ville la plus sûre du monde. Mais ce n'est pas le cas, du fait des limites matérielles des ca-

méras, de l'incapacité de la police à gérer le flux d'images et enfin des capacités d'adaptation des délinquants. Pour tenter d'expliquer cet échec, il suggère une autre explication. Selon lui, la vidéosurveillance ne réduit pas la criminalité, mais la déplace vers des zones non surveillées.»

An dann: «Les 500 millions de Livres sterling dépensées (en dix ans) pour développer et réparer le réseau de caméras de surveillance seraient plus efficaces, plus rentables, s'ils servaient à payer des officiers de police patrouillant dans les rues.» Dat seet deen Här, wéi gesot, dat heescht iwwert d'Effikassitéit.

Den Här Braz huet et scho virdu gesot, dass et net duergeet. An an England, wann een d'Rapporte liest, an ech hunn och gekuckt, de franséische Senat huet och e Rapport gemaach - et si vill Rapporte gemaach ginn -, et gesäit een iwwerall, dass op jiddwer Fall d'Vidéosurveillance eleng net duergeet. Eng Vidéosurveillance eleng ass net e Remède fir d'Preventioun, a virun allem och net e Remède, fir e Fall opzueklären.

Et gesäit een, dass et awer och verschidde Gefiller gétt bei de Leit. Et gétt eng Kéier dat objektivt Gefill, an et gétt eng Kéier dat subjektivt Gefill. Et gétt eng Kéier dat objektivt Gefill, well ee weess, dass eng Kamera do ass. Et fillt ee sech méi sécher, well een och Zuele gesäit, well ee gesot kritt, dass dann den Taux d'élucidation vun Affären an der Stad méi héich ass wéi op enger anerer Plaz. Mä et gétt och dat subjektivt Gefill. Et gétt dat subjektivt Gefill vu verschidde Leit. An dat war de Fall zum Beispill am Aldringen oder op der Gare, wou verschidde Leit gesot hunn „Ech traue mech net méi dohinner ze goen, well ech Angscht hunn.“ A fir verschidde Leit geet dann eng Kamera duer.

Mä et soll een dat net op eng Kamera limitéieren. Eng gutt Belichtung hëlleft och. Wann Der virun der Gare de Parvis schwaarz loosst a Kameraen installéiert, hëlleft dat net vill. Wann Der an der Kinnekswiss d'Gestrüpper alleguerter loosst, dass een net derduerch gesäit, hëlleft et net vill. Dat heescht, et sinn nach ganz vill aner Facteuren - wéi ech virdu gesot hu vun der Präsenz vun der Police - mä aner Facteuren, iwwert d'Belichtung, iwwert d'Visibilitéit, déi och wichteg sinn, d'Gestrüpper méi kleng maachen, et cetera. Dat heescht, dass dat Sécherheitsgefill eng Saach ass, mä dass et net muss en Argument ginn, dass duerch d'Kameraen op jiddwer Fall dat subjektivt Gefill bei de Leit géif da besser ginn. Mä au contraire, et ass eng Rëtsch vu Saachen, déi ee soll do zesumme maachen.

Madame Presidentin - zur Konklusioun - si mir der Iwwerzeugung, dass op deene Siten, wou d'Kameraen elo sinn, se gerechtfertigt sinn, op deenen dräi Siten; dass et wichteg ass, op jiddwer Fall, dass déi Garantien, déi mer elo gefuerdert hunn, an déi och bis haut ginn ass - iwwert de Wee kuckt, wéi laang et gehale gétt, firwat et ka benotzt ginn -, mussen bestoe bleiwen. Et kann net sinn, dass et eng Zone de non-droit gétt, wou een dann op eng Kéier net weess, wie wat gekuckt huet.

Au contraire, mir maachen nach eng Kéier e waarmen Appel, fir dass d'Regierung déi Regele vu striktem Puisage d'information, déi se hei an deem heite Fall huet, och op anere Ministären an aneren Administratiounen géif verbreden. Dat heite sollt awer, wéi gesot, net eleng sinn, et ass e Gesamtkonzept. An ech widderhuelen nach eng Kéier: D'Präsenz um Terrain, d'Streetworkeren, d'Belichtunge sinn all déi Punkten, déi mussen zesumme gekuckt ginn, fir effikass, preventiv an och fir d'Resolutiounen vun Affären, fir kënnen en Täter ze fannen.

Mir sinn der Meenung, dass muss e Bilan gezu ginn. Et muss e regelméissege Bilan gezu ginn, et kann net sinn... Well den Text gesäit jo och vir, dass de Minister am Fong kann, eleng nodeem en e Comité de prévention gefrot huet, déi eng oder déi aner Kamera installéieren. Ech hunn och de Minister gefrot an der Kommissioun, ob aner Gemenge bis elo d'Demande gemaach hunn, fir esou Vidéosurveillance ze maachen. En huet mer bis elo gesot, dass keng eng aner Gemeng eng Demande gemaach huet.

Ech muss lech soen, dass dat, wat an der Stad gemaach ginn ass, am Ufank, an ech ginn et zou, ech Douten hat, ech mer Suerge gemaach hunn. Ech gesinn awer elo, dass mer op deenen dräi Plazen et limitéiert hunn, mat deem Konzept - wéi ech och virdu gesot hunn, wat mer mussen alles abannen, mat deene Garantien, déi mer hunn, wéi et gekuckt gétt - kënnen schaffen, kënnen liewen.

Mä déi Motioun vum Här Braz, déi seet, dass et muss transparent bleiwen, transparent gekuckt ginn, an, Madame Presidentin, wéi ech och scho virdu gesot hunn, mat der Insistenz vun eiser Partei, dass eng Kéier iwwer all déi Kamerae geschwat gétt, déi hei am Land sinn, iwwer all déi Vidéosurveillance, déi net vun der Police gemaach ginn, déi fir mech och e grouse Problem sinn, well een net weess, wat domadder, mat deenen Donnéeën, geschitt, wie se ka benotzen. An ech hu keng Loscht, wann ech tanke ginn, déi dann op „Youtube“ ze gesinn, an dass iergendeen duerno déi eng oder déi aner Donnéeën huet, an dass ech do guer keng Garantien hunn. Wéi gesot, wa mer eis op deen heite Projet limitéieren, fënnt den Innenminister och mat der Demokratescher Partei e Partner, mat deem e ka schaffen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Bettel och Merci. An ech géif dann als nächste Riedner den Här Haagen huelen.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kamerae vum Pilotprojet Visupol sinn zënter dräi Joer an dräi Zonen an der Stad Lëtzebuerg installéiert. Dat ass schonn ernimmt gi vun deenen Intervenante vu virdu. D'Surveillance, also d'Filmen - an dat ass och scho gesot ginn - muss duerch speziell Schëlde gekennzeechent ginn, esou dass all Bierger sech däers bewosst ass.

D'Zil vun der Kameraiwwerwachung ass oder soll d'Preventioun vu kriminellen Akten an Délite sinn. D'Sécherheitsgefill vun de Leit soll esou verstärkt ginn, och wann een net direkt ka beweisen, dass doduerjer manner Strofdote gemaach ginn. Am Beräich vun den Opklärungen vun den Affären, also wou d'Police mat enger Plainte konfrontéiert ass, schéngt et, wéi wa Visupol e gewëssen Erfolleg hätt, deen awer och net iwwerragend ass. An der Intérieurskommissioun ass souguer vun den offizielle Stelle gesot ginn, dass d'Opklärungsquot vum eenzelne Contrôleur an Opérateur vun de Filmsequenzen ofhänkt. Ee vun den Haaptpunkte schéngt also d'Ausbildung, d'Formatioun an de Statut vun dese Leit ze sinn; ech wäert spéider nach eng Kéier dorobber zrëckkommen.

Wa mir vun Opklärungsquote schwätzen, da muss mer awer och an deem Kontext dovunner schwätzen, wéi vill Fäll da poursuivéiert gi sinn a wéi vill Affären da viru Gericht ofgeschloss gi sinn. Momentan schéngt et esou ze sinn, dass nach keng eenzeg Affär duerch d'Preuve vun der Vidéosurveillance zu enger Verurteilung gefouert huet. D'Effikassitéit vum System hänkt of vum Prozentsaz vun den Opklärungen vun deene verschiddenen Infractionen.

Wann d'Vidéosurveillance an déi domadder verbonnen Opstellung vun de Kamerae just eng Verschiebung vun den Déliten - wéi zum Beispill Drogeverkauf an aner Uertsdeeler oder aner net iwwerwaachte Stroossen - mat sech bréngt, dann denken ech net, dass d'richteg Resultat ass, dass d'ëscht de richtege Wee ass. Och d'äerf, an eisen Aen, d'Vidéosurveillance net duerzou féieren, dass de Bierger mengt, e wier an enger absoluter Sécherheet. D'Vidéosurveillance ass en Instrument, wat soll e preventive Charakter hunn, an et kann net absolut verhënnern, dass eng Infraction gemaach gétt.

An deemselwechte Kontext muss een analyséieren, wéi vill dese System da kascht - och dat ass schon ugeschwat ginn -, wéi vill d'Sécherheet eis wäert ass a wat dobäi erauskënnt. D'ëscht si Froen, déi een och muss beäntwerten, ier ee sech iwwerhaupt d'Fro stellt, ob ee perséinlech mat der Vidéosurveillance d'accord ass oder net, an

a wat fir engem Degré se soll ugewannt ginn.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Soll Visupol d'Präsenz vun de Beamten um Terrain ersetzen? Brauche mir da manner Polizisten um Terrain? Ass d'ëscht erwünscht? Vidéosurveillance kann net déi eenzeg Léisung si fir d'Preventioun an d'Opklärung vun Infractionen. Si d'äerf och keng sozial Ausgrenzung vu verschiddene Bierger oder Kategorië vu Leit mat sech bréngen. Awierf spillen bei esou engem Projet déi finanziell Iwwerleeungen? Dat hunn ech scho gesot.

Här President, ass Vidéosurveillance eng Videoprotektioun, also soll se de Bierger schützen? Ass et eng Videopreventioun, dat heescht, soll se verhënnern, dass Délit an a Crimé gemaach ginn, oder eng Videoopklärung, dat heescht, soll de System Infractionen opklären? Dës dräi verschiddenen Aufgabe spille bei jiddwerengem subjektiv an der Beuerteelung vun der Vidéosurveillance mat, an och de Ministère an déi verschidde Sécherheitsorganer hu sech sécherlech och hir eegen Interpretatioun gemaach. D'Fro ass also ganz kloer: Wat wëlle mer?

An deene leschte Joren ass an der Stad de System Visupol probéiert a getest ginn, an d'Zuele missten am Fong bei deenen dräi Aufgabe vu Visupol d'Antworten op des Froe ginn. Ech denken, dass d'ëscht net eng parteipolitesch Fro ass, mä dass et an alle Parteien heiriwwer verschidde Meenunge gétt. Diskussiounen gétt et also an de Parteien selwer, an och an der LSAP gétt et heiriwwer ënnerschiddlech Appréciatiounen.

Ech perséinlech bezweifelen och, dass de preventive Charakter hei bewisen ass. Wat d'Opklärung ugeet, esou ass hei e Resultat do. D'Aussoe vum zoustännege Minister, dass Privatleit oder Entrepenen och öffentlech Plaze mat géife filmen, huet awer och d'Membere vun der Intérieurskommissioun eraunt, an et kann ee sech froen, ob d'Entrepenen alleguerter eng Genehmigung hunn, déi kompatibel zum Datenschutzgesetz ass.

Am Artikel 11 vum Règlement grand-ducal vum 1. August 2007 steet, dass fir Visupol, also déi Zonen, déi ënner Vidéosurveillance sinn, Schëlde oder Piktogramme missten drop hiweisen, dass hei gefilmt gétt. Gétt d'Gesetz iwwert den Dateschutz dann och an deem Fall fir déi aner Surveillancen, dat heescht zum Beispill fir Banken, Ministären, Entreprisë respektéiert?

Am rezente Règlement ministériel vum 20. November 2009 geet Rieds vu véier Zones de surveillance - also eng méi wéi am Rapport, dee mir an der Intérieurskommissioun kritt haten: déi vum Stadion, déi och dann nëmme temporär benotzt gétt. Et gétt och net méi op de Comité de prévention communal oder intercommunal verweisen, deen am Règlement grand-ducal vum 1. August 2007 steet. Ech denken awer, dass et wichteg ass, dass all Décisioun am Règlement honnertprozenteg konform zu der Gesetzgebung ass.

Här President, ech wëll hei net falsch verstane ginn. D'Preventioun an d'Sécherheitsgefill kënnen subjektiv gutt sinn, mä d'Prozedur vun der Vidéosurveillance muss och konform zum Gesetz sinn, dass eng Uklo och vum Parquet ka poursuivéiert ginn. De Rapport iwwer Visupol ass a mengem Aen - eng Powerpoint-Presentatioun; ech soen de responsabele Stellen awer Merci fir déi Presentatioun -, mä nieft de Statistike vun den Zuelen iwwert d'Délinquance vun 2009 hätt ech mir eng schrëftlech Interpretatioun an Argumentatioun vun der Police, awer och Avisen zum Beispill vu Soziologen, Kriminologen oder aner onofhängege Spezialisten an der Matière gewënscht. An am Rapport feelt ganz einfach d'Evaluatioun an d'Konklusioun, an duerfir kann en zu villen Interpretatiounen féieren.

Fir elo net op déiselwecht Zuelen an déiselwecht Thematik anzegoe wéi déi Intervenante virdu, hunn ech ee bessere Verglach gesicht, a fir eng besser Beuerteelung ze kréien, hunn ech mech dorobber baséiert op de „Rapport sur l'efficacité de la vidéoprotection“ vum franséische Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités territoriales vum Juli 2009.



D'Haaptkonklusiounen vum dësem Rapport, deen a Frankräich och ëmstridden ass - et gëtt souger eng Internetsäit, oder en Internet Site, „BugBrother“, deen d'Ineffektivitéit vum der Vidéosurveillance soll beweisen -, dës Konklusiounen sinn also, ouni elo an d'Detailer ze goen, folgend - déi kann een deelweis och interpretéieren op de Lëtzebuerger Modell, wéi ech deen elo emol wëll nennen: De Verglach vum Uertschaft zu Uertschaft, dat heescht vu Stad zu Stad, ass ganz verschidden an häntk vu villen Donnéeën of, der Gréisst vum de vidéosurveillierten Zonen, d'Zort vum den Déliten, d'Organisatioun vum der Police an d'Strofmooss vum de reprochéierte Faiteen.

An deem franséische Rapport gëtt och prezisiert, datt d'Analys iwwer een Zäitraum - an der Moyenne waren et aacht Joer - vun zeng Joer gaangen ass, fir den Effet vum „Feu de paille“, dat heescht eppes, wat nei ass, also de Fait, datt et nei ass, vun deenen neie Kameraen ze verkleinere. Dëst gëtt trotzdem eng méi fiabel Interpretatioun vun den Zuelen.

Eng Konklusioun vum Rapport ass awer och, datt d'Vidéosurveillance nëmme kann am Package - an dat ass och schonn ugeschwat gi vu Virriedner - an nëmme am Zesummenspiel mat der Police ka funktionéieren, an datt, wéi scho gesot, de repressiven Impakt nëmme spillt, wann och eng Sanktioun vum zoustännege Gericht ka geschäit. Dat schéngt engem och evident ze sinn. De Rapport hält ënner anerem fest, datt d'Délinquenz an der Moyenne méi séier erofgaangen ass an deene Gemengen, déi eng Vidéosurveillance haten. Do, wou d'Delikter en général an d'Luucht ginn, weist de Rapport awer ganz kloer, datt d'Augmentatioun vun den Delikter net esou séier an d'Luucht geet, wou eng Vidéosurveillance ass. D'Kriminalitéit hält also net of, mä si geet manner séier an d'Luucht.

D'Enquêteuren hunn an dësem Kontext ëmmer erëm op d'Billen zréckgegraff, an et ass scho bal eng ganz normal Procédure ginn, fir am Kader vun Enquêtes dorobber zréckzegräifen. D'Zuel vun de Persounen, déi duerch d'Videoen inculpéiert gi sinn, ass deemno och an d'Luucht gaangen. D'Opklärungsquot, an dat ass interessant, ass awer nëmme do signifikativ, wou eng grouss Zuel vu Kameraen, also eng grouss Densitéit vu Kameraen installéiert ass.

D'Vidéosurveillance ass vun der franséischer Police a Gendarmerie ganz appréciéiert ginn, well se och méi eng global, méi eng prezis Interventioun um Terrain erlaabt huet. Dëst war awer nëmme de Fall do, wou genuch Kameraen opgeriicht waren. A Stied, wou d'Vidéosurveillance ugewannt gëtt, ass d'Opklärungsquot méi grouss. Si häntk awer och, wéi scho gesot, vun der Zuel vun de Kameraen of.

D'Bild an d'Enregistrementsqualitéit souwéi de Standuert vun de Kameraen ass och determinant, fir datt d'Billen och kënnen fir een uerdentleche Gebrauch fir d'Enquêtes ugewannt ginn. De sougenannte „Effet plumeau“, also den Déplacement vun der Kriminalitéit a Richtung Zonen, déi keng Vidéosurveillance haten, war erstaunlecherweis an deem Rapport, an där Konklusioun net enorm. D'Opérateuren, also d'Contrôleure vun de Billen hunn och eng entscheidend Roll gespillt, an duerfir ass am Rapport och festgehale ginn, datt ee Référentiel de formation des opérateurs des centres de supervision ausgeschafft muss ginn. Ech denken, och dat ass eng interessant Iddi. D'Ausbildung an d'Formation vun der Police kéint och iwwert d'Billen vun der Videoprotektioun verbessert ginn, well hei déi verschidde Situatiounen reell duergestallt kënnen ginn.

Zum Schluss stellt de franséische Rapport fest, datt d'Videoprotektioun, wéi d'Vidéosurveillance hei genannt gëtt, seng Effektivitéit bei der Preventioun vun Delikter bewisen huet, an dat net nëmme am Perimeter vun der Vidéosurveillance. Och wann d'Vidéosurveillance eng indiskutabel Hëllef bei den Enquêtes duerstelt, esou ass d'Opklärungsquot moderéiert, well d'Zuel, also d'Densitéit vun de Kameraen net héich genuch ass - an de Stied war eng Moyenne, ee Ratio moyen ugewannt gi vun enger Kamera op ronn 1.700 Awunner - oder well d'Material an dësem Fall et net ëmmer erlaabt huet, fir prezis Identifikatiounen ze maachen. En anere wich-

tegen Aspekt ass awer och d'Ausbildung - an dat ass och ugeklong - vun den Opérateuren, déi d'Billen kontrolléieren. Mat hinne steet oder fällt d'Opklärungsquot.

Zum Schluss wëll ech soen, datt d'Vidéosurveillance nëmme e Sënn mecht, wa se och zum Schluss ee Moyen de preuve fir d'Gerichter ka sinn. D'gesetzlech Konformitéit vun der Vidéosurveillance ass also eng absolut Konditioun. Mat enger punktueller - an da kommen ech zum Schluss - Uwendung vun der Vidéosurveillance kéint een d'accord sinn, sous condition datt mer eng Kéier eng richtig Evaluatioun als Diskussionsbasis hunn. Dëst ass och zum Deel an enger Motioun vum Gemeengerot vun der Stad Esch gefuerdert ginn.

Zum Schluss wëll ech nach drop hiweisen, datt d'Madame Lydie Err an hirer Interventioun op déi juristesche Aspekter vun der Vidéosurveillance ageet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Haagen Merci, an als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Debatt haut de Mëtteg, déi gëtt eis d'Geleeënheet als Parteien, fir eis alleguer an deem - géif ech soen - delikate Problem hei ze positionéieren. Ech mengen, esou wéi d'Debatt bis elo gelaf ass, parteiwwergräifend ass jiddwereen dergéint, datt mer en totalen Iwwerwaachungsstat solle kréien. Dat ass och dat, wat d'ADR an hirem Wahlprogramm festgeschriwwen huet, datt mer géint en totalen Iwwerwaachungsstat sinn, zum Beispill d'Sammele vu biometreschen Daten, d'Online-Iwwerwaachung vu private Computeren oder Kierperscanneren - wou mer och eis Problemer hunn -, d'Späicherung vun Date vun Téléphone-, Handy- an Internetverbindungen, esou wéi mer och géint eng flächendeckend Kameraiwwerwaachung sinn.

D'Kameraiwwerwaachung op öffentleche Plazen oder Stroosse kann eiser Meenung no awer punktuell agesat ginn, do wou d'Verhältnisméissegkeet stëmmt, do wou noweisbar kann dee preventive Charakter vum Asaz vun esou Kamerae bewise ginn, an och wou d'Opklärungsquot deementsprechend Resultater opzeweisen huet. Et ass och wichtig, datt mer Transparenz an deem ganzen Dossier hunn, datt all Mënsch weess, datt déi gesetzlech Bestëmmungen och respektéiert ginn. An ech mengen, d'lescht Woch hate mer an der zoustänneger Kommissioun doriwäert en detailléierte Rapport kritt, a souwäit wéi mir dat alleguerte konnte gesinn, mengen ech, ware mer eis och eens, datt déi gesetzlech Bestëmmungen hei integral respektéiert gi sinn.

D'individuell Rechter vu Fräiheet därenen net zur Dispositioun gestallt ginn. De Wäert vun der Privatsphäre muss absolut respektéiert ginn. Niewent de Videokamerae mussen natierlech och nach eng Rei vun anere Moosnamen agesat ginn - an déi sinn de Mëtteg och schonn hei gesot ginn -, sief et d'Präsenz vun der Police um Terrain, sief et um Niveau vun den Infrastrukturen.

Mir hunn am Abléck zwou Zorte vu Videoiwwerwaachungen, déi duerch d'Gesetz vum 2. August 2002 iwwert den Datenschutze geregelt sinn, a mir befaassen eis haut haaptsächlech mat deem Volet, deen dem Innenminister ënnersteet, d'Police, an déi iwwer Reglement d'Zones de sécurité festleeën. D'CNPD ass zoustännege fir d'Autorisatiounen fir privaten an och öffentlichen Terrain. De Rapport, dee mer d'lescht Woch virgestallt kritt hunn, huet och dräi Zonen analyséiert, dräi Zonen hei an der Stad. D'Zon A: de Lampertsbiërg, B: Centre-ville, den Aldringer an C: d'Gare. Déi véiert, de Stade Josy Barthel, ass net analyséiert ginn, ass jo och nëmme punktuell aszafäg.

Wat mer gären hätten, och an der Kommissioun an Zukunft, an der Diskussioun, dat ass dat, wat ech elo grad gesot hunn: Transparenz. De Volet, wat den Innenminister ubelaangt, do hu mer, mengen ech, Transparenz d'lescht Woch kritt duerch déi

Dokumentatiounen an och Äntwerten op ons Froen, déi mer gestallt hunn. Mä et ass awer och wichtig, an d'Kommissioun huet och duerfir festgehalen, datt mer déi Responsabel vun der CNPD an d'Kommissioun komme loosse, fir datt si eis och eng Kéier do e Bilan maachen, en Inventar maachen, wat alles autoriséiert ass an ënner wat fir enge Konditiounen, wéi d'Garantien do sinn a wéi d'Surveillance dovunner ass.

Et si jo net nëmme Privatleit oder Privatgesellschaften, déi eng Autorisatioun kritt hunn, mä och staatlech Verwaltungen, well et gëtt jo och nach staatlech Gebaier. Ech huelen hei ronderëm den Ausseministère; ech huelen hei d'Chamber, dee ganze Regierungsvéierel hei bis bei de Palais, wou esou Surveillancë sinn, déi net ënnert d'Bestëmmung vum Innenminister falen, mä da warscheinlech eng Autorisatioun hu vun der CNPD, a wou mer awer dann och musse wëssen, wat do alles autoriséiert gëtt a wat mat deem Material geschitt.

Et ass virdrun hei gesot ginn - d'Preventioun -, ob déi Kameraen, ob déi en Afloss op d'Preventioun hätten. Et ass sécherlech schwéier feststellen, ob manner oder méi géif geschéien, well et weess ee jo net, wat hätt kënnen geschéien, oder dat, wat net geschitt ass, well Kameraen do sinn, dat léisst sech jo net feststellen.

Dofir däreft et warscheinlech schwéier sinn, fir iergendwéi eng Kéier e Bilan ze kréien, wou ee ka soen, duerch d'Kameraen ass dat an dat net geschitt, well dat einfach net feststellbar ass.

Déi zweet Fro, déi opgeworf ass, ass déi vun der Verdrängung. Wa mer hei an der Stad op der Gare eng gewësse Verdrängung kënnen feststellen op de Leschte Steiwer, dann ass dat net weinst de Kameraen, déi ronderëm d'Gare oder op der Gare stinn, mä dann ass dat ganz einfach opgrond vun den Infrastrukturen, déi sech nun emol eben um Leschte Steiwer ënnert der Fixerstoff befannen, a well d'Leit d'office einfach dohinner ginn, well do déi Infrastrukture sinn. Et huet also näischt mat enger Verdrängung ze dinn.

Wann ee wëllt e Verglach maachen, da mengen ech, huet dat Dokument, wat mer kritt hunn, e puer wichtig Donnéeë matginn, an zwar sinn dat déi zwou Säiten, déi mer nokritt hunn. Do, wou vergläichbar Zone matenee verglach si ginn. Et ass nämlech d'Stad - d'Gare - geholl ginn, et ass Esch - d'Gare - geholl ginn an et ass Ettelbréck - d'Gare - geholl ginn. Wann een déi Chifferen da kuckt - déi also vergläichbar sinn -, da stellt ee fest, datt hei an der Stad, do wou Kamerae sinn, 80 Infractiounen festgestallt si ginn. Am gläichen Zäitraum sinn zu Ettelbréck 69 Infractiounen festgestallt ginn an zu Esch sinn der 126 festgestallt ginn.

Wann een da weess, datt hei an der Stad e Villfacht vu Leit wunnt vis-à-vis vun Esch an datt an der Stad och e Villfacht vu Leit owes an am Dag sech beweegt vis-à-vis vun Esch, da misst am Fong d'Zuel vun den Infractiounen hei an der Stad op der Gare e Villfacht méi héich sinn, wéi dat zu Esch de Fall ass. Déi Zuelen, déi mer awer kritt hunn, bewiese just de Contraire. Zu Esch si se 50% méi héich wéi an der Stad. Dat heescht, am Fong ass déi geféierlechste Plaz am Land, wou Infractiounen kommen...

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - Just eng kleng Fro, eng ganz kleng Fro.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...ass d'Escher Gare.

► **M. le Président.** - Här Gibéryen, erlaabt Der, datt den Här Braz lech eng Fro stellt?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Den Escher Schäffe ka selbstverständlech eng Fro stellen.

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - Dir hutt jo déi Zuele genee gekuckt. Ass lech dann opgefall - Dir sot, dat wär elo déi geféierlechste am Land, dat ass falsch -, dass zum Beispill déi Zuelen, déi mer genannt kritt hu vun Ettelbréck, wann een och déi par rapport zu der Bevëlkerung héichrechent, ass op der d'Ettelbrécker Gare duebel esou vill lass wéi zu Esch op der Gare, nach duebel esou vill, berengengt mat der Populatioun?

Mä dat ass awer keng gutt Argumentatioun, déi Der do uféiert...

► **M. le Président.** - Jo, Här Braz, wann ech gelift, stellt Är Fro. Et ass elo net, fir hei en Dialog ze féiere mam Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...den Här Braz wëllt meng Ried hei halen...

► **M. le Président.** - Voilà, stellt eng kuerz Fro an da kritt Der vum Här Gibéryen och eng kuerz Äntwert.

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - Meng Fro war, ob den Här Gibéryen, wann e schonn esou eppes seet, dann net gemierkt huet, dass dat, wat en elo grad gesot huet, net richtig ass...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dach, dach, dach!

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - ...well déi Zuelen, fir Ettelbréck zum Beispill - nach eng Kéier - populatiounsberengengt duebel esou héich leien.

► **M. le Président.** - Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, den Här Braz wëllt - wéi ech gesot hunn - meng Ried hei halen. Well ech wollt no Esch och op Ettelbréck kommen. Mä d'Realitéit ass, datt zu Esch op der Gare d'Kriminalitéit 50% méi héich ass wéi op der Stater Gare, obschonn...

(Interruption)

Et gëtt sécher nach en Duerf vläicht am Land, wou méi Kriminalitéit ass, wat net onméiglech ass! Mä op jidde Fall, vis-à-vis vun der Stater Gare ass d'Escher Gare vill méi geféierlech, obschonn, wéi gesot, zu Esch vill manner Leit zirkuléieren a vill manner Leit och zu Esch wunnen.

Wa mer schwätzen, ob déi Kameraen e preventive Charakter hunn, dann ass dat heite vläicht e Beweis, datt op deenen zwou Garen, nämlech Esch an Ettelbréck, d'Infractiounen vill méi héich sinn am Verhältnis wéi an der Stad, wou Kamerae sinn. Et ass also vläicht den eenzege Beweis, well et ass net d'Opklärungsquot, déi virdrun hei genannt ginn ass, déi een do kann a Verglach zéien. Mä et ass d'Zuel vun den Infractiounen, déi ee muss kucken. A wann och an der Stad, wou d'Kamerae sinn, d'Opklärungsquot ëm 10% méi héich ass wéi zu Esch oder nach e bësse méi héich vis-à-vis vun Ettelbréck, dann ass do d'Opklärungsquot prozentual méi héich zu engem méi klengen Chiffer, wat also d'Resultat nach eng Kéier géif verbesseren.

Et muss een also wëssen, datt op deenen zwou Garen, wou keng Videokamera ass, datt do d'Infractiounen vill méi héich si wéi hei an der Stad. An ech mengen och, dofir, Här President, wier den Här Innenminister gutt beroden - a mir sinn och Demandeur - a mir sinn och Demandeur, datt den Innenminister soll d'Prozedur déclenchéieren, fir souwuel zu Esch wéi zu Ettelbréck där Videokameraen op de Garen ze installéieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass nämlech souwuel... - et ass eis an der Kommissioun gesot ginn, datt den Här Procureur Demandeur ass, zumindest wat Esch ubelaangt - an d'Reglement gesäit elo vir, datt souwuel muss en Avis vum Directeur général vun der Police do sinn, mat statisteschem Material, et muss en Avis vum Procureur d'État do sinn - déi Demande läit jo scho praktesch vir - an dann ass nach de Comité de prévention communal, dee muss säin Avis ofginn. Ech sinn iwwerzeugt, datt d'Escher Gemeng, déi jo och fir d'Sécherheet vun hire Bierger responsabel ass, scho wäert e positiven Avis ofginn, fir datt dann den Innenminister kann e Reglement huelen, fir eben och zu Esch - an zu Ettelbréck - där Kameraen do ze installéieren.

Ech mengen, menger Meenung no ass dat doten e klore Beweis, datt se e preventive Charakter hunn, an et ass och e Beweis, datt d'Opklärungsquot, do wou Kamerae stinn, méi héich ass wéi an anere Secteuren.



Mä ech wëll awer nach eng Kéier soen, et dierf een net zu där Situatioun kommen, datt mer mengen, mir missten iwwerall, wou iergendwéi e kriminellen Akt geschitt, Kameraen opriichten. Dat muss d'Exception bleiwen, an et dierf een och nëmmen déi Punkten am Land eraussichen, wou mer wierklech eng konzentriert Kriminalitéit kënnen feststellen, an dat ass... Ech mengen, déi Plaze si bekannt, an da sollt een opgrond vun deenen Erfahrungswärter, déi een huet, och do Kameraen installéieren.

Mir sinn also offiziell a formell Demandeur un den Här Innenminister, fir déi Prozedur ze déclenchéieren, fir souwuel zu Esch wéi zu Ettelbréck och där Kameraen ze installéieren. An ech sinn och, wéi gesot, iwwerzeugt, datt déi zwee Gemengeréit, souwuel dee vun Esch wéi dee vun Ettelbréck, wäerte positiv am Intérêt vun hirer Sécherheet, vun hire Bierger dorobber reagéieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. An als nächste Riednerin hunn ech den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, trotz menger kuerzer Zäit: Et gëtt eng Anekdote aus dem Krich: De Mann sëtzt op der Toilette an en zitt Waasser. An dann dee Moment fällt eng Bomm op d'Haus. Da geet en herno verzielen: „Well ech Waasser gezunn hunn, ass mäin Haus zesummegefall.“ Dat heescht, et muss een also mat der Analys vun Ursachen a Wierkungen äusserst virsiichteg sinn.

A grad an der Fro vu Kriminalitéit a Preventioun an ech weess net wat alles muss een ëmmer kucken, wéi vill ënnerschiddlech Facteuren dass do kënnen matwierken, an net mengen, et wär just een, an dat kéint enner Ëmstänn nach dee falsche sinn.

Erlaabt mer awer eng iwwerspëtzt Formel, mat där ech eigentlech wollt ufänken: Den individualiséierte Bierger, dee fir alles selwer verantwortlech ass an deem Netz vun der sozialer Solidaritéit, riskéiert, verluer ze goen. Dee muss logescherweis enger méi grousser Kontroll ennerworf ginn, fir ze verhënneren, dass en ausbrécht.

Hannert där iwwerspëtzt Formuléierung steet einfach d'Suerg ëm d'Gläichgewiicht tëschent dem berechterege Bedürfnis no Sécherheet op där enger Säit - woubäi een nach misst definéieren, wat een iwwerhaupt enner Sécherheet alles versteet - an op där anerer Säit de fräiheetleche Grundrechter. An esou enger sensibler Fro muss een immens virsiichteg sinn, well se beréiert d'Grundprinzipie vun eiser Demokratie.

Mir stellen an deene leschte Joren - dat ass schonn des Öfteren hei gesot ginn, ech mengen, vu villen heibannen -, mir stellen an deene leschte Joren eng bedenklech Tendenz fest, d'Grundrechter mat dem Argument vun der Sécherheet progressiv anzuschranken. Une fois n'est pas coutume. Déi däitsch Justizministerin - déi däitsch liberal Justizministerin - huet an engem interessanten Artikel zu der Fro vum autoritäre Stat gesot, mer riskéieren, eis zouzebewegen op eng nei Sécherheitsarchitektur, „eine Sicherheitsarchitektur, die den einer freiheitlichen Gesellschaftsordnung allein angemessenen Grundsatz «Im Zweifel für die Freiheit» in sein Gegenteil zu verkehren droht“.

Iwwert d'Vidéosurveillance konkret ass hei quasi alles gesot ginn. Iwwert d'Verlagerung, iwwert dat falscht Sécherheitsgefühl vun de Leit, iwwert déi ëmstridde Effete vun der Preventioun... Et kéint een nach vläicht derbäi soen, dass et och Stroftäter gëtt, déi d'Publicitéit an d'Opmerksamkeet speziell sichen. Déi kréie mer also de toute façon och net ofgeschreckt, sondern déi lackele mer un. Et kann een och vläicht nach eng Kéier widderhuelen, dass et bedenklech ass, systematesch mënschlech Präsenz, net nëmme Polizeier, am Allgemenge mensschlech Präsenz duerch technesch Installatiounen ëmmer méi ze ersetzen.

Also ech mengen och, an duerfir ennerstëtzen ech och dem Här Braz seng Motion, et muss hei eng seriö...

► **M. le Président.** - Här Hoffmann, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Ech sinn a mengem leschte Satz.

Ech mengen also, et muss hei eng seriö Evaluatioun gemaach ginn, eng wëssenschaftlech Evaluatioun, déi déi verschidde Facteuren berücksichtegt, déi vun onofhängegen Instanzen duerchgefouert gëtt, awer iwwert déi Evaluatioun eraus wierklech ëmmer erëm déi grundsätzlech Debatt iwwert den Équilibre tëschent der Sécherheet an de Grundrechter, an dofir plädéieren ech och fir e Moratoire a puncto Ausdehnung vun der Videoiwwerwachung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. An als lescht Riednerin hunn ech d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Vidéosurveillance, dat ass entre-temps mengen ech jiddwerengem kloer, ass vielschichteg an duerfir komplizéiert. Well wien ass net schonn emol heiansdo berouegt an de Parking eragaangen, well en eng Plaque gelies huet: „Vidéosurveillance“ - jiddefalls bis dee Moment wou en, wéi ech, an der Kommissioun gewuer ginn ass, dass hannert där Kamera kee sëtzt, deen erauskënnt, wann een ee géif brauchen?

A wien ass net genervt, wann et op der Autobunn op eemol blézt oder wann et blézt, wann een an en Haus erakënnt, an deem ee sech eigentlech net bedroht fillt.

Esou vielschichteg wéi déi Situatiounen hei, ass och d'Situatioun am Ganzen. Well d'Sécherheet ass, Dir Dammen an Dir Hären, d'Viraussetzung, fir datt aner Mënscherechter, wéi zum Beispill d'Recht op Fräiheet, d'Recht op de Secret vu sengem Privatliwien, d'Recht op Versammlung, d'Recht op de Schutz vu senge perséinlechen Donnéeën, kënnen an der Praxis asuréiert ginn. Duerfir brauche mer also Sécherheet, fir an enger Demokratie eis Mënscherechter kënnen voll ze liwien.

D'Problematik besteet doranner, dass ze vill Fräiheet d'Sécherheet riskéiert ze stéieren an dass ze vill Sécherheet d'Fräiheet riskéiert ze ennerbannen. Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, d'Quadrat vum Krees, déi mer haut de Mëtteg hei diskutéieren.

E puer Wieder oder e puer klärend Wieder zu Definitiounen, well vill ass jo gesot ginn, mä eigentlech déi Grondbegrëffer sinn nach net erkläert ginn. Et geet also hei ëm Vidéosurveillance vun öffentlecher Hand am öffentleche Raum.

Zwee Begrëffer gi gebraucht fir d'Vidéosurveillance: Vidéosurveillance a Videoprojektion, wéi mäi Virriedner vun der Fraktioun dat hei gesot huet. Mä en fait ass dat eent just méi schéi verpaakt; de Grondbegrëff ass eigentlech an deenen zwee Fäll deeselwechten.

Et geet drëm ëm d'Observatioun vun de Leit am öffentleche Raum duerch d'öffentlech Autoritéiten, duerch Video, dat heescht duerch technesch Moyenen, déi, oder och net, am Réseau kënnen funktionéieren.

Loosse mer da kommen.

1. Wat ass den öffentleche Raum? Den öffentleche Raum, an deem Kontext, wou mir hei schwätzen, dat si Plazen, wou jiddweree fräi kann zirkuléieren, e Parking, eng Strooss, e Park an Ähnlech, mä och, an dat ass bis elo och nach net gesot ginn, öffentlech Raim, an déi ee kann eragoen, mä wou net jiddwereen erakënnt, wéi zum Beispill Schoulen, Discoen, Cliniquen, etc. Och déi Plaze falen ënnert des Debatt.

2. Ausgeschloss, an dat ass am Fong och nach net gekläert ginn, dat ass d'Vidéosurveillance, wa Verteidigungsinstallatiounen viséiert sinn, Vidéosurveillance vu Privatpersounen, physischer oder moralescher. An déi ass, Dir Dammen an Dir Hären, vill, vill méi problematesch nach wéi déi, déi mir haut de Mëtteg hei diskutéieren. An déi wier wierklech eng Debatt wäert, an

net nëmmen eng Debatt heibannen, mä eng Debatt, nodeem e Pabeier ausgeschafft gi wär iwwer all déi Aspekter, déi d'privat Vidéosurveillance mat sech bréngt.

3. Ass ausgeschloss, d'Vidéosurveillance vu Stroossen, wou Autosplaquen, fir Verkëierfeeler feststellen, fotograféiert ginn, a 4., an dat interesséiert besonnesch ee vu menge Kolleegen heibannen, et geet net Rieds vu falsch oder virgetäuschtene Kameraen oder Panneauen, déi zwar warnen, dass Kameraen opgestallt wieren, mä déi am Fong deiselwecht preventiv Objektiv hunn a keng Problemer kënnen stellen, wat Mënscherechter ubelaangt, awer méi Problemer kënnen stellen, wat d'Responsabilitéit vun deemjéinegen ubelaangt, deen domadder am Fong d'Leit an den Iertum eraféiert.

Vidéosurveillance u sech, wat ass dat? Et ass eng Observatioun duerch technesch Moyenen, déi vill méi effikass ass wéi mënschlech Observatioun. Et kann een zum Beispill nuets vill besser iwwer Videokamerae Leit kucken. Et kann een d'Leit erunzéien, dat heescht et kann ee se zoomen, et kann ee se vergrësseren. Et ass also eppes, wat vill méi effikass ass.

Zweetens ass d'Differenz mat enger Observatioun duerch d'Mënschenaen, dass een net weess, dass een observéiert gëtt, an dass een deemno och säi Comportement net kann upassen un dat, wat eventuell vun engem erwaart gëtt.

Drëtt Differenz ass déi, dass dat, wat opgezeechent gëtt duerch d'Videokamera, enregistriert gëtt a versuergt ka ginn a gebraucht ka ginn, vill méi spët, souguer zu engem Moment, wou ee vläicht guer net méi drun denkt, wou een op engem bestëmmten Moment war. An duerfir ass et evident, dass Vidéosurveillance vill méi geféierlech ass fir eng Violatioun vu Mënscherechter wéi eng normal Observatioun duerch d'Mënschenaen. Duerfir ass et och logesch, dass et vill méi staark muss cadréiert ginn. Et ass och erkläerlech doduerjer, dass et vill méi kascht, well et technesch ganz opwänneg ass. An et ass evident, dass et vill méi Risiko betrëfft, Mënscherechter ze violéieren wéi eng normal Observatioun.

Déi Mënscherechter, déi riskéiere violéiert ze ginn duerch Vidéosurveillance, sinn eischtens emol den Droit à l'image - dat ass schonn hei ugeklongen -, ob de Respekt vun der Vie privée, ob d'Recht sech ze versammelen am öffentleche Raum an esou weider. An et gëtt eng Jurisprudenz vun der Cour européenne vu Stroossbuerg, déi seet, dass en öffentleche Raum eng „Zone d'interaction entre un individu et autrui“ ass, „qui peut relever de sa vie privée“.

Et ass also net esou, dass de Respekt vum Privatliwien an der Privatsphär eleng doheim geschützt ass, mä och am öffentleche Raum. Dat ass eng Donnée, déi wierklech wichteg ass.

Eng Manifestatioun fotograféieren, ass eng offensichtlech Operatioun, déi u sech net problematesch ass, mä wann ee weess, dass déi Fotoe gestockt kënnen gi während enger gewëssener Zäit, dass se kënnen während zwee Joer oder dräi Joer oder méi benotzt ginn, dann ass et kloer, dass Enregistremeter, därer vill méi existéieren kënnen wéi Fotografien, dass déi doduerjer net nëmme méi effikass sinn, mä och vill...

D'Konklusioun ass am Fong, dass Enregistremeter duerch technesch Moyenen soulaang kee Problem duerstellen, wa se opgeholl ginn. De Problem entsteet am Fong duerch déi Tatsaach, dass se kënnen endlos gestockt ginn an dass se kënnen benotzt ginn an dass den Accès dovunner net ëmmer evident ass, dass se opgeholl gi sinn, ouni dass ee weess, dass ee surveilléiert gëtt, an dass et eben och eng Utilisation abusive vun deem Material ka ginn, dat duerch d'Vidéosurveillance kann opgeholl ginn. An och an deem Sënn gëtt et an enger Affär Peck géint England eng Jurisprudenz vum Europäesche Mënscherechtsgerichtshaff.

Eisen aktuelle Regierungsprogramm seet, dass d'Regierung sech géif engagéieren, déi Projets pilotes, déi ennerwee sinn, op hir Effikassitéit ze analyséieren. Ech mengen, dass dat eng interessant Saach ass. Ech mengen awer och, dass dat, wat d'Vir-

riedner hei gesot hunn, net ganz kloer ass, dass dat, wat mir d'lescht Woch an der Commission de l'Intérieur virgestallt kruten, eng interessant Opstellung ass, mä keng Evaluatioun, an dass et och net kann als dat verstane ginn. Well et ass kengem Laien, wéi mir se all an deser Matière sinn, méiglech mat deenen Zuelen, déi mer do geliwwert kritt hunn, Konklusiounen ze zéien, jiddefalls keng berechterege Konklusiounen ze zéien.

Ech sinn duerfir der Meenung, dass zwar dat Material, wat mer kritt hunn, interessant ass, mä dass et net déi Evaluatioun ka sinn, déi am Regierungsprogramm steet, mä och well et keng extern Analys ass. Et kann net sinn, dass d'Police, déi déi Iwwerwachungen zwar net exekutéiert, mä déi awer enner hirer Verantwortung d'Verwärtung vun deem Material aus der Vidéosurveillance kritt, sech selwer am Fong evaluéiert. Dat wier ongeféier esou, wéi wann e Student, dee säi Mémoire presentéiert, sech selwer géif Punkte ginn op där Aarbecht, déi e geleescht huet. Déi Objektivitéit, déi feelt an diesem Punkt.

Et ass awer och, well d'Konklusiounen, an dat ass ugeklongen, scho feelen. An et ass och, well déi Leit, déi qualifizéiert sinn, fir déi Observatioun ze maachen a fir se ze enregistrieren, net qualifizéiert sinn, fir d'Zuelematerial auszewäerten. Duerfir brauche mer Statistiker a wahrscheinlech och Kriminologen, eventuell och Soziologen, wéi hei schonn ugeklongen ass.

Kloer ass also, dass dat, wat bis elo paséiert ass um gesetzeleche Plang - viles ass schonn derzou gesot ginn -, sécherlech um Pabeier an der Rei ass. Ausser deem leschte Reglement, Här Minister, dat Der geholl hutt, wat eng Verlängerung vun engem viregte Reglement war, wat en passant awer och nach eng nei Zon agefouert huet, ouni awer gläichzäiteg all déi Konditiounen ze erfëllen, déi an anere Gesetzer sinn, notamment den Avis vum Comité de prévention, deen territorial competent gewiescht wier an der Stad; an dee feelt hei.

Mä et ass u sech net op der Regularitéit vun der Aféierung, wou et problematesch ass. Ech mengen, dass d'Evaluatioun u sech dat ass, wou de Punkt läit. Well soulaang wéi mer net wëssen, wat effektiv u Konklusiounen aus deenen Zuelen ze zéien ass - an ech mengen, de Laien, dee mir sinn, dee kann am Fong dorausser just schléissen, dass d'Preventioun net stattfonnt huet duerch d'Vidéosurveillance, mä dass d'Opklärung vereinfacht ginn ass.

A wa mer da kucken, wéi d'international Jurisprudenz ass, déi seet, dass Restriktiounen vun der Vidéosurveillance noutwendeg sinn an indispensable sinn, well, esou seet an engem aneren Urteel d'Cour vu Stroossbuerg: «doit correspondre à un besoin social impérieux». Wa mer soen, e Besoin social impérieux, da muss also ganz kloer sinn, dass e But muss fixéiert sinn. An dee But ass enger anerer Jurisprudenz no net eng Vereinfachung vun der Policearbecht, mä eng Effikassitéit um Niveau vun der Preventioun. Déi ass jiddefalls de Moment net établéiert.

Déiselwecht Jurisprudenz seet och, dass d'Vidéosurveillance muss „proportionnée par rapport au but poursuivi“ sinn. Och dat kënnen mer hei de Moment net feststellen. Mä et ass sécherlech och manner wichteg, wéi dat ze wëssen: „Wat kann de But sinn?“ D'Vereinfachung vun der Policearbecht jiddefalls eleng kann et net sinn. Also mengen ech, dass de But an eise Fall och juristesche e Problem duerstelt. Och dann, wann der Jurisprudenz no eis Base juridique, déi kee Gesetz ass, mä e Reglement, dass dat guttgeheescht ka ginn. Och dann, wann d'Nécessitéit oder vun engem Projet pilote ka gi sinn, mä ech mengen, dass et wichteg ass, fir ze soen, dass d'Défense vum Ordre public u sech net duergeet, wa kee But précis do ass a wann d'Proportionalitéit vun den Operatiounen net ginn ass.

Am Résumé kann ee soen, dass formell gesinn, ausser deem leschte Reglement, zu Lëtzebuerg d'Saache legal an der Rei sinn. Um Fong ass de Mënsch am öffentleche Raum ëmmer prevenéiert, wann en observéiert gëtt an en huet en Droit de recours, a mir hunn e Gesetz iwwert d'Protektioun vun den Donnéeën. Mä, wéi gesot, mir hu Problemer an der Konklusioun, um wich-



tege Punkt, net op der Form, mä um Fong, well net kloer ass, dass duerch déi Pilotprojeten, déi mer hunn an déi mer nach um Lafen hunn, wierklech d'Nécessité absolue ginn ass, fir déi Recherchen do ze maachen an dass duerfir dee Moyen hei adaptéiert ass. Dat ass eventuell de Fall, wann déi Zuelen, déi mer hunn, géifen erginn, dass d'Prevention vum Infractioun ginn ass. Dann hätte mer dorauer en Instrument geschaf, mat deem mer kenne weiderfuere.

Jiddefalls, um Fong schéngt et mir kloer ze sinn, dass net kann e Projet pilote endlos weidergefuert ginn, och wann d'Form an der Rei ass, esoulaang wéi déi absolut Noutwendegkeet vum der Existenz a vun der Installatioun vum der Vidéosurveillance net ginn ass. Duerfir, mengen ech, wier et interessant, fir dat ofzawaarden.

Duerfir géif ech mech jiddefalls dem Contenu vum Félix Braz senger Motioun uschléissen, fir ze soen, ofzawaarden, ze analyséieren. Awer kloerzemaachen, Här Minister - dat ass mer wichteg hei ze soen -, dass d'Sozialisten net am Prinzip géint d'Vidéosurveillance sinn. Si si konform zu hirem Wahlprogramm derfir, fir se an e ganz strikte Kader anzubannen. Dee Kader, dee mir de Moment zu Lëtzebuerg hunn, deen ass juristesch gesinn an der Rei. Mä de Fong léisst ze wënschen iwwreg. Dee Manktum, mengen ech, ass nozehuelen. Mä ier en nogeholl ass, Här Minister, mengen ech, d'äerfte mer net virun hei fuere.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Err. An da géif elo d'Wuert kréien den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei also en éischte Bilan iwwert déi sougenannte Vidéosurveillance. Oder soll ee se vläicht Videoprotektioun nennen? Well am Fong geholl eng vun hiren éischten Aufgaben déi ass, fir Prevention ze maachen, wou sech hei jo de Mëtteg d'Gesichter scheeden.

Mä et ass jo net nëmme Prevention. Et ass, esou wéi den Interpellant, den Här Félix Braz, eng gesot huet, datt am Artikel 1 steet: „aux fins de la prévention, de la recherche et de la constatation d'infraction“, wou mer am Fong geholl d'Instrument hei zu Lëtzebuerg kritt hunn. An ech hat schon an enger Chamberskommission, dat war nach am Dezember d'lescht Joer, festgehalten, am Aspekt Prevention hunn ech gesot, d'Prevention kann een net moossen an Zuelen an och net an engem Vergläich Präis/Resultat, mä doriwuer eraus ass d'Vidéosurveillance jo nach e Mëttel, fir Recherchen ze maachen an Infractioun feststellen.

Dat ass de Kader. An ech wëll lech hei soen, dass ech dee Kader ëmmer esou gesinn hunn, wéi ech en och haut gesinn. An ech soen, dass fir mech d'Proportionalitéitsprinzip am Mëttelpunkt steet. An ech fannen, dass mer do awer hei zu Lëtzebuerg eis gutt positionéieren. D'Proportionalitéitsprinzip, dat heescht, ee justen Équilibre sichen, ee justen Ausgläich sichen tëschent der Sécherheet oder deem, wat och anerer Sécherheetsgefäll nennen, an tëschent dem Respekt, géif ech soen, vun de Rechter oder den öffentleche Fräiheete vun den eenzelne Biergerinnen a vun de Bierger.

Dat ass dat, wat ech mengen, wat een ëmmer muss wëssen, wann een déi Diskussioun hei féiert. An ech mengen, dass déi heite Regierung an och de Regierungsprogramm deem gerecht ginn an dass mer eis hei an der Kontinuitéit bewege vun deem, wat virdru gemaach gouf a wat och an Zukunft soll kommen.

Laut Gesetz muss jo dann eng Analys gemaach ginn, wou d'Polizeistatistiken eis sollen am Fong geholl do orientéieren. Mä ech wëll awer kloer an däitlech soen, dass d'Analys, déi jo gemaach gëtt virun der Vidéosurveillance an duerno, soll d'Evolution kucken, ob et e Verdrängungseffekt ass. Dat ass u sech awer en Instrument, dat éischter en technesch Charakter huet. Et ass eng technesch Evaluatioun. Et soll am Fong en Instrument sinn, wat der Polizei et soll erméiglechen am Fong geholl, fir Strategien ze definéieren. Wéini schécken ech wéi eng Patrouillen op wéi eng

Plaz? Wann ee gesäit, wéi déi Infractioun geschéien, wou se geschéien, weess een, wéi ee seng Leit asetzt. Fir also méi Effizienz ze kréien um Terrain.

Dat ass eng vun den Haaptvokatiounen vun deem Zuelematerial. An et ass kee politesch Instrument au sens strict. An duerfir, wann déi Diskussioun hei gefouert gëtt, géif ech och gären dat an dee Kontext setzen.

Datselwech geschitt d'ailleurs an anere Beräicher, wou esou Statistike gemaach ginn, déi och net op d'Place publique kommen an déi och dann herno déngen, fir eng Strategie ze maache bei eiser Polizei. An duerfir gesäit de Législateur jo och net vir, dass dat Ganzt soll publizéiert ginn.

Mä wéi kann ech dann déi Effikasitéit moossen? Nun, fir mech gëtt et just eng Méiglechkeet: Et ass, dass een d'Zuel vun den Infractiounen, déi festgeluecht ginn, déi opgekläert ginn, dass een déi kuckt. An dat ass jo haut de Mëtteg vu verschidene Säiten ugeschwat ginn. Et ass fir mech dat eenzegt Instrument, fir d'Effikasitéit vum System ze moossen, déi Statistiken. Ech hu se och nach eng Kéier hei matbruecht. Ech kann notament déi Analys, déi den Här Gibéryen gemaach huet, ech kann déi deelen. Mä déi ass awer och net absolut wouer. Et kann een och aner Saachen draus liesen. Wat Tatsach ass, dat ass, dass op dräi Garé verglach gëtt an dass verschidene Zuele sinn; an déi kann een dann ausleëen, wéi ee wëllt, well et eben nëmme Zuele sinn.

An ech wëll och nach drop hiweisen, dass déi Zuelen, dass dat ganz kleng Échantillonnage sinn, wou mir eis hei bewegen. Mir versichen hei mat honnert - wéi vill sinn et der? -, mat 126 Infractiounen zu Esch, do wëlle mir da grouss Konklusiounen zéie fir e ganz Land. Dat muss een och emol wëssen, wann een déi ganz Zuelediskussioun hei féiert. Also, et soll een net méi doran interpretéieren, wéi et am Fong geholl wäert ass. Zum Beispill hate mer eng Period, wou vill Mendicitéit hei an der Stad war an och soss am Land, da kritt een natierlech aner Zuelen, wéi wa keng Mendicitéit méi do ass.

Ech wëll lech soen, dat Zuelematerial ass komplex. All Deputéierten huet dat haut de Moie gemailt kritt. Dat heescht, wann Der doheem sidd oder haut um Mail kënt Der kucken. All déi Zuelen hutt Der. Da gesitt Der, wat sech do gemaach huet.

Mir also als Ministère an och d'Polizei hu kee Verdrängungseffekt festgestallt. D'Zuele virum November 2007 an duerno, nom November 2007, sinn déiselwech. Et sinn ëmmer kontinuierlech déiselwech Zuelen. Duerfir kenne mir net concluéieren, dass e Verdrängungseffekt stattfont huet.

Dat Eenzezt, wat mer festgestallt hunn, dat sinn d'Tendenzen, déi mer am ganze Land fannen am Beräich vun der Kriminalitéit: d'Gewalt geet an d'Luucht, d'Aggressivitéit geet an d'Luucht, Coups et blessures volontaires ginn an d'Luucht, Vol avec violence, also geklaut an nach Gewalt derbäi, geet an d'Luucht, Menacen, Diffamatiounen, d'Calomni, geet alles an d'Luucht, d'Injuren. Dat stelle mer hei fest, an och am ganze Land.

An ech kann lech soen, ech hu Biller gesinn, notament op der Fouer, wou ee Mann nuets iwwerfall ginn ass. Deen ass wierklech schéi massakréiert ginn. An ech soen lech eppes: Wann mir do net de Visupol gehat hätten, da wäre vläicht déi Täter dervukomm. An ech fannen awer, wann ee kann e Mënscheliweh retten, dat ass och eppes wäert, an dat soll een och ëmmer considéieren,...

(**Interruption**)

...wann een déi Diskussioun hei féiert; net absolut, mä am ganze Kontext.

D'Vidéosurveillance ass also e Preventiounsmëttel. Et d'äerf een et net isoléiert kucken, an et ass och net moosbar objektiv, neutral oder wëssenschaftlech, well mer jo ni wësse wéi et ass wann et net wär. Duerfir kenne mer déi ganz Diskussioun, déi hei geféiert gëtt vu preventiv an net preventiv bis muer de Moie féieren. Do komme mer ni op en Nenner, well et ass net ze wësse wat wär, wann et net ass.

Duerfir, mengen ech, muss een dat Ganzt, déi Vidéosurveillance, als een Element ge-

sinn vun engem Konzept, engem Preventiounskonzept. An zu deem Konzept gehéieren dann nach: éischstens, d'Fousspatrouillen; zweetens, Autospatrouillen; drëtens, Hondstaffelen - all déi Elementer spillen eng Roll -; véiertens, dann och nach zum Beispill aner Moosnamen.

Wann ech do d'Beispill vun der Kinnekswiss hei an der Stad huelen, do ass dat Ganzt opgebaut ginn an dunn ass mat der Stad Lëtzebuerg gekuckt ginn: Wat maache mer elo? Do sinn am Park op verschidene Plaze Luuchte gesat ginn, déi virdru net do waren, et sinn Hecke geschnidde ginn, - wéi soll ech soen? - d'Kadenz vun de Patrouillen ass geännert ginn en fonction vun den Aktivitéiten um Terrain, Kamerae sinn dann do opgeriicht ginn, wou gemengt ginn ass, wat déi beschte Plaze wären, an et sinn och Streetworker agesat ginn.

Et ass also eng gewësse Komplementaritéit vun all deenen Elementer, déi een hei muss feststellen an déi ech hei ganz kloer ervirhiewe wëll. An et ass dat en Aspekt, deen een och muss considéieren, wann een iwwer Kameraen am Kader vum Visupol schwätzt. Dat ass fir mech e wichtige Punkt.

Doriwwer eraus huet déi ganz Problematik vill Spezifitéiten. Visupol kann nëmme gemaach ginn, wann eng Demande do läit. Oder bis elo ass et ëmmer esou gemaach ginn - dat wäert och an Zukunft esou sinn; d'Gesetz gesäit dat vir -, wann...

► **M. le Président.** - Här Minister, erlaabt Der, dass den Här Bettel lech eng Fro stellt?

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Ech maache mäi Saz just fäerdeg. Et kann nëmme gemaach ginn, wann eng Demande expresse vun der Stad Lëtzebuerg do läit. Här Bettel.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech wollt just froen, Här President, well den Här Minister huet elo och selwer iwwert déi aner Formen, wéi den Déboisement, wéi d'Beliichtung an de Streetwork geschwat. Ech hat e gefrot, ob d'Regierung e Budget virgesinn hätt fir d'nächst Joer, fir der Gemeng dann entgéintzekommen. Well wa mer jo do méi effikass wëlle sinn, da muss och d'Zuel vun de Streetworker vläicht vergréssert ginn, justement fir op der Kinnekswiss an op der Gare. An ob d'Regierung do gewëllt wär, fir der Gemeng entgéintzekommen.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Bis elo war et esou, dass dee Projet lancéiert ginn ass op eng Demande expresse vun der Stad Lëtzebuerg, an dass do dann eng Kollaboratioun entstanen ass an dass d'Stad Lëtzebuerg d'accord war, sech finanziell ze bedeelegen, hire Mann respektiv hir Fra ze stellen. Dat ass och gutt esou an dat wäert och an Zukunft esou sinn.

Wéi herno déi finanziell Opdeelung ausgesäit, ob déi d'selwech geet, ob do de Stat gewëllt ass, dat ganz op seng Kap ze huelen, dat soll een dee Moment kucken, wann nei Projekte kommen. Sollten déi Escher respektiv déi Eitelbrécker oder och anerer Appetit hunn, fir och esou eng Videoprotektioun an hire Stied opzerichten, da muss mat deene Leit geschwat ginn. Da muss ee kucken, wéi eng Moosnamen do um Programm stinn, an da muss ee kucken, wéi een do déi finanziell Opdeelung mécht.

Mä kloer ass et, et gëtt ëmmer zesumme mat de Gemengen gemaach, dat heescht mat de Leit vum Terrain. Et gëtt zesumme gemaach mam Comité de prévention, deen hei eng Schlüsselroll spillt. Wou een awer muss soen, dass am Reglement ganz kloer steet, dass den Avis vun dem Comité de prévention net muss do sinn, fir kënnen eng Verlängerung ze beantragen.

Duerfir ass dat, wat hei geschitt ass... Leider louch deen Avis net vir. Et ass awer verlängert ginn. Dat ass vläicht e Lapsus. Dat kann een elo kommentéieren, wéi ee wëllt. Fir mech ass d'Tatsach déi, dass dat, wat mer gemaach hunn, legal ass, an dass, wann an Zukunft nach eng Verlängerung sollt gemaach ginn, da sollt dann eben de Comité de prévention sech do deement-sprechend positionéieren.

Eppes ass kloer, et huet een ëmmer d'Zesummespill zwëschen Gemengenautoritéit-

ten, Comité de prévention, Police an och dem Procureur. Den öffentlechen Débat fënn jo ëmmer am Comité de prévention locale statt. Dat ass ganz kloer. An d'Mise en place gëtt ëmmer nëmme gemaach, wann de Procureur sech positionéiert huet. Dat ass ganz wichteg. An duerfir, mengen ech, sollt een hei Rou bewahren an net virun de Won lafen.

Notamment déi Motioun, déi déi Lénk zu Esch abruecht hunn, dat ass eng Motioun, déi leeft virun de Won, well do fuerdere si Saachen, déi am Fong geholl am Gesetz stinn. De Minister ka kee System op Esch aféieren, wann e sech net - ech soen dat ganz kloer - virdru mat de Gemengenautoritéiten, sprécht mam Comité local de sécurité ofgeschwat huet. Dat ass kloer an däitlech. Also, déi Ängschten, déi do eropkommen, déi sinn net berechtigt.

Eng aner Spezifitéit, déi ass ugeschwat ginn, dat ass déi, dass déi Zonen, déi privat sinn, maskéiert sinn. An dee wichtigste Punkt: Dee ganze Visupol huet e Contrôle a priori an a posteriori. Ech wëll dat hei nach eng Kéier ganz kloer an däitlech soen!

D'Commission nationale de la protection des données spillt eng wichtige Roll, an och d'Autorité de contrôle vum Artikel 17. Déi zwee, mengen ech, hunn och gehollef dee ganze System op d'Bee stellen. Dofir sinn déi Leit, déi am Fong geholl deene Filmer do nokucken, déi jo am Fong geholl keng Poliziste sinn an och also an deem Sënn dann Ziviler sinn, do. Dat ass net problematesch an deem Sënn, dass déi Leit eng Formatioun kritt hu vun der Commission nationale de la protection des données, iwwerwaacht zesumme mat däitsche Polizisten aus dem Baden-Württemberg. Déi Leit sinn agefuert ginn iwwert d'Legislatur vun der Protection des données an och iwwert d'fundamental Rechter vun de Bierger.

Doriwwer eraus hu si, grad wéi jiddwieren, deen do ugestallt gëtt, e Secret professionnel - wéi soll ech dat soen? - ze respektéieren. Si mussen ënnerschreiw, dass si e Secret professionnel hunn. An dee Moment hu mer och déi Garantien, déi ee brauch, dass déi Leit net egal wat maachen.

Duerfir sinn déi Fuerderungen, dass se missten iergendwéi - wéi géif ech soen? - OPJ sinn oder dass se missten am Fong geholl assermentéiert ginn, sécherlech ze verstoen. Mä ech mengen, dee System, dee mer elo hunn, dee geet duer. Mir brauche keng Vereedegung. De Secret professionnel ass eng gutt Solutioun, fir hei déi Leit an déi Aufgabestellung anzeféieren, déi déi ass, fir eben déi Kameraen ze iwwerwaachen.

An och a posteriori, mengen ech, ass e Gremium do, wou de Procureur oder säin Delegéierten dran ass, plus zwee aner Membere vun der Commission nationale de la protection des données, déi am Fong geholl e permanente Monitoring maachen, en Audit maachen, déi also kucken, wat do geschitt: D'Behandlung vun den Donnéeën, ass déi konform am Gesetz? Dat muss een och emol eng Kéier hei soen. Do gëtt net egal wat gemaach. Dat gëtt permanent einfach esou kontrolléiert, esou dass ech mengen, wat de Contrôle ugeet, hu mer och déi Garantien, déi mer brauchen.

Duerfir ass, mengen ech, dee Verglach, deen haut gemaach ginn ass mat deem englesche System, wéi wann een Äppel mat Bire vergläicht, wéi een esou schéi seet. Well deen englesche System, wann Der do gefilmt gitt, do gitt Der, wann Der zu London sidd, 300-mol den Dag gefilmt. Dat ass also eng grouss ugeluechten Aktioun.

Dat Konzept ass technesch ganz anescht wéi dat hei zu Lëtzebuerg, et ass politesch anescht, an d'Ëmsetzung ass eng aner wéi hei zu Lëtzebuerg, well an England zum Beispill, déi Leit, déi déi Kamerae kucken, déi setzen iergendwou an England, déi hu keng Formatioun kritt wéi hei zu Lëtzebuerg. Déi sinn net am direkte Lien zur Polizei, also net ënnert der Kontroll vun der Polizei wéi hei zu Lëtzebuerg.



An dat konnten déi Leit, déi Membere vun der Kommissioun, déi op der Plaz waren, gesinn, wann do eng Infractioun, oder eppes festgestallt gëtt, ass direkt e Polizist present, deen dann déi Saach an d'Hand hält. Et ass also ganz kloer, dass hei de Lien vun där Aktioun vun deenen Zivile mat der Polizei vill méi gebonnen ass.

D'Engländer maachen och Retraçagen, awer punktuell. Hei zu Lëtzebuerg ass et esou, et gëtt am Fong geholl dat, wat een nennt eng Lecture simultanée gemaach mam Rapport d'activité vun der Polizei. Dat heescht, all Moie gëtt de Rapport d'activité vun der Polizei geholl a gekuckt: Wat war lass? An da gëtt gekuckt: Kann dat do gewiescht sinn? An da maache se e Retraçage.

Doduerch hu mer och déi Effizienz, déi mer hunn. Duerfir ass déi vill besser wéi an England. Well et gëtt jo ëmmer gefrot: Firwat hunn déi keng Effizienz? Mä dat do ass e valabelt Argument, fir am Fong geholl dës Effizienz ze erklären.

An d'Proportionalitéit ass sécherlech hei zu Lëtzebuerg garantéiert, well mer bis elo nëmmen op dräi Plazen am Land esou eng Kontroll maachen. Duerfir, mengen ech, eist ass eng geziilt preventiv Aktioun, déi sech am Fong geholl nëmme mécht op Plazen, wou öffentlechen Transport ass - kuckt, mer maachen et op de Garen, um Hamilius - oder wou Schoulkanner sinn. Et ass also eng kloer Strategie hannendrun.

Dat Ganzt, wat mir maachen iwwert de Visupol, ass transparent. De Risiko ass berechent. D'politesch Volonté muss do sinn, fir et kënnen ze maachen. D'Spillregele si kloer. Duerfir soll och, fir d'Transparenz ze behalen, dat gemaach ginn, wat den Här Roth ugeschwat huet, déi Kameraen, déi hei ronderëm de Palais sinn, sollt ee vläicht anescht ausweisen an deem Sënn, fir ze weisen, dass dat eent där enger sinn an dat anert där anerer. Et ass fir mech ganz kloer.

Duerfir proposéieren ech, fir an deenen nächste Méint vläicht an d'Richtung ze goen, fir dee Forum de discussion, dee mer bei dem Syvicol hunn, de sougenannten FLPSU, vläicht dermat ze beoptragen oder mat anzubannen, fir am Fong geholl een öffentlechen Débat ze maache mat de Gemengen an och mat de Gerichtsautoritéiten, dass een do wierklech eng Plattform mécht, wou ee regelméisseg doriwver debattéiert a wou ee sech dann och do Aufgabestellung gëtt.

Dat geet iwwert dat eraus, wat vun de Comité-de-préventionen ass. Et soll een dat also mat de „Stakeholderen“, wéi een dat esou schéi seet, um Terrain maachen. Dat ass eng Proposition, déi ech hei wollt maachen, also dee Wee aschloen.

An dat Zweet, mengen ech, et sollt een dat studéieren, wat schonn 2007 probéiert ginn ass. 2007 ass gesot ginn: Mir musse kucken, een indépendanté Gremium ze fannen, fir eng Analys ze maachen, wéi dat, wat den Här Braz elo fret mat der Videoprotektioun oder der Vidéosurveillance.

Wat ass deemools geschitt? Et ass gefrot ginn: Wëllt e Student e Mémoire maachen? Et huet kee sech gemellt. Si hu kee fonnt. Et ass am Fong geholl kee richtig fonnt ginn, deen dat wollt maachen. An ech mengen, ech géif proposéieren, dass mer dat préieren, ob dat Sënn mécht oder net Sënn mécht. Ech wëll lech awer soen, well dat gefuerdert gëtt: Den Engländer hir Analys, déi haut benotzt gëtt, ass vum Ministère de l'Intérieur gemaach ginn. Déi ass och net - dat wëll ech ganz kloer soen - vun engem indépendanté Gremium gemaach ginn, mä selwer vum Intérieur an England oder a Groussbritannien. Dat sollt Der wëssen.

Ech sinn also oppe fir all Diskussiounen, déi hei solle stattfannen. A wat d'Motioun ugeet, mengen ech, ech hätt gradesou gâr, si géif an d'Kommissioun goen, mä ech hätt an engem gewëssene Sënn léiwer, si géif ofgewise ginn. Ech soen lech och firwat, well et steet eppes dran, woumat ech net ka lieven: «...à faire procéder à une évaluation de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance».

D'Nécessité ass fir mech ganz kloer bewisen. An dat muss op d'mannst eraus, well fir mech ass et kloer, dass mer se brauchen. An duerfir, wa se an där heiter Form wär, géif ech mengen, misst ee se ofweisen. Anescht sinn ech d'accord, wéi bis elo ëmmer am Dialog mat der Chamber an der Kommissioun nach eng Kéier driwwer ze diskutéieren.

Ech hunn lech elo zwee Gremien an zwou Piste genannt, wou mer kënnen zesummen an deenen nächste Méint schaffen: um Forum vum Syvicol respektiv an där Initiativ, déi ech wëll huele mat der Uni Lëtzebuerg zesummen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **M. le Président.** - Merci dem Innenminister Jean-Marie Halsdorf. An den Interpellant hat nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - Merci, Här President. Ech hu jo nach e puer Minutte Riedezäit, well ech awer dem Minister opmierksam nogelasschert hunn a mech awer e bëssen e schlecht Gefühl beschläicht. Ech wëll och vläicht e bëssen Dampf, deen de Minister mat der Ënnerstützung vum Här Gibéryen gemaach huet, e bëssen dissipéieren.

Mam Virschlag, d'Motioun an d'Kommissioun ze ginn: kee Problem. Wéi ëmmer. Wa mer an der Kommissioun sollen driwwer diskutéieren, hu mir domadder kee Problem, dass mer dat, wéi gesot, an d'Kommissioun ginn an et dann an deenen nächste Wochen nach eng Kéier hei zrëckbréngen.

Ech wëll awer trotzdeem op zwou, dräi Saachen äntwerten, soss gëtt et, mengen ech, e bëssen onverständlech, wat mer debattéieren. Et geet net drëms, erauszefannen am Verglach vun de Garen, wou wéi vill Kriminalitéit ass. Et geet drëms erauszefannen, wéi mer deenen Delinquenzen a Kriminalitéiten am beschte bäikommen. Dat ass d'Diskussioun.

An duerfir, Här Minister, mécht et a mengen Aen net vill Sënn, wann Dir sot, dass déi eenzeg vergläichend Tabell, déi ee misst huelen, de Verglach wier vun der Stad mat der Gare Ettelbréck, wou bevölkerungsberengert, ech mengen, 15-mol esou vill lass ass wéi an der Stad. Dat huet absolut kee Sënn. Wann Der an engem...

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Dat hunn ech och net gesot, dat doten.

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - Jo, jo. Dach, Dir hutt...

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Neen, ech hunn dat net gesot. Dir hutt dat esou interpretéiert. Ech hunn dat net gesot. Neen, ganz kloer hunn ech dat net gesot.

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - Den Här Gibéryen huet net Recht, Dir hutt och net Recht. Et ass wéi wann Der géift soen:

(Interruption)

„Mir maachen an engem Floss eng Kläranlag, an da wëlle mer erausfannen, ob d'Kläranlag eppes bruecht huet“, an da sot Der: „Mir maachen d'Kläranlag op der Musel, a fir erauszefannen, ob déi eppes bruecht huet, gi mer eng Waasserprouf an der Péitrus maachen“. Dat wär ongeféier datselwecht.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Oh, neen.

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - Deen eenzege Verglach, deen zielt, dat ass de Verglach ze kucken: Wéi war d'Situatioun an der Stad an deenen dräi Zonen, ier d'Kameraen do waren, a wéi ass d'Situatioun an der Stad elo, wou d'Kameraen do sinn? Nëmme da fënnt een eraus, ob d'Kamerae Sécherheet bréngen...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Egal wat.

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - ...oder ob mer de Leit just wëllen e Sécherheitsgefäll eriwerginn; wourunner mir net interesséiert sinn. Mir hätte gären eng richtig seriö Sécherheitspolitik, wou preventiv derfir gesuergt gëtt, dass de Leit manner geschitt.

Kameraen, déi ënner Ëmstänn näischt bréngen wou ee just mat der Sécherheet Politik mécht, dat interesséiert effektiv wéieng Leit. Et ass och dofir, wou de Stater

Comité local de prévention klipp a kloer verlaangt, dass vun engem Expert externe an der Form vun „benchmarking“ eng Etüd gemaach gëtt an dass si bis dohinner enger Extensioun net favorabel sinn.

Et ass och dofir, dass am Escher Gemengerot, an de Schäfferot muss jo dem Gemengerot follegen, ouni Géigestëmm vun all de Parteien, och vun deem Conseiller, deen op der ADR-Lëscht gewielt ginn ass, jiddweree seet: Nëmme wann et eppes bréngt, huet dat e Sënn!

An dat ass dat, wat eis interesséiert, Här Minister. An duerfir, Dir kommt net laanscht déi Etüd. A wann Dir selwer hei sot, dass et net méiglech ass, d'Effikassitéit dovunner ze moossen, jo, dann hutt Der lech awer selwer e Steen an de Wee geluecht. Entweder dee Règlement grand-ducal vum 1. August 2007, dee verlaangt...

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Ech hunn lech gesot, dass een d'Effikassitéit ka moossen.

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - Ech hunn lech och nogelasschert, Här Minister.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Jo, jo, jo.

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - Dir hutt hei gesot, dat wär net ze moossen. Mä dann hutt Der e Problem.

(Interruption)

Ma dach, Dir hutt dat gesot.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Neen, ech hu gesot...

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - Dir musst vläicht besser oppassen, wat Der sot.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - ... d'Effikassitéit kann een un deene Plazen moossen, wéi vill Fäll élucidéiert sinn a wéi vill der net élucidéiert sinn. Leet mer keng Wieder an de Mond, déi ech net gesot hunn.

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - Entweder d'Effikassitéit vum Instrument Kamerae ka beluecht ginn oder kann net beluecht ginn. Wann et net ka beluecht ginn, da sidd Der mat Ärem eegene Règlement en porte-à-faux. Ech mengen, dass et duerchaus ka beluecht ginn, wann een dat seriö analyséiert. Dat ass awer méi wéi nëmmen e puer Statistiken, déi gutt gemaach sinn an déi och komplett sinn - ech soen et nach eng Kéier -, mä dat ass eng seriö Etüd, esou wéi se an anere Länner och gemaach gëtt.

A wann Dir sot, mir hu bei de Studente kee fonnt, fir e Mémoire ze maachen, entschëllegt, ganz seriö ass dat net. Ech mengen, dat muss och de Stat e puer Sue kënnen kaschten, fir dass spezialiséiert Leit hei zu Lëtzebuerg op der Uni Lëtzebuerg - ech deelen do dem Här Lux seng Meinung, dass d'Uni Lëtzebuerg kann e Partner sinn; anerer och - da sollen erausfannen, wat reell d'Effikassitéit vum Instrument ass.

Déi, déi wierklech gären hätten, dass mer zu Lëtzebuerg méi Sécherheet kréien, Sécherheet mat engem preventive Charakter, Sécherheet, déi net nëmmen op Repressioun setzt, sinn alleguerten och drun interesséiert ze wëssen, ob mer mat deene Kameraen der Sécherheet bäikommen oder ob mer just eng Sécherheet virtäuschen, déi da vläicht e Sécherheitsgefäll verbessert, déi awer reell an den Zuelen näischt ännert.

An nach eng Kéier, aus deenen Zuelen, déi Dir an der Kommissioun op den Dësch geluecht hutt, geet ganz kloer eraus, dass d'Situatioun sech am preventiven Effet an deenen dräi Stater Zone virun de Kameraen an no de Kamerae net verbessert huet.

► **Une voix.** - Dach!

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - Et ass genausou vill Delinquenz an deenen dräi Zonen. Ech huelen d'Zuelen.

(Interruption)

Majo, ech soen lech se. Dann ass dat dote wéinstens gekläert.

► **M. le Président.** - Här Braz, ech muss lech just drop opmierksam maachen, Dir hutt...

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - Ech hat der nach siwe Rescht. Ech hunn der nach zwou, wann Der mech net ënnerbriecht. Ech hunn der 30 geschwat; ech hat der 37.

► **M. le Président.** - Mir kucken dat dann emol nach eng Kéier no, ob dat esou ass, Här Braz.

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - Ech hunn der nach zwouenghallef, ouni d'Ënnerbriechung vu menger normaler Riedezäit.

Just nach eng Kéier zum Verständnis, well déi Zuelen, déi hu mer jo op den Dësch kritt. Wann een déi da kuckt, da sinn dat zumindest fir jiddwereen, deen heirunner interesséiert ass, kloer Zuelen, an dann hale mer op ze erfannen. An deenen dräi Perioden, wou mer et gemooss hunn - ech soen et nach eng Kéier -, déi éischt, dat war November 2007 bis Oktober 2008, hate mer an deenen dräi Zonen zesummen 136 Infraktiounen. Mir haten der an der zweeter op néng Méint 96. Dat ass héichgerechent plus/minus datselwecht. A mir haten an der drëtter Zilperiod - et ware knapps néng Méint - scho ganzer 125.

Dat heescht, do leie mer bal 30% iwwert dem éischte Joer. Am drëtten Joer, an der drëtter Miessperiod vun de Kameraen hu mer bal 30% méi Delinquenz an deenen dräi Zonen, wéi wou mer ugefaangen hunn. Et kann also beim beschte Wëlle kee behaupten, hei wär e preventiven Effet festzustellen, wa mer der no dräi Joer méi hunn, wéi ier mer se ugefaangen hunn.

Haalt op déi Saachen do ze soen, a kommt wann ech gelift zrëck op den Terrain vun der sachlecher Debatt! Nach eng Kéier, net nëmmen déi, déi fir Kamerae sinn, si fir Sécherheet! Mir hätte gäre reell Sécherheet, déi net nëmmen op Repressioun setzt an a Wierklechkeet hannendrun näischt erreecht.

A wa mer dat Instrument wëlle weider kënnen féieren, well et dann eppes bréngt, da musse mer dat beleen, well déi Zuele vun elo loosse zumindest massiv drun zweifelen. Duerfir kommt, mir maachen déi seriö Evaluatioun, wéi de Règlement grand-ducal et verlaangt.

Ech mengen, dass jiddweree bereet ass, offen a sachlech doriwver ze diskutéieren mat engem onofhängegen Expert, esou wéi d'Stad Lëtzebuerg dat verlaangt, esou wéi dat och zu Esch am Gemengerot gesi gëtt. Dat ass déi normalste Saach vun der Welt. Dann, mengen ech, kréie mer all d'Argumenter beieneen.

A wann et da beluecht ass, ma tant mieux, dann hu mer en effikas Instrument fonnt. Doriwver sinn all déi Leit frou, déi sech wëllen am öffentleche Raum a Sécherheet bewegen. Mä kommt, mir ënnerschloen deen Exercice vun der Evaluatioun, déi de Règlement grand-ducal verlaangt, net, a kommt, mir maache se mat qualifizéierte Leit, déi onofhängeg genuch sinn, dass mer reell kënnen Konklusiounen kréien.

Fir nëmmen d'Sécherheet ze hoffen, mengen ech, sinn hei am Haus och déi Mannst ze kréien; e puer schonn, awer déi Allermeeschten net. Et geet ëm richtig Sécherheet an et geet net ëm d'virgetäuschte Sécherheet. An ech mengen, et ass nach net ze spéit, fir eng sachlech Debatt op eng sachlech Aart a Weis fäerdeg ze bréngen.

► **M. le Président.** - Merci. Elo si mer um Enn vun der Diskussioun. Den Här Minister, wann ech gelift.

► **Une voix.** - D'Motioun?

► **M. le Président.** - Jo, neen. Mir kommen elo bei d'Motioun. Mä den Här Minister wëllt nach eng Kéier Stellung zu deem huelen, wat den Här Braz gesot huet.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Jo, also ech si ganz kuerz. Ech hunn d'Gefäll, den Här Braz huet mir iwwerhaapt net nogelasschert. Dat hunn ech wierklech manifestement, well e setzt lauter Saachen a Fro, déi ech kloer an däitlech hei gesot hunn.

(Interruption)



► **M. le Président.**- Neen, wann ech gelift, Här Braz. Dir konnt jo elo schwätzen. Den Här Minister huet lech nogelauschtert, da lauschtert och elo dem Minister no.

(Interruption)

Allez, wann ech gelift! Elo huet de Minister ganz eleng d'Wuert!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Ech soen nach eng Kéier: Ech hunn d'Gefill, den Här Braz huet mer net nogelauschtert. Ech hu gesot, dat Zuelematerial, wat mer hunn, dat ass an der Zuel esou kleng, dass een... Ech sinn och kee Spezialist en la matière, mä ech ka mer virstellen, wéi ech virdu gesot hunn: Wann ech 126 Infractions op der Gare an der Stad, wéi signifikant ass dat dote statistesch, déi 126, wann et der dat Joer virdrun 92 waren oder 94?

Dat muss ee Spezialist mer soen, Här Braz, dat kënnt Dir mer net soen. Dofir hunn ech jo zum Schluss vu menger Intervention gesot, ech géif analyséieren - mat der Uni Lëtzebuerg kucken -, ob et Sënn mécht, esou eppes ze maachen hei zu Lëtzebuerg. An dofir hunn ech gesot: Dir hutt mer net nogelauschtert. Dofir mengen ech, et sollt een dat elo emol studéieren a kucken. Et muss een ëmmer wëssen, wann een deen Exercice mécht, deen Dir jo wëllt mordicus maachen, dee kascht 50.000 Euro.

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.**- Et steet am Règlement grand-ducal, dass mer e musse maachen.

(Interruptions)

Entschëllegt, Här President...

► **M. le Président.**- Jo... Neen, Här Braz, ech mengen, mir mussen awer elo eng Kéier hei en Enn hunn. Et ass alles gesot.

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.**- Neen, et ass net alles gesot.

► **M. le Président.**- Ech géif elo froen, wien nach wëllt zu der Motioun eppes soen. Zu der Motioun den Här Schiltz.

Motion 1

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, et gëtt jo vu verschiddene Säiten no enger sachlecher Debatt gefrot an et ass spéit am Owend. Mir hunn nach e groussen Ordre du jour an dofir froen ech mech, ob mer net kënnen déi Motioun a liicht ofgeännerter Form hei stëmmen. Well dat, wat ee kann erleedegen, soll een net nach a 17 Sitzunge setzen. Dofir, wann ech gesinn, datt vun der Utilitéit a vun der Nécessitéit geschwat gëtt an och vun der Comparaisoun, da mengen ech, datt een och vun der Complémentaritéit misst schwätzen. A fir alles dat an engem Wuert ze schwätzen, huelen ech e Wuert zréck, wat den Här Braz gebraucht huet, nämlech, en huet vun der Effikassitéit vum System geschwat.

Dofir géif ech lech proposéieren, datt mer eng Evaluatioun géife maachen iwwert d'Effikassitéit. Dat heescht, ech géif lech proposéieren, datt mer am éischten Alinea d'Utilitéit an d'Nécessitéit géifen duerchsträichen a vun der Effikassitéit schwätzen. Domat hätte mer och den zweeten Alinea couvréiert. Well wann ee vun Effikassitéit schwätzt, da mécht een och Comparaisounen an et kuckt een, ob d'Saache complémenteaire sinn.

Am drëtten Abschnitt - wat den zweeten Abschnitt géif ginn - géif ech lech proposéieren, datt Wuert „avérés“ ze sträichen, well do jo och scheinbar eng Diskussioun ass a well mer hei mat Équiliberen ze dinn hunn. Deen neien drëtten Abschnitt - wat virdrun de véierten Abschnitt war - géif ech lech proposéieren, ze sträichen, well et schéngt mer evident ze sinn, datt deen Expert keng Liene ka mat der Police hunn. Wann Der awer esou suspicieux sidd, datt Der dat gär dran hätt, kënnt Der dat och dran hunn.

Deen nächste Abschnitt: „à présenter, dans la mesure du possible...“, mengen ech, wär akzeptabel. Dee leschten Abschnitt, den „en attendant, à surseoir à toute extension...“, mengen ech, wär net akzeptabel. Well wa mer nämlech op de Wee hei ginn, datt mer elo déi Evaluatioun maachen iwwert d'Effikassitéit, also méi eng grouss Evaluatioun maachen, an dans la mesure du possible et esou séier wéi

méiglech an esou gutt wéi méiglech maachen, mengen ech, datt een och e Sursis à statuer net brauch. Dat wär meng Proposition, fir déi Motioun hei elo esou ze stëmmen.

► **M. le Président.**- Gutt. D'Wuert huet nach gefrot den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Och zur Motioun: Mat deenen Ännerungen, déi vum Kolleg Schiltz hei proposéiert sinn, kënnen mer averstane sinn. Mir wieren och net domat d'accord, fir hei enger Motioun zouzestëmmen, wou e Moratoire dra virgesi wier. Ech mengen, ech hu vun eiser Sait aus kloer gesot, datt mir der Meenung wieren, datt den Innenminister soll d'Prozedur ulafe loossen, fir datt een och kann zu Esch an zu Ettelbréck Videokameraen op de Garen installéieren. Da kann een net gläichzäiteg enger Motioun zoustëmmen, wou e Moratoire dra war. Ech mengen, de Kolleg Félix Braz, dee versicht hei mordicus, fir sech iwwert de Wee vun enger Motioun en Alibi ze verschafen, fir net brauchen als Schäfte vun der Gemeng Esch Faarf ze bekennen.

► **Une voix.**- Très bien!

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Sou, elo den Här Bettel.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech wëll lech just soen, ech hunn d'Motioun och gelies. Ech mengen, déi Propositione vum Här Schiltz ginn an déi richteg Richtung, fir dee gréisste Konsens hei an deem Haus ze fannen. Dofir géife mer dann och déi modifizéiert Versioun - wann den Här Braz och averstane ass - ënnerstëtzen an déi dann och matstëmmen.

► **M. le Président.**- Sou, elo kritt emol den Auteur vun der Motioun d'Wuert. Här Braz.

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.**- Merci, Här President. Ech si mam Här Schiltz sengen Modifikatiounen d'accord, well eis ass et drëms gaangen, dass mer an der Chamber - no Méiglechkeet - an esou enger wichteger Matière e breede Konsens kréien. Eng Unanimitéit, dat muss net sinn, mä e breede Konsens geet duer. Ech sinn allerdéngs der Meenung, dass mer sollen deen een Turet stoe loossen: dass dat onofhängeg Experté solle sinn. Ce qui va sans dire va mieux en le disant.

Wat dee leschten Turet betrëfft, wa mer deen eraushuelen, ännert dat wahrscheinlech net allze vill. Well ech mengen, an deene Gemengen, déi de Minister genannt huet, ass et souwisou kloer, dass et esou ass, dass et keng Extensioune gëtt, ier dee Bilan gemaach gëtt. Énnert dem Stréch hu mer alleguerten en Intérêt drun, dass dee seriöe Bilan - an net just déi Statistiken - séier gemaach gëtt. Wa mer dee Bilan méi séier hunn, kënnen méi séier nei Décisiounen geholl ginn. Wa mer dee Bilan verschleefen, mengen ech, komme mer insgesamt do net weider. Esou, dass mir als gréng Fraktioun d'accord wieren - an der Méi no engem Konsens -, eis Motioun esou zum Vote ze stellen, dass se och kann ugeholl ginn.

Zu der leschter Remarque vum Här Gibéryen mengen ech, muss ech wierklech net vill soen. Wann et esou topeg gëtt, ass all Äntwert iwwerflësseg.

► **M. le Président.**- Sou, elo kritt nach als Allerleschten den Här Innenminister d'Wuert.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Zwou Saachen, zwou Präzisounen, déi ech wollt soen: Wann dee Réseau géif erweidert ginn - hunn ech och virdu gesot -, da geet dat op Initiativ vun der Gemeng. Dat heescht also, wann d'Gemeng Esch oder d'Gemeng Ettelbréck oder eng aner Gemeng Demandeur ass, da kann de Minister mat deenen diskutéieren. Dat heescht, et ass emol keng Initiativ vun eis. Dat mécht d'Saach... setzt et och an enere Kontext, wéi dat bis elo gesot ginn ass.

An zweetens: Wann eng Evaluatioun soll gemaach ginn nach wa méiglech virun der Verlängerung, da muss ee kucken, ob dat iwwerhaapt - wéi géif ech dat soen - wessenschaftlech méiglech ass. Well et ass jo dat, wat Dir verlaangt, eng wessenschaftlech Evaluatioun ze maache virun där Phas. Ech weess guer net, ob een déi kann a

véier Méint maachen. Wéi ech och net weess - wéi ech gesot hunn -, ob dat statistesch Material, wat mer elo iwwerhaapt hunn, ob dat iwwerhaapt grouss Konklusiounen zouléisst.

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.**- Här Minister...

► **M. le Président.**- Sou, neen, ech mengen... Neen, Här Braz, mir fänken elo net nach erëm eng Kéier hei mat der Diskussioun un. Ech hu verstanen, datt hei eng grouss Majoritéit - wann net souguer eng Unanimitéit - mat där modifizierter Motioun, esou, wéi se hei vum Här Schiltz elo duergeluecht ginn ass, averstane ass.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- rappelant que le service de vidéosurveillance Visupol a été mis en service le 12 novembre 2007 sur base du règlement grand-ducal du 1^{er} août 2007 autorisant la création et l'exploitation par la police d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité;

- soulignant qu'en son article 1^{er} le règlement grand-ducal du 1^{er} août 2007 autorise la police grand-ducale à mettre en œuvre un système de vidéosurveillance des zones de sécurité «aux fins de la prévention, de la recherche et de la constatation d'infractions pénales»;

- considérant que l'article 10 du règlement grand-ducal du 1^{er} août 2007 prévoit que les zones de sécurité à surveiller par le système de vidéosurveillance Visupol sont déterminées pour une durée de deux ans conformément à quoi le règlement ministériel du 27 septembre 2007 a déterminé trois zones de sécurité nommées A (Limpertsberg-Glaci), B (Ville Haute-Aldringen) et C (Gare), toutes situées sur le territoire de la Ville de Luxembourg;

- considérant qu'à l'expiration de ce délai de deux ans la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité ne peut être prorogée qu'annuellement par le Ministre et suite à une évaluation de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité sur base de l'avis du directeur général de la police et du procureur d'État;

- considérant que le règlement ministériel du 10 novembre 2009 a remplacé le règlement ministériel du 27 septembre 2010 tout en ajoutant une quatrième zone de sécurité nommée D (Josy Barthel) aux trois existantes et fixant sa limite de validité au 10 novembre 2010;

- prenant acte du bilan chiffré du système Visupol présenté par le Ministre compétent à sa Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police en date du 2 juin 2010;

- considérant que le bilan chiffré, pour utile et nécessaire qu'il soit, ne remplit pas, à lui seul, les exigences d'une évaluation qualitative de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance;

invite le Gouvernement

à faire procéder à une évaluation de l'efficacité de la vidéosurveillance sur base du

bilan chiffré du système Visupol, sur base des expériences de terrain faites par la police grand-ducale et sur base d'une comparaison avec d'autres expériences internationales;

à veiller tout particulièrement aux effets préventifs des différents instruments et expériences;

à faire réaliser cette évaluation sous la responsabilité d'experts sans lien avec la police grand-ducale;

à présenter, dans la mesure du possible, l'évaluation avant que le règlement ministériel du 10 novembre 2009 ne cesse d'être en vigueur.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Ech géif dann och déi Motioun zum Vote stellen. Dee Vote kënnen mer à main levée maachen.

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien ass domadder d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun deem Haus ze sinn. Da géif ech lech Merci soen.

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 5787 iwwert d'Chargés d'éducation. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Bis elo hu

sech ageschriwwen: déi Häre Roth, Berger, Adam, Gibéryen an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

7. 5787 - Projet de loi portant

1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. fixation des modalités, du programme et du déroulement de la formation spécifique des chargés d'éducation à durée indéterminée et à durée déterminée et à tâche complète ou partielle,

3. création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

4. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

► **M. Fernand Diederich (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Madame Minister, Kollegeinnen a Kollegen, dese Gesetzesprojet ass schonn de 4. Oktober 2007 duerch d'Madame Minister vun der Éducation nationale déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 1. Juli 2008 erlooss. An de Sitzunge vum 16. September an dem 1. Oktober 2008 huet d'Kommissioun eng Rei Amendementer ugeholl, déi Ulooss ware fir een Avis complémentaire vum Conseil d'État vum 25. November 2008, deen an der Réunioun vum 8. Dezember 2008 analyséiert ginn ass. Amendementer vu Saite vun der Regierung hunn zu engem zweeten Avis complémentaire gefouert, dee vun der Kommissioun an der Sitzung vum 25. März 2010 examinéiert ginn ass.

De Statsrot seet sech mat alle proposéierten Amendementer averstane, mä verlaangt, datt eng Referenz an d'Gesetz ageschriwwen gëtt, wat de Volume vun der Tache vun de Chargés de cours a Chargés d'éducation betrëfft, déi beim Akraaftriede vun deem Gesetz schonn am Déngscht waren an an d'Réserve nationale iwwerholl ginn.

Schon 2005 war e Gesetzesprojet déposéiert ginn, fir eng Reserv vu pedagogeschen Assistenten an de Lycéeën ze schaffen. Dese Projet sollt eng Léisung bréngen fir d'Integratioun an de Postprimaire vu Chargéen, déi engagéiert goufen duerch Kontrakter à durée déterminée, déi vu Schouljoer zu Schouljoer ofgeschloss goufen. Ähnlech wéi am Préscolaire an am Primaire sollt eng Reserv vun Enseignanté fir de Postprimaire geschaf ginn.

Eng Rei Uerteeler goufen duerch den Tribunal administratif souwéi duerch d'Cour administrative gesprach a Litigen, déi Chargés de cours esou wéi d'Chargés d'éducation an de Stat opposéiert hunn. D'Cour administrative huet am Arrêt vum 30. Januar 2007 décidéiert, datt den Aarbechtsvertrag vum Chargé d'éducation, dee géint de Stat geklot huet, de Charakter vun enger onbefristeter Dauer hätt, mam Argument, datt d'Dauer vun de successive Kontrakter à durée déterminée 24 Méint iwwerschritt hat an datt d'Vertrag méi wéi zweemol renouveléiert gi waren.

De 16. Februar 2007 huet de Regierungsrat décidéiert, d'Prinzipien aus dem Arrêt ze generaliséieren an op déi aner Statemployéen aus dem Departement vun der Éducation nationale unzewennen, déi an darselwechter Situatioun waren.

Esou sinn net nëmmen d'Kontrakter à durée déterminée vun 92 Kläger, mä och déi vun 370 anere Chargés d'éducation aus de Lycéeën, déi an d'ärselwechter Situatioun Situation de fait et de droit waren, a Kontrakter à durée indéterminée ëmgewandelt ginn. An deem Kontext war et ubruecht, de Projet 5494 zrëckzeziehen an duerch en neie Projet fir eng kloer juristesche Situatioun ze suergen.

Enn 2008 sinn da parlamentaresch Aarbechten en suspens gehale ginn, vu datt e Recours iwwert d'Tâche vun de Chargés beim Tribunal administratif agereecht gi war, an zwar betreffend d'Zouerkenntung vun de Koeffizienten an Déchargé fir Ancienneté, esou wéi se fir Professere bestinn, déi Fonctionnaire sinn.

Den Tribunal administratif huet de Recours akzeptéiert. Nodeem de Stat en appel gaange war, huet d'Cour administrative dësen Appel unerkannt an de Recours vun de Chargés als net justifiéiert ugesinn. Dëst an den Arrêté vum 5. Mee an 1. Dezember 2009.

Vu datt de Conseil d'État a sengem Avis complémentaire vum 25. November 2008 eng Opposition formelle ugekënnegt hat, wann d'Tâche vun den Enseignanten net am Gesetz ageschriwwen géif ginn, ass mat de parlamentareschen Aarbechte gewaart ginn, bis den Arrêt vun der Cour administrative virlooch.

Déi zoustänneg Chamberskommissioun ass sech bewosst, datt d'Bestoe vun zwou Kategoriën vun Enseignante keen idealem Zoustand ass,...

(Interruption)

...mä d'Situatioun, déi sech presentéiert, verlaangt no prakteschen a pragmatischen Léisungen. De Minister ass sech bewosst, datt méi Enseignantë gebraucht ginn a gesäit fir d'Joer 2009/2010 210 Stagiaires-Poste vir. An eenzelne Matièreën, wéi an der Mathematik, der Informatik oder der Chimie, presentéiere sech awer ze mann Kandidate fir den Examen-concours. En plus ass den Taux d'échec an deem Concours zimlech héich, an 10% vun de Stagiairë réusséieren hire Stageofschloss net.

Doriwwer eraus muss d'Personal ersat ginn, dat am Congé de maternité oder am Congé parental ass. An deem Fall muss op Chargés d'éducation zrëckgegraff ginn, fir d'Besoinen ofzedecken. Leider waren awer bis elo d'Modalitéite vum Rekrutement souwéi vun der Formatioun en cours d'emploi net prezis definéiert. De Projet de loi soll an där Hisiicht eng kloer juristesche Situatioun schafen.

Zum bessere Verständnis vum Gesetzesprojet wëll ech kuerz déi eenzel Dénominatiounen prezisieren:

Ënner Chargés de cours versteet een dat net brevetéiert Personal, dat virun den Arrêté vun 1997 engagéiert war.

Zweetens, fir eng Distinction ze maachen tëschen de verschidde Gruppen vun net brevetéiertem Personal, sinn déi Employéés, déi no '97 engagéiert goufen, als Chargés d'éducation bezeechent ginn.

Schliesslech gi laut deem Gesetzesprojet d'Membere vun der spéiderer Réserve nationale als Chargés d'enseignement bezeechent.

Den Artikel 1 seet, datt d'Chargés d'éducation kënnen mat enger Tâche, enger ganzer oder enger Deelzäittâche, à durée déterminée ënnert dem Statut vum Employé de l'État an engem Lycée engagéiert ginn, fir Stonnen oder Encadrementsaktivitéiten ze iwwerhuelen, déi net kënnen assuréiert ginn duerch Fonctionnaires, Kandidaten, Stagiaire-Fonctionnaires a Membere aus der Réserve nationale. Zu dësen Aktivitéiten zielen och Verwaltungsarbechten, sozial a péricolaire Aktivitéiten, Surveillance, Ersetzen an Appui.

Den Engagement vun esou engem Chargé ass awer nëmme méiglech, wann ee Minimum vun zéng Stonnen an der Spezialitéit oder de Spezialitéite vum Kandidat muss besat ginn.

Den Artikel 2 leet d'Konditiounen vun esou engem Engagement fest. De Kandidat muss aus engem vun de 27 Länner vun der EU kommen. E muss am Besët si vu senger biergerlechen a politescher Rechter. E muss och déi erfuerdert moralesch Garantie bidden an apte sinn, fir de Beruff kënnen auszuféieren. Si mussen den Diplom vum Bachelor hunn, dee vun enger Universitéit respektiv vun engem Institut d'enseignement supérieur ausgestallt gouf, dee vun deem Land, wou e säi Sëtz huet, unerkannt ass. Oder den Diplom muss als Équivalent unerkannt gi vum Minister vun der Éducation nationale.

D'Kandidate kënnen och an de praktesche Fächer engagéiert gi mat engem Brevet de maîtrise an hirer Spezialitéit respektiv engem Diplom, dee vum Minister als équivalent unerkannt ass souwéi enger beruflecher Expérience vu mindestens dräi Joer ausserhalb vum Enseignement.

Si mussen déi entsprecheend Kenntnisse an deenen dräi administrative Sproochen - Franséisch, Däitsch a Lëtzebuergesch - kënnen nowiesen. Ausnahmsweis kënnen am Interessi vum Schoulservice individuell Dispensé fir eng vun deenen dräi Sproochen vum Regierungsrot accordéiert ginn.

De Chargé d'éducation à durée déterminée mécht seng Aarbecht ënnert der Tutelle vum Direkter oder sengem Delegéierten. E gëtt superviséiert an evaluéiert duerch den Direkter, deen him virum éischte Renouvellement vu sengem Contrat à durée déterminée eng Note gëtt op enger Bewertungsskala, déi duerch Règlement grand-ducal festgesat gëtt.

Bei enger Note ënnert der Moyenne vun de Punkten ass de Kandidat eliminéiert. D'Evaluatioun duerch den Direkter oder säin Delegéierte muss motivéiert an dem Kandidat zoukomme gelooss ginn.

Den Artikel 6 hält fest, datt deene Chargé eng Formatioun en cours d'emploi iwwer 60 Stonnen ugebuede gëtt, wou Unterrechtpedagogik an och d'Schoulgesetzgebung behandelt ginn. E Certificat de qualification gëtt dem Kandidat ausgestellt, dee seng Formatioun mat Succès ofgeschloss huet. D'Modalitéiten, den Oflaf, den Inhalt, d'Evaluatioun an d'Zesummesetzung vum Jury ginn duerch Règlement grand-ducal festgeluecht.

Am Artikel 9 gëtt eng Réserve nationale vu Chargés geschaf, deenen hir Missioun dora besteet, Remplacemeter ze assurieren, déi noutwendeg ginn duerch de Mangel u brevetéiertem Personal an de Lycéeën. Dës Reserv steet ënnert der Autoritéit vum Minister an d'Admissioun geschéien an der Limit vu de Posten, déi am Budgetsgesetz virgesi sinn.

Fir an dës Réserve nationale vu Chargés d'enseignement mam Statut vum Employé de l'État à durée indéterminée a mat Tâche complète oder partielle eranzekommen, mussen folgend Bedingungen erfüllt sinn:

D'Kandidate mussen am Besët si vum Certificat de qualification an engem genügend Note d'évaluation hunn. Si ginn an d'Réserve nationale opgeholl an der Reifolleg vun hirem Placement, dat sech aus dem Total vun der Note d'évaluation an der Note vum Certificat de qualification zesummesetzt. Bei Gläichheet vun de Punkten...

► **M. le Président.** - Här Diederich, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **Une voix.** - Mir haten zwar gefrot, fir dem Rapporteur zwou Minutten méi ze ginn, well soss geet et net duer.

► **M. le Président.** - Jo, da fuert emol nach virun.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Diederich (LSAP), rapporteur.** - Bei Gläichheet vun de Punkte geet d'Préferenz un de Kandidat le plus ancien en rang an duerno un den eelste Kandidat.

Déi Chargés de cours oder Chargés d'éducation, déi mat engem Contrat à durée indéterminée beim Akraafttriede vun deem Gesetz schon am Dëngscht waren, ginn an d'Réserve nationale vun de Chargés d'enseignement iwwerholl a behalen hir Droits acquis, wat hiert Gehalt an de Volume vun hirer Tâche ubelaangt.

Déi fräi Stonne gi prioritär un d'Fonctionnaires, d'Kandidaten, d'Stagiaire-Fonctionnaires. Wann der net genuch do sinn, kënnen och Stonne vun de Membere aus der Reserv gehale ginn. Bei supplementäre Besoine kënnen awer och Stonnen zum Schluss vun Ersatzpersonal gehale ginn, wéi et am Kapitel 1 beschriwwen ginn ass.

Ee Wuert nach zur normaler Wochentâche vun de Membere aus der Reserv. Si ass festgeluecht op den Équivalent vu 24 Stonnen. Si entsprécht normalerweis enger Rei vun Unterrechtstonnen an aneren Aktivitéiten am Interessi vum Fonctionnement vum Schoulunterricht. Dozou gehéieren och, wéi gesot, déi entsprecheend Aktivitéiten. D'Disponibilitéit zum Beispill ass op 72 Stonnen d'Joer festgeluecht, an obligatoresch och 72 Stonnen d'Joer fir administrativ, sozial a péricolaire Aktivitéiten. Bon...

(Interruption)

► **M. le Président.** - Här Diederich, also mat allem Respekt. Dir sidd elo scho bal dräi Minutten driwwer. Wann ech gelift, ech muss lech awer elo wierklech bidden zum Schluss ze kommen.

► **M. Fernand Diederich (LSAP), rapporteur.** - Ech maachen dat och.

Bon. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll all deenen Merci soen, déi un der Realisatioun vun deem Projet hei mat kollaboréiert hunn: de Responsable vum Ministère, de Membere vun de Kommissiounen fir hir Interventiounen an dem Personal vum Greffe fir seng exzellente Aarbecht.

Ech wëll heimat den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet bréngen an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Diederich. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert. Dir hutt genau fënnf Minutten an ech géif lech wierklech bidden, alleguerten, lech un Är Zäit ze halen.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Da kucke mer, wat hannen eraus kënnt. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Fernand Diederich, een décke Merci fir säin ausféierleche schréfftlechen a mündlechen Bericht an engem komplexen Dossier.

Zweetens begréisst d'CSV d'Grondphilosophie vun deem Gesetzesprojet, fir engem Uerteel vum Verfassungsgericht aus dem Januar 2007 gerecht ze ginn. Am Kontext vun de befristeten Aarbechtskontrakter steet de Stat also och elo per Gesetz op aarbechtsrechtlichem Plang um selwechten Niveau wéi ee Privatpatron. Och am Beräich vun dem Enseignement kann eng Verlängerung vun engem Kontrakt iwwert déi gesetzlech 24 Méint an Zukunft nëmme méi iwwer en onbefristete Kontrakt geschéien. De Stat gëtt domat e richteg Signal an dësen Zäite vu gréisserer Onsécherheet op dem Aarbechtsmaart. An deem fir d'Zukunft vum Land esou wichtige Beräich vun der Schoul gëtt d'Kontinuitéit vun dem Fonctionnement garantéiert. D'Chargés d'éducation kréien eng gewësse Berufs- a Liewensperspektiv.

Drëtens, d'CSV begréisst, datt de Gesetzesprojet eng kloer Hierarchie schafft um Niveau vun dem Recrutement. Brevetéiert Enseignanten hu Virrecht. E Chargé kann nëmmen dann an engem Lycée op bestëmmten Zäit agestallt ginn, wann déi Tâche, déi de Chargé kréie soll, net vu brevetéierten Enseignantë ka gemaach ginn, a wann de Volume vun där Tâche op d'mannst zéng Stonnen Unterrecht an engem Fach oder méi Fächer duerstellt. De Rekrutement vu Chargés muss fir d'CSV deemno d'Ausnahm bleiwen, grad wéi d'Méiglechkeet, fir Chargés anzustellen, déi keng Maîtrise vun den dräi landesübliche Sproochen, besonnesch dem Lëtzebuergesch, hunn.

Véiertens, d'Zil vun dem Gesetzesprojet soll et net sinn, fir am Enseignement niewent de Professeren eng parallel Carrière vun de Chargés ze schafen. Fir d'CSV-Fraktioun schreift sech de Gesetzesprojet duerfir prioritär an de Kontext vun enger aarbechtsrechtlicher Regulariséierung an. Mir verkennen awer net, datt et

zënter Joren a ville Fächer net méi genuch Professere gëtt an dowéinst systematesch op Chargés d'éducation muss zrëckgegraff ginn. Dës Situatioun ass och fir d'CSV-Fraktioun alles aneschtters wéi optimal.

Allerdéngs muss een, bei aller Léift fir den Idealzoustand, der Realitéit an d'Äe kucken. D'Schoulpopulatioun ännert vu Joer zu Joer. A verschidde Fächer wéi dem Engleschen, der Ekonomie, der Informatik gëtt et entweder net genuch Kandidaten, déi sech mellen, respektiv de Concours net packen. Schliesslech gëtt an dem Enseignement vill op Congé de maternité, Congé parental, Hallef-an-Deelzäitaarbecht, grad wéi op Congé sans solde zrëckgegraff. All dës Elementer erklären, ënnert dem Stréch gekuckt, firwat datt d'Schoulen niewent dem brevetéierte Léierpersonal gezwonge sinn, op Chargés zrëckzegräifen.

Sechstens begrëisse mir als CSV-Fraktioun, datt e Chargé, innerhalb vum éischte Kontraktjoer, eng pedagogesch Formatioun vu 60 Stonne matmaache muss. Mir fannen et gutt, datt och no der Ausbildung e Chargé net einfach esou droplass Schoul hale kann, mä e steet ënnert der Autoritéit vum Schouldirekter, deen him virum Oflaf vu sengem Kontrakt eng Bewäertung gëtt. Et wier an deem Kontext sécher begrëssenswäert, wann och d'Chargés e Masterdiplom hätten. De Gesetzesprojet gesäit als Mindestdiplom ee Bachelor vir. Mä et muss een dann och genuch Leit mat deem Diplom zur Verfügung hunn, wat awer de Moment net schéngt de Fall ze sinn.

Dëse Gesetzesprojet, Här President, huet fir d'CSV eng ganz Rei vu positiven Elementer, och wa mir eis - genee wéi déi grouss Majoritéit heibannen an dobaussen - lycéee wënsche géifen, an deenen nëmme brevetéiert Professere Schoul halen. Mä mir si verflucht, eis mat der Wierklechkeet ausenanerzesetzen. An d'Realitéit ass nun emol déi, datt eis Schoulen ouni d'Aarbecht vun de Chargés net méi funktionnéiere géifen, an datt et aus deene verschidde Grënn momentan net méiglech ass, fir genuch brevetéiert Personal zur Verfügung ze hunn.

Duerfir ass et wichteg, datt mir als Gesetzgeber eis Verantwortung iwwerhuelen an op d'mannst d'Konditiounen definéieren, no deenen ee Chargé d'éducation beschäftegt ka ginn. Dat geschitt mat deem Projet de loi, an ech ginn och duerfir den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, an ech soen dem Här Gilles Roth en extrae Merci, datt e souguer viru senger Zäit zum Schluss komm ass. Als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech war och dovunner ausgaangen, datt et hei de Modell 1 wier, wéi mer an der Kommissioun dat diskutéiert haten. Ech versichen dann elo awer, no dem Modèle de base ze schaffen. Mä ech froen lech duerfir ëm Indulgence, wann ech vläicht eng oder zwou Minutten iwwer meng accordéiert Zäit eraus géif goen, well hei hannert deem Projet de loi reflétiert sech déi ganz Problematik vun der Personalpolitik an eise Secondairesschoulen, an dat kéint ee sécherlech a méi wéi fënnf Minutten hei diskutieren.

Bon, säit laange Jore muss de Stat regelméisseg op Chargés zrëckgräifen, fir datt de Schoulbetrib ka funktionnéieren. Dat sinn net e puer Eenzelfäll, mä méttlerweil hu mer permanent iwwer, oder bal 500 Chargés an eise Secondairesschoule schaffen. Et ass also evident, datt et u voll ausgebildetem Léierpersonal feelt. Et ass och de Beweis, datt méi Personal misst agestallt ginn iwwert de Concours. De Concours ass jo dat Instrument, wou dann d'Ëmsetzung vum Numerus clausus ass, wou d'Regierung festlezt, wéi vill Personal am Secondaire soll agestallt ginn, an déi dann oft awer méi restriktiv ass wéi dat, wat een um Terrain brauch.

Do huet ee jo dann och heiansdo ganz komesch oder absurd Situatiounen. Ech kenne Fäll, wou Kandidaten de Concours gepackt hunn, also bewisen hunn, datt se d'Matière beherrschen, déi se sech awer net en rang utile klasséiert hunn - et sinn



der zum Beispill dräi, déi agestallt gi sinn, si waren op véierter Plaz dann - also net konnten agestallt ginn, fir och an de Stage pédagogique. An deem Dag duerno krute se vun engem Schouldirekter ugeruff a si gefrot ginn: „Mir brauchen awer nach een am Hierscht, kéins de net bei eis als Chargé dann ufänken, praktesch mat enger ganzer Tâche?“

Si ginn also awer gebraucht. Si maachen déiselwecht Aarbecht, virun deene selwechte Schüler, wéi een, deen iwwert de Concours agestallt ginn ass. Mä si gi manner gutt bezuelt a si hu méi schlecht Aarbechtskonditiounen. Si kréien och oft keng Geleeënheet, fir sech pedagogesch weiderzebilden, respektiv ass och do déi Notion vun „Acquis de l'expérience“ nach en eidelt Wuert, well se dat och net kenne maachen.

Bon, et kënnt nach derbäi, datt déi Chargé ganz oft a prekäre Situatiounen waren, kann een elo soen - well sech dat elo méttlerweil awer regulariséiert huet, oder datt mer dat haut dann definitiv maachen -, well se vu Joer zu Joer agestallt gi sinn an all Kéiers, all Joer hu se missen nei drop waarden, datt se eng Offer kruten. Dat si keng ganz flott Situatiounen. Ech muss soen, ech selwer war viru ganz laange Joren, an engem anere Liewen, och emol eng Kéier Chargé de cours am Primaire, an och wann ee seng Aarbecht do gutt mécht, ass een ëmmer an där Situatioun, datt een all Dag ka gesot kréien: „Elo kanns de doheim bleiwen.“

Och déi Chargé, iwwert déi mer hei diskutieren, déi hunn hir Aarbecht ëmmer uerdentlech gemaach, mä et gëtt een d'Gefill net lass, datt se als nétzlech an als bëlleg Aarbechtskraaft benotzt gi sinn. An et ass och e bësselche schued, datt se hu misse viru Geriichter hir Rechter akloen, fir datt se, wa se zwee Joer noeneen agestallt gi waren, konnten endlech dann e Contrat à durée indéterminée kréien.

De Projet de loi dréit deem Rechnung, andeems mer dann elo per Gesetz déi verschidde Carrière vun de Chargés de cours a Chargés d'éducation regulariséieren. Et sief awer, datt och do Inégalitéte bleiwen. E Beispill: Als Chargé de cours mat Bac + 4, huele mer also déiselwecht Formatioun, déi also och déiselwecht Aarbecht maachen, do gëtt een dann zum Beispill fir d'Pa'i an de Sechs aklasséiert mat 22 Stonnen. Als Chargé d'éducation, och mat Bac + 4, also déiselwecht Formatioun, do huet een dann awer 24 Stonnen an do gëtt een an den E3 aklasséiert. Dat ass awer schon eng fundamental Differenz, nëmme am Bezuelen, fir Leit, déi déiselwecht Formatioun hunn an déi am Fong geholl och praktesch déiselwecht Aarbecht maachen, praktesch ënnert deeselwechte Statut fallen.

Dovunner ofgesi kënne mer awer - deen Deel vun der Regularisatioun vun de Chargé - mat deem Deel am Gesetz komplett domat d'accord sinn. Déi Dispositioun kréie vun eis eng ganz kloer Zoustëmmung. Endlech gëtt hir Situatioun och iwwer e Gesetz geregelt, hir Aarbecht unerkannt.

Här President, den zweeten Deel vum Projet, domadder hu mer awer méi Schwierigkeiten. Hei huet een nämlech d'Impressioun, datt de facto eng ganz nei Carrière an de Secondaresschoulen agefouert gëtt mam „Chargé d'enseignement“. Hei gëtt am Fong geholl iwwer eng Hannerdier en neien Enseignant kréiert. Deen huet da kee Bac + 4 méi, e Bachelor, an dee muss 60 Stonnen, nenne mer et dann e „Crashcours“, an engem Stage pédagogique maachen, fir als Enseignant ënnert dem Titel „Chargé d'enseignement“ definitiv am Schoulbetrib agestallt ze ginn.

Dat ass net gutt, wann an eise Schoulen elo eng nei Enseignantscarrière agefouert gëtt, déi net déiselwecht akademesch Ausbildung an eng limitéiert pedagogesch Ausbildung hunn. Well déi Leit, déi hale jo awer erëm Schoul virun deene selwechte Schüler wéi d'Proffen, si enseigner déiselwecht Matière wéi d'Proffen, mä et gëtt bei hinnen eng aner Formatioun gefrot. Si brauchen net de Master, si brauche kee Concours, si brauche kee Stage pédagogique. Et ginn also manner héich Uspréich un d'Formatioun bei deene Leit gestallt, fir kënne am Secondaire Schoul ze halen. An hei geet et net nëmme dréms, fir

nach Leit an de Pool ze kréien, well do hu mer jo elo 500 Leit - dat misst jo awer trotzdem fir eng Rei Joren duergoen, fir all déi Remplacementen - mä am Artikel 9 steet: „fir de Personalmangel an de Secondaresschoulen opzefänken“. Et ass also ganz kloer och drop ausgerichtet, fir einfach de Personalmangel domadder opzefänken, an domadder kënne mir also net d'accord sinn.

Si hunn awer op där anerer Säit dann och méi eng héich Tâche, a si verdéngen e gutt Stéck manner. Och hei huet een eben d'Gefill, datt de Stat versicht méi bëlleg Enseignanten ze kréieren, déi manner verdéngen, awer méi laang schaffen, an doduerjer dann duebel bëlleg ginn. An do ass et dann anscheinend egal, ob se eng zolidd Formatioun hunn oder eng Formatioun hu wéi de klassesche Proff oder net. Dat ass a mengen Aen net de richtige Wee. Villméi solle mer kucken, datt mer eng héich Qualitéit bei eisen Enseignanten am Secondaire behalen an eng eenheetlech Carrière. Duerfir brauche mer eng Astellungspolitik, fir datt mer déi Proffen astellen, déi reell feelen, an dat opgrond vun enger seriöser Planungspolitik.

Och déi Argumenter, datt een ëmmer Chargé bräicht, well heiansdo huet ee Fächer, wou een nëmme zéng Stonnen huet, oder duerch de Stage pédagogique brauch een heiansdo Leit, fir ze ersetzen, oder wat d'Congés de maternité betrëfft. Och dat ass kee richtegt...

► **M. le Président.** - Här Berger, kommt elo wann ech gelift lues awer sécher zum Schluss.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, ech kommen zum Schluss Här President, ech hunn nach eng hallef Minutt.

Och dat ass en Argument, wat ech net richteg kann novollzéien, well et ass déi fundamentale Fro: Wa mer Leit hunn, déi am Secondaire Schoul halen, sollen déi déiselwecht Formatioun hunn oder net? Fir mech ass et kloer, datt déi all sollen déiselwecht Formatioun hunn, och wa se nëmme zéng Stonnen hunn, och wa se nëmme ersetzen. Dat gëtt et jo net an anere Beruffer. E Buschauffeur, wann een ee brauch, fir ze ersetzen, muss deen e Permis hunn als Buschauffeur. En Dokter, deen iergendwou ersetzt, muss Dokter sinn. Am Schoulbetrib schéngt dat awer net de Fall ze sinn. Mir kënne net mat der Aféierung vun där bradéierter Carrière, géif ech soen, averstane sinn.

Här President, wa mer kéinten elo Vote par vote maachen, da géife mer fir de Gros vun den Artikelen vun deem Gesetz hei stëmmen, mä mir géifen awer natierlech och déi Dispositiounen vun där neier Carrière net stëmmen. Dat wäert awer elo d'Majoritéit net maachen. Duerfir wäerte mer eis enthalen bei deem Projet, fir awer ze soen, datt mer mat der Regularisatioun vun de Chargé komplett domat d'accord sinn, datt mer awer wierklech Schwierigkeiten hu mat deem neie Chargé d'éducation.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech hu mech op de Modèle de base agestallt, an ech wëll och net iwwerzéien. Ech wëll awer och e bësselche bedauern, datt mer de Modèle de base hunn, virun allem, well ech de Rapport vum honorabelen Här Diederich interessant a komplett fonnt hunn. Merci fir de Rapport, de schrëftlechen an de mëndlechen.

Et ass eigentlech en trauregt Kapitel, wat mer haut diskutieren a probieren ze regelen: d'Chargé am Enseignement. Et wier jo eigentlech logesch, datt just brevetéiert Leit, souwuel am Enseignement fondamental wéi am Enseignement secondaire géife schaffen. D'Planifikatioun, déi mer an eise Schoule gemaach hunn, ass einfach net gutt. An dat ass net just de Feeler vun dësem Ministesch an och net vun der vieregter, déi déiselwecht war, mä och nach vun där virdrun a virdrun. Do hu mer eis also eppes opgebaut, wou mer eis ganz laang schwéier dinn domat.

D'Argumentatioun, firwat datt mer net genuch brevetéiert Leit hunn, déi geet hin an

hier. Do gëtt souguer gesot, et gëtt vill Congé parental, et gëtt vill Krankmeldungen - do waren ëmmer Leit, déi ersetzen -, et gëtt am Enseignement vill Congé sans solde. Et gëtt och nach gesot, 10% packen hire Stage net. Ech fannen, datt sinn alles Donnéeën, déi et och an anere Beruffer gëtt.

Eigentlech misste mer am Enseignement och eng grousse Réserve nationale hunn, fir ersetzen ze goen. An déi Leit an där Réserve nationale, dat missten déi am allerbeschte Forméierte sinn, well ech mengen dat ass mat déi schwierigst Erausforderung, wann een oft muss wiesselen, a wann een ëmmer erëm mat neie Gruppe konfrontéiert gëtt, a wou ee sech ëmmer erëm op nei Léiersituatiounen muss astellen, a wou och wahrscheinlech d'Disziplin anhalen guer net esou einfach ass.

Eng aner Fro, déi ech och an der Kommissioun opgeworf hunn: Wéi maache mer et dann an de Cliniquen? Wann d'Infirmière krank ass, dann ass et net um Kach fir Piqûren ze maachen?

Eng Äntwert ass natierlech och an der Kommissioun gewiescht: Ma an de Cliniquen schaffen och vill Ausländer an dat ass am Enseignement net méiglech, well mer do zum Beispill déi Dräisproocheklausel hunn. Trotzdem schéngt et eis awer en Zeechen, datt mer eis Planifikatioun vum Léierpersonal net richteg gemaach hunn, a souguer och nach vläicht eis Orientatioun vun de Studenten net richteg maachen, datt mer et einfach net fäerdeg bréngen, déi Lächer, déi mer do hu beim brevetéierte Personal, fir déi ze fëllen.

Duerfir, well déi Situatioun esou ass, gëtt et schon zënter Joren a Jorzéngte vill Ersatzleit, Chargés de cours, Chargés d'éducation, an zukünfteg och nach Chargés d'enseignement. Dat muss ee bedauern, mä dat ass eng Tatsaach. An aus Respekt virun der Aarbecht vun dëse Chargé ass et dann och richteg, datt endlech déi Konditiounen geregelt ginn. Den Här Roth huet virdru begréisst, wat eigentlech eng Selbstverständlechkeet misst sinn an ëmmer hätt misse gewiescht sinn, datt de Stat d'Aarbechtsrecht respektéiert.

Natierlech kann ee sech net driwwer freeën, wann am Fong geholl eng zweet Filière opgemaach gëtt, fir Enseignanten ze rekrutéieren. Duerfir wier et wierklech sënnvoll, a mer mussen dat maachen - och wann et an der Vergaangenheet schon oft probéiert ginn ass an nach zu kengem Zil gefouert huet oder zu kengem zefridde stellenden -, den Accès à la fonction de professeur musse mer reforméieren.

D'Chargés de cours, fir op déi zréckzekommen, hunn och vun eisem Ministère nach ni eppes geschenkt kritt. Et ass och scho relativ dramatesch, datt mer do jorelaang Leit beschäftegen, déi bis elo nach all Succès, dee se kritt hunn, sech hu misse virun de Geriichter erkämpfen. An esou ass och erëm an dësem Gesetz zum Beispill keng Validatioun vun den Acquis professionnels virgesinn. Dat géif awer Sënn maachen. Et ass och keng Décharge pour ancienneté virgesinn, am Verglach zu den Enseignanten. Och dat géif Sënn maachen. An esou ass et denkbar, datt mer och mat deem Gesetz hei nach net d'lescht Wuert am Dossier Chargés geschwat hunn.

D'Chargé kréien och hei näischt geschenkt. Vill Ursache gëtt et, fir géint dëst Gesetz ze stëmmen. Mir sinn allerdéngs der Meenung, datt mer awer mussen eng Regulatioun hunn. Ech hunn och laang driwwer mat de Kollegen diskutéiert. Mir wiere souguer mat gewiescht, fir d'Gesetz ze stëmmen, fir eng besser Regelung ze kréien, allerdéngs den Artikel 9, deen hält eis awer dovun of, an duerfir maache mer eng Abstentioun bei deem Gesetz.

Déi gréng Fraktioun wäert sech enthalen. Firwat? Ma am Artikel 9, do steet: «Il est créée une réserve nationale de chargés d'enseignement ayant pour mission d'assurer des remplacements et...» - an dat ass eppes, wat mer net kënne matdroen - «... de pouvoir au manque de personnel enseignant breveté au sein des lycées.» Dat ass eppes, wou mer eigentlech soen, domat maache mer eis d'Dier op, fir awer Leit, déi manner qualifizéiert a manner bezuelt gi sinn, effektiv ze huelen, fir brevetéiert Leit ze ersetzen. Dat ass eppes, wat mer net kënne matdroen. Duerfir wäerte mer eis enthalen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Véier Minutten, déi mer zousti fir dëse Projet. Ech wëll just de Kollege Berger an Adam soen, datt si misste mat hire Fraktiounspresidente schwätzen, well déi haten an der Presidentekonferenz dem Modèle de base sécherlech zougestëmmt, soss hätte mer en net. Ech wëll dem Kollege Fernand Diederich Merci soe fir säi Rapport, deen e gemaach huet, dee ganz explizit war. Mir wäerten als ADR dëst Gesetz net stëmmen aus dräi Ursachen, méi bleift mer net an der Zäit iwwreg.

Déi éischt ass, datt hei sinn am Fong d'Konsequenze vun enger Politik, déi iwwer Jore gemaach gouf, déi als Resultat huet, datt opgrond vun der Planifikatioun a vun der Formatioun mer haut net méi genuch brevetéiert Professoren hunn, wat am Fong misst de Prinzip sinn an engem Schoulssystem, dee sech fir seriö hëlt. Dat, wat mer haut hei maachen, datt misst am Fong d'Ausnahm sinn. Mä wann een d'Zuele kuckt, déi hei genannt ginn, dann ass et schon net méi d'Ausnahm, da gëtt et lues a lues zur Regel. An et kann een och fäerten, datt an Zukunft d'Zuel vun deenen heiten nach wäert weider an d'Luucht goen.

Den zweete Punkt ass, datt mir fir de Prinzip antrieden, datt fir déiselwecht Aarbecht ee misst behandelt gi wéi deen aneren. Dat betrëfft souwuel d'Tâche wéi och d'Décharge. Et betrëfft den Alter an alles dat. Mir gesinn net an, firwat datt verschidde Leit, déi déiselwecht Aarbecht maachen, déiselwecht Klasse viru sech hunn, dann do sollte verschidde Tâche sinn a verschidde Bonifikatiounen sinn.

Ech mengen, entweder ass dat berechtigt, da muss et fir d'Leit alleguer berechtigt sinn, oder et ass net berechtigt. Mä mir gi jo dovun aus, datt et berechtigt ass, da misst och ee wéi deen anere behandelt ginn. Et kann net sinn, datt de Stat sech iwwert dëse Wee versicht, méi bëlleg Léierkräften, Zweet-Klass-Léierkräften, zouzëeegnen.

Den drëtten Punkt, dee mer hunn, Här President, datt ass mat de Sproochekenntnisser. Et steet wuel am Gesetz, datt déi Leit mussen am Besëtz vun deenen dräi Sproocher sinn: Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch. Mä d'Gesetz léisst awer och zou, datt d'Regierung kann higoen an d'Dispens vun enger Sprooch maachen.

Mir sinn der Meenung, datt et an der Fonction publique bei all deenen anere Fonctiounen keng Dispens gëtt, mä datt een do d'Sproochekenntnisser muss erfëllen. Souguer am Enseignement musical hu mer déi Sproochekenntnisser agesat a keng Dispens agesat, esou datt mer net agesinn, datt mer och hei eng Dier opmaachen, wou ebe kann eng Dispens vun de Sproochekenntnisser erlaabt ginn. Dofir, wéi gesot, kënne mir net dëst Gesetz stëmmen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen, datt e sech och u seng Zäit gehalten huet. An dann hu mer elo als leschte Riedner den Här André Hoffmann.

(**Interruptions**)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, ech kann dat Gesetz selbstverständlech...

► **Une voix.** - Wou Der Recht hutt, hutt Der Recht!

(**Hilarité**)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - ... och net stëmmen - also, ech stëmmen dergéint, net nëmme Enthaltung -, selbstverständlech och haaptsächlech wéinst deem Artikel 9.

Iwwer wat mer hei diskutieren, dat ass keng Formalitéit, dat ass och net nëmme eng Regularisierung vun arbeitsrechtliche Situatiounen an et geet och net nëmme em de Remplacement, sondern et geet wierklech - och wann ee vun de Virriedner dat hei bestridden huet - em

d'Schafung vun enger neier Kategorie vu regelméissegen Enseignanten, well dat steet d'äitlech am Artikel 9. An déi nei Kategorie vun Enseignanten, déi sinn nom Artikel 9 - offen ausgedréckt - dofir do, fir de Mangel u brevetéiertem Personal auszegläichen.

Déi nei Kategorie vun Enseignanten, déi sougenannte Chargés d'enseignement, déi gi selbstverständlech un alleréischter Stell emol vill méi bëlleg. Dat passt also och absolut an d'Spuermoosname vun der Regierung. Si gi véiermol méi bëlleg am Kader vun der initialer Ausbildung, der universitärer Ausbildung: dräi Joer amplaz fënnef, also Bachelor amplaz Master. Si brauche kee Stage ze maachen, deen natierlech och Ausgabe bedeit, sondern se kréien déi reduzéiert Formation vu 60 Stonnen d'Joer. Si kréie manner Gehalt a si mussen méi schaffen.

Et gesäit een och un der Planifikatioun vum Ministère elo schonn - och an engem Moment, wéi deen Term vun de Chargés d'enseignement nach net bestanen huet -, dass eigentlech an Zukunft déi nei Kategorie vu Chargés d'enseignement, dass déi och systematesch an d'Planifikatioun mat agebaut gëtt. Dat heescht also, mir schafe wierklech eng nei, bëlleg Kategorie vun Enseignanten. Iwwermuer wäerte mer erëm diskutéieren iwwert d'Wëssensgesellschaft am Kader vun der Strategie „Europa 2020“. Mä mat dem Widersproch tëschent Theorie a Praxis ass dat jo esou eng bekannte Saach.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Hoffmann. An elo kritt nach d'Wuert d'Éducatiounsministesch Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport, all den Intervenanten. Ech denken, dass zu dësem Sujet alles gesot ginn ass haut den Owend, dofir wëll ech net op alles erëm agoen.

Ech wëll just hei rappeléieren oder ënnersträichen, dass ech net stolz op dat Gesetz hei sinn an dass ech mech och net driwwer freeën. Mä contrairement zu verschiddene vu menge Virriedner sinn ech konfrontéiert mat der Realitéit a mat der Situatioun um Terrain. Ech schomme mech awer och net fir dat Gesetz. Ech mengen, d'Virgeschicht, déi ass jo laang: 2005 hunn ech dat éischt Gesetz hei déposéiert, fir endlech d'Situatioun vun deene Leit, déi mer an der Schoul brauchen, déi mer an der Schoul stellen, fir deenen e Kader ze ginn an ze regulariséieren, well ech kann lech soen, wann Der Chargés d'éducation oder Chargés de cours oder - elo an Zukunft - Chargés d'enseignement do hutt, déi kee festen Aarbechtskontrakt hunn, déi doduerch kee Prêt op enger Bank kréien, da sidd Der net ganz stolz als Unterrechtsminister. Dofir freeën ech mech, dass mer elo emol déi Situatioun do regulariséieren.

Zweetens wéilt ech dann awer hei soen: Dat Gesetz hei leet an aller Transparenz de ganze Problem vun der Education op den Dësch. Ech ka jiddefalls net accuséiert ginn, dass mer hei hypokritesch géife virgoen. Mir deklaréieren d'Faarf a mir beschreiwen, wéi d'Situatioun ass.

Dat Gesetz fixéiert d'Konditiounen, wéi mer rekrutéieren. Domat ass dat kloer. Dat war virdrun en zimlechen Duerjerneen, well allméiglech Leit konnte rekrutéiert ginn. Mir fixéieren d'Formation en cours d'emploi, déi et bis elo net ginn ass. Et gouf iwwerhaapt keng Formation; dat ass eng Verbesserung. Zweetens stelle mer déi Leit ënnert d'Verantwortung vum Direkter oder sengem Delegéierten. Dat heescht, et ass kloer en Encadrement do vun de Chargéen. Mir definéieren d'Konditiounen, wéini dass d'äerf e Chargé agestellt ginn: Et mussen op d'mannst zéng Stonnen do sinn, dass et also net eng Solution de facilité ass an der Schoul, wann iergendeen feelt an et stinn dräi Stonnen op, amplaz ze kucken, eng aner Léisung ze fannen. Elo mussen déi Konditiounen kloer sinn.

Dofir soen ech, dat Gesetz ass noutwendeg, an ech soen deene Merci, déi dat Gesetz hei stëmmen.

Ech wollt just nach zwou Remarqué maachen: éischtens, wat d'Validation des acquis ugeet. Ech si wierklech fervent fir d'Validation des acquis. Ech wëll just rappeléieren, dass de Ministère déi net ka maachen. Mir hunn net d'Recht, engem en Diplom unzeerkennen. Dat ass also eng Missioun, déi der Uni - oder den Unien - iwwerfällt, a mir probéieren, d'Validation des acquis op allen Niveauen duerchzedreiwen, an ech géif all d'Leit encouragéieren, dorobber zréckzegraifen.

Zweetens: Wat den Diplom ugeet, wéi ee ka rekrutéiert ginn, wollt ech awer och hei soen, dass mir och elo - och bei deene Leit, déi de Concours maachen - Leit rekrutéieren mat Bachelor. Ech wëll just d'Beispill gi vun den Infirmiërschoulen, wou Infirmieren oder Assistants sociaux rekrutéiert ginn, fir Coursen ze halen, an déi hunn e Bachelor, well do gëtt et nämlech kee Master.

Esou dass ech wëll soen, et soll een net vum Fall ausgoen: ëmmer nëmmen den E7-Professor. Mir hunn och am Enseignement eng Carrière vu Professeurs d'enseignement technique, déi ëmmer - bis elo - op deem Niveau rekrutéiert gi sinn, esou dass ech géif soen, mir sollen hei an allem Respekt virgoe virun den Diplomer an de Qualifikatiounen vun den Enseignanten.

Ech versécheren, ech hu bis elo ëmmer Instruktioun ginn un d'Schoulen, wa se Chargéen astellen, dass se solle Leit astellen, déi d'Konditiounen vum Concours erfëllen, dass se sech kënnen dem Concours stellen. An dat ass och an de leschte Joren an de Schoulen esou praktizéiert ginn, an ech encouragéieren allegueren d'Leit, sech dem Concours ze stellen. Ech wëll och soen, dass mir all Joer eng grouss Zuel vu Posten ausschreiwen: dëst Joer 210 Leit am Concours.

Säit ech am Ministère sinn - dat sinn elo gläich sechs Joer -, hu mer nach kee Joer de Plein gemaach vun all de Posten, well mir mussen jo ausschreiwen an de verschiddene Fächer. Et ass net wéi beim Schoulmeeschter oder der Léierin, wou Generalist sinn. Hei mussen mir jo - ier de Concours ugeet - soen, mir rekrutéieren esou vill Franséisch, esou vill Englesch, esou vill Mathé. An nach kee Joer ass bis elo de Plein gemaach ginn. Ech ruffen dann d'Jury an ech soen: Wann ech gelift, kënnst Der net kucken, awer d'Leit allegueren..., wann der d'Posten hutt, se ze besetzen? Ech sinn net responsabel fir d'Organisatioun vun de Concoursen.

Ech stellen derniewent fest, dass 10% vun de Leit am Stage duerchfalen, wat ech immens bedauern, no esou enger schwéierer Selektioun, dass mer et dann net packen, fir d'Leit ze rekrutéieren. Dat ass menge Virgänger d'selwecht gaangen. An dat erkläert natierlech en Deel vun deem Mangel un Enseignanten, u brevetéierte Professoren, dee mer elo hunn. Wann ech derniewent gesinn, dass mer an deene leschte Joren, säit ech dat moossen, ronn, zwéischent 800 an 1.000 Schüler méi am Postprimaire hunn... Dat ass just, fir lech d'Envergure ze weisen.

Ech géif just hei, fir ofzeschléissen, en Appel lancéieren un allegueren d'Studenten, déi elo fäerdeg ginn, oder déi, déi ënnerwee sinn: Mir brauche brevetéiert Professoren. Mir géife se och gäre rekrutéieren. Mir brauchen dréngend Leit an der Mathematik, an der Biologie, an der Chimie, an der Mathé, an ech wär frou, wa mer ganz vill Kandidaten hätten, déi mer da kéinten duerch d'Voie royale - wat ass: de Concours, de Stage - ...an dann an déi glécklech Kategorie vum E7-Professor eranzekommen. Et ass net esou, dass mer dee Wee wéilten zoumaachen.

Da wëll ech en allerlescht Wuert soen: Ech kenne Chargés de cours, déi eng excellent Aarbecht maachen. Ech fanne bei verschiddene Leit e gewësse Mépris, deen do matgeklongen huet, an dogéint wëll ech mech mat aller Vehemenz wieren.

Ech soen deene Leit, déi dat Gesetz hei stëmmen, villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci och der Madame Éducatiounsministesch. Domadder ass d'Diskussioun eriwver a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 37 Jo-Stëmmen, fënnef Nee-Stëmmen a 15 Abstentiounen. Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen? Dat schéngt net de...

► **Une voix.**- Den Här Angel.

► **Une autre voix.**- Neen, deen ass...

► **M. le Président.**- Dat schéngt net de Fall ze sinn. Den Här Angel ass schonn do fir deen nächste Projet.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5787 est adopté par 38 voix pour, 5 voix contre et 15 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Félix Eischen), Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Lucien Lux), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer (par M. Claude Haagen) et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Ont voté non: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen);

M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Paul Helming (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par Mme Anne Brasseur) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par M. Henri Kox) et Henri Kox.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Elo kéime mer dann zu deem Projet de loi, wou den Här Angel schonn hei steet, nämlech de 6094, den Accord tëschent der belsch-lëtzebuergescher Unioun an Drëttlänner iwwert d'Schütze vun Investissementer. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo just agedroen: den Här Hauptert an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

8. 6094 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Jo, Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Dir hutt jo scho gesot, Här President, em wat et geet, a vu dass ech en détailléierte schrëftleche Rapport an der Kommissioun virgeluecht hunn, kann ech mech wierklech elo ganz kuerzfaassen.

Den Objet vun dësem Projet de loi: Do geet et jo, fir Accordé mat zéng Länner ze maachen am Kader vun der UEBL, fir déi géigesäiteg Investissementer ze encouragéieren an ze schützen duerch, zum Beispill, eng Garantie vum sougenannten Traitement juste et équitable vum Investissement oder duerch d'Obtentioun vun der Clause de la nation la plus favorisée.

Déi zéng concernéiert Länner sinn de Bahrain, Äthiopien, Katar, République de Corée, Ruanda, Oman, Colombie, Tadschikistan, Panama a Barbados. Déi zéng Accordé gläiche sech all, et si just verschidde kleng Differenzen, wann déi drëtt Partei - dat Land - dat gefuerdert huet.

D'Préambule definéiert d'Parties contractantes, se beschreift och den Objectif vum Accord. Dat ass also e Renforcement vun der ekonomescher Kooperatioun via d'Realisatioun vun Investissementer. Duerno ginn Terme wéi Investisseur, Investissement, Territoire definéiert. Déi Accordé beinhalten och Dispositiounen, wat d'Protektioun vum Environnement ugeet, den Droit de travail. Déi Accordé si gültig fir zéng Joer. Si kënnen op zéng Joer widderholl ginn. Wa se dénoncéiert géife ginn, sinn awer déi Investissementer, déi scho gemaach gi sinn, fir déi nächst zéng Joer geschützt.

De Statsrot huet säin Accord ginn. En hat sech leider géiert an enger Remarque, déi e gemaach huet. En huet gesot, et wär een Accord - dee mam Katar - net vu Lëtzebuerg ënnerschriwwen ginn. Dat ass do-duerch, dass de Layout vun deem Accord aneschtters war an d'Ënnerschrëft op enger anerer Säit war. Si waren also all ënnerschriwwen. Et huet och e Member vun der Kommissioun gesot, de Statsrot hätt gesot, et géif een net wëssen, wem seng Ënnerschrëft dat war. Ech hunn dat dann nogefrot: Dat war siwemol den Ausseminister an dräimol den Ambassadeur Alfons Berns zu Bréissel.

(Interruption)

Esou, dass se all richteg ënnerschriwwen sinn. Mä mir hätten net missen ënnerschreiwen, Här Henckes, well den Artikel 31 vun där neier Konventioun UEBL vun 2002 seet, dass d'Belsch dat och fir Lëtzebuerg kéint maachen. Mä et ass awer hei alles ënnerschriwwen gewiescht. Dofir kënnst Dir dat roueg hei stëmmen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci. Wéi mer dat gewinnt si vum Här Angel, war dat méi wéi komplett.

Et bleift näischt méi derzou ze soen. Mir kommen also zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss, de Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Mill Majerus), Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Lucien Lux), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), M. Roger Negri et Mme Vera Spautz (par M. Claude Haagen);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Paul Helming (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Jacques-Yves Henckes);

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou décidéiert.

Deen nächste Projet, dee mer diskutéieren, ass de Projet de loi 6116 iwwert d'Statute vun der Agence internationale pour les énergies renouvelables. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Kox an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt nach eng Kéier d'Wuert.

9. 6116 - Projet de loi portant approbation des Statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), faits à Bonn, le 26 janvier 2009

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Approvisionnement mat Energie ass eng vun de gréissten Erausforderungen, mat där eis heiteg Welt konfrontéiert ass. De steigende Verbrauch hei an eisen Industrielänner, d'wirtschaftlech Entwécklung an de Schwellelänner an och d'Wuesse vun der Weltbevölkerung hunn eng grouss Inzidenz op d'Nofro vun Energie.

Mat engersäits der Fro vun der Energiesécherheet, déi domat zesummenhängt, dass déi fossil Energiequellen net onendlech sinn, an anerersäits, dass de Klimawandel nëmmen anzedämmen ass, wa manner CO₂ ausgestouss gëtt, kritt d'Promotioun vun erneierbaren Energien ëmmer méi eng wichteg Roll. D'Flambée vun de Pétrolspräisser an och d'Ofhängegkeet vu ville Länner vun de fossilen Energien ass eng aner Ursach, dass et zu engem Émdenken a Wiessel an der Energiepolitik, net nëmmen an Europa, mä op der ganzer Welt komm ass oder nach komme muss. D'EU huet och schon eng Kéier geholl an hirer Energiepolitik mat der Initiativ 20-20-20, déi ech jo net brauch ze erklären, well Der se all kennt.

Also ass et kloer a logesch, dass d'Zréckgräifen op erneierbar Energien eng vun den Haaptzilen ass, fir dat ambitiëst Zil ze erreechen. De Recours op erneierbar Energie stéisst awer oft op Obstaclé politescher, ekonomescher an technescher Natur. Et ass an deem Kader, wou et noutwendeg ginn ass, eng international Institution ze schafen, déi sech ëm d'Promotioun vun den erneierbaren Energie këmmert.

Um Ursprung vun esou enger Iddi stoungen Eurosolar, wou eise Kollege Henri Kox jo de Lëtzeburger Vertrieeder ass, an och de Conseil mondial pour les énergies renouvelables. D'Agence IRENA, International Renewable Energy Agency, gouf also doropshin am Januar 2009 zu Bonn an d'Liewe geruff. Bei der Grënnungsversammlung waren 124 Staten dobäi. Et hunn der direkt 75 ënnerschriwwen a bis haut huet souguer en Total vun 142 Staten ënnerschriwwen. Iwwerregens och d'EU huet als EU selwer och ënnerschriwwen.

Mir schwätzen also haut iwwert d'Statuten. D'Haaptmissioun vun IRENA geet aus dem Artikel 2 vun de Statuten ervir. Si soll, ech zitieren: «L'Agence encourage l'adoption accrue et généralisée et l'utilisation durable de toutes les formes d'énergies renouvelables (...)» Den Artikel 3 seet, wat erneierbar Energie sinn: d'Bioenergie, Energie géothermique, hydroélectrique, d'Énergies océans, Solarenergie an d'Wandenergie.

IRENA soll e Centre d'excellence gi fir d'Technologie vun den erneierbaren Energien an se soll och d'Roll vun engem Facilitateur, Catalysateur spillen. Et muss eng Base de savoir entwéckelt ginn, politesch Berodung an Technologietransfert solle gefördert ginn. Och d'Berodung a Finanzfroen, d'Stimulatioun vun der Recherche an d'Zesummeschaffen op deem ganze Gebitt solle wichteg sinn.

D'Organer sinn eng Assemblée, e Conseil an e Sekretariat. Wéi déi Organer funktionéieren, kënnst Der am schrëttleche Rapport noliesen. E wichtegen Artikel ass den

Artikel 12 iwwert de Budget vun der Agence: Dee gëtt duerch Contributions obligatoires a Contributions volontaires vun de Länner finanziert. D'Participatioun vu Lëtzebuerg sinn 30.000 Euro pro Joer.

Déi reschtlech Artikelen, dat sinn alles Artikelen - dat kann ech lech erspueren - iwwert d'Immunitéit an iwwert d'Relatioun mat aneren Organisatiounen. De Marcel Oberweis - ech hu mech mat him ofgeschwat - wäert nach e bësse méi am Detail op déi erneierbar Energien agoen. Dofir kann ech dat och spueren.

Mir haten och eng Diskussioun an der Kommissioun iwwert déi Direktiv, déi Lëtzebuerg nach muss bis Enn dës Joers ëmsetzen. Den Här Kox hat do nogefrot, wou mer mat der Ëmsetzung dru sinn. Ech hunn do e ganzt Kapitel an de Rapport bäigesat, dat ech och elo net hei wëll virdroen, dat kann en do noliesen. Ech wollt just soen, dass ech als Vertrieeder vun der LSAP hei den Accord ginn, dass mir mat deene Statute vun där Agence d'accord sinn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci. Ech mengen, den Här Angel war méi wéi kloer an detailléiert iwwert d'IRENA. Ech géif elo wierklech proposéieren, datt mer géifen zum Vote kommen. Ah, den Här Oberweis wëllt onbedéngt nach dozou schwätzen, da kritt den Här Oberweis nach d'Wuert.

(Interruptions)**Discussion générale**

► **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech mech midd maachen, e Rapport ze schreiwen, dann droen ech en och hei vir.

► **Une voix.**- Och e Rapport...

► **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Erlaabt mir am Ufank dem Rapporteur, dem Marc Angel, Merci ze soe fir dee schrëttleche Rapport an och de mëndlech virgedroenen hei.

(Interruption)

Ech wëll just e puer Wuert soen awer, well et ass awer mindestens wäert, dass een nodenkt. Hei an dem Haus gëtt vill geschwat iwwer aner Problemer, déi d'Welt änneren, ob et d'Finanzkris ass oder d'Wirtschaftskris ass. Eng aner Kris, d'Émweltkris, déi dreift d'Mënschen herno nach vill méi ëm wéi d'Geld.

D'Émweltkatastroph, déi sech am Abléck am Golf vu Mexiko ofspillt, huet niewent de Käschten a Milliardenhéicht doriwwer der Mënschheit gewisen, dass et Zäit ass doriwwer nozedenken, wéi mir eisen onmossegen Energiehonger, bis elo Erduelech, Kuel an Erdgas, an der Zukunft decke wëllen. Am Secteur vun de fossilen Energie si mer mat der Tatsach konfrontéiert, dass déi, déi mer do dauernd benotzen, lues a sécher zu Enn ginn. Net fir näischt engagéiere sech ab elo déi grouss Multie schonn eleng an déi erneierbar Energien, déi jo elo am Mëttelpunkt vun eisem Projet de loi stinn.

Mir kënnen soen, dass 2009 dat wichtegst Joer fir d'Entwécklung an der Ausbreedung vun den erneierbaren Energie wor. Virun 53 Joer ass d'Agence vun der Atomenergie gegrënnt ginn. Viru 36 Joer ass déi international Agence fir Energie zu Paräis gegrënnt ginn, déi eis jo dauernd soll Informatiounen ginn iwwert de Verbrauch an iwwert d'Reserven. An d'lescht Joer, de Marc Angel huet et gesot gehat, ass d'IRENA zu Bonn an d'Liewe geruff ginn. Hir Haaptaufgab ass ganz kloer, d'Notzung vun den erneierbaren Energien op dem Weltplang ze promovéieren.

Et ass och ganz gutt, dass de Siège op Abu Dhabi geluecht ginn ass, fir eleng déi, déi am Pétrol- an am Erdgassektor sinn, mat eranzezéien. Mat der Europäescher Kommissioun sinn elo schonn 143 Länner an dese Veräin opgeholl ginn, an de Budget bedréit 13,7 Milliounen. Net vill, mä wat faszinéierend ass: Et sinn eleng 48 Länner aus Afrika a 37 Länner aus Europa Member vun der IRENA.

Wa mir déi gefuerdert Emissiounsreduktiounen vun den Dreifhausgasen tant soit peu bis 2030 erreeche wëllen, da muss mir haut scho vun de fossilen Energie fortommen an eis den erneierbaren Ener-

gien zouwennen. Nëmme mat dese packe mir d'Lutte am Klimawissel, den Challenge Nummer 1 fir ons Gesellschaft.

Dierf ech drop hiweisen, dass eleng am Joer 2008 ronn 120 Milliarden Dollar fir d'Notzung vun den erneierbaren Energien investéiert goufen? Mir hunn am Beräich vun der Solarenergie scho ronn 16.000 Megawatt an am Beräich vun der Wandenergie ronn 121.000 Megawatt opgestallt, Tendenz klammend. Haut eleng scho si Milliounen Aarbechtsplaze an deem opstiewende Beräich entstan. Trotzdem läit den Undeel vun erneierbaren Energie momentan eréischt bei 18% op dem Weltplang. A wann ee bedenkt, dass d'Energie-nofro bis 2050 ëm weider 50% klëmmt, mat falende Ressourcë Kuel, Erdgas an Uelech, da kann ee sech d'Chance vun den erneierbaren Energie gutt virstellen.

Duerch den Émstand, dass IRENA vun 143 Partner gedroe gëtt, kënnst et sécherlech zu groussregionalen a kontinentiwwerspannende Zesummeschlëss an der Notzung vun erneierbar Energien. Notamment hei an Europa si mir schonn amgaangen, duerch d'Veknëppung vun der Offshore-Wandenergie-Zentral un der Ostsee an am Nordmier, de Solaranlagen a Spuenen an a Portugal, souwéi d'Biomassenzentralen a Mëtteleuropa ee formidabelen, intelligente Réseau fir d'elektresch Energie opzebauen. D'IRENA stellt...

(Interruption)

Jo och fir lech, Här Bettel, wann Der wëllt esou gentil sinn, ass Energie och eng interessant Saach, well eleng mam Geld...

(Brouhaha)

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

► **M. le Président.**- Sou, elo lauschtere mer dem Här Oberweis no, well en huet nach eng knapps Minutt.

► **M. Marcel Oberweis** (CSV).- An ech kommen zum Schluss.

(Hilarité)

Ech hu meng Zäit gutt ausgerechent.

D'IRENA stellt also eng Chance fir Europa duer, an och fir Lëtzebuerg. Mir mussen an der Notzung vun den erneierbaren Energien, souwuel heiheim wéi och dobaussen an der Groussregioun, eng eemoleg Chance gesinn. Well mir jo Aarbechtsplaze schafe kënnen, an doriwwer eraus d'Dreifhausgase reduzéiere kënnen, an d'Ofhängegkeet vun deenen Energien, déi ech elo grad genannt hunn, ofbauen.

Dierf ech drop hiweisen, dass d'Energie-agence zu Paräis eng Prognos elo kuerz gemaach huet,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marcel Oberweis** (CSV).- ...laut där 5.000 Milliarden Euroen an de kommenden 20 Joer an dese Secteur investéiert kënnen ginn; eng Chance fir Europa a fir d'Welt?

En effet, IRENA bedeit dës Chance fir all Bedeelegt, well si fir jiddwer Land déi erneierbar Energien ënnerstëtz, déi an deem Land disponibel sinn. Mir hu keng Miereswellenenergie, mir hunn awer anerer, déi mer notze kënnen. Dës Initiativ muss onbedéngt ënnerstëzt ginn. Et handelt sech ëm eng einfach an eng formidabel Win-win-Situatioun fir d'Mënschen an och fir d'Natur.

Duerfir bréngen ech den Accord vun der CSV eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Oberweis, an ech mengen, no där Interventioun bleift wierklech näischt méi. Den Här Kox fillt sech och nach eng Kéier beruff. Den Här Kox kritt nach d'Wuert.

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Här President, ech wëll just drun erënneren, dass Dir zesumme mat de Fraktiounspresidenten den Ordre du jour hei opgestallt hutt, an da musst Der awer esou fair kënnen sinn, deenen Interventiounen, déi elo nach kommen, och mindestens zwou, dräi Minutten nach kënnen ze ginn, fir hire Message kënnen eriwwezeginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Ech wëll dann och mä fréiere Professor Marcel

Oberweis, déi Zäit vum Technikum, och hei ënnerstëtz fir déi gutt Interventioun. Ech wëll och do deem näischt méi zousoen iwwert d'Wichtigkeet vun erneierbaren Energien. Ech denken, dass dese Projet vill opweist, an eng Zukunftstechnologie, déi och an der Debatt vun „Europa 2020“ den Donneschdeg an de Vierdergrond gestallt gëtt. Mä eleng eng Agence wäert eis den Energiewandel u sech net bréngen.

Ech wëll just op zwee Punkten hiweisen. Mir hu wuel eng international Agence. Mir feelt eng oder eis feelt eng europäesch Agence, eng ähnlech Agence, nämlech d'Europäesch Union war an deem Domän federführend. Si war souwuel an der Fotovoltaik, an der Solarenergie, an der Wandenergie, a villen neien Technologie federführend, huet awer dee mëttlerweilen ofginn, an et sinn elo Länner wéi China, et si Länner wéi souguer d'USA, déi hei de Schneid ofkafen, wat d'Entwécklung vun den erneierbaren Energien, wat d'Entwécklung insgesamt vun zukünftige gréngen Technologien ugeet.

Ech hoffen, dass eis Regierung - an do kann ech och bedauern, dass fir dës Regierung d'Kompetenz hei vun deemem Projet an dem Wirtschaftsministère läit, an net am Émweltsministère, well do hätte mer sécherlech méi Initiative kënnen dee Moment erreechen.

Wann ee seet op europäeschem Niveau, da muss een awer och soen op lëtzeburgergeschem Niveau. Dir wësst alleguerten, Lëtzebuerg huet eng Strategie mat ënnerschriwwen, déi do heescht bis 2020 am Energieberäich, sief et bei der CO₂-Reduktioun, 20% an der Effizienz an an den erneierbaren Energien och 20% ze erreechen. A Lëtzebuerg huet den Accord ginn, fir 11% kënnen ze maachen. Déi 11% mussen an enger Strategie festgeschriwwen ginn, an déi sollt dann och vun deser Regierung elo fir den 20. Juni op Bréssel geschéckt ginn.

Déi Strategie, déi och viru kuerzem virgestallt gouf, nämlech den 19. Abrëll an der Chambre de Commerce, wou vill Associatiounen an och Handwerksbetreiber invitéiert waren, ass alles anescht awer wéi ernüchternd. Alles gëtt erëm nom ale Schema vun Fräikafe gemaach. D'Potenzialer, déi hei a Lëtzebuerg sinn, ginn net genuch erschöpft. A mir wäerten erëm och do de Chèquebeidel huelen, fir ze kucken, méiglechst vill kënnen anzekafen.

Mir bedauern dat, dass erëm eng Chance verpasst gëtt, eng Chance, dass mer déi Ofhängegkeet vis-à-vis vum Uelech och hei a Lëtzebuerg verpassen. Mir vermessen d'Chance fir och en Handwerksberäich. Dir wësst alleguerten, dass ganz vill Handwerksbetreiber mëttlerweil an deem Beräich tätég ginn an och do d'Chance op nei zukunftschrähteg Aarbechtsplazen erëm verpasst gëtt.

Ech ginn d'Hoffnung awer net op. Vlächht hält d'Regierung nach déi eng oder déi aner Bemierkung mat an hire Plang a versicht nach eng Kéier dat ze iwwerschaffen, ier et op Bréssel geet. Well, wat mech am meeschten dorunner stutzeg gemaach huet, ass, dass den Tanktourismus an deser selwechter Etüd 2020 nach ëmmer deeselwechten ass wéi elo 2010, dass mer absolut keng Efforte maachen an Energiereduktioun, dass mer keng Efforten an där Etüd maachen, wat d'Effizienz ubelaangt. An duerfir mengen ech, dass mer dat onbedéngt mussen nach eng Kéier iwwerschaffen.

Mir kréie muer héchstwahrscheinlech och d'Geleeënheet, am Kader vun der Debatt iwwert den Nohaltegkeetsprogramm respektiv den Donneschdeg de Mëtteg iwwert d'Entwécklung fir „Europa 2020“, wou dat jo och eng vun de Prioritéite sollt sinn, esou dass ech mech dann awer elo innerhalb vu menge fënnf Minute ka bewegen, an da bréngen ech trotzdem zu deene Kritiken, déi hei am Land lafen, den Accord vu menger Fraktioun fir de Bäitritt zur IRENA.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kox, an domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zum Vote iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procura-tion.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marcel Oberweis), Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Fernand Diederich), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Lucien Lux), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen), MM. Roger Negri et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Paul Helming (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass also esou décidéiert.

Deen nächste Projet de loi, dee mer haut um Ordre du jour hunn, ass de Projet de loi 6121 iwwert d'Meeschterprüfung. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell fest-geluecht a bis elo sinn ageschriwwen: déi Häre Schaaf, Berger, Adam a Gibéryen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Pro-jet de loi, den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

10. 6121 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

► **M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Dese Projet huet als Objet, d'Gesetz vum 11. Juli 1996 iwwert de Meeschterbréif unzepassen. Et ass en éischter techneschen Text, mä e concernéiert trotzdem all Joers zwëschen 900 bis 1.000 Kandidaten am Handwierk. Mir wësse jo, dass d'Handwierk d'Häerzstéck vun der Lëtzebuurger Economie ass, an d'Handwerksmeeschter sinn déi, déi zu engem groussen Deel dat Häerzstéck fonctiounéieren dinn a weiderentwéckelen.

Dëst Gesetz beschäftigt sech fir d'Éischt mat der Organisatioun vun de Coursen, déi jo bekanntlech vun der Handwerker-kummer organiséiert ginn. Et gëtt zum Beispill präziséiert, dass déi Coursen sous forme modulaire ofgehalé ginn, wat et 1996 nach net gouf. Da ginn déi Coursen opgezielt a par rapport zum Gesetz vum 1996 präziséiert. D'Coursé fir d'Meeschterprüfung ginn opgemaach fir Leit, déi sech

weiderbilden an an hirem Beruff perfekti-onéiere wëllen, jee no de Plazen, déi zur Verfügung stinn.

Dann huet et geheescht an der ursprüng-lecher Fassung vum Gesetz, dass d'Cours de pratique professionnelle organiséiert gi selon les besoins. Hei muss ech e bësse méi präzis ginn, well mer op deser Plaz am Gesetz eng Opposition formelle vum Conseil d'État haten. De Statsrot huet nämlech zwou Saache formell ofgelehnt: engersäits, dass d'Cours de pratique pro-fessionnelle géifen organiséiert ginn, wéi et am Gesetz geheescht huet, selon les be-soins, an anersäits huet en och kritiséiert, dass d'Lëscht vun de Beruffer vum Minister - zwëschen Anführungszeichen - „arrê-téiert“ géif.

De Statsrot seet, wéi Der jo bei de Schoul-projeten ëmmer wësst, dass d'Verfassung virgesäit, dass, wat d'Formatioun ugeet, alles muss am Gesetz stoen. Näischt also d'äerf d'Gesetz der Exekutioun iwwerloosen. Dofir huet e proposéiert, dat Wuert „arrêté“ duerch de Minister ze ersetzen duerch „publié“ par le ministre, wat jo da keng Décisioun, mä eng faktuell Mesure wär.

Dann huet de Statsrot gesot, dass d'Cours de pratique professionnelle net - zwë-schent Guillemeten - „selon les besoins“, well dat jo dem Minister géif eng Marge vu Manöver loosse, mä à la demande d'un candidat stattfanne missten. Ons Kommissioun huet sech deem Wonsch vum Statsrot gefügt an dee vum Statsrot proposéierten Text agefügt.

Mir hunn awer gemengt, an dat steet esou am Commentaire des articles, dass et zwar e verfassungsméisseg Recht wär, fir esou Coursen ze kréien, mä dass een esou engem Wonsch nëmme kéint an engem Délai raisonnable nokommen, wann dann e puer Kandidaten zesummekéimen.

D'Chambre des Métiers, déi jo dës Coursen organiséiert, huet sech och zu Wuert gemellt an huet an engem Bréif vum 2. Juni 2010 un d'Madame Minister geschriwwen, bei der Lëscht, déi vun Ministère de l'Édu-cation nationale publizéiert géif, géif et sech ëm all d'Coursen handelen, an net nëmme ëm d'Cours de pratique profes-sionnelle. Et wär also geféierlech, huet d'Chambre des Métiers gesot, fir dës Dier esou wäit opzemaachen, wéi de Statsrot dat proposéiert, well jo d'Mëttele vun der Chambre des Métiers beschränkt sinn an d'Organisatioun vun all deene Coursen eng gross Charge fir d'Chamber ass. An, huet d'Chambre des Métiers gesot, wann dat sech géif erweisen, dass dat vill zousätzlech Chargé fir d'Chambre des Mé-tiers wär, da misst de Stat hëllef mat Suen a mat Personal.

D'Kommissioun huet dës Ängscht vun der Chambre des Métiers vun der Kenntnis geholl, well mer déi wichteg Roll vun der Chambre des Métiers op deem Gebitt kennen an ze wüderge wëssen. Mir hunn am Commen-taire des articles dofir probéiert, op méig-lech Abusen an ze grouss Belaaschtunge vun der Chambre des Métiers hinzeweisen. Et bleift allerdéngs, dass d'Regierung mat deem Text, wéi mer en elo am Gesetz hunn, d'Entwécklung och méi opmierksam verfolge muss, wann eng Dérive duerch esou eng Formulatioun, wéi de Statsrot se proposéiert huet, géif entsto.

Dann nach wëll ech soen, dass d'Gesetz sech och mat der Organisatioun vun den Examen beschäftigt. Fir d'Éischt gëtt de Mindestalter ofgeschaaft, fir un de prak-te-sche Prüfungen deelzehuelen; amplaz dräi Joer, wéi bis elo, muss de Kandidat wéins-tens ee Joer am Beruff geschafft hunn.

Da gëtt och d'Examenskommissioun fir de Meeschterbrevet geännert. Den Direkter vun der Berufsausbildung am Ministère de l'Éducation nationale, deen d'Kontroll vun der Ausbildung als Kompetenz huet, kann net méi zugläich President vun der Exa-menskommissioun fir d'Coursé vun der Or-ganisatioun an der Gestiou vun den En-treprises a vun der Pédagogie appliquée sinn.

D'Examenskommissioun soll an Zukunft vun engem effektiven an engem Ersatz-member pro gepréifte Modul zesumme-gesat ginn. A fir d'Modulë vun de Cours de technologie a vun der Pratique profes-sionnelle soll eng eenzeg Examenskom-missiou pro Beruff agesat ginn.

Wéinst dem Mangel un Experten, sollen am-plaz fënnef elo dräi effektiv an dräi Er-satzmembre vum Minister fir dräi Joer ge-nannt ginn.

Dat sinn, Här President, déi wesentlech Ännerunge vun deemem Projet.

Ech wëll just ofschléissend nach eng Re-marque och à l'adresse vun der Regierung maachen: Déi Form vu Gesetz, déi mer hei stëmme, si jo fir den einfache Bierger an och esouger fir Leit, déi méi wéi en einfache Bierger sinn, net ze liesen.

(Interruption)

Ech menge Spezialisten, déi sech domat ofginn. Se sinn net ze liesen, an dofir dré-cken ech hei d'Hoffnung aus, dass se méi liesbar gemaach ginn doduerch, dass een eng konsolidéiert Versioun vun deem emgeännerte Gesetz vum 11. Juli 1996 esou schnell wéi méiglech virleet, an do-mat ginn ech dann den Accord vun der LSAP zu deemem Gesetz.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot, deen och ganz kloer an détailléiert war. Ech hunn elo hei nach agedroen den Här Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).**- Här Pre-sident, et géif jiddwereen arrangéieren, wa mer no fënnef an enger hallwer Stonn Sitzung géife soen, mir schléissen elo ein-fach of, mä dat wär awer,...

(Interruptions et hilarité)

...hu mer gemengt, net ganz richtig. Och wann dese Projet e klenge Projet ass, ass et trotzdem e wichtige Projet, well et hei ëm ee wichtige Secteur geet an och ëm wichtige Leit geet.

Ech wëll awer fir d'Éischt dem Ben Fayot Merci soe fir säin explizite schrëftlechen a mündleche Rapport, wéi mer dat vun him gewinnt sinn. Mir sinn an enger Zäit, déi jo elo ëmmer beschriwwen gëtt als eng Zäit vun der Kris. An duerfir sinn och all déi Leit, wou déi Kris fir si eng Bedroung duerstellt, Leit, fir déi mer eis sollte ganz besonnesch Suerge maachen.

Mir schwätze jo och vill vu Kompetitivitéit. Och wann an der politescher Diskussioun net jiddwereen deser Kompetitivitéit déi-selwecht Wichtigkeet bäimoost, esou si mer eis awer all bewusst, dass déi kleng- a mëttelstänneg Betriber eng vun den Haaptstaipe vun eiser nationaler Wirtschaft zu Lëtzebuerg sinn, well hei an deemem Sec-teur déi meeschten Aarbechtsplaze ge-schafe ginn an déi meeschte Leit zu Lëtze-buerg schaffen.

An hirer Publicatioun „L'artisanat: chiffres-clés 2009“ vun der Chambre des Métiers kann een noliesen, dass 2009 a 5.300 Be-triiber 72.000 Leit zu Lëtzebuerg geschafft hunn; par rapport zu 2008, esou schreibe se, sinn 260 Betriber derbäikom an et goufen 2.100 Persounen agestellt. Dës Be-triiber sinn - et gëtt eng Rei Kritären, déi se zousätzlech eigentlech gutt beschreiwen - dezentral am Land, bidden Aarbechtspla-zen no bei de Leit, a ville Gemengen do-heem. D'Handwierk ass ee Secteur, dee Leit integréiert vu verschiddene Beruffer, vu verschiddenen Nationalitéiten.

Op där anerer Säit sinn déi Betriber engem internationalen an och regionalen Drock aus-gesat a kënnen sech nëmme duerch ee gutt Ëmfeld, duerch gutt Strukturen an eise-m Land, an awer och duerch héich Qua-litéit vun hiren Produkten, an dat geet nëm-men duerch héich Qualitéit vun der Aus-bildung vun hirem Personal, behaupten. Duerfir kënn der Ausbildung an och dem Meeschterdiplom eng ganz besonnesch Schlësselroll zou. De Meeschter ass dann do dernéist awer och nach deen, dee selwer ausbild - dat d'äerf een och net ver-giessen -, well d'Léierbouwen an d'Gesel-len d'Konscht vun Handwierk bei engem Meeschter léieren.

► **M. André Bauler (DP).**- An d'Léier-meedercher.

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).**- An d'Léiermeedercher. Selbstverständlech, Här Bauler.

Mä well d'Handwierk an d'wirtschaftlecht Ëmfeld sech permanent veränneren, esou

ass et um Gesetzgeber derfir ze suergen, dass d'Ausbildung zum Meeschter deser Entwécklung net hannendruleeft. Mat deem Gesetzesprojet vun haut gëtt et eng Rei Punkten, déi wichtig sinn, zum Bei-spill: datt de Mindestalter verschwénnt, dass een amplaz vun dräi Joer nëmme méi ee Joer am Beruff geschafft huet, dass d'Virbereedungscoursen zum Meeschterdi-plom fir all d'Leit op sinn, dass et och eng Weiderbildungsméiglechkeet ass, dass d'Course modular enseignéiert ginn, dass den Diplôme d'aptitude professionnelle, deen nei ass, unerkannt gëtt, an esou wei-der. Ech ginn net méi op all déi Detailler an, déi de Rapporteur jo beschriwwen huet.

Duerfir wëll ech et kuerz maachen an och zum Schluss kommen. Här President, dese Projet verbessert d'Rahmebedingunge fir den Accès zum Meeschterdiplom. A mir sinn an der Hoffnung, dass doduerjer vill jonk Leit och méi séier kënnen an déi Aus-bildung erakommen, dass se dat och maa-chen.

An der Hoffnung, dass dëst Gesetz ebe vill Handwerker uspornt, fir sech weiderzibil-den, fir de Meeschter ze maachen, sech eventuell eng Kéier selbststänneg ze maa-chen, an der Iwwerzeugung, dass heimad-der dem Handwierk eng Chance fir méi Kompetitivitéit duerch d'Qualitéit vu sen-gem mënschleche Kapital gelescht gëtt, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Jean-Paul Schaaf. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Ber-ger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et handelt sech bei deem virleiende Projet ëm verschidden Adaptatioune vum Gesetz vu '96, deen de Rapporteur schonns ganz détailléiert hei erkläert huet. Och a sen-gem schrëftleche Bericht fanne mer vill Detailler. Duerfir beschränken ech mech op eng, zwou Remarques zu dem Text.

Mir haten et bei deemem Projet, wéi scho bei enger Rei anere Projeten aus dem Domän vum Enseignement, domadder ze dinn, datt de Statsrot net dermat d'accord war, datt verschidden Ausféierunge vum Gesetz sollten iwwer Reglementer ge-maach ginn. Et huet sech dobäi méi spezi-fesch ëm déi Dispositioun gehandelt, datt selon les besoins eng Lëscht vun de Coursen, déi vun dem Ministère per Regle-ment organiséiert ginn, publizéiert gi wären.

De Statsrot huet och zu Recht drop verwi-sen, datt d'Verfassung an hiren Artikel 23 dobäi invoquéiert, an duerfir ëmsou méi d'Noutwendegkeet, datt mer endlech deen Artikel 23 vun der Verfassung sollen änneren. Ech hat dat hei schonns eng Kéier...

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Ech géif lech bie-den, dem Här Berger nozelaschteren.

(Interruption)

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ech sinn och ganz kuerz.

Also nëmme nach eng Kéier de Rappel, datt also d'Aarbechten, déi an där zoustän-neger Kommissioun sinn, déi sech mat der Verfassungsmännerung beschäftigt, och den Artikel 23 do sollen op de Leescht huelen, fir datt dat eis dann och herno méi Souplesse gëtt bei den Aarbechten an de Schouldossieren, datt mer net all Kéiers mussen nei légiféieren, wann een déi eng oder aner Ausféierungsbestëmmunge wëllt änneren.

Meng zweet Remarque betrëfft déi vun dem Artikel 1 (3), dee mer elo dann nom Wonsch vum Statsrot formuléiert hunn, a wou da geschriwwen steet, datt d'Coursen organiséiert ginn «à la demande d'un can-didat». Mir sinn eis jo all am Kloten, datt et net onbedéngt wëschenswäert ass, datt all eenzelne Kandidat, all eenzelnen Interesséierten dat kéint invoquéieren an do fir jiddwer Eenzelne soll e Cours organi-séiert ginn.

Mir waren och an der Kommissioun der Meenung, datt een dat an der Praxis esou kéint ausleeën, datt een dat do awer kéint ganz - wéi soll ech soen? - organiséieren,



datt een dat kéint pro Joer oder all puer Joer organiséieren an domadder awer och mat deem Text duerch de Bësch géif kommen. Et bleift just ze hoffen, datt et herno net esou ass, datt do awer ee Kandidat iwwer eng Gerichtsprozedur ugeet an do eventuell dann herno kéint iwwert d'Gesetz oder iwwert d'Gericht akloen, datt hei misst au sens strict d'Gesetz ausgefouert ginn.

Eng lescht Remarque ass da méi genereller Natur. Mir modifizéieren hei e Gesetz iwwert d'Formation vum Handwiersberuff. An ech wëll nach eng Kéier d'Wichtigkeet vum Handwerk hei ënnersträchen. En Handwerk ass nach wie vor hei zu Lëtzebuerg gëllene Buedem. Och hei zu Lëtzebuerg brauche mer déi Kleng- a Mëttelhandwiersbetreiber; net nëmmen hei, mä och besonnesch hei zu Lëtzebuerg, well si sinn ee vun den Haaptpillere vun der lëtzebuergercher Economie, déi och wäert esou munch national oder international Kris iwwerstoen. E Bäcker, e Mécanicien, en Dachdecker, en Elektriker gëtt ëmmer gebraucht.

Mir hunn duerfir och all Intérêt d'Formation esou effizient wéi méiglech ze gestalten, an och déi jonk Mënsche virun allem derzou ze motivéieren, och en Handwerk unzegoen. Dat gesot, wëll ech hei och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet aginn.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech maachen et kuerz. Ech soen dem honorabele Rapporteur Merci fir säin ausféierleche méndlechen a schréftleche Rapport. Ech hat an der Kommission drop higewisen, datt ech Problemer hätt mat der Formulatioun - wat den Här Berger och elo grad gesot huet -: «Les cours de pratique professionnelle sont organisés à la demande d'un candidat.» An ech froe mech och, ob een net awer eng Kéier do misst emanzipéiert sinn, och vis-à-vis vum Conseil d'État, a Problemer aus dem Wee goen, andeems een d'Problemer mam Conseil d'État unhëlt.

Ech wollt just nach drop opmierksam maachen, datt ech déi Kéier den Avis vun der Chambre des Salariés ganz interessant fonnt hunn, och mat deenen Iwwerleeungen iwwert d'Meeschterprüfung, déi drop hiweisen: éischtens, datt dat nach ëmmer ee ganz wichtige Brevet ass; zweetens, datt sech awer virun allem mam Gesetz, wou mer d'Direktiv 2005/36 vun der CE a Gesetzgebung gefaasst hunn, datt sech do ganz viles geännert huet an datt si am Fong geholl och soen, mer missten och an eiser Législatioun do eng Ännerung maache fir déi Leit, déi zu Lëtzebuerg hir Studien an hir Qualifikatioun maachen. A si soen och zum Schluss an hirem Rapport, datt et vläicht noutwendeg wär, fir och driwwer nozedenken, fir aner Formen ze fannen, wéi ee kéint déi Meeschterprüfung organiséieren.

Ech mengen, dat si Saachen, déi nach eng Kéier op eis zoukommen. Dat Gesetz hei huet jo just eng Rei kleng Ännerungen, an do bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet de loi.

Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Adam Merci. Ech hat verstanen, den Här Gibéryen wär iwwerzeegt vun deem, wat seng Virriedner gesot hunn, esou datt en net méi onbedéngt wëllt intervenéieren. Da kritt elo nach d'Éducatiounsministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres, d'Wuert.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Här President. Ech freeë mech iwwert dee Konsens hei. Wéi zu Recht gesot ginn ass, d'Handwerk ass wichtig, an d'Meeschterprüfung ass den Diplom par excellence vum Handwerk. Et ass och en Diplom, deen och en héije Stellewäert huet, duerfir freeën ech mech, dass all Joer esou vill Leit sech aschreiwen, fir an där Formation matzemaachen a sech och dem Exame stellen. An duerfir, och wann dat hei kee groussen

Text ass, geet en awer pro Joer vill Leit opes un. E concernéiert also vill Leit, wéi den Här Fayot dat a sengem exzellente Rapport iwwregens gesot huet.

Et sinn effektiv technesch Adaptatiounen: Den Accès soll méi einfach ginn; d'Formulatioun vun de Coursë gëtt geännert; déi modulär Organisatioun, d'Examenskommissioun ginn allégéiert. Dat ass, kann ee soen, en Toilettag vum Text a vum Examen, oui dass et eng grouss Reform ass.

Deen eenzege Sujet, dee mer effektiv eréischt méi kontrovers diskutéiert hunn, dat ass deen: Wéini gëtt e Cours organiséiert? Do hu mer de Conseil d'État suivéiert, well dee gesot huet: Wann ee Kandidat eng Demande mécht, muss de Cours organiséiert ginn, oui ze soe wéini, well dat, de Moment jiddefalls, den Accès zum Droit d'établissement gëtt, well een eng Meeschterprüfung muss hunn, fir sech kënnen a verschidene Beruffer ze instaléieren. Et geet also net un, dass een deen Accès refuséiert kritt.

Ech wëll hei just dat Engagement huelen, dass mer ganz attentivement wäerte suivéieren, wéi dann elo d'Situatioun ass, wéi dat sech entwéckelt. Ech mengen net, dass haut dat lescht Kapitel geschriwwen ginn ass an der Reform oder der Èmännerung vun der Meeschterprüfung, mä ech versprechen, dass ech dat ganz attentivement wäert suivéieren.

An natierlech wäerte mer dem Här Fayot senger Demande entgéintkommen an e konsolidéierten Text publizéieren, deen da lisibel ass fir d'Netspezialisten, obschonn ee muss drun erënneren, deen eenzege Text qui fait foi, dat ass deen, deen hei am Parlament gestëmmt ginn ass. Mä ech mengen, fir d'Libilitéit, fir d'Netspezialisten ass et awer wichtig en Text ze hunn, an deem se sech och kënnen erëmfannen.

Dat gesot, soen ech Merci fir déi breet Zoustëmmung.

► **M. le Président.** - Merci och fir d'Éducatiounsministesch. Domadder wäere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. De Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Félix Eischen), Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Lucien Lux), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri et Mme Vera Spautz (par M. Claude Haagen);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. André Bauler), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par M. Claude Adam) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Jacques-Yves Henckes).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zu eiselem leschte Punkt vum Ordre du jour, enger Motioun vum Här Claude Adam iwwert d'Medien-erzéiung an de Schoulen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

11. Motion N°1 de M. Claude Adam sur l'éducation aux médias dans l'enseignement fondamental et secondaire

Exposé

► **M. Claude Adam (déi gréng), auteur.** - Merci, Här President. Ech wëll d'Motioun net méi nach eng Kéier ganz virstellen. Mir hate se jo schonn eng Kéier hei an der Chamber. Si ass zréck an d'Kommissioun gaangen. Si huet den Tour gemaach an der Éducatiounskommissioun. Do war se telle quelle akzeptéiert gi vun de Memberen. Dunn ass se awer och an d'Familljekommissioun gaangen.

An der Familljekommissioun hu mer op Impuls vum President vun der Familljekommissioun zwee Tirete bäigesat. Ech ernimmen déi eng Kéier. Hei steet: «à étendre l'éducation aux médias», an dann zousätzlech: «à l'accueil éducatif des enfants et des jeunes dans les maisons relais et les maisons des jeunes» An de leschten Turet: «à promouvoir l'information et la formation des parents et des représentants légaux en matière d'éducation aux médias».

Dat war de Wonsch vun der Familljekommissioun. Dat huet och menge Gefüller entsprach, esou datt ech dat gutt fannen. An ech mengen, déi Motioun kéinte mer esou duerchhuelen. Ech géif lech allerdéngs och bieden, wann Der am zweeten Turet am Verb géift eng Endung korrigéieren. Déi steet falsch hei.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

- que l'utilisation de l'Internet et d'autres technologies de communication offre à tous les citoyens, jeunes et adultes, de grandes possibilités, notamment de participer, d'intégrer et de créer;

- que d'un côté les risques et abus que permet l'utilisation des médias et de l'Internet continuent à exister et que de l'autre côté il est important d'encourager les citoyens à exploiter les possibilités qu'offrent l'Internet et les autres technologies de communications;

- que l'acquisition d'une bonne «media literacy» paraît être une bonne mesure de protection contre toutes sortes d'abus médiatiques;

- que la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental définit l'éducation aux médias comme «intégrée dans les différents domaines»;

- que le plan d'études de l'enseignement fondamental ne cite l'éducation aux médias que pour un seul cours à option, à savoir l'éducation morale et sociale;

- que dans nos lycées l'éducation aux médias reste également limitée à des cours à option;

- que le rapport de l'ORK conclut à la nécessité d'élargir systématiquement l'éducation aux médias à tous les niveaux de l'enseignement scolaire,

invite le Gouvernement

- à étendre l'éducation aux médias à tous les niveaux de l'enseignement fondamental et secondaire ainsi qu'à l'accueil éducatif des enfants et des jeunes dans les maisons relais et les maisons des jeunes;

- à inscrire l'éducation aux médias dans les différents plans éducatifs et de définir des compétences minimales à acquérir aux différentes étapes du parcours scolaire;

- à encourager l'intégration de l'éducation aux médias à la formation initiale et continue de tous les professionnels du secteur éducatif et socioéducatif;

- à promouvoir l'information et la formation des parents et des représentants légaux en matière d'éducation aux médias.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Eugène Berger, Jean Colombera, André Hoffmann.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. Ech mengen, déi Motioun gëtt hei vun der gesamter Chamber gedroen. Ech mengen och net, datt nach d'Éducatiounsministesch sech wëll dozou äusseren, esou datt mer kënnen à main levée doriwver ofstëmmen.

Vote

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn.

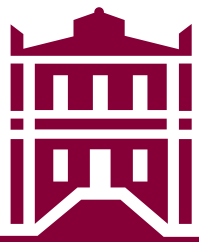
Da soen ech lech Merci. De Punkt ass ofgeschloss. Domadder si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm, an d'Chamber kënt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.42 heures)

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

- Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz
-
- Zu Biver an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- An der Gemeng Biermereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- An der Gemeng Conter um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz
-
- Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- An der Gemeng Hiefenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- An der Gemeng Miedernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz



Sommaire

- 6117 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Hauptert
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6129 - Débat d'orientation relatif à l'avant-projet de Plan national de développement durable
 - Exposé: M. Fernand Boden (dépôt d'une résolution)
 - Débat: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. Camille Gira, M. Jean Colombero, M. André Hoffmann, M. Ben Scheuer, M. Claude Haagen
 - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Eugène Berger lui pose une question)
 - M. Camille Gira, M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur la résolution1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Als éischte Punkt vun eiseu Ordre du jour vun haut de Mëtten hu mer de Projet de loi 6117 iwwert d'TVA. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. An et huet sech bis elo just den Här Claude Meisch ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Hauptert. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

1. 6117 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Norbert Hauptert** (CSV), rapporteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6117 huet als Objet engersäits d'Regel vun der Bestëmmung vum Débiteur vun der TVA op dem Handel vun den CO₂-Emissionszertifikater bannent eise Grenzen ze änneren, an anerersäits kleng Ongereimtheeten, déi sech bei der Ëmsetzung an eis Nationalléigislatioun vun der Direktiv Paquet TVA an eist TVA-Gesetz ageschlach hunn, aus dem Wee ze raumen.

Wat deen éischte Punkt ubelaangt, wéilt ech kuerz op de Prinzip vun der Bestëmmung vum Débiteur vun der TVA op dem Handel vun de Wueren an Déngschtleeschunge bannent den nationale Grenzen agoen, an och erkläre wat d'Problemer sinn, firwat eng Derogatioun zu deem Prinzip, wat verschidde Wueren, esou zum Beispill d'CO₂-Emissionszertifikater ubelaangt, proposéiert gouf.

De Prinzip ass deen, datt am Wuere-respektiv Déngschtleeschungshandel bannent engem Land d'TVA nom System vun dem Paiement fractionné bezuelt muss ginn. Dat heescht, all Verkeefer stellt dem Keefe d'TVA a Rechnung a bezilt déi encaisséiert TVA un d'Verwaltung weider.

Ass de Keefe en Endkonsument, dann huet hien d'TVA zu senger Laascht; ganz normal, well d'TVA ass jo am Fong geholl eng Steuer op dem Konsum. Ass de Keefe awer keen Endkonsument, da kann deen

déi bezuelten TVA bei der Verwaltung zrëckfroen. Mir schwätzen nach vun der TVA en amont déductible oder remboursable. Dat ass notamment de Fall, wann d'Wueren an d'Ausland exportéiert ginn. Souwäit wat de Prinzip ubelaangt.

Wat de Problem ugeet, esou hu verschidde Liwwerante folgende System ausgeklügelt. Deen éischte Verkeefer huet d'TVA bei sengem Keefe encaisséiert an ass vun der Bildfläch verschwonnen, ouni d'Steier un d'Verwaltung ofzeliwweren. De Keefe huet gemaach wéi wann en net am Bild wier an huet, an dat ganz am Aklang mam Gesetz, bei der Verwaltung de Remboursement vun der Steuer ugefrot an och kritt.

D'Verwaltung huet also e Remboursement vun enger Steuer gemaach, déi se ni encaisséiert huet. Dëse Bedruch nennt een „fraude carrousel“. Iwwert dee Wee sinn an der EU den eenzelne State schätzungsweis eng zéng Milliarden Euro un TVA verluergaangen.

Fir deem opzehéieren, huet eng EU-Direktiv d'Méiglechkeet geschaf fir bei verschidene Wueren, enner anerem dann och déi CO₂-Emissionszertifikater, den Débiteur vun der TVA net méi nom Prinzip vum Paiement fractionné ze bestëmmen, mä nom Mécanisme vun der Autoliquidatioun. Dat heescht, datt nëmme dee leschte Verkeefer an der Kette vun den Transaktiounen d'TVA a Rechnung stellt an dann och un d'Verwaltung ofliwwert.

Bezilt deen d'Verwaltung net, dann ass de Verloscht fir d'Verwaltung nëmme eemoleg, wou se bei der Liquidation fractionnée duebel war. Engersäits huet d'Verwaltung keng TVA akasséiert, an anerersäits huet se awer nach missen d'TVA rembourséieren.

Dës Derogatioun zum Prinzip huet eng Ännerung vum Artikel 26 vum TVA-Gesetz verlaangt, déi mat deemem Projet virgeholl gëtt. De Statsrot an d'Chambres professionnelles hunn hiren Accord zu deem Projet ginn. D'Chambreskommissioun huet mäi Rapport eestëmmeg ugeholl a schléit der Chamber vir, den Text esou ze stëmmen, wéi en hei virleit.

Ech bréngen heimat den Accord vun eiser Fraktioun zu deem Text an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Rapporteur Norbert Hauptert Merci. Et gëtt mer gemellt, datt den Här Meisch net méi zu deem Projet wëllt intervenéieren. D'Regierung och net. Esou datt domadder d'Diskussioun ofgeschloss wär a mer direkt zum Vote iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmme.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6117 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Mill Majerus), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert (par M. Fernand Boden) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler (par M. Fernand Etgen), Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zur Orientéierungsdebatt iwwert den Avant-projet de Plan national de développement durable. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Berger, Negri, Gira, Colombero, Hoffmann, Scheuer an Haagen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Fernand Boden als President vun der Nohaltegkeetskommissioun. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

2. 6129 - Débat d'orientation relatif à l'avant-projet de Plan national de développement durable

Exposé

► **M. Fernand Boden** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert lech an där nächster hallwer Stonn den Avis vun der Nohaltegkeetskommissioun zum Avant-projet vum Nationale Plang fir nohaltege Entwécklung presentéieren. A fir net all Kéiers mussen deen zimlech laangen a komplizéierten Numm „Plan national de développement durable“ ze soen, wäert ech dat vun elo un, wéi dat och üblech ass, mat PNDD ofkierzen.

Ech mengen, et brauch ee sécher kengem heibanne méi d'Iddi vum Développement durable, also vun der nohalteger Entwécklung ze erklären. Wéi Dir all wësst, geet et drëm, d'Ëmwelt an déi natierlech Ressourcen ze schützen, se ze erhalen, fir datt och déi zukünfte Generationen nach kënnen dovunner profitéieren. Fir datt dëst ka klappen, mussen équilibréiert Moossnamen an de Beräicher vun der Ëmwelt, vun der Economie, mä och dem Soziale geholl ginn.

Erlaabt mer vläicht kuerz hei fir d'éischt op de legislative Kader anzegoen, an deem mer eis hei bewegen. Dëse Kader gouf festgeluecht duerch d'Gesetz vum 25. Juni

2004 iwwert d'Koordinatioun vun der nationaler Politik vun der nohalteger Entwécklung. Dëst Gesetz huet kloer Strukturen definéiert, andeem se de Conseil Supérieur pour le Développement Durable, also den CSDD, an d'Commission Interdépartementale pour le Développement Durable, den CIDD, an d'Liewe geruff huet.

Zousätzlech huet d'Gesetz vun 2004 eng ganz Rei vun Instrumenter geschaf, ënnert deenen och de PNDD ass. Dëse Plang gëtt all véier Joer vun der Regierung opgestallt an hie muss déi prioritär Beräicher festhalen, an deene muss eppes ënnerholl ginn. Déi konkret Objektiv an och déi konkret Aktiounen, déi virgesi sinn an der Perspektiv vun der nohalteger Entwécklung, mussen an deem Plang prezisiéiert ginn.

An all zwee Joer muss en nationale Rapport iwwert d'Ëmsetzung vun der Politik vun der nationaler Entwécklung gemaach ginn. Dëse Rapport soll objektiv a wëssenschaftlech beschreiwen, wéi d'Situatioun hei am Land ass a wéi eng Léieren een aus där Situatioun kann zéien.

An deem Rapport sinn och d'Indicateure vun der Nohaltegkeet ze fannen. Si sinn e wichtegen Utensil fir d'Fortschrëtt, déi gemaach gi sinn, kënnen ze moossen. Et ginn haut 27 Indicateuren a si sinn eng éischte Kéier 2002 publizéiert ginn.

Ech wëll och drun erënneren, datt de Regierungsrot am Mee 1999, virun also eppes méi wéi zéng Joer, en éischte PNDD ugeholl hat. Heibäi huet et sech ëm e Plang fir d'Ëmsetzung vun den Deklaratiounen vun der UNO-Konferenz zur Ëmwelt an der nohalteger Entwécklung vun Rio de Janeiro aus dem Joer 1992 gehandelt. D'Objektiv vum 99er Plang, déi haten awer leider kee juristesche contrainante Wäert. Se goufe just als Leitlinien ugesinn, fir an där nohalteger Entwécklung weiderzecommen.

Den Avant-projet vum PNDD, iwwert dee mer elo schwätzen, ass de 6. März 2009, also nach vun der viregter Regierung, am Regierungsrot ugeholl ginn. En ass den 29. Juli 2009, also e puer Deeg nodeem datt déi nei Regierung ugetratt war, un d'Chamber weidergeschéckt ginn. Den Artikel 1, Paragraph 3 vum Gesetz 2004 gesäit vir, datt d'Chamber soll en Avis zu deemem Avant-projet ofginn. En Avant-projet, deen am Fong vum Comité interministériel ausgeschafft gëtt an da vum Regierungsrot guttgeheescht ginn ass.

D'Nohaltegkeetskommissioun ass vun der Chamber aus beoptragt ginn, fir deesen Avis auszeschaffen. A well d'Kommissioun, gradesou wéi och d'Regierung, der Meinung war, datt eventuell Konklusiounen vun der Konferenz vun Kopenhagen am Dezember 2009 sollten an der Chamber hiren Avis mat afleissen, gouf festgehalten, datt deesen Avis net wéi u sech virgeschriwwen no véier Méint misst un d'Regierung goen, mä datt et do eng kleng Verzögerung vun e puer Méint dierft ginn.

An op Wonsch vun der Conférence des Présidents diskutéiere mer haut hei öffentlech iwwert deesen Avis, ier en dann un d'Regierung weidergeleet gëtt.

Ech hunn net d'Zäit, fir op dee gesamten Oflaf vun den Aarbechten an der Kommissioun anzegoen. Ech invitéieren duerfir jiddwereen, deen dat interesséiert, fir dat am schréffleche Rapport am Detail nozeliesen. Ech wëll awer e grouse Merci soen, besonnesch dem Kommissionsmember Marcel Oberweis, deen e Pabeier virgeluecht hat, deen als Diskussionsbasis gedéngt huet, fir eisen Avis auszeschaffen.

Den 21. Abrëll vun deem Joer huet d'Nohaltegkeetskommissioun deesen Avis ugeholl. Ech hunn als President vun der Kommissioun versicht, fir e méiglechst breede Konsens fir dës Prise de position ze kréien. Dat ass och schlussendlech no laangen Diskussiounen de Fall gewiescht. An ech soen alle Membere vun der Kommissioun Merci fir hir konstruktiv, hir aktiv Mitaarbecht zu deem Avis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer kuerz, datt ech en Iwwerbléck gi vun deem, wat am Avant-projet steet.



Fir d'alleréisch gi fënnf Grondprinzipie festgehalen, op deenen d'nohaltege Entwécklung sech muss baséieren. Dës fënnf Grondprinzipie sinn: de Respekt vun der Rechter vun den zukünftege Generatiounen - wat wesentlech ass -; zweetens, d'Liewensqualität an déi perséinlech Entfaltung; drëttens, de Respekt vun den ökologeschen Grenzen a Limiten a vun der Regeneratiounscapacitéit vun der Natur; véiertens, de Schutz vun der sozialer Kohésion; a fënneftens, den ekonomeschen Wuelstand.

Duerno geet dann den Avant-projet op 14 Tendenzen an, déi als net nohaltege definiéiert ginn. Ech hunn do och net d'Zäit, fir op dës Plaz op déi 14 Tendenzen alleguer anzegoen. Ech invitéieren och do dat am Avant-projet vum PNDD oder am schréffleche Rapport nozeliesen. Ech wëll just zwee Beispiller ginn: Dat ass d'Iwwerbenetzung vun den natierlechen Ressourcen an de Verloscht vun der Biodiversitéit duerch eng net nohaltege Produktioun a Consummatioun, an dann och den onkontrolléierte Klimawandel, besonnesch duerch e wuessende Verbrauch vun Energie. Dat sinn also zwou Tendenzen, déi festgestallt gi sinn als net nohaltege.

Dann a sengem zweete Kapitel, do probéiert den Avant-projet vum PNDD festzelle wéi een eng gutt Liewensqualität fir Lëtzebuerg garantéiere kann. Heifir zielt en dann 89 Handlungsobjektiver op. E proposéiert 155 Moosnamen. Dës 155 Moosnamen sinn op 18 Qualitätsobjektiver opgedeelt. An ech verweisen och do fir den Detail op de PNDD an op de schréffleche Rapport vun der Kommissioun.

Ech wëll och do zwee Beispiller nennen, fir ze weisen, dass déi Tendenz vun nohalteger Entwécklung an am Fong déi Qualitätsobjektiver mateneen zesammenhängen. Ech géif also als Beispill vu Qualitätsobjektiver hei just en Hiweis ginn op déi nohaltege Notzung vun den natierlechen Ressourcen an de Schutz vun der Biodiversitéit op eng nohaltege Produktioun a Consummatioun, an dann och op de Klimaschutz an d'Andämmung vun den Effete vum Klimawandel fir d'Gesellschaft an och fir d'Ëmwelt.

Här President, léif Kolleegen, am Folgende wëll ech dann op d'Kommentaren agoen, déi eis Kommissioun an hirem Rapport festgehal huet. Fir d'alleréisch hu mer emol festgestallt, dass den Avant-projet vum PNDD e ganz wäertvollt Dokument ass mat enger ganzer Rei vu ganz interessante Proposen. Mir sinn an der Kommissioun der Fro nogaangen, ob de PNDD den Erwaardunge gerecht gëtt, ob en déi richteg Pisten opzeechent, fir eng méi nohaltege Politik hei am Land ze maachen.

Fir unzefänken hu mer probéiert opzezielen, wat dann déi positiv Punkte vum Avant-projet vum PNDD wäeren. D'Kommissioun begréisst ausdrécklech, esou wéi dat da jo och den CSDD a sengem Avis gemaach huet, den éischten Deel vum dem PNDD, an deem déi net nohaltege Tendenzen opgeluecht goufen. Hei ginn op eng, géif ech soen, ganz pragmatesch Aart a Weis déi Problemer erausgehewen, mat deene Lëtzebuerg sech an noer Zukunft muss befaassen.

Doniewent huet d'Kommissioun op dräi Punkten higewisen, déi an hirem Aen op eng exemplaresch Aart a Weis behandelt goufen, dës souwuel vun Auteuren vum Avant-projet wéi och vun de politeschen Responsabelen. Ech wëll dës dräi Punkten hei dann ernimmen an e bëssen erläutere.

Dat éischt ass d'Informatioun an d'Sensibiliséierung vun de Bierger. D'Gesetz vum 2004 hält fest, dass de Minister muss derfir suergen, dass den Avant-projet vum PNDD beschméiglech bekannt gemaach geet, dass e verbreet gëtt an dass d'Populatioun zu dësem Sujet och consultéiert gëtt. A grad dës Consultatioun vun der Bevëlkerung war an ass an den Ae vun der Chamberskommissioun extrem wichteg. Si gesäit dat als en zentraalt Element vun der Virbereedung vum PNDD un.

D'Kommissioun huet dann och zu hirem Zefriddenheet festgestallt, dass hei verschidden Aktivitéite stattfonnt hunn. Esou gouf den Avant-projet vum PNDD um Site vum Ministère publizéiert, et goufen Annoncen an der Press geschalt an de Minis-

tère hat och e Stand op der Ökofoire. Des Weidere sinn dräi Table-rouden organiséiert gi mat der Zivillbevölkerung, éier den Avant-projet vum PNDD finaliséiert ginn ass.

D'Kommissioun hält awer och drop, dass muss versicht ginn de Grand public, also déi ganz Bevëlkerung mat an dës Diskussioun anzebannen, an zwar dat iwwert de Wee vun enger Sensibiliséierungscampagne, an där eventuell och déi kulturell Dimensioun vun der nohalteger Entwécklung kéint ervaerhewen ginn.

Den zweete positiven Aspekt, dat ass d'Schafe vun engem Partenariat fir d'Ëmwelt an d'Klima. D'Kommissioun huet eestëmmege d'Iddi guttgeheescht dës Partenariat op d'Been ze setzen, deen all déi concernéiert Akteure regruppéiert, sief et vum Stat, dem Patronat, de Gewerkschaften, de Gemengen oder och den ONGen aus dem Secteur.

Dës Partenariat gesäit vir, dass en zweeten nationalen Aktiounsplang fir d'Reduktioun vun den Zäregase soll ausgeschafft ginn, mat dem Zil d'Objektiver vu Kyoto ëmzesetzen. Des Weidere soll en nationale Plang, sech un d'Konsequenze vum Klimawandel ze adaptéieren, bis Enn 2011 preparéiert ginn. Op deem Wee kënnen konkret Moosnamen am Kampf géint d'Äerderwärmung geholl ginn, an zousätzlech kann iwwert dës Partenariat d'Consultatioun vum Public weidergefouert ginn, wann de PNDD bis ugeholl ass.

Dat drëtt positivt Beispill, dat ass d'Politik vun der Regierung am Kader vun der nationaler Strategie vun der Erzéiung zur nohalteger Entwécklung. Fir dass wierklech eppes ka geschéien am Beräich vun der nohalteger Entwécklung, ass et absolut notwendeg, dass dës Iddi sech an de Käpp vun de Leit verankert. Nëmme da kann e globaalt Ëmdenken an alle Beräicher vun eisem alldeeglechen Liewe stattfannen.

Duerfir begréisst d'Kommissioun déi prioritär Moosnamen fir d'Schafe vun enger nationaler Strategie vun der Éducation au développement durable, déi de Regierungrot de leschte 5. März op de Wee geschéckt huet. Schonn am Mee vum leschte Joer hat d'Regierung sech averstane gewisen, d'Dimensioun vun der nohalteger Entwécklung an der schoulescher an och an der ausserschoulescher Erzéiung ze integréieren. Heifir gouf e Comité interministériel geschaf. Dës Comité huet eng Strategie ausgeschafft, déi sech an der Perspektiv vum „lifelong learning“ areit an déi sämtlech Liewenstranché vu Kandesalter bis zum Erwuessene mat abënnit.

Dës Strategie gëtt och eng Rei vu Pisten un, wou ee kann usetzen. Ech wëll just zwee Beispiller duerfir erauspicken: d'Entwécklung vun engem Réseau fir d'Zesummenaarbecht vun deene verschiddenen Akteuren, an d'Integratioun vun der Erzéiung zur nohalteger Entwécklung um Niveau vum Enseignement formel, also de Schoulen, den Héichschoulen an der Formation continue, an awer och um net formellen Niveau wéi an de Maisons relais, den ONGen an anere Gremien.

D'Éducation au développement durable wäert sech duerch eng kompetenzorientéiert Approche charakteriséieren a passt vun dohier gutt zur rezenter Schoulreform. D'Kommissioun war der Meenung, dass dës Initiativ sech gutt areit a gutt abanne léisst an d'Ausschaffe vum PNDD.

Ech wëll dann elo kuerz op déi negativ Punkte vum PNDD agoen.

D'Kommissioun fënnit et net gutt, dass et éischters keng Hierarchie gëtt an deenen 155 proposéierte Moosnamen; den Avant-projet keng Échéancé virgëtt, fir dës Moosnamen ze verwickelen; den Avant-projet net am Kader vun enger integréierter Politik ausgeschafft gouf - et huet een heiansdo d'Impressioun, verschidde Ministèren hätten hir Contributioun een niewent deem anere virgeluecht -; de PNDD seng Iwwerleeungen net bis zum Schluss denkt, en also net ganz duerchgeduecht ass. D'Problemer ginn heiansdo ugedeit an ugewisen, et feelen awer oft Léisungsusätz.

Den Avant-projet ass gréisstendeels virun der Wirtschaftsa- a Finanzkris ausgeschafft ginn an dréit leider den negativen Entwécklung vum den zwee leschte Joren net

Rechnung. Fir dass mer awer wëssen, wou mer dru sinn, muss mer zum Beispill déi nei Aarbechtslosenzuelen an deen neie Wirtschaftswuesstum oder Netwirtschaftswuesstum onbedéngt mat berücksichtigen. Hei ass et also noutwendeg, dass déi nei Regierung den Avant-projet iwwerschaft an dëser Situatioun och upasst.

Déi lescht Indicateure vun der nohalteger Entwécklung sinn aus dem Joer 2002, hunn also aacht Joer um Bockel. Hei ass et néideg, dass aktualiséiert Indicateuren ausgeschafft ginn, deene ka Rechnung gedroe ginn an dësem zweete PNDD.

Et feelt eng kritesch Evaluatioun vum éischte PNDD, well duerch eng gutt Evaluatioun kann een nämlech évitéieren, dass dëselwecht Feeler nach eng kéier gemaach ginn.

Wéi scho gesot, begréisst d'Chamberskommissioun ausdrécklech déi geplangten Initiativ vum Partenariat. Heiduerch gëtt och op d'Kritik vum CSDD reagiert, deen e Manktum u Visiounen ugeprangert hat. D'OCDE hat d'ailleurs och an hirem Avis vum 31. März déi nämleche Kritike formuléiert.

D'Chamberskommissioun fënnit et och net gutt, dass den Avant-projet vum PNDD net systematesch op bestehend Pläng a Programmen an deene verschiddene Beräicher hiweist, well dës Pläng a Programmen hunn oft konkret opgeléschten Objektiver an och konkret Échéancen, déi mussen respektéiert ginn.

Och wann ech elo hei eng ganz Rétsch vu Kritiken opgezielt hunn, ass et esou, dass verschiddener vun deene grad opgefëierte Punkten am Laf vun eisen Aarbechten an der Kommissioun, an an deene villen Diskussiounen mat der Regierung - ech soen iwwerens Merci fir déi konstruktiv Diskussiounen, déi mer an der Chamberskommissioun haten -, dass déi also do bei dësen Diskussiounen nuancéiert gi sinn. Et ass jo effektiv esou, dass dës net den definitive Plang ass. Et ass en Avant-projet de plan, deen als Diskussiounsbasis soll dëngen, fir deen definitive Plang auszeschaffen.

Des Weidere sinn och schonn an der Lescht eng ganz Rei vu Schrëtt ënnerholl ginn, déi zur Verbesserung vum zukünftege PNDD wäerte bäidroen. Esou ass zum Beispill d'Regierung amgaangen, mat Eurostat nei Indicateure vum Développement durable auszeschaffen. Heifir verweisen ech op de Regierungsprogramm, deen och nach festhält, dass en alternative PIB, also e „PIB vert“ vum Statec soll berechent ginn, fir also net nëmme dem ekonomeschen Wuesstum, mä och aneren Aspekter vum Wuesstum kënnen besser Rechnung ze droen an déi kënnen besser ze moossen.

Des Weidere gouf ënnerstrach, dass eng éischt Evaluatioun vum PNDD am Kader vum éischte Rapport national am Joer 2006 geschitt ass an dass dës Rapport am Fong och als Basis gedéngt huet fir d'Ausschaffung vum neie PNDD.

D'Definitioun vun de Prioritéiten an hir Ëmsetzung souwéi och d'Festleeë vun Échéancen an d'Evaluatioun vum éischte PNDD, déi wäerte breet diskutéiert ginn am Kader vum Partenariat fir d'Ëmwelt an de Klima, deen ech jo positiv erwähnt hunn. D'Regierung ass sech - a si huet dat och zouginn - der Tatsaach bewosst, dass d'Échéancen an d'Prioritéiten am Moment nach am Plang feelen. De Wonsch ass och geäussert ginn, dass d'Chamberskommissioun soll an där Prise de position, déi ech elo amgaange si virzedroen, dass déi soll och mat agebonne ginn an d'Propositioun vu Prioritéiten.

Ech wëll versichen, dass elo verschidde Virschléi vun der Kommissioun zur Hierarchiséierung vun de Prioritéiten duerzelleen. Och wann ech elo d'Suggestiounen vun der Kommissioun a verschidde Politikfelder wäert ënnerdeelen, ass et awer esou, dass d'nohaltege Entwécklung ëmmer muss als e Ganz, als eppes Integréiert ugesi ginn.

Ech maachen dann e puer Suggestiounen zur ekonomescher Politik. De Klimaschutz ass net nëmme eng Noutwendegkeet vum ökologeschen Standpunkt hier, mä wäert dat mëttelfristeg och vum ekonomeschen Standpunkt hier ginn, an aus dësem Grond schléit d'Nohaltegekeetskommissi-

sioun der Regierung folgend Moosnamen vir, deene se soll eng Prioritéit ginn: den Ausbau vum Secteur vun den Ökotechnologien, an dat mam Appui vu verschiddene Ministèren, vu CRPen, vun Héichschoul a Fuerschung; d'Entwécklung vun enger Wirtschaftspolitik, déi déi sougenannten „Croissance verte“ stimuléiert - Wuesstum an d'Suerg ëm d'Ëmwelt, déi kënnen net méi getrennt betruecht ginn, si mussen gemeinsam ënner d'Lupp geholl ginn -; d'Promotioun vu regionale Wirtschaftscircuiten, fir déi lokal an ökologesche Produiten ze ënnerstëtzen; de Finanzsecteur soll encouragéiert ginn, an ëmweltfrëndlech Projeten ze investéieren; d'Nodenken iwwer eng nohaltege Steuerreform hei zu Lëtzebuerg, woubäi natierlech och déi Problematik vum Tanktourismus, déi sécher hei wäert haut ugeschwat ginn, muss analyséiert ginn a gegebenefalls och iwwerduecht ginn.

E puer Suggestiounen zur Energiepolitik: D'Kommissioun huet festgestallt, dass oft schéngt vergiess ze ginn, dass an e puer Jorzéngten d'Reserve vu Gas a Pétrol wäerten erschöpft sinn. Aus dësem Grond muss ee seng Iwwerleeungen an der Energiepolitik dorop fokusséieren, wéi een engersäits Energie spueren a méi effikass notze kann, a wéi een och anerersäits verstärkt op den Ausbau an d'Notzung vun erneierbaren Energie setze kann.

Aus Zäitgrënn well ech nëmme ganz kuerz stéchwuertarteg d'Suggestiounen vun der Kommissioun hei resuméieren: éischters, Weiderféiere vun engem Strategieplang zur Efficacité énergétique; Ofschluss vun engem Pakt mat de Gemengen am Beräich vum Klimaschutz; Etüd vum Potenzial vun den erneierbaren Energien hei am Land an och d'Ausschaffe vun dësem Potenzial; Verstärkung vun der Energieberodung op nationalem, op regionalem an och op kommunalem Plang, besonnesch duerch „myenergy“; Ausbau vu spezielle Moosnamen, fir Passiv- an Niddregenergiehaiser ze fördern.

D'Kommissioun ënnerstëtzt heibäi ausdrécklech d'Initiativ vun der Regierung, bei hiren eegene Gebaier eng Virreiderroll am Beräich vun der Energieeffizienz anzehuelen, wann et ëm zukünftege Neibauten oder ëm Renovéierung geet.

Dann d'Suggestiounen zur Politik vum Erhalt vun der Biodiversitéit, vum Naturschutz a vum Kampf géint de Klimawandel. Fir d'Nohaltegekeetskommissioun läit et op der Hand, dass een de Konklusiounen vun der Konferenz vu Kopenhagen - och wa se ganz enttäuschend waren -, dass een dës Konklusiounen muss Suité ginn, dass een dës Konklusiounen muss eng besonnesch Attentioun zoukomme loossen.

Dowéinst muss een also d'No-Kyoto-Zäit virbereeden, en neien Traité aushandelen, deen sämtlech Länner ënnerschreien an deen d'Engagementer vu Kopenhagen respektéiert, fir d'Äerderwärmung ënner zwee Grad Celsius ze halen. Den Tropesch muss geschützt ginn, den CO₂-Ausstouss an den Industrielänner muss staark erofgedréckt ginn an den Entwécklungslander muss een hëlfele, hir Zäregasemissiounen ze reduzéieren a sech un de Klimawandel ze adaptéieren.

D'Memberen aus der Kommissioun sinn och der Meenung, dass een der Naturschutzpolitik eng nei Dynamik muss ginn, andeems ee méi op Preventioun an op Berodung setzt. An deem Kontext sollt folgendes Iddien eng Prioritéit zougestane ginn: dem Weiderféiere vun der Ëmsetzung vun nationalen Naturschutzpläng; der Opwärtung vum Holz als Biomass; der Finaliséierung vum Juegdgesetz; enger regelméisseger Aktualiséierung vum Réseau Natura 2000; enger Verstärkung vum Naturschutz am Kader vun der Gemengeplanung; der systematescher Ëmsetzung vun den Aktiounspläng géint de Kaméidi; dem Ëmsetze vun den Obligatiounen, déi eis d'Direktiv vum 2008 am Beräich vun der Loftqualität virgëtt; dem Respekt vun den Objektiver, déi am Plan général de gestion des déchets virgesi sinn; esou wäit, wéi et méiglech ass, och den Assainissement vun de sougenannte



Sites contaminés virhuelen; dem Unhuele vum engem Gesetz iwwert de Bodenschutz - dat interesséiert mech natierlech ganz staark - an enger besserer Ëmsetzung...

(Hilarité)

► **Une voix.** - Dat ass e Modell, dee muss geschützt ginn!

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Voilà..., an enger besserer Ëmsetzung vum de Prinzipie vum Pollueur-payeur an Utilisateur-payeur, esou wéi iwwregens och d'OECD dat an hirem Rapport gefuerdert huet.

E puer Suggestiounen an der Politik vum der Landesplanung: Fir d'Nohaltegkeetskommissioun ass et evident, datt et eng Prioritéit muss sinn, d'Landesplanung virunzedreiwen. Mir hunn eis d'Fro gestallt, wéi et momentan ëm den IVL steet.

► **Une voix.** - Schlecht.

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Ass den IVL-Konzept nach aktuell? Ass en eventuell scho vun der Realitéit iwwerholl ginn? Muss een en also iwwerschaffen? An deem Kontext schwätzt d'Kommissioun sech ausdrécklech fir d'Ausschaffung vum engem reglementaresche Kader aus, an och fir déi séier Ëmsetzung vum deene véier Plans sectoriels: Paysage, Logement, Zones d'activités économiques an Transports.

Wichtig ass et och, datt an Zesummenaarbecht mat de Gemenge Regionalpläng ausgeschafft ginn a parallel dozou Iwwerleeunge stattfannen iwwer eng Reform vum de Gemengefinanzen. Natierlech däréif och eng Verstärkung vum der Zesummenaarbecht an der Groussregioun net vergiess ginn: Déi grenzviwwerschreidend Zesummenaarbecht a Planung ass an deem Domän och ganz wichtig.

Dann d'Suggestiounen zur Mobilitéitspolitik: An de leschte Jore sinn eng ganz Rei vu wichtige Akzenter gesat ginn an der Mobilitéitspolitik. Trotzdeem muss ee bedauerlecherweis feststellen, datt et nach ëmmer kee richtigen Ëmschwung a Richtung vum öffentliche Transport gëtt.

Mir wëssen awer alleguer, datt dese Problem ganz enk mat deem vum CO₂-Ausstouss zesummenhängt. Den Transportsecteur ass ganz eenditeg en Domän, deen am stärksten hei am Land zum Klimawandel bäidréit. Et ass also extrem wichtig, datt mer do handeln.

Aus deem Grond mécht d'Nohaltegkeetskommissioun folgend Virschléi: eng Prioritéit fir d'Infrastrukturprojeten, déi den öffentliche Transport solle verbessern; Ausschaffe vum engem Aktiounsplang zur grenzviwwerschreidender Mobilitéit, wou zum Beispill Opfangparkingen op de Grenze virgesi ginn - wou eventuell och eng finanziell Bedeelegung vum der Lëtzeburger Regierung och u ganz wichtige Infrastrukturprojeten an der Groussregioun stattfanne kann -; déi séier Ëmsetzung vum Aktiounsplang zur Mobilitéit douce an dann och d'Verstärkung vum Wuerentransport iwwert d'Schinn.

Dann e puer Suggestiounen, e puer Prioritéiten an der Wunnungsbaupolitik. D'Kommissioun - an net si eleng - stellt fest, datt d'Bauland méi rar an dowéinst ëmmer méi deier gëtt. Si ass awer der Meinung, datt d'Wunnungsbaupolitik de Bau vu Wunnengen, déi jiddweree sech leeschte kéint, erméigleche misst, an dëst am Aklang mat dem Schutz vum der Landschaft.

Aus deem Grond proposéiert d'Kommissioun: eng gezielt Promotioun vum neie Wunnformen, vum neie Wunn- an Haiser-typen; d'Äféierung vum enger Tax op Bauland, dat net genotzt gëtt; e bessert Ofstëmme vum de Finanzhëllef, déi d'Gemenge kréien, mat de Kritäre vum der Landesplanung, esou wéi dat iwwregens den IVL an och den Avant-projet de plan sectoriel logement virgesäit; d'Verstärkung vum der sozialer Dimensioun am Wunnungsbauplan - dat heescht, och Leit mat méi schwachem Akommes hunn d'Recht op en ugemessent Wunnen - an dann d'Äféierung vum engem Certificat fir nohaltege Wunnenraum, esou wéi dat zum Beispill an Éist-räich virgesinn ass.

E puer Suggestiounen a Prioritéiten am Beräich vum der Landwirtschaftspolitik: De gesamte Secteur vum der Landwirtschaft steet am Moment viru groussen Erausforderungen, virun allem wéinst der Konkurrenzsituatioun um Weltmarkt. D'Kommissioun ass der Iwwerzeugung, datt d'Landwirtschaft en enorme Bäitrag ka leeschten am Beräich vum der nohalteger Entwécklung.

Dowéinst proposéiere mir folgend Prioritéiten: éischtens emol d'Analys vum Potenzial, datt d'Lëtzebuurger Landwirtschaft huet fir zur CO₂-Reduktioun, fir zur nohalteger Entwécklung bäizedroen; dann awer och d'Ausschaffe vum engem deemtsprechenden Aktiounsplang; d'Ausféierung vum Aktiounsplang - dee jo besteet - fir d'Biolandwirtschaft; d'weider Diversifikatioun vum der Landwirtschaft; d'Promotioun vu regionale Produkter an d'Ëmsetzung vu Moosnamen, déi d'Erhalen an d'Schafung vum ökologesche wäertvolle Flächen a Landschaftsstrukturen ënnerstëtzen.

D'Suggestiounen fir d'Gesondheitspolitik: An der Santé soll Lëtzebuerg kucken, fir d'Objektiver, déi d'OMS an hirem Dokument „Santé pour tous au 21^e siècle“ virginn huet, ze errechen. Mir schloen also vir: d'Sensibiliséierungscampagne weiderzeféieren am Beräich vum der Preventioun, dëst virun allem an de Beräicher vum der gesonder Ernährung a vum der kierperlecher Betätigung; spezifesch Preventiounsprogramme fir verschidde sozial Gruppen entwéckelen, besonnesch am Kader vum der Médecine scolaire; e Moosnameplang ausschaffen am Beräich vum der Ëmweltmedezin, wou drop insistéiert gëtt, de Lien tëschent der Ëmweltverschmutzung an der Gesondheet erauszekristalliséieren.

D'Suggestiounen am Beräich vum der Sozialpolitik: D'Kommissioun ass der Meinung, datt de PNDD der sozialer Dimensioun vum der nohalteger Entwécklung méi eng wichteg Plaz muss zugestoen, grad esou wéi der Problematik vum der Kohärenz. Et mussen also Konzepter definiert gi fir de Wuesstum, d'Veerdeelung vum Räichtum, d'Bekämpfung vum der sozialer Ausgrenzung an Aarmut. Dëst alles muss geschéie mat der Suerg, eng sécher, eng gerecht, eng demokratesch Gesellschaft ze förderen, déi op de Kritäre vum der Integratioun an der sozialer Kohesioun baséiert, déi d'Grondrechter an och d'Diversitéit respektéiert an déi géint all Forme vum Diskriminatioun virgeet.

Aus deem Grond proposéiere mer: d'Promotioun vum neie Forme vum Équiliber tëschent Berufs- a Privatliwien, wat soll erméiglechen, d'Beruffsliewen an d'Famillieliewe besser openeen ofzestëmme; d'Schafe vu Partneriater tëschent Schoul an Ausbildungssecteur an der Berufswelt, fir datt eise Schoulsystem ka méi performant schaffen, fir datt den Antrëtt vum deene Jonken an d'Aarbechtswelt soll erlichtert ginn - „lifelong learning“ ass och hei e Stéchwuert, wat net onwichtig ass -; méi eng grouss Sensibiliséierung fir déi kollektiv an awer och fir déi individuell Responsabilitéit, déi jiddwer Eenzelen dréit am Kampf géint d'Ausgrenzung a géint d'Aarmut; Moosname schafen, déi de Besoin vu besonnesch gefährdete Risikogruppen entsprechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei war elo vill beieneen. Et ass jo och e ganz vasté Sujet an d'Diskussioun wäerten haut de Mëtteg jo och ganz vaste - denken ech - gefouert ginn. Ech wëll lech ofschléissend just nach d'Konklusiounen, déi d'Kommissioun geholl huet, matdeelen.

Mir sinn der Iwwerzeugung, datt Lëtzebuerg déi néideg Ressourcen huet fir Changementer op soziale, ekonomeschem an ökologeschem Plang erbäizeféieren. Fir datt dëst méiglech ass, ass awer e staarken Engagement vum alle politesch Responsabelen erfuerdert a mir hoffen, datt de PNDD heizoe e wichtige Bäitrag leeschte kann. Et läit awer och grad esou op der Hand, datt och eis ganz Gesellschaft, datt jiddweree muss changéieren, datt jiddweree muss eng Hand upaken, fir datt mer méi nohaltege kënnen ginn.

Loosst eis déi aktuell Kris als Signal huelen, fir eise sozialen a wirtschaftleche Modell ze iwwerdenken an ze probéieren, nei Äntwerten ze fannen op déi kruzial Froe vum

eiser Zäit. Mir brauche sécherlech Courage, mir brauchen Innovationsgeescht, fir nei Iddien ze entwéckelen, nei Prioritéite fir eis Gesellschaft erauszueschelen. En „new green deal“ kann eis dobäi hëllef.

Ofschléissend wëll ech dann eng Resolutioun hei ënnerbreeden, déi vun alle Fraktiounen mat ënnerschriwwen ginn ass.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- vu la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable, et plus particulièrement son article 11;

- vu la décision de la Commission du Développement durable du 21 avril 2010;

approuve la prise de position de la Commission du Développement durable relative à l'avant-projet de Plan national de développement durable

et prie son Président de transmettre au Gouvernement la présente résolution et la prise de position de la Commission du Développement durable relative à l'avant-projet de Plan national de développement durable.

(s.) Fernand Boden, Eugène Berger, Jean Colombera, Camille Gira, Roger Negri, Marcel Oberweis.

Et ass nach Plaz drop fir verschidde Sensibilitäten, fir déi och mat ze ënnerschreien. An där Resolutioun weise mer op dese Rapport vum der Nohaltegkeetskommissioun hin, esou wéi en den 21. Abrëll festgehalte ginn ass. Mir soen, datt d'Chamber des Prise de position vum der Kommissioun approvüiert a mir bidden de President vum der Chamber, diesen Avis an des Resolutioun der Regierung ze iwwermittelen. Ënnerschriwwen hu bis elo, wéi gesot, Vertrieeder vum alle Fraktiounen a wann déi verschidde Sensibilitäten nach wëlle mat ënnerschreien, dann ass dat wëllkomm.

Ech muss nach eng Kéier Merci soe fir - ech géif soen - déi konstruktiv, déi aktiv Matarbecht vum allen an der Kommissioun, déi dozou gefouert huet, datt mer hei en Avis konnte maachen, deen e ganz breede Konsens fonnt huet.

Merci, Déi gesot, fir déi Matarbecht an eng flott Diskussioun haut de Mëtteg.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fernand Boden a senger Qualitéit als President vum der Nohaltegkeetskommissioun. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mir am Ufank vu menger Ried dem honorabelen Här Fernand Boden Merci ze soe fir deen ausféierlechen a fundéierte schrëftlechen a mëndlechen Rapport.

Dat virleied Dokument, een nohaltege Lëtzebuerg fir méi Liewensqualität, den Nationale Plang fir eng nohaltege Entwécklung, ofgekierzt de PNDD, zu deem d'Chamber en Avis ofliwwere muss, ass en Aarbechtspabeier vum der viregter Regierung. Et ass wuel eng Fläissaarbecht, mä si berout op den Donnéeën an den Iwwerleeungen, déi bis op d'Joer 2007 sech beruffen. Et schiele sech awer ëmmer méi eraus, dass der nohalteger Entwécklung an de leschte Joren net genuch Rechnung gedroe ginn ass. Leider huet och déi aktuell Finanz- a Wirtschaftskris déi nohaltege Entwécklung massiv aus dem Mëttelpunkt vum eisen Iwwerleeunge geréckelt.

Net zulescht huet och d'UNO-Ëmweltkonferenz zu Kopenhagen am Dezember d'lescht Joer keng weider konkret Konsequenze bruecht. Et ass net zum gefuerderte Kyoto-Nofolgeprotokoll komm, dee jo um Enn vum 2012 ausleef. D'Europäesch Unioun, an domat och Lëtzebuerg hu sech awer ambitiéis Ziler gesat, an dat schon am Dezember 2007, wou si hir Strategie - dräimol 20% - festgeluecht hatten.

No dem Échec vu Kopenhagen huet eis Regierung sech op d'Lee geschriwwen, hiren „Partenariat fir den Environnement an de Klima“ bis Enn Juli vum deem Joer virzestellen. Mat deem Strategiepabeier sol-

len dann déi néideg nei Pisten an der Lutte géint de Klimawissel an dem Ëmweltschutz opgeléicht ginn, an dat en aval vum de Recommandatiounen aus dem Nationale Plang fir eng nohaltege Entwécklung, wéi mer se elo grad héieren hu vum dem honorabelen Här Fernand Boden.

Et muss zu enger enker Vernetzung vum de Beräicher Fuerschung, Klima, Mobilitéit, Wunnungsbaupolitik, Energieversuergung an Naturschutz kommen. Ee méi effikassen Energieverbrauch an eng massiv Reduzéierung vum den Dreifhausgasen, dat sinn déi ausgemachten Ziler. A sécherlech muss et och zu enger klorer Ausso am Dossier vum den CDMen aus dem Kyoto-Protokoll kommen. Dat heescht: Wéi soll d'Finanzéierung vum nohaltege Projeten an ausgewielten Entwécklungslänner duerchgefouert ginn? Dës Projete solle jo déi nationale Emissiounsbilanz zum Deel verbesseren, awer nëmmen dann, wa mir hei am Land all Energieaspuerpotenzialer ausgeschöpft hunn.

Dës dynamesch Klimapolitik dierf net op d'Käschte vum der Kooperatiounspolitik bedriwwen ginn. Et dierfen dierfir och keng Projeten, wéi ënner anerem d'Finanzéierung vu Wandenergieanlagen a China, méi duerchgefouert ginn. Villméi solle Klima-projeten an den Entwécklungslänner ënnerstëtzt ginn.

Dierf ech dorop hiweisen, dass Lëtzebuerg sech engagéiert huet, an de kommenden dräi Joer ronn néng Milliounen Euro an der Lutte géint de Klimawissel an dese Länner ze investéieren? Dat sinn additionnel Fongen zur Entwécklungspolitik. All Projeten, déi et den Entwécklungslänner erlaben, net méi op déi fossil Energien zréckzegräifen, mä virun allem op déi erneierbar Energien, muss mir bei hinnen ënnerstëtzen. Dat ass eng „win-win“-Operatioun fir si an och fir eis.

An dem PNDD hunn d'Auteuren 18 negativ Tendenzen ausgemach, an dëst an den dräi Kärberäicher vum der nohalteger Entwécklung, der Wirtschaft, der Ëmwelt, dem Naturschutz an och am soziale Volet. De Rapporteur ass scho ganz déif dorop agaangen. Ech wëll hei virun allem de Verloscht vum der Biodiversitéit ervirhiewen, an dat an dem Internationale Joer vum der Biodiversitéit 2010.

Et gëtt gesot, dass de Verloscht besuergniserregend ass, an eng vun den Hauptaufgabe muss et sinn, derfir Suerg ze droen, dass diesen Negativtrend gestoppt gëtt. An de rezenten Etüden hei am Land iwwert den Naturschutz kann ee liesen, dass ronn 80% vum eise Fiichtgebieder zerstéiert an eis Uebstbongerten ëm 60% reduzéiert gi sinn. Leider sinn och eis Bëscher mat Spure behaft duerch déi net nohaltege Entwécklung. Am Joer 2000 waren nach ronn 43% vum eise Beem gesond, am Joer 2006 der nëmmen nach 34%.

An den internationale Rapporten iwwert den Aarteschutz kann ee liesen, dass pro Dag dosende vu Planzen- an Déierenarten op deem Planéit fir ëmmer verschwannen. D'Ursaache si ganz ënnerschiddlech, mä virun allem ass de Mënsch duerch säin net nohaltege Behuelen zu engem groussen Deel schold an deem Misär. Mir zerstéieren d'Liewensraum vum den Déieren a Planzen duerch Pestiziden, duerch d'Verbaue vu Landschaften an déi onmoosseg Ëmweltverschmutzung.

Mä duerch eng Rei vu Gesetzer a Reglementer, ënner anerem d'Waasserdirektiv, leede mir awer schon éischt konkret a couragéiert Schrëtt an. Bis 2015 mussen ronn en Drëttel vum eise Gewässer hei am Land erëm an de gudden Zoustand bruecht ginn. Ech soen en Drëttel, dat heescht, et feelen nach ëmmer zwee Drëttel dann. Et muss de Matbiurger alichten, dass d'Protektioun vum den dräi Liewensressourc Buedem, Loft a besonnesch d'Waasser hire Präis hunn. Hei gëtt et net en Nulltarif. Ze mengen, mir kéinten déi Liewensressourcen als eisen Drecks-tipp ugesinn, muss endlech der Vergaangenheet ugehéieren.

Niewent deenen eenzelne Bierger mussen awer och d'Betriber an d'Landwirtschaft an dese Prozess agebonne ginn. Grad am leschte Secteur stelle mir a puncto Waasserschutz eng grouss Responsabilitéit fest.

An dem PNDD gëtt op déi net nohaltege an net kohärent Entwécklung am Beräich

vum Bauen a Schaffen an der Vergangeneheit higewisen. Eng logesch Suite dovun ass den héijen Undeel vun dem Individualverkéier géintiwwer dem öffentlechen Transport. Et ass dach erstaunlech, dass no enger rezenter europäescher Etüd eist Land déi gréisst Distanzen tëschent dem Wunnen a Schaffen an der Europäescher Unioun huet, woubäi dach mir esou e klenegt Land sinn.

D'Auteurs vum dem PNDD weisen och op den héije Verbrauch vu Bensin an Diesel hin, dee jo domat gekoppelt ass, awer och op de Verkauf vun Diesel a Bensin am Transit- an am Grenzverkéier. Op de Punkt Transitverkéier mécht och d'OCDE an hirem leschte Rapport opmierksam a verlaangt, dass mir do couragéiert Schrëtt aleede mussen.

Wat de Pendlerverkéier ugeet, do muss een awer op déi héich Unzuel vu Frontalieren hiweisen. Ëmmerhin ëm déi 145.000, déi all Dag bei ons schaffe kommen. An deene kënnen mir jo net verbidden, dass si bei eis hiren Tank fëllen. Mir kommen awer net derlaanscht, eis Gedanken zum Tanktourismus ze maachen, ëmmerhi scho laang en därege Problem hei am Land. An de Verbrauch bedéngt och eng héich Contributioun an de Kyoto-Fong, sou dass honnerte vu Milliounen Euro an deem Fong hannerluecht mussen ginn.

Ech denken, déi Häre Ministere kënnen op deen Dossier nach eng Kéier agoen. Et ass en Dossier, dee vu ville Bedeelegten och kritesch hannerfrot gëtt.

Bedéngt duerch den héije Verbrauch vu Bensin an Diesel hu mir och héich Dreifhausgasemissionen. Ëmmerhi ronn 13 Milliounen am Joer 2009. Déi lescht rezent Donnéeën am Joer 2006 hu gewisen, dass d'Emissionen do nëmme ëm 5,2% ënner dem Wäert vun 1990 louchen. An dobäi ware mir esou kéng, am Joer 1997 ze behaupten, mir kéinten dat op 28% reduzéieren! Wäit gefeelt! Mir hunn eis am Joer 2007 erëm engagéiert, des Emissionen an der Zäitschinn bis 2020, nach zéng Joer, ëm weider 20% géintiwwer 2005 ze reduzéieren. Hoffentlech packe mir et dann elo mat deene couragéierte Schrëtt an dem Package vum Klima/Environnement!

Am Beräich vun der Buedemversigelung ass en nohaltegen Trend ze erkennen. Sou ass de Landverbrauch, deen an de Joren 1990 bis 2000 ëm 3 Hektar pro Dag louch, op elo 1,3 Hektar an de Joren 2001 bis 2006 gefall. Momentan, kréie mer gesot, fällt de Wäert nach. Dat ass d'Resultat vun enger vernetzter Politik an dem Beräich vun dem Aménagement du Territoire, dee jo den Donnéeën vum IVL nokomme soll. Dat ass eng Konsequenz vun Ausbau an dem Zesummewuesse vun notament den dräi Schwéierpunkten hei am Land: Esch/Belval, Lëtzebuerg-Capitale an der Nordstad.

An der Rumm vun de rezenten Aspueermoosnamen ass jo och däitlech gemaach ginn, dass weider an d'Eisebuninfrastrukturen investéiert gëtt, fir dem öffentlechen Transport nach méi en héije Stellwäert ze ginn. Derniewent sollen och d'Grenzpendler esou fréi wéi méiglech op de Bus an op d'Schinn bruecht ginn, wa mir net de Verkéierskollaps op eise nationale Stroossennetz erleide wëllen. Och do kann de Minister sécherlech nach e puer Detailler ginn.

Beim Liese vum Nationale Plang fir eng nohaltege Entwécklung stellt ee fest, dass mir eis an engem Upassungsprozess un déi schlächend Konsequenze vum Klimawiesse befannen. Wuel stinn den Euro an d'Finanz- a Wirtschaftskris am Mëttelpunkt vun den aktuelle Beméiungen, awer mir dierfen net vergiessen, dass de Klimawiesse nach méi frappant Auswierkung wäert hunn.

Déi ervirgeruffen Temperaturerhéijung vun der Atmosphär gëtt zum gréissten Deel duerch de Verbrauch vun de fossilen Energien an der Industrie - an ëmmer méi an den opstriedende Schwelälänner wéi China, Indien, Russland, Mexiko, Indonesien - ervirgeruff. Well awer d'Reserven u Kuel, Äerdgas an Äerduelech ëmmer méi kleng ginn, an doriwwer eraus et ëmmer méi schwéier a méi deier gëtt, se aus der Äerd ze huelen, si mir amgaangen, ganz

geféierlech Experimenter duerchzeféieren.

Dierf ech nëmme op déi lescht Ëmweltkatastroph am Golf vu Mexiko erënneren, wou duerch d'Explosioun vun enger Äerduelechplattform zënter dem 20. Abrëll dausende vun Tonnen Äerduelech all Dag an d'Mier lafen? Och wann alles ënnerholl gëtt, fir de Schued ze behiemen, hei sinn d'Fauna an d'Flora op enger riseger Fläch fir Jorzéngten zerstiëert!

Am Golf vu Mexiko kënnen mir des Aufgab nach duerchféieren, well et Gesetzer gëtt, déi derfir suergen, dass de Verursacher - hei an deem Fall de Multi BP - des Aufgab a Milliardenhéicht bezuele muss. Mä et kann ee sech mat Recht froen: Maache mir och deen Effort, wann et zu esou enger Katastroph kënn am Golf vun Nigeria, am Gabun, an Angola an Afrika?

Grad des Katastroph am Golf vu Mexiko ënnersträcht déi onsécher Ofhängegkeet vun onser Wirtschaft vun dem Äerduelech an och spéider dem Äerdgas.

Muss een net da fäerten, dass dee mat dem Golfstrom bis un eis Küste vun Europa ugeschwemmt gëtt? Dierf ech dorop hiweisen, dass d'Distanz vu Florida bis un ons Küst ongeféier 6.000 Kilometer bedréit, an de Golfstrom mat enger Vitesse vun 150 Kilometer pro Dag fléisst? Ma da kann ee sech ausrechnen, wéi laang dat dauert, bis mir d'Konsequenz vu Florida Key West hei hunn: genau ronn 40 Deeg! 40 Deeg, dat ass net ganz laang, da kréie mer op der bretonescher, spuenescher Küst och déi eischt Flaatsche vum Äerduelech.

Wa mir näischt ënnerhuelen, da wäert d'Europäesch Unioun beim Äerduelech zu 93% a beim Äerdgas zu 84% am Joer 2030 - net méi ganz laang! - ofhängeg sinn.

Wier et net elo un der Zäit, alles an d'Wee ze leeden, sech eng aner Energieversuergung ze ginn? Dat heescht, wou de fossilen op déi erneierbar Energien eriwuerzegen. Nach gëschter huet den honorabele Marc Angel eis hei e Gesetz virgedroen iwwer d'IRENA. Bewäis méi: Et gëtt lwwerleengen, mir mussen se couragéiert ugoen. An dat gestäipt duerch d'Ausoe vun der Internationaler Energieagence zu Paräis, déi seet, dass de Verbrauch un Energie ëm 50% nach klamme wäert an deenen nächsten 20 Joer. A mat wellechen Energie wëlle mer dann dee Kuch verdeele bei den opstriedenden Natiounen an Afrika an an Asien?

An deem Zesammenhang muss een awer och da soen, dass 2050, e bësse weidergekuckt, 9,5 Milliarde Mënsche wäerte liewen! Haut si mer zu 6,9 Milliarden. A wann een dovun ausget, dass d'Agence zu Paräis seet, dass all Awunner nëmme dann nach eng Emissioun dierf hu vun zwou Tonnen CO₂ op de Kapp, da kann ee sech virstellen, wellech gigantesch Aufgab op déi räich Länner zoukënn. D'Moyenne zurzäit ass bei ons tëschent aacht bis 30 Tonnen op de Kapp am Joer.

Net zulescht muss des Welt agesinn, dass eng weider Temperaturerhéijung vun der Atmosphär ëm zwee Grad Celsius irrepairabel Schued wäert erviruffen. Wann een awer, an ech denken, mir alleguer hunn dat hei, Responsabilitéit virun de kommende Generatiounen huet, da mussen mir eis kollektiv Gedanke maache fir nohaltege Mesuren. All Schrëtt an des Richtung stellen e Gewinn fir ons Wirtschaft, fir d'Groussregioun a fir Europa duer.

Vergiessen mir net, et kënn fréier oder spéider zu engem Ëmdenckprozess an der Nohaltegkeet. Den honorabele Här Fernand Boden ass dorop agaan a sengen lwwerleengen zu eiser Kommissiounsarbecht. An da sinn déi, déi haut schon ufänken ëmzedenken, d'Gewënner vu muer de Moien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Nationale Plang fir eng nohaltege Entwécklung sinn och scho Piste vun enger Verbesserung opgezeechent ginn, ënner anerem d'Sanéierung vun eise Gebaier, d'Erhéijung vun der Energieeffizienz, d'Notze vun den erneierbaren Energien, eng méi effikass an ökologesch Transportpolitik wéi och d'Ënnerstëtzung fir Ëmwelttechnologien.

Am Beräich vum Logement, wou de Minister Marco Schank eng dynamesch Politik

duerchféiert, ginn d'Planung an de Bau vun energieeffiziente Gebaier an Haiser virugedriwwen. Et heescht elo, den Energieverbrauch duerch de Bau vun Niddrenergie-, Passiv-Gebaier wéi Energieplus-Gebaier ze reduzéieren. Den ageféierten Energiepass, dee wuel eng Rei vu Kannerkrankheete kannt huet, erlaabt eis eng méi energieperformant Bautepolitik.

Mir sollten awer net vergiessen an iwwersinn, dass eist aktuell Reglement nach op enger Direktiv berout aus dem Joer 2002, an d'Europäesch Kommissioun an d'Parlament amgaange sinn, schon eng nei a méi performant Direktiv am Beräich Bauen auszeschaffen. Mir sollten elo net laang waarden an eis op dee Wee maachen, déi séier ëmzesetzen.

Ee weidere Beräich, wou mir d'Energiebilanz verbessern an d'Dreifhausgasemissionen reduzéieren kënnen, läit am Beräich vun der Notzung vun den erneierbaren Energien. Mir wëssen, dass bis 2020 den Undeel vun deesen Energien op 11% an dem Gesamtverbrauch hei am Land géintiwwer haut nëmme engem Prozent eropgehuewe muss ginn. Duerfir mussen mir alles an d'Wee leeden, fir heiheem esou vill wéi méiglech ze maachen an de Rescht an der Europäescher Unioun oder doriwwer eraus unzefroen.

Wat awer des Projeten hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, sou kann een nure mat Bedauere feststellen, dass eng Rei vu Projeten d'Dageslicht ni gesinn, obscho se gutt an duerchducht sinn, well einfach bei ons am Land de sougenannten NIMBY-Syndrom spillt, dat heescht, mir wëllen näischt, mir wëlle just gäre Stroum. Ënner anerem e puer interessant Wandenergie-Projeten.

Lëtzebuerg huet sech awer trotzdeem als e Partner am Groupe Pentalatéral électrique erabruucht, wou et zu enger Verknüpfung vun den elektrischen Réseauen tëschent de Benelux-Staten, Frankräich an Däitschland kënn. Domat kënnen mir als eenzegt Banneland an Europa mat aneren néng d'Wandkraaft op dem Mier notzen. Dat erlaabt et eise Land, de Bau vun der eelefter Pompelturbin mat 200 Megawatt zu Veianen bei der SEO mat engem Investissement vu ronn 160 Milliounen Euro unzegen. Do soll dann déi iwwerschësseg Energie, déi vun de Kraaftwierker um Mier gewonne gëtt bei den Éoliennen, kuerzzäitg kënnen gespäichert ginn, fir duerno mat an de Spëtzeleeschtungszeiten an den europäesche Réseau erëm zrëckgeliewert ze ginn.

Well mir jo wëssen, dass eist Land och en Tissu industriel nach weiderhi brauch, kuum et rezent zur Grënnung vun engem Cluster, dem EcoDev, vun den Ëmwelttechnologien. Deem säin uitgemaacht Zil ass et, virun allem erauszefannen, a wellechen Domänen et zu enger performanter Symbios vun de Fuerschungszentren, den Universitäten an der Groussregioun an de PMEe soll kommen.

Am Beräich vun der Mobilitéit wëlle mir den „modal split“ vu 75/25 bis 2020 errechen, dat heescht, dem öffentlechen Transport eng Virrangstellung géintiwwer der individueller Mobilitéit araumen. Mir dierfen awer net d'Mobilitéit douce vergiessen. Déi muss ëmmer méi ausgebaut ginn.

Eng ganz nei Pist wëlle mir mat der Elektromobilitéit, berouend op den erneierbaren Energien, agoen. Do deet sech eng immens grouss Palette vun Aktivitéiten op, un deenen och Lëtzebuergere Entreprisé ganz wäertvoll agebonne kënnen ginn. Ënner anerem ass eng Zesammenarbecht tëschent dem Centre de recherche public Henri Tudor, dem Centre de ressources fir Ëmwelttechnologien, dem CRTE, an der Gesellschaft Enovos an d'Wee geleet ginn. Et gi sech hei Gedanke gemaach iwwer eng performant, nohaltege Elektromobilitéit, wuelwëssend, dass mir déi benéidegt elektresch Energie net eleng hei am Land kënnen produzéieren. Mä d'Notzung vun der Wandkraaft um Mier, der Sonn an de spuenesche Wüstegebiddere wéi der iwwerschësseger Biomass a Mëtteleuropa wäert eis hei nei Horizonten opmaachen.

Ier ech zum Schluss kommen, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, wëll ech nach eng Kéier ee Beräich kommentéieren, deen am Nationale Plang fir eng nohaltege Entwécklung och seng Bedeitung muss

kréien, well et hei ëm d'Klimagerechtheet geet. De Klimawiesse a seng Konsequenze loosse seriö Spannungen tëschent de Räichen an den Aarmen op deser Welt opkommen. Duerch den onmoosseg Energieverbrauch vun de räiche Mënschen leit d'Liewensqualität vun honnerte Milliounen Mënschen, notament an Entwécklungslänner. Si sinn duerch d'Naturkatastroph am meeschte betraff. Si, déi de Klimawiesse net ervirgeruff hunn.

Duerfir gëtt um Nationale Plang fir eng nohaltege Entwécklung speziell drop higewisen, dass dat ieweschst Zil vun onser Entwécklungszesummenarbecht d'Lutte géint d'Aarmut muss sinn. Des Lutte ass eng vun den aacht Milleniumsziler fir 2015, déi sech d'Veereenten Natiounen zu New York am Joer 2000 ginn hunn.

Doniewent mussen mir awer och alles druzetzen, fir de Liewensniveau vun de Mënschen an den Entwécklungslänner, speziell an Afrika, eropzehiewen. Dat kann nëmme duerch den Asaz vun Energie goen, wéi et och bei eis gaangen ass, an dat zënter der Erfassung vun der Dampfmaschine am Joer 1769.

Fir an den Entwécklungslänner dese Schrëtt duerchzeféieren, kënnen mir op d'CDMen, déi flexibel Mechanismen aus dem Kyoto-Protokoll, zrëckgräifen. Awer nëmme 4% vun den Emissionen aus dem Joer 2005 kënnen mir aus esou Projeten akafen, an dat vun 2013 un. Dat maachen awer nëmme ronn 400.000 Tonnen am Joer aus. Wäit wéineg par rapport zu 13 Milliounen, déi mer all Joers emettéieren.

Fir eng seriö CDM-Politik duerchzeféieren, mussen déi obligatoresch Ëmweltverträglechkeetsprüfungen duerch déi sozial Verträglechkeetsprüfungen nach verschäerft ginn. Et muss kloer sinn, dass nëmme nach Emissionsreduktiounen fir dee Projet guttgeschriwwen kënnen ginn, déi wierklech een additionelle Charakter hunn.

D'CSV ka sech virstellen, dass mir Projeten an eise Pays cible mat deenen do schaffenden ONGe féieren an esou de Mënschen hir Liewensqualität erhéien. Mat intelligente Léisungen an eng zukunftsfaeg Wirtschaft investéieren an den ökologeschen Embau alauden, dat si schwierig Erausforderungen. Mir mussen se meeschteren.

An deem Zesammenhang wëll ech och nach kuerz op de rezenten zweeten Ëmweltbericht vun der OCDE iwwer Lëtzebuerg hiweisen. Do schreift hire Generalsekretär Angel Gurría: Och wann d'Bilanz global positiv ausfällt, esou dierf eis Regierung hir Hän net an de Schous leeden. D'OCDE vermësst hei eng kloer Visioun fir méi Ëmweltschutz, a ganz speziell weist se dorop hin, dass Lëtzebuerg seng Hausaufgab am Kyoto-Protokoll wäit verfeelt hätt. Mä ech denken, elo si mer mat deem neie Partenariat op dem richtege Wee, a mir hoffen, dass dese Wee dann der OCDE ka gerecht ginn.

D'CSV wäert sech duerfir mat vill Nodrock an deemem wichtegegen Upassungsprozess engagéieren. De Prinzip vun der Nohaltegkeet ass dee wichtigste politeschen Outil. Mir wëllen d'Liewensbedingunge fir déi kommende Generatiounen respektéieren. De Klimaschutz an eng couragéiert Energiepolitik sinn d'Haaptelementer vun deem Challenge. Den Nationale Plang fir nohaltege Entwécklung stellt, och wann hien net optimal ass, eng Chance duer, elo eng laangfristeg wirtschaftlech an ökologesch Entwécklung duerchzeféieren.

D'CSV hëlt hir Responsabilitéit a schafft beim Opbau vun der gewünschter kuelestoffräier Gesellschaft mat. Eist Land wëllt sech intensiv beim Opbau vun der drëtter industrieller Revolutioun erabringen. Duerfir invitëiert si jiddwer Matbirger, sech un deser Aufgab ze bedeelegen. Et lount sech wierklech.

Ech hunn elo ronn 20 Minutte geschwat, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, Dir Häre Ministeren,...

► **Une voix.** - 23 Minuten!

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - 23? Mä ech hunn et mat 20 ausgerechent hei, fir mer dat konkret ze maachen.



...a während där Zäit sinn am Golf vu Mexiko aus dem Lach 40 Tonnen erausgespruddelt. Kuerz gewisen, dat ass eng Surface vun dräi Ar, 100 Meter héich, während mengen 20 Minutten. Dir kënt lech virstellen, wann een dat wochelaang spruddele léisst, wat dat fir eng Auswierkung huet.

D'Explosioun vun der Uelechplaque vum „Deepwater Horizon“ soll eis virun Ae féieren, wou den demokrateschen Drock an dat ekonomesch Wuesstem ouni Grenzen d'Welt ka bréngen. D'Zäit vum Iwwerfloss an dem Gaspillage ass eriwwer, an déi onmoosseg Belaaschtung vun den dräi Liewensressourcë muss en Enn kréien. Dat soll eis eng Warnung sinn an och eng Chance nozedenken, wéi mir eis Energieversuergung vu muer organiséieren an domat méi ëmweltfrëndlech, dat an der Rumm vun dem Nationale Plang fir eng nohalteg Entwécklung.

Mir sollten eis opmaache fir méi en nohaltegt Lëtzebuerg opzebaue mat méi Liewensqualität. D'CSV ass sech deem Challenge bewosst - ech hunn ech gesot - an ënnerstëtzt all déi Mesuren, déi schonn um nationale Plang opgezeechent sinn, an all déi innovativ nei Schrëtt. Mir stinn um Ufank vun engem laange Marsch a mir sollten dës Aufgab zesumme mat Courage ugoen.

Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Marcel Oberweis. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wéilt och dem Rapporteur, dem Fernand Boden, e grouse Merci ausschwätzen. Hien huet hei och e ganz kriteschen Avis vun der Kommissioun presentéiert. Dat ass eng gutt Saach an dat reflektéiert och wierklech d'Diskussiounen, déi mer an där Kommissioun haten an déi hien och ganz gutt gefouert huet.

Här President, säit laange Joren, säit 1989 gëtt elo schonns iwwer Nohaltegkeet geschwat an debattéiert, Konferenzen a Programmer doriwwer gemaach, Politik domadder gemaach. D'Nohaltegkeet huet Agank an d'Schoulprogrammer fonnt, wéi ech dat konnt gesinn, dat dat zum Beispill an Ekobicher vun de Premiëresklassen ass. A mir hu mëttlerweil och en Nohaltegkeetsministère.

Et kéint een also dovunner ausgoen, dat haut jiddweree kloer weess, wat ënner Nohaltegkeet ze verstoen ass. Heiansdo huet een awer d'Impressioun, dat Nohaltegkeet fir alles a fir näischt duerhale soll. Da geet zum Beispill Rieds vun nohaltege Pensiounen oder vun nohalteger Wirtschaft, ech hu schonn héiere vun nohaltegem Sport, virun e puer Deeg hunn ech schonn héieren: nohalteg Moud. Dann ass der Fantasie do keng Grenze gesat.

Et ass also e Moudewuert ginn, dat anscheinend gutt mécht, och bei Sonndesrieden, mä wou jiddweree gären eppes anescht drënner wëllt verstoen. Duerfir wéilt ech och nach eng Kéier - de Fernand Boden hat dat awer scho gemaach - kuerz rappeléieren, dat Nohaltegkeet am Ursprung e Konzept ass, fir mat der Ëmwelt an natierleche Ressourcen esou schounend ëmzuegoen, dat mer se fir déi zukünftige Generationen erhalte respektiv hir Chancen net domadder verspillen, a virun allem et ass och eng integrativ Approche - dat ass a mengen Aen ganz wichteg -, wou et drëms geet fir en Équiliber ze fannen zwëschen deenen Aktiounen, déi ee mécht, an de Secteuren oder am Domän vun der Ëmwelt, vun der Economie an dem soziale Beräich. Déi dräi mussen also zesummespillen. Et dierf keen au profit vun deem anere méi staark ginn.

Fir dee Konzept vun der Nohaltegkeet och da konsequent an d'Politik ëmzesetzen, goufen iwwert d'Gesetz vun 2004 Strukturen hei zu Lëtzebuerg agefouert. Ënner anerem gouf duerch dat Gesetz de Conseil Supérieur de Développement Durable age-

fouert, wou Akteuren aus alle gesellschaftleche Beräicher eng wichteg Reflexiounsaarbecht maachen. A mëttlerweil liwwere si Avisen of, déi ganz wäertvoll Ustéis si fir all politesch Zukunftsdossieren.

E wichtegen Aspekt vum Gesetz ass dee vun der departementsiwwergräifender Zesummenaarbecht, déi duerch de Comité interministériel ugestriift gouf, well nohalteg Politik kann een nëmme maachen, wann all Ministère an déiselwecht Richtung zesummeschaffen, well se jo alleguerte betraff sinn, an net nëmme den Nohaltegkeetsminister.

Duerfir bedauern ech och - an ech hunn dat awer gëscht schonn, wéi ech meng Ried preparéiert hunn, heihinnergeschriwwen, well ech wosst, dat dat haut géif esou sinn -, dat bei deem Débat haut de Mëtteg wéineg Intérêt bei deenen anere Regierungsmembere besteet.

D'Nohaltegkeet muss nämlech en Uleies si fir all Regierungsmember, inklusiv de Premier, well deem ass jo opgrond vum Gesetz eigentlech och de Leader an deem ganzen Dossier. An ech ka mech erënneren, et waren emol Rieden hei, den État de la nation, wou de Premier mindestens 27-mol vun Nohaltegkeet geschwat huet. Also, ech bedauern, dat wierklech nëmme den Nohaltegkeetsminister an de Ministère délégué haut de Mëtten hei sinn.

(**Interruption**)

Et ass och de Mérite vun deem Gesetz, mat deem 2004 net jiddweree dermat d'accord war - ech ka mech zum Beispill erënneren, dat d'sozialistesche Fraktioun deemools géint dat Gesetz gestëmmt huet; et war vläicht deemools keng Stärstonn vun Här Bodry, deen dozou geschwat huet -, dat mer regelméisseg aktualiséiert Pläng mussen opstellen, déi als Zil hunn, d'Politik ze guidéieren, fir se méi nohalteg ze gestalten. Déi Pläng, déi sollen och net just en Exercice de style sinn, mä si sollen e Fahrplang fir déi gesamt Regierung sinn.

De leschte Plang, deen ass also 2009 opgestallt ginn, dee mer haut de Mëtteg hei debattéieren, an deen also da soll eng Guideline si fir déi nächst Jore fir d'Politik hei zu Lëtzebuerg. Dat soll an dat dierf also keen Alibi-Exercice sinn, mä mir sollen déi Analys ganz genau, kritesch maachen an och déi noutwendeg Konklusiounen zéien.

Zur Analys a Bewäertung vun deem Plang wollt ech e puer Virbemierkunge maachen. Et ass e Plang, deen effektiv nach ënnert där aler Regierung opgestallt ginn ass, wou elo déi nei Regierung dann haut e bësse muss Ried an Antwort stoen. Dat ass awer net onbedéngt e Problem, well d'Majoritéit en tant que telle huet jo net changéiert an déi zwou selwecht Parteie si weiderhin an der Regierung verflucht, nohalteg ze handelen.

Méi schwierig ass den Ëmstand, dat de Plang virun der internationaler Wirtschaftskris geschriwwen ginn ass an duerfir eng Rei Elementer oder Événement net konnte berücksichtegt ginn, besonnesch wat de sozialen an ekonomesche Beräich ubelaangt. Ech wäert spéider nach eng Kéier kuerz op déi Aspekter zrëckkommen. Och zum Beispill den Échec vu Kopenhagen war zum Zäitpunkt, wou de Plang geschriwwen ginn ass, net virauszegesinn.

Bon, dee Plang, dee mer haut de Mëtten hei debattéieren, ass mëttlerweil deen zweeten opgrond vum Gesetz vun 2004. A wat ee muss vermessen, dat ass e Bilan vun dem éischte Plang. Wat war doranner proposéiert ginn? Wat konnt ëmgesat ginn? Wat net? Firwat konnt dat net ëmgesat ginn? Wat fir eng Léieren hätt ee kënnen dorauer zéien? Dat misst awer onbedéngt déi nächste Kéier bei deem Plang geschéien, well et ass wichteg, dat een e Monitoring mécht.

Dorunner knäppt sech natierlech och d'Fro, wéi een eng nohalteg Politik moosse kann. Stéchwuert sinn hei d'Indicateure vun der Nohaltegkeet. Ech hat d'Éier 2002 déi éischt Serie vun Indicateuren - ech mengen, et waren der 27 - opstellen ze loossen an ze presentéieren. Et war awer deemools gewosst, dat een déi misst mat der Zäit upassen, dat ee se misst erweidern.

Elo 2010 leien awer nach keng nei oder réviséiert Indicateuren um Dësch. Et ass also schwéier, wann een och keng aktualiséiert Indicateuren huet, fir esou e Plang, deen éischte Plang also, ze évaluéieren. Do ass dat elo net onbedéngt e Reproche un déi aktuell Responsabel, mä do ass et dann éischer de viregten Ëmweltminister, dee seng Hausaufgaben net gemaach huet. Duerfir den Opruff un d'Ministère Schank a Wiseler, esou schnell wéi méiglech déi Indicateuren ze aktualiséieren, well se sinn ee wichtegt Instrument fir d'Nohaltegkeet vun de Politiken insgesamt besser ze moossen an ze guidéieren.

Wat elo den Inhalt vun dem Plang ugeet, muss ee soen, dat en eng duerchwuesen Analys vun der Problematik vun der Nohaltegkeet hei zu Lëtzebuerg mécht. Fir an de Wiederer vum Nohaltegkeetsrot ze schwätzen, deen Deel vum Rapport ass am Fong geholl spektakulär an all interesséierte Bierger sollt eigentlech déi 35 éischt Säiten eng Kéier a Rou liesen.

Wat elo d'Zukunft ubelaangt, proposéiert de Plang eng Hällewull vun neie Mesuren an deenen ënnerschiddlechste Politikberäicher. Do gi ganz vill Mesuren opgezielt. Mat ganz velle kann een do d'accord sinn, mä wat ech vermessen, dat ass, dat do keng Prioritéite gesat ginn. Et ass e Katalog vu Propositionen, wou een net ëmmer kann erausliesen, wéi déi eng mat deenen aneren da verknäppt sinn oder wéi d'Hierarchie ass.

Dat huet wahrscheinlech domadder ze dinn, dat hei och eng ganz Rei Ministère deem Plang zougeschafft hunn - dat ass jo eng gutt Saach, dat gëtt jo ugestriift -, a jiddweree huet dann och wollt seng Iddien erabréngen. U sech ass dat jo och da positiv, mä et schéngt wéi wann awer dann herno all Ministère säin „claim“, fir et emol esou ze soen, dann e bëssen ofgestrach huet, an da ka kee sech dann herno an déi Gesamtstrategie erabewegen. A jiddweree bleift awer bei senge Punkte bei sengem Ministère hanken.

En anere Punkt vu Kritik ass deen, dat bei deene sëllege Virschléi, wou, wéi gesot, der eng ganz Rei wierklech ganz gutt sinn, keng Échéancé stinn, dat net gesot gëtt bis weini déi Mesurë sollen ëmgesat ginn. Et ass emol gutt gesot, wat ee soll maachen, mä et ass net gewosst, weini dat soll realiséiert gi sinn. Soll dat elo a fënnf Méint sinn, a fënnf Joer oder a fënnf Jor-zéngten?

Gradesou wéi och eng Rei gutt gemengte Propositionen opgezielt ginn, ouni dat awer konkret gesot gëtt, wéi, zum Beispill duerch wat fir ee Gesetz oder wat fir eng reglementaresch Aktioun oder soss, een déi Propositione kéint an d'Praxis ëmsetzen. Do treffe mer dann och d'Achillessehn vun dem Plang, well dat géif sech och dann direkt, wann do géif konkret prezis stoen, wéi een et soll maachen, un d'Exécutive, also un d'Regierung riichten. An déi wëllt sech jo awer wahrscheinlech do net esou an hir Aarbecht dräschwätze loos-sen.

Ech wëll elo dat Ganzt oder e puer Problemfelder vun der Nohaltegkeet hei zu Lëtzebuerg e bësse méi genau ënnert d'Lupp huelen. Et ass natierlech och interessant; mä Virriedner huet et e bësse méi wäit ausgeholl, hien ass bis an d'Karibik a bis an de Golf vu Mexiko gaangen. Ech wëll elo net esou wäit goen. Ech hoffen och net, wann ech méi laang schwätze wéi den Här Oberweis, dat ech dann och nach schëlleg si mat méi laangem Aus-spruddele vum Äerduelech, mä ech wëllt mech also dann elo hei zu Lëtzebuerg dorobber konzentréieren.

En Dossier par excellence vun der Nohaltegkeet ass dee vun Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg, natierlech och op anere Plazen op der Welt. An d'Regierung ass och hei mat oder ouni Accord vu Kopenhagen weiderhi gefuerdert. Mir hunn eis Ziler vu Kyoto nach ëmmer net erreicht. An dat, wat mer um Terrain guttmaachen, ass zum Haaptdeel, wann net bal exklusiv, duerch Fräikafen iwwer flexibel Mechanismen erreicht ginn.

Ech hat déi Démarche schonns eng Kéier op deser Plaz kritiséiert, well ech net d'Effizienz am Sënn vun Klimaschutz dra gesinn; dat mer zum Beispill zeg Milliounen Euroen an e puer Wandmillen a China in-

vestéieren - e Land, dat Rakéiten an de Weltall schéisst, wat Atombommen huet a wat weess ech net nach alles -, dat mer also do dann déi Suen investéieren, fir dann anscheinend d'Klima am grouse China mat e puer Milliarde Mënschen ze retten.

Ech fannen zum Beispill, dat mer déi Suen da besser hei an eisem Land investéiert hätte fir konkret Mesuren am Sënn vun Klimaschutz. Da kommen natierlech och nach déi moralesch Bedenken derbäi, wann een dann och iwwert de Kyoto-Fong an dann a verschidden esou obskur Fonge Suen investéiert, wou een net genau weess, wat domadder geschitt, wat fir eng konkret Aktiounen domadder gemaach ginn.

Dat ass natierlech och, mengen ech, e moralesche Problem, well mer jo da versichen eise Problem op d'Drëttweltlänner of-zewälzen, oder se awer versichen als Entwécklungshëllef ëmzuewandelen. Dat ass och net nohalteg an der Optik vun de Relationen Norden/Süden.

Mir sinn also hei zu Lëtzebuerg op alle Fall am Klimaschutz weider enorm gefuerdert. Mëttlerweil ass den Nohaltegkeetsminister an den déléguéierte Minister ee Joer am Amt an nach ëmmer vermessen ech konkret nei Initiativen an Impulser. Ech weess elo schonn, wat se do ënnen denken. Se soen dann: „Mä mir hunn awer elo e Partenariat ugekënnegt.“ Do sollen dann all concernéiert Akteuren zesummen un engem Dësch diskutéieren a Mesurë proposéieren, déi eng allgemeng Akzeptanz kënnen fannen.

Schëin a gutt. Dorun ass oder wär näischt auszesetzen. Mä bis dat dee Partenariat ofgeschloss ass, dat wäert dann nach eng Kéier e puer Méint daueren, da gëtt et nees praktesch Dezember. An et geet scho Rieds, dat dee Planing, deen Timing fir dee Partenariat dann och schonn net kann agehale ginn. Do geet einfach enorm vill Zäit verluer, a mir kéinten elo schonns eng ganz Rei Mesuren ëmsetzen, déi allgemeng Akzeptanz fannen.

Zum Beispill dat vum CO₂-Aspueren am Hausbau, wou jo e ganz grouse Potenzial läit. Hei zu Lëtzebuerg kéinte mer en Drëttel CO₂-Emissiounen spueren, zum Beispill duerch den Assainement vun eiser Albausubstanz. A mir haten als DP schonns virun de Wahle konkret Mesurë proposéiert, insbesonnesch dat mer am Albau systematesch solle Mesuren, e Programm duerchzéien, fir dat mer bis 2020 all Albausubstanz géife sanéieren.

An dobäi sollt dann de Bierger finanziell iwwer eng staatlech Klimabank gehollef kréien, dat déi Aarbechten, fir ze assainéieren, géife virgestreckt ginn, an da mat deene Suen, déi een herno spuert beim Brennes, mam Gas, mam Masutt, well d'Haus jo gutt assainéiert ass, kéint een dann dat zrëckbezuelen. Am Endeffekt géif dat de Stat jo och näischt kaschten, well e géif seng Suen dann zrëckkréien.

Dat wär eppes, wou wierklech och géif nohalteg geschafft ginn a wou aus ville Bléckwinkelen eraus Gewënner wäeren. Éisch-tens, de Bierger wär Gewënner, well e géif à long terme manner Suen ausgi fir säin Haus, fir de Masutt, fir de Gas. D'Klima, d'Ëmwelt wär Gewënner. De Stat wär Gewënner, well e muss manner Kyoto-Strofe bezuelen. An dann awer och dee ganze wirtschaftlechen a sozialen Aspekt: d'Handwierk géif nei Aarbecht fannen, nei Aarbechtsplaze kreéieren. Also och do hätte mer Gewënner.

A souwäit ech weess, besteet Konsens bei all de Leit hei zu Lëtzebuerg, bei den Handwierker, bei de Bierger fir dat ze maachen. Do brauche mer net nach en neien Diskussiounsdësch, fir do zu där Konklusioun ze kommen.

Wat hënnert eis also, fir domadder muer unzufänken? Et ass a villen anere Beräicher vum Klimaschutz d'selwecht. Et leien am Beräich vun Klimaschutz zum Beispill säit Joren Etüden um Dësch iwwert d'Potential vun den erneierbaren Energien. Firwat hu mer bis elo do keng Suiten derzou? Et si schonn x, oder net x, mä et si schonn zum Beispill eng Rei Pilotprojeten am Beräich Energieeffizienz, nohaltegt Wunnen ëmgesat ginn.

Schonn an de Joren ufanks 2000 hu mer zu Pëtscht e Pilotprojert ëmgesat. Do war



och d'Akzeptanz iwverall do. Do hu mer kee ronnen Dësch gebraucht. Firwat gëtt dat also net verallgemengert? Firwat waarde mer elo nach ee Joer oder méi laang, bis datt mer domadder da géifen ufänken?

Nach eng Kéier, esou e Partenariat ass schéin a gutt, mä et ass sech elo einfach ze froen: Brauche mer duerfir extra elo nach e puer Méint, e ronnen Dësch, fir datt dann och jiddwereen nach eng Kéier d'accord domadder ass, wou schonns jiddwereen dermat d'accord ass? Et ass a mengem Aen einfach verlueren Zäit.

Och wat d'Transportpolitik ubelaangt, wesse mer, datt mer musse verstärkt an den öffentlechen Transport investéieren. Den „modal split“ 25/75, do ass souwiso schonn en Accord do. Pläng, Programmer, d'Architekten oder d'Ingenieuren hu scho praktesch alles do gemoolt. Et geet just drëms, fir dat nach ëmzesetzen. Musse mer dat elo nach eng Kéier nei alles diskutéieren?

An da freet ee sech och, wat herno - wéi soll ech soen - awer d'Duerchsetzungsverméige vum esou engem ronnen Dësch ka sinn. Well et si jo awer da verschidden Domänen, wou d'Regierung elo schonn Neel mat Käpp gemaach huet an net d'Konklusioun vum deem Partenariat ofgewart huet, zum Beispill a verschidde Dossiere vum dem Transport. Et sinn déi eng Strecken, zum Beispill Esch-Lëtzebuerg, déi zréckgestallt gi sinn. Elo geet net méi Rieds - wat ech gutt fannen - vum dräi Pisten op den Autobunnen, awer nëmmen hallef, an esou weider. Dat heescht, do sinn also schonn eng Rei Décisiounen gefall.

Wat mech awer och dann zu enger ganz fundamentaler, wesentlecher Fro vum Stelwäert net nëmme vum deem Partenariat bréngt, mä insgesamt vum deem Nohaltegkeetsplang an deem, wat och dann den zoustännegen Nohaltegkeetsminister respektiv den déléguéierte Minister betrëfft: Wéi steet de ganze Plang, de Partenariat, mä awer och d'ganz Nohaltegkeetspolitik, an och de Plang hei, dee mer haut de Mëtteg diskutéieren, par rapport zur Tripartite, wou et jo och ëm wichteg Décisiounen fir d'Zukunft vum Land geet, wou och wichteg Décisiounen geholl ginn?

Eigentlech misst sech d'Regierung jo och an der Tripartite un esou engem Plang orientéieren - eigentlech -, well am Konkrete konnt ee gesinn, datt dann esou e Plang an enger Tripartite guer näischt méi wäert ass. Et war emol esou, datt den Nohaltegkeetsminister mol net huet dierfen un der Tripartite deelhuelen. Et ass eigentlech dann eng ganz ernüchternd an depri-mant Feststellung. An da freet ee sech, wat esou en Nohaltegkeetsplang fir des Regierung iwverhaapt wäert ass. Et schéngt, et ass net méi wéi en Alibi oder e Feigeblatt.

Mir sollen duerfir awer net elo haut de Mëtteg hei als Chamber d'Bengele bei d'Tromm geheien, mä d'Fangeren ëmsou méi op d'Wonne leeën an eise Rôle als Chamber spillen an ëmsou méi drop hiweisen, datt d'Regierung muss nohalteg Politiken ëmsetzen. Ech fannen, dat ass och wierklech de Mérite vum deem Rapport - nach eng Kéier -, datt do de Rapporteur wierklech en anstännegen, en zolitten an e kriteschen Avis opgestallt huet, wou mer dann och wierklech als Chamber eise Rôle spillen.

Nach e leschte Punkt zum Dossier Klimaschutz, dee par excellence op der Schnëttstell vum Ëmwelt an Economie da läit: Et handelt sech heibäi ëm de sougenannten Tanktourismus. Och hei ass d'Regierung gefuerdert, fir mittelfristig eng Solutioun ze fannen, an immens wichtig ass, datt do och endlech elo kloer Zuelen op den Dësch kommen.

Et gëtt jo ëmmer gesot, datt den Tanktourismus ronn eng Milliard géif an d'Statskeess eraspullen. An der Rechnung gëtt awer zum Beispill net gekuckt, wat fir eng Dépensen dat fir de Stat verursaacht: zum Beispill Strofen am Kyoto-Protokoll oder wéi vill Ëmweltschied dat awer hei zu Lëtzebuerg zum Beispill kascht oder och nëmme ganz banal - et geet jo och ëm Infrastrukturen, fir déi den Nohaltegkeetsminister och zoustänneg ass - d'Schied op der Strooss an d'Accidenter.

Do huet sech jo zum Beispill, wann der d'Autobunne fuert, moies - besonnesch och déi Diddelenger -, do huet sech jo e Mikrokosmos, eng eege Welt vum Verhale vu Camionschauffeuren entwéckelt, déi jo haaptsächlech och d'grouss Akteure vum Tanktourismus sinn. Déi fuere do hir Ronnen an hir Ronnen, bis datt se déi Tankstell da fonnt hunn, wou se dann hir Clientskaart hunn. Do fuere dann all Dag net zéng, net honnerten, mä e puer honnerte wann net e puer dausenden zweemol déi Streck vum der Sortie Beetebuerg bis an d'Stad, ginn an de Rond-point Gluck dréinen an esou weider, fir datt déi da kënnen op déi Tankstell kommen.

Do gëtt also d'Autobunn all Dag duebel...

► **Une voix.** - Op anere Plazen am Land ass et genau datselwecht.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Op anere Plazen ass et d'selwecht. Ech schwätze vum där Plaz, déi ech kennen.

Do ginn also d'Stroossen an d'Ëmwelt duebel, dräifach belaaucht wéinst dem Tanktourismus. Dat rechne mer zum Beispill guer net mat eran. Ech rechnen och net mat eran, datt mer zum Beispill zu Beetebuerg eng Kläranlag hu missen erweideren, well op deenen zwou Tankstellen an der Moyenne - et ass gemooss ginn - 24.000-mol d'Toilette gezu gëtt an dat also eng Equivalenz ass vum enger grousser Stad, et cetera et cetera. Nëmme fir ze soen, wann een iwvert Tanktourismus schwätzt a seet, dat bréngt esou vill an d'Statskeess eran, da ginn et ganz vill - ech hu se net all opgezielt - aner Saachen, déi awer dann och eppes kaschten.

Ech wëll just hei och nach d'DP-Propos rappeléieren, datt mer musse kucken, aus deem Tanktourismus lues awer sécher erauszeklappen. Mir hunn dat Konzept vum virtuellen Ausstieg aus dem Tanktourismus. Well fréier oder spéider kënn et derzou, datt - ënner anerem duerch d'Harmonisatioun vum den Accisen op Bensen an Diesel am europäesche Raum - da souwiso déi Quell wäert definitiv net méi sprudelen.

En aneren Dossier vum der Nohaltegkeet am Beräich Ëmwelt, deen ech kuerz wëll sträifen, ass dee vum dem Erhalt vum der Biodiversitéit an dem Verbrauch vum Land. Och do si mer Champion am negative Sënn an alles misst gemaach ginn, fir deem entgéintzewierken. Mä d'Regierung - déi al an déi nei -, déi setzt hei weider negativ Akzenter.

Ee Beispill, dat ass jo deen aberwitzige Projet vu Léiweng: Deen ass komplett am Widdersproch zu den Ziler, déi ee sech am Beräich Nohaltegkeet ka setzen. Do gëtt d'Biodiversitéit zerstiört, Liwensraum fir Fauna a Flora, de Landverbrauch mat engem Mega-Akafszentrum op der gréngeger Wiss, dat kascht Hektaren an Hektare vum onverbrauchtem Land. Dat géllt iwvregens net nëmme fir Léiweng. Ech géif zum Beispill proposéieren, datt d'Regierung dee Projet géif pour avis un den Nohaltegkeetsrot ginn. Dee kéint dann analyséieren, wat esou e Projet wéi Léiweng wierklech un Nohaltegkeet bréngt, souwuel fir d'Ëmwelt wéi fir d'Wirtschaft an och déi sozial Aspekter. Dee kéint dann och vläicht kucken, och ouni Indicateuren, wéi déi dräi dann am Équiliber sinn a wat fir eng Plus-value dat insgesamt fir d'Nohaltegkeet géif bréngen.

Dat bréngt mech och zum Stéchwuert Landesplanung an IVL. Dat, wat de Moment do geschitt a puncto Landesplanung kann ee jo wierklech net als koordinéiert an nohalteg bezeichnen. Den IVL mat sengen duerchweege gudden Indicatiounen a Virgabe gëtt all Dag méi duerch d'Realitéit iwverholl, well d'Regierung - déi al an déi nei - einfach net virumécht mat de Plans sectoriels. Ech hat gëschter jo do eng Fro derzou gestallt an ech hunn do da kënnen soen, datt den Här Lux jo do gesäit, datt et awer des Kéier dann net d'Feelverhalen oder d'Näischtmaache vum der viregter Regierung ass, mä datt et dann déi ass haaptsächlech vum der CSV a vum dem Nohaltegkeetsminister. Mir krute gëschter och déi eng oder aner Erklärung,...

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Dir krut jo och eng Äntwert drop.

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...Äntwerten. Och do kann ech nëmme soen, et sinn eng Rei Viraarbechte gemaach gewiescht. Et hätt ee scho kéinten 2006...

(**Interruption**)

...spéitstens 2006 hätt ee kéinte mat enger ganzer Rei Aarbechten ufänken, an net 2009.

► **M. le Président.** - Här Bettel, lauschtert dem Här Berger no.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Neen, ech sot just zum Här Minister, dass en net gëschter op d'Fro geäntwert huet.

► **Une voix.** - Dir stéiert Äre Parteikolleeg.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech hunn awer kee Problem, wann den Här Bettel och nach eppes wëllt derzou bäidroen. Mä wann Der erlaabt...

(**Brouhaha**)

► **M. le Président.** - Här Berger, et ass elo un lech. Loosst lech och net vum Här Bettel stéieren.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Neen, ech loosse mech do wierklech net stéieren. Ech géif dann also zréckkommen zu der Landesplanung an zum IVL, wou - onofhängeg also da vum der Responsabilitéit, ob den Här Lux elo mengt, et wier den Här Wiseler, oder den Här Wiseler mengt, et wier den Här Lux gewiescht, oder egal - einfach ganz vill Zäit verluer gaangen ass, a mir sinn och nach ëmmer net do um Enn.

Ech weess, gëschter krut ech eng Rei Indicatiounen - déi sinn dann technescher Natur, kéint ee soen, mat Etüden -, mä wann een éischter domat ugefaangen hätt, da wier een och scho méi wäit. An da gi jo awer an der Zwëschenzäit - wou elo keng Plans sectoriels nach bestinn oder net offiziell dann ëmgesat sinn - Mesurë geholl, déi guer net an d'Konzept vum IVL a vum der Nohaltegkeet passen. Obwuel mer an de Plans sectoriels schonn den IVL ëmsetzen, maache mer Saachen, déi guer net dozou passen.

Dat géllt - fir dann an en anere Beräich vum der Nohaltegkeet ze goen - zum Beispill fir de Logement. Do gëtt et e Plan sectoriel, deen awer dann de facto duerch de Pacte logement iwverdubbelt ginn ass, wou d'Gemenge mat boren Euroen dann do ugelackelt ginn, fir datt se da wierklech drop lass neie Wunnraum, nei Wunnenge kreieren. Do gëtt da wierklech hott an har geschafft an de Gemengen, fir dann an de Genoss...

(**Interruption**)

...vun deene Suen ze kommen, mam Resultat...

(**Interruption**)

Dach. Här President, am Pacte logement ginn d'Gemengen incitéiert, datt se sollen neie Wunnengsraum schafen. Si kréien do fir Primen oder Suen, an dat incitéiert d'Gemengen...

(**Interruption**)

...dat incitéiert, Här President, d'Gemengen, fir dann net méi no de Virgabe vum IVL ze handelen. Iwwregens sinn do eng ganz Rei Gemengen, déi dann an de Pacte logement falen, déi awer net am IVL virgesi waren, fir datt se sech solle weider entwéckelen.

Mä do kënn dann awer am Endeffekt als Nieweneffekt och en neie Landverbrauch, well d'Gemengen dann zum Beispill de Perimeter erweidere fir neit Land ze erschléisen, am plaz zum Beispill innerhalb vum den Uertschaften dat ze maachen. Iwwregens, dat hei ass eppes, wat ech net eleng erfondt hunn. Dat ass en Avis, liest en no, den Avis vum Dokter Ewringmann...

(**Interruption**)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Liest den Avis vum Dokter Ewringmann no, deen dat och genau...

► **Une voix.** - Dat ass d'Resultat vun Ärer Politik.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo.

► **M. le Président.** - Sou, ech géif lech elo alleguete bieden, dem Här Berger nozelauschteren. Jiddwereen huet nach herno d'Méiglechkeet, sech anzedroen.

(**Interruption**)

Voilà. Här Bettel, lauschtert wann ech ge-lift dem Här Berger no.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, ech lauschteren och ëmmer gär dem Här Bettel no, well ech ëmmer ganz pertinent a richtig Remarquen...

(**Interruptions**)

Voilà, da géif ech awer dann ebe weiderfuere, Här President. Ech wëll just soen, datt also den Dokter Ewringmann genau datselwecht do gesot huet, op déi Problemer higewisen huet.

Här President, ech wëllt nach e leschte Punkt kuerz uschneiden. Dat ass dee vum der Wirtschaft, wou eis Suerg jo och déi muss sinn, datt mer se esou gestalten, datt se am Aklang mat der Ëmwelt ass, dat heescht, datt et e Plus ass fir d'Ëmwelt, e Plus fir d'Economie an awer och fir de ganze soziale Spektrum, dat heescht zum Beispill, datt mer nei, stabil Aarbechtsplaze schafen.

Virun allem huet eis hei d'Fro beschäftegt, wat den Zweck an de Sënn vum der Wirtschaft an engem moderne Stat ass. Fir mech ass et kloer, datt mer duerfir mussen hei zu Lëtzebuerg an Zukunft verstärkt a Beräicher setze wéi Eko- oder gréng Technologien, a Betriber zum Beispill, déi an der Recherche tätég sinn an de Leit héichqualifizéiert Aarbechtsplazen ubidden. Duerfir geet et dann och drëms, fir déi Créneuen ze fannen. An och hei ass de Wirtschaftsminister an d'Regierung gefuerdert, well do nach net ganz vill Positives ze vermellen ass.

Ech kéint elo nach des Laangen an des Breeden iwvert d'Statsfinanzen an d'Nohaltegkeet vum de Statsfinanze schwätzen. Nëmme ee Stéchwuert do: Mir haten och do an der Zäit - ouni ronnen Dësch, ouni Partenariat - scho virun x Joren eng Etüd maache gelooss iwver eng nohalteg Steuerreform. Dee Pabeier läit fäerdeg um Dësch. Och do kann ee froen: „Wéi ass et mat deem Pabeier? Gëtt deen zum Beispill an der Tripartite diskutéiert?“

Här President, ech hunn hei nëmmen e puer Problemfelder vum der Nohaltegkeet zu Lëtzebuerg ugeschneiden. Ech maache se net alleguerten. Dat sinn och vläicht déi Punkten, déi an der Kommissioun effektiv..., wou mer net darselwechter Meinung waren. Et sinn awer och eng ganz Rei Punkten, déi och opgezielt gi sinn, och Programmer, déi mer als Fraktioun kënnen ënnerstëtzen. Wéi gesot, wat jo de Problem ass, dat ass, datt mer a ganz villen Domäne gefuerdert sinn, am Klimaschutz, am Logement, an der Wirtschaft, an der Kultur - wou ech haut de Mëtteg net speziell dovunner geschwat hunn -, Landesplanung, Educatioun, sozial Beräicher, an der Wirtschaft.

Mä den Nohaltegkeetsplang - dat ass mäi Schluss, Här President -, deen ass jo nëmme sënnavoll an noutwendeg, ass e sënnavoll an noutwendeg Instrument, als Guideline fir eng seriö Nohaltegkeet hei zu Lëtzebuerg. Mä dee Plang u sech an d'Debatten hei an der Chamber bréngen näischt, wann d'Regierung sech net drun orientéiert a wann hir nach manner dru geleeën ass, déi Mesurë konkret a schnell ëmzesetzen.

An dat ass et, wou et hei zu Lëtzebuerg hapert. Duerfir hu mer also hei e gudde Plang, mä dat wat herno mat deem Plang geschitt, dat ass dat, wou et dann dru feelt. Dat ass am Fong geholl dann och ze bedauern. Do verpasse mer ganz vill Chancen, ganz vill Chancë fir d'Lëtzebuerg Land, an am Endeffekt och ganz vill Chancë fir eis zukünftige Generatiounen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger, an als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Nohaltegkeet an eisem...

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Här Bettel, ech hätt gär, datt Dir elo emol e bësse méi nohalteg géift nolauschteren.

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Villmools Merci, Här President. D'Nohaltegkeet an eisem Handeln a Plange bedeit, dass mer ëmmer an iwwerall drop oppassen, dass déi no eis kommend Generatiounen déiselwecht Liewensqualitéit op dëser Welt behale wéi mer se haut hunn. Wat sech selbstverständlech unhéiert, ass et awer nëmmer dann, wa mer all Beräicher vun eiser Gesellschaft transversal a vernetzt op hir Nohaltegkeet matenee plangen.

Duerfir brauche mer Konzepter, duerfir brauche mer Regeln a Gesetzer. Duerfir ass et och gutt, dass mer en nationalen Nohaltegkeetsplang opstelle mat engem ganzheetlechen Usaz an am Partenariat mat der Gesellschaft. An duerfir ass den Débat d'orientation iwwert d'Nohaltegkeet vun haut hei an der Chamber och néideg a wichteg, an ech wëll domat eisem Kommissionspräsident Fernand Boden an dem Rapporteur Marcel Oberweis och Merci soe fir hir gutt schrëftlech a mëndlech Rapporten.

Här President, an der Lescht gouf vill diskutéiert iwwer Statsbudgeten - souwuel hei zu Lëtzebuerg wéi an der EU -, doruwwer wéi vill Schold mer sollen oder kënnen maachen, wéi schnell mer bei den Ausgabe sollen op d'Brems trëppelen oder wou um Enn soll gespuert ginn. Um Fong sinn dat Froen, Froen iwwert d'Nohaltegkeet. Mir hunn e gewëssene Budget. Mir probéieren anzuschätzen, wéi vill Suen an de kommende Joren nei erakommen, a mat deene mussen mer haushalten.

Wa mir eise Konsum iwwer Scholde finanzéieren, belastescht mir déi jonk Generatioun an huelen hinnen d'Chancen ewech, op déi mer elo net wëlle verzichten. Bei deenen Diskussiounen gëtt schnell vergiess, dass Geld net déi eenzeg Form vu Kapital ass. Natierlech Ressourcë wéi Terrain, proppert Waasser, Loft an Energiequelle sinn och eng Zort Kapital. Wa mer se verbrauchen, sti se der nächster Generatioun net méi zur Verfügung. Een Deel vun deene Ressourcen ass erneierbar. Mä wa mer se iwwerbenutzen, ass et, wéi wa mer géife Scholde maachen. Mir müssen deemno genauos eescht iwwert d'Gesamtvun natierleche Ressourcen hei am Land schwätzen, wéi mer iwwer eise Statsbudget schwätzen.

Här President, d'Grundlag fir den Débat vun haut ass, wéi gesot, den Avant-projet vum Plan national pour un développement durable, de PNDD. Positiv un deem Plang ass, dass en nach eemol virun Ae féiert, wat mer eigentlech all wëssen, mä net oft genuch zur Kenntnis huelen. Et gëtt tëschent alle politesche Beräicher komplex zesummenhäng a si beaflosse sech géigesäiteg. Nohaltegkeet ass e Sujet, deen oft mat Ëmweltschutz an zesummenhang bruecht gëtt, mä e betrëfft all Beräicher!

Mat alle Ressourcen, déi just begrenzt zur Verfügung stinn, muss e responsabel ëmgoen, wann een der nächster Generatioun déiselwecht Chancë wëllt loossen, déi mer haut hunn. Zum Deel bedeit dat, dass mer Ressourcë méi intelligent mussen notzen, doduerch dass mer d'Effizienz steigern. D'Zil muss et sinn, dass mer dat selwecht Resultat erreeche mat manner Ressourcenverbrauch. Dat bedeit, dass mer eis fräiwëlleg e bëssen aschränken an net op Käschte vun de kommende Generatiounen eise Liewensstandard fir begrenzten Zäit héichhalen.

Fir dat ze erreechen, mussen mir d'Leit sensibiliséieren an Ureizer schafen, fir dass d'Gewunnechte sech änneren, nom Prinzip vu Fördere a Fuederen. Dat heescht, et muss deemno erlaabt si positiv Tendenzen bei de Konsumgewunnechten ze ënnerstëtzen, a Forme vu Konsum, déi besonnesch vill Ressourcen onnëtz ver-

schwenden, ze sanktionéieren. Virun allem muss d'öffentlech Hand mam gudden Beispill virgoen, wann de Stat oder d'Gemeengen akafen oder Commandé verginn.

Här President, de PNDD, dee sech op iwwer 70 Säite mam Thema Nohaltegkeet zu Lëtzebuerg auseruesetzt, enthält net vill iwwerraschend Neies, duerfir ëmsou méi Albekanntes. Enner anerem lëscht en all déi Strategien an Aktiounsplang op, déi mer schonn hunn. E mécht bewosst, dass Nohaltegkeet e Prinzip ass, en transversale Sujet, deen all Beräicher an domat all Ministère betrëfft. E mécht och bewosst, dass dee beschte Plang näischt hëlleft, wann en net ëmgesat gëtt.

Mir hunn an deene leschte Jorzéngte ganz gutt geliefert. Ze verdanken hate mer dat engem enorm staarken ekonomesche Wuesstem, deen Aarbechtsplaze geschaaft huet, eise soziale System gestärkt huet an d'Statskeess och nach gefëllt huet. De Wuesstem verursaacht awer och Käschten. Wuesstem ass verbonne mam Verbrauch vu Ressourcen. All Firma, déi sech hei zu Lëtzebuerg bei eis usidelt, brauch Plaz fir sech nidderzeloossen. Besonnesch d'Produktiounsfirme brauchen Energie an, jee no Secteur, Waasser. Mat hiren Emissiounen belastescht si de Buedem, d'Loft oder d'Waasser.

Lëtzebuerg wiest net nëmmer um ekonomesche Plang. D'Ziel vun den Awunner geet erop, dobäi kommen déi wäit iwwer 100.000 Frontalieren, déi all Dag bei eis schaffe kommen an och Ressourcë verbrauchen. All dëst zesumme féiert zu enger Entwécklung, déi eis viru grouss Erausforderunge stellt, wat d'Mobilitéit betrëfft. De PNDD gräift dësen Thema als véierte Punkt op an der Lëscht vun den Tendenzen, déi enger nohalteger Entwécklung entgéintlafen.

Well d'Mobilitéit ee vun deene Sujeten ass, déi mech besonnesch interesséieren a mer um Häerz läit, hunn ech mer méi genau ugekuckt, wat dann elo d'Recommandatioun vum PNDD sinn. Do liest ee villes wat engem bekannt virkëmt: Méi Awunner an Aarbechtsplazen, déi Frontalieren unzéien, bedeiten ëmmer méi Trafic. D'Landesplanung muss esou ausgeriicht ginn, dass méi Aarbechtsplazen dezentral ugesidelt ginn, a méi Leit Wunnraum no bei hirer Aarbecht fannen. Parallell dozou muss den öffentlechen Transport ausgebaut ginn, fir dass en „modal split“, wéi mer wëssen, vu 25/75 kann erreecht ginn.

Och d'Mesurë si bekannt. Déi verschidde Plans sectoriels sollen derfir suergen, dass eng rational Landesplanung et erméiglecht eise Flächeverbrauch kleng ze halen an d'Weeër, déi d'Leit zréckleeë mussen, fir op hir Aarbecht ze kommen, méiglechst kuerz bleiwen. De Plang „mobil 2020“ soll d'Offer vum Gemeinschaftstransport esou verstärken, dass déi, déi elo all Dag mam Auto op d'Schaff fueren, eng reell Alternativ ugebuede kréien.

De Problem läit also net bei der Erkenntnis, dass mer eppes maache mussen, an och net dorunner, dass mer net wësst wat mer maache mussen. Et ass d'Ëmsetzung an der Praxis, déi eis schwéierfällt. Verbindlech Regeln opstellen, ouni eis duerch ze vill Bürokratie selwer anzuschränken, Prioritéiten ze setzen an duerfir aner Beräicher zréckstellen, op eng Manéier, déi vun de Leit akzeptéiert gëtt. Mir misste méi schnell virukommen, wann et drëm geet, déi grouss Linne festzeleeën a méiglechst flexibel ze bleiwen, wann et ëm den Detail geet.

Wichtig Plans sectoriels goufen eis an der Form vun Avant-projete scho virun annerhallwem Joer presentéiert, mä zënterhier ass et ganz roueg ginn. Gläichzäiteg schaffe mir un zwee Projets de loi, déi den Aménagement communal an den Aménagement du Territoire betreffen, während d'Gemengen amgang sinn hir PAGen no deenen neie Prozeduren unzepassen. Heibäi gëtt een d'Gefill net lass, dass mer eis heiansdo selwer am Wee stinn. Mir mussen léieren elo konkret ze handeln, op Basis vun den Donnéeën, déi mer hunn, a gläichzäiteg weider ze plangen. Mir kënnen net waarde bis de perfekte Gesamtplan do ass, éier mer iergendeppes maachen.

Eng ähnlech Remarque géllt fir de Grenelle de l'environnement. Et ass gutt a wichteg

op breeder Basis d'Zivilgesellschaft mat anzubannen, wann et ëm den Ëmweltschutz an de Klimaschutz geet. Esou en Débat muss d'Entwécklung begleeden, mä en däerf net als Alibi hierhalen, fir an deenen nächste Méint a Joren näischt ze maachen. Et wäert eis net geléngen eleng opgrond vu Gesetzer, Contrainten a Sanktiounen, Fortschrëtter a puncto Nohaltegkeet ze maachen.

Fortschrëtter kann et nëmme ginn, wann d'Sensibilitéit an de politesche Wëllen do sinn, fir dëse Prinzip bei all eisen Aktivitéiten ze berücksichtigen. De Regierungsprogramm ass an dëser Hinsicht ganz däitlech. Nohaltegkeet ass als eng Prioritéit ageschriwwen, d'Landesplanung an den Ausbau vum öffentlechen Transport geneissen en héije Stellewäert.

Et ass elo e gudden Moment, fir ze kucken, ob dat och elo nach de Fall ass, nodeem d'Regierung e Spuerpak ficeléiert huet. All Mesuren aus dem Konzept „mobil 2020“ zesummegeholl sinn en immens grouss Finanzpak, deen enorm Investitiounen verlaangt. Och a finanziell gudden Zäite kann esou e Pak nëmmer an Etappe realiséiert ginn. Et ass deemno normal, dass d'Échéancen a manner gudden Zäite gestreckt ginn. Se mussen also gestreckt ginn. Et däerf awer net heibäi den Androck entstoën, wéi wann d'Regierung domat hir Ziler opginn hätt. D'Aarbechte mussen viru, esou schnell wéi d'Budgetsituation et eben erlaabt. Dat ass e wichtege Message, wann een net riskéiere wëllt, dass d'Diskussiounen ëm eenzel Projeten an ëm de Gesamtkonzept ëmmer erëm bei Null ufänken!

Leider huet een an der Lescht virun allem negativ Messagen héieren. Buslinne ginn ofgeschaaft, de Ruffbus gëtt ofgeschaaft, de Personeverkéier op der Linn Nætzeng-Rémeleng op der Eisebunn gëtt eventuell fir de Voyageurstrafic agestallt, den Tram duerch d'Stad - d'Kärstéck vum Mobilitéitskonzept 2020 - gëtt eréischt no 2014 gebaut an esou weider.

Wuel verstan, d'LSAP ass net derfir Servicer, déi kaum genotzt ginn an hiren Zweck net erfëllen, oprecht ze halen. Et däerf just net den Androck entstoën, dass d'Finanzkris elo e wëllkommend Argument ass, Effer fir den öffentlechen Transport méi attraktiv ze maachen, elo erëm einfach falen ze loossen. Wann eng Buslinn, eng Zuchlinn oder e Pilotprojet kee Succès hunn, muss een analyséieren firwat dat esou ass an eng aner Offer amplaz setzen.

Et wier duerfir e positivt Signal, wann déi Projeten, déi souzesoen an der Pipeline sinn, esou schnell wéi méiglech an der Chamber kéinten deponéiert ginn, och wa se net schonn d'nächst Joer kënnen realiséiert ginn. Och déi legislativ Prozedur, wéi mer wëssen, brauch jo hir Zäit. Ech denken do net nëmmer un d'Gare périphérique um Houwald, wou de Minister jo gréng Luucht vun der Regierung krut, fir en éischte Projet de loi ze deponéieren. Ech denken och un den Tram duerch d'Stad. Et schéngt jo esou, wéi wann d'Regierung an d'Stad Lëtzebuerg sech esou gutt wéi op de Finanzierungsmodell géenegt hätten. An deem Kontext wier et och gutt, wa mer de Projet de loi - wéi mer gesichter scho Rieds haten - fir de Pont Adolphe ze erneieren, nach virum Summer an der Chamber hei kéinten deponéiert kréien.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Firwat ass et esou wichteg, trotz Finanzkris, all dës deier Projeten esou schnell wéi méiglech virunzedeiwen? Éischtens, eis Stroosse sinn iwwerlaascht, zemools an de Spëtzestonne vum Berufsverkéier. All Camion, deen op der Autobunn eng Panne huet, all Accident an all Chantier suerge fir kilometerlaang Stauen. Groussbaustellen, dat wäerte mer elo gesi beim Tunnel Houwald, leeën d'halleft Land lahm, well mer wéineg Auswäichméiglechkeeten zu eisem Autobunnréseau hunn. Dat ass penibel fir all déi Leit, déi am Stau stinn, mä et ass och e Verloscht vu Produktivitéit, wa se ze spéit op d'Aarbecht kommen, an en Nodeel bei der Kompetitivitéit.

Zweetens, och wann elo de Bus an den Zuch wéineg attraktiv si par rapport zum Auto, well se net esou an ni esou flexibel kënnen sinn, ännert dat sech awer ganz

schnell, wann d'Pétrolspräisser nach eemol seriö roppginn. Eng Partie Leit huelen dann e bësse manner Komfort a Kaf, fir Suen ze spueren. Zemools an Zäite vun engem schwaachen Euro kann dat, wéi mer wëssen, ganz séier geschéien. D'Viraussetzung ass allerding, dass e valabelen öffentlechen Transport do ass, dee funktionéiert.

An drëttens, ouni wesentlech Verännerungen am Beräich vun der Mobilitéit, hu mir keng Chance zu Lëtzebuerg eis Kyoto-Ziler och nëmmer annähernd ze erreechen.

Här President, nom Échec vu Kopenhagen an am zesummenhang mat der Finanzkris ass de Klimaschutz op villen Niveaue vun der Agenda erfogeholl ginn. Dat heescht awer net, dass de Problem domat verschwonnen ass. Et ass wouer, d'Chancen e verbindlechen, ambitiösen, internationalen Accord ze kréien iwwert de Klimaschutz, gesinn de Moment net gutt aus. Och an der Opinion publique däerft et net ganz einfach sinn zu dësem Zäitpunkt Verständnis ze fanne fir déi radikal Moosnamen, déi mer missten ergräifen, wann ee konsequent dat wëllt erreechen, wat bis elo international ofgemaach oder uviséiert ass.

Et muss een och éierlech agestoen, dass et net einfach ass d'CO₂-Emissiounen esou erfzeschrauwen, wéi et laut dem Konsens vun enger Majoritéit vu Wëssenschaftler no noutwendeg wier. Et stinn zwar Zifferen am Raum wéi vill all Land misst finanziell dozou bäidroen - d'Mesurë fir d'CO₂-Emissiounen ze senke kaschte bal ëmmer Suen -, ëmgedréint ass et awer net esou sécher, dass een all Kéiers reell CO₂ aspuert, wann ee fir entsprechend Projekte Suen ausgëtt.

Dat häntk vun der Qualitéit vun de Projeten of, an et ass ze bezweiwelen, ob et weltwäit an engem verhältnisméisseg klengen Zäitraum geléngt, esou vill effikass Projeten ze realiséieren, dass mer eis Ziler kënnen iwwert den Emissiounshandel erreechen. De Risiko ass grouss, dass enorm Zommen an ineffikass Moosname gestach ginn, wat mat sech bréngt, dass d'Akzeptanz vu Klimaschutzmesuren an der Bevölkerung domat verhënnert oder zumindest reduzéiert gëtt.

Och wann et op d'Tonn vun CO₂ gerechent vill méi deier ass, ass et besser d'Suen a Projeten hei am Land oder an der EU ze stiechen, wou se konkret Resultater bréngen, déi net nëmme Punkten an engem abstrakte CO₂-Kreditsystem bréngen. Mir sollte virun allem do investéieren, wou sech d'Ziler vum Klimaschutz mat deene vun der Energieeffizienz an der Onofhängegkeet vu fossilen Energiequellen iwwerschneiden. D'Akzeptanz an der Bevölkerung fir esou Mesuren ass hei méi grouss, well d'Verbesserungen an deem Beräich och dann nach Sënn maachen, wa mer um internationalen Niveau beim Klimaschutz net weiderkommen. An deem Kontext kann eis vläicht herno den Här Minister soen, wou mer mat dem zweeten Allocationsplang fir d'Reduktioun vun eisen CO₂-Emissiounen dru sinn.

D'Anhale vun de Kyoto-Regelen däerf kee Selbstzweck sinn. Et kënt virun allem drop un, dass mer reell eppes fir de Klimaschutz maachen. Dozou gehéieren e performanten öffentlechen Transport, den Asaz vun innovativen Technologien, déi Energie spueren, d'energieeffizient Bauen, d'Investitiounen an erneierbar Energien an esou weider.

Dat muss net alles un Lëtzebuenger Territoire geschéien. Mir kënnen eis och u Projeten an der EU bedeelegen. Mä et sollt séchergestallt ginn, dass et sech ëm Projeten handelt, déi konkret Virdeeler bréngen.

Natierlech mussen mir eis ustrengen, eisen internationale Verpflichtungen nozekommen. A mir müssen eis dobäi un d'Kyoto-Spillregeln halen, och wa se net ëmmer zilorientéiert sinn. Mir wäerte sécher net derlaanscht kommen, een Deel vun eisen CO₂-Reduktiounen am Ausland anzekafen, mä mir sollte wierklech, wierklech en Effort maachen, fir dësen Undeel esou kleng wéi méiglech ze halen.

Madame Presidentin, als Konkusioun wëlle mer als LSAP zréckbehalen, dass Nohaltegkeet an Zukunft eis an alle Liewensberäicher begleede soll a muss, fir dass déi eis nofolgend Generatiounen och nach enger gudder Konditioun liewe kënnen. An de



Beräicher Mobilitéit a Klimaschutz, op déi ech speziell gaanga sinn - meng Kollegee Claude Haagen a Ben Scheuer ginn herno op aner Nohaltegkeetsberäicher an -, also an der Mobilitéit wéi am Klimaschutz jiddfalls hu mir an deene leschte Jore vill a genuch Etüden a Pläng gemaach. Elo ass et Zäit, héich Zäit, fir ze handelen. Da loosse mer dat och elo nohalteg maachen!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci dem Här Negri. An da ginn ech dem Här Gira d'Wuert.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin. Léif Kollegeinnen a Kollegen, ech hu mech elo ee Moment gefrot, ob ech iwwerhaupt soll hei eropkommen, well wann ech alle Virriedner nogelauschtert hunn, sinn ech mer bal wéi op engem grénge Kongress virkomm, mat all deene Stellungnahmen, deenen Appellen, hei endlech ëmzedenken an esou weider an esou fort.

Ech hu geduecht, géi awer emol erop, well eppes huet mech gestéiert bei deenen Interventiounen. Dat huet e bësse geklengen, wéi wann all déi Verantwortlech, déi am Numm vun hire Parteie geschwat hunn, näischt mat där aktueller Situatioun ze di gehat hätten. Et wier e bësse Monni gewiescht, deen eis all dru gehënnert hätt, all déi schéin a gutt Saachen, déi elo hei opgeléicht si ginn, ëmzesetzen. A well Der lech awer kënnst virstellen, dass ech dat awer elo net wëll esou am Raum hei stoe loossen, hunn ech geduecht, ech géif dann och nach e puer Saachen hei zu dëser Debatt bäidroen.

(**Interruption**)

Vläicht...

(**Hilarité**)

Vläicht sinn dann awer eng Rei Statistiken, eng Rei Messagen, déi an der leschter Zäit komm sinn, déi dann och bei anere Leit, Leit aus der grénge Partei, zu enger gewësserer Sensibiliséierung bäigedroen hunn. Well, Madame Presidentin, ech si wierklech der Meenung, dass kee Verantwortlechen an der Lëtzebuurger Politik méi ka soen, en hätt net Bescheid gewosst. En hätt net Bescheid gewosst, dass de Modell Lëtzebuerg net méi nohalteg ass.

Regelméisseg krute mer, speziell an der leschter Zäit, e Spigel vun eiser onnohaltger Liewensweis virgehalen. Ob dat eng OECD war, déi dach awer eng kritesch Analys vun eiser Ëmweltpolitik gemaach huet. Op d'Gefore vun eisem Pensionsystem weise se souwisou scho Joren, wann net Jorzéngten hin. Ob dat de Ranking an der Reader's Digest-Publikatioun war, déi jo eng Rei Indicateuren zesummegechoen haten, wou net nëmmen iwwer Ëmwelt Rieds gaangen ass, mä et wierklech iwwer Nohaltegkeet gaangen ass, do louche mer wäit, wäit ofgeschloen. Ech mengen, et waren nach zwee EU-Länner hanner eis. Dat huet alles net gutt geklengen.

Och de CSDD huet eis schonn an eenzelne Sachvisen op eng Rei ganz dramatesch Situatiounen higewisen. An ech mengen, si widerhuelen dat global och am Avis zu dësem PNDD.

Da muss ee jo och soen, dass deen éischten Deel vum Projet de PNDD eigentlech an deem Sënn nei ass, dass eng Regierung sech emol selwer de Spigel virhält. Deen Text ass sécherlech vun engem Groupe interministériel zesummegesat ginn. Mä ech mengen zumindest déi Virregierung stoung jo sécher hannert deem Text. An et muss ee scho soen, dass dat eigentlech eng schounungslos Analys ass vun deem, wéi d'Situatioun zu Lëtzebuerg ass.

An et ass sécherlech och vläicht nei, dass an där Analys och gesot gëtt, dass mer net nëmmen am Ëmweltberäich net nohalteg sinn, mä och am sozialen, jo souguer am wirtschaftlechen an am Statsfinanzeberäich.

An elo hält dann och nach d'Chamberskommissioun an enger rarer Unanimitéit dëser Regierung de Spigel virun d'Gesicht.

Ech wëllt hei am Numm vun der grénge Fraktioun dem Rapporteur Fernand Boden wierklech e grouse Merci soen an him och

félicitéiere fir dat, wat en hei virgedroen huet, souwuel a sengem schrëftleche wéi a sengem mündleche Rapport. Ech wollt em Merci soe fir seng konstruktiv Aart a Weis, wéi en dës Debatte gefouert huet an der Kommissioun. En huet alle Bäitrag vun deenen eenzelne Fraktiounen Rechnung gedroen a probéiert déi anzebannen. A wann et, mengen ech, zum Schluss zu engem konsensuelle Rapport komm ass, dann ass dat sécherlech zu engem gudden Deel säi Verdéngscht.

Ech wëll em awer och félicitéieren, well de Fernand Boden jo eigentlech mat dësem Rapport e selbstkriteschen Avis ofgëtt iwwer seng eegen 30 Joer Regierungsarbecht.

(**Interruptions diverses**)

Well viles, viles, wat hei kritiséiert gëtt, dorun ass hien och net ganz onschëlleg. Ech hu mech gefrot,...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dat ass awer héiflech ausgedréckt!

(**Brouhaha**)

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Geléift?

(**Interruptions diverses**)

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Dat ass och viles géierft gewiescht.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Jo, gutt.

(**Brouhaha et hilarité**)

Ech hu mech gefrot,...

(**Interruption**)

...wat dann den Déclac war fir dem Här Boden säin zweet Liewen. Ech weess net, ob et dat Schlësselerliefnis vum Échec zu Kopenhagen war, wou mer allen zwéin zesammen do waren, oder ob et säi Status als „elder statesman“ ass. Do sinn der jo eng Rei, déi op eemol, wa se keng Verantwortung méi an der Politik hunn, déi dann op eemol ganz weise ginn. Ech erënneren un den Al Gore, ech erënneren un aner Leit. Mä op jidde Fall Félicitatiounen, Här Boden, dass Der an Ärem Alter nach d'Kéier kritt hutt!

(**Brouhaha général**)

Madame Presidentin, Dir hutt dann och scho matkritt, dass déi gréng sech ganz gutt an dësem Rapport erëmfannen. Een, deen d'Konklusione liest vun dësem Rapport, deem brauch ech keng weider Zeechnung ze maachen. Ech wäert mech dann och net verléieren an Detailler vun dësem Rapport an och net vum PNDD, mä éischer probéieren, méi eng generell Analyse, e puer allgemeng Aussoen zu der aktueller Situatioun, och virun allem wéi mer an déi Situatioun konnte kommen, aus grénge Siicht duerzeleeën.

Et muss ee sech jo, Madame Presidentin, awer wierklech froen, wéi et ze erklären ass, dass Lëtzebuerg esou onnohalteg ass an domadder eigentlech och schlecht fir d'Zukunft preparéiert ass. Do gëtt et eng ganz Rei Ursachen.

Aus eiser Siicht gëtt et awer eng ganz wesentlech. Et ass deem Land hei déi lescht 25 Joer wirtschaftlech extrem gutt gaangen. Jo, et misst ee bal soen, bal ze gutt gaangen. D'Geld ass eis wuertwärtlech an de Schouss gefall. Mir mengen, dass dës dozou gefouert huet, dass dat Land domadder lues a lues eng Neiräichermentaliteit entwéckelt huet.

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Eng Mentalitéit gekennzeechent duerch Protzertum, lelebouverhalen an enger „Mir kann keiner“-Attitud. Eng Mentalitéit, wou kuerzfristege Gewinn, Geld a materielle Konsum virun allem stinn.

Ech weess net, Madame Presidentin, ob et ee Land op der Welt gëtt, wou Geld a Konsum esou en héije Stellewäert hu wéi bei eis. An ech weess och net, Kollegeinnen a Kollegen, ob et ee Land gëtt, wou esou vill iwwer Fric geschwat gëtt wéi hei.

Wéi anescht ass et nämlech ze erklären, dass grad an dësem Land en extremen Näidertum ass? An deem räichste Land vun der Welt huet een dat Gefill, dass wesentlech méi Näid ass wéi vläicht a Länner, wou een hiegt, wou ganz vill manner materielle Wäert ass.

A wéi anescht kann een dann, ass et en Ausdrock vun Neiräichen, wann d'Leit

léiwer 100 hunn, awer nëmme wann den Noper 50 huet, wéi wa se 1.000 hätten an den Noper awer 1.500. Dat erliewen all déi, déi och um lokale Plang Responsabilitéiten hunn, an hirem aldeegleche Wierken.

Ech mengen, Madame Presidentin, dësem Land feelt et u kulturellem Ënnerbau, dësem Land feelt et un intellektueller Eierlechkeet, an dëst Land huet d'Bescheidenheet verluer, déi mer nach haten zu Zäiten, wou d'Geld eis nach net an de Schouss gefall ass, mä eise Räichtum vun der haarder Aarbecht vu Generatiounen vu Mineuren a Stolaarbechter hierkomm ass.

An ech mengen, dass awer och déi Regierungen aus de vergaangene Jorzéngte matschëlleg sinn un der Entwécklung vun dësem Verhalen, well se dëst Verhalen, dës Mentalitéit deelweis virgelieft an och ënnerstëtzt hunn. Ech mengen, dass och déi Regierungen an deene leschte Joren a Jorzéngten ze vill Geld haten a gemengt hunn, si kéinten all Problemer zu Lëtzebuerg mam Scheckheft léisen.

Ech ginn lech e puer Beispiller.

Mir hunn d'Kannergeld wierklech an extrem héich Montanten ugehewen an heemlech gemengt, domat wieren all Familljen- an Erziehungsproblemer geléist. Mir hunn den RMG geschaf an hate gehofft, domadder wieren all sozial Problemer geléist. Mir hunn eng Mammerent aus dem Hutt gezaubert a gehofft, domat wieren all Ongerechtegkeete par rapport zu de Fraen net méi themaberechtigt. A mir hu besonnesch an der Klimapolitik, amplaz Lëtzebuerg aus der Uelechfal erauszeféieren, iwwer CDMen eist Land um internationale Maart fräikaaft.

Mir hu vill ze vill an de Bëton investéiert, amplaz an d'Mënschen an an intelligent Déngschtleeschungen. Och hei e puer Beispiller.

Prunkbauten ouni inhaltlech Konzepter; ganz oft hu mir als gréng dorop higewisen. An huet laang gedauert, ier mer eis emol Gedanke gemaach hu beim Bau vun engem Lycée, wéi ee pedagogesch Konzept dass da géif drakommen, ier mer hei géifen an de Bëton investéieren.

Mir hunn deier Kliniken a schéi Klinike gebaut, dat ass richtig. Et konnt een awer nach erëm rezent feststellen, dass mer insgesamt manner wéi en Drëttel an d'Preventioun am Gesondheetsberäich investéiere wéi europawäit. Och dat muss mer haut bezuelen.

Mir hu Stroosse gebaut, zu welleche Präisser, wann een eng Kéier bedenkt, wat aus där Nordstrooss do ginn ass a wat déi eis kascht. Dat kann ee sech schonn an Nullen Euro net méi virstellen. Mir hu Stroosse gebaut, amplaz d'Mobilitéit ze organiséieren. Mir hunn Héichspannungsleitungen iwwer Land gezunn, amplaz Energieberoder anzustellen. Mir hunn deier Schoulgebaier gebaut, amplaz emol fir d'éischt eng grondleeënd Schoulreform anzeleeden. A mir hu laang gemengt, eng Uni wier e Luxus, a wonneren eis haut, dass mer mat 25% Akademiker wäit, wäit ënnert dem europäeschen Duerchschnëtt leien an eis da wonneren, dass mer ëmmer méi Grenzgänger brauchen, wann ee weess, dass de Lëtzebuurger Aarbechtsmaart längst 40% Akademiker brauch.

Mä och d'Steierpolitik, Madame Presidentin, war an de leschte Jorzéngte reng op d'Quantitéit ausgerichtet. Mat der Strenz ass d'Geld iwwert d'Land verdeelt ginn. An de Message war ganz kloer: Konsuméiert, konsuméiert, konsuméiert!

Aus Lëtzebuerg muss den Akafszenter aus der Groussregioun ginn. Stellt lech emol vir, de Premierminister hätt amplaz Akafszenter gesot, Lëtzebuerg sollt de Wëssenszentrum aus der Groussregioun ginn. Dat wier vläicht e spannenden an interessante Message gewiescht, amplaz nach ëmmer erëm ze soen: Dir hutt schonn alles, mä mir hätte gär, dass Der nach méi sollt konsuméieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Wann ee 15, 20 Joer laang déi Messagen no bausse schéckt, da kann een de Leit herno kee Virwurf maachen, wa se konsuméieren. Si maache jo dat dann, wat vun hinne erwaart gëtt. Da kann een hinne kee Virwurf maachen, wa se sech protzeg

Autoe kafen, Buerger a Schlässer baue mat engem katastrophalen Energieverbrauch.

Wann 20 Joer de Message ass, Lëtzebuerg kennt keng Grenzen, bei eis wuessen d'Beem an den Himmel, da brauch ee sech net ze wonneren, wann am Land en Opstand entsteet, wann een eng Autosteier ëm e puer Euro, well méi ass et jo schlussendlech net, wëllt an d'Luucht setzen.

Haut kréie mer awer, Madame Presidentin, eng ferm gesalze Rechnung fir dës Politik presentéiert. Mir leien an alle Beräicher jenseits von Gut und Böse. Am Ëmwelt-, Energie-, am Klimaberäich souwisou - mir hunn x-mol an deene vergaangene Joren a Jorzéngten dorop higewisen -, mä och am Sozialberäich gëtt et ëmmer méi kloer, dass eise Gesondheetsystem geschwënn net méi ze bezuelen ass.

A mir hunn e Pensionsystem à la Madoff opgebaut. E Pyramidesystem, deen, dat muss ee sech emol virstellen, ouni nach eppes drun ze änneren, 2050 missten iwwer eng Millioun Leit an deem Land hei schaffen, fir dass déi Leit, déi haut schaffen, nach déi Pensioun solle kréien, déi se haut versprach kréien. Stellt lech dat emol ee Moment ganz e bësse konkret vir, wéi dat soll sinn!

A schlussendlech am Statsbudget feele bei der éischer wuel graver Kris, dat ass richtig, mä trotz allem feele bei der éischer Kris bei zwiefel Milliarden Ausgaben der net manner wéi zwou.

Madame Presidentin, wat ass dat do anescht wéi d'Resultat vun 20 Joer Politik, déi net nohalteg war? Ech si perséinlech fest dervun iwwerzeegt, dass d'Geschichtsbicher schreiw wäerten, d'Generatioun Juncker huet iwwer hir Verhältnissen gelieft, an ech sinn iwwerzeegt, dass och d'Geschichtsbicher wäerte schreiw, dass de Finanz- a Premierminister net eleng, mä och matschëlleg ass, dass seng Generatioun iwwer hir Verhältnissen gelieft huet.

Eng nohalteg Politik, Madame Presidentin, wier gewiescht, wann een zumindest sech en Deel vun deenen aussergewéinleche Recetten, déi mer iwwert d'Finanzplaz an den Tanktourismus erakritt hunn, an e Reservefond fir déi nächst Generatiounen geluecht hätt. Dat maachen zum Beispill déi norwegesch Regierungen. Déi ware sech bewosst, dass se en enger kuerzer Zäitspan an hirer Geschicht d'Chance hätten, Pétrol virun hire Küste kënnen ze förderen. Déi hunn e gudden Deel vun deem Geld, wat do aussergewéinlech erakomm ass, op d'Säit geluecht, an domat ka vun där nächster Generatioun eng nei Wirtschaft an Norwegen opgebaut ginn.

Et wier gutt gewiescht, wann een de Gesondheetsystem an de Pensionsystem a gudden Zäite reforméiert hätt an net elo misst matzen an der Kris diskutéieren. An et wier och gutt gewiescht, wann een eng gezielte Steierpolitik gemaach hätt, fir den ekologeschen Ëmbau an dësem Land an d'Wee ze leeden.

D'Finanzkris misst eis eigentlech forcéieren an d'Geleeënheet ginn, fir elo endlech dat fundamentalt Emdenke bei eis ze bréngen an dat onnohaltegt Wirtschaften ëmzesteieren. Et wäert lech net verwonneren, wann ech awer soen, dass déi gréng enttäuscht sinn iwwert dat, wat dës Regierung bis elo an dësem Kontext fäerdig bruecht huet. Och an der Tripartite ass zu engem groussen Deel, zumindest no deem, wat no bausse gedrongen ass, nëmmen iwwer Geld a Sue geschwat ginn. An an eisen Aen ass de Rettungspak, deen elo virläit, a kengem Verhältnis zu deenen déifgräifende Reformen, déi néideg wieren, fir dëst Land fir dës Jorhonnert ze preparéieren.

Wéi sollen dann och, an ech kann do nëmmen de Virriedner Berger ënnerstëtzen, wéi solle bei Verhandlung mat de Sozialpartner nohalteg Léisungen erauskommen, wann déi zwéin Nohaltegkeetsministeren emol net mat um Dësch setzen? Schlëmmer nach: Et kommen och an dësen Zäiten nach ëmmer kontraproduktiv Messagen. Ech fanne wierklech, dat, wat alles schonn zu Léiweng a Wickreng gesot a ge-

maach ginn ass, eng Katastroph an aller Hisiicht. Den Eugène Berger huet et gesot a puncto Landesplanung, ech soen et awer och a puncto Message. Do geet et jo weider mam Message, fir ze soen: Konsuméiert, konsuméiert, konsuméiert!

Ech froen Iech, Madame Presidentin, léif Kolleginnen a Kollegen: Wie soll dat do dann alles kafen? Brauche mer an all Famil fénnef Computeren? Brauche mer an all Zëmmer deemnächst e Breetband-LED-Schierm, fir Fernseh ze kucken? Brauche mer 17 Garniture Gaardestill?

(Hilarité)

Hu mer dat net, 90% vun eis, längst alleguerten? Ech wéisst wierklech gären, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wien dat do alles soll kafen!

Dat do ass dach awer ganz e bësse Brot und Spiele. An déi Devise, déi seet eis jo dach eppes. War dat net emol d'Devise vun engem gewëssene Réimerräich, ier et an der Dekadenz ënnergaang ass?

Elo bleift eis nach...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- De Westerville schwätzt esou.

(Interruption)

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Ech stinn zu deem, wat ech hei soen, Här Bodry. Ech sinn och gär bereet, mat Iech dorwäert nach länger ze diskutieren.

Elo bleift eis nach de PNDD. No allem, wat ech gesot hunn, Madame Presidentin, kënt Dir Iech virstellen, dass mer skeptesch sinn, dass mer dee ganze Kraaftakt, dee mer bis elo mat Tripartite an aneren Diskussiounen net gepackt hunn, sollten elo op eemol iwwert dësen Exercice packen. Wann do och nëmmen eng kleng Chance sollt bestoen, dass dee PNDD kéint en Ufank vun engem Ëmsteiere sinn, da muss op jidde Fall den zweeten Deel vun deem, wat eis virläit, komplett ëmgeschriwwen ginn.

Eng Rei Virriedner hu schonn dorop hingewisen, dass et éischtens muss nei geschriwwen ginn, well dee PNDD virun der Kris geschriwwen ginn ass an eng Rei Saache längst iwwerholl sinn, wat do steet. Mä ech mengen, et muss een och vill méi ambitiéis virgoen.

Mir kënnen eis eng Démarche a sechs Punkte virstellen:

Et mussen an alle Beräicher kloer a chiffriert Ziler festgehale ginn.

Zweetens mussen dann d'Prioritéiten definiert ginn.

Drëttens muss ee sech déi géeeegent Instrumenter schafen.

Véiertens, an dat gëtt och ganz oft an dem Land an an dëse Regierungen net gemaach, ganz kloer Responsabilitéite klären an en Timing festhalen.

Da si mer der Meinung, dass ee wierklech déi Indicateure radikal muss verkierzen. Et kann ee kengem Mënsch zomudden, 27 Indicateure permanent viru sech ze gesinn, fir eng Steierung vun deem, wat an deem Land geschitt.

A schlussendlech muss och e kloer Monitoring kommen, fir dass mer regelméisseg wëssen, ob mer an déi richteg Richtung amgaang sinn ze goen oder net.

Kleng Klammer: Ech mengen, dass mer eis eens sinn, dass den CSDD en nätzlecht Instrument ass, dass en och scho ganz pertinent Avisen ofginn huet. Mir stellen awer ëmmer erëm fest an deem Land, dass, trotz Statec an aneren Instrumenter, déi mer hunn, et wesentlech un Zuelen, aktuellen Zuelen am ganze Beräich Nohaltegkeet feelt. De Kolleg Robert Garcia an ech haten an deem ganze Kontext Développement durable eng Proposition de loi gemaach, wou mer eigentlech zwee Gremie gesinn hunn: ee Gremium, dat de Rôle iwwerhëlt wéi den CSDD, mä en anert Gremium, wat e wëssenschaftlecht Gremium ass, wat ganz speziell an déi do Richtung géif schaffen.

Ech mengen, jiddweree muss zouginn, dass zënter mer den Observatoire de l'ha-

bitat agefouert hunn, een am Wunnengsbau zum Beispill awer besser d'Gefill huet, wat dobaussen am Land vir sech geet. Ech fannen, mir bräichten och onbedéngt am Beräich Développement durable e wëssenschaftlecht Gremium, wat eis wierklech regelméisseg mat pertinenten Zuele géif beliwieren. Dat géif och vläicht d'Diskussioun versachlechen a géif eis och inhaltlech weiderbréngen.

Wann dës Ziler kloer definiert sinn, da misste se awer mat där ganzer Intensitéit, mat där ganzer Pertinenz, wéi aner Zuelen, mat all Mënsch am Land diskutiert ginn. Mir diskutieren elo scho laang a berechteterweis iwwert de Status vun der Statsverschëldung am Joer 2014.

Ech huelen Iech e Beispill: Wann een eng Kéier an engem PNDD seet, d'Versigelung am Land därer net méi wéi esou vill Hektar pro Dag oder esou vill Quadratmeter esou vill Hektar pro Joer sinn, da muss dat och, mengen ech, mat alle Partner an an de politesche Kreesser genausou intensiv a genauso kloer diskutiert gi wéi ähnlech Chifferen.

Mir kënnen net ëmmer nëmme wirtschaftlech Zuelen diskutieren. An et geet och net duer, wa mer elo nieft dem BIP en aneren Indicateur schafen. Dat eleng wäert net derzou féieren. Mir mussen gradesou gutt d'CO₂-Emissiounen, d'Flächeversiegelung, mä och sozial Kritäre gradesou knallhart mat alle Partner diskutieren.

D'Regierung huet dat elo emol wéinstens deelweis wëlles am Kontext vun deem ganze Klimapakt. Mir hunn do vläicht e bëssen eng aner Meinung wéi d'Kollege vun der DP. Mir si prinzipiell averstanen, dass een den Exercice do mécht. Et kann ee jo och soen, dass dat do e bëssen eng Version light vun eisem Zukunftsdësch ass, dee mer e puermol an d'Diskussioun erbruecht haten, als gréng viru Jore schonn, notamment och bei der Diskussioun hei an der Chamber iwwert den éischte PNDD.

Mä mir bedauern et haut, dass mer eis déi Zäit déi Zäit net geholl haten. Da wiere mer dat scho vir. Mir hätten déi Diskussiounen, muss ech soen, léiwier a gudden Zäite mat de Leit a mat de Sozialpartner gefouert. Et wier vläicht méi einfach gewiescht op e Konsens ze kommen, wéi awer an enger relativ vergëfteter Atmosphäre. Elo no där Tripartite froe mer eis, wéi dat do soll vir sech goen.

Ech kann Iech och soen, dass déi gréng bereet sinn, hir Iddien an déi doten Diskussioun anzebréngen. Mir wäerten den 19. Juni en öffentleche Kongress mat eise Leit hunn. Do wäerten eng ganz Rei Pisten an dem Kontext Klimapakt, mä och am Kontext Tripartite op den Dësch kommen.

Et waren der jo, déi eis e bësse belächelt haten, wéi mer den Datum annonciert haten. Haut stellen ech fest, dass mir jo dann anscheinend méi wäit si wéi d'Tripartite an aner Gremien, well do ass jo net ganz vill derbäi erauskomm. Dat ass jo emol verschobe gi bis an den Hierscht. Esou falsch louche mer dann net, dass mir eis Zäit geholl hunn, fir eis Gedanken ze maachen. Hätt dës Regierung vläicht net e Joer verschlof a sech selwer méi konkret Iddien zu eege gemaach, ier se an d'Tripartite gaange wier, da wiere mer do och vläicht e Stéck weiderkomm.

Mir soen awer gradesou kloer als gréng zu deenen Diskussiounen ëm de Klimapakt: Et ass elo déi leschte Kéier, wou mer mussen a kënnen diskutieren. Ech deelen do d'Meenung vun Eugène Berger. D'Fakte leien um Dësch, d'Kaarte leien um Dësch. Si mussen nei verdeelt ginn. Dat ass e schwierigen Exercice. Mir brauchen effektiv, wéi et an de Konklusioun vum President Boden steet, en „new green deal“.

A mir sinn als gréng just gespaant, Madame Presidentin, ob dës Regierung endlech agesäit, dass dës Ëmstrukturierung eng Chance ass fir Lëtzebuerg an net nëmmen eng Gefor. Dat ass jo mat déi Haaptkritik, déi d'OECD bei der Analys vun der Ëmweltpolitik mécht, dass se seet, et wieren nach ze vill politesche Akteuren zu Lëtzebuerg, déi déi ganz Ëmweltdiskussioun, déi ganz Nohaltegkeetsdiskussioun als eng Gefor géife gesinn amplaz eng Chance. Mir sinn als gréng gespaant, ob dës Regierung nach handlungsfäeg ass, deen néidege Courage opzebréngen, dës Ëmstrukturierung an d'Wee ze leeden.

Madame Presidentin, den 2. Juni hat den CSDD op eng Konferenz agelueden ënnert dem Titel: „Avoir plus ou être mieux“. Dat ass genau de Choix virun deem, wou mer zu Lëtzebuerg, mä net nëmmen zu Lëtzebuerg, stinn, well béides, Madame Presidentin, wäert an Zukunft net méi méiglech sinn. Déi gréng hunn hire Choix ganz kloer geholl. Mir si fir den „être mieux“. Mir wäerte ganz kritesch kucken, op wéi eng Säit dass dës Regierung an dës Majoritéit sech an deenen nächste puer Méint wäert setzen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme le Président**.- Merci, Här Gira. Deen nächste Riedner ass den honorablen Här Colombera. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera** (ADR).- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Merci un den Här Boden fir dësen explizite Rapport, wou ganz vill drasteet. En huet sech ganz vill gemaach. En huet dat exzellent bruecht.

Dee Programm, deen do beschriwwen ass, ass ee ganz vastë Programm. En ass transversal, dat heescht, en touchiert ganz verschidden Domänen: d'Santé, d'Éducation, d'Wirtschaft. En touchiert déi Al an déi Jonk.

An do ass déi éischt Fro, déi ee sech muss stellen: Ass dee Programm einfach realisierbar? Mir denken net. Firwat? Well do ganz vill Konfliktsituatiounen kënnen entstoen. A wann een Deel vun deem Programm duerchgezu gëtt, da si mer scho fro. Mä héchstwahrscheinlech wäerten do ganz vill faul Kompromësser entstoen.

Mir haten d'lescht Woch iwwert d'Nohaltegkeet an de Pensionen geschwat. Ech weess net, wéi et Iech gaangen ass, mä mech huet dat net iwwerzeegt. Et ass vill geschwat ginn, wat een alles muss maachen. Mä als Resultat ass hannen net ganz vill erauskomm.

A mir schwätze vill iwwer Développement durable. Dat ass dat Schlagwuert, dat den Här Berger gesot huet, ee Modewort. Et kéint ee vläicht soen, mir gebrauchen en anert Wuert, datt jiddweree versteet, ëm wat et geet. Hei geet et einfach ëm d'Iwwerliewensstrategie vum Mënsch, an nëmme vum Mënsch.

Dir Dammen an Dir Hären, Hand op d'Häerz, mengt Dir wierklech, dass ee sech Suerge mécht iwwert ee bloe Päiperlek, deen do verschwennt, iwwert ee schwaarzgiele Salamander, deen op eemol net méi existiert? Mengt Dir dat wierklech? Ech gleewen dat net.

Wann eng Uelechkatastroph kënn, dann natierlech, da fänken d'Leit un ze reagieren. Si fäerten, si hunn Angscht, mä si hunn Angscht fir sech a fir keen aneren, well dat kéint si iergendwéi betreffen. Do fänken d'Lompen un ze sténken an da gëtt natierlech ganz vill geschwat, da muss eppes gemaach ginn, da muss gehandelt ginn!

D'Politiker, déi huelen och de Mond voll. Si sinn och nohalteg mat hire Wierder. Et gëtt vun „new deal“ geschwat, vum „green deal“, vum „Croissance verte“, vum Biodiversitéit, vun hei a vun do, mä et muss een och wëssen, dass hei ganz vill Geld am Spill ass. Den Här Oberweis sot gëschter, wann ee vun alleguerten deenen neien Energien eng nei ekonomesch Plattform mécht, dann ass dat ee Präis vu 5.000 Milliarden Dollar, déi do am Spill sinn. An ech mengen, d'Politik ass drun interesséiert fir nei Aarbechtsplazen ze kreieren. Ech mengen, et geet dann héchstwahrscheinlech méi an déi Richtung wéi an eng aner Richtung.

An ech mengen, d'Finalitéit vun engem Développement durable, fréier war et esou, et goufe ganz weineg Leit an do war et, de Mënsch huet mat der Natur, fir d'Natur, an der Natur, am Aklang mat der Natur geliefert, fir seng primär Besoinen ze garantieren. Dat war dann: iwwerliewen, Nahrung, Kleedung, Fortplanzung, Wunneng.

Hautdësdays ass dat ganz anescht. Mir si 7 Milliarde Leit. Si mer nach am Aklang mat der Natur? Evidenterweis guet net. A wat wëlle mer gären errechen? Dat Eenzegt, wat mer erreche kënnen, dat Zil, wat mer

mussen errechen, ass déi sozial Kohe-sioun.

Fir nohalteg ze handelen, muss een awer och nohalteg denken. Dat muss am Kapp ugoen. Dat heescht, mir mussen op eppes verzichten. Den Här Gira huet hei ganz richtig gesot: Wie consomméiert alles dat, wat mer produziere wäerten? Eng Saach ass awer sécher: Naischt ass méi gefeierlech wéi dat Verkenne vu konkrete Geforen.

Den Här Negri huet geschwat vu Reglementer, vu Regeln, déi ee misst opstellen, mä ech muss awer do virdru warnen, Här Negri, well de Mënsch u sech muss och eng Responsabilitéit hunn. Et kann net sinn, dass de Stat alles iwwerhëlt an dass deen Einzelnen an der Gesellschaft, welch Ursach en och ëmmer huet, do als manerjähreg erkläert gëtt, dass deen naischt mécht. De Mënsch selwer muss eppes ënnerhuelen, muss eppes änneren. Mir kënnen net ëmmer soen: De Stat muss et fir eis maachen. Also, de Mënsch muss selwer investieren.

Fir elo konkret an e puer Detailler erzengegoen, wéilt ech gären d'Fro vum Déséquilibre opwerfen. Mir hunn eng Gesellschaft, déi besteet aus Déséquilibre. Mir hunn d'Nord-Süd-Gefäll, de räichen Norden, den aarme Süden. Dee Schwaarzen an Afrika, dee wéilt och gären an Auto, dee wéilt och gären an Fernseh, dee wéilt och gären an Handy hunn. Kënnen mir da soen: Neen, du kriss keen?

Sécher wësse mir, dass wann een en Auto kritt, jo, do ass e Problem mat der Ëmweltbelaaschtung. Sécher wësse mir, wann een e Fernseh kritt, da wësse mer, dass dat och Elektroschutt ass. Mir wëssen, dass do och Problemer op eis zoukommen. Mä mir kënnen deene Leit awer net soen: Du kriss naischt. Wéi steet et do mat der Ethik?

Den zweete Problem ass, den Déséquilibre zwësche Regiounen. Eng Regioun huet vill Aarbechtsplazen, déi aner net. Kucke mer Lëtzebuerg: Mir hu ganz vill Frontalieren, déi heihinnerkommen. Déi ënnerstetzen eis Wirtschaft, eis Pensionen. Kënnen mir dann zu deene soen: Neen, géi du doheem tanken, hei brauchst Du net ze tanken, soss geet eis CO₂-Bilanz an d'Luucht. Dat kënnen mer jo net maachen.

Mir hu Stau, mir hu Verkéier. Wéi kann een dat léisen? Ech mengen, mir mussen och wëssen, déi zwou Saachen: entweder dat eent oder dat anert geet net. Mir mussen einfach wëssen, dass verschidde Saachen einfach matenee wierken.

Drëttens, d'Ongläichheet op der Aarbechtsplaz. Fir eng bestëmmten Aarbecht verdéngt ee Mann méi wéi eng Fra. Dat gëtt et hei a Lëtzebuerg. Gëschter ware mer hei a mir hu gesot, dass d'Chargés d'enseignement manner géife verdéngen wéi d'Professere fir déiselwech Aarbecht.

An da gëtt et eng Mammerent. Verschidde Mammae kréien eng Rent, anerer net. Dat ass och en Déséquilibre. Mä et ass een Déséquilibre, dee mir selwer produziert hunn. Also, dat éischt ass, d'Déséquilibre muss verschwannen. An dat ass eng Aarbecht vun der Politik, ohne wenn und aber.

Da kënn de Problem vun der Economie. Alles steet a fält mat der Economie. Mir sinn elo an enger Kris; dee Plang hei, dee gouf opgestallt virun der Kris. A mir wëssen, dass duerch d'Kris vill Firmen, vill Aarbecht, vill Aarbechtsplazen, vill Familjen zerstéiert ginn.

Wéi gesäit et elo fir d'Zukunft aus? Den Aarbechter dobausse mécht sech Suergen, dat ass jo kloer. Ech wéilt als Aarbechter och mäin Daach isolieren, ech weess, datt dat eng Plus-value ass, mä ech kann deen awer net isolieren, well ech hunn d'Suen elo net. Ech kéint och meng Face isolieren. Ech kennen d'Plus-value vun enger Face, déi isoliert gëtt, mä ech hu kee Geld, fir dat ze bezuelen. D'selwech mat der Photovoltaik. Ech kann den Daach mat Fotozellen opspécken, mä ech hu keng Suen, fir dat ze maachen, also muss de Stat mir hëllefen. Ech sinn ofhängeg vum Stat. An hei gesi mer déi important Roll vum Stat.

De Bësch. Mir wëssen alleguerten, dass de Bësch u sech e ganz grouse Facteur ass, éischtens, an der Récréatioun, zweetens, an dem Usammele vum Waasser. Et ass



een O₂-Spender, en hält den CO₂. Mä och Leit, déi ee private Bësch hunn, déi kënnen sech dat net leeschten. Firwat? Well si ofhängeg si vum Verkaf vum Holz.

Datselwecht fir e Bauer. E Bauer ass sécherlech en Naturmensch, mä wann Der him sot: Hei, géff mer deng Parzell fir den Naturschutz, géff mer deng Parzell fir de Waasserschutz, do wäert en d'accord sinn. Mä awer bis wouhin ass en d'accord? Hie weess jo selwer, dass den Ertrag dann erofgeet. Dee Moment, wou säin Ertrag erofgeet, huet e manner finanziell Mëttele. An der Wirtschaftskris ass et elo nach méi schlëmm, also wäert en net ganz d'accord sinn. Et misst sinn, de Stat géif erëm hëllefen.

D'selwecht, een, dee krank ass, een, dee keng Suen huet: Wat mécht en? E geet bei den Dokter an do freet en ee Sirop, dee vun der Krankeess rembourséiert gëtt, awer net ee Sirop, deen op Naturbasis funktionéiert, dee keng Niewewierkungen huet, deen d'Ëmwelt net belaascht, also vill méi gesond ass an en dofir dee Moment duerch d'Niewewierkunge manner krank géif ginn.

Also, och do gesi mer den Impakt vun enger Précaritéit, vun enger Aarmut, déi lues a lues an d'Gesellschaft eraschlächt. Do ginn et och Differenzen. Déijéineg, déi d'Suen hunn, déi kënnen sech vläicht biologesch Wuere kafen, wëssend dass do manner Pestiziden dra sinn. Deen aneren, deen ebe méi aarm ass, dee muss déi traditionell Mëttele opkafen, wëssend dass do méi Pestiziden dra sinn an et duerfir dann och herno méi Schued fir seng Gesondheet beid.

Den Impakt op d'Natur ass natierlech ganz wichteg. Mir gesinn dat ëmmer méi. D'Loft ass verschmotzt mat NO, mat CO, mat CO₂, d'Waasser ass verschmotzt mat PCBen, mat DDT, mat alle Feeleren, déi mer an der Vergaangenheet gemaach hunn. Mir mussen eis bewosst ginn, dass dat iergendwéi eng Kéier op dee ganzen Zyklus Déier/Mensch wäert eng Répercussion hunn.

A mir hunn et haut schonn. Mir kréien dann natierlech direkt en Impakt op de Mensch. De Mensch ass chronesch krank. Den Här Oberweis huet virdu gesot, 36% vum Bësch wär nach gesond. Mä stellt lech vir, wéi vill Leit fir de Moment nach gesond sinn; net ganz vill. Mir hu Leit, déi hunn enorm Problemer. Fänke mer u mat chronesche Krankheeten, déi mer net méi wëssen ze bekämpfen. Mir hu Kriibsen, eent op dräi. Mir hunn degenerativ Krankheete wéi Alzheimer, wéi Sclérose en plaques. Mir hu Krankheete wéi Allergien. Mir hu Krankheete bei jonke Kanner, déi Verhalensstörungen hunn.

Mir hu Leit, déi Dépressiounen hunn. Mir hu Leit, déi am Stress sinn. Mir hu Leit, déi net méi wëssen, wou aus a wou an. Si sichen natierlech eng Hëllef beim Dokter, an dee kann natierlech näischt anescht maachen, wéi Medikamenter ginn. Medikamenter, déi natierlech dann och chemesch sinn, am éischte Sënn vum Wuert. Chemesch Medikamenter bréngen dann, dass d'Leit ëmmer méi krank ginn. Dat ass einfach e Cercle vicieux.

A wann ech vu kranke Leit schwätzen, da mussen mer och ee Wuert iwwert d'Suicidé schwätzen. Ganz vill Leit wëssen net méi, wou an a wou aus. Suicidé sinn un der Tagesordnung, dat ass eng Realitéit. An do gi ganz vill mënschlech Ressourcë verluer. All Persoun ass e Genie fir sech. Dir wësst jo, dass an zwee Käpp méi dran ass wéi an engem Kapp. An dräi Käpp ass méi dra wéi an zwee Käpp. An do, mengen ech, mussen mer nach ganz vill ënnerhuele fir de Mensch u sech, dee fir mech och dann an der Biodiversitéit een Element vun der Biodiversitéit ass. Och de Mensch muss op jidde Fall anescht ersëtzt ginn.

De véierte Punkt ass natierlech d'Politik. Ech mengen, d'Politik, Dir Dammen, Dir Hären, d'Politiker schmässe ganz grouss Wieder, dat wësse mer. Mir wëssen och, dass d'Politik net vill Tugenden huet, a scho guer net, wann et ëm Éierlechkeet geet. Firwat? Well se alles versichen ze verstopen.

Et wär dach ganz einfach, wann ee géif soen: „Léif Leit, esou ass d'Saach. Dohinner geet et. Dat gëtt gemaach.“ Dat akzeptéieren d'Leit méi, wéi wann ee versicht

fir alles ënnert den Dësch ze kieren, ënnert den Teppesch ze kieren, fir ze versiche fir Meenungen, déi vläicht vun enger Oppositionspartei kommen, déi gutt wäeren, an en Tirang ze leeën, véier, fënnf Joer ze waarden an dann, wann et net méi geet, dann hält een déi Iddien eraus an da seet een: „Dat maache mer elo.“

Ech mengen, dat ass eng feig Haltung vun all politescher Partei, an ech nennen hei keen Numm. Ech wëilt lech nëmme soen, d'ADR huet zoufälleg de Projet City-Tunnel op dee Wee bruecht. En ass natierlech verschwonne. Et ass keen, dee sech derfir interesséiert. Jiddweree wëllt gär den Tram hunn. A mir wëssen alleguerten, dass den Tram absolut guer kee Problem léist.

D'Politik mécht nëmme faul Kompromësser, ganz vill faul Kompromësser. Ech ginn lech e puer Beispiller.

Genmanipuléierte Mais. Wat bréngt dat, wann op enger Säit genmanipuléierte Mais ugeplanz gëtt, dann eng Pufferzon kënn an do niewendrun einfach normale Mais. Wat soll dat déngen? Et ass e faule Kompromëss, wou mer alleguerten wëssen, dass mer doduerch ënnerginn, Jongen. Also, et kann net sinn, dass mer einfach faul Kompromësser esou aginn.

► **Une voix.** - Jongen a Meedercher.

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Jongen a Meedercher. D'Meedercher si méi léif. Déi géifen dat net maachen.

► **Mme le Président.** - Ech géif lech bieden, Här Colombera, wann Der lech un d'Chamber wend, dann Dammen an Hären ze verwenden. Ech mengen, dat wär méi appropriéiert, an da géift Der net riskéieren lech just un eng Zort vun den Deputéierten ze wenden.

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Merci, Madame. Ech wollt domat mäin Ausdrock ginn, Madame Presidentin, dass d'Fraen e bësse méi sensibel si wéi d'Männer. Duerfir soen ech Jongen. Et deet mer leed, mä ech huele meng Wieder zrëck.

(Interruption)

Okay.

En anert Beispill ass den öffentlechen Transport. Mir wësse ganz genau, dass den öffentlechen Transport ganz vill Problemer ka léisen. Mä wat géif passéieren, wa mar jiddweree mam Autobus oder mam Zuch géif fueren. Mir hätten emol keng Capacitéit fir déi Leit do opzehuelen. Dat wär guer net méiglech. Ech mengen, dat ass och e faule Kompromëss, deen d'Politik dann eben ageet.

Mir investéieren 0,7% an déi aarm Länner. A wat gi mer hinnen? Mir droen hinnen eise Schrott dohinner, eisen Elektroschutt, eis Batterien, alles, wat hir Gesondheet u sech beschiedegt. Ass dat eng normal Haltung vun engem Politiker?

► **Une voix.** - Schwätzt Der vu mir?

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Mir mussen einfach wëssen, d'Leit mussen wëssen, wou se higin, wéi et an der Zukunft ausgesäit. An do, mengen ech, muss d'Regierung einfach Kloertext schwätzen. Dat ass dat Allerwichtigst. Well wann d'Politik net éierlech ass, da geet et och net virun.

Dann een zweetleschte Punkt, deen ech wëll uféieren, dat ass d'Sensibilisatioun, d'Informatioun, d'Éducation vum Publikum. D'Leit dobaussen hunn d'Recht fir informéiert ze ginn. Mä gi se richteg informéiert? Gi se richteg sensibiliséiert? Wat geschitt, wann eng Firma wéi BP do einfach déi ganz Saach, déi ganz Ëmweltkatastroph als négligeabel ugesäit? Si bezilt och eng Milliard, si bezilt och zwou Milliarden. Wat geschitt dann an de Käpp vun de Leit, déi dat gesinn?

Ma déi soe sech: Et deet mer leed, wa si dat maachen, da brauche mir awer eis wierklech net hei vreckt ze maache fir dat ze errechen. Da loosse mir dat och esou einfach goen an da kucke mer, dass mer eens ginn.

Eng aner Saach ass d'Informatioun. D'Informatioun ass enorm wichteg fir all Bierger. Mir hunn dat gesi bei der leschter Schwénggripp. Do ass jo ganz vill geschwat gi vun där enger Säit, d'Gripp wär geféierlech, et misst een onbedéngt empfing ginn, well et géifen esou vill Millioune Leit stierwen an dofir misst jiddweree geimpft ginn. Wat hunn dunn d'Re-

gierung gemaach? Si hu massiv Impfstoff kaff a vu virera war gewosst, d'Wëssenschaftler hate gewarnt, déi Gripp do géif absolut guer net vill vun negativem Impakt bréngen. Mä trotzdem ass do investéiert ginn. Et ass investéiert ginn, fir de Pharmaindustrien ënnert d'Äerm ze gräifen. A wat ass do erauskomm? Guer näischt, mir hunn nach ëmmer déi Impfstoffe. An d'Leit, déi hunn absolut net d'Schwénggripp kritte, op jidde Fall net an deem Mooss, wéi dat prognostizéiert gouf.

Och do mengen ech, dass, wann d'Medië sech géifen uerdentlech mat deem Problem befaassen, versichen, neutral déi eng Wëssenschaftler an déi zweet Wëssenschaftler ee géint deen aneren ze vergläichen, dee Problem neutral géifen duerstellen, da wär de Publikum dobaussen och natierlech besser informéiert an e kéint sech säin eegent Bild maachen. Dat hu mer leider net.

De Problem vun de Contrainten: Muss ee wierklech d'Leit derzou forcéieren, fir dass se ëmweltbewosst schaffen? Mir hunn en Energiepass. En Energiepass ass eng gutt Saach. Mä muss dat souwäit kommen, dass ee seet, hei, Du muss en Energiepass hu fir Däin Haus ze verkafen, anerefalls ass Däi Präis, wann s De et verkeefs oder wann s De louns, deen ass méi kleng. Muss et da wierklech souwäit kommen? Musse wierklech d'Leit einfach gezwonge ginn, fir iergendwéi nohalteg ze denken?

An da kommen ech zu mengem leschte Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Presidentin, an dat ass e philosopheschen Aspekt: d'Natur. Brauch d'Natur de Mensch? Dat ass eng ganz grouss Fro, déi ech hei kéint stellen. Ech ginn och do keng Äntwert. Ech mengen, iwwerleet lech dat: Brauch d'Natur de Mensch?

De Mensch u sech, dat ass - mir sinn alleguerten domat d'accord - e groussen Egoist, et ass ee Schmarotzer: Ouni de Mensch wäere vill Saachen op der Welt net do. Domat si mer eis awer eens, ech mengen, do hunn ech net ze vill gesot. Mä wann d'Natur wëilt a si géif de Mensch eliminéieren, da wäere vill Problemer aus der Welt geschaf.

Zweetens: Musse mir wierklech alles zerstéieren, fir dass mer nei kënnen opbauen? An do schwätzen ech d'Kricher un. Musse mer wierklech Krich preparéieren? Musse mer wierklech Leit an de Krich schécken, dass déi do hiert Liewe verléieren, fir dass mer kënnen soen, okay, am plaz siwe Milliarden vu Leit kréie mer herno nach fënnf Milliarden, da geet et eis besser?

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn nach ganz vill ze maachen an haaptsächlech mental mussen mer denken. Mir mussen einfach nohalteg ginn an eise Gedanken. Mir mussen einfach en Häerz hunn an net ëmmer mat Geld schwätzen a mat Économie. Mir mussen vill méi wäit goen. Mir mussen wëssen, dass mer eng Gesellschaft sinn, ee Puzzle, jiddwereen ass ee Puzzlestéck a jiddwereen ass wichteg.

Ech soen lech Merci.

► **Mme le Président.** - Merci, Här Colombera. Deen nächste Riedner ass den Här Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn dervun aus, den Débat vun haut ass net iwwert d'gesamt Regierungspolitik, och net am Beräich vun der Nohaltegkeet. Sondern den Débat vun haut, den Objet vum Débat vun haut ass de Projet vum zweeten Nohaltegkeetsplang. An ech wëll mech eigentlech och dorobber beschränken.

Deen Nohaltegkeetsplang, deen eis elo virläit, ass eng valabel Diskussionsbasis. Virun allem deen éischten Deel ass eng relativ couragéiert - dat ass hei scho gesot ginn - an awer realistesch Bestandsopnahm vun den negativen Entwécklungstendenzen zu Lëtzebuerg. Eleng deen Deel geet also scho bal duer fir eng intensiv Diskussioun ze féieren iwwert den Zoustand, an deem mer eis befannen.

E wierklechen Nohaltegkeetsplang ass deen Entworf do awer nach net. Dofir - fir dat ze ginn - missten d'Frostellungen, d'Struktur, d'Prioritéite virun allem am zweeten Deel wesentlech opgeschafft ginn. Bei där Opschaffung misst den Avis vum Nohaltegkeetsrot onbedéngt berück-

sichtegt ginn. Ech mengen, dat steet och am Projet vun enger Motioun, iwwert déi mer ofzestëmme hunn. Méi nach: Ech mengen, dass den Nohaltegkeetsrot och an iergendenger Form an déi Opschaffung sollt aktiv mat agebonne ginn. Dat waren déi zwee éischt Punkten.

Drëtens: Och dat geet awer menger Meinung no nach net duer. Well an där ganzer komplexer Problematik, an de Virschléi a Léisungen eng demokratesch Legitimitioun ze sichen, geet nëmme iwwer e breeden Débat an der Öffentlechkeet, eigentlech e permanenten Débat, net nimm all puer Joer een. An - betounen ech zum Schluss - e kontroversen Débat. An dat ass Punkt véier.

An där komplexer Fro vun der nohalteger Entwécklung gëtt et Konflikter, gëtt et Interessekonflikter, gëtt et ënnerschiddlech Perspektiven, gëtt et och entgéintgesaten Opfaassungen. Nëmme ee Beispill vu ville méiglechen: Tëschent der wirtschaftlecher Kompetitivitéit engersäits - virun allem dann, wa se esou enk definéiert gëtt, wéi dat an der Regel de Fall ass - an anersäits der sozialer Gerechtegkeet respektiv, ech nennen dat emol: der ökologescher Rücksicht gëtt et méi wéi eng kleng Reiwungsfläch, mä gëtt et wierklech e Konflikt. Genau déi Konflikter, dee kontroverse Pluralismus, deen an deem ganzen Débat hei misst eigentlech sinn, dee gëtt an deem Entworf vum Nohaltegkeetsplang wäitgehend ënnerbelicht respektiv iwwerhaupt ignoréiert. Et ass awer eng Illusioun ze mengen, et kéint een déi komplex Problematik do vun der Nohaltegkeet an engem seichte Konsensus ugoe respektiv léisen.

Fënneftens: Eng Rei vun zentrale Froen ginn entweder an deem Entworf net oder ze vill iwwerflächlech thematiséiert. E Beispill, wat och den Nohaltegkeetsrot ënnersträicht, ass d'Fro vun der kultureller Entwécklung. En anert Beispill ass dat vun der demokratescher Participatioun.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Wann ech an deem Text liesen, d'Problematik vun der Demokratie vun der Netlëtzeburger Populatioun, déi soll ugaange gi mat engem Opnahmedag - Journée d'orientation - fir Migranten, da muss ech eigentlech de Kapp rëselen.

D'Fro vun de gesellschaftlechen Ongläicheeten, zum Beispill, gëtt reduzéiert op d'Fro vun der Précaritéit - ech sinn ëmmer beim zweeten Deel -, an där wär da bäizekomme mat der Vollbeschäftegung, heescht et. Woubäi awer éischten net ugeschnidde gëtt, wéi een déi Vollbeschäftegung dann hei zu Lëtzebuerg soll errechen. Zweetens misst een eigentlech och wëssen, dass d'Beschäftegung, Aarbechtsplaz, net onbedéngt eng Garantie ass géint d'Précaritéit, Stéchwuert: „working poor“. An drëtens kënn et selbstverständlech och nach op d'Qualitéit vun der Aarbechtsplaz un.

Sechstens: Eng Politik vun der nohalteger Entwécklung kann natierlech net bei den nationale Grenze stoe bleiwen. Dat heescht, net nimm eng équilibréiert, nohalteger Entwécklung an der Groussregioun - soe mer emol esou. Mä och dat gëtt am Plang eigentlech nach net thematiséiert. Doriwwer eraus stellt sech awer déi vill méi allgemeng Fro, wéi eng Auswierkungen eisen Entwécklungsmodell hei zu Lëtzebuerg - respektiv an Europa - ausserhalb vun eise Grenzen huet.

Et kann een, fir dat zum Thema ze maachen, de Begrëff vum Foussofdruck, vum „footprint“ benotzen, deen entre-temps bekannt ass. Allerdéngs mengen ech, da muss een e gebrauchen a méi engem komplexe Sënn, wéi dat bis elo an der Regel de Fall ass, dat heescht also, an enger Bedeutung, wou an alle Beräicher, am soziale Beräich, am ökologesche Beräich, am ekonomeschen, am kulturelle Beräich gekuckt gëtt: Wéi eng Konsequenzen huet dat, wat mir hei maachen? A wann ech soen, hei, dann ass ëmmer gemengt Lëtzebuerg respektiv Europa. Wéi eng Konsequenzen huet dat haut? Wéi eng Konsequenzen huet dat muer an iwwermuer op

anere Plazen an der Welt op d'Mënschen, op d'Natur?

Siwents, mengen ech, misst een och - an dat geschitt och net - an deem zweeten Deel vum Text déi verschiddensten Niveaue vun de politeschen Décisionen ënnerscheiden: Gemengen, Stat, Europa, Welt. Grad an der Fro vun der Nohaltegkeetspolitik um europäesche Plang bleift deen Entworf vum Nohaltegkeetsplang an enger rächlech onkritischer Haltung stoen.

Aachtens a schliesselech zum Schluss, lues a sécher: Seriös Iwwerleeungen - an ech mengen, den Här Gira huet do Ustouss ginn an déi Richtung, an déi ee misst weider diskutieren - iwwer eis Produktiounsweis, iwwer eis Konsumtiounsweis, iwwer den Ennerscheid tëschent Wuessstum an Entwécklung, iwwer d'Verdeelung vun de Ressourcen, vun alle Ressourcen, net nëmme vun de materielle Ressourcen. Wat och implizéiert eng Diskussioun iwwer nei Indicateure vun der Entwécklung, esou wéi dat jo elo vum Wirtschafts- a Sozialrot, zesumme mat dem Nohaltegkeetsrot, emol ugestouss ginn ass. Awer da si mer wierklech an enger ganz seriöser, fundamentaler Diskussioun iwwer d'Logik vun der gesellschaftlecher Entwécklung. An ech mengen, dass déi Diskussioun och absolut noutwendeg wär.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Als nächste Riedner ass den Här Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Scheuer (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Ass de Mënsch am Stadium vum Af stieche bliwwen? Dat ass déi Fro, déi de Rolf Tarach, Direkter vun der Uni Lëtzebuerg, am Kader vun der Konferenz, déi vun „Luxembourg for Finance“ organiséiert ginn ass, gestallt huet. Nohalteg kënnen ze handelen ass nämlech eppes, wat eis vum Af ënnerscheet. An der Kris behuele mir Mënschen eis awer nach ëmmer wéi d'Afen.

Mir handelen esou, dass nëmme kuerzfristeg Interessen ofgedeckt ginn, ouni driwwer nozedenken, wat d'Auswirkung vun eisem Handeln op eise Liewensraum, d'Wirtschaft, de Sozialberäich an d'Natur kéinte sinn. Dofir muss mir ons weiderwéckele vum Af zum intelligente Mënsch. Domadder si mer da bei der Éducation vum Développement durable a beim Strategiepabeier vun der Regierung.

D'Ziler, déi eis Regierung sech gesat huet - fir eng leeschtungsstaark an nohalteg Wirtschaft ze suergen, d'Ëmwelt an eis natierlech Ressourcen ze schützen souwéi e gerechte Sozialsystem ze garantieren -, déi Ziler sinn déi richteg. All eis zukünfteg Décisionen a Reforme solle sech ëmmer ëm dës dräi Achsen dréien.

Elo, a Krisenzäiten, besteet e staarke politesche Wëllen an Drock, fir sech op déi wirtschaftlech Erausforderungen ze konzentrieren. Et ass jo och esou, dass nëmme mat enger staarker Wirtschaft eise Sozialsystem garantéiert gi kann. Mä bis op wat fir een Niveau däerf, kann a muss eis Ekonomie wuessen? Dat ass déi allerwichtigst Fro. Wat fir e Präis muss bezuelt ginn, wat fir eng Risike muss mer agoen, fir datt de BIP klamm kann? Ech verweisen op d'Aktualitéit, op d'Finanzkris, op d'Pétrolskatastroph virun Amerika.

Nëmme mat enger staarker Ekonomie kann de Sozialstat d'Aarmut bekämpfen, de Surendettement, d'sozial Ongläichheeten, d'Gesondheetsproblemer an esou weider. Awer niewent oder souguer iwwer dem wirtschaftleche Wuessstum steet d'Erhale vun enger gesonder Ëmwelt, ouni déi letztlech och d'Wirtschaft selwer zesummebrécht, do steet d'sozial Gerechtheit weltwäit, do steet d'Gefor, dass Dealer vun der Mënschheet nach méi existenziell Problemer kréien: CO₂-Problematik, Steige vum Mieresniveau, Klimawandel, Nuklearkatastroph.

Wann een iwwer Nohaltegkeet schwätzt, gëtt oft vergiess, wéi eng Schlësselroll der Schoul zoukënnt. Fir dës Iddi ze ënnersträchen, huet d'UNO d'Joren 2005 bis 2014 zum „Jorzéngt vun der Bildung fir nohalteg

Entwécklung“ deklaréiert. An deem Kontext ass all Land opgefuerdert ginn, d'Iddi vun der Nohaltegkeet an de Bildungssystemer ze verankeren. Hei zu Lëtzebuerg huet sech doropshin, nach ier den Nationale Plang fir nohalteg Entwécklung veröffentlecht ginn ass, am Februar 2008 e Comité interministériel zesummesat aus Verrieder vu fënnf Ministere an vun der Uni.

Dës Comité huet der Regierung schon am Mee 2009 eng national Strategie fir eng Bildung zur nohalteger Entwécklung virgeloegt. Dës Strategie soll dräi Ziler verfollegen: d'Stäerkerung vum Verstoer vun den Zesummenhäng tëschent Ëmweltschutz, Sozialem a Wirtschaft; „think global, act local“, dat heescht, d'Fäegkeet ze erkennen, wéi d'Fiedem tëschent deenen eenzelne Secteuren, der Wirtschaft, dem Sozialberäich an der natierlecher Ëmwelt weltwäit gespaant sinn, d'Bereitschaft, fir déi noutwendeg kleng Schrëtt ze maachen, fir „op der eegener Mësch“ responsabel ze handelen; d'Vermëttlung vu Wäerter a Verhaltensstrukturen, wéi zum Beispill Dialogbereitschaft, Solidaritéit, Respekt virun der Ëmwelt an alle Matmënsche weltwäit.

Déi national Strategie gesäit fir, dass den Développement durable an déi verschidde Programmer vun alle schouleschen Niveaue integréiert gëtt: Primaire, Seconnaire an Universitaire, esou wéi och an d'Ausbildungsprogrammer vum Léierpersonal. Och an der Formation continue, déi sech un all Salariéë richt, soll dës Schoulung eng méi wichteg Roll kréien. „lifelong learning“ ass erfuerdert.

Dës Aart a Weis, Bestehendes a Fro ze stellen, ze probieren, vernetzt ze denken an iwwer déi eegen direkt a kuerzfristeg Interessen ewech, ass fir vill vun eis relativ nei an erfuerdert ëmmer nees en Effort. Wa mir awer déi Ziler, déi mir eis haut setzen, an Zukunft wëlle konkret ëmsetzen, ass et wichteg, dass mir derfir suergen, dass déi zukünfteg Generatioun dës Fäegkeet och léiert an datt et fir si méi selbstverständlech ass, Décisionen ënner Berücksichtigung vun engem globale Kontext ze huelen.

An deem Kontext kritt dat Wuert „Kompetenz“ seng voll Bedeitung. Kompetent sinn heescht, eppes wëssen, eppes kënnen, capabel sinn, dat Wëssen an d'Praxis ëmsetzen. Dat ass wahrscheinlech dat Allerwichtigst: Nämlech de Wëllen hunn, bereet sinn, fir entsprechend ze handelen. D'Schaf vum der Motivatioun, fir ëmmer eng nohalteg Entwécklung unzestriewen, ass sécher déi gréisst Erausforderung, déi virun eisem Schoulsystem läit. An da si mer keng Afe méi!

Ech soen lech villmools Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Scheuer Merci. An als leschten agedroene Riedner hunn ech hei nach op der Lëscht den Här Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dësen Débat d'orientation iwwer den Développement durable soll déi nei Challenges, Erausforderunge belichten, déi d'Lëtzebuerger Politik sech an deenen nächste Jore wëllt ginn. Als leschte Riedner wëll ech dann net vill an d'Detailer goen an dëser Debatt - déi si scho gesot ginn -, mä ech wëll op d'Problemer agoen, deenen d'Politik, awer och haaptsächlech eis Gesellschaft sech muss stellen.

Ech wollt am Fong op den ekonomesche Kontext, op d'Relatioun zwësche Wirtschaft an Ökologie agoen. Dës Relatioun, déi fréier an deelweis och nach haut als Problemkand kritiséiert ginn ass, well se anscheinend complémentaire ass, muss a soll - dëst ass gewënscht - zu enger Symbios ginn. Den Optimalfall wier, wann all ekonomesch Décisionen am ökologesche Kontext gekuckt géif ginn an natierlech och vice versa, also ëmgedrënt.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, wat een ënner wirtschaftlecher Nohaltegkeet oder nohalteger Wirtschaft versteet. Bedeit dat, Wirtschaftssecteuren opzebauen a weiderzuentwéckelen, déi mëttel- a laangfristeg Potenzial zu Lëtzebuerg hunn an déi eis Wirtschaft diversifizieren? Sinn et Wirtschaftssecteuren, déi aarbechtsintensiv si

respektiv déi Aarbechtsplazen net nëmme schafen, mä wou déi Plazen och laangfristeg ofgeséichert sinn? Sinn et Betriber, déi ressourcëschounend produzieren?

Et kann een an den Term Nohaltegkeet vill eraninterpretieren an all dës Aspekter hunn och eppes mat Nohaltegkeet ze dinn. Nohalteg wirtschaftleche bedeit awer och virun allem, ressourcëschounend an ëmweltbewusst ze produzieren. Wann ech dat soen, da bedeit dat net nëmme ëmweltbewusst hei zu Lëtzebuerg an an Europa, mä déi ganz Produktiounsketten däerf och keng oder, besser gesot, esou mann wéi méiglech Ëmweltproblemer op anere Plaze vun der Welt verursaachen. Ech denken hei virun allem un d'Exploitatioun vun deenen natierleche Ressourcen an un d'Entsuegung vu Produkter an Offäll.

An deem globale Kontext ass d'Protektioun vum Klima also net nëmme eng ekologesch Nécessitéit, mä ass och eng ekonomesch, also eng wirtschaftlech. D'Politique économique soll also esou ausgerichtet ginn, dass mer een ekologesche Wuessstem fördern, iwwer zum Beispill nei Aarbechtsplazen, déi sougenannten „green jobs“. Secteure wou dës Aarbechtsplaze kéinten a sollen entstoen, sinn zum Beispill Albausanieerung, Ausbau vun den erneierbaren Energien an esou weider.

Am Rapport vun der Kommissioun - wou ech dem Rapporteur och villmools Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mündleche Rapport - gëtt och dorobber verwisen, dass de Secteur vun den Ekotechnologië mat Hëllef vum Wirtschaftsministère a vum Héichschoulministère soll ënnerstëtzt a gefördert ginn. An deem Kontext wëll ech op d'Gesetz vum 18. Februar 2010 iwwer d'Hëllef zum Schutz vum Environnement an der Utilisation rationnelle vun den natierleche Ressourcen, wat mir viru véier Méint hei an der Chamber gestëmmt hunn, verweisen. Mat deem Gesetz ënnerstëtzt de Lëtzebuerger Stat d'Croissance verte a subventionéiert - vun Etüde bis Produktiounsanlagen - d'Wirtschaft.

Den Aktiounsplang fir Ekotechnologien, deem am Regierungsrot vum 9. Januar 2009 guttgeheescht ginn ass, gesäit d'Grënnung vun engem Cluster „EcoDev“ am Beräich vun den Ekotechnologien an am Développement durable vir. Et handelt sech ëm eng Plattform, eng Aart Netzwierk vu villen öffentlechen a privaten Akteuren, mam But d'Kompetitivitéit vun den Entrepreneuren, déi am Beräich Ekotechnologien tätig sinn - also zum Beispill am Beräich vun den erneierbaren Energien, Offall, Energieeffizienz an esou weider -, via Synergien, also gemeinsam Projeten, Austausch vun Know-how an esou weider ze verbessern. An anere Wieder, de Cluster „EcoDev“ erlaabt et den Entrepreneuren hir Recommendationen un de Stat, awer och un déi aner Entreprisë weiderzeginn an auszutauschen, fir datt dee ganze Secteur hoffentlech eng Eegendynamik kann entwéckelen.

Véier weider Clusteren ënnersträchen d'Efforten am Beräich vun der Diversification économique. Et sief opgezielt „Surfmat“ am Beräich vum Traitement vu Surfacen a vun neie Materialien, „InfoCom“ am Beräich Informatiouns- a Kommunikationtechnologie, „AeroSpace“ Loft- a Raumfahrttechnologien a „BioHealth“ Gesondheetswëssenschaften an Technologien.

Här President, Energieberodungen op internationalem, nationalem, regionalem a Gemengenniveau iwwer zum Beispill „myenergy“, Luxinnovation oder IRENA - wou mer gëschter d'Statuten hei an der Chamber gestëmmt hunn - wäerten ëmmer méi wichteg ginn. D'Förderung vun der regionaler Ekonomie - an et ass schon umergeklongen -, fir lokal ekologesch Produkter ze produzieren, ass een anere Moyer, dee sech an d'Iddi vum Développement durable areit. De Finanzsecteur, och dat ass scho gesot ginn, ee Secteur, dee bei eis am Land eng grouss Bedeitung a Responsabilitéit dréit, soll och ekologesch Projeten, zum Beispill duerch méi niddreg Zënsen, favorisieren. Dëst ass schon an Usätz gemaach ginn, zum Beispill beim Kaf vun ëmweltschounenden Autoen.

D'Ëmdeken an d'Uwende vun enger ekologescher Steierreform ass een anert Thema, wat ee soll a muss diskutieren.

Mir brauchen duerfir awer och een Ëmdeken an eiser Gesellschaft, bei eise Bierger an an de Betriber. Dëst geet warscheinlech net vun haut op muer, an duerfir sinn esou Debatte wéi déi vun haut och wichteg.

Dës Wirtschafts- a Finanzkris kann eng Méiglechkeet sinn, fir eng méi nohalteg Orientatioun an eis Ekonomie ze integréieren. Mir sinn zum Deel schon haut domadder konfrontéiert, dass eis Energiere-serven - haaptsächlech Gas a Pétrol - net onendlech disponibel sinn. Mir mierke scho bei eis am Land, wéi vill Diskussiounen zum Beispill eng Annerung vum Waasserpräis ausléist a wéi vill Problemer verschidde Betriber domadder hunn. Berechtigt oder net berechtigt, och do si mir gezwongen eng Léisung ze fannen, déi d'Nohaltegkeet respektéiert, awer och d'ekonomesch Problemer léist.

Duerfir brauche mir eng Efficacité énergétique an ee verstärkte Gebrauch vun erneierbaren Energien, déi och d'Basis vun eiser Wirtschaft ginn. Am Rapport gëtt an deem Sënn och vun engem Pacte de collaboration mat de Gemengen, am Intérêt vum Klima, geschwat. Ech hoffen an deem Kontext, dass dann awer och den zoustänneg Minister vum Intérieur seng Meinung ännert an de Gemengen dat och erméiglecht. Ech perséinlech sinn der Meinung, dass d'Gemengen hei schon eng Virreideroll gespilt hunn, och wa si a sougenannten Ëmweltdossieren oft op ganz massiven administrative Widerstand getraff sinn. D'Ëmdeken bei de Leit geet oft mat de Partner un, an déi am nootste sinn, dat sinn nun emol d'Gemengen.

Zum Schluss nach eng perséinlech Remarque: Gëschter, also den 8. Juni 2010, war den internationalen Dag vum Mier. An ech muss lech soen, dass eent vun deene schlechteste Beispiller an deem Kontext vun dem Développement durable war, dass ech direkt un d'BP geduecht hunn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Claude Haagen. Domadder wiere mer un Enn vun der Diskussioun. Elo kritt d'Regierung d'Wuert, fir d'éischt den Ëmweltminister Marco Schank.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol wollt ech soen, dass ech denken, dass et eng gutt Iddi war vun der Chamber fir dësen Débat an d'Plénière ze bréngen, well de Sujet vun der nohalteger Entwécklung een ass, deen ëmmer erëm muss eng Plattform fannen an der Öffentlechkeet.

Net fir d'lescht eben an der Chamber, well besonnesch am Kontext vun der Akzeptanz, déi mer an Zukunft wäerte brauchen, fir d'Projeten, fir Mesuren ëmsetzen an eiser Gesellschaft, mat der Zivilgesellschaft, fir konkret de Klima-, Natur- an Ëmweltschutz virunzebréngen, mengen ech ass dat ëmmer erëm ganz wichteg. Och wa mer an Ëmdeken wäerte brauchen an eiser Gesellschaft, mengen ech muss ëmmer erëm eng Plattform fonnt gi fir dës Diskussioun. Ech wollt och dem Rapporteur Merci soen an och deenen eenzelnen Deputéierte fir all déi Beiträg, déi haut hei geleescht goufen a wou ech mer eng ganz Partie Saachen och verhalen hunn.

Fir d'éischt emol wollt ech soen, dass de Claude Wiseler an ech eis natierlech dee Sujet hei opgedeelt hunn. Dat wat ech net soen, seet hien - oder bal -, well de Sujet esou vaste ass, dass mer natierlech net alles kënnen soen. Mir kënnen emol net alles soen wat mer amgang sinn ze maachen. Ech wäert awer och dorobber zrëckkommen, well jo gemengt gëtt, mir hätte jo e Joer laang geschlof. Dat hu mer selbstverständlech iwwerhaupt net gemaach, an ech wäert duerfir och op eng Partie Saachen agoen.

Fir d'éischt emol wollt ech soen, dass ech virun allem op eng Partie Aussoe vum Rapport wäert agoen, virun allem och déi, wou vun de Points négatifs vum Avantageprojet Rieds geet. Ech wäert awer och, well dat natierlech mäin Dada ass, och op d'Energie agoen, an deem Kontext och op de Logement, natierlech op den Natur- an Ëmweltschutz, d'Biodiversitéit, a virun allem och do probieren eng Rei Pisten,



awer net nëmme Pisten, och konkret Projekte virunzeginn, déi mer amgaang sinn ze maachen, respektiv déi mer scho gemaach hunn.

Fir d'éischt eppes zu de Kritike vum PNDD. Et ass deelweis ugeklongen, och an de Wieder vum Rapporteur, wou gesot ginn ass, en ass net aktuell - ebe well d'Kris natierlech an der Zwëschenzäit hei am Land, an net nëmme hei am Land, stattfënnent - d'Indicateure missten aktualiséiert ginn, wat effektiv richteg ass. An do wéilt ech direkt soen, datt de PNDD jo am Moment amgaang ass vervollständegt ze ginn.

Dat hei ass eng Etau gewiescht, den Avis vun der Chamber. De Rapport vun där selwechter wäert dann och integréiert ginn an déi Reflektioune vun der Commission interdépartementale, déi jo laut Gesetz vun 2004 dat da wäert virunentwéckelen. Duerno wäert den zoustännige Minister de Projet an d'Chamber ginn. An d'Chamber huet jo dann d'Méiglechkeet en unzepassen, wa se dat da wéll.

Just an dräi, véier Sätz, wat nach soll geschéien. Dat Kapitel iwwert de Monitoring, dat véiert Kapitel, gëtt erweidert. Dat ass och gesot ginn zum Deel. Virun allem gëtt awer dat éischt Kapitel mat deenen net nohaltegen Tendenzen aktualiséiert - selbstverständlech muss dat och gemaach gi mat deene politeschen Initiativen - an dat gëtt duerch d'Kommissioun selbstverständlech ergänzt. Da gëtt d'Kapitel vun der Krisbewältigung duerch d'Nohaltegkeet duerch den OECD-Bericht erweidert, a virun allem awer och duerch den Avis vun deser Chamber.

Dat Kapitel vun der internationaler Responsabilitéit gëtt och nach ergänzt, aktualiséiert mat dem IPCC-Bericht an, last but not least, gëtt och nach een duerch den Expert, dee jo de Projet vum PNDD begleet huet, de Professor Spangenberg, dee wäert och ee Virschlag maachen nach mat Prioritéiten, Handlungsziler a Moossnamen, déi mer jo och haut op deser Plaz diskutéieren.

Ech wollt e Saz zu den Indicateuren och soen. De Fernand Boden huet dat ganz gutt skizzéiert, wéi dat och technesch soll weidergoen. Ech ginn duerfir net drop an, wéi d'Gesetz fonctionnéiert, dat wësst Der. Mä ech wollt awer soen, datt mer natierlech een neie Jeu vun Indicateurs développement durable brauchen. Mir brauchen Indicateurs de suivi engersäits fir d'Ëmsetzung vum PNDD, selbstverständlech, a mir brauchen och Indicateuren, déi méi generell sinn, déi an de Kontext vun eiser Diskussioun dann och erapassen. An déi Aarbecht wäert dann och an Zesummenaarbecht mat deemselwechten Expert gemaach ginn, dee jo participéiert huet an der Ausschaffung vum PNDD. An do wäert e virun allem och déi existéierend Indicateuren, déi et ginn, déi wäerten do Berücksichtigung fannen, besonnesch och déi Indicateure vun dem Tableau de bord, d'Wettbewerbsfäegkeet an, Dir wësst dat, dat huet de Fernand Boden and gesot, datt déi Aarbecht och cofinanzéiert gëtt vum Eurostat.

Dann, wat wichteg ass: Enn September dëst Joer gëtt dann e Rapport informatif, en nationale Rapport gëtt da virgulecht, deen da genee déi Indicateure behandelt. An deeselwechte Rapport gëtt dann och prioritär der Chamber zur Verfügung gestellt, respektiv dem Conseil supérieur vum Développement durable.

Dat kuerz zu den Indicateuren. Ech wollt da just ee Saz soen zum Partenariat, wat jo schonn e puer Mol ugeschwat ginn ass. De Claude Wiseler wäert och an e puer Sätz drop agoen. Ech wollt soen, datt mer dee Prozess lancéiert hunn, datt deen och virgestallt gouf, datt et eng Aart Multipartite ass, datt et eng Diskussioun ass. An do ginn ech dem Camille Gira an och dem Eugène Berger Recht: Mir hunn net nach Zäit fir nach 100-mol ze diskutéieren. Et muss déi leschte Kéier sinn.

Dat wat mer brauche fir déi Diskussioun, dat läit zum allergréissten Deel um Dësch. Dat hunn, ech soe mol, eis Virgänger op den Dësch geluecht, wann et nach net do louch. Et sinn Etüden do. D'Mesuren hu mir eigentlech an eise Käpp, déi mer mussen ëmsetzen. Mir brauchen awer, jiddefalls fir een Deel vun deene Mesurë brauche mer d'Akzeptanz vun dobaussen, vun

der Zivilgesellschaft. Mir brauchen déi anduerfir muss déi Diskussioun och esou gefouert ginn, datt mer déi verschidde Beräicher, déi ech elo net nach eng Kéier ernimmen, also déi verschidde Partië brauche mer um Dësch, dat ass ganz wesentlech.

A virun allem brauche mer och konkret Mesurë fir deen zweeten nationalen Aktionsplang, fir d'Évitéiere vun Zäregasen op d'Been ze stellen, respektiv och deen Exercice, deen all Memberland muss maachen, dee Plan national fir d'Upassung un de Klimawandel.

Ech wollt op eppes anescht agoen, well dat mir wuel sou wichteg schéngt wéi de Partenariat, dat ass de Pakt Klima. Ech wéll déi Saachen och gutt auserneenhalen, datt jiddwereen dat versteet. D'Partenariat fir Ëmwelt a Klima ass déi Multipartite. De Pakt Klima - et steet och esou am Accord gouvernemental -, dat ass ee Pakt mat de Gemengen. Ech vergläichen e mam Pacte logement, dee mer gemaach hunn, wou an der Zwëschenzäit 101 Gemeng derbäi sinn. Et sinn zwou, dräi Gemengen, déi nach wäerten derbäi kommen. Dat soll am Fong eng Konventioun ginn tëschent Regierung an eenzelne Gemengen, fir engersäits Bilanzéierung ze maachen, ënnert dem Motto „global denken, lokal handeln“. An op där anerer Säit wëlle mer awer net nëmme an konkret Verpflichtunge bei deene Konventiounen denken, wéi et zum Beispill am Pacte logement ass, mä datt och Suen dodrun hänken, datt d'Gemenge wëssen, mat wat datt se kënne rechnen.

Dat ass ganz wichteg. Dir wësst, datt mer - och eis Virgänger schonn - am Ëmweltministerium en Ëmweltschutzfong op d'Been gesat hunn, dee genau dat dote speist, deen déi Projeten aus de Gemengen, ob dat Réseaux de chauffage sinn, ob dat Gebaier sinn, déi no Niddregenergie-Standard gebaut ginn. Ob dat energetesch Konzepter sinn, ob dat Berodung ass. Do ass et esou, datt mer an deene leschte Joren, ech hunn dat eng Kéier kuerz nogekuckt, vun 2005 bis 2010 sinn ëmmerhin 13 Milliounen Euro a Projete vu Gemenge gefloss, a mir hunn och Engagementer fir déi nächst dräi, véier Joer, Engagementer an Héicht vun eelef Milliounen Euro, wou d'Gemenge ganz aktiv sinn.

An ech hu schonn dacks gesot, datt wann de Klimaschutz eng Visibilitéit huet zu Lëtzebuerg, dann ass dat zu engem groussen Deel op d'Gemengen och zréckzeféieren, an net nëmme op d'Klimabündnisgemengen, virun allem op déi, déi 35, mä och op anerer. Do muss ech soen, datt vun de Verantwortlechen an de Gemenge ganz vill gemaach gëtt, a fir eis als Ministère sinn dat och privilegiéiert Partner an Zukunft ganz kloer an der nohalteger Entwécklung, dat heescht am Ëmwelt-, am Natur- an am Klimaschutz an och am Logement. Ganz däitlech.

(Interruption)

Dir huelt mer de Saz aus dem Mond, Hâr Gira, well ech genau dat do elo wollt soen. Mir sinn amgaang déi Blocagen ze analyséieren an ze écartéieren, déi dann, wann der nach do solle bestoen; mir hate Réunionen an deem Kontext, fir deem ze entsprechen.

An ech wéll och, dat wollt ech och soen, légiféréieren, wat dee Pakt Klima ubelaangt. Ech mengen, datt dat wichteg ass, datt d'Gemenge wësse wou se dru sinn an Zukunft, wa se aktiv ginn an deem Beräich, an ech sinn och amgaang un engem entsprechenden Text ze schaffen. An deem Text entsteet och zesumme mat dem Innenminister, fir och de Camille Gira an där Hinsicht ze berouegen.

(Interruptions)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marco Schank, Ministère délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Da wollt ech och soen, datt selbstverständlech en anere Punkt, dee mengen ech och an der Kommissioun diskutéiert gëtt, fir um Niveau vun de PAGen, datt een d'Méiglechkeet kritt, datt d'Gemengen eng Rei Prescriptiounen kënne festleeën, sief dat d'Obligatioun vum Uschloss un ee Wärmenetz oder och d'Konditiounen am energetesche Beräich. Dat ass scho vu Gemenge gemaach ginn an der Vergaangenheet. Mir brauchen effektiv awer eng Base légale, datt dat an Zukunft ka geschéien.

Da wollt ech soen, an dat steet och am Accord gouvernemental, fir de Pakt Klima ofzuschléissen, datt mer natierlech och mesen de Fong upassen, datt mer d'Dotatioun vum Ëmweltschutzfong mussen upassen, datt mer och déi Suen hunn, fir dat an Zukunft kënne ze maachen.

Ech wollt dann op eng Rei Suggestiounen vun der Kommissioun agoen. Ech hu gesot, am Kader vum Partenariat gëtt diskutiert, a bis déi Konklusiounen um Dësch leien, sou laang wëlle mer net waarden. Dat wéll ech dann nach eng Kéier däitlech soen. Mir hunn eng Rei Saache gemaach, si mer amgaang ze maachen, och déi am Accord gouvernemental drastinn, an hei op der Tribün wollt ech elo eng Partie vun deene Mesuren awer och, also Reflexiounspisten, an och Moossnamen eng Kéier däitlech eriwerginn.

Fir d'éischt mol e puer Sätz zur Energieeffizienz an zu den erneierbaren Energien. Am Beräich vum Bau si mer amgaang eng Reflexioun ze maachen um Niveau vun der Wärmeschutzverordnung, déi gëtt et nach net ganz laang, déi ass vun 2008. Ech denken, datt mer do e bësse spéit u waren. Mä elo muss mer awer virgoen. Wann ech d'Wärmeschutzklasse kucken, eng D ass iwwerlieft. Net fir näischt hunn ech als Logementsminister an der Presentatioun vum néngte Fënnel-Jores-Plang fir de subventionéierte Wunnengsbau drageschriwwen, datt an Zukunft vun de Gemengen, vum Fong, vun der Société nationale a vun all deenen aneren nach just een Triple B realiséiert gëtt. Dat heescht, eng Energieklass B, en Triple B och wat den CO₂-Ausstouss ubelaangt, an esou weider. An ech mengen, datt een déi Reflexioun muss weider driewen.

Et ass och dat, wat am Accord gouvernemental drasteet. Do steet effektiv dran, datt wann no 2010 de Stat nei Gebailechkeete baut, datt en dann engem niddregen Energiestandard muss entsprechen.

Eng aner Reflexioun geet an déi Richtung, ob een net e gewëssene Pourcentage erneierbar Energie soll virschreiwene, wa Leit nei bauen. Dat gëtt an Däitschland gemaach. Do mussen zënter dem 1. Januar 2009 deelweis erneierbar Energie benotzt ginn, zum Beispill 15% am Solarberäich fir d'Heizung ze ënnerstetzen oder, et kann ee wielen, 50% Biomass oder wéi och ëmmer. Ech mengen, datt dat méi wéi eng Iwwerleung wäert ass.

Eppes anescht, wat kënnt vum 1. Januar 2011 un, dat ass d'Performance énergétique um Niveau vun de funktionelle Gebaier, dat wësst Der, wat, mengen ech, eng substanzuell Verbesserung bréngt vum Parc, vun eben deeneselwechte funktionelle Gebaier.

Dann eppes Weideres, wat mer wëlle maachen, dat ass natierlech d'Albausanéierung, wou mer jo net nëmme dervu schwätzen. Do ass et och esou, datt an deem Kontext mer probéiere fir den Energiepass am Kader vun de Regimen, vun den Aides financières, datt mer dee méi no do wëllen uleenen; eppes wat mer amgaang sinn ze maachen.

An dann huet och de Minister probéiert Gas ze ginn, fir datt d'Leit d'Sue méi séier solle kréien. Well et kann net sinn, ech hunn dat schonn eng Kéier hei erkläert, datt et bis 15 Méint dauert bis d'Leit hir Sue kréien - net bei den erneierbaren Energien, do si mer op dräi Méint, do si mer ganz no bäi -, mä ebe bei de Passivhaier, bei den Niddregenergie-Haier, bei der Albausanéierung. Well mer bis elo nëmme een eenzegen Ingénieur haten, fir déi Dossieren ze kucken, hu mer elo ee Wee fonnt, fir dann eis iwwert d'Agence de l'Énergie hëllefen ze loosser, fir datt dat méi séier geet. Et kann net sinn, ech soen dat ganz bewusst an och eegeresponsabel, datt jonk Leit mussen op hir Sue waarden, mat deene se gerechent hunn, wa se e Passivhaus bauen, wou ee bis zu 40.000 Euro ka kréien.

Dann, dat ass och schonn ugeschwat ginn, iwwert d'Outils bancaires si mer amgaang och nozedenken, an zwar am Kontext vun deene Prêts bonifiés, wou mer amgaang sinn Texter ze maachen, fir dat ze kréien. Ech wéll awer soen, datt et schonn eppes do gëtt, dat wësse vläicht vill Leit net, bei de Subventions d'intérêt, och bei de Bonifications d'intérêt, déi jo elo an der Diskus-

sioun waren am Kontext vum Spuerpak. Do gëllt zënter dem 1.1.2009, datt een déi Subventioun bis zu engem Montant vu 50.000 Euro ka kréien am Regime vun den Aiden, Aides étatiques, am Kontext vun der Energieeffizienz a vun erneierbaren Energien.

Dann, wou vill, mengen ech, amgaang ass och ze lafen, dat ass - wann ech dat hei soen, soen ech dat ëmmer och am Kontext vun der Aarbecht vu mengem Kolleg Energie-... Ekonomiminister - bei der Berodung. Bei der Berodung, wat wierklech en A an en O ass, wou mer eng Couverture nationale brauche vun där nationaler Struktur, déi „myenergy“ heescht. Ech mengen, datt d'Berodung an an deem Fall eben och „myenergy“ an Zukunft wäert ee Rôle clé spillen. Do ass vill Aarbecht am Virfeld geleescht ginn, vun zum Beispill engem Réidener Kanton, wou wierklech och Pionéieraarbecht geleescht ginn ass.

Ech mengen, datt een dat alles muss verstärkt valoriséieren. „myenergy“ offrëiert jo och dann e gratis Service souwuel um Niveau vun enger Hotline wéi dann, wou se och amgaang sinn, Infopoints iwwert d'ganz Land mat de Gemengen, mat de Gemengesyndikater operéieren. Do ass d'Kollaboratioun vun de Gemenge gefrot, datt net am lofleere Raum herno Berodung geschitt, mä datt dat zesumme geschitt mat de Gemengeresponsablen, mat Kommissiounen, datt och Aktivitéiten un déi Berodung gehaange ginn, fir datt d'Leit dat och net nëmme profitéieren a Form vu Berodung, mä datt dat dann och op eng ganz plastesch Manéier virgefouert gëtt, wéi ee ka säin aalt Haus sanéiere respektiv wéi een nei baut.

Da wollt ech soen, datt am Kontext vun deem néngte Fënnel-Jores-Plang, subventionéierte Wunnengsbau, deen ech virun ernimmt hunn, mat der Klass B an Zukunft, et awer esou ass, datt eng ganz Partie flott Pilotprojeten un deem Projet hänken. Et ass virdu gesot ginn, ech mengen den Eugène Berger huet dat gesot, scho viru Joren hätte mer Pëtschent gemaach an duerno wär näischt méi geschitt. Also, all Respekt fir dat, wat déi Leit, wat déi Responsabel aus der Gemeng vu Pëtschent gemaach hunn, well deen, dee virgeet, huet et jo ëmmer weier, deen d'Pionéieraarbecht muss maachen.

Mä wann ech déi Projete kucken, déi elo d'Gemengen zesumme mat dem Ministère vum Logement, vum Développement durable, dacks mam Ministère de l'Économie, mam Fong maachen, da muss ech soen, datt dat wierklech weist, wat Nohaltegkeet ass. Well nohalteg bauen a wunnen ass wesentlech méi wéi Energieeffizienz, ass méi wéi baubilogesch Baumaterial, ass méi wéi Mobilitéitskonzepter. Et ass och nach méi wéi eng gesond Raumloft oder wéi Siedlungsethik, wéi Gréngflächen, wéi Mobilitéitskonzepter. Alles dat ass wesentlech.

Mä zu deem, wann ech soen nohaltegt Wunnen a Bauen, da muss een déi dräi Piliere, déi och schonn hei ernimmt si ginn, berücksichtigen. Da muss een och d'sozial Kohesioun kucken. Well mer sozial Mixitéit brauchen an eise Siedlungsprojeten, well mer eng Mixitéit vun urbane Fonctiounen brauchen, wou alles dran ass, och Sport, Fräizäit, Kultur an esou weider an esou fort.

D'Économie, dat ass deen drëtten Piler. Datt déi Projeten, déi Terrainen oder déi Wunnengen och erschwénglech sinn, och dat ass ee ganz wesentlechen Deel. A wann ech kucken, an ech wéll se och eng Kéier kuerz ernimmen, well do vill Efforte gemaach ginn: Dat ass eng Gemeng Dideleng mat der Cité du futur; dat ass Beetebuerg mat Obeler, engem geplangte Modellduerf; nohaltegt Wunne mat lechternach, mat der Éco-Cité Manertchen; mat Wolz; d'Valoriséierung vun de Fichen; Biekerech mat engem innovativen Wunneprojet am ländleche Raum; oder och Hesper mat Plus-Energie-Haier. Plus-Energie-Haier, wat jo ganz, ganz wesentlech ass. Och dat steet am Accord gouvernemental, datt mer wëllen esou Demonstratiounsbjete verstärkt weisen; Haier, déi méi Energie produzéieren, wéi se der verbrauchen.



Alles dat ass, wéi gesot, nohaltegt Bauen a Wunnen. Ech wëll nach ee Saz dozou soen och, datt de Minister zesumme mat dem ÖkoZenter amgaang ass, eng Zertifizéierung fir nohaltegt Bauen a Wunnen ze maachen. Datt Privatpromoteuren, an awer och öffentlech Promoteuren e Label kënnen kréien, eng Zertifizéierung kënnen kréien, déi se an hir Fënstere kënnen hänken, wa se hir Wunnengen, hir Haiser verkafen, wou zertifizéiert ass, datt se méi maache wéi nëmmen energieeffizient Bauen a Wunnen, mä datt alles, déi verschidden Aspekten, déi ech elo genannt hu wéi gesond Raumluft, wéi uerdentlech Baumaterialien, wéi Mobilitéitskonzepter, datt déi Bestanddeeler si vun där Zertifizéierung, am Fong eng Aart Weiderentwécklung vun der grénger Hausnummer zesumme mam ÖkoZenter.

Ech wëll dann nach vläicht eppes Generelles soen zu den erneierbaren Energien. Och do ass den Ekonomiminister amgaang. Dir wësst, datt e bis den hallwen oder bis de leschte Juni e Plang op Bréissel kommunizéiere muss, wou e seet, wéi mer an Zukunft verstärkt erneierbar Energien nutzen. An do hu mer Nachholbedarf. Do hu mer ganz sécher Nachholbedarf.

Mä et ass net ëmmer einfach zu Lëtzebuerg. Ech kéint lech e Liddchen dovunner sängen. Wann e grouse Wandpark am Süde vun eisem Land geplangt ass an et gëtt eng europäesch wäertvoll Flantermas-Populatioun do - dat ass och net fir ze laachen -, da muss ee Weeër fannen, datt dann déi zwou Saache matenee vereneegt ginn.

Ech als Minister gerode kaum an de Verdacht, fir géint erneierbar Energien ze sinn. Mir hunn dee gréisste Wandpark bei eis am Eck, an duerfir muss een ëmmer erëm ganz pragmatesch ee Wee fanne fir Wandmillen, Wandanlage kënnen ze autorisieren.

Mä an der LUXRES-Etüd geet net nëmme vun der Wandenergie Rieds. Et geet virun allem och vun der Solarenergie Rieds an et geet och vu Biogasanlage Rieds. Nach ëmmer sinn eng ganz Partie Projeten, déi ënnerwee sinn, Gott sei Dank, bei Biogasanlagen. Ech hu mer och erlaabt viru kuerzem een Arrêt ze huelen, fir einfach och de Gebrauch vu planzlechen an déieresche Fetter an Uelecher méiglech ze maachen an de Biogasanlagen, fir och do d'Chancé méi grouss ginn ze loossen, fir datt rentabel kann an den Anlage geschafft ginn.

Aner Moyenë sinn natierlech d'Aspeise vu Biogas am Äerdgasnetz, wéi dat zu Kehlen geschitt, eng ganz grouss Anlag, wou och elo e groussen Deel vun der organescher Fraktioun vun der Stad Lëtzebuerg dohinnerkënn. Ech wäert och als zoustännege Minister fir Offall derfir suergen, datt verstärkt Alholz ka genotzt ginn, valoriséiert ginn. Mir notzen de Moment nëmme 4% vun eisem alen Holz zu Lëtzebuerg. Ech wäert och derfir suergen, datt bei der organescher Fraktioun, datt mer do méi e groussen Undeel ofschaffen an Zukunft iwwer eng Poubelle verte oder wéi eng Systemer och ëmmer. De Moment leie mer bei 43%, wat mer am Déchetsberäich hunn. Ech soen herno nach ee Saz dozou.

Vläicht zwou relativ spektakulär Zuelen awer. Ech hunn emol eng Kéier ausgerechent, wéi vill Subventiounen d'Regierung, déi sukzessiv Ministeren, déi am Environnement aktiv waren, mat deene jeeweilege Regierungen opgestallt hunn. Mir kommen do op net manner wéi 185 Milliounen Euro, déi u Primen an un Aiden zënter 2001 bezuelt goufen am Beräich vun den erneierbaren Energien a vun der Energieeffizienz.

(Interruption)

Fir och ze soen, datt mer eng Zuel hunn, wou - ech denken, datt de Claude Wiseler eppes dozou seet - och d'Emissioun vun Zäregasen 1990 ëm 9% erofgaange sinn, zirka. Dat si provisoresch Zuelen. Do kann een natierlech soen, ech ginn och net dorop an: Dat ass d'Kris, hei an do. Ech wëll awer soen, datt eng ganz Partie awer Efforten och gehollef hunn, fir eng Rei Saache fäerdeg ze bréngen.

.Ech wollt dann nach zwee Sätz soen zum Naturschutz an zur Biodiversitéit. De Rapport vum Observatoire - dee jo bal viru kuerzem, et wäerten dräi Méint sinn, wou e virgestallt gouf - gewisen huet, datt mer u sech eigentlech, wat d'Mesuren ubelaangt, an den Délaie sinn, wat jo positiv ass. Do, wou mer Retarden nach hunn, dat ass wat d'Acquisitioun vun den Terrainen ubelaangt.

An eppes, wou mer amgaang sinn awer d'Texter elo ze kucken - déi éischt Texter si fäerdeg -, dat ass de System fir d'Kompenséierung vu Biotopen. Do hu mer déi éischt Texter. Muer an enger Pressekonferenz wäerte mer och kuerz dorop agoen. Mat dem Flächepool, mat engem Ökokonto, fir d'Méiglechkeet ze kréien, datt een an Zukunft kann d'Verschwanne vu Biotopen entsprechend kompensieren, wat jo och Bestanddeel vum Accord gouvernemental ass.

Da wëll ech nach vläicht soen, datt d'EU nei Ziler wäert presentéiere wat d'Biodiversitéit, d'Erhale vun der Biodiversitéit ubelaangt. Och weltwäit op der Konferenz am Oktober a Japan wäerten do nei Ziler komme a mir wäerten entsprechend och eisen Nationale Plang fir Naturschutz dann upassen.

Vläicht nach ee Saz am Kontext vum Naturschutz. Mir wäerte probéieren, verstärkt och op d'Propriétaires duergoen, an zwar um Niveau vun de Biodiversitéitskontrakter. Ech mengen, datt do nach ganz vill Reserve sinn am Dialog mat der Landwirtschaft an datt mer och probéieren, d'Gesamtheit vum Réseau Natura 2000 mat deenen ekologesche Korridoren am Plan sectoriel da verankert ze wëssen.

E leschte Saz zum Naturschutz soll de Gemenge gëllen, well ech och mengen, datt do d'Gemengen, nieft den ONGen an nieft och deene staatleche Stellen, der Verwaltung erëm e priviligiéierte Partner sinn. De kommunalen Naturschutz gëtt méi wichteg, an ech selwer komme jo als President vun enger Station biologique aus deem Beräich. Mir wëlle verstärkt och eng Couverture nationale errechen am Oste mat dem Naturpark Mëllerdall, mat deem zukünftigen Naturpark Dräilänner, wou ech amgaang sinn och déi Iddi ze relancieren. Do, mengen ech, kréie mer déi Couverture nationale, déi mer brauchen.

Mir wëllen och um Niveau vum Naturschutzgesetz, wat mer amgaang sinn ze finalisieren - do läit een Text um Dësch, dee wäert och deen nächst presentéieren -, wou mer dat ganz Naturschutzgesetz revidieren, upassen, an do wäerten och d'Gemengen, de kommunalen Naturschutz, eng wichteg Roll spillen.

Loosst mech zum Schluss nach ee Saz soen iwwert den Ëmweltschutz selwer. Vläicht nach ee Saz och zu engem Bodenschutzgesetz. Dat wollt ech dem Fernand Boden extra soen, datt mer och amgaang sinn dorunner ze schaffen, Fernand. Och dat, mengen ech, ass ee ganz wichteg. Och do hu mer en Text - en Texte martyr -, deen ee scho konnt liesen, fir datt mer och an deem Beräich virukommen.

Dann zum Ëmweltschutz selwer...

► **Une voix.** - Deen ass vun 2003. Dir braucht deen nëmmen aus dem Tirang ze huelen.

► **M. Marco Schank, Ministère délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Ma da kucke mer eis deen och nach un. Mir hunn elo en Text. Ech weess net, ob sech dorunner da vläicht awer schonn och orientéiert gouf. Ech wäert...

(Interruption)

Et ass gutt.

(Interruption)

Dann de Kaméidi am Beräich Ëmweltschutz, do wollt ech just soen, um Niveau vun der Regierung den 28. Mee - dat ass net laang hier, dat sinn e puer Deeg hier - hu mer, no där Enquête publique mat zwou Séances d'information, déi Pläng ugehall, an zwar an engem éischten Temps déi dräi Pläng, déi grouss Achsen, d'Autobunnen, déi grouss Achsen um Niveau vun der Eisenbahn an och d'Alentour vum Flughafen, wou jo och geplangt ass, datt Aiden, Subventiounen wäerte fléissen am Kontext vun der Isolation acoustique.

Do wäerte mer awer nach e Règlement grand-ducal missen ausschaffen.

Ee Saz zu den Déchetten, déi ech kuerz ugeschnidden hat am Kontext vun de Biogasanlagen. Do hunn ech jo och am Januar 2010 deen neie Plan de gestion virgestallt. An der Strategie, déi jo déi nei Direktiv muss ëmsetzen, steet dran, datt mer 50% vun den Haushaltsoffäll musse recyclieren. Mir sinn elo bei 43%. Mir sinn awer do Spëtzt an Europa. Mir hunn also do eis Hausaufgaben, mengen ech, gutt gemaach. Dat Eenzezt, wat mer nach musse fäerdeg bréngen, wéi gesot, déi organesch Fraktioun verstärkt mat eranzehuelen an déi och verstärkt iwwer Biogasanlagen ze valorisieren.

Da vläicht, ouni elo nach op dat, wat mer um Niveau vun der Preventioun wëllen hunn ze maachen, anzegoen, nach ee Saz zur Loft, dem Luftreinhalteplan, deen och zesumme mat der Stad Lëtzebuerg ausgeschafft ginn ass, wou d'Stad Lëtzebuerg och selwer Efforte wäert maachen, si hunn dat gesot, zum Beispill um Niveau vun der Busflott. Do spillt awer och den Tram eng Roll mat de Gares périphériques, wa mer deene Contrainten, deene Valeurs limites, déi mer elo kritt hunn, déi mer och am leschte Conseil haten, souwuel bei de Stéckoxyde wéi och bei de Particules fines. Souwuel déi am Zéng-Mikrometer-Beräich wéi déi am 2,5-Mikrometer-Beräich, wou jo probéiert gëtt, eng generell Ofsenkung vun der Belaaschtung vun de Stied ze errechen.

Dat ass am Fong dat, wat ech als mäi Part wollt leeschten. Ier elo de Claude Wiseler virufiert, wollt ech awer vläicht e leschte Saz soen. Éischters nach eng Kéier Merci fir déi Beiträg vun haut de Mëtteg iwwerhaupt, datt mer dat konnten haut maachen. Ech mengen awer, datt mer ganz vill Courage a ganz vill Duerchsetzungsverméige wäerte brauchen an Zukunft, fir an eiser Gesellschaft a virun allem och mat eiser Gesellschaft, mat der Zivilgesellschaft, d'Zil vun enger méi nohalteger zukünftiger Gesellschaft ze errechen.

Ech mengen awer, datt de PNDD ee Moyen kann a wäert sinn. An deem Beräich do ass vill Aarbecht dragestach gi vu villen Akteuren.

Meng Schlussfolgerung soll och déi sinn, datt mir alleguerten, ech wëll dat och daitlech soen, d'Politik selbstverständlech, awer net nëmmen d'Politik, d'Gemengen an op Statsniveau, datt am Fong jiddweree vun eis, vun de Leit dobaussen, eng Verantwortung huet a jiddweree sech soll Gedanke maachen: Wéi kann ech mech a mengem deegleche Liewe mat menge Gewunnechten, déi mer léif sinn, wéi kann ech déi veränneren, fir an Zukunft méi verstärkt nohaltegt ze liewen? Dat och en vue vun enger nohalteger Zukunft, wierklech am Sënn vum Wuert, vun eise Kanner.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Minister Marco Schank. An elo kritt nach d'Wuert den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech mengen, eng Regierung an eng Chamber kann och, soll och kritesch sinn, wa se e Bilan mécht. Déi Saachen, déi ee politesch an enger Rei Jore mécht, muss een ëmmer kritesch analysieren. Et muss een ëmmer Konklusiounen doraus zéien. An et muss een ëmmer kucken, aus deem, wat gemaach ass, an aus deene Konklusiounen, déi een zitt, och Léieren ze zéie fir déi Aktiounen, déi ee fir d'Zukunft hält.

Ech fannen dat also en normalen Exercice, dee mer hei gemaach hunn, soen der Chamber och Merci fir a sech déi objektiv Aart a Weis, wou konnten op eng onpolemesch Aart a Weis déi Diskussiounen an dem Fernand Boden senger Kommissioun gefouert gi mat all de Leit zesummen, an inklusiv och en fin de compte haut de Mëtteg.

Ech wëll och elo net, well ech net méi vill Zäit hunn, kee grouse Bericht maachen iwwert dat, wat elo alles an deenen Departementer nach gemaach gëtt, well viles wär dozou ze soen, viles, wat och an dese Kontext géif erapassen. Haut geet et jo awer am Fong ëm en Avis, deen Dir gitt zu

engem Plan national de Développement durable. An ech weess och net, ob et haut un der Regierung ass, fir dann elo erëm Stellung zu Ärem Avis ze huelen an deem Moment. Ech weess net, ob deen Exercice esou geduecht ass.

(Interruptions)

Dofir limitéieren ech mech dorop, op eng Rei Froen, déi Der gestallt hutt, ze äntwerthen.

Eis Aarbecht, mengen ech, wär esou, datt mer elo missten higoen - dat war am Fong meng Konklusioun, mä vu datt Der mer elo d'Fro stellt, äntwerthen ech direkt mat der Konklusioun -, et misst am Fong elo esou goen, an dat hu mer och wëlles, datt mer an deenen nächste Wochen alles dat, wat mer als Avisë kritt hunn, dee vun der Chamber, och eng ganz Rei aner, dann huelen an där Commission interdépartementale, déi am Fong gesetzlech beoptragt ginn ass, éischters dee Plang ze developpieren, infolgedessen och d'Suité vun de Propositionen ze maachen, datt déi dat elo wäert kréien, datt déi dann eng Kéier déi noutwendeg Rectificatiounen an deem, wat dann de Projet war vun deem Plan national de Développement durable, erabrängt an da mat enger zweeter Versioun weiderkënn.

Mir hu gemeinsam, ech mengen, dat war am Abrëll d'Joer, ofgemaach an der Kommissioun, datt mer, ier mer deen definitive Programm fir Adoptioun dann der Regierung virschloen, nach eng Kéier bei lech an d'Kommissioun diskutiere kommen. Dat wäert fir den Här Schank a fir mech e grouse Plésier sinn, dat dann och mat lech zesummen an der Kommissioun ze maachen.

E puer Wuert wëll ech awer nach soen iwwert d'Remarquen, déi gemaach gi sinn, just fir dorobber anzegoen.

Éischters déi Diskussioun, déi gestallt ginn ass ronderëm déi ganz Froe vun der Mobilitéit an ob alles dat, wat elo an deene Programme gemaach gëtt, net gemaach gëtt, dann och konform zu dem Développement durable, konform zum IVL wär oder net.

Ech muss do ganz kloer soen, datt déi Mobilitéitspolitik, déi elo ëmgesat gëtt, ganz genau de Reflet ass vun där Politik, déi mer wëlle maachen an der Konformitéit zu dem Développement durable vun eisem Land an an der Konformitéit vun all deenen Iddien vum Développement durable. All déi Décisiounen, déi mer an der Mobilitéitspolitik an der Lescht geholl hunn, och déi fir Stroossen a Schinnen haut net ze maachen, mä op méi spéit ze verschiben, mengen ech, sinn aus finanzielle Grënn ze verstoen, mä sinn awer och justificéiert zu engem ganz groussen Deel duerch déi Gedanken, déi haut op deenen eenzelne Bänken och ausgedréckt gi sinn.

Den „modal split“, dee mer hunn, 25/75, ass bei all deenen Décisiounen als Zilsetzung bliwwen. Den Développement durable, esou wéi mer e kenne respektiv esou wéi en am IVL beschriwwen ass mat der Déconcentration polycentrique, dat heescht a sech den Développement durable vun dräi grouse Käre mat zwielef aner Niewenzentren nienwiedrun, ass och an deenen Décisiounen, déi mer geholl hunn, respektéiert ginn.

Mir wëllen och nach ëmmer mat deem, wat mer maachen, wunnen a schaffen, méi no beienee bliwwen. An den öffentlechen Transport wäert och nach wie vor Prioritéit behalen. All déi Décisiounen, déi geholl gi sinn, déi spigelen dat evidenterweis zréck.

Wa mer gesot hunn - ech ginn nëmmen een oder zwee Beispiller -, mir maachen elo déi Strecke vum Zuch Péiteng a Beetebuerg prioritär a mir loossen anerer zimmlech spéit, mä dann ass et evidenterweis, datt wann ee kuckt, wou elo u sech déi Hauptachse sinn, wou mer Capacitéitschwierigkeeten hunn, wou mer d'Leit mussen an den öffentlechen Transport a grouse Quantitéiten, mat grouse Capacitéite kréien, dann ass et noutwendegerweis op deenen do Strecken. Et ass dat wat mer brauchen, fir u sech deen „modal split“, dee mer awer als Zilsetzung an eisem Développement durable hunn, fir deen och an d'Realitéit ëmgesat ze kréien.



Et ass evident, déi Choixen, déi elo getraff gi sinn, a wa mer och Stroossebauprojekte weiderfueren, pousséieren, dann ass et, well mer zum Beispill d'Nordstad mat op där enger Säit der Stad Lëtzebuerg, mä awer och d'Liaison Micheville, well mer domat dee ganzen neien Entwécklungs-zentrum vun der Landesplanung Belval wëllen un den Autobunnsréseau ubauen. Dofir ass dee Stroosentissu fir eis wichteg an dofir gëtt deen och weidergefouert.

Dofir sinn d'Entwécklungsgebiddere wéi zum Beispill de Ban de Gasperich, deen déposiert ginn ass, och wichteg, well en am ganze Programm vun dem IVL dat Entwécklungsgebitt ass, wat mer ronderëm d'Stad, déi jo awer muss méi Potenzialitéite kréien, och wëlle maachen. An dofir gëtt och do investéiert. A wa mer do investéieren, maache mer net nëmme Stroosentissu, mä passe mer och ganz gutt op, datt den öffentliche Transport seng Plaz kritt. An duerfir hunn ech drop gehalen, grad sou wéi mäi Virgänger d'Intentioun hat, fir déi Projete vun der Gare périphérique Howald zumindest an der éischter Phas zesumme mat de Stroosseprojeten ze déposéieren, fir och kloer ze weisen, datt dat en zesummenhängende Projet wär an datt mer dofir och géifen domadder weiderfueren.

Dofir hu mer elo an déi Programmer, déi vum Développement vun der Bunn, souguer nei Saache mat erageholl an de Finanzierungsprogramm, déi initialement net virgesi waren. Zum Beispill déi ganz Entwécklung vun dem Logistikzentrum zu Beetebuerg bei der WSA, well mer et einfach als wesentlech considéieren, datt mer do Finanzementer an deenen zwee, dräi nächste Jore virgesinn, well dat eis an der Développement-durables-Entwécklung, déi mer hunn, einfach de Fret vun eise Stroossen ewechhëlt an d'Méiglechkeete gëtt, deen op d'Schinn eriwwer ze kréien.

An ech kéint elo eng hallef Stonn weiderfueren, fir all déi Décisionen, déi geholl gi sinn, an deem do Kontext ze justifizéieren a fir lech ze weisen, wéi dat Ganzt sech a sengem Zesummenhang hält. An datselwecht, soen ech just nach hannendrun, dat ass, datt déi aner Politiken iwwert aner Mobilitéitszorten ähnlech gelagert ginn. All déi Efforten, déi mer elo maachen am Kader vun de Bussystemer, déi entwéckelt mussen gi sécherlech an deenen nächste Joren, déi ginn och do drëm, fir eis Bussystemer méi effikass ze maachen. Do wou mer gesinn, datt mer net d'Capacités hu respektiv, datt mer kënnen eventuell spueren, mussen mer kucken, datt mer dat an de Grëff kréien op där enger Säit. Fir op där anerer Säit, do wou mer supplementar Besoinen hunn, an do sinn enorm vill Plaze vum September un, wou mer zousätzlech Capacitéite brauchen, fir datt mer eis all Méiglechkeete ginn, déi Capacités do anzusetzen, wou mer se an Zukunft brauchen.

Datselwecht gëllt fir all déi Problematike vun de Park & Riden, fir all déi Problematike vun de Busspuren, fir all déi Problematike vun der Mobilité douce, wat an engem Konzept, wat notament an dem Avant-projet vum Plan sectoriel «Transports» beschriwwen ass, deen deelweis elo iwwerholl gëtt mat deenen neie Prioritéiten, déi mer hunn, mä deen am Grondkonzept awer deeselwechte bleift an als Politik émgemat gëtt. Als Politik, déi e Ganzt ass an déi och Sënn mécht.

Fläicht e puer Wuert dann nach, well d'Zuele gefrot gi sinn, an ech wëll se nach eng Kéier hei soen, datt se och fir eis alleguer kloer sinn, déi vun den CO₂-Emissionen. Mir haten 1990 13,17 Milliounen Tonnen CO₂-Emissionen. Mir haten zwéischent 1990 an 1998 eng Baisse, relativ substanzial, op 9 Milliounen Tonnen erf, vun 13,17 op 9 Milliounen Tonnen erf. Vun awer dunn, vum Joer 2000, well mer eng ekonomesch Entwécklung kannt hunn, déi substanzial war, erëm eng relativ grous Erhéijung fonnt vun 9 Milliounen erop op 13,3 Milliounen, a mir haten der 13,17 sengerzäit.

Mir hunn 2006 eng gewësse Stabilisatioun gehat a mir kennen awer elo an der leschter Zäit erëm eng Baisse an den Emissionen. 2007 12,8 Milliounen Tonnen, 2008 12,5, an 2009, dat ass eng provisoresch

Rechnung, den Här Schank huet et virduresot, 12 Milliounen Tonnen, wat par rapport zu 1990 eng Baisse vun 8,9% ronn ausmécht. Just fir lech déi nei Zuelen och eng Kéier ze soen.

Wann ech dann eriwwer kucken op dat, wat dat fir den Transport heescht, well dat jo eisen Haaptproblem ass - all déi aner Facteure sinn net esou grous Problemer, sinn der och, mä sinn net esou grous Problemer wéi déi vum Transport. Wann ech dat kucken, wat heescht dat am Transportwiesen? Mir haten 2005 7 Milliounen Tonnen, an dat war dat héchste Joer, déi iwwert den Transport verbraucht gi sinn. Mir hunn der 2009 6,2 Milliounen Tonnen. Dat heescht, 12% manner wéi mer der 2005 haten.

Mir stellen och fest - et muss ee jo analyséieren: Wat sinn déi national, wat sinn déi international? Wann ech dat elo op déi national kucken, do gesi mer...

(Interruption)

Neen, neen.

...eng Tendenz, déi besonnesch ass. Dat heescht, op där enger Säit gesi mer, datt am Fong déi Autoen, déi fueren, déi Kilometeren, déi erfogeluecht ginn, datt mer am Fong vill méi ekonomesch émginn. Et gëtt vill manner Bensin verbraucht. An ech denken, datt déi ganz Politik respektiv déi technologesch Evolutioun - ech wëll jo net alles op déi gutt Politiken zrëckhuelen -, och déi technologesch Evolutioun, an och d'Kris sot Der hannendrun, an och domat hutt Der Recht, mä déi dräi Facteuren zesummen, eng Politik, déi dohinner gedreckt huet. D'Kris plus d'ekonomesch respektiv technologesch Evolutioun weist, datt mer am Fong vill manner pro Kilometer brauchen. Mä, op där anerer Säit, datt mer och vill méi Kilometeren fueren, well eise Parc automobile vill méi grous ginn ass, sou datt am Fong déi Flotte nationale relativ stabil bei 1,5 Milliounen Tonne bliwwen ass.

Wat elo den internationale Verkéier ugeet, och dofir d'Zuelen nach eng Kéier kloer ze setzen, hu mer 2005 - Rekordjoer! - 5,5 Milliounen Tonne verbraucht. Déi Tendenz konnt awer an deene leschte Joren inverséiert ginn. 2009, an dat ass elo eng Estimatioun, leie mer do bei 4,6 Milliounen Tonnen, wat also eng Baisse vu 15% um Internationale bedeit. Dat heescht, dat wat ee mat engem falschen Term a mengen Aen den Tanktourismus nennt. An ech kommen duerno nach ee Moment drop zrëck, well déi Diskussioun mer awer net onwichtig schéngt.

Also eng Baisse par rapport zu 2005 bei 15%. Mä et ass awer nach ëmmer vill. Well dat mécht jo nach ëmmer ronn 75% vun dem ganzen Transporttonneverbrauch aus, dee mer do verbrauchen.

Fläicht eng Remarque, déi ech wëll maachen, well den Här Berger dat opgeworf huet, déi Zuelen. Dir sot, d'Zuele si schwéier, well et muss een ëmmer alles zesummerechnen. Déi Zuelen, déi mer kloer kennen, dat ass, datt mer bei den Accisen 1,6 Milliarden Euro Einnahmen hunn, bei der TVA ronn honnert Milliounen Euro. Woubäi ee muss kucken, bei den Accise kann ee rechnen, bei de Combustiblen ass dat eng Milliard Euro ronn, e wéineg manner, mä loosse mer mol soen eng Milliard, dat ass dat wat et ausmécht. Beim Tubak an Alkohol sinn dat ronn 600 Milliounen Euro. An dovunner kënnen mer rechnen, datt wierklech grosso modo 75%, dat wat Dir dann den Tanktourismus nennt, dat heescht dem internationale Volet zoueschreiwe sinn. Dat war d'finanziell Fro.

Elo kann ee soen: Wéi rechnen ech dat elo op? Ech muss Kyoto mat erarechnen, an da sot Dir, ech muss d'Stroossen erarechnen.

(Interruptions)

Okay, déi Reflexioun ass jo gär ze féieren, da mussen mer se eng Kéier am Detail féieren. Mä, wann ech awer elo mol kucken, wat deen Tanktourismus ass, dann ass an der Realitéit, a wat iwwer 90% an der Realitéit ass, da stellen ech fest, datt eise sougenannten Tanktourismus duerch am Fong zwou gréisser Saachen ervirgeruff gëtt.

Déi éischt grous Saach, dat ass den Transitverkéier, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Well mer op enger Verkéiersachs

leien, déi vu Bréssel, Holland a Frankräich eroffiert. Elo tanken déi Leit hei. Soss tanke se zwousch anescht. Mä den Transit ass awer do. Elo kënt Der do soen, ech muss dat alles ofrechnen an dem Verkéier respektiv wat ech do fir de Stroossebau derfir maachen. Jo, ech weess awer net, ob een dat alles kann ofrechnen, well den Transit, deen hu mer nach ëmmer. Mir probéieren esou vill wéi méiglech op den Zuch eriwwerzékieren zu Beetebuerg, mä den Transit bleift awer nach ëmmer do.

Deen zweete grouse Volet...

(Interruption)

Jo, mä ech wëll et e wéineg... Dir hutt deelweis Recht, Här Berger, mä ech wëll et awer zolidd nuancéieren. Loosse mer et mol sou soen: De Gedanken ass net falsch, mä ech wëll en zolidd nuancéieren.

Zweete grouse Verbraucher vun deem sougenannten Tanktourismus - wat ech och keen Tanktourismus nennen, well Tanktourismus ass fir mech déi Leit, déi speziell an d'Land komme fir hei ze tanken an dann erëm zrëckfueren, gëtt et och, mä dat ass awer...

► **Une voix.** - ...owes op Waasserbëlleg, Här Minister.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, jo. Dat ass okay. Ech soen, dat gëtt et och.

(Interruptions)

Ech soen, dat gëtt et och. Selbstverständlech gëtt et dat och. Mä wann ech an de Proportiounen et kucken, dann ass den Transit an der Quantitéit an dann ass haaptsächlech dee ganze Frontaliersverkéier, an da gitt emol all moies, wéi Der sot, op d'Autobunn vun Diddeleng an op d'Autobunn, déi aus der Belsch kënt, an op d'Autobunn, déi aus Däitschland kënt...

(Interruption)

Natierlech. Mä ech soen awer och, datt e grousse Deel vun deem ganzen Tanktourismus am Fong duerch Frontalieren hierkënt. Déi hu mer och op de Stroossen oder mir hu se um öffentliche Transport, mä mir hu se op jidde Fall. A mir wëlle se jo och a mir brauche se jo och! Dofir ass déi do Rechnung, fir einfach ze soen, Dir musst dat alles ofzéien, déi ass net esou einfach, well Tanktourismus ass am Fong net onbedéngt Tanktourismus, mä et ass vill Transit an ass vill frontaliersbedéngt. A mir si frou, datt mer d'Frontaliere fir eis Economie hunn. Dofir, och do eng Nuance an Äre Proposen, déi een awer muss afügen, wann een driwwer schwätzt. An ech si gäre bereet...

► **M. le Président.** - Här Minister, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Den Här Berger wëllt mer awer nach e wéineg Zäit huelen.

► **M. le Président.** - Jo, da soll den Här Berger ganz kuerz seng Fro stellen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, ganz kuerz. Merci, Här President. Wann ech dat richteg verstinn, da si jo awer verschidden Differenzen iwwert déi Zuelen, déi eventuell kéinten existéieren. Dofir einfach meng Fro: Wier d'Regierung da bereet, endlech déi Etüd an Optrag ze ginn, fir datt een do kloer Zuele kritt, kloer erausgesäit, wat da wierklech an d'Keese kënt respektiv wat vun Niewekäschte sinn?

Ech mengen, et gëtt och eng Motioun hei aus der Chamber vu virun...

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Ural!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ural, seet den Här Gira, datt mer déi dann endlech émsen. Da kéinte mer déi Diskussioun aneschtens féieren. Ass also d'Regierung bereet,...

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Vu wéini ass se?

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...déi eng Etüd endlech maachen ze loosse?

Merci.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Vu wéini ass dann d'Motioun?

(Interruption)

Ech hunn elo gefrot, ob se net am Här Berger senger Zäit nach gewiescht wär, zoufälligerweis.

(Hilarité et interruptions)

► **Une voix.** - ...deen éischten Deel erfëllt, mä deen zweeten net.

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.** - Sou, also ech hätt elo net gär, datt mer hei zwéischenteneen diskutéieren. Deen Eenzegen, deen elo d'Wuert huet, ass hei den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, an ech mengen, dat ass souwisou eent vun de wichtegen.

Elo kommen ech op en anert Thema, wat ugeschwat gëtt. Déi do Fro, mir hu jo gesinn, wéi scho mat der ekonomescher Situatioun a mat der technologescher Evolutioun dee ganze Bensinsverbrauch erfogeeet. An ech mengen, datt an deenen nächste Joren eng vun eisen zentralen Diskussiounen och ass, mir kréien den Individualverkéier ni ganz op den öffentliche Transport eriwwer, evidenterweis. Mir brauchen och nach an Zukunft Individualverkéier, mussen also nient eise grousse Efforten op den öffentliche Verkéier och Efforte maachen, fir ze kucken, wéi mer den Individualverkéier méi propper kréien. An do déi ganz Fro ëm d'Elektromobilitéit an d'Elektrotechnologie gëtt an deenen nächste Jore wesentlech.

Ech wëll hei soen, datt mer bei dem CRP Henri Tudor eng Etüd opginn hunn, fir ze kucken, wat fir eng Konzepter an deem ganzen Domän do fir Lëtzebuerg vivabel wäeren, wat fir eng kéinten hei gebraucht ginn, well et geet net duer fir ze soen, elo kafe mer een oder zwee Autoen als Stat. Et muss ee kucken, wat fir ee Konzept am Ganzen développéiert gëtt. Et muss ee kucken: Wéi kann ech dat an d'Realiteit émsen?

Ech denken, datt mer déi Propositionen, déi Etüden an deenen nächste Méint wäerte kréien. Mir hunn de Moie jo an der Kommissioun, an der Chamberskommissioun ofgemaach, gemeinsam, datt, subal mer dat hunn, och gär eng Diskussioun kann doriwwer gefouert ginn. An do sinn ech wierklech frou, wa mer dat en fin de compte kënnen maachen, well ech mengen, dat gëtt eng vun deene grousse Diskussiounen an Erausforderungen, déi mer an deenen nächste Joren hunn.

Elo gëif ech lech nach gär e puer Wuert iwwert den Aménagement du Territoire soen, mä ech mengen, dat hätt alles elo momentan net vill Sënn, obwuel Froen doriwwer gestallt gi sinn.

An da schlussendlech nach fir ze soen, wéi et elo weidergeet. Ech hat dat am Ufank scho gesot. Elo geet dat Ganzt, wat mer hei hunn, als Avis an dee Comité, dee sech dorëmmer gesetzlech muss bekëmmern. A mir kommen nach eng Kéier an d'Chamber zrëck, fir dann d'Konklusionen an der Kommissioun ze huelen. Dat leeft parallel mat dem ganze Partenariat, wou am Parteniariatsdossier et och esou ass, datt dee Comité interministériel zesummekommt ass fir déi Diskussioun virzubereeden, datt de Minister Schank an e puer Deeg déi éischt gréisser Sitzung mat den ONGe wäert hu respektiv mat deenen anere Partner, déi bei eis um Dësch setzen, fir déi nächst Etapp esou wéi virgesinn ze goen an datt dann am September och déi enzel agesaten Aarbechtsgruppen op deene fënnf Sujeten, déi mer determinéiert hunn, wäerten ufänken ze schaffen. Also, do ass den Zuch och op de Schinnen a leeft no deem Kalenner, dee mer geplangt hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Nohaltegkeetsminister. Den Här Camille Gira freet nach eng Kéier kuerz d'Wuert.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Bon, Här President, Dir sot mat Recht, et solle keng Zwiesgesprécher ginn. Duerfir wollt ech awer nach eng Kéier kuerz intervenéieren



op dat, wou mer dann elo ugesat haten, Zwiegesprécher ze féieren.

Ech wëll awer dat nach eng Kéier ënnerstëtzen, wat ech an enger Motioun hei abruecht hunn a wat den Här Berger nach eng Kéier opgeworf huet. Ech muss awer soen, dass ech et als Deputéierten an der Tëschenzäit, an Zäiten, wou mer diskutéieren iwwer Milliounen a Milliarden Euro, déi am Statsbudget feelen, esou lues onerträglech fannen, dass dës Regierung oder dës Verwaltungen et wierklech net fäerdeg bréngen, eis opgeschlësst hei ze soen, wat dann elo wierklech do erakënnt. Wéi vill Accisen erakommen duerch den Inlandsverkéier, wéi vill Accisen erakommen iwwer internationalen Transit, wéi vill Accisen erakommen iwwer Grenzgänger an esou weider. Wéi vill iwwer Bensin, wéi vill iwwer Zigaretten a wéi vill iwwer Kaffi a wat weess ech.

Well et ass jo och net esou, dass, wann ee muer de Bensin upasst an den Diesel, da kann et nach gutt sinn, dass eng Rei Leit Kaffi an Alkohol an aner Saache bei eis kafe kommen. A wann ech eng Kéier... Ech liese gradesou séier eng Milliard Revenu wéi annerhallef. Ech hunn och scho bei der FEDIL an anere Leit vun zwou Milliarden héieren. Sou kann ee jo awer an deem Land net diskutéieren! Ech fannen dat wierklech onerträglech!

An dann, entweder ass et Mauvaise foi vun deene jeeweilege Regierungen, oder, ech muss soen, mir gëtt et Angscht, wa mer an dësen Zäiten, wou et awer ëm all Euro misst goen an deem Land, wann eis Steuerverwaltungen net capabel sinn, eis iergendwéi eng Kéier en détailléierten Tableau hei hinzeleeën, wat do Sache ass.

Wéi wëllt een dann hei Reforme maachen, wéi wëllt ee sachlech iwwer eenzel nohalteg Diskussiounen hei kënnen schwätzen, wa mer d'Grondbasis net hunn? Wann een net weess, ob et wierklech ëm eng Milliard geet oder just ëm 600 Milliounen? Dat ass

jo awer, wann Der erlaabt, Här President, e klengen Ënnerscheid. A fréieren Zäite war dat scho vill. Et ass och haut esou.

Dann nach en zweet Wuert zu der Problematik selwer. Et huet nach ni ee behaupt, dass déi Dräivéirels vun deem, wat getankt gëtt, exklusiv richtegen Tanktourismus sinn. Mä ech weess awer, ech hu mer soe gelooss, dass, ech weess net ob et Ponts et Chaussées war oder iergendeen aneren, déi eng Kéier eng Etüd gemaach hunn, déi awer ganz kloer noweist, dass net nëmmen Transicamionen heihinner tanke kommen, mä dass d'Camionen 200, 300, 400 Kilometer ëmwee maachen, fir hei hir Tanken, déi an Tëschenzäit 1.500 Liter faassen, voll ze maachen. Well wann Dir en Ënnerscheid vun zéng, 15 Cent pro Liter hutt, dann hutt Der séier ausgerechent, wéi wäit dass Der mat Ärem Camion kënn fuere, an dass et nawell derwäert ass, hei op Lëtzebuerg ze kommen.

Wann Der dann och nach de Plein maacht vun Zigaretten an de Plein maacht vun Alkohol, da sinn do ganz Geschäfte dran. Ech weess net, wat ass, mä wann ech gesinn, wat e Manöver um Wandhaff ass, wou eigentlech keen Transicamion dierft iwwerhaupt vun der Autobunn eroffueren! Do kommt Der geschwënn net méi laanscht. Et hale geschwë méi Camionen nuren um Wandhaff wéi op der Autobunn.

(Interruption)

An do gesinn ech dann och genee dat, wat den Här Berger gesot huet: Déi, déi eng Säit eroffueren, tanke fuere, an da fuere se erëm an déi aner Richtung. Ech sinn iwwerzeegt, dass et derwäert wär, sech emol eng Kéier intensiv mat deem Phenomeen, deen op deenen zwou...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Déi eenzeg Proposition, déi valabel ass, dat ass de Bensinspräis substanzuell an d'Luucht ze setzen.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Dat do ass jo absolut Polemik! Dat do ass jo absolut Polemik!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Et huet guer kee Wäert, ze diskutéieren, et kënn een ëmmer op déiselwecht Saach zréck. Ëmmer!

(Brouhaha)

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Neen!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Éierlech!

(Brouhaha)

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Neen, Här Lux, ech fannen et en elementart Recht vun engem Deputéierten,...

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Neen, ech sinn domat d'accord.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- ...dass en endlech gewuer gëtt,...

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Jo!

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- ...ob deen Tanktourismus eis 600 Milliounen an d'Keess bréngt, ob en eng Milliard bréngt, ob en annerhallef Milliard bréngt! An ob vun där Milliard alles Bensin an Diesel ass, oder ob et Kaffi ass, oder ob et Alkohol ass oder Zigarette sinn. Ech fannen et aarmséileg, wann déi jeeweileg Regierungen et an zéng Joer nach net fäerdeg bruecht hunn, eis eng propper Statistik op enger A4-Säit hei hinzeleeën,...

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Do sinn ech mat lech d'accord.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- ...fir ze soen, wat ass.

An da kënnen mer ufänken, eng sachlech Diskussioun ze féieren, an da kënnen mer den Dokter Ewringmann froen, e soll eis seng puer Grafike maachen, an da kann all Fraktioun hei Stellung huelen, wéi wäit dass se da wëllt goen.

Ech stelle fest, dass an dëse schwierigen Zäiten, wou mer vun de Leit dobaussen

Affer verlaangen, wou mer hei probéiere ginn, 40 Milliounen ze spueren, an do 50, geheie mir hei Zuelen an d'Welt vun enger Milliard a 600 Milliounen an 1,5 Milliard. Ech fannen dat an Tëschenzäit als Deputéierten onerträglech, an duerfir wollt ech dat nach eng Kéier ënnersträchen, wat den Här Berger gesot huet.

► **M. le Président.**- Sou, elo kritt nach eng Kéier den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech hu kee Problem, fir datt mer de Verwaltungen, déi u Methodologien ausgerechent hunn, wéi se dat eent an dat anert maachen, fir datt mer deenen an der nächster Kommissiounssitzung beim Här Boden soen, si sollen eis explizéieren, wéi se op hir Zuele kommen. Ech denken net, datt dat elo vun enger gréisserer Problematik wäert sinn, wa mer déi Explikatiounen kënnen ginn.

► **M. le Président.**- Okay. Merci. Domadder wäere mer um Enn vun eiser Diskussioun.

Résolution 1

Elo hu mer hei nach eng Resolutioun, déi abruecht ginn ass vum Här Fernand Boden. Esou wéi ech d'Diskussiounen matkritt hunn, schéngt mer do e grouse Konsensus iwwert déi Resolutioun ze bestoen, sou datt mer déi kënnen à main levée stëmmen.

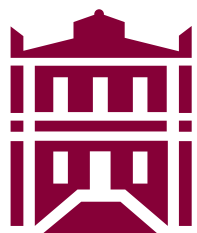
Vote sur la résolution 1

Wien ass mat där Resolutioun d'accord? Dat schéngt mer och d'Unanimitéit ze sinn. Da soen ech lech Merci.

Domadder si mer dann um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer um hallwer dräi nees zesammen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.20 heures)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente • M. Gast Gibéryen, Doyen

Sommaire

Débat d'orientation sur la stratégie communautaire «Europe 2020»

- Exposé: M. Alex Bodry
- Débat: M. Norbert Hauptert, M. André Bauler, M. Henri Kox (dépôt de deux motions), M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann
- M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
- M. François Bausch (parole après ministre)
- Vote sur les motions 1 et 2 (rejetées)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké et Nicolas Schmit, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- De Moment nach net.

► **M. le Président.**- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da komme mer de Mëtteg zur Orientéierungsdebat iwwert d'EU-Strategie „Eu-

ropa 2020“. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, déi Häre Bauler, Kox, Kartheiser, Hoffmann an Hauptert. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Alex Bodry als President vun der Ekonomiekommissioun. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

Débat d'orientation sur la stratégie communautaire «Europe 2020»

Exposé

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Debatt ronderëm déi nei europäesch Entwéck-

lungsstrategie „Europa 2020“ fënn opgrond vun enger Demande vun der Wirtschaftskommissioun vun der Chamber statt. Kuerz ier elo op deem nächsten Europäesche Conseil Décisiounen wäerte fallen, kritt also eist Parlament, kréien déi eenzel Fraktiounen d'Geleeënheet, hir Position, net wéi esou üblech ex post, mä ex ante virstellen a kënnen esou och effektiv probéieren, an deene Froen, déi nach opstinn, der Lëtzebuurger Regierung eng Orientéierung ze ginn. Dat ass jo eigentlech och den Zweck vun esou Orientéierungsdebatten, oder dat misst en zumindest sinn.

Loosse mer emol zéng Joer zréckblécken: Lissabon. Lissabon, dat war de Startschoss vun der sougenannter Lissabon-Strategie, wou sech d'Europäesch Unioun 2000 d'Zil ginn hat, an zéng Joer Europa zur stärkste Wëssensgesellschaft vun der Welt ze maachen. D'Ziler waren ambitiéis, an d'Resultater si sécherlech net op der Héicht vun deenen Ambitiounen. Si si wäit hannert den Erwaardungen zréckbliwwen.

Et huet och net vill gehollef, dass am Joer 2005, also an der Mëtt vun där Zéngjoresperiod vun der Lissabon-Strategie, den Europäesche Conseil nom Bericht vun der Kok-Kommissioun d'Strategie probéiert huet nei ze fokusséieren op Beschäftigung, op Aarbechtsplazen an op Wuessstum. Si huet och erkannt, dass bis dato d'Haaptschwieregkeet doranner louch, dass et op nationalem Plang un enger konkreter Ëmsetzung vun deenen eenzelne Strategiezieler gefeelt huet.

Duerfir huet se 2005 ënner Lëtzebuurger Presidentschaft eng Rei vun Ofännerungen

och an de Prozedure virgeholl. Déi sougenannten national Reformprogrammer sinn agefouert ginn, a Lëtzebuerg huet deen Exercice all Joers duerchgefouert. All Joers hunn déi Länner missen hir Programmer bei der Europäescher Kommissioun arechen, wéi se wäilten d'Lissabon-Strategie konkret ëmsetzen.

Et ass och probéiert ginn, méi rationell ze fuere doduerjer, dass déi eenzel europäesch Richtlinien, sief et déi am ekonomesche Beräich, sief et déi am Beräich vun der Beschäftigung, reduzéiert gi sinn an zesummegefouert gi sinn.

Mä et muss ee feststellen, dass och déi Reformen do an der Prozedur net dozou bäigedroen hunn, dass am Endeffekt d'Ziler 2010 erreecht gi sinn. Et ass also éischer e Bilan vun engem Échec, deen ee muss zéien, well praktesch keng vun deenen éiergäizegen Zilsetzunger konnt erreecht ginn.

Wirtschaftlech a besonnesch och aarbechtsplazméisseg - an de Wuesstum an Aarbecht, Beschäftigung ware jo déi Haaptkärpunkte vun där Strategie - steet Europa haut, 2010, net besser do wéi virun zéng Joer. Am Géigendeel! Dat erkläert sech zu engem Deel aus dem politesche Manko vu Wëlle vun eenzelne Memberstaaten, fir déi Ziler duerchzesetzen, fir och Strukturformen an d'Weeër ze leeden.

Mä dat huet natierlech och vill ze di mat der internationaler Finanz- a Wirtschaftskris, déi am Joer 2008 an déi Lissabon-Period eragefall ass an déi natierlech ganz aner Froe mat an d'Diskussioun bruecht huet. Et muss een haut feststellen, dass

2010, wann ech déi lescht Prognose vun der EU-Kommissioun kucken, de Wuesstum fir ganz Europa wahrscheinlech nëmme wäert bei 1% leien. D'Aarbechtslosegkeet ass déi lescht zwee Joer rapid an d'Luucht gaangen.

Och international konnt sech d'Europäesch Unioun net als déi stärkste Wirtschafts- a Wessenskraaft etabléieren. Do sinn aner grouss Wirtschaftskräfte virun Europa.

Dee sougenannten europäesche Gesellschaftsmodell, säi Sozialmodell, bleift weiderhi ganz gebiechlech. A kaum ass de Lissabon-Prozess eriwwer, gëtt op EU-Niveau eng nei laangfristeg Entwécklungsstrategie op d'Bege stellt, déi uknapp natierlech an déi Lissabon-Strategie, déi mer déi lescht zéng Joer haten.

„Europa 2020“ ass den Numm vun där Strategie, déi, wéi hir Virgängerin, Aarbechtsplazen a Wuesstum soll bréngen. Si begräift dräi Dimensionen: Et sinn déi vun der Nohaltegkeet, déi wirtschaftlech, déi sozial an déi ekologesch. Si begräift véier Hauptfelder: Wëssen an Innovatioun, méi nohalteg Wirtschaft, d'Verbesserung vun de Beschäftigungsniveaun an d'sozial Inklusioun.

De leschten Europäesche Conseil vum 25. a 26. Mäerz dëst Joer huet sech op fënnf grouss Zilsetzung bis 2020 geeenegt. Fënnf grouss Zilsetzungen, déi et elo géllt europäesch an national ze déclinéieren an déi eis nach wäerten an eiser Politik déi nächst zéng Joer mat beschäftegen.

Et ass dat un éischter Plaz d'Beschäftigungsquot vu Fraen a Männer - hei gëtt déi Kategorie vun 20 bis 64 Joer geholl -, déi soll an zéng Joer op 75% europawäit eropgoen. Si läit haut bei 69% an Europa.

Zweet Zilsetzung ass déi, fir derfir ze surgen, dass déi privat an déi öffentlech Investissementer am Beräich Fuerschung an Entwécklung sollen op 3% vum PIB eropgeschrafft ginn. Dat bedeit eng Erhéijung, déi relativ considéabel ass, well europawäit läit déi dote Quot momentan bei 1,9%.

Am Energieberäich gëllen déi bekannten 20-20-20-Objektiver fir Europa: 20% Dreifhausgasreduzéierung bis 2020, also par rapport zum Ausgangspunkt 1990; 20% Undeel erneierbar Energien an dem Endenergieverbrauch an 20% Erhéijung vun der Energieeffizienz an deenen nächsten zéng Joer.

Nächst Objektiv ass, de Bildungsniveau insgesamt ze erhéijen. Do sinn zwar déi definitiv Ziler nach net vum Europäesche Rot festgeluecht ginn. An de Propositione vun der Kommissioun sinn awer folgend Ziler verankert: De Prozentsaz vun de Schoulofgänger ouni Diplom, Leit, déi also fréizäiteg hire Schoulkursus ënnerbriechen, soll op ënner 10% erofgedréckt ginn europawäit. Haut läit e bei 15% an der EU. An den Undeel vun den Héichschouldiploméierten, dee soll eropgesat gi vun haut ronn 31% europawäit op 40%.

Véierten Objektiv vun der neier „Europa 2020“-Strategie ass, d'sozial Inklusioun ze förderen, virun allem duerch d'Reduzéierung vun der Aarmut. D'Kommissioun proposéiert, d'Zuel vun deene Leit, déi engem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, ëm ee Véirel ze reduzéieren. 20 Milliounen manner Leit sollen also an zéng Joer an Europa dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn.

Dës Strategie, dës Zilsetzung gëtt op kommunautairem Niveau an um Niveau vun den Nationalstaten ëmgesat. D'Europäesch Kommissioun huet siwe grouss Initiativen, sougenannten Initiatives phares annoncées, déi souwuel d'EU wéi och d'Memberstate sollen engagéieren. A virun allem: „Europa 2020“ gëtt méi staark verknäppt och elo mat der Exitstrategie, fir aus der Kris eraszekommen. Dat heescht also och mat dem Wëllen um Niveau vun der Europäescher Unioun Reformen um Finanzsektor weiderzeféieren, e laangfristegen Assainissement bei de Budgete virzehuelen an eng Verstärkung vun der Koordinatioun an der Wirtschafts- a Währungsunioun erbäizeféieren.

Als LSAP sti mir ausdrécklech hanner all deenen Efforten do, fir verschidden Excèsen op de Finanzmäert ze verhënneren. Mir si fir eng Regelung vun den Hedgefongen an Europa. Mir si fir nei Regeln, wat d'Ratingagenturen ugeet. Mir sinn och fir

de Verbuet oder eng staark Anengung vu verschidden hyperspekulativen Operatiounen op de Finanzmäert. Alles Froen, déi momentan international, europäesch an national an der Diskussioun sinn.

Laut EU-Rot ass dës nei Strategie, dës nei Entwécklungsstrategie „Europa 2020“ ausdrécklech op enger verstärkter Koordinéierung vun de Wirtschaftspolitik vum deenen eenzelne Memberstaten opgebaut. Wat opfällt, dat ass, dass zäitlech, prozedural an och vun der Bewäertung hier eng Unnäherung geschitt vun dëser Strategie, der Entwécklungsstrategie „Europa 2020“, an dem Stabilitéits- a Wuesstumspakt. Dat ass eng essenziell Neuerung par rapport zu deene Mechanismen, déi mer déi lescht zéng Joer kannt hunn, wou déi doten zwou Programmatiounen eigentlech parallel gelaf sinn, jiddwereen no sengen eegene Regeln, a wou ni eigentlech déi zwee Elementer zesummegefuert gi sinn.

Wat bleibt, dat ass d'Haaptinstrument eigentlech fir déi Prozedur ëmzesetzen, dat sinn déi national Reformprogrammer, déi weiderhin also gëllen a wou weiderhin all national Regierungen an der Obligatioun stinn, all Joers esou e Programm virzeleeën. Dës national Programmer, déi d'Regierung also der Kommissioun an dem Europäesche Rot matdeele muss, wäerten, wéi an der Vergaangenheet, am Detail duerleeën, duerch wellech Aktiounen déi europäesch Strategie mat hiren nationalen Ziler soll verwierklecht ginn a wéi och déi national Wuesstumsbremse kënne behuewe ginn. Sou wëllt et den Text vum Europäesche Rot.

Geméiss och där Décisioun vum Mäerz vun deemselwechte Rot mussen all kommunautaire Politiken, also och zum Beispill déi gemeinsam Landwirtschaftspolitik oder och d'Kohesiounspolitik, dës Strategie stäipen.

Dës Strategie huet selbstverständlech och eng staark aussepolitisch Dimension, déi also och iwwert de Kader vun der EU erausgeet. Bei allen internationale Verhandlungen, bei allen Négociatiounen, déi international ze féiere sinn um Niveau vun der Europäescher Unioun, muss natierlech och déi heite Strategie mat berücksichtegt ginn.

Et wäert elo alles ganz schnell goen, wéi och an deene leschte Méint et fuerchtbar schnell gaangen ass bei der Opstellung vun den Eckdate vun dëser Strategie. Well déi éischt Reformpläng, dat riicht sech also un déi national Regierungen an och un eis national Regierung hei zu Lëtzebuerg, wäerte missen an deenen nächste véier, fënnf Méint, dat heescht am Mount Oktober ausgeschafft ginn. Spéitstens da muss och all Land seng national Objektiv festgeluecht hunn. Hir Additioun, d'Additioun vun deene jeeeweiligen nationalen Zilsetzungen, muss jo d'Realisatioun vun deenen europäeschen Ziler garantéieren.

Déi nei Strategie „Europa 2020“ huet also op där enger Säit vill Gemeinsamkeete mat der fréierer Lissabon-Strategie, verfahrenstechnesch, mä och inhaltlech. Si ënnerscheet sech awer an enger Rei vu wesentleche Punkte vun hirer Virgängerin. Nach eng méi staark Vereinfachung a Rationaliséierung vun de Prozeduren. Während mer nach an der Lissabon-Strategie eng ganz Retsch vun nationalen Objektiv haten, och europawäit Objektiv festgeluecht gi waren, gëtt sech hei konzentréiert op e puer Kärzilssetzungen, fënnf Stéck, déi schlussendlech héchstwahrscheinlech wäerten zréckbehalen ginn.

Virun allem gëtt hei och en neie Bewäertungssystem opgebaut an deem Ganzen. Hei gëtt erëm eng Kéier op d'Method vun der Peer review zréckgegraff, wou also den Europäesche Conseil, dee sech jo aus de Vertrieeder vun deenen eenzelne Memberstaten zesummesetzt, wäert eng zentral Roll ze spille kréien, no Viraarbecht natierlech, déi vun der Europäescher Kommissioun geleescht gëtt.

Eemol am Joer mécht den Europäesche Rot eng global Evaluatioun vun de Fortschritter, souwuel op globalem, dat heescht europäeschem wéi och op dem jeeeweiligen nationale Plang. Dobäi, sou heescht et an den Texter, géllt d'Verbesserung vun der Kompetitivitéit als een vun den Haaptkritären.

Déi éischt Virschléi, déi an deem ganzen Zesummenhang vun där Strategie an Europa gemaach gi sinn, sinn eigentlech nach verschäerft ginn duerch déi Initiativen, déi zäitlech parallel oder e bësse méi spéit um Niveau vun der Kommissioun an um Niveau vun dem Europäesche Rot geholl si ginn, wat d'Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik ugeet, déi ëmmer méi sech a Richtung vun enger gemeinsamer Wirtschaftspolitik, zumindest an der Eurozon, entwéckelt.

Duerch dës nei Virschléi, duerch och zousätzlech Virschléi, déi vun der Task force vum Här Van Rompuy an d'Diskussioun erabruucht ginn an déi och elo nach déi nächst Méint wäerte weider an Europa dréien, gëtt de Kalenner nei opgestallt. Och kritt d'Fro vu méigleche verbindleche Recommandatiounen, déi vun europäescher Säit géifen un d'Nationalstate gemaach ginn, eng nei Bedeitung an deem doten Zesummenhang mat där Verknäpfung vun deenen nationale Reformpläng an der Strategie „Europa 2020“ an dem Wirtschafts- a Stabilitéitspakt op där anerer Säit.

Wat ee muss feststellen, dat ass, dass Europa ëmmer méi de Kader, d'Grenze festleet, an deem sech och déi national Budgets-, Finanz- a Wirtschaftspolitik ze bewegen huet. An domadder ginn natierlech och de facto d'Ausrichtung an de politesche Spillraum fir d'Sozial- an d'Ëmweltwiese mat nei definéiert. Dat eent huet direkt Afloss op dat anert, och wann ee ka formal dat eent vun deem anerer ënnerscheiden.

Als LSAP huele mir déi doten Entwécklung mat enger gewëssener Besuegnis zur Kenntnis.

D'Austeritéitspolitiken a villen europäesche Länner, déi radikal Spuermoosnamen, besonnesch och am Sozialbudget, vu verschiddene Staten,...

► **Une voix.** - Eil

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...d'Ongläichgewicht bei den Efforten och fir d'öffentlech Budgeten ze konsolidéieren, dat alles léisst an eisen Aen net vill Guddes ahnen, wann d'EU net nëmme géif déi allgemeng Eckdate festleeën, mä och ufänke géif, no an no an den Detail vun den eenzelnen Dossierer eranzekucken an hir méi zwingend Recommandatiounen kënne ze maachen.

Duerfir muss an eisen Ae séchergestallt ginn, dass zwar déi eenzel grouss Budgetorientatiounen nom Stabilitéitspakt ze bewäerte sinn an och finanziell Dérapagé musse kënne preventiv verhënnert an eventuell och sanktionéiert ginn. Mä d'Memberstaten, besonnesch och d'Euroländer, mussen awer kënne wéi bis elo fräi bestëmmen, wéi si déi budgetär a finanziell Normen, déi europawäit festgeluecht ginn, wëllen national errechen. Eng méi déif Amëschung vun der Europäescher Unioun, ob Kommissioun oder Europäesche Conseil, an d'Nationalpolitik wier schwéier ze akzeptéieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Nieft der Fro vum Weiderbestand vun also der nationaler Gestaltungsméiglechkeet vun der Politik bereet eis als Sozialisten d'Gewichtung vun der „Europa 2020“-Strategie e bësse Surgen. De wirtschaftleche Piler schéngt géintwärtig der sozialer, der ekonomescher an der ekologescher Dimension ze staark, ze dominant ze sinn. Dat war iwwregens och eng Kritik, déi dës Chamber scho geäussert huet bei der Lissabon-Strategie, wou de Fokus ëmmer méi verstärkt op dat reng Wirtschaftlech gericht ginn ass an eigentlech dat Ëmweltpolitescht an dat Sozialt och net onbedéngt deeselwechte Stellwärt an där ganzer Strategie haten.

Dee Virwurf kann een och net ganz ewechwëschen, wann een d'Nofolgestrategie haut sech virun Ae féiert, déi natierlech och elo éischter nach gekennzeechent ass duerch eben déi Krisensituatioun, duerch d'Finanzsituatioun bei deenen eenzelne Memberstaten, déi deen doten Androck an d'Gefor vun engem Déséquilibre täschent deenen dräi Dimensionen vun där Strategie nach méi kloer an Evidenz stellen. D'Kris riskéiert also deen doten ongudde Phenomeen nach weider ze verstärken.

Eng drétt Préoccupatioun, déi ee muss hei ausdrécken, ass déi feelend oder staark ongenügend Participatioun vun alle wesentlechen Acteuren - dat si jo net nëmme d'Regierungen; dat sinn d'Gewerkschaften, dat sinn d'Betribler, dat sinn all aner gesellschaftlech Kräften, ob dat elo europawäit, ob dat lokal oder national ass - bei der Ausschaffung vun dëser Strategie. Dat ass eppes, wat onbedéngt muss opfalen.

An Zäit vun e puer Méint, no enger ganz klenger Consultationsperiod vun e puer Woche praktesch nëmme, si praktesch fäerdig Texter op den Dësch geluecht ginn. An elo gëtt an zwee Conseile vum Mäerz, vum Juni definitiv d'Décisioun iwwert d'Ausrichtung vun där neier Entwécklungsstrategie vun Europa geholl. Dat ass sécherlech net dee beschte Wee fir virzegoen. Zemoos well ech och den Androck hunn, dass eigentlech kee richtegen, déiwe Bilan gezu ginn ass vun där aler Strategie. Et ass festgestallt ginn, mir hunn d'Ziler nach net erreecht, also fuere mer elo weider a mir ginn eis eng nei Strategie, en neien Numm zumindest. Mir änneren d'Prozeduren an da fuere mer weider.

Et schéngt mer, wéi wann awer net onbedéngt vun alle Feeler geléiert gi wier vun där aler Strategie, wou ëmmer virgeworf ginn ass, a selwer och 2005 festgestallt ginn ass, dass d'Ëmsetzungsdefiziter zu engem gudden Deel ze erkläere sinn, well eigentlech keen déi Strategie esou richtig matkritt huet, well dat eigentlech Aussoen op Pabeiere bliwwen sinn an et och national net zu enger regelrechter Diskussioun komm ass ronderëm déi Haaptobjektiver, an d'Mëttelen natierlech, déi Objektiver och ze realiséieren.

Et ass also sécherlech richtig, wéi och eenzel konsultiert Gremien dat gesot hunn, dass hei éischter vun der Europäescher Kommissioun eng „top-down“-Approche gewielt ginn ass, fir déi nei Strategie unzegoen, anstatt eigentlech ze probéieren, vu vireran all d'Acteure mat an dat Boot hei eranzekréien. Ech hoffen, dass deen Defizit do wäert korrigéiert ginn an deenen nächste Méint a Joren, wann et drëm geet, konkret elo, Joer fir Joer, sech un déi Endziler do erunzetaaschten. Et ass also schwéier, wann esou en „forcing“ gemaach gëtt, dass een da verlaangt, dass soll spontan praktesch eng Adhésioun kommen zu deenen Hauptstoussrichtungen vun där ganzer Strategie, wa se net am Virfeld richtig mat allen Acteuren diskutéiert gi sinn.

Als LSAP erwaarde mer vun der Regierung - wéi dat zu engem gudden Deel och de Fall war bei der Lissabon-Strategie, mä dat kritt hei nach méi eng staark Bedeitung -, dass, ähnlech wéi dat bei eiser nationale Stabilitéitsprogramm de Fall wäert sinn, och d'Chamber an d'Forces vives mat agebonne ginn an d'Ausarbeitung vun deenen nationale Programmer, déi mer jährléich musse presentéieren. Well dat eigentlech déi beschte Garantie ass, dass och déi Strategie hei gräift, dass se matgedroe gëtt.

Wat kloer ass, dat ass, dass déi nei Strategie an dee Kalenner, dee vun Europa eigentlech an deem Zesummenhang amgang ass festgeluecht ze ginn, och direkt Répercussiounen natierlech op eis Aarbechten hei zu Lëtzebuerg wäerten hunn. Och op d'Aarbechte vun der Chamber, mä natierlech och op d'Aarbechte vun eiser Regierung. Et schéngt mer kloer ze sinn, dass mer musse ganz schnell - soubal et kloer ass, wou et higeet - hei d'Käpp zesummestiechen an an der Chamber da kucken, wéi wäit eis Budgetsprozedur nach kompatibel ass mat deem Kalenner, dee momentan zu Bréissel arrétéiert gëtt, wat d'Budgetorientéierung an d'Préiwung vun deene Budgetorientéierung vun deenen eenzelnen Nationalstaten ugeet.

Dat muss jo och an déi national Budgetsprozeduren eragräifen. A well och déi Bewäertung jo zu Bréissel gläichzäiteg gemaach gëtt iwwert déi national Reformpläng vun der Strategie 2020, ass et also och wichteg, dass mer déi och mat berücksichtegen an eisen nationale Prozeduren, wat bis elo ni de Fall war! Dat war

éischter en „gentleman's agreement“, wat fonnt ginn ass mat der Regierung vu Joer zu Joer, wéi mer un déi Saachen do eru-ginn.

Mä et schéngt mir wesentlech ze sinn, dass mer elo wierklech a vill méi eng contraignant Prozedur erakommen, déi vill méi direkt Auswierkung kann hunn. Dass mer also och eng gewisse Rigiditéit ginn an eng rationell Organisatioun hei ginn, national, wéi mer un déi ganz Programma-tioun a Planungsprozesser do eruginn. Dat muss mer also genau mateneen ofstëm-men an dat muss mer an eise nationale politesche Kalenner och fest berücksich-tegen.

Ech sinn där fester Iwwerzeugung, dass nëmme duerch och déi öffentlech Dis-kussioun hei an der Chamber et och eng öffentlech Diskussioun an Debatt hei iwwert d'Inhalter zu Lëtzebuerg gëtt. An dat brauche mer, wa mer wëllen an där ganzer Zilsetzung virgoen. Well mir sinn der Meenung, dass déi Stoussrichtungen déi richtig sinn, dass déi Ziler wesentlech sinn, dass d'Realisatioun vun deenen Ziler villes ze dinn huet mat der Zukunftsfäe-gkeet vun Europa, mat der Zukunftsfäe-gkeet och vu Lëtzebuerg.

Wichtig schéngt eis och als LSAP-Frak-tioun ze sinn, dass, ähnlech wéi dat bei der Virgängerstrategie vu Lissabon de Fall war, och bei dëser Strategie, déi jo awer laangfristeg ausgerichtet ass, een déi néideg Flexibilitéit dra behält, fir se kënnen en cours de route unzepassen. Dat war, wéi gesot, net anescht viru fénnef Joer, 2005, wou e Réajustement gemaach ginn ass vun der ursprénglecher Lissabon-Strategie. An ech mengen, déiselwecht Flexibilitéit misst een och hei halen.

Mir ënnerstëtzen och ausdrécklech d'Iddi vun enger sougenannter „mid-term review 2015“, fir emol an der Mëtt vun deem Ganzen, der ganzer Period, eng Kéier en Tëschebilan ze zéien an ze kucken: Wéi wäit si mer dann elo do? Fir doropshin dann och déi néideg Korrekturen oder och complémentäre Décisiounen huelen ze kënnen.

Eng weider Suerg, déi ee muss hei ausdré-cken, dat ass d'Fro ronderëm d'Ofstëm-men, ronderëm d'Koordinéiere vu sämtle-che Politiken, grad och national, beson-nesch wat d'Planifikatioun, also déi mittel-a laangfristeg Programmation vun der Politik insgesamt ugeet. Dat ass eng Fro, déi schon undiskutiert ginn ass gëschter hei an der Chamber, wéi mer ronderëm den nationalen Nohaltegekeetsplang disku-tiert hunn.

Mir hunn där Pläng nach esou vill. An och Europa ass jo net onschëlleg dorunner, dass et där Pläng esou vill gëtt, och wa si elo ufänken, no an no eng Rei vun deene Pläng ofzeschafe respektiv ze integréieren an aner Pläng. Mä et ass e seriöse Problem, dee mer europawäit an och national am selwechte Mooss hunn. Dat ass, dass et ganz vill Pläng gëtt, op fénnef Joer ausge-riicht, op zéng Joer ausgeriicht, mä dass net séchergestallt ass, dass d'Inhalter on-bedéngt déiselwecht sinn.

Et ass also ganz wichtig, an den Ae vun eiser Fraktioun, dass mer deen Exercice vun enger Rationaliséierung vun de Proze-duren hei, op politeschem Plang, an der Zesummenaarbecht vun der Chamber an der Regierung, wat d'Budgetopstellung ugeet, wat déi grouss Orientéierung vum der nationaler Politik ugeet, dass mer dat och erëmfaanen an deenen eenzelne Pla-nungsinstrumenter, déi mer hunn a wou mer effektiv - a gëschter ass dat jo och hei vun dëser Tribün aus kritiséiert ginn, ganz offiziell - et oft mat enger Kompilatioun vu Bättrig vun eenzelne Ministären an Dénsgststellen ze dinn hunn, an eigent-lech net ëmmer kloer ersichtlech ass d'Ko-härenz an deem Ganzen, an een oft sou-guer Kontradiktioun kann an deenen Tex-ter do erëmfaanen.

Et ass also en immensen Effort vu Koordi-natioun, vu Rationaliséierung vun eiser Pla-nungsaarbecht, déi mer och hei zu Lëtze-buerg an deenen nächste Jore müssen ugoen, wa mer wëlles hunn, dat doten

och ëmzesetzen. Dat bedeit och, dass mer eis och statistesch esou oprüsten, dass mer déi Donnéeën och kënnen liwweren, an dass europawäit - an d'Efforté gi jo an déi dote Richtung - och gewährleescht gëtt, dass all Länner d'selwecht bewäert ginn. Dass also déi statistesch Donnéeën, déi zu Bréssel gemellt ginn, dass déi och esou ofgeséichert sinn, dass wierklech e Verglach méiglech ass.

Dat ass jo och eng vun de Konklusiounen, déi europawäit geholl gëtt, fir dem Euro-stat do och méi Pouvoiren ze ginn, fir do déi néideg Kontrolle kënnen national duerchzeféieren. Dat also, fir ze garantéie-ren, dass déi Politiken, déi elo europawäit wäerten an Zukunft méi staark bewäert a kommentéiert ginn, vläicht och orientéiert ginn, dass déi u sech awer op deene-selwechte Grondlagen, objektiven, statis-tesch erfaasste Grondlage kënnen opge-baut ginn.

Ech wëll dann nach zum Schluss vu men-ger Interventioun op eng aner wichteg na-tional Hausaufgab fir Lëtzebuerg wéi och fir all déi aner Länner ze schwätze kom-men, déi spëitstens bis den Hierscht, also bis zur Ausaarbechtung vun eise eische-ten nationale Reformplang vun der Strate-gie „Europa 2020“ muss fäerdeg gestallt sinn. Dat ass d'Festleeë vun den nationa-len Ziler vun där Strategie. Europawäit hunn ech gesot, wat d'Europaziler sinn. An elo muss jo all déi eenzel Länner bei sech soen, wat hir national Ziler sinn an deem europäesche Kader, wéi e virdrun defi-niert ginn ass.

Dozou wollt ech folgend Iwwerleeungen am Numm vun der LSAP-Fraktioun ervir-bréngen. Et ass also wichtig, dass mer och schonn elo, mengen ech, méi e präzise Bléck drop werfen. Mir wëssen, dass nach notamment d'Kritäre bei der Educatioun ëmstridde sinn, notamment Däitschland mécht do Problemer. Et schéngt e gewë-senen Duerchbroch beim Sozialkritär vum Aarmutrisiko komm ze sinn an der lescht-ter Sitzung vun de Sozialministären. Mä alles dat muss jo dann am Juni am Conseil nach definitiv arrétéiert ginn.

Mir sinn als LSAP derfir, fir sécherlech am-bitiéis national Ziler ausstellen, déi awer sollen op enger realistischer Berechnung opgebaut sinn an déi eise allgemengen Entwécklungsstandard och hei zu Lëtze-buerg entsprechen. Well do, wou Lëtze-buerg elo scho ganz wäit vun dem Etap-penzil 2020 ewech ass, gesi mer, dass mer sécherlech Defiziter hunn, an dass an deene leschten 20, 25 Joer op deene Pläng net genuch geschafft ginn ass, well soss wiere mer eigentlech schonns méi no bei deem europawäiten Zil drun.

Duerfir kréie mer hei e bëssen - wann een déi eenzel Parameteren duerchgeet, wann een déi eenzel Objektivier duerchgeet, déi solle festgeluecht ginn -, kritt een och e bëssen de Spiegel virgehale. An dat, wat een do als Bild gesäit, ass e ganz kontras-téiert Bild, eigentlech jee nodeem, wat fir ee Kritär ee kuckt.

Deen éischten Objektiv, wat mer muss festleeën, ass de Beschäftigungstaux. Dee läit - wéi gesot, dee soll europawäit bei 75% leien - an Europa haut bei 69%. Lët-zebuerg läit plus ou moins op dem euro-päeschen Taux vun haut, sou dass et an eise Aen net abwegeg ze si schéngt, fir och dann den europäeschen Objektiv 2020 mat ze iwwerhuelen, wat awer géif hee-schen, dass mer och national géifen eis en Zil vu 75% Beschäftigungstaux ginn.

Dat ass, mengen ech, éischstens, wën-schenswäert. Et ass awer och virun allem fir d'Ofsécherung vun eise Sozialsystem, a besonnesch och vun eise Pensionssys-tem onerlässlech, dass mer eng substan-ziell Erhéijung vun deem Beschäftigungstaux do kréien. An de Plus vu 5 bis 6% schéngt an deem Sënn eppes ze sinn, wat ustriewenswäert ass.

Zweete Punkt: Fuerschung an Entwéck-lung. Do ass d'europäesch Zil 3% vum PIB. Lëtzebuerg läit, wann ech d'Zuele vun 2008 kucken, bei 1,62%. Dat läit liicht ën-ner der Moyenne vun der Europäescher Unioun, déi bei 1,9% läit. Do hunn ech héieren, dass d'Regierung viru kuerzem en nationalen Taux fixéiert hätt, dee bei 2,6% géif leien. Dat heescht, et wier ongeféier eng Progressioun, déi an ähnliche Propor-tiounen wier wéi den europäeschen Objek-

tiv. Mä et géif sech awer dann natierlech och liicht ënnert deem aschreiwé vun deem, wat Europa sech fir 2020 erwaart. Et ass also eng Fro, déi nach ze diskutéiere bleift. Mä et schéngt mer, wéi wann do d'Regierung vun engem finanzpolitesche Realismus och ausgaange wier, wéi se déi doten Zilsetzung virgeholl huet.

En drëtte Punkt: den Energie- an Ëmwelt-beräich. 20-20-20 sinn déi europäesch Zi-ler, an do gëtt et an der Vergaangenheet schonn eng Rei vun Engagementer, déi Lëtzebuerg geholl huet duerch aner Pläng, déi och europawäit erstallt gi sinn. Lëtze-buerg huet emol eng Kéier schonn uge-fouert, dat 20%-Zil bei der Reduzéierung vun den Dreifhausgaser och national wëllen unzehuelen. Mir wëssen, dass mer zu Kyoto eis engagéiert hunn, fir minus 28 ze maache bis 2010/2012. Déi Fro muss also och nach gekläert gi bis den Hierscht.

Erneierbar Energien: Do leie mer, wann ech déi europäesch Statistik kucken, haut bei eppes méi wéi 5%. Do schéngt et on-heemlech schwierig ze sinn, wann net on-méiglech ze sinn, dovunner auszegoen, dass mer kënnen dat europäesch Zil hei national iwwerhuele vun 20%. Do huet d'Regierung alt emol an aneren Texter vun 10,6% geschwat. Och dat ass eng Fro, déi also nach ze kläre bleift bis zum Hierscht, wat do definitiv dat Lëtzebuerg Zil wäert sinn.

Da bleift d'Zil vun der Energieeffizienz, wou Lëtzebuerg gutt dosteet am interna-tionale Verglach, wou mer no deene Sta-tistiken, déi ech konnt consultéieren, bes-ser leie wéi den europäeschen Duerch-schnëtt. Dat erkläert sech duerch vill Ur-sachen, allerdéngs och doduerjer, dass mer natierlech en décke Banken- a Ser-viceberäich hunn, wou automatesch d'Energieeffizienz méi héich ass wéi an engem klasseschen Industrieberäich. Et bleift awer, dass och do muss eng Verbes-terung kommen. D'Regierung muss also festleeën, ob et realistesch ass, fir do och 20% nach eng Kéier guttzemaachen an deenen nächsten zéng Joer. Dat schéngt och a mengen Aen éischer schwierig ze sinn, fir dat doten ze errechen.

Op jidde Fall muss mer eis eppes ëmmer bewosst sinn: Et geet net duer, hei Ziler ze fixéieren; mir müssen eis bewosst sinn, dass mer gläichzäiteg och mussen soen, iwwer wat fir eng Instrumenter mer dat Ganz wëllen dann och an deenen nächste Joren errechen.

Véierte Punkt ass den Éducationberäich. Do läit zu Lëtzebuerg, no den Zuele vun 2008, den Taux vun de Schoulofbréch bei 13,4%. Dat ass manner héich wéi den EU-Duerchschnëtt, do sti mer also e bësse besser do. Deen Taux soll ënner 10% erfogedréckt ginn. Dat schéngt an eisen Aen en ugemiesend Zil ze sinn, wat sech och erëmispigelt an der ganzer Schoulreform-politik vun deene leschte Joren.

All déi Projeten, déi elo nach och an der Diskussioun sinn, déi hunn als Haapt-stoussrichtung, fir eigentlech den Échec scolaire erfogedrécken. Déi versiche méi Chancégerechtigkeit och an eise System an der Schoul eranzubringen, wat e grou-sen Defizit war vun deene leschte Jorzéng-ten. Fir eis Sozialisten ass et also och ganz kloer, dass mer do müssen ambitiéis sinn an, ähnlech wéi op EU-Niveau, ustriewen, dass mer deen Taux do vun de Schoulof-briecher op ënner 10% erfogedrécken.

Wéi mer och müssen en Effort maache bei der Zuel vun den Héichschouldiploméiere-ten hei zu Lëtzebuerg. Do sti mer zwar sta-tistesch ganz gutt do, mä dat huet éischer mat der statistescher Method ze dinn, well einfach gekuckt gëtt bei deene Leit, déi an engem Land wunnen, an enger gewësse-ner Alterskategorie, wéi vill Prozent do en Héichschoulofloss hunn. Do spillen also net nëmme déi Leit, déi duerch de Lëtze-buerg Schoulsystem gaange sinn, mä do stinn och déi vill Ausländer, déi bäigezu sinn, déi hei notamment am Bankesecteur schaffen, wat oft héich diploméiert Leit sinn. A la rigueur zielen och d'Leit vun der Europäescher Communautéit nach mat.

Dat verfälscht e bëssen dat Lëtzebuerg Bild. Mir wëssen, dass, wann een d'Lëtze-buerg Zuele kuckt, een éischer bei 30% haut läit, bei de Lëtzebuerg, déi en Héichschouldiplom hunn. Notamment déi Leit vun der Immigratioun, déi leien nach

vill méi schlecht wéi d'Lëtzebuerg. Dat ass eben déi Fro vun der Chancégerechteg-keet, déi mer méi staark müssen an de Mëttelpunkt vun der Schoulpolitik weider riichten, dass een also do relativ liicht kéint un déi Ziler komme vun der Europäescher Unioun.

Ech mengen, mir missten do driwwer goen. Well wa mer eis do nëmme mat deem begnügen, wat europawäit uge-striekt gëtt bei den Héichschouldiplomer, dat wiere 40%, dat hätte mer praktesch zu Lëtzebuerg jo schonn haut errecht. Ech mengen, do misste mer eis also en Zil ginn, wat méi héich gestach ass wéi déi 40%, déi am Schnëtt an Europa ugestriekt ginn, ze errechen an deenen nächsten zéng Joer.

Et bleift dee leschten Taux, dat ass dee vun der Bekämpfung vun der Aarmut. Do läit Lëtzebuerg, dat wësse mer, ongeféier bei ronn 13% vun der Bevölkerung, déi dem Aarmutrisiko ausgesat sinn. Europawäit sinn dat der méi, do läit den Taux bei 17%. Och do si mer der Meenung, dass do muss besonnesch Efforté gemaach ginn, geziilt Efforté gemaach ginn, fir besonnesch déi Tranché vun der Popula-tioun ze kucken, déi deem Risiko ausgesat sinn hei zu Lëtzebuerg. Dat sinn haupt-sächlech Alleinerzieher mat Kanner. Et ass natierlech dann och eng Aufgab vun der Politik, geziilt fir déi dote Kategorie vu Leit Efforten ze maachen, fir dass deen Aar-mutrisiko an deenen nächsten zéng Joer weider hei zu Lëtzebuerg reduzéiert gëtt a mir och eise Bättrig europawäit zu där ganzer Strategie do leeschten.

Et ass also wichtig, dass déi Ziler festge-luecht ginn. Ech géif mer wënschen, dass - wéi och fir de Programm selwer - och natierlech mat der Chamber eng Consulta-tioun stattfënnt, ier d'Regierung definitiv déi national Ziler do Bréssel mell an dann och se definitiv gëlle fir déi nächst zéng Joer.

Entscheidung bleift awer, Här President, Dir Damm an Dir Hären, net, wat fir eng Ziler mer eis ginn - där sinn et der schonn esou vill ginn an alle Länner an an alle Po-litikberäicher -, mä dass mer déi Ziler natierlech verbanne mat konkrete Moossna-men, wéi mer se wëllen errechen, an och, wa méiglech, mat engem zumindest indi-kative Kalenner, wéi déi Moossname sollen an deenen nächste Jore geholl ginn.

Mä dat ass nach net d'Diskussioun vun haut. Dat ass eng Diskussioun, déi mer wäerten all Joer kréien, wa mer iwwert déi national Reformpläng ze diskutéieren hunn hei an der Chamber. An deem Sënn stinn eis spannend Diskussiounen bevir, beson-nesch an engem finanziellen Ëmfeld, wat en anert war wéi déi lescht zéng Joer.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bodry Merci, an als éische Riedner ass den Här Norbert Haupt agedroen. Här Hau-pert, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Norbert Haupt (CSV).** - Här Pre-sident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Kolleeg Alex Bodry huet elo grad eng aus-féierlech an och eng flott Analys iwwert de Strategiepabeier vun der Kommissioun fir déi nächst zéng Joer hei virbruecht an och se am Kader vun den Initiativen, déi hei zu Lëtzebuerg geholl gi sinn an déi och nach ze huele sinn, belicht. Ech wëll him duerfir häerzlech félicitéieren an och villmoos Merci soen.

Här President, d'Strategie 2020 ass d'Suite vun der Lissabon-Strategie, also deem éische Strategiepabeier vun der Kommissioun, deen d'Prioritéit vun der europä-escher Politik fir déi éische zéng Joer vun dësem Jorhonnert definéiert huet an deen dëst Joer am Fong geholl ofleeft. D'Strate-gie 2020 ass manner ambitiéis wéi hir Vir-gängerin, mä dofir leet se méi rasonnabel Ziler vir, déi och den Ufuerderungen an den Uspréich vun enger moderner Gesell-schaft entsprechen. A well d'Strategie 2020 sech op manner an dofir op méi rasonnabel Prioritéite fokusséiert, huet se méi Chancen, hiert Zil net ze verfeelen.

D'Strategie traitéiert besonnesch déi struk-turell Problemer vun dem europäesche Produktiounssystem a baséiert um Enga-gement vun de Memberstaten, sech ver-



schidden Objektiv ze fixéieren an déi am Kader vun den integréierte Richtlinnen, déi vun der Kommissioun proposéiert ginn, iwwer national Reformpläng ze errechen.

D'Strategie 2020 stellt dräi Prioritéite vir, déi an hiren Aen d'Kärstéck vun der europäescher Politik fir déi nächst zéng Joer sollen duerstellen: éischtens, en intelligente Wuesstum an anere Wieder eng Wirtschaft, déi op Innovatioun a Wësse fousst; zweetens, en nohaltegen, méi gréngen an dofir net manner kompetitive Wuesstum an drëtzens, en inklusiv Wuesstum, dee virun allem d'sozial Kohesioun an d'Solidaritéit fördere soll.

Fir datt am Joer 2020 dës Prioritéiten ëmgesat kënnen ginn, fir do unzekommen, wou d'Kommissioun et fir Europa gär gesäit, muss am Virfeld d'Kris iwwerwonnen ginn, an d'Strategie 2020 beschreift och Weeër, fir aus där Kris erauszekommen. Si mécht Virschléi, wéi een op eng soft Manéier aus der Kris erauskomme kann, mécht Virschléi, fir de Finanzsystem ze reforméieren, a schléit strategesch Usätz vir, fir engersäits déi öffentlech Finanzen ze sanéieren an anersäits eng besser Koordinatioun am Beräich vun de Wirtschaftspolitiken tëschent de Länner aus der Eurozon ze bewirken an doduerch d'Stabilitéit vun eiser gemeinsamer Währung besser ofzesécheren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säit bal zwee Joer stieche mer an enger déiwer Kris. Dës Kris fënnt hiren Ursprung an der amerikanescher Finanzkris, déi sech schnell op déi aner Länner ausgedehnt huet an déi schlussendlech op d'Gesamtwirtschaft iwwergeschwappt ass. D'neift kennt d'Eurozon zënter e puer Wochen zolidd Problemer, déi duerch déi dramatesche Situatioun a Griichenland verdäitlecht gi sinn. Dës nei Kris ass net direkt duerch d'Problemer an der Wirtschaftskris ervirgeruff ginn, si ass awer mat Sécherheet duerch déi déif Wirtschaftskris accélériert ginn.

Ee vun de Grënn vun all dese méi neie Problemer - an dat ass schonns hei déi lescht Woch am Kader vun der Debatt iwwert déi europäesch Budgetskontroll undiskutéiert ginn - läit an enger iwwerdrivwener Verscheldungspolitik vun der Privatwirtschaft, dat heescht de Familjen a Betriber engersäits an der öffentlecher Hand anersäits. Op déi Iwwerscheldung hu sech eng Rei vu Finanzprodukter grefféiert, déi zu spekulativen Ausmoosse gefouert hunn an d'Problemer, an déi mer eragerutscht sinn, zousätzlech accélérieren.

Mir müssen elo e Wee fannen, fir definitiv aus der Kris erauszekommen. Zu Lëtzebuerg wéi an allen aneren europäesche Länner an och an Amerika sinn eng Rei vu Mesurë geholl ginn, fir d'Kris ze iwwerbrécke respektiv ze iwwerwannen an déi gravéierend Konsequenze vun der Finanz- a Wirtschaftskris anzegrenzen. Am Hibleck op d'Ursaache vun der rezenter Kris bleift d'Fro, wéi mer an Zukunft esou Ausrüstschere kënnen verhënnere an wéi mer vermeide kënnen, nees an déiselwecht Feeler zréckzufalen.

Doriwwer eras heescht et och, fir d'Après-crise virzebereeden. Wou steiere mer hin? Wat wëlle mer? Wéi kënnen mer eis besser an enger globaliséierter Welt positionéieren, fir datt mer als Land, awer och als EU méi kompetitiv ginn am Vergläich zu eisen Haaptkonkurrenten ausserhalb vun der EU, wéi China an Indien, fir nëmmen déi ze nennen? Zu deene Froe wëllt de Strategie-pabeier 2020, deen ebe just als Ausgangspunkt d'Finanz- an d'Wirtschaftskris huet, eng Äntwert liwweren.

De Kommissiounspabeier schwätzt vun enger „stratégie crédible de sortie de crise“, enger Sortie net nom Hauruck-Verfahren, enger Sortie, déi akzeptabel ass an déi net erëm nei Schocke mat sech zitt. Et solle virun allem erëm normal geregelt wirtschaftlech Verhältnissen geschaf ginn. D'Ënnerstützung un d'Finanzinstituter an déi sektoriell Hëllef ginn zu engem Enn gefouert. Mir bewegen eis ewech vun den antizyklische Politiken.

Déi temporär Aarbechtslosemoosname gi bäibehalen, awer nëmmen esou laang, bis d'Wirtschaft zu engem nohaltegen Wuesstumsrhythmus erëmfonnt huet. Eng Sortie net mat Iwwerstierzung, mä no engem Rhythmus, deen der Wirtschaftsrelance

vun deene jeeweilige Länner ugepasst ass a soll ginn. Dese Virschléi kënnen mir zoustëmmen, well se mat e puer Nuancen och an de Konzept vun der Regierungspolitik vun deiser Legislatur erapassen.

Här President, ier mer op déi verschidde Virstellungen a Prioritéite vun der Kommissioun ze schwätze kommen, wéilt ech kuerz op d'Sortie de crise zréckkommen a méi am Detail d'Virschléi vun der Kommissioun, fir de Finanzsektor esou schnell wéi méiglech nees op zolidd, stabil a gesond Been ze setzen, analyséieren.

Wann ech als Éischt iwwert de Finanzsektor schwätzen, dann huet dat domadder ze dinn, datt déi Mesuren, déi proposéiert ginn, eis als international Finanzplatz direkt betreffen. Anersäits müssen d'Problemer, déi d'Finanzkris verursaacht hunn, fir d'Éischt geléist ginn, ier een op déi eigentlech Erausforderungen, déi d'Strategie 2020 opléicht, ageet.

Dem Kommissiounspabeier no soll de Finanzsektor senger Haaptmissioun, dat heescht dem Ofséchere vun dem Finanzement vun der Wirtschaft, erëm voll gerecht ginn. Méi Transparenz, wat de Marché a seng Produkter ubelaangt, méi Sécherheet fir de Client duerch eng besser Informatioun an eng verstärkten, awer keng iwwerdrivwe Kapitalisatioun vun de Banken, eng besser Gouvernance fir d'Finanzinstituter a méi Responsabilitéit fir d'Acteuren um Marché, eng besser Op-sicht iwwert de Sektour allgemeng duerch eng verstärkte Virsichtsreglementatioun sollen an Zukunft d'Krisefestgeeket vum Sektour ofséchere.

Am Fall, wou de Sektour trotzdem a Schwierigkeete geréit, sollen déi Mesuren op d'mannst dozou bäidroen, d'Kris besse géréiert ze kréien. Mat Besuch op d'Verantwortung vum Sektour un der aktueller Kris schléisst d'Kommissioun och eng ugemiesse Bedeelegung vum Finanzsektor selwer un der Krisbewälteung net aus.

Eise Fraktiounspräsident, de Jean-Louis Schiltz, huet d'lescht Woch a senger Interventioun hei op deiser Tribün d'Positioun vun eiser Fraktioun zu deem Problem duergeluecht. Dës Bedeelegung kann duerschaf d'Form vun enger Bankesteier oder enger Bankenabgab unhuelen. Wann een iwwert de Wee vun enger Transaktionssteuer fiert, da muss ee sech fir d'Éischt bewusst sinn, datt esou eng Steuer net neutral ass a gréisser Inzidenzen op eis nationale Banken- a Finanzplatz wéi och op déi europäesch Finanzplaz kann hunn.

Alles hänt dovunner of, wat besteiert gëtt. Sinn et Fongen? Sinn et Risikogeschäfte? D'Bedeelegung vum Finanzsektor soll eiser Meenung no nom Prinzip vum Pollueur-payeur fonctionnéieren. Et geet hei drëms, iwwerzunnene Risikogeschäfte, déi jo zum groussen Deel d'Kris provozéiert hunn, ze belaschten.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Geld, eng Währung, huet a sech keen eegene Wäert. D'Geld ass jo nëmmen en Instrument fir de Floss, den Échange vu Wueren an Déngschtleeschungen ze vereinfachen. D'Geld ass also näischt anescht wéi de Géigewäert, de monetäre Wäert vun de Wueren an de Servicer, déi an engem Land, dat heescht, vun enger Wirtschaft produzéiert ginn. De Wäert respektiv d'Stabilitéit vun enger Währung hänt also vun der Kompetitivitéit respektiv der Stabilitéit vun der Wirtschaft vun deem Land of. Dat ass de Fall fir e Land, dat ass awer och de Fall fir eng Wirtschafts- a Währungsunioun wéi déi vun der Eurozon.

Wann an engem Land d'Ekonomie vun enger Region méi schwach ass wéi am Rescht vum Land, dann huet dat en Afloss op d'Gesamtwirtschaft vun deem Land an also och op d'Stabilitéit vu senger Währung. Esou een internen Déséquilibrer kann allerdéngs duerch déi méi héich Kompetitivitéit vun deenen anere Regione kompenséiert ginn.

Dat ass natierlech méi schwéier an enger Wirtschaftsunioun, wou d'Wueren an d'Déngschtleeschungen tëschent deene verschidde Länner ausgetosch ginn. Doduerch ginn d'Handelsbilanzen affektéiert, déi en Effet op d'Budgetspolitik a mat him op d'Wirtschaftspolitik hunn, déi esou d'Vulnerabilitéit vun deem Land verstärken. Fir seng Defiziter ze begläichen, muss

dat Land bei de Banke Prëten ophuelen, a well seng Wirtschaft ugeschloen ass, kritt et déi nëmmen zu engem verdeierten Taux geléint. Dat verdeiert seng Scholdlaaschten, wat zu neie Budgetsproblemer féiert.

Dës komplex Zesammenhäng erklären, datt an enger Währungsunioun et onbedéngt wichteg ass, déi ekonomesch Déséquilibrer tëschent de verschidde Memberstater am Grëff ze behalen.

Dat konnt ee bis elo net feststellen. Ee gewëssene Laxismus huet sech bei verschidde Länner an hirer Bëuechtung vum Stabilitéits- a Wuesstumspakt festgeluecht. Dohier stamen och déi Schwierigkeeten, an déi verschidde Memberstater vun der Eurozon erageschliddert sinn.

Fir dat an Zukunft ze verhënnere, schléit d'Kommissioun eng méi streng Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitiken vun de Memberlänner duerch folgend Moosname vir: 1. e méi strengt Bëuechte vun de Stabilitéits- a Wuesstumspakten an eng verstärkte Koordinatioun vun de Budgetspolitiken; 2. déi preventiv Dimensioun vun der Budgetopsicht muss méi staark zum Droe kommen, an dat besonnesch an Zäite vu gënsteger Konjunktur; 3. d'Schold vun deenen eenzelne Länner muss besser enger Kontroll gehal ginn, fir eng laangfristeg Viabilitéit vun den öffentleche Finanzen ze garantéieren; 4. d'Infractionen um Stabilitéits- a Wuesstumspakt sollen esou schnell wéi méiglech behuene ginn; a 5. an Zukunft soll de Budget vun der EU méi genotzt ginn, fir d'Memberstater zu encouragéieren, déi gemeinsam festgeluechten Ziler, déi d'Viabilitéit budgétaire betrëfft, ze errechen.

Mir mussen virun allem zu engem Ëmdenken an zu engem Wandel an eiser Mentalitéit kommen, ewech vum nationalen Egoismus a méi europäesch Solidaritéit. Dat géllt fir jiddwereen, dat géllt och fir eis. Virun allem müssen d'Memberstater sech der Effikasitéit an och de Répercussione vun de Moosname vun hiren nationale Budgete fir an op d'Stabilitéit vun der gesamter Unioun besser bewusst sinn.

Här President, fir eng besser Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitiken vun de Länner ze garantéieren, schléit d'Kommissioun duerfir eng Iwwerpräiwung vun den nationale Budgetpolitiken a Reformprogrammer am Virfeld vun hirer Diskussioun an den nationale Parlamenter vir, an dëst am Kader vun engem sougenannte Semestre européen. Domat soll assuréiert ginn, datt déi nationale Budgete mat hire Verpflichtungen - also de Verpflichtungen vun den nationale Regierungen - a mat den europäesche Politiken iwwerenee stëmmen, also net d'Stabilitéit vun der Eurozon an deenen anere Memberstater a Gefor bréngen.

Doduerch, datt de Conseil européen ufanks des Joers d'Orientéierung vun enger gemeinsamer Wirtschaftspolitik festleest, soll et fir déi jeeweileg Memberstater méi einfach ginn, hir Stabilitéits- a Konvergenzprogrammer ze erstellen an hir nationale Reformprogrammer virzeschloen. Et soll och den nationale Parlamenter ee besse Abléck ginn iwwert d'Budgetpolitik vun hirer Regierung am Kader vun enger gemeinsamer Wirtschafts- a Währungsunioun. Si kënnen esou besser jugéieren, ob dës Politik am Aklang ass mat den europäeschen Ziler, an ob hiert Land seng Verpflichtungen, wat déi gemeinsam Ziler betrëfft, och respektéiere kann.

Mir hunn allerdéngs festgestallt, datt d'Stabilitéit vun der Währung an enger Wirtschafts- a Währungsunioun nëmmen duerch eng gewësse Koordinatioun vun der Politique macroéconomique kann assuréiert ginn. Tëscht dem wirtschaftlechen Désorder an enger gemeinsamer Wirtschaftspolitik ass dëst wuel e mannschten Iwwel, an ech stëmmen mat mengem Fraktiounskolleeg Lucien Thiel iwwerenee, deen d'lescht Woch schonns hei d'Fro opgeworf huet, ob esou ee forcéierte gemeinsame Budgetsneider wierklech als Präis ze héich wär, fir d'Stabilitéit vun der gemeinsamer Währung an d'gutt Fonctionnéieren am europäesche Wirtschaftsraum ze assuréieren.

Här President, viru véier Wochen hunn d'Regierung vun den Eurozonlänner e Rettungspak vu 750 Milliarden Euro fir Griichenland decidéiert. 60 Milliarde fléis-

sen un d'griichesche Regierung direkt iwwert d'Europäesch Unioun, 250 Milliarde komme vum Internationale Währungsfong a 440 Milliarden sollen iwwer Prêtë fléissen, déi vun deenen anere Länner aus der Eurozon cautionnéiert ginn. D'Fro, déi sech stellt, ass déi, wien déi 440 Milliarden Euro besuerge soll.

De leschte Méindeg hunn déi 16 Eurolänner eng Zweckgesellschaft no Lëtzebuerg Recht gegrennt, déi als Objet huet, sech Kreditter um private Marché ze beschaffen, déi bis zur Héicht vu 440 Milliarden Euro vun de Memberstater cautionnéiert ginn, fir déi dann un dat Land, dat a Schwierigkeete geroden ass, weiderzeléien.

Well dës Zweckgesellschaft vun den Eurozonlänner cautionnéiert gëtt, genéisst se e gudd Rating bei den internationale Bewäertungsagenturen. Esou ka si d'Suen zu engem besseeren Taux léien, wéi dat e wirtschaftlech ugeschloent Land kéint maachen. Doduerch ginn d'Scholdlaaschte bei deem ënnerstëtzte Land méi niddreg gehalen, wat him zousätzlech erlaabt, méi lücht aus senger schwéieriger Situatioun erauszekommen.

En Instrument, dat mer nëmme kënnen begréissen an dat de Krees vun der Iwwerwaachungs- a Ënnerstützungspolitik vun enger Wirtschafts- a Währungsunioun schléisst. En Instrument, vun deem ee ka fannen, datt et vläicht spéit kënnt, mä e Schrëtt, dee sécherlech derzou bäidroe wäert, fir d'Kris wéi déi, déi mer an deene leschte Wochen a Méint mat Griichenland kann hunn, an Zukunft ze vermeiden.

Här President, Kolleegen a Kolleeginnen, och wa mer eréischt d'Joer 2010 schreiwen, an och wa mir déi gravéierend Folge vun der Kris nach weider spieren dierften, esou dierf een trotzdem net nëmmen no hanne kucken, mä et muss een och e Bléck an d'Zukunft werfen a kucken, wou ee wëllt hikommen.

An deem Sënn presentéiert d'Strategie 2020 dräi Prioritéiten, fixéiert fënneg grouss Objektiv a schléit siwen Haaptinitiativ vir, fir de Fortschritt an all deene prioritären Themen ze förderen. Fir all Initiativ schléit de Pabeier integréiert Richtlinne vir, déi als Hausaufgab fir d'Europäesch Unioun, awer och fir d'Memberstater geduecht sinn an déi erleedegt solle ginn, wann een de Succès vun der Strategie wëllt assuréieren.

De Kolleeg Alex Bodry huet déi Objektiv an Initiativen am Detail analyséiert, esou datt ech mech wäert drop beschränke kënnen, se kuerz aus der Siicht vun den Initiativ vun eiser Regierung ze belichten. Ech wéilt virausschécken, datt eng Rei vun de proposéierten Initiative mech iwwerrascht hunn, well se bei eis schonns laang ëmgesat si respektiv an der Diskussioun stinn, fir ëmgesat ze ginn. Et war deels fir mech keen Neiland méi.

Éischt Objektiv vun deem Strategiepabeier ass, fir datt bis d'Joer 2020 75% vun der Populatioun am aktiven Alter, also tëschent 20 a 64 Joer, eng Aarbecht sollen hunn. EU-wäit an zu Lëtzebuerg läit deesen Taux bei manner wéi 70%. An Amerika an a Japan läit en driwwer. Doriwwer eras stellt d'Veralterung vun der Populatioun an der Europäescher Unioun op där Zäitschinn e Problem fir eis Sozialversécherung duer.

Fir d'Kommissioun ass et kloer, datt d'Europäesch Unioun dee Problem nëmme léise kann, wa strukturell Reformen um Niveau vun der Sozialversécherung a virun allem vum Rentensystem virgeholl ginn, an doriwwer eras awer och hire Potenzial an Aarbechtskraaft voll a ganz ausgeschöpft gëtt.

Déi niddreg Fraebedelegung um Aarbechtsmaart wéi och déi niddreg Beschäftigung vun deenen eelere Matbierger an den héije Chômagetaux vun deene jonke Leit gesäit d'Kommissioun als gravéierend Problem, an Handlungsbedarf besteet hei, fir deesen Trend opzehalen.

5% méi Leit um Aarbechtsmaart am Joer 2020 kléngt no net vill. Et ass awer en ambitiéist Zil, wann ee weess, datt an deene



leschten zéng Joer d'Beschäftegung nëmmen ëm 2% eropgaangen ass, an dat haapsächlech wéinst engem Opschwung vun der Fraebesäftegung. D'Tatsaach, datt d'Regierung an deene leschte Joren den Ausbau vun der Offer u Crèchen, u Maisons relais an aner Betreuungsstrukture fir Kanner gefördert huet, erkläert déi festgestallte positiv Tendenz, wat d'Bedeelung vun de Fraen op eisem Aarbechtsmaart ubelaangt.

Eis bereet besonnesch den niddregen Taux d'emploi bei den eelere Salariéë Suergen. D'Beschäftigungsquot läit hei bei manner wéi 40%. Dat gëtt ze bedenken. An et fuerdert d'Politik, nei Weeër ze goen, fir dës Tendenz ze redresséieren.

Den Aarbechtsminister huet, nieft deene schonns besteende Mesuren, déi am Sënn vum Kommissiounspabeier dierfte sinn, ugekënnegt, mat de Sozialpartner am Hierscht iwwer nei Pisten a Moosnamen ze diskutéieren, fir d'Beschäftegung ze fördern an esou de Chômage ze évitéieren.

Et ass natierlech evident, datt d'Moosnamen, déi musse kommen, eleng net duerginn, wann net e Mentalitéitswiesel an de Käpp vun de Beschäftegte selwer an awer och vun den Employeure stattfënnt.

Den héije Chômage vun eise jonke Matbierger, deen ass zu engem groussen Deel dorop zréckzeféieren, an den Alex Bodry huet et och gesot, datt vill jonk Leit zu Lëtzebuerg fréizäiteg d'Schoul verlossen oder hir Studien ofbriechen ouni en Ofschloss ze hunn. Dernieft hunn déi, déi eng Ausbildung ofgeschloss hunn, oft net onbedéngt déi néideg Qualifikatioun, déi op dem Aarbechtsmaart gefrot ass.

D'Kommissioun schléit och op deem Plang e kloert Objektiv vir: Den Taux vum Abandon scolaire muss ënner 10% gesenkt ginn, a wéinstens 40% vun de Kanner sollen am Joer 2020 en Unisofschloss kréien oder en equivalenten Diplom an der Täscht hunn.

Firwat dës ambitiéis Ziler? D'Kommissioun geet dervun aus, datt am Joer 2020 um Niveau vun der Europäescher Unioun 16 Milliounen nei Aarbechtsplazen entstoe wäerten, déi héich Exigenzen, wat d'Ausbildung an d'Qualifikatioun vun de Beschäftegten ugeet, viraussetze wäerten. D'Zuel vun den Aarbechtsplazen, wou keng oder wéineg Qualifikatioun néideg ass, wäert parallel dozou drastesch ofhuelen.

D'Inéquatioun vun eise Schoulsystem mat der Berufswelt souwéi den héijen Taux d'abandon bei eise Kanner ass ee Problem, dee schonns méi laang bekannt ass. Et ass ganz kloer, datt an Zukunft weider an d'Éducation, an d'Ausbildung vun de Kanner muss investéiert ginn. D'Éducatiounsministesch huet ausserdeem eng Rei vu Reforme vum Schoulsystem realiséiert respektiv virgesinn, mam Zil, datt d'Schoul besser op d'individuell Kompetenze vun de Kanner kann agoen, fir esou hir Motivatioun ze stäerken, hir Ausbildung ze verbessern an domat och den Taux d'abandon scolaire ze reduzéieren.

Villes, wéi esou oft, hänkt elo vun der Praxis of. Mä de Grondsteen fir eng méi chancégerecht Schoul ass geluecht. Mir kënnen awer d'Schoul esou vill wéi mer wëlle reforméieren, et wäerten ëmmer erëm Kanner ginn, déi aus villen ënnerschiddleche Grënn d'Schoul fréizäiteg verlossen. Et muss dowéinst och weider an d'Formation pour adultes investéiert ginn, fir och deenen, déi hir Schoulen net fäerdeg gemaach hunn, d'Chancen op eng adequat Ausbildung ze ginn.

D'Éducation des adultes an den „lifelong learning“ sinn d'Viraussetzung fir eng adequat Upassung vun den Aarbechtskräften un déi permanent Evolutioun vun den neien Exigenze vum Aarbechtsmaart. Op deem Plang hu mir munches opweises. Et bleiwen awer nach eng Rei Efforten ze maachen.

Här President, wann eent vun den Objektiv vum der Strategie dora besteet, de Beschäftegungstaux bis 2020 op iwwer 75% ze hiewen, an d'Kommissioun esou vill

Wäert op d'Éducatioun leet, da kënnst dat net vun ongeféier. E gëtt nämlech eng direkt Korrelatioun tëschent Aarmut an Aarbecht.

Deen, dee keng Aarbecht oder eng prekär Aarbecht huet, riskéiert méi an d'Aarmut ze rutschen, wéi een, deen eng sécher, onbefristet Plaz huet. An de Schlëssel zum Aarbechtsmaart an zu de sécheren, festen, anstänneg bezuelten Aarbechtsplaze läit ouni Zweifel an der Éducatioun.

Déi zwou éischt Prioritéite vun dem Strategiepabeier sinn deemno enk mam drëtten Objektiv vun der Strategie verbonden, an zwar der Bekämpfung vun der Aarmut. Bis 2020 wier et nom Strategiepabeier ubruecht, fir d'Zuel vun de Leit, déi duerch d'Aarmut bedroht sinn, ëm 20 Milliounen ze reduzéieren.

Wann d'Aarmut bei eis am Land och net ganz aus der Welt geschaf ass - an déi rezent Analys, déi vun der Salarierschamber an Optrag gi gouf an déi gëschter hei, net hei, mä dobausse virgestallt gouf, huet dat bestäetgt -, sou muss een trotzdeem begreissen, datt déi jeeuweileg Regierungen an deene leschte Jore vill Efforten opbruecht hunn, fir d'Aarmut ze bekämpfen.

Déi Politik, déi d'Regierung gemaach huet fir d'Kanner a fir déi méi Schwaach an eiser Gesellschaft, huet mat Sécherheet derzou bäigedroen, datt vill Famillje mat hire Kanner net méi an Aarmut liewe mussen. Déi geziilte Kannerbetrieungsmesuren, den intensive Sozialwunnengsbau an déi sëlloch Aarbechtsbeschäftigungsinitiativen, fir nëmmen dës dräi Beispiller ze nennen, hunn zu enger wesentlecher Verbesserung vun der Liewensqualität vu sozial manner gutt gestallte Famillje bäigedroen.

Kolleeginnen a Kolleegen, eng vun den dräi Prioritéite vun der Strategie 2020 läit um intelligente Wuesstum, dat heescht enger Wirtschaft, déi op dem Wëssen an der Innovatioun fousst.

Wa mir gären esou e Wuesstum hätten, da musse mir méi an d'Fuerschung investéieren. D'Investitiounen am Beräich vun der Fuerschung solle bis 2020 drastesch erhéicht ginn. Uechter Europa gi manner wéi 2% vum BIP dofir ausginn. Méttelfristeg sollen, no der Kommissioun, iwwer 3% opbruecht ginn; Japan läit haut bei guden 3,4% an Amerika bei 2,6%.

Investissementer an der Fuerschung sinn net nëmmen eng öffentlech Ugeleeënheet, am Géigendeel. Fir d'Kommissioun ass och dee schlechte Score vun der Europäescher Unioun am Verglach mat Amerika do duerch ze erklären, datt et EU-wäit wéineg privat Investissementer an deem Beräich gëtt.

Wat déi öffentlech Investissementer hei zu Lëtzebuerg betrëfft, esou muss een awer festhalen, datt mer am Joer 2001 fir Fuerschungsprojete 25 Milliounen Euro ausginn hunn. Haut, gutt zéng Joer méi spéit, sinn et der 250 Milliounen. Doriwwer eraus huet d'Regierung am Koalitionsprogramm zousätzlech nei Pisten definéiert, déi elo vum Fuerschungsminister ëmgesat solle ginn. Op der Basis vum „public private partnership“ sollen zousätzlech Weeër méiglech gemaach ginn. Mat dem Eraklammen an d'Biomedezin, duerch Kontakter mat der ESA an de Méiglechkeeten, an der Aeronautik aktiv ze ginn, sinn eng Rei Diere mat neien interessante Perspektiven opgestouss ginn.

Duerch eng Rei geziilte Verbesserunge vun den Infrastrukturen, zum Beispill am Beräich vun der Galileo-Antenn, sinn dës Schrëtter méiglech ginn. Och d'Cité des Sciences op Esch/Belval ass eng wichteg Investitioun, fir nei Chancen a fir nei Aarbechtsplazen am Beräich vun der Fuerschung ze schafen. Bis zu 2.400 Aarbechtsplazen, déi wëssenschaftlech Mataarbechter aus dem In- an aus dem Ausland besetze sollen, sollen hei geschaf ginn. Net ze vergiesse sinn och d'Ustregungen, déi gemaach gi sinn a puncto Verbesserung vun de Kommunikatiounsinfrastrukturen.

Et ass awer ganz kloer, datt, wa mir eis an deem dote Beräich wëlle positionéieren, virun allem par rapport zu eisen Nopeschlänner, da muss d'Recherche enk mat de Betriber zesummeschaffen. Nëmme, andeem se mat de wirtschaftlechen Acteure kollaboréiert, kënnen mir eng qualitativ héichwäerteg Recherche mat Plus-waue virweisen.

An d'Recherche an an d'Innovatioun investéieren ass eng Saach; garantéieren, datt déi innovativ Iddien an nei Produkter an Déngschtleeschungen ëmgesat ginn, déi Wuesstum an Aarbechtsplaze beschafen, ass eng aner. Déi zwou Saache gehéieren awer zesummen, an an deem Beräich ass fir eis dach awer jonk Recherche nach vill Nohuelbedarf.

Här President, an deene leschte Jore sinn d'Infrastrukture fir d'Informatiouns- an d'Kommunikationstechnologien konsequent ausgebaut a gefördert ginn. Dat gëllt souwuel fir déi vun der Post wéi och fir déi vum Stat gegrënnte Firma Luxconnect an de ganze Privatsecteur. Esou verfügt eist Land iwwer eng 100%eg Zougangsméiglechkeet zum Héichgeschwindigkeitkeetsinternet an ass un déi grous internationalen Datenautobunnen an Datenzentren ugeschloss.

Och an hirem Koalitionsprogramm vun 2009 bekennt sech déi aktuell Regierung derzou, fir weider massiv an den Ausbau vun den neie Kommunikationstechnologien ze investéieren. Dobäi läit d'Erausfuerderung virun allem doranner, hei zu Lëtzebuerg ee vu Glasfibre gedroenen Ultra-Héichgeschwindigkeitkeetsréseau op d'Been ze stellen an esou aus eisem Land ee weltwäite Leader an deem Beräich ze maachen.

Dat si Pisten, déi de Strategiepabeier am Kader vun dem intelligente Wuesstum virschléit. Mir sinn also do den Ziler vun der Kommissioun vläicht schonns eng Etapp voraus.

Wat déi lescht Prioritéit vum Strategiepabeier ugeet, den Objektiv 20-20-20 am Klima- an Energieberäich, esou muss een agestoen, datt och déi - wéi all déi aner - ganz éiergäizeg ass. Dat ass gutt esou an duerchhaus och néideg.

Den Ausstouss vun CO₂ soll ëm 20% reduzéiert ginn; datselwecht gëllt fir den Energieverbrauch. Doriwwer eraus sollen erneierbar Energie konsequent gefördert ginn an de prozentualen Undeel um Strommix soll weider klammen, mat dem kuerz- a méttelfristegen Zil bis zu engem gudde Véirel.

D'Problemer an déi geplangte Mesuren an deem Beräich si gëschter hei bei der Orientationsdebat iwwert déi nohalteg Entwécklung des Laangen an des Breede belicht ginn, esou datt ech haut net méi weider brauch dorobber anzegoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kris wor net ëmsoss. Eng Rei vu Léiere konnten doraus gezu ginn. D'Kris huet gewisen, wéi enk déi 27 EU-Wirtschaften, a virun allem déi aus der Eurozon, matenee vernetzt sinn. Mir hu gesinn, wellech Inzidenzen een eenzelt Land op d'Gesamtwirtschaft an op d'Währung vun der EU kann hunn. Mir hunn erfuer, datt eng Währungsunioun och, wann net gläich eng Wirtschaftsunioun, dann op d'mannst eng staark Koordinatioun um ekonomeschen Niveau brauch.

Mir hunn och erfuer, datt, wann et brennt, d'EU capabel ass ze reagéieren, heiansdo wéi am Fall vu Griichenland spéit, an den Ae vun enger Rei vun Acteuren an Observateuren, mä si reagéiert. An och wann d'Europäesch Unioun sech mat Momenter schwéierdeet, eng gemeinsam koordinéiert Strategie vun der Léisung vu Problemer an der Bekämpfung vu Krisensituatiounen opzestellen, esou huet se et dach fäerdeg bruecht, deen ugeschloene Bankesektor ze stabiliséieren an een an de groussen Zich koordinéierte Relanceplang fir déi depressiv Wirtschaft op d'Been ze setzen.

Méi wéi jee ass et wichteg, alles drunzesetzen, datt d'europäesch Économie konkurrenzfähig bleibt an nei Impulser setze kann, fir datt d'Europäesch Unioun an hir Memberstaaten nei Perspektiven hunn. De Strategiepabeier soll d'Basis sinn, woubäi eng ganz Rei éiergäizeg Ziler definéiert ginn, dës an de Beräicher vun der Aarbecht a Beschäftegung, der Éducatioun, der Fuerschung an der Innovatioun, an dem soziale Beräich, besonnesch wat d'Bekämpfung vun der Aarmut ubelaangt.

Et geet leschten Enns och drëm, eng Strategie ze definéieren a Konzepter unzedenken, déi d'Wettbewerbsfähigkeit vun der EU par rapport zu Amerika an zu Asien stäipen, fir net ze soe verbessern. Et geet drëm, an deenen eenzelne Memberlänner

koordinéiert Reformen un d'Rullen ze bréngen, fir de soziale Fortschritt a Wuelstand an Europa ze garantéieren.

Dese Strategiepabeier geet eiser Meenung no an déi richteg Richtung. Vill Virschléi kënnen mer deelen, well se sech och am Kader vun eisen nationale Politiken artikuléieren. Verschidde méi direkt, an aner mat deenen entsprecheden Nuancen. De Problem läit bei der Ëmsetzung, wéi mer et bei der Lissabon-Strategie erfuer hunn. Versiche mer dat wéi bis elo no der Method vun enger oppener Koordinatioun, oder gi mer der Kommissioun déi néideg Instrumenter, fir d'Ëmsetzung vun der Strategie ze dirigéieren? Hei hu mer nach genuch fir an deenen nächste Joren ze büssen, an ech si sécher, datt et haut net fir d'Lescht ass, wou mer eis mat deene Froe wäerten ausenansetzen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Norbert Hauptert. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann een esou eng Debatt wéi dës préparéiert, da mécht een dat mat gemischte Gefiller. Op där enger Säit liest een am Strategiepabeier „Europe 2020“ all déi gutt Virsätz, déi ee sech huele wëllt, fir d'Croissance an Europa ofzesécheren, fir nei Aarbechtsplazen ze garantéieren, sech ambitiéis Ziler a puncto CO₂-Emissiounen ze ginn, d'Aarmut ze bekämpfen, an dann awer och - an dat steet um Ufank vun all deenen Iwwerleeungen - d'öffentlech Finanzen an deenen eenzelne Memberstaaten an de Grëff ze kréien. Op där anerer Säit kënnst engem awer och an de Käpp, mat wéi vill Énthusiasme am Joer 2000 d'Lissabon-Strategie virgestallt ginn ass, déi aus der EU bis 2010 „l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde“ maache sollt.

Wéi Lëtzebuerg dunn 2005 d'Présidence vum Conseil européen iwwerholl huet, dunn huet missen déi Strategie eng éischte Kéier nei agencéiert ginn. Et sinn dunn haapsächlech Méttel iwwert de Wee vun deene sogenannte Lignes directrices intégrées festgehale ginn, déi hëllef sollen ze moossen, ob déi eenzel Memberlänner hir Ziler erreche géifen.

Mir wëssen haut, dass och déi Tentative en Échec ass, dass déi Lignes directrices wuel nach Bestanddeel si vun där neier Strategie, mä dass d'Lissabon-Strategie net dat Resultat bruecht huet, wat ee sech erhofft huet. Dat ass op alle Fall dat, wat hanner virgehalener Hand gesot gëtt, ouni dass een e Rapport gesinn hätt, wat déi Strategie schlussendlech bruecht huet.

Mir bedauern dat ausdrécklech, genau sou wéi mer bedauern, dass mir deesen Débat d'orientation net méi verdéiwe konnten oder verdéift hunn an der zoustänneger Kommissioun, der Économiekommissioun. Vläch hätt een dee Moment, op d'mannst emol wat Lëtzebuerg ubelaangt, kënnen e Kassensturz maachen a kucken, wéi wäit d'Ziler vun der Lissabon-Strategie hei am Land hiren Nidderschlag fonnt hunn. Den Économieminister, dee jo schonns am Amt war ënnert der leschter Présidence an deen déi Strategie deemools nei mat orientéiert huet, kann eis do vläch oplären.

Nach ass et esou, dass een d'Gefill net lassgëtt, dass mir elo eng Strategie haten, déi mer nogebessert hunn, an elo mat enger weiderer Strategie alles besser soll ginn. Dat och selbstverständlech virum Hannergrond vun der Finanz- a Wirtschaftskris an deenen onrouege Gewässer, an deene sech momentan den Euro befënt. Et bleibt ee Constat net aus, an dat ass deen, dass sech an Europa ëmmer grouss Ziler gesat ginn, mä - et ass ugeklunge virdrun - dass et dann un der Exekutioun hapert. Dofir sinn am Fall vun der Lissabon-Strategie déi Lignes directrices ausgeschafft ginn.

Dofir - an dat ass leider nach méi schlëmm - stécht den Euro an der Kris, an där en ass, an dofir mussen zwee grouss a wichteg Dossierer zugläich op de Leescht geholl ginn, zesumme behandelt ginn a beschtefalls deene beschtméigleche Léisungen zougefouert ginn.

Déi zwee grouss Dossiere sinn evidenterweis folgend: Wéi stabiliséiere mir eis gemeinsam Währung, a wéi kënnen mer se vu baussen, mä eben och vu bannen schützen? Wéi schafe mir an Europa Wuesstum, a wéi wëlle mer weider wuessen?

Wéi d'Lissabon-Strategie ugeholl ginn ass am Joer 2000, war keng Kris do. Zu Lëtzebuerg ass de Wuesstum duerch de Plafong gaang. D'Croissance an Europa war allgemeng héich, den Euro staark, mä dach wosst een, dass e par rapport zu den USA an och den Économies émergentes schonn an Hannertreff wier. Europa huet misse virumaachen, fir den Uschloss net ze verpassen. Elo schwätze mir nach guer net vun de strukturelle Problemer, déi schonns deemools hir Nuesespézt gewisen hunn. Déi däischter Wollke wollt deemools keen um lëtzebuergeschen an europäeschen Himmel gesinn.

Mä komme mer zréck an d'Joer 2010. Déi zwee Dossieren, déi ech elo just ernimmt hunn, déi gräifen aneneen. Wéi kann et anescht sinn? Eppes hu se kloer gemeinsam, an dat ass d'Gouvernance, déi fonctionnéiere muss, fir dass déi Ziler, déi ee sech gëtt, och erreecht ginn.

Dass déi Gouvernance a béide Fäll bis elo en Échec war, ass evident. An ech fäerten, dass ee vun deenen zwee Dossieren de Kierzer wäert zéie mussen, well all d'Efforten op een Dossier geluecht gi sinn, well aus den Ae verluer gëtt, wéi wichteg et ass, dass mir eis och endlech op d'Zukunft musse virbereeden. Ech kommen herno nach eng Kéier dorobber ze schwätzen.

De Pacte de stabilité huet kloer seng Grenzen opgewisen, an och déi Retizentst misste sech elo bewusst sinn, dass politesch Drohung strictement näischt bréngen, wann ee Land sech net un de Pacte de stabilité hält. Déi Iddi, déi am Raum steet fir d'Suspension vum Droit de vote, ass eng interessant Approche a géif wuel den Objektiv gerecht sinn.

Et stellt sech awer elo folgend Fro: Ob mir eis an der ablécklecher Situatioun eng Diskussioun iwwer eng Émännerung vun den Traitée leeschte kënnen. D'Fro stellt sech, ob déi preventiv Sanktiounen, also éier ee Land déi berüchtigt Defizitgrenz vun dräi Prozent vum PIB iwwerschreit, wéi och ëmmer se ausgesinn, dat richteg Mëttel sinn. Mir haten d'lescht Woch jo eng länger Debatt zur Fro vum Contrôle ex ante vun den nationale Budgeten.

Eis Positioun derzou ass bekannt. Mir si prinzipiell d'accord, mengen awer och, dass mir eis Gedanke maache mussen, wéi mir an Zukunft de Budget heiheem opstellen. An da muss, wéi gesot, de Budget der Wourecht entsprechen, deen een op Bréissel schéckt. An do komme mir dann nees derzou, dass ee sech déi néideg Instrumenter muss ginn, an eben och Sanktiounen muss kënnen huelen, déi déi richteg Wierkung weisen.

Här President, komme mir awer dann zur Strategie „Europe 2020“ a wéi mir an Europa an heiheem de Wirtschaftswuesstum wëllen ukuerbelen. Ech hunn et elo just scho beim Stabilitéitspakt gesot: Wann d'Kontroll an d'Sanktiounen net klappen, dann hëlfen déi beschte Virsätz näischt. Genau ass et bei där neier Strategie. An hei ass et, wou et schonns erëm hapert.

Déi vun der Kommissioun virgeschloe Kontrollméiglechkeete setze sech aus deene sougenannten „Lignes directrices“ zesammen, den nationale Programmen am Kader vum Stabilitéitspakt an dann och de Grandes orientations des politiques économiques.

Op där enger Säit mécht dat jo Sënn, aus deem Grond, wou ech scho sot, dass d'Ziler vun der Strategie mat deene vun dem Stabilitéitspakt enk beienaner leien. Mä op där anerer Säit gesinn ech eng Prolifération vu Recommandatiounen a vu Rapporten a kann ëmmer nees nëmme feststellen, dass se déi Situatioun, déi mir haut hunn, net ofwende konnten.

Dofir plädéieren ech hei derfir, dass contraignant Zilvirgaben ugeholl ginn an dass mat seriöse Sanktiounen gerechent muss ginn, wann déi Ziler net esou erreecht ginn oder net mat deem néidegen Engagement, wéi virgesinn, weidergedriwwen ginn. Mir brauchen, well mer dat evident schéngt, hei net drop anzegoen,

dass d'Ziler, déi ugestriift ginn, ëmmer der Situatioun an der Spezifitéit vun deene verschiddene Länner mussen ugepasst ginn.

Grundsätzlech hat d'EU-Kommissioun jo och fënnf Haaptziler an hirem Strategiepabeier virgeschloe, déi et an der EU ze erreche gëllt. Den Alex Bodry huet se virdrunner opgezielt.

Alles luefbar Ziler, woubäi ech d'Gefill hunn, dass déi verbindlech Zuelen, déi d'Kommissioun virginn huet, net hiren Nidderschlag an de Konklusivum vum ECOFIN vum 8. Juni fonnt hunn. Ech hunn et schonns virdrunner ugedeit: All d'Efforté louchen elo op dem Euro an dem europäesche Währungsfong. Aus den Aen ass d'Zukunft geroden.

De 17. Juni soll se um Conseil européen diskutéiert ginn. Ass dat net de Fall, da brauche mir definitiv net méi vun hochtrabende Strategien ze schwätzen. Well d'DP awer un d'EU an un hir Ziler gleeft, well d'DP sech bewusst ass, wat d'EU eisem Land an dem europäesche Kontinent bruecht huet u Fridden, u Stabilitéit, u Prosperitéit, wäerte mir ëmmer fir déi Ziler antrieden.

Här President, d'EU-Kommissioun huet Objektiv virgeluecht. Ob de Conseil européen déi elo eent zu eent oder nëmmen zum Deel unhëlt, soll eis net drun hënneren, déi Objektiv unzestriewen, well et ganz einfach an eisem Interessi, am Interessi vum Land ass. Dofir ginn ech elo am zweeten Deel vu menger Intervention op déi Virgabe vun der Kommissioun an a beschreiwen, wéi d'DP et géif ugoen, fir déi Objektiv ze errechen.

A Saache Chômage: Den Objectif, deen d'Kommissioun a puncto Aarbecht virgëtt, ass zimlech ambitiéis, virun allem fir Lëtzebuerg. Bis 2020 solle 75% vun de Leit tëschent 20 a 64 Joer eng Aarbecht hunn. Zu Lëtzebuerg leie mir de Moment den Zuele vun Eurostat no mat ronn 65% op der Moyenne vun der Unioun.

Et bleift deemno nach vill Loft no uewen. Speziell an dese wirtschaftlech turbulenten Zäite gesäit een net, wéi mer et solle packen, eise Beschäftigungstaux ëm zéng Prozent ze hiewen. Derbäi kënnt nämlech nach d'Tatsach, dass an de leschte Joren e Gros vun deenen zu Lëtzebuerg geschafenen Aarbechtsplaze vu Grenzgänger besat goufen. Sollt sech deesen Trend fortsetzen, dierft et nach méi schwéier ginn, fir d'Zil vu 75% Beschäftigung ze errechen.

Dass dat awer net onméiglech ass, dat beweise Länner wéi Dänemark mat aktuell bal 76% oder Holland mat 77%. Net zesamt mat der Hëllef vun enger aktivéierender Aarbechtsmaartpolitik hunn des Länner an de leschte Jore grouss Fortschritter a puncto Beschäftigungstaux gemaach.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Zréck op Lëtzebuerg. Während mer bei de Männer den Objektiv quasi erreecht hunn - aktuell läit den Taux hei bei 73,2% -, hu mer awer bei de Fraen nach Nohuelbedarf. Nëmme 57% vun hinne ginn de Moment enger Beschäftigung no. Och bei den eelere Salarié sti mer net wierklech gutt do. Hei läit den Taux bei 38,2% par rapport zu 46% am europäeschen Duerchschnitt.

Et bleift deemno nach vill ze dinn, wa mir déi vun der Kommissioun fixéiert Ziler an deenen nächsten zéng Joer och wierklech erreche wëllen. Allerdéngs muss ee sech heiansdo d'Fro stellen, ob d'Regierung deen néidege politesche Wëllen dofir huet. Esou gëtt den Aarbechtsminister Nicolas Schmit net midd, sengem Virgänger wëllen de Rang ofzelafen, mä vill opzeweisen huet hien no knapp engem Joer och nach net.

(Interruption)

De Chômage ass zënter August 2009 ëm 1.300 Persoune geklomm. Sécherlech kann een den Aarbechtsminister net ausschliesslech fir des Hausse responsabel maachen. D'Zuele weisen awer, dass d'Regierung nach ëmmer kee schlësseg Konzept huet, fir de Chômage wierklech nohalte - fir emol erëm eng Kéier an iwwerstrapazéiert Wuert ze gebrauchen - ze bekämpfen.

Esou waarde mer nach ëmmer op déi ugekënnegt Reform vun der ADEM. Eng Reform, déi d'DP scho jorelaang fuerdert an déi och vun den Experte vun der OECD an engem Rapport vun 2007 scho proposéiert gi war. Dräi Joer sinn zënter der Publikatioun vun deem Rapport an d'Land gezunn, ouni dass an deem Dossier eppes Konkretes geschitt wär.

(Interruption)

D'DP trëtt fir eng onofhängeg Aarbechtsagentur mat engem bessere Service fir d'Beruiber an, déi Leit, déi op der Sich no enger besserer Schaff sinn, engagéiere wëllen. Mir hätte gären, dass aus der ADEM eng Aarbechts- a Weidbildungsagentur gëtt, wou den Haaptakzent op der Weidbildung a virun allem der gezielter Orientierung vun deem eenzelnen Demandeur d'emploi läit.

Fir deesen Aufgabe kënnen gerecht ze ginn, muss d'ADEM finanziell an administrativ onofhängeg sinn. Mir mengen net, dass eng Administratioun kann de Problem vum wuessende Chômage effektiv bekämpfen. An hirer aktueller Form kann d'ADEM dese Problem just maximal verwalten.

Dëst läit awer net un de Mataarbechter vun der ADEM. Si maachen hiert Besch, mä sinn hoffnungslos iwwerfuerdert. Wann een als Placeur e puer honnert Leit muss betrieien, da feelt engem ganz einfach déi néideg Zäit, fir sech wierklech ëm all Einzelnen ze këmmen a fir en dann op déi richteg Plaz, déi passend Plaz ze orientéieren.

Wann een d'Recommandatiounen vun internationalen Organisatiounen kuckt, da kann een do ëmmer nees liesen, dass all Placeur maximal honnert Demandeurs d'emploi soll betrieien. Deemno bräichte mer hei zu Lëtzebuerg aktuell 155 esou Leit. Dovunner si mer awer wäit ewech. Zwar goufen an deene leschte Joren ëmmer nees Placeuren agestallt, mä dëst war éischer eng Drëps op de berühmte waarme Steen.

D'Zuel vun de Placeuren muss massiv opgestockt ginn. Do si mer eis eens. An des mussen och speziell forméiert ginn, fir dass si hirer wichteger Aufgab och zu honnert Prozent kënnen gerecht ginn.

Mä och déi bescht personaliséiert Betreuung hëlleft net weider, wa mir net och endlech zu enger méi, ech hat virdu gesot, aktivéierender Aarbechtsmaartpolitik kommen. Flexicurity heescht dat vill zitéiert Zauberwuert an deem Kontext, zesumme gesat aus Flexibilitéit a Sécuritéit. Flexibilitéit vum Demandeur d'emploi, deen a senger Situatioun och selwer muss aktiv ginn a Responsabilitéit iwwerhuelen. Sécuritéit, well hien op där anerer Säit awer och ofgeséichert gëtt fir de Fall, dass seng Efforten net deen erwünschte Succès sollten hunn, hien oder si also keng Aarbecht fënn.

Dass Flexicurity keen Zauberwuert ass, beweisen déi skandinavesch Länner, déi an deene leschte Jore konsequent eng Aarbechtsmaartpolitik no deem Prinzip verfollegt hunn an déi grouss Erfolleger an der Bekämpfung vum Chômage konnten opweisen. Net méi spët wéi e Méindeg den Owend konnt een den Här Schmit op der Téle héieren, dass et immens wichteg wär, dass mir eise Beschäftigungstaux géifen eropsetzen, och am Hibleck op déi méttelfristeg Finanzéierungsfäegkeet oder Finanzéierbarkeet vun eisem Pensiounssystem.

Dem Här Minister seng Ausso ass vollkomme richtig. Hien huet sech awer leider nëmmen drop beschränkt, de Patronen e béise Fanger ze maachen, well si eeler Employéen ze vill oft géifen aus dem Berufsliewen drécken. Och des Ausso ass sécherlech net ganz falsch. Allerdéngs ass et awer, wann esou een Trend an de Beruiber besteet, un der Politik, hei Weeër a Léisungen ze fannen, fir dass deesen Trend ka gebremst ginn.

D'DP huet an hirem Programm e puer Pisten opgefouert, wéi een eeler Salarié kéint méi laang an der Aarbecht halen. Esou missten eiser Meenung no d'Anticumul-Bestëmmungen iwwerschafft ginn, fir dass d'Leit ee méi groussen Ureiz hunn, fir nach weiderzeschaffen, och wa se schonn deelweis a Pensioun sinn. Et gëllt also hei nei Weeër zesumme mat de Sozialpartner

ze fannen, fir déi sougenannten Aarbechtsaltersteilzeit, pardon, Altersteilzeit méi flexibel a méi attraktiv fir déi betrafte Leit ze maachen.

Ech hu virdrun drop higewisen, dass och de Beschäftigungstaux vun de Fraen zu Lëtzebuerg nach relativ däitlech ënnert der europäescher Moyenne läit. An deem Kontext fällt ëmmer nees d'Schlagwuert vun der Vereenbarkeet vu Famill a vu Beruff. Och an deem Beräich huet d'Demokratesch Partei eng ganz Rëtsch vu Propose gemaach, wéi ee Beruff a Famill kéint méi no beienee bréngen.

Och wann d'Zuel vun de Fraen a Werkstättegkeet an deene leschte Jore staark geklommen ass, sou läit se awer nach ëmmer ënnert dem europäeschen Duerchschnitt. Virun allem bei Frae mat Héichschulofschloss ass des Diskrepanz besonnesch grouss: 69% par rapport zu 80% am EU-Duerchschnitt. Dobäi ginn 81% vun de Fraen, déi net erwerbstätig sinn, zu Lëtzebuerg un, dass se dëst aus familiären Ursaache maachen, entweder well et fir si finanziell oninteressant ass, oder well se Famill a Beruff net mateneen an Eeklang kënnen bréngen, an Harmonie kënnen bréngen.

Dofir fuerdert d'DP säit Joren en Émdenken an der Familljepolitik. Mir mussen d'Prioritéit setzen op d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff. Dofir proposéiert d'DP eng Reform a Flexibiliséierung vum Congé parental, e substanzialen Ausbau vun de Betreuungsinfrastrukturen an eng Individualiséierung vum Steuerrecht. Esou eng familiëfrëndlech Politik géif de Fraen zeguttkommen, well si hiert Liewen esou gestalte kéinten, wéi se dat wierklech wëllen. Et géif der Économie zeguttkommen, well qualifizéiert Aarbechtskräften op den Aarbechtsmaart géife kommen, an et géif letztlich dem Stat an de soziale Systemer zeguttkommen doduerjer, dass méi sozial Cotisatiounen bezuelt géife ginn.

Zur Recherche, Här President. De Strategiepabeier vun der Kommissioun setzt op d'Recherche an d'Innovatioun, fir d'Europäesch Unioun fit fir d'Zukunft ze maachen, a gesäit d'Fuerschung och als en Haaptplier vun der Kompetitivitéit, fir bis 2020 eis Gesellschaft op d'Erausforderunge wéi de Klimawandel, d'Gesondheet an den demographesche Wandel virzebereeden.

Dass d'Fuerschung, souwuel déi öffentlech wéi déi privat, an eiser sougenannter Wëssensgesellschaft eng grouss Bedeitung soll hunn, dovunner si mer alleguer iwwerzeegt. Ech erënneren an deem Kontext un den Débat d'orientation, deen am Joer 2006 stattfonnt huet, wou meng Fraktiounskolleegin Anne Brasseur d'Situatioun vun der Fuerschungsländerschaft hei zu Lëtzebuerg analyséiert huet, an dat op Basis vum OECD-Rapport, deen op eng Partie Mësstänn higewisen a Verbesserungsvorschläi proposéiert huet.

Dofir ass d'Recommandatioun vun deem Strategiepabeier „Europe 2020“, dass op nationalem Niveau de Fuerschungsprogramm soll reforméiert ginn an d'Kooperatioun tëschent Uni, Fuerschungszentren an Entreprisé soll renforcéiert ginn, näischt Neies. Ech woen awer ze bezweifelen, ob de Constat, dee schon 2006 gemaach gouf, nämlech dee vun enger mangelnder Kooperatioun tëschent der Uni Lëtzebuerg, de CRPen, der Recherche fondamentale an der Recherche appliquée, tëschent Fuerschungsinstituter an den Entreprises haut net méi brauch gemaach ze ginn.

Am Strategiepabeier steet dann och, et soll ee genuch Diploméierter an de Wëssenschaften, virun allem an der Mathematik an an der Ingénierie, fördere bezüungswies ervirbréngen, an et soll een och d'Schoulprogrammer recentréieren op Kreativitéit, Innovatioun an, loosse mer et net vergiesen, Entrepreneuriat.

Bei aller Wichtigkeet, déi mer der Fuerschung bäimoossen, mengen ech awer, dass mer eis mussen kloer sinn, dass mer net kënnen an och net wëllen aus all jonke Mënsch e Fuerscher maachen. Virun allem soll e wirtschaftlech a fiskalt Émfeld ge-

schafe ginn, fir verstärkt privat Investissemter an d'Fuerschung ze erméiglechen, seet d'EU-Kommissioun. Bei eis heescht et „Trau dech!“, a leider muss ee feststellen, dass et wierklech dacks vill Courage brauch, fir sech an zukunftsorientéiert Projeten hei zu Lëtzebuerg ze lancéieren.

Op europäeschem Niveau wëllt d'Kommissioun en Espace européen de la recherche schaffen, andeems d'Zesummenaarbecht tëschent deene verschiddene Memberstate soll renforcéiert ginn. Fuerschung, virun allem am technologesche Beräich, sief et privat oder öffentlech, gëtt nach ëmmer ze dacks ënnert dem Aspekt vun nationalen Intérète gekuckt, oder de Konkurrenzgedanke prédominéiert. Wann et méiglech géif ginn, d'Kräfte op europäeschem Plang ze bündelen, dann ass et kloer, dass mer der Union pour l'innovation e gutt Stéck méi no kéimen.

D'Europäesch Unioun hält um Zil fest, fir dräi Prozent vum PIB a Fuerschung an technologeschen Développement ze investéieren. Dat kléngt gutt. Et muss een awer wëssen, dass, sollt d'Croissance économique op sech waarde loosse, de PIB wäert falen, wat heescht, dass déi global Zomm, déi an d'Fuerschung soll investéiert ginn, och wäert no ënne revidéiert ginn, revidéiert musse ginn.

Zu Lëtzebuerg huet d'Regierung sech zum Zil gesat, d'Investissemter an d'Fuerschung à terme op ee Prozent vum PIB eropzeschrauwen. Am Joer 2006 louche mer bei 0,36%. Schonn zënter dem Joer 2006 seet d'Regierung, si hätt d'Zil, bei engem Prozent vum PIB unzekommen. Dat schéngt se awer nach net fäerdeg bruecht ze hunn. Am Budget 2010 maachen d'Investissemter an d'Fuerschung an am Développement ronn 0,6% vum PIB aus.

Zur Éducatioun, Här President... Madame Presidentin, pardon, ech gesinn dat elo hei. Entschëllegt! Wie Recherche seet, seet och Bildung. De bildungspoliteschen Objektiv vun der Kommissioun gesäit manner wéi 10% Schouloffbriecher a 40% Jonker mat engem Unisdiplom vir. Am Schouljoer 2007/2008 hate mer zu Lëtzebuerg en Taux de décrochage vu ronn 11%, an deem Joer virdru vun 9,4%. Och wann et op den éischte Bléck esou ausgesäit, wéi wa mer hei den Objektiv vun der Kommissioun schonn erfëllt hätten, sou bleiwen dach nach genuch Efforten ze maachen, fir diesen Taux dauerhaft a signifikant ënner 10% ze drécken.

Den Haaptproblem an eisem Schoulsystem sinn d'Sprooche respektiv d'Dräisproochegkeet vun eisem Bildungssystem. Vill schoulesch Échece si mat engem Échec an enger vun deenen dräi Sprooche verbonnen. Mir kënnen dës Tatsaach zënter Joren net leugnen. Mir kenne se. Mä vill geännert huet sech näischt. Ännerungen am Sproochenunterricht, dat ginn ech zou, sinn net einfach. Well och wann déi dräi Sproochen op där enger Säit e Problem fir vill Kanner duerstellen, ass et awer och esou, dass eis Dräisproochegkeet a ville Fäll en Avantage ka sinn, zum Beispill notament am spéidere Berufsliewen.

D'DP trëtt dofir an, dass schonn am Précoce an an der Spillschoul, also dem éischte Cycle vun der Grondschoul, eng Sproocheförderung agefouert gëtt. D'niest si mer der Iwwerzeugung, dass Däitsch a Franséisch schonn an der Grondschoul konsequent missten als Friemsproochen enseignéiert ginn. Well och wann d'Lëtzebuurger Kanner duerch hir Mammesprooch eng gewësse Facilitéit fir déi däitsch Sprooch hunn, sou hunn dach Kanner mat engem francophonen Hannergrond éischter Problemer mat dem Däitschen, an emgedréit.

D'niest triede mir aus deene genannte Grënn och dofir an, dass d'Kanner sollten, oder sollen entweder op Däitsch oder op Franséisch alphabetiséiert ginn, an net nëmme, wéi dat bis elo de Fall ass, ausschliesslech op Däitsch.

Madame Presidentin, eng vun de Pisten, déi d'Europäesch Kommissioun an hirem Dokument „Europe 2020“ verfolgegt, ass

déi vun der Energieeffizienz a vun der Promotioun vun den erneierbaren Energien. Zu Lëtzebuerg, mir wëssen et, sinn d'Méiglechkeete vun der Energiegewinnung duerch erneierbar Energie limitéiert. D'DP huet dofir ëmmer gefuerdert, dass zousätzlech zu der Potenzialstudie och eng Wirtschaftlechkeets- respektiv eng Nohaltegkeetsanalys sollt duerchgefouert ginn, fir erauszefannen, wéi d'erneierbar Energien zu Lëtzebuerg kënnen ëmweltschonend a finanziell optimal agesat ginn.

Wou de Wee vun der Regierung am Beräich vun den erneierbaren Energien hiféiert, ass am Moment net kloer ze gesinn. Déi CO₂-Reduktiounen, déi mer an deene vergaangene Jore verbuche konnten, gi bal ausschliesslech op de Konto vun de sougenannte flexible Mechanisme mat Projeten am Ausland. Datselwecht gëllt och fir den Engagement vun der Regierung, un Offshore-Wandparke virun der Küst vun Däitschland ze participéieren. Wéi dat Ganzt sech an eng kohärent Strategie agliddert, mat där mer eisen internationalen Engagement am Beräich vun der CO₂-Reduktioun kënnen gerecht ginn, ass net ze gesinn.

Et ass net ze gesinn, wéi mer dës Energiegend dozou notze wëllen, fir eis Économie op d'Zukunft virzereeden. Et ass net ze gesinn, wéi mer eis zu Lëtzebuerg wëllen Know-how am Beräich vun der Energieeffizienz opbauen, deen eis kéint erlaben, e Kompetenzpôle an diesen Zukunftstechnologien ze ginn. Et ass net ze gesinn, wéi mer op deem Wuesstumsmaart Aktivitéiten op Lëtzebuerg wëllen zéien an nei Aarbechtsplaze wëlle schaffen. Et ass net ze gesinn, wou d'Regierung an deem Kontext hi wëllt.

Et ass kloer, dass dat gréissten Aspuepotenzial fir CO₂-Emissiounen bei de privaten Haushalter läit, an do virun allem beim Energieverbrauch vun den Haiser a beim individuellen Transport.

D'Demokratesch Partei huet dofir säit 2007 e grouss ugeluechte Sanierungsprogramm gefuerdert, vun deem d'Bierger, d'Betriber, de Stat a letzlech d'Natur profitéiert hätten. Mir hunn dat och haart an däitlech gesot, wéi d'Regierung hire Konjunkturprogramm am Budget 2009 opgestallt huet. D'DP hätt manner an de Bëton a méi an d'Energieeffizienz investéiert. Ab 2020 wäerten an der Europäescher Unioun just nach Haiser gebaut dierfe ginn, déi no dem „zero energy“-Standard sinn. Spéitstens da wäerten alleguer d'Länner an der Europäescher Unioun sech den Know-how an deem Beräich ugëeegent hunn.

Mam Albausanierungsprogramm vun der Demokratescher Partei wär Lëtzebuerg den „first mover“ gewiescht an hätt vun deem Virsprong profitéieren kënnen, fir de Standard Lëtzebuerg opzebauen an nei Aarbechtsplazen ze schaffen. Mä dese Virsprong ass amgaangen ze schmëlzen. Wann d'Regierung net schnell eng Initiativ ergräift, muss se sech de Virwurf gefale loosse, dass se dës Chance verpasst huet, an dass et just bei de Sonndesrieden iwwert d'Zukunftstechnologie bleift.

E weidert Aspuepotenzial läit wéi gesot beim individuellen Transport. D'DP huet sech dofir ausgeschat, dass den öffentlichen Transport eng absolut Prioritéit muss sinn an eiser Politik. Et dierfe keng gréisser Stroossebauprojeten an Ugrëff geholl ginn, ier mer net en integriert Verkéierskonzept emgesat hunn, dat et eis erlaabt, eis Ziler, wat den „modal split“ an d'CO₂-Reduktioun betrëfft, ze erfëllen.

Schonn haut zielt d'Stad Lëtzebuerg ronn 700.000 Beweugunge pro Dag an d'Stad eran an eraus, an ee GPS-Hiersteller huet Lëtzebuerg déi zweifelhaft Eier zoukomme gelooss, ënnert den Top fënnf vun deenen europäesche Stied mat deene meeschte Stauen ze sinn. Wa mir an de kommende Jore mat net groussen Ustengunge rechnen kënnen an déi och maachen, fir den öffentlichen Transport zu Lëtzebuerg méi attraktiv an effizient ze maachen, droht eis méi séier wéi esou munchereen denkt de Verkéiersinfarkt mat alle Konsequenze fir d'Liewensqualität vun de Bierger, awer och mat de Konsequenze fir eis national Wirtschaft.

Zur Pauvretéit, Madame Presidentin. Hei zu Lëtzebuerg hu mir dacks nach d'Gefill, dass d'Aarmut eppes ass, wat eng Minor-

téit concernéiert. Or, et ass eng Tatsaach, dass et ëmmer méi Leit gëtt, deenen et net esou gutt geet, an dat och besonnesch virum Hannergrond vun der Finanz- a vun der Wirtschaftskris. Wa mir iwwer Aarmut schwätzen, da geet et ëm d'Würd vum Mënsch. Dacks kënnen déi betraffe Leit nëmme ageschränkt um gesellschaftleche Liewen deelhuelen. Et geet och ëm d'Chancéglichheet an eiser Gesellschaft, fir dass déi Jonk net datselwecht Schicksal mussen erleide wéi hir Elteren.

Aarmut ass net nëmme e materiellen a finanzielle Problem. Sécherlech ass dësen Aspekt dee sichtbarsten. Mä et gëtt och aner Zorte vun Aarmut, wéi zum Beispill den héijen Taux vu Suicidë bei eiser Jugend, dee sécherlech net nëmme op materiell Ursachen zrëckzeféieren ass.

Madame Presidentin, de materiellen Aspekt ass an der Aarmutsfro mat Ofstand dee wichtigsten. An awer gëtt et dernieft och nach aner Beräicher. Et gëtt nieft deene Leit, déi opgrond vu finanzielle Schwierigkeeten ausgeschloss sinn, och nach Leit, déi ausgegrenzt sinn, well se keng Wunneng oder keng Aarbecht hunn.

Finanziell Schwierigkeete bréngen och aner Problemer mat sech respektiv duerch de Verloscht vun der Aarbecht geréit ee finanziell an d'Labrängen. Oder awer, et kritt een de Loyer oder de Prêt vun Haus net méi bezuelt. Dat Ganzt entwéckelt sech dacks zu engem Däiwelskrees, engem Cercle vicieux, a schlussendlech landen déi Betraffen op der Strooss.

Dacks sinn awer och Leit aus eiser Gesellschaft ausgeschloss wéinst Krankheet oder engem Handicap. D'Feele vu soziale Kontakter an de Manque u Bildung sinn aner méiglech Indicateure vu sozialer Exklusioun.

D'Strategie „Europe 2020“ setzt och e groussen Akzent op d'Kommunikationstechnologien. Ech sinn hei nëmme op déi fënnf Haaptobjektiver virdrun agaangen, awer d'Fro vun den Informatiouns- a Kommunikationstechnologie féiert mech och nach zu enger anerer Iwwerleeung, wat d'Aarmut ubelaangt. Wann ee keen Zougang zum Internet huet, dann huet een haut schonns en Nodeel, well een net all d'Informatiounen huet. Et kann net sinn, dass nëmme Privilegiierter en Zougang dozou hunn, an déi aner, well se net iwwert den néidegen Know-how, net iwwert dat néidegt Fachwësse verfügen am Émgang mat PC, Internet oder Handy, ausgeschloss sinn.

Et geet net duer, deen néidege Breetband-Output zur Verfügung ze stellen. Den intelligenten Émgang mat diesen Technologie muss jiddwerengem bäibruucht ginn. D'DP géif et dohier begrëissen, wann an eise Schoule méi Wäert op d'Medien-erzéiung a Mediëkompetenz géif geluecht ginn, a mir hu jo elo viru kuerzem dozou eng Motioun ugeholl.

Mä och domat ass et net gedoen. Och déi eeler Generatioun muss d'Méiglechkeet kréien, sech mat diesen Technologie vertraut ze maachen an den Émgang domat ze léieren. Mir riskéiere soss, dass nees en Deel vun eiser Bevölkerung ausgeschloss gëtt. An deem Fall emol net onbedéngt, well si aarm am materielle Sënn sinn, mä well si aarm un Informatiounen sinn.

Dat ass sécherlech nëmme e Randaspekt vun der Problematik Aarmut. Ech warnen awer dovur, dësen Aspekt ze ënnerschätzen. Oft genuch krute mir schliesslech an de leschte Jore vu ville Wëssenschaftler a Fuerscher ze héieren, dass dat 21. Jorhonnert d'Jorhonnert vun der Technik a vun der Informatioun géif ginn.

Madame Presidentin, viles wär nach ze soen zu „Europe 2020“, viles wär nach ze soen zu der Gouvernance, déi d'EU sech a puncto Stabilitéitspakt, Euro a Wuesstumsstrategie misst ginn. Kloer ass, dass all déi Elementer net lassgeléist gekuckt dierfe ginn. Eng integriert Strategie muss gefuer ginn. Duerfir besteet fir d'DP keen Zweifel. Mir erwaarden eis och vum Conseil européen vum kommende 17. Juni, dass deem esou wäert sinn. Elo, wou déi néideg wichtige Dispositiounen um Niveau vum Euro geholl sinn, muss de Bléck nees fräi si fir eng Wuesstumsstrategie, déi deen Numm verdéngt, déi vun alle Memberlänner gedroen an agehale gëtt.

2020 ass net muer, ass net d'Zukunft.

2020 ass eigentlech schonn haut! Wat d'Stats-a Regierungschefen awer wësse mussen, dat ass, dass si elo de Grondsteen vun eiser Zukunft an domadder och a grad vun deenen nächste Generatiounen leeën. Eis hei zu Lëtzebuerg dispenséiert et egal wéi net, an dat soen ech un d'Adress vun de Regierungsparteien, déi d'Zukunft elo virzereeden hunn. Leider hunn déi lescht Wochen a Méint gewisen, dass awer eis Regierung och do nach ëmmer en Tunnelbléck huet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Bauer. D'Wuert geet dann elo weider un den honorabelen Här Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, „Europe 2020“, alt erëm eng nei Strategie fir Europa. Eng nei Strategie fir Europa, déi Europa fit maache soll fir d'21. Jorhonnert. Dës nei Strategie ass bekanntlech d'Nofolgestrategie vun der Lissabon-Agenda vum Joer 2000, déi jo bekanntlech aus der Europäescher Unioun déi wëssensbaséierend a kompetitiivst Wirtschaft vun der Welt sollt maachen. D'Resultat kenne mer!

„Europe 2020“ dergéint soll an den nächsten zéng Joer der Europäescher Unioun en intelligenten, nohaltegen an integrativen Wuesstum bréngen. Eng Lissabon-Strategie, déi wäit ewech awer bliwwen ass vun hirem am Joer 2000 feierlech deklaréierten Ziler. Kaum ausgelaf, scho gëtt eng nei Strategie lancéiert, ouni datt déi al Strategie enger seriöser Evaluatioun ënnerzu gouf. Op jidde Fall net, datt ech mech kënn erënneren, datt mir deen Exercice hei am héijen Haus gemaach hätten. Et kënn ee sech esou vir wéi fréier bei de Fransosen: „Le roi est mort, vive le roi!“

Eng nei Strategie, déi zu engem Zäitpunkt kënn, wou d'Wonnen, ausgeléist duerch déi weltwäit Finanz- a Wirtschaftskris, nach laang net ausgeheelt sinn. Eng Kris, déi vill Misär hannerlooss huet a besonnesch um Aarbechtsmaart hir Spuren hannerlooss huet. Haut leie mer iwwer 10% Chômage en moyenne an der EU, mat Spëtze bis iwwer 20%. Zuelen, déi ze denke ginn. Zuelen, déi a sech Angscht maachen.

Eng éischt Fro stellt sech hei schonn direkt betreffend den Aarbechtsmaart. Huet déi nei Strategie déi néideg Instrumenter a Moosnamen, fir deem entgéintzewierken? Sinn déi néideg Analysen duerchgefouert ginn, déi zu deem dramatesche Réckgang um Aarbechtsplazemarché bäigedroen hunn? Gläich am Virwuert zur neier Strategie ass ze liesen: Et geet ëm nei Aarbechtsplazen an ëm méi Liewensqualität. A kuerz drop: De Strategiepabeier weist Weeër op, wéi Europa Wuesstum verwierkleche kann. Ass et dat, wat mir brauchen? Wéi ee Wuesstum wëlle mer iwwerhaapt? Ass d'Wuesstumslogik, esou wéi se nach ëmmer definéiert ass, dat richtegt Instrument, fir deem entgéintzewierken? Mir hoffen, datt mir endlech déi richteg Léieren aus dieser Kris wäerten zéien an endlech aus där blanner Wuesstumslogik erauskommen.

D'Diskussiounen vun haut kënnen deemno nëmme en éischten Ufank sinn. Hei gëllt et och endlech de Lien tëschent deem, wat gëschter hei an der Nohaltegkeetsdebat diskutéiert gouf, mat deem vun haut ze verbannen. Dëst muss a soll eist Zil sinn, alles anescht ass nëmme eng Schein- oder Alibidebat. Eppes ass awer elo scho gewosst, datt d'Efforten, déi hei opbruecht musse ginn, nach vill wäerte kaschten, net nëmme um finanzielle Plang, mä awer och besonnesch do.

D'Rettungsaktiounen vun den europäesche Länner, fir hir Banken um Iwwerliewen ze halen, hunn awer eng katastrophenal Finanzsituatioun vun de meeschte Länner hannerlooss. D'Finanzcapacitéit vun de Länner sinn dobäi un hir Grenze gestouss, mat bal dramatesche Konsequenzen och fir déi europäesch Währung. De finanzielle Spillraum, fir zum Beispill Ennerstëtzungsmoosnamen ze maachen, ass dobäi praktesch op null reduzéiert ginn. Hei sinn nei Iddien, nei Konzepter gefrot; al agesesse Gewunnechten a Fro ze stellen, ouni awer zukünfte Generatiounen nach weider ze belasschten, sief dat um ekologeschen, sozialen oder nach wirtschaftleche Plang.

Mat Geld ass dës Kris net méi ze bewältegen. Däers ass keent méi do! Neen, d'Politik ass elo gefuerdert. Ech kann lech elo scho versécheren, datt déi gréng prett sinn, fir déi Debatt wëllen aktiv a konstruktiv matzegestalten. Huet Europa nach an den Ufanksjore vum 21. Johonnert um Wirtschaftsplang kënne mathalen - a besonnesch Lëtzebuerg mat Wuesstumszuelen en moyenne iwwer 5% -, esou spillt d'Musek haut an aneren Deeler vun der Welt. Wirtschaftswuesstumer vun 9, 10, wann net iwwer 12% ginn erëm a China geschriwwen.

Duerch d'Lissabon-Strategie vun 2000 sollt jo bis 2010, also haut, aus Europa déi dynameschst, wettbewerbsfähigst a wëssensbaséierendst Wirtschaft vun der Welt ginn. Haut kléngt dat schonn e bësse méi bescheiden, wann een d'Begrënnung vun där neier Strategie noliest. Nëmme wann d'EU-State gemeinsam handeln, kann d'Wirtschaftskris iwwerwonnen ginn, kommentéiert d'EU-Kommissioun. Geléngt eis dat net, esou kënne mer e verluerend Jorzéngt erliewen, wat charakteriséiert gëtt duerch e stänneg ageschränktent Wuessstum an en héijen Niveau u struktureller Aarbechtslosigkeit.

Fir deem elo entgéintzewierken, gëtt d'Kommissioun dës Kéier fënnf EU-wäit Objektiv vir. Meng Virriedner hunn déi des Wäiten an des Breede schonn eng Kéier hei erklärt, an duerfir wëilt ech och kuerz nëmmen op zwee Punkten dovunner zrëckkommen. Insbesonnesch déi 20-20-20-Klima- an Energieziler musse fir déi gréng erreecht ginn, wann net nach méi. An insbesonnesch wat de Schoulouf-broch vun ënner 10% ubelaangt, ass och deem, déi Objektiv, déi mer onbedéngt mussen ëmsetzen.

D'Objektiv am Groussen a Ganze kënne mer duerchaus matdroen. Wien ass net derfir, datt d'Leit a Beschäftegung bleiwen an och sinn? Säit Laangem ass gewosst, datt eng gutt schoulesch Ausbildung éischter zu enger Aarbecht féiert an och gläichzäiteg eppes géint d'Aarmut bäidréit. Objektiv, wou den „Wéi?“ awer nach muss ënnersicht ginn. Fir déi Objektiv kënne ze errechen, huet d'Kommissioun dräi Prioritéite festgeluecht: intelligent, nohaltegt an inklusivt Wuessstum. Och dat kënne mir nach ëmmer matdroen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dës kléngt erëm alles schéin a gutt. Objektiv ze setzen, ass sécherlech hëllefbräich an och sënnavoll. Dës Objektiv eleng sinn awer kee Selbstzweck, mä nëmme valabel a Verbindung mat enger éierlecher Aussenanersetzung mat deem, wat war, an enger begleedender Evaluatiounsprozedur fir d'Zukunft. Ouni dës déif gräifend Reflexioun bréngt och déi bescht Absichtserklärung näischt. Besonnesch déi Punkte feelen awer hei bei der Lancéierung vun der neier Strategie fir 2020.

Aus eiser Siicht wier et emol fir d'Éischt un der Rei gewiescht, eng Evaluatiouns- a Reflexiounsphas duerchzuféieren, éier ee sech erëm an eng nei Orientatioun stierzt. An dës, wann ech gelift, net nëmmen ënner Politiker, mä mat breedem Publikum. Sécherlech gouf et déi eng oder aner Consultatioun. Wien dobausse kann da mat der Lissabon-Strategie eppes ufänken? Déi nei Strategie 2020 soll awer d'Objektiv an d'Richtlinne vun Europa definéieren. Déi kënne net nëmmen eleng um Politikerniveau debattéiert ginn.

Ob mer elo dës Joer oder d'nächst Joer eng nei Strategie lancéieren, mécht u sech der Kaz kee Bockel. Wichtig bleift fir eis, eng kritesch an éierlech Reflexioun iwwer d'Lissabon-Strategie vun 2000 duerchzuféieren. Leider vermësse mer awer hei dës Reflexiounsphas. Et schéngt eis, datt déi jëtzeg Kommissioun sech mat neien Aktiounen a Strategien direkt am Ufank an neien Aktionismus lancéiere wëllt. Dem europäesche Geescht ass dës, aus eiser Siicht jiddefalls, net dénglech.

Ëmsou méi wichtig gëtt déi Analys, wann een d'Kommentare vun enger Rei vun héije Politiker vun de leschten Deeg a Woche liest. Esou huet zum Beispill de Guy Verhofstadt, senges Zeechens Ex-Premier vun der Belsch, virdru gewarnt, sech an eng nei Strategie ze lancéieren, ouni datt och iwwer d'Ëmsetzungsstrategie, souwuel op EU- wéi och op Lännerniveau,

diskutiert gouf. Et mécht nämlech, laut Ausso vum Verhofstadt, wéineg Sënn, eng Strategie ze lancéieren, ouni déi néideg contraignant Moosnamen, wann eenzel Ziler net ëmgesat goufen. Hie selwer als Ex-Premier huet sech nämlech wéineg un d'Empfehlung vun der Kommissioun gehalten. D'Lissabon-Strategie war deemno keng Prioritéit fir déi belsch Regierung.

Wien also de Constat iwwer d'Lissabon-Strategie mécht, kënnt zu darselwechter Konklusioun. Déi Strategie, déi vun der EU am Joer 2000 definéiert ginn ass, huet net dat bruecht, wat versprach ginn ass. Europa ass net zu der kompetitivster, dynameschter Economie mat engem durable Wuessstum a gousser sozialer Kohärenz ginn. Och ouni Finanz- a Wirtschaftskris wieren d'Objektiv vun der Lissabon-Strategie net erreecht ginn.

Dës gëllt och fir Lëtzebuerg, och wann deem een oder aneren Effort gemaach gouf. Duerfir sinn ze vill strukturell Defiziter iwwer all déi Joren accumuléiert ginn, déi elo bei Krisenzäit un d'Uewerfläch kommen, wéi de Pétrol am Golf vu Mexiko. Parallele kann een tëschent dem chaotesche Virgoe vun der BP wéi och vun der Regierung, wat d'Upake vu strukturelle Problemer ugeet, zéien. Preparéiert war weder deem een nach deem aneren, vu Léisungen net ze schwätzen.

Zréck awer nach eng Kéier zu den Ziler vun der Lissabon-Strategie. Vum Zil, dës Joer 70% Taux d'emploi an dräi Prozent BIP fir Fuerschung ze errechen, si mer nach ëmmer wäit ewech, och wa mir hei zu Lëtzebuerg an de leschte Jorzéngte grousse Effortë gemaach hunn. Festzehale bleift awer, datt mer mat 1,6% nach ëmmer vum Zil vun dräi Prozent ewech sinn.

Den neoliberale Wuessstumsmodell huet net funktionéiert. En huet zu soziale Verwerfungen gefouert an Europa, net méi Aarbecht an och net méi sozial Kohesioun bruecht. De Chômage an der EU, wéi virdru scho gesot, läit mëttlerweil an der Moyenne bei iwwer zéng Prozent. Trotz ville schéine Wieder, an dat ass besonnesch erschreckend, ass Europa nach wäit ewech vun enger nohalteger Wirtschaftspolitik, déi Investitiounen an ekologesch Zukunftstechnologien däitlech Prioritéite gëtt.

Europa war emol an den Ëmwelttechnologie féierend. Dës Leadership gëtt et haut net méi. Länner wéi China, mä och d'USA hunn eis haut schonn de Schneid ofkaaft. Statt weiderhin an technologesch Loftschlänner ze investéieren, wéi de Fusionsreaktor ITER, mat ëmmer méi héije Käschten - mëttlerweil si mer jo scho bei iwwer sechs oder bei bal sechs Milliarden ukomm, wat enger méi wéi Verdueblung vun de Käschten entsprécht -, hätte mer vill besser, endlech an zukunfteg an nohalteg Technologien ze investéieren.

E sougenannten „new green deal“ wier hei ubruecht. Ech zitieren duerfir gären hei de leschte Saz aus dem PNDD-Rapport vun der Nohaltegeekommmission, dee gëscht hei debattéiert gouf: «Un „new green deal“ permettra de transformer nos idées innovantes en nouveaux produits et services du type vert, de créer des emplois de qualité durables et de faire face aux défis sociétaux.» Dës zwou Verbannunge vu gëscht där Debatt an haut där Debatt sinn duerfir fir déi gréng ganz wichtig.

Da sinn et natierlech d'Memberstate selwer, esou wéi virdru am Fall vun der Belsch erklärt, déi net vill vun der Strategie ëmgesat hunn. D'Strategie gouf nëmmen hallefhäerzeg an de Länner ugepaakt, geschweige nach ëmgesat, an d'Empfehlung vun der Kommissioun gréisstendeels ignoréiert. Wat kann een also vun enger Strategie erwaarden, déi enger anerer follegt, ouni datt d'Leiere gezu goufen, a wou elo schonn erëm déiselwecht Feeler gemaach ginn direkt am Ufank?

Eng Strategie ass am Endeffekt ëmmer nëmmen dann nëtzlech, wann de Prozess, fir se auszeschaffen, laang genuch gedauert huet, fir datt d'Leit sech konnten domadder ausenanersetzen, fir se ze verbesseren, an esou lues a lues d'Gefill kréien, et wier hir Strategie. Also, eleng esou, wéi de Prozess de Moment erëm gefouert gëtt, wäert och dës Strategie erëm zum Scheitern veruerteelt sinn. D'Form vun der Ëmsetzung an der Evaluatioun vun

der Lissabon-Strategie wéi och erëm d'Virbereedung vun der neier Strategie 2020 kënne mir duerfir net esou akzeptéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wat den Inhalt vun der Strategie betrëfft, gesi mir ganz grousse Defiziter. Och wann... Pardon, Madame Presidentin.

Esou gesi mer an der neier Strategie folgend positiv Elementer: d'gréng Economie gëtt als eng vun de wichtigsten Achse vun enger kompetitiver Wirtschaft am Joer 2020 ugesinn. Dat ass en däitleche Fortschritt. Et gëtt däitlech ervirgestrich, datt d'EU nëmme ka wannen, wa mer bei de gréngen Zukunftstechnologien en Zant zouleeën an zu de grousse Acteuren USA, Indien a China uschlëssen.

Et gëtt betount, datt den EU-Klimaschutzprogramm positiv Wierkungen op d'EU-Economie huet. No den Estimatiounen vun der EU-Kommissioun kann d'EU doduerch d'Uelech- a Gasimporter an der Héicht vu 60 Milliarden Euro reduzéieren.

Et gëtt endlech e konkret Zil, d'Aarmut an der EU ze reduzéieren an d'sozial Inclusioun ze verbesseren. Hei ass och positiv ze ënnersträchen, datt virun zwee Deeg d'Aarbechts- a Sozialministere vun den EU-Länner sech endlech op gemeinsam Aarmutsindikatoren festleeë konnten.

Et gëtt awer och nach eng ganz Rei vun negativen Punkten, déi aus grénger Siicht onbedéngt nei mussen iwwerschaft respektiv iwwerducht ginn. D'Strategie schreift wéineg konkret Mesurë vir, wéi dann elo konkret Ekotechnologien an erneierbar Energie gefördert kënne ginn. Et gëtt keen ambitiëst Zil vun 30 oder 40% CO₂-Reduktioun fir Europa respektiv d'Introduktioun vun enger CO₂-Tax oder Energietax, fir de Wandel an eng CO₂-aarm Gesellschaft ze finanzéieren.

Et gëtt keng Indicateuren, fir de Wuessstum sozial an ekologesch ze moossen. Et feelt och ganz d'Diskussioun, ob mer net e qualitative Wuessstumsmodell brauchen. Et gëtt keng konkret gréng Job-Strategie proposéiert, obschonns an dësem Beräich immens vill Potenzial do sinn. Et gëtt och net iwwer eng besser Ëmverdeelung vum Reichtum geschwat. Gläichstellung vu Mann a Fra spillt och keng Roll.

Last but not least, dës Strategie kënnt eis op den Dësch am Moment vun engem totalen Dérapage vun der Politik vum Laisser-faire. Trotzdem si keng Regulatiounsmechanisme fir eng méi kontrolléiert Finanz- a Wirtschaftswelt an der Strategie. Och de Modell vun der Liberaliséierung gëtt weidergeschriwwen.

D'EU-Strategie ass eng Rumm. D'Launé vun der allgemenger EU-Strategie si keng Excuse, et net national awer besser ze maachen. D'Debatt vun haut ka fir déi gréng deemno quasi nëmmen de Startschuss sinn, fir déi national Ëmsetzung vun der Strategie ze preparéieren. D'Evaluatioun vun eiser nationaler Wuessstumsstrategie vun 2007 weist nach op, datt nach ëmmer erëm déiselwecht Beräicher déck Defiziter hunn. Den Taux d'emploi bleift nach ënnert dem EU-Zil, besonnesch déi Eeler fanne keng Plaz méi um Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg. Och d'Fraen hunn et, am EU-Verglach, schwéier.

Et gëtt zwar méi an d'Recherche investéiert, mä ëmmer nach net genuch am Verglach mat villen anere Länner. Do si mer nach ëmmer ënnert dem EU-Zil. Et gëtt nach vill ze mann Lëtzeburger Uni-Studenten, a vill ze vill Jonker, déi ouni Ofschloss vun der Schoul ofginn. Den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg bleift och no de soziale Mesurë grousse. Eis CO₂-Emissiounen lafen eis carrément fort, a mir si bei den erneierbaren Energien an der Energieeffektivitéit ee vun de Leschten an der EU. D'Finanz- a Wirtschaftskris huet op ville Punkten dës zousätzlech verstärkt.

Alles dat beweist, mir gi mat de Ressourcen, déi mir fir eise wirtschaftleche Wuessstum brauchen, net gutt ëm. Mir investéieren net genuch an d'human Ressourcen, an d'Fuerschung, a bréngen et net fäerdeg, eis Jonk ze qualifizéieren. Mir ënnere huelen net genuch, fir eis eegen Energieressourcen auszebauen, fir manner vun den Energieimporter an der Uelechpräspirale ofhängeg ze ginn. Kuerz, mir investéieren net an d'Zukunft. Mir mussen also d'Debatt iwwer eis Wuessstumsstrategie ëmmer mat der Debatt ëm d'Éducatioun

an d'Ëmwelt an d'Energie verbannen, soss lafe mer mam Kapp an d'Mauer.

D'Diskussioun vu gëscht iwwer d'PNDD muss zesumme mat den Diskussiounen vun haut iwwer EU 2020 gefouert, awer och virbereet an ausgewäert ginn. Och déi Chance ass erëm hei verpasst ginn, obschonns mir an der Ekonomiekommissioun doriwuer geschwat hunn, datt mer eng gemeinsam Virbereedung sollt maachen, fir dës Debatt haut de Mëtteg hei wëllen a kënne ze preparéieren.

Déi gréng setzen op en anere Wuessstum an investéieren an déi Ressourcen, déi mir fir d'Zukunft vun eisem Land brauchen. Fir et mat der OECD ze soen: Mir brauchen eng Wuessstumsstrategie fir d'Ëmwelt zu Lëtzebuerg, e Paquet vert, e Bündel vu fiskaleschen a politesche Moosnamen fir Industrie, Recherche, Handwierk, Populatioun, fir op den Energieviessel virbereet ze sinn. Dat muss de Kär vum nationalen Aktiounsplang ginn.

Fir ofzeschlëssen wëll ech dofir zwou Motiounen déposéieren, wou engersäits eng Kéier d'Lëtzeburger Regierung opgefouert gëtt, heiheem eng wahrlech, richtig Debatt ze lancéieren, nämlech mat sämtlechen... - wéi vu ville Fraktiounen virdru schonn hei betount -, datt déi Analys, déi mer iwwer d'Strategie vu Lissabon gemaach hunn, net ausräichend war an datt mer érischt do, iwwer déi Analys, kënne eng richtig an éierlech Debatt féieren iwwer d'Strategie vun 2020.

Dofir déposéieren ech gär eng éischt Motioun a gläichzäiteg an där éischter Motioun wëlle mer d'Regierung opfuere - well esou vill Lacunen nach am EU-Dossier sinn -, datt mer eng Auszäit huelen. Och op EU-Niveau bleiwen nach eng ganz Rei vu Froen ze diskutéieren an eng ganz Rei vun Evaluatiounen duerchzuféieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu le projet de la Commission européenne «EUROPE 2020: Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive», dans lequel la Commission propose à l'Union européenne cinq objectifs mesurables pour 2020 qui guideront l'Union à sortir de la crise économique et financière et qui se déclineront en objectifs nationaux dans les domaines suivants: l'emploi, la recherche et l'innovation, le changement climatique et l'énergie, l'éducation et enfin la lutte contre la pauvreté;

- considérant que cette stratégie est destinée à remplacer la stratégie dite «de Lisbonne», signée pendant le Conseil européen de Lisbonne en mars 2000 par les chefs d'État ou de Gouvernement. Son credo était «...de faire en sorte que l'Europe devienne l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable, accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale.»;

- considérant le nombre de ceux qui estiment que la stratégie de Lisbonne a subi un échec qui est dû, entre autres, au fait que ladite stratégie est restée exclusivement un document politique, sans toucher vraiment les acteurs économiques et la société civile;

- estimant que - et sans vouloir entrer dans la matière de Europe 2020 - la démarche actuelle pour arriver à la nouvelle stratégie risque d'aboutir de nouveau à un document qui restera lettre morte;

- considérant que, dans le cadre de ce débat d'orientation, une évaluation européenne et nationale de ladite stratégie de Lisbonne fait défaut;

- estimant que, compte tenu de la crise économique et financière actuelle, une discussion approfondie de la stratégie EU 2020 serait d'autant plus importante;

- considérant qu'il est indispensable pour un tel débat approfondi dans la Chambre des Députés de réaliser en amont un travail préparatoire poussé dans différentes commissions parlementaires;

- vu les délais pour l'établissement des programmes nationaux dans le cadre de la stratégie EU 2020 (octobre 2010);

invite le Gouvernement

- à plaider au niveau européen pour reporter la décision définitive sur le document EU 2020 afin de permettre le lancement d'une campagne de consultation européenne et nationale incluant un bilan de la stratégie dite «de Lisbonne» et

- à organiser au Luxembourg dès à présent une large consultation des acteurs économiques et de la société civile en relation avec la définition des objectifs du Luxembourg et l'établissement du plan national dans le cadre de la stratégie EU 2020.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

Da wëll ech awer och nach op déi Defiziter hiweisen, déi - virdu kuerz ernimmt - och nach ëmmer an der Strategie 2020 virzefanne sinn. Dofir eng zweet Motioun, wou mer wuel déi fënnef Objektiv begrëssen. Och déi kënnen mer weiderhin esou ënnerstëtzen. Et bliwen awer fir eis eng ganz Rei vun Defiziter, sief et am Ekologeschen, am Sozialen an op de Finanzen:

Eng Kéier am Ekologeschen, wou mer drop hiweisen, datt déi Ambitioun vu minus 20% eis bäi Wäitem net duerginn an dofir den Effort soll gemaach gi bis op 30%; datt mer de Moossindikator - wat mer och hei a Lëtzebuerg wëlle probéieren -, nämlech de BIP, net huelen als dee Moossstab, fir de Wirtschaftswuesstum oder d'allgemeint Wuelbefanne vun enger Gesellschaft ze definéieren, mä datt mer méi eng breet Diskussioun do solle lassklappen; datt mer och d'Fraerechter an d'Fraeförderung an dem europäeschen Dossier méi no vir bréngen.

Dann natierlech eng ganz wichteg - aus grénger Siicht - Fuerderung: datt mer endlech d'Aarbecht entlaaschten an d'Ressourcen anescht besteieren, d'Ressourcen am Sënn vu Buedemressourcen, natierleche Ressourcen an insbesondere Energieresourcen. Mir mussen ewechkommen, datt all Belaaschtungen iwwer d'Aarbechtskräften ginn, an do fuerdere mer op, datt d'Regierung sech zu Bréissel staarkmécht fir eng zéngprozenteg Reduktioun vun der fiskalescher Belaaschtung op d'Aarbecht.

Dann am Sozialen, do wëlle mer och eng Rei vun Diskussiounen op EU-Niveau vun der Regierung lassklappen. Nämlech, datt eng ganz Rei vu Fongen esou ëmorientéiert ginn, datt d'Aarmut ka konsequent an effikass a ganz Europa bekämpft ginn. Dofir eng ganz Rei vu Fuerderungen, fir insbesondere d'strukturrell Fongen an d'Kohesionsfongen esou ëmzeorientéieren, datt d'Aarmut kann iwwer sozial Moossname begrenzt ginn.

An dann zum Schluss déi finanziell Kaderen: Et gëtt wuel international iwwer eng ganz Rei vu Moossname geschwat. Effektiv hu mer awer nach näischt Zahlbares héieren. Dofir och hei eng Rei vu Fuerderungen, fir datt d'Regierung sech op europäeschem Niveau endlech staarkmécht, fir datt och d'Finanztransaktioner richteg a wichteg kënnen kontrolléiert ginn an och entsprechend hire Bäitrag bäidroen zu der Krisenbewälteung, déi de Moment nach ëmmer grouss a stänneg do ass. Dofir déposéieren ech déi zweet Motioun.

Ech soen lech Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

vu le projet de la Commission européenne «EUROPE 2020: Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive», dans lequel la Commission propose à l'Union européenne cinq grands objectifs mesurables pour 2020, à savoir:

- faire passer le taux d'emploi de la population âgée de 20 à 64 ans de 69% actuellement à au moins 75%;

- atteindre l'objectif d'investir 3% du PIB dans la R&D, en améliorant notamment les conditions des investissements du secteur privé dans la R&D, et mettre au point un nouvel indicateur pour suivre l'innovation;

- réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% par rapport aux niveaux de 1990 ou de 30% si les conditions le permettent, faire passer à 20% la part de l'énergie renouvelable dans notre consommation finale d'énergie et augmenter de 20% notre efficacité énergétique;

- faire tomber à 10%, contre 15% actuellement, le pourcentage de jeunes qui quittent l'école prématurément et faire passer de 31% à au moins 40% la part de la population âgée de 30 à 34 ans ayant achevé un cursus postsecondaire;

- réduire de 25% le nombre d'Européens vivant au-dessous des seuils de pauvreté nationaux, afin de faire sortir 20 millions de personnes de la pauvreté;

- estimant que ces objectifs ne tiennent pas toujours compte des nécessités scientifiques et politiques d'un développement durable aussi bien dans le domaine environnemental que dans le domaine d'un développement équitable au niveau mondial;

invite le Gouvernement

à plaider au niveau européen afin de modifier et compléter les objectifs de la stratégie EU 2020 de façon suivante:

- augmenter le taux de réduction des gaz à effet de serre à 30% par rapport aux niveaux de 1990 (au lieu de 20%) et introduire une taxe carbone/taxe énergie destinée au financement des innovations pour la protection du climat;

- recourir à des indicateurs qui vont au-delà du PIB, y compris un ensemble d'indicateurs relatifs au bien-être, à l'éradication de la pauvreté, à l'égalité homme femme, à l'égalité pour tous (entre les régions et entre les riches et les pauvres), à l'énergie, à l'utilisation des ressources naturelles et aux pressions sur les écosystèmes;

- réviser l'assiette des recettes publiques, notamment en réduisant d'ici à 2020 la pression fiscale sur le travail d'au moins 10% de l'assiette d'imposition et en la reportant sur l'environnement, l'utilisation des ressources naturelles et le capital, en appliquant la méthode ouverte de coordination associée à une coopération renforcée. Cela aiderait à encourager une utilisation de l'énergie plus efficace, taxerait ce que nous voulons voir disparaître (utilisation abusive des ressources et pratiques polluantes) au lieu de taxer ce que nous voulons favoriser (revenus et emplois);

réorienter les principaux programmes de l'UE, notamment:

- en suspendant ou en réorientant les financements qui sont contraires aux objectifs sociaux et environnementaux de l'UE (y compris les impacts mondiaux) ou les financements qui supposent une augmentation de l'utilisation de l'énergie et des ressources, en révisant la régulation européenne à cet effet;

- en destinant principalement les Fonds structurels et le Fonds de cohésion à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, à investir dans les infrastructures sociales locales et les systèmes énergétiques et de transport durables;

- en privilégiant les entreprises d'économie sociale, essentiellement motivées par les progrès sociaux;

- en réformant le programme de recherche et de développement afin de garantir sa contribution au progrès social et aux objectifs environnementaux;

réviser les politiques financières européennes, notamment:

- en adoptant des directives qui obligent les sociétés à lier les gains liés à l'actionnariat et aux performances économiques à long terme plutôt qu'à l'évolution de la valeur boursière à court terme;

- en mettant en place une autorité européenne de régulation des marchés financiers et une agence de notation européenne;

- en imposant une régulation contraignante des fonds à haut risque spéculatifs (ex. «short selling») ainsi qu'un enregistrement et une surveillance des agences de notation.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Kox. D'Wuert geet elo un den honorabelen Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, alt nees huet d'Kommissioun mat „Europa 2020“ et fäerdeg bruecht, fir en onlieserlecht Dokument ze presentéieren. Et brauch ee ganz vill Gedold, fir et ze lesen, fir da mussen um Schluss feststellen, datt et ganz weineg sennvoll nei Initiative fir den Développement vun der europäescher Economie bitt. Anscheinend déngt et haaptsächlech dozou, fir der Europäescher Kommissioun nach méi Kompetenzen op d'Käschte vun der Souveränitéit vun de Memberstaaten ze ginn.

Gläich am Ufank stelle mir dofir d'Fro, ob mir de Programm „Europa 2020“ iwwerhaupt an där Form brauchen an ob dee Programm de Leit dann iwwerhaupt eppes bréngt. Et gëtt just nees méi harmoniséiert an dirigéiert, ouni Noutwendegkeet an ouni en erkennbare Gewënn fir déi europäesch Bierger.

Mir hu scho vill iwwer Lissabon geschwat. Ech wëll dat elo net widderhuelen. Ech wëll just nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer schon 2005 festgestallt hunn, datt Lissabon haaptsächlech Bürokratie produzéiert huet, vill huel politesch Erklärungen, a mir wëssen, datt déi konkret Resultater vu Lissabon awer ganz modeste bliwwen sinn.

Iwwer d'Ursachen dofir kann ee streiden. Niewent der Finanzkris an der ekonomescher Kris, déi mer an der leschter Zäit hatten, gëtt ganz dacks behaupt, Europa hätt net genuch Aflossméiglechkeete gehat an och net genuch finanziell Moyenen, fir d'Engagement vun de Memberstaaten effikass ze koordinéieren an ze kontrolléieren. Och dofir an och dohier kommen elo déi Fuerderungen no nach méi europäesche Mëttelen a Kompetenzen.

Hei komme mir awer un eng éischt, ganz grundsätzlech Iwwerleeung: Wou leien d'Grenze vun der europäescher Intégratioun no bannen? Wat heescht eng Unioun, déi ëmmer méi enk gëtt an ëmmer méi zesummewuesse soll, an der Praxis? Gëtt et net och Grenze vun der Unioun no bannen, genausou, wéi et der och no bausse gëtt? Ass alles dat, wat mir dëser Deeg héiere vu Gouvernance économique, vun engem Précontrôle budgétaire, vun engem europäescher Kontroll vun de Memberstaaten duerch déi europäesch Institutiounen, iwwerhaupt nach vun den Traitée gedroen? Oder ass, well et esou enorm Schwierigkeete gouf, fir de Vertrag vu Lissabon iwwerhaupt vun alle Memberstate ratifizéiert ze kréien, elo e radikal anere Wee ageschloe ginn?

Ech hu ganz interesséiert notéiert, datt den Här Bodry virdu vun enger „top-down approach“ geschwat huet, vun engem „forcing“ och, dat ware ganz interessant Wierder, well ech hat hei eng aner Terminologie proposéiert, fir datselwecht ze soen: Dat ass den „Putsch vun uewen“. An zwar gesi mir, datt eng forcéiert Intégratioun op politeschem Niveau gedriwwen gëtt, wa vläicht net oppe géint de Wëllen, mä dann awer op d'mannst laanscht de Wëlle vun den europäesche Bierger.

Déi Présomptioun vum Forcing oder och vum Putsch vun uewen, déi deklinéiert sech op vill Manéieren: déi progressiv Entmuechtung vum nationale Parlament, am Géigendeel zu deem, wat am Traitée steet vu Lissabon. Mä mir hunn eng progressiv Entmuechtung vun den nationale Parlamenten, déi geschwënn nëmmen nach dofir do sinn, fir dat ofzeseenen, wat Bréissel wëllt. Dat ass eng schwéier Verletzung vum Geescht vun eiser Constitutioun a vun eiser Souveränitéit, oder besser gesot, vun deem bësschen, wat dovun nach iwwreg bliwwen ass.

Besonnenesch och eis Lëtzebuurger Chamber - mir heibannen -, déi de facto jo schon ni vill Matsproocherecht a Budgetsfroen hat, gëtt heimat nach eemol humiliéiert an an hire konstitutionelle Kompetenzen a Fro gestallt. D'Regierung wär dofir méi wéi gutt beroden, wa si d'Rechter vun der Chamber géif elo stäerken, an zwar an engem wierklech demokratesche Geescht. D'Gefor ass grouss, datt eis Bierger sech net méi vertraue fillen. Mir missten elo zesammen - Regierung an Opposition - géint eng geféierlech Aushielechung vun der Glafwierdegkeet vun eise demokratesche System virgoen.

Wéi d'EU-Kommissioun mat de Memberstate mengt d'äerfen ëmzesprangen, sief nëmmen un engem Zitat gewisen: «D'éventuels avertissements politiques pourront être adressés en cas de réponses inadéquates.» Jo, dat ass am Traitée virsinn! Awer Traitée hin oder hier, mir soen awer och der Kommissioun, datt si muss oppassen, wat si mécht an datt si net de Memberstaaten - egal ënner wéi engen Ëmstänn - Avertissements politiques kann adresséieren. Mir ginn hir och een a mir soen, datt d'Kommissioun sech soll drun erënneren, datt hir Pouvoire just aus enger temporärer Delegatioun vun de Pouvoire vun de Memberstaaten hierstamen. Si soll sech drun erënneren! Och datt ass eng adequat Äntwert un de Muechtssproch vun der Europäescher Kommissioun.

Här President, mir héieren..., oder Madame President, entschëllegt, Madame President, gläichzäiteg héiere mir eng Fuerderung vun der Unioun no nach méi eegenen europäesche Finanzmëttelen, wat jo och vum Här Minister Frieden leider mat an d'Gespréich bruecht gouf. Et muss een awer wëssen, datt d'Europäesch Unioun am Abléck net all Suen ausgëtt, déi si huet. Si huet also net ze mann Suen, mä éischerter ze vill finanziell Mëttelen an Eegemëttelen.

Déi Iddi, fir elo och nach europäesch Steieren anzeféieren - zemoos a Krisenzäiten an an Zäiten, wou mer schon op nationalem Plang massiv Steiererhéijungen hunn -, oder och déi Iddi, fir méi en héijen Undeel vun den nationale Steieren un Europa ofzetrichten, komme fir d'ADR jiddfalls net a Fro.

Mir froen eis éischerter, wou dann d'Spuer-efforté vun der Europäescher Unioun bliwen. Ass et esou, wéi mir héieren, datt den aktuelle Budget vun der Unioun nach ëmmer esou exekutéiert gëtt, wéi e sengerzäit - nach virun der Kris - an de Prévisions budgétaires fir d'Period bis 2013 festgehale gouf, ouni datt déi jährléich Augmentatiounen vun ongeféier 5% gestrach oder gekierzt gi wäeren? D'Memberstate mussen alleguer spueren. Mä spuert Europa och?

An ass et net esou, datt d'Europaparlament dëst Joer säi Budget ëm weider 6% gehéicht huet? Anscheinend och nach, fir sech selwer e Musée ze bauen. Ass dat esou? Kann d'Regierung dat confirméieren? Mir wäer jiddfalls op d'Äntwert gespannt, an all d'Lëtzebuurger Steierbezueler ganz sécher och. Jiddfalls recommandéiere mir elo schonn der Kommissioun eng ganz, ganz grouss Modestie, wa si hir Proposition fir d'Prévisions budgétaires fir d'Period vun 2014 bis 2020 mécht.

Madame President, mir warnen och virun ëmmer méi europäescher Bürokratie. E Méindeg hate mir nach an der aussepolitichescher Kommissioun héieren, datt d'Europäesch Unioun nees eng zousätzlech nei Agence fir Visa- an Immigratiounsfroen wëllt aféieren. Sou eppes brauche mir net, well dat och ka ganz gutt ënner de Memberstate koordinéiert ginn. D'Europäesch Unioun sollt dach endlech domadder ophéieren, fir permanent weider Kompetenzen an nei Bürokratië wëlle fir sech ze reklaméieren.

(M. Gast Gibéryen prend la présidence.)

Mir freeën eis och - mir hunn haut héieren -, datt déi Proposition vum Här Sarkozy, fir e Sekretariat fir d'Gouvernance économique ze kréieren, vum Här Van Rompuy net akzeptéiert ginn ass. Dat ass och eng gutt Saach. An déi Richtung muss et weidergoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, niewent dëse méi institutionelle Froe wëllte mir awer eng zweet stellen, an zwar déi, ob Europa sech net politesch iwwerhëlt. An och hei muss een déi Fro ënnerdeelen. Entsprecht déi europäesch Politik nach hirer ekonomescher Logik an hiren ekonomesche Méiglechkeeten? A kann Europa nach glafwierdeg no bausse optrieden?

Bei der Diskussioun ëm den Euro kann ee sech wierklech froen, ob den Euro als politesche Projet déi kontradiktoresch ekonomesch Interessien a Situatiounen vu senge Memberstate kann iwwerliewen. Hu mir eis mam Euro vläicht politesch iwwerholl, well mir déi ekonomesch Schwierigkeete falsch gesehat haten? Et gëtt ëmmer méi grouss finanziell Verzerrungen tëschent den Eurostaten. Déi eng brächten eng



Opwärtung, wann déi aner éischer eng Ofwärtung brächten.

Als Lëtzebuerger kënnen mir awer nëmmen hoffen, datt den Euro iwwerlief. Och dowéinst, well mir keng gutt Alternativ méi hunn. Och en nei ageféierte belsche Frang kéint eist Nopeschland wuel net méi zesammenhalen an e géif nëmme riskéieren, fir zesumme mat der Belsch confédéréiert a feierlech ënnerzegoen. Mir missten eis also hautzudags en anere Partner an eng aner Währung sichen. Dat wär keng einfach Décisioun.

Niewebäi gesot, mir wärem gutt beroden, wa mir net ëmmer géifen esou maachen, als géif et an der Belsch keng Problemer ginn, déi eis géife betreffen, an dat eis géif och alles näischt ugoen. Well wien des Woch déi belsch Press gelies huet, dee kann net méi ausschléissen, datt mir enges Daags waakreg ginn an op eemol nëmmen nach zwee Noperen hunn. Da leie mir téschent Frankräich an Däitschland wéi Andorra téschent Frankräich a Spuenien. Mir kéinten a sollten awer emol ufänken, fir och do nozedenken. Ech wëll just soen - ech hunn elo just gesinn, am „France Soir“ vun haut ass e Sondage a Frankräich gemaach ginn -, datt 66% vun de Fransouse géifen de Rattachement vun der Wallonie u Frankräich akzeptéieren, oder begréissen, dat weess ech elo net méi genee.

Här President, mir liesen och, datt d'Europäesch Kommissioun wëllt d'Evaluatioun vum Stabilitéitspakt mat där vun „Europa 2020“ verméschen. An eisen Aen ass dat keng gutt Iddi, well mir dann nach manner Transparenz an Respekt vun de Kritäre vum Stabilitéitspakt hätten, wéi dat elo schonn de Fall ass.

Mir wonneren eis och driwwer, datt d'Europäesch Kommissioun ëmmer méi Pouvoiren iwwert d'Memberstate fuerdert, mat deem Argument, d'Memberstate géife soss fuddelen a si missten dofir besser kontrolléiert ginn. Mä d'Kommissioun selwer, Här President, huet am Dossier Griichenland hir Aarbecht net gemaach. Zënter 2000 - der Aféierung vum Euro - woussst si genee, wat lass wier. Just huet se näischt gesot. An elo solle mir si domat belounen, datt mir der Kommissioun nach méi Pouvoire ginn! De Géigendeel wär richtig!

Här President, wa mir eis froen, ob Europa kann no bause glafwierdeg optrieden, dann huet dat och nees eng Rei vun institutionellen Aspekter. Den éischten ass dee vum Forum, wou dat da soll geschéien. An dat betrëfft also och de G20. Sou, als hätt d'Kommissioun sech an de G20 verléift - virun allem och, well se dierf selwer do matspillen -, schwätzt si vill vun deem Gremium an a ganz schéine Wieder. Mä huet si dann och verstanen, datt de G20 a leschter Instanz eng Form vun engem Bilateralismus ass, e camoufléierte Multilateralismus? Well geet et net ëm en Dialog téschent den USA mat hire Satelitten a China op där anerer Säit mat senger Aflosssphär? Also hu mer u sech e G2 an net e G20!

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Am Fong geet et ëm en Dialog also téschent den USA a China. Wien an deem Kader wëllt matspillen, deen dierf dann och eppes soen, a wien net wëllt matspillen, deen eben net. Amplaz esou méi nei an informell Foren ze favoriséieren, hätt d'Union sollen op institutionell ofgeschert Weeër an den internationale Bezéiunge bestoen. Mä dofir brauch een e kloere Kapp, vill Modestie an och Courage.

D'Position vum der Union an den internationale Bezéiungen ass schwaach, net nëmmen, well déi grouss Memberstaten och ëmmer e Rôle fir sech spille wëllen, mä och, well der Union hir Positionen dacks einfach net realistesch sinn.

Dat hu mir och daitlech um Klimasommet zu Kopenhagen gesinn. Well d'Union disproportionéiert an onrealistesch gréng Propositionen gemaach huet, gouf si évincéiert. Minus 20 beim Kuelendioxid gouf vun de Premierien op engem europäesche Sommet einfach esou decidéiert, well 20-20-20 politesch gutt kléngt, ouni statistesch Donnéeën a géint de Rot vun de Ministere vun der Economie. Mat Recht wieren déi sech haut géint esou e Programm. Et ass Populismus op dem Niveau vun de Premierministere gewiescht.

Doraus sollte mir iwwregens och déi Léier zéien, datt et géif endlech Zäit ginn, fir an der Klimadebatt fir méi Seriositéit ze sueren. Et muss een d'Problemer eescht huelen, si daitlech gesinn a kloer analyséieren, mä et muss ee si awer och realistesch a verantwortungsvoll ugoen. déi gréng maache Politik, andeems si de Leit Angscht maache mat ëmmer neien an iwwerdriwwene Katastrophenzenarien. Fir d'ADR kënn esou eng Politik net a Fro. Wie wëllt seriö Politik maachen, dierf net mat de Gefiller an der Angscht vun de Leit spillen.

(Hilarité)

Mir all droe Verantwortung fir eis Ëmwelt.

► **Une voix.** - Dat musst Dir just soen!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Mir all wëllen d'Atmosphär...

(Interruption)

...mir all wëllen d'Atmosphär protegéieren, mä dat heescht net, datt mir all Lobby, all ONG an all Statistik musse gleewen. Mir verstinn dofir och net, wéi d'Chamber konnt en Hearing iwwert d'Klimapolitik organiséieren, wou net eng eenzeg kritesch oder dissonant Stëmm invitéiert gouf. Et gëtt där jo wierklech ganz vill a ganz qualifizéierter, och hei am Land. Hu mir dann heibannen an der Chamber iwwerhaupt nach en oppenen a kritesche Geescht? Oder gi mir deen ënnen um Krautmarkt of, ier mir d'Trap eropkommen? Firwat ass e Parlament dann do? Fir eng fräi, kontrovers a kritesch Diskussioun ze féieren oder fir viru politesch korrekten Dogmen ze krauchen, och wa si offensichtlich manipuléiert sinn?

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären...

► **Une voix.** - Et ass den Här President!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Entschëllegt, elo ass et den Här President.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wie wëllt an der Welt Gewicht hunn, dee muss méi bidden, wéi eng simplistesche gréng Ideologie. Déi Leit, déi minus 30 op Wahlplakater pechen, kënnen vläicht eis national Medië kuerzfristeg beschäftegen, mä si sinn net déi, déi op dëser Welt wierklech eppes kënnen änneren.

Mat hirem Festhalten un net realistesch Ziler leescht och d'EU-Kommissioun kengem e Gefalen. Mir alleguer heibanne wëllen d'Dreifhauggaser konsequent zréckschrauwen. Mä wéi mir dat maachen, wéi séier a mat wéi enge Mëttelen, dat dierf keng ideologesch Diskussioun sinn. Et muss eng Diskussioun sinn, déi mir zesumme mat den Entreprisé féieren an net géint d'Entreprisen.

Här President, ëmweltfrëndlech Technologien - virun allem am Energieberäich - sinn da besonnesch sénnvoll, wa se renouvelabel sinn a wa se gläichzäiteg eis Ofhängegkeet vun Energieimporter reduzéieren. Dowéinst wëlle mir all nei an ëmweltfrëndlech Technologien entwéckelen. Awer si dierfen net esou héich subventionéiert ginn, datt mir aner Aarbechtsplazen a méi traditionelle Secteuren doduerch futti maachen. Mir brauche vernünfteg Transitionszäiten.

Här President, mir mussen eis och froen, ob mir an Europa net nees vill méi Fräiheete fir d'Memberstate brauchen. Net alles muss harmoniséiert a standardiséiert ginn. Villes kéint duerch eng gesond Konkurrenz téschent de Memberstate besser a méi séier virubuecht ginn. D'Union huet eng Tendenz, de ganzen Aarm ze huelen, wann een hir de klenge Fanger gëtt. Si rappt ëmmer méi u sech, dacks mat ganz schwachen Argumenter. Mir brauchen zum Beispill keen europäescht Familljerecht a keen europäescht Stofrecht. Lëtzebuerg hätt sollen, wéi Irland, all europäesche Amëschung an déi Domäne vertraglech ausklameren.

Et ass d'Politik vun der ADR, fir all Famill ouni all staatlech Amëschung eng wierklech fräi Wiel an déi néideg materiell Sécherheet ze ginn, fir selwer ze decidéieren, ob Papp a Mamm wëlle schaffe goen oder ob ee vun him wëllt doheem bleiwen, fir sech ëm d'Kanner ze këmmern. Dat geet d'Europäesch Kommissioun näischt un.

Sécher, um europäesche Plang kann och am Familljerecht Verschiedenes verbessert ginn doduerch, datt d'Kollisionsnorme geschaf ginn, mä: Weess dann d'Regierung, wéi wäit se geet, wa se elo am Kader vun enger Coopération renforcée wëllt de Lëtzebuerger Bierger ouni Schutz frieme Rechtssystemer ausliwweren, dorënner och ganz korrupter - an obschonns si behaupt, datt do Sécherheitsmechanisme géifen agefouert ginn, wësse mer haut nach net, wéi déi sollen ausgesinn?

D'Regierung ass einfach blann an naiv an der Europapolitik, an doduerch kann Europa zu engem juristesche Risiko fir d'Lëtzebuerger Bierger ginn.

Mir brauchen och keng weider wëll Privatiséierungen a Liberaliséierungen an Europa. Mir hunn an deene leschte Jore vill negativ Erfahrungen domadder gemaach a mir hunn och missen d'Konklusioun zéien - wéinstens bei eis an der ADR hu mer déi gezunn -, datt Privatiséierung net ëmmer e bessere Service a méi e bëllege Präis fir d'Konsumenten heescht.

D'Privatiséierung vun de Postdëngschter war an ass e Feeler. Firwat gi mir hin a schafen esou e wichtege soziale Beruff wéi de Bréifdréier of? Dat hätt ni dierfe geschéien. An et ass interessant, datt ausge-rechent eng Ministesch vun der LSAP dat ze verantworten huet.

Mir brauchen och keng Prozenter vun Diplomern an esou engem Programm, esou vill Prozent dovun oder esou vill Prozent dovun. Wat fir eis zielt, ass d'Qualitéit vun engem Diplom. Wien e gudden Diplom huet, dee kritt och eng gutt Plaz.

Wéi schued ass et dowéinst och, datt mir dee merkantilistesche Geescht vun der Union an eis Universitëten eragelooss hunn! Amplaz an humanistescher Tradition Wëssen a Maturitéit ze éieren, quantifizéieren mir haut Coursen a sougenannte Kreditter. Eleng déi merkantilistesche Terminologie steet am Widdersproch zu all héijem Bildungsideal.

Mir brauchen och keng Rotschléi a keng Prozenter vun der Europäescher Kommissioun iwwert de Problem vum Échec scolaire. Och dat ass eng strikt national Fro, déi mir mussen um nationale Plang léisen.

Mir brauche keen Zougank vun EU-Bierger zu der Fonction publique. A mir wieren eis och dergéint, datt d'Fonction publique ëmmer méi un d'Privatwirtschaft soll assimiléiert ginn.

Mir bestinn op enger Fonction publique, déi déi Lëtzebuerger Souveränitéitsrechter eleng géiert, an anescht wéi d'Regierung hale mir och drop, datt jiddwereen, dee fir de Stat oder fir eng Gemeng schafft, perfekt Lëtzebuergesch schwätzt.

A mir brauche ganz bestëmmt och keng Vergläicher mat den USA, wéi d'Kommissioun dat mécht, iwwert d'Zuel vun deenen eelere Leit, déi schaffe ginn. An den USA mussen vill eelere Leit éiweg laang schaffe goen, well se keen anstännege Pensiounsanspruch hunn. Dat ass fir eis sécher kee Virbild.

Geneesou mann brauche mir eng Amëschung vun der Union an d'Fro vun der Héicht vun der Entwécklungshëllef. Mir hunn hei scho gesot, datt mir international ze vill ginn an datt mir eis géife wënschen, datt mer eis Obligatiounen an Héicht vun 0,7% vum Bruttonationalakomes anhalen.

Här President, wann d'Kommissioun seet, datt mir solle vill Geld an d'Fuerschung stiechen, da si mir emol am Prinzip an enger éischer Phas domat d'accord. Och wann een dat nach misst méi genee kucken. Net alles, wat ënner Fuerschung leeft, verdéngt et, ënnerstézt ze ginn. Mir sinn och domat d'accord, wa vun europäeschen Institutiounen nei Impulser fir d'Entwécklung vun neien Technologien, zum Beispill an der Informatik oder an der Ëmwelttechnologie, kommen.

Fir zesummenzefaassen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Pabeier „Europa 2020“ bréngt net vill. Et ass eis eigentlech net kloer, firwat en elo esou séier och virun allem an op där Approche presentéiert ginn ass. Eisen Androck ass, datt d'Europäesch Kommissioun just nees probéiert fir hir eege Pouvoiren ze vergréisseren. Mir brauchen awer keen „europäesche Superstat“, mä en Europa, dat am

Déngscht vun deene souveräne Memberstate steet. Dëse Programm erfëllt déi Konditiounen net!

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, Kolleginnen a Kollegeen, Dir kennt jo d'„Dreigroschenoper“, gëllt?

(Assentiment)

„Ja, mach' nur einen Plan, Sei nur ein großes Licht! Und mach' dann noch 'nen zweiten Plan, Geh'n tun sie beide nicht.“

D'Lissabon-Strategie, déi richt jo schonn. Well déi ass scho viru fënnf Joer vum frëieren hollännesche Premier fir dout erkläert ginn. An effektiv, wann een déi Lissabonner Strategie miesst un deene chiffrierten Zilsetzung vum dem Joer 2000, da kann een natierlech nëmme feststellen, déi Strategie, déi ass manifestement gescheitert.

Elo gruewe mer dee Kadaver also erëm aus. Oh neen, de Kadaver ass net dat richtige Wuert eigentlech. Well déi niwweleg Ideologie, déi hannert deene Strategien, wéi och ëmmer, also och där vu Lissabon steet, déi niwweleg Strategie, déi leeft monter weider, och an deem neie Pabeier. An duerfir kënnen mer déi al Texter dann erëm ausgruween, e puer Formuléierungen änneren, e puer Zifferen korrigéieren, souguer erstaunlecherweis deelweis no uewen, wéi wann et da méi liicht wär, déi Ziler ze errechen, an an zéng Joer wäerte mer dann nach eng Kéier deeselwechten Exercice widderhuelen a vläicht déi net errechten Zilsetzungen dann nach eng Kéier no uewe korrigéieren.

Mäin Hauptpunkt ass awer deen hei: Hat ee gemengt, déi Bréisseler Kommissioun hätt sech ausenanergesat mat der Kris, mat den Ursaache vun der Kris, mat de Lektionen, déi aus der Kris ze zéie wäeren, oder d'europäesche Regierung hätten déi Kommissioun opgefuerdert, dat ze maachen? Keng Spur an deem Strategiepabeier 2020! Keng Spur vu Selbstkritik an där Politik vun der Dereguléierung, Privatiséierung, déi och an Europa zu enge vun den Ursaache vun der Kris gehéiert.

Kee Wuert iwwert déi primär Verdeelung vum Räichtum. Dat heescht also d'Verdeelung téschent de Léin op där enger Säit an de Benefisser op där anerer Säit, déi och an der Europäescher Union, iwwregens och zu Lëtzebuerg, sech daitlech ausgewisen huet als eng Verdeelung vun ënnen no uewen. Dat heescht also eng Verdeelung zu Laaschte vun de Léin a Gehälter an zu Gonschte vun de Benefisser. Och dat ass eng vun de wesentlechen Ursaache vun der Kris, ënnerstézt d' Moment leiden.

An déi Ëmverdeelung, déi riskéiert sech nach ze verschäerfen duerch déi Politik, déi elo als Reaktioun op d'Kris an Europa duerchgebrätscht gëtt. Eng Politik vun der Austeritéit manifestement um Bockel vun deene Leit, déi fir Loun a Gehalt schaffen.

Dofir och an där Strategie 2020 keng prezis Zilsetzungen a Richtung vun engem europäesche Sozialmodell, Sozialstandarden op héijem Niveau, europäesche Mindestloun an ähnlech Saachen, fir dem Sozialdumping zum Beispill en Enn ze setzen.

Dergéint awer déi al bürokratesch, wirtschaftsliberal Terminologie vun der Moderniséierung vun de Sozialsystemer, hannert där sech, wéi mer wëssen, an der Regel den Ofbau vun deene Sozialsystemer verstoppt.

Kee Wuert iwwer eng europäesche Politik vun der Aarbechtszäitverkürzung, obwuel dass dat eent vun de fundamentalen Instrumenter wär, fir d'Aarbechtslosigkeit an Europa ofzebauen.

Kee Wuert och iwwert déi sekundär Verdeelung vum Räichtum, also Stéchwuert Steieren. Also Sozialfunktioen vun de Steie-

ren, och vun de Sozialbäitrag als Ëmverdeelungsinstrument. Woubäi mer wëssen, dass grad an Europa de Steierdumping déi sozial Funktioun vun de Steiersystemer ënnerhiecht, well d'Steiersystemer vun de verschiddene Länner an der Europäescher Unioun géintenaner a Konkurrenz gesat ginn; wéi och d'Sozialsystemer am Iwwergang.

Wéi wéineg déi Diskussioun iwwert d'Steieren hei zu Lëtzebuerg erwünscht ass, dat hutt Der och gesinn un där Net-äntwert, un där eigentlech räichlech onhéiflecher Netäntwert vun eisem Finanzminister op meng parlamentaresch Ufro zur Steierpolitik.

(Interruption)

► **Une voix.** - Ganz richtig!

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk). - Europa bleift och mat där Strategie 2020 an der Logik vun enger obsessioneller Kompetitivitéit, an der Logik vun enger obsessioneller Konkurrenz op Béien a Briechen, an zwar souwuel no baussen an der Welt wéi och no bannen tëschent de Länner vun der Europäescher Unioun.

Mir hu vergiess anscheinend, dass d'Konkurrenz, op déi do Aart a Weis ongeregelt Konkurrenz oder wéineg geregelt Konkurrenz destruktiv Wierkungen huet, wa se eben net op d'mannst engem staarke soziale Regelwierk ënnerworfen gëtt. Vun engem staarke soziale Regelwierk ass awer an deem Pabeier Strategie 2020 Europa näischt ze gesinn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här André Hoffmann. An elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, et war schonn interessant, haut de Mëtteg nozelauschteren, wéi d'Reaktioun an deenen eenzelne Fraktiounen, Parteien nun eemol ass op d'Virschléi, déi elo um Dësch leien, op déi d'Regierung muss Äntwerte ginn. An et war och zum Deel erstaunlech, eenzel Positiounen, déi ervirbruecht gi sinn, déi vläicht net direkt zum Sujet sinn, mä déi awer an der allgemenger Aschätzung si vun deem, wat een an Europa sollt zu dësem Zäitpunkt maachen.

Sécherlech géif ech d'office de Kollege vun der grénger Partei soen, dass ech mech net kann averstanen erweisen, fir ze soen: Neen, mir maachen elo emol näischt, mir entwéckele keng Strategie. Mir ginn elo emol hin a mir féieren e laren Débat. Also, ech muss lech éierlech soen, an där Situatioun, wou mer sinn, net nëmmen duerch déi Wirtschaftskris, mä och duerch déi Situatioun, déi gewuess ass an deene leschte Joren, wou d'Wirtschaftsraim trotzdem amgaange sinn, staark sech ze dévelloppéieren op anere Plazen, ech weess net, ob et do duergeet als Äntwert, fir just ze soen: Elo féiere mer emol e laren Débat an da kucke mer weider.

Ech menge schonn, dass mer, ech fanne schonn, dass mer vill Zäit...

(Interruption)

Jo. Ech fanne schonn, dass mer ganz vill Zäit verluer hu säit deene leschten Europawahlen, wou mer haut am Fong geholl iwwert d'Strategie 2020 schwätzen. Do kann ech lech Recht ginn. Mir hätte lagement virdrun, wa mer eng aner Struktur hätten, déi an der Folleg vun den Europawahlen eng Kommissioun géif en place setzen direkt, anstatt dass dat esou laang dauert, an dann hëlft nach jiddweree sech selbstverständlech Zäit, fir och nach nozedenken, an an der Zwëschenzäit ass e Joer vergaangen. Duerfir mengen ech, dass et un der Zäit war, wierklech eppes op den Dësch ze leeën. Well soss ass déi Legislatur vun där Kommissioun a vun deem Europaparlament eriwuer, a mir hunn näischt opweises.

Ech wëll net hei glorifizéieren, wat zum Deel haut um Dësch läit a wat zum Deel virdrun geschitt ass. Ech si mer voll och bewosst, dass d'Lissabon-Strategie, déi jo eng Korrektur krut 2005 ënner eiser Présidence, wou notament déi sozial an déi

ökologesch Elementer ganz anescht erakomm sinn, wéi dat virdrun de Fall war. Mä ech si mer bewosst, dass déi Lissabon-Strategie kee Mënsch vum Hocker hei zu Lëtzebuerg gerappt huet.

Ech mengen, et ka kee sech richtig virstellen, wann en net just Insider ass, wat sech dorënner verstoppt. Mä net ëmmer ass et esou, dass wierklech och jiddwereen dat muss verstoen. Wichteg ass et, ob d'Richtung stëmmt. Déi Ziler, déi mer eis ginn hunn, waren extrem ambitiéis. Dat hu mer gesinn. Si waren och vläicht, an dat war net esou kloer viruszugesinn, net ugepasst deem, wat wierklech sech op eemol an eenzelne Länner gedoen huet. 2000 an an der Preparatioun vun 2000 war schwéier ofzugesinn... Et woussst een: La Chine, elle va se réveiller, mais quand et de quelle façon?

Mir si vu villen Entwécklungen trotzdem iwwerrascht ginn, virun allem vun der Vitesse an dem Ausmooss dovunner. Dat war och 2000 net viruszugesinn. Duerfir hate mer eis eppes Ambitiéis virgeholl. Mä et ass net schlecht, wann een Ambitioune weist, besonnesch wann d'Richtung stëmmt.

Et sollt goen a Richtung vun enger méi staarker op Wëssensbildung vun hire Leit ausgeriichteter Wirtschaft, sollte mer eis entwéckelen. Déi Richtung ass richtig. An ob mer elo alles genau erreicht hunn, muss ech soen, ech gesinn net en neien, en anere Wee, dee mer an deenen zéng Joer hätte kënnen huelen. Et ass munches geschitt, mä mir sinn iwwerrannt gi vun der Entwécklung an anere Länner.

Loosse mer et dach emol zouginn, wéi et ass! Mir hunn e reelle Problem. Mir hunn net nëmmen déi Finanz- a Wirtschaftskris, déi eis Surge mécht, mat elo am Moment ebe vläicht och eenzel Onstëmmegekten, déi net noutwendeg wieren an der Union économique et monétaire, mä mir hunn e reelle strukturelle Problem. Kuckt nëmmen d'Entwécklung vun enger Rei Produkter.

Loosse mer déi huelen, déi déi gréng Kollegen ëmmer erëm an d'Vitrine setzen. Kommt, mir huelen emol d'Produkter, déi typesch an dem Beräich vun den Ekotechnologien komm sinn.

Éischtens muss ee jo engem kënnen erklären, firwat et zu Lëtzebuerg méi interessant ass, esou eppes ze entwéckelen, wéi an Däitschland oder a Frankräich oder a Polen. Et muss een et fir d'Éischt emol entwéckelen. Mä ugeholl, et hätt een och nach déi Produkter hei zu Lëtzebuerg gehat. Wat ass den Dänen da geschitt? Déi ech beneiden, well se vill Wand hunn an och doduerch vill Wandmille konnte gebrauchen. Mä wat ass hirer Économie geschitt? Wat ass de Betriber geschitt, déi Wandmille produzéiert hunn? Do sinn der jett, déi d'Kopplabunz geschloen hunn.

Just fir lech ze soen, et muss een an déi Richtung goen, mä et dierf een awer net mengen, dass wirtschaftlech Regele sech net op d'Ekotechnologien applizéieren.

Datselwech gesäit een haut an Däitschland. Voll op d'Solartechnologie gesat. Richtig! Mä dat ass awer net e Schutz, dass engem näischt geschitt. Déi ganz däitsch Entwécklung am Beräich vun de Solartechnologien: Wat herno wäert iwwer bleiwen an net laang, dat ass nach, dass se vläicht besser Resultater an eenzelnen neien Entwécklungen hunn. Mä wann een d'Produktioun niewendrun net behält, jo, da gëtt een herno e Land, wat nach just Recherche mécht an nach just Entwécklung. Eppes, wat ech fannen, wat net duergeet.

A well een och an Däitschland gesäit, dass se riseg Problemer hunn an dass eng Kontrovers opkënn, déi ech net hei wëll. Ech hätt gären d'Kombinatioun vun deenen zwee. An do geet et dann net duer, dass een op eemol, wéi den Här Kox hei gesot huet, 30, 40% u weiderer Reduktioun vun CO₂ unhëlt, well ee weess, dass een domat d'industriell Entwécklung och an den Ekotechnologien futti mécht. An et kann een net weiderfuere, dat eent ze prônéieren an ze mengen, dat anert géif net antrieden. Duerfir ass et schonn...

(Interruptions)

...noutwendeg...

► **M. François Bausch** (déi gréng). - Dat ass jo dat, wat ech gesot hunn, oder wéi?

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Jo, jo!

Duerfir ass et schonn noutwendeg, dass ee kuckt, dass een e qualitativ héije Wuessstum ustrief, dass ee kuckt an deene Beräicher, déi Zukunft hunn - dozou gehéiert „clean energy“, dozou gehéiert „clean environment“ -, awer et soll een net mengen, dass et duergeet, dass een dat décréteiert, dass een, éischtens, dat entwéckelt, an zweetens, dass ee sécher ass, dass een domat Succès huet. Dat ass grondleeënd falsch.

Mir probéieren, en anere Wee ze goen, well mir probéieren, déi zwee Weeër, nämlech dee vun der Recherche an Entwécklung an dee vun der Produktioun, beienaner ze halen. Ech weess, dass déi gréng Frënn net frou si mat der Produktioun a mat der Industrie, mä ech soen lech...

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **Une voix.** - Wéi aarmséileg!

► **Une autre voix.** - Dat ass simplistes (Brouhaha)

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - ...ganz kloer, dass et gutt ass, dass een déi Ennerscheeder emol gesäit. Mir ginn drop aus fir e Wuessstumspotenzial auszuschöpfen, wat hei zu Lëtzebuerg ass a wat ganz kloer ausgeriicht ass op méi e qualitative Wuessstum.

► **M. le Président.** - Här Krecké, erlaabt Der, datt den Här Bausch lech eng Fro stellt?

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Wann en eng Fro huet, jo.

► **M. François Bausch** (déi gréng). - Ech schreiwe mech an.

► **M. le Président.** - Dat heescht, Dir wëllt also elo keng Fro stellen. Dir wëllt nach eng Kéier herno...

► **M. François Bausch** (déi gréng). - Jo, ech reagéiere gär op dem Minister seng Ried.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Et geet also drëm, dass mir eng Strategie entwéckelen, déi enger Entwécklung, déi weltwäit amgaangen ass, entgéint emol wierkt. Ob mer hei méi wäit ginn, ob mer hei ëmmer absolut dee richtegen Ufank maachen an dëser Strategie, sief nach dohinnergestallt. Mä ech hunn an deem Débat hei seelen eppes héieren, wat eng konkret Upak wier, déi mir elo kéinten an den Débat erabrëngen. Ausser enger Rei Floskelen, déi mer schonn eng laang Zäit kennen, muss ech soen, hunn ech näischt Neits héieren. Dat eent ass net gutt, mä wat een anescht soll maachen, hunn ech net richtig verstanen.

Et sief dann, ech selwer géif zweifelen un eenzelne vun deenen Elementer, déi mir an eis Wirtschaftspolitik erabrëngen. Mir hale weiderhi fest un der Iddi, dass mer dat Potenzial, wat mer hei zu Lëtzebuerg hunn, anescht mussen notzen, dass mer eng ganz Rei Reorientatioune musse virhuelen.

Loosse mer net vergiessen, dass mer beispillsweis an de Gesondheetstechnologie ganz nei Weeër gaange sinn. Ganz nei Weeër! Baséierend op nei Entwécklungen an der Medezin, déi mer ënnerstëtze mat Fuerschung, wou mer nach ni Projeten ënnerstëtzt hunn, wou mer awer elo Retombée économique brauchen. Well et geet net duer, dass mer fuerschen; den Emploi, et ass op där enger Säit Wuessstum, mä op där anerer Säit ass d'Création d'emplois, an zwar Emplois à différents niveaux, déi noutwendeg ass.

Mir kënnen net muer iwwerliewe just dass mer ganz vill Fuerscher hunn, déi mer souwiesu net hei hunn, mä mir brauchen och Aarbechtsplazen an der Produktioun. Mir brauchen Aarbechtsplazen, déi eben hannendrun, hannert där Entwécklung, där Fuerschung stinn. An do probéiere mer am Moment dee Lien ze maachen, dee mer och muer an den Ekotechnologie maachen. Mä mir probéieren, déi zwee Elementer beienaner ze halen.

Wat elo déi Iddien, déi um Dësch leien, ubelaangt, ass et sécher, dass déi eigent-

lech déi zéng Joer ni richtig evaluéiert gi sinn. Dat ass richtig. Et ass awer och schwéier, muss ech soen, well déi lescht zwee Joer verfälschen natierlech déi ganz Entwécklung och. Dat, wat déi lescht zwee Joer geschitt ass a wat eppes Eemoleges trotzdem an eiser Generatioun ass, verfälscht d'Resultater e bëssen. Et ass schwéier ze gesinn, wat hunn dann déi zéng Joer elo bruecht, vu dass déi lescht zwee Joer esou exceptionnel beaflosst gi sinn duerch Elementer, déi een absolut net kann do mat erarechnen.

Dat huet op där enger Säit, menger Meinung no, dozou gefouert, dass et eng Akzentuierung vun eenzelne Faiblesse ginn ass. Eenzelne vun eise Schwächte si vill méi staark gewise ginn. Et huet och munch Schwächte vläicht verstoppt. Sou dass et richtig ass, dass déi Evaluatioun net an deem Moment richtig gemaach ginn ass. Mä ech si mer awer och bewosst, dass se schwéier ze maachen ass.

Nun, déi Problemer, déi mer hate mat der Lissabon-Strategie, waren déi vun der Gewichtung. Enner eiser Présidence hu mer awer zumindest probéiert, déi Gewichtung e bëssen anescht ze maachen.

Déi Débaten, déi mer gefouert hunn, an ech si frou, dass déi Initiativ vum Alex Boudry a senger Kommissioun komm ass, fir dat haut ze maachen. Mä loosse mer eis awer näischt virmaachen! Mir haten Débaten hei an der Chamber zu deene Sujeten, wéi et geheescht huet, déi viregt Plans nationaux de réforme ze analyséieren. Ech ka mech net erënneren, dass mer zefriden, wa jiddweree mat sech selwer zu Chouer geet, zefriden hei erausgaange sinn, wat déi Débate bruecht hunn. Dat ware schonn nëmmen Leit, déi Insider sinn. Fir iwwert dee Krees nach eraus den Débat ze kréien, ass vläicht ustriewenswäert, mä ass ganz schwéier ze errechen.

Duerfir mengen ech, ass et richtig, dass een haut sech eng nei Strategie gëtt. Et kann een anerer Meinung sinn iwwert den Inhalt, mä et ass richtig, dass ee sech se gëtt. Mir mussen eng Sortie de crise fannen. Dat ass en neit Element, wat och net noutgedrongen an hoffentlech fir déi nächst zéng Joer wäert gëllen. Mir mussen eis nei Gedanken iwwer e Sozialmodell hei an Europa wuel maachen. Mä mir musse gläichzäitig kucken: Ass deen dann och nach ze halen? An hu mer en durabele Wuessstum och duerno, wat op dee Sozialmodell opbaut? Ech mengen, dass kee konnt viruszugesinn, dass esou vill Change-menter an der Weltwirtschaft géife kommen, wéi dat geschitt ass.

Wat hu mir elo gemaach als Regierung? Mir hunn opgrond vun deem, wat d'Kommissioun virgeluecht huet am Januar 2010 - an dat ass nozekucken um Internetsite vun der Kommissioun, do war jo eng öffentlech Consultatioun gefrot, a mir hunn eng Äntwert dorobber ginn, zu deem Zäitpunkt, wou se gefrot ginn ass vun der Kommissioun. Ech sinn der Meinung, dass mer och net all Lektione gezunn hunn aus deem, wat d'Lissabon-Strategie u sech bruecht huet. Et huet kee Wäert, dass mer eis do eppes virmaachen. Mir hunn net all Lektione do gezunn.

Awer ech soen och, well mer alleguer beschäftegt ware mat enger Situatioun, déi total exceptionnel ass. Mir hunn duerch den Afloss vu Krisenelementer eng Zentrierung erëm krut op Wuessstum an op Emploi. Dat ass och bal net anescht ze erwaarde gewiescht. Well stellt lech eng Zuel vu Leit elo vir, déi haut keng Aarbecht hunn an déi muer nach wäert wuessen, wa mer net déi richteg Reaktioun weisen. Et gëtt eben och net eng sozial Kohesioun, wann net jiddweree e Recht an eng Méiglechkeet op Aarbecht huet. An duerfir muss dat den iwwergeordneten Objektiv vun all eisen Démarché sinn, de Leit eng Aarbechtsplaz ze schafen.

Dass déi Aarbechtsplaz soll anstänneg sinn, dass se och nach anstänneg rémunéiert ass, kënn derbäi. Mä mir musse se fir d'Éischt emol schafen. A mir mussen d'Méiglechkeet ginn, alle Gruppierungen hei an eisem Land Aarbechtsplazen ze schafen. Eréischt da kritt een eng sozial Kohesioun. Eréischt da kritt een och d'Leit hannendrun, och wa se net am Detail eppes sech kënnen virstellen ënner enger Strategie EU 2020. Da kritt een awer d'Adh-



sioun zu enger Démarche, déi een als Regierung dann als verlängerten Arm dierf hunn.

Ech hunn net héieren, dass déi Prioritéiten, déi Initiativen - et si siwen Initiativen, et kënnt nach déi vum Marché intérieur am Fong geholl derbäi, dat kéint eng aacht sinn - grad wéi déi Ziler esou staark a Fro gestallt sinn. Dat hunn ech net héieren. Ech mengen och, dass mer musse kucken an där Démarche, wéi mer se gemaach hunn an deene Jore virdrun, nämlech iwwergräifend op sämtlech Ministèreen, déi heivunner betraff sinn, probéieren dee Plan national de réforme op d'Been ze kréien. Am Juni wäerte mer déi „Lignes directrices“ kréien, déi net méi 24 wäerte sinn, mä der nach just zéng.

Ech wëll och drop hiweisen, dass déi vill Pläng, déi hei ee Moment évoquéiert gi sinn, am Fong geholl och eng Entwécklung sinn, déi net esou virgesi war an der Lissabon-Strategie. An der Lissabon-Strategie sollten emol déi vill Rapporten an déi vill Pläng op een zréckbruecht ginn, een zentrale Plang, deen déi ganz Strategie géif beaflossen, an dass dat anert éischter Pläng wieren, déi eng Exekutioun géifen duerstellen.

Dass dat vläicht net ëmmer esou komm ass, gestinn ech och gären an. Mir wäerte weiderfueren no deene Bilatéralen, déi mer mat der Kommissioun haten am Abrëll, kucken dee Programm op d'Been ze kréien, a selbstverständlech deen Échange, dee mer nach all Joers mat der Chamber haten, och des Kéier maachen.

Wann ech kucken elo déi eenzel Objektiv. Ech mengen, iwwert den Taux d'emploi iwwerloossen ech et dem Nicolas Schmit, vläicht eenzel Saachen do riichtzebéien. Da kommt, mir huelen den zweeten. Deen zweeten Objektiv ass deen an der Recherche, an der Innovatioun. Mir bleiwe bei 3%, well déi meeschte Länner nach net do ukomm sinn. Et muss een dat esou gesinn, wéi et ass.

Mir sinn ongeféier bei 1,62%. Mir hunn an deene leschte Joren extrem vill finanziell Efforté gemaach an der Recherche. Extrem vill! Ech wëll och, mengen ech, net blann sinn. Et geet net duer, dass ee Suen drastécht, et muss een och kucken, wat dobäi erauskënnt. Et ass ganz liicht, einfach Suen, wann ee se hätt, zur Verfügung ze stellen. Et muss een och nach kucken, ob eppes Sënnvolles dobäi erauskënnt. An et muss een och kucken, ob een eng Valorisation vun de Fuerschungstrengunge mécht. Ech mengen, déi Zesummenaarbecht téschent dem Här Biltgen sengem Ministère a mengem ass exzellent op deem Punkt. Déi öffentlech an déi privat Fuerschung, mengen ech, hunn anstänneg harmonéiert.

Ech wëll net soen, dass et e Pech war, mä enfin et war d'Realitéit, dass eise PIB extrem schnell sech entwéckelt huet déi lescht zéng Joer. Mir konnten ëmmer méi finanziell Mëttele fräi maachen, dann huet dat nach näischt geännert um Prozentsaz, étant donné, dass dee PIB sech op eng extrem schnell an, losse mer soen, net eise Territoire ugemoossen Aart a Weis entwéckelt huet.

Souwisou hunn ech ëmmer Problemer, wann een alles rapportéiert a Prozenter vum PIB, wann et sech ëm e klengt Land wéi eist handelt, wou ee weess, dass en Deel vum PIB, haaptsächlech een Deel, aus engem Secteur kënnt, deen explodéiert ass, nämlech de Finanzsektor, an dass et net eng normal Entwécklung ass, déi zu deene Resultater gefouert huet.

Ech mengen, wat ee vun eisen Hauptproblemer ass, an doriwwer schwätze mer net: U sech gëtt alles, wat, an dat ass de Gros jo am Moment, nämlech d'Privatfuerschung hei zu Lëtzebuerg, dat gëtt u sech vu sechs bis aacht Entreprisé gemaach. Vu sechs bis aacht Unternehmen! Och aner méi klenger maachen dat, mä dat sinn extrem kleng Projeten, déi och heiansdo innovativ sinn, mä awer net d'Envergure hunn, fir muer eise Fuerschungsprogramm dohinner ze bréngen, wou mer eis e virstellen.

Et dierf een net vergiessen, dass et auslännesch Filiale vu grouse Firms sinn, déi hei deen entscheidende Bäitrag am Moment leeschten, dass mir iwwerhaupt bei 1,62% sinn. An do läit d'Schwächt vun eiser gan-

zer Démarche. Déi läit nämlech dodran, dass mer et nach net richtig fäerdeg bruecht hunn, d'PMEn och op dee Wee ze bréngen.

Luxinnovation, déi Agence, déi sech am Fong geholl mat Innovatioun a mat Recherche soll ofginn, ass duerfir do, fir déi eenzel Betriber, haaptsächlech déi Kleng- a Mëttelbetriber, fir se mat der Hand ze huelen a se an eng Démarche innovativ, eng Démarche de recherche eranzubringen. An ech mengen, mir hunn och hannendru probéiert, a Konsequenz an a Logik, och alles, wat d'Propriété intellectuelle ubelaangt, méi attraktiv ze maachen, net nëmme fir hei zu Lëtzebuerg, mä och fir Saachen unzezéien. An der Hoffnung, dass mer do net nëmme eng Gestiou vun hire Rechter kréien, mä dass mer och Elementer vun hirer Fuerschung hei op Lëtzebuerg kréien.

Ech mengen, déi 2,6%, déi mer eis ginn hu fir 2020, déi si realistesch. Kee wäert bremsen, wann ee mierkt, dass e groussen Zoufloss an, wéi soll ech soen, vill gutt Iddien op eemol op den Dësch kommen. Da wäerte mir selbstverständlech hëllef, dat weiderzubringen. Mä et huet kee Wäert, dass mer eis eppes virhuelen - mir hunn dat jo schonn e puermol probéiert an eenzel Saachen -, wat mer einfach net kënnen. Loosse mer eis realistesch Ziler ginn! An 2,6%, dat ass ee Prozent méi wéi dat, wat mer haut maachen. Dat ass extrem vill. Mä mir wäerten dorunner schaffen.

De Changement climatique. Ech hu verfollegt, wat gëscher hei vun Débat war. Ech mengen, mir hunn zwee Objektiv, déi ee muss anhalen, déi si contraignant. A mir hunn dat vun der Efficacité énergétique, wat et net ass, mä wou ech awer wierklech gutt Hoffnung hunn, dass mer Resultater kréien, déi éischter vläicht vun der Populatioun akzeptéiert ginn. Dat ass meng naiv Hoffnung.

Eng Rei Interdictiounen, déi mer an anere Punkte gemaach hunn, hunn dozou gefouert, dass ee gemierkt huet an der Bevölkerung, dass d'Begeeschterung net risegrouss war. Ech mengen, an der Efficacité énergétique bréngt een d'Argumenter besser eriwuer. Et sinn och normalerweis Elementer, déi manner wéi dinn, a priori. Ech mengen, dass do dat gréisste Potenzial läit, well do jorelaang hei zu Lëtzebuerg, menger Meenung no, net genuch gemaach ginn ass.

Mir probéiere jo och duerfir, eng Rei Saachen unzekuerbelen. Denkt emol un den Energiepass! Net nëmme, dass dat eng Direktiv ass, mä ech fannen et ass eng ganz gutt Ukuerbelung vun Aarbechten, eng Autobunn fir eist Handwierk. A wéi vill Opposition kritt een an de Reie vun de Leit, déi dee Pass mussen ausstellen! Sécherlech kann een ëmmer haderen iwwert de Präis,...

► **Une voix.**- Dir sidd ze bedauern.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- ...mä et muss een awer soen, dass dat en Usaz ass, wou d'Leit awer emol opmierksam gemaach ginn, wat fir e Potenzial mir beim Handwierk hätten, wa mer da géifen higoen, eis Haiser an eis fonctionnel Gebaier ëmzënnere. Do si mer och net a Konkurrenz, weder mat China, mat Indien nach mat soss iergendengem. Do si mer just a Konkurrenz mat der Groussregioun. An do musse mer kucken eens ze ginn.

► **Une voix.**- Sämtlech Niddregenergie-Haiser kommen aus Däitschland, Här Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Jo, wat wëlls de dann domadder soen? Wat wëllt Der dann domadder soen?

(**Interruption**)

Gelift?

► **Une voix.**- Dir hutt de Marché total verpasst vun den Niddregenergie-Haiser. D'Haiser kommen op Tieflader aus Däitschland.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Jo!

► **Une voix.**- Well Der eng falsch Politik gemaach hutt.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Wat hu

mer da verpasst? Mengt Der wierklech, mir hätten net pousséiert, dass bei eis am Handwierk Leit sech lancéieren an déi do Richtung?

(**Interruption**)

Ma dann nach muss een et maachen! Nach muss een et maachen! Et geet net duer, fir einfach ze mengen...

(**Brouhaha général**)

► **M. le Président.**- Ech géif lech bieden, dem Här Wirtschaftsminister nozelauscheren. Et kann nach jiddwereen, insofern, dass en nach Zäit huet, sech herno aschreiwien, fir dann nach eng Kéier Positionen ze huelen. Mä elo lauschtert Der emol wann ech gelift dem Minister no!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Mir kréie jo souwisou Geleeënheet, iwwert deen nationale Plang ze schwätzen. Ech hunn och net vill Alternativen dozou héieren. Et geet net duer, einfach hannen eppes festzestellen.

► **Plusieurs voix.**- Oh!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Et muss een dann zumindest och an der Effikasitéit déi Virschléi...

(**Interruption**)

Ech waarden nach ëmmer op déi Virschléi,...

► **Une voix.**- Jo, jo!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- ...déi eis solle weisen, wéi eng méi grouss Effikasitéit soll erbäigefouert ginn.

► **Une voix.**- Da liest emol eise Wahlprogramm. Do sti se dran.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Mir hunn...

► **Une voix.**- Da liest se emol!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- ...eis en Zil ginn...

► **Une voix.**- Den Här Berger huet se gëscher hei nach eng Kéier développéiert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- ...vun néng Prozent fir d'Joer 2016. Ech mengen och, dass ee kéint extrapoléieren, dass ee bis 2020 och an d'Géigend vun 20% kënnt kommen. Ech hunn déi Hoffnung wierklech. Déi Efforten, déi mer a leschter Zäit op deem Punkt do maachen, déi sinn am Moment vläicht an de Resultater nach net ze gesinn, mä déi si reell. Ech hoffe just, dass mer d'Adhésioun behalen, dass d'Leit mat am Boot bleiwen, fir a Richtung méi Effizienz ze agéieren. Et geet net duer, moies an Ëmfroen doriwwer ze schwätzen! Et muss een och hëllef, se ëmsetzen! Et muss een d'Populatioun esou wäit kréien, dass se och dorunner gleeft.

Den Décrochage scolaire ass een, wéi den Här Alex Bodry scho gesot huet, dee ganz schwéier ze definéieren ass. Nach vill méi schwéier ass dat Zil, wat mer eis ginn hunn am universitäre Beräich, well mer do ganz oft Saache moossen, déi net hei gewuess sinn, an dat, wat mer bräichten, fir eise Educatiounssystem ze moossen, dat bréngt mer net richtig fäerdeg. Dat heescht, dee Fine-tuning bréngt mer net fäerdeg, fir erauszefannen: Wou ass d'Resultat vun deene Schüler, déi wierklech duerch eise System geange sinn, wéi ass deenen hiert Resultat? Virsiichteg Evaluatiounen schwätze vun 30% am Moment. Dann ass et kloer, dass mer mussen Efforten an déi Richtung maachen.

Mä mir hunn natierlech duerch de Flux migratoire eng Rei Problemer, déi struktureller Natur sinn, déi aner Länner an deem Mooss net hunn. An eise Multilinguisme ass sécherlech och eppes, wat méi Schwierigkeiten duerstellt hei zu Lëtzebuerg, wéi dat an Däitschland an a Frankräich de Fall ass.

Bleift d'Inclusion sociale an d'Pauvretéit. Ech si frou, dass d'Kommissioun endlech och gewëllt ass, aner Weeër ze goe wéi just dee vum Taux de risque de pauvreté. Den Taux de risque de pauvreté ass eng reng monetär Analys vun der Aarmut, déi, ech mengen, dat net richtig erëmgëtt, wat wierklech an engem Land virgeet.

Wann ee seet, 60% vun engem mediale Loun, dann ass et evident, dass, wann eng Augmentatioun vun der Lounmass kënnt, huet een einfach esou vill méi Leit, déi vun engem Dag op deen anere reng mathe-matesch méi aarm gi sinn.

Ech fannen déi reng monetär Approche net gutt. Ech hätt léiwer, mir hätten d'Méiglechkeet, dat, wat ugedeit an ugeschwat ginn ass vun der Kommissioun, nämlech deen Taux de privation matérielle, deen éischter e qualitativ Uerteel ofgëtt iwwert d'Situatioun vun de Leit, dee seet: Si se capabel, hir Rechnungen ze bezuelen? Si se capabel ze äntwerten op Ausgaben, op déi se net virbereet waren? Si se capabel, hu se d'finanziell Méiglechkeete fir beispillsweis eng Woch am Joer kënnen eng Vakanz ze maachen en dehors vun hirem Haus? Dat si qualitativ Elementer, déi, ech weess, net einfach ze développéieren sinn, wou am Moment néng esou ähnlech qualitativ Kritären ausgeschafft gi sinn, an déi, ech mengen, eis méi no bréngt wéi déi reng monetär Approche.

Ech fannen et och richtig, dass ee kuckt: Wéi vill Leit liewen a Ménagen, wou kee vun de Leit eng Aarbecht huet? Dat heescht: Wéi vill Ménagen hu mer, wou wierklech keen eng fest Aarbechtsplaz huet? Dat, fannen ech, si wesentlech besser Indicateure wéi déi, déi mer beim Risque de pauvreté ëmmer erëm fannen an déi, mengen ech, keng Satisfaktioun ginn hunn a leschter Zäit.

Well wat am Fong geholl feelt, dat ass: Wéi kënne mer erarechnen de Fait, dass mer gutt Strukturen hu fir den Encadrement vun eise Kanner? Wéi kënne mer d'Sensibilisation vun Elteren, déi den RMG kréien, wéi kënne mer déi sensibiliséieren, fir d'Chèques-services ze notzen? Wéi ass d'Aktivatioun vum Taux d'emploi bei Leit, déi den RMG kréien?

All déi Punkten do, mengen ech, déi d'Qualitéit weise vun deem, wat an der Bevölkerung virgeet, sinn déi noutwendeg, déi mir mussen zesumme mat der Kommissioun - well dat do kënne mir jo net eleng maachen - entwéckelen.

E lescht Wuert vläicht. Ech hunn héieren, et sinn eng Rei Leit, déi jo..., oder zumindest een, dee ganz staark a Fro gestallt huet, dass ee vun der Kommissioun drop higewise gëtt, wou d'Schwächte sinn. Ech weess, dass ëmmer dergéint opposéiert gëtt. Mä net vergiessen, dass mer eng Rei Recommandatiounen scho krut hunn elo, sief dat iwwer eise Pensiounssystem, sief dat iwwer eise Finanzsektor, sief dat iwwert d'Potenzial vun eisen Aarbechtsplazen, sief dat ëm d'Ëmsetzung vun engem Unterrechtssystem an eng Realitéit, wou muer d'Leit eng Aarbecht hunn, déi och ugepasst ass un hir Ausbildung. Dat sinn alles Saachen, wou mer op déi Schwierigkeiten opmierksam gemaach gi sinn.

Elo gëtt ëmmer méi gesot: Mir wëllen net déi Gouvernance économique, mir wëllen net déi Gouvernance, déi gesteiert ass vun der Kommissioun. Ech mengen, déi Entwécklung vun deene leschte Méint huet gewisen, dass, wann eis eppes gefeelt huet, da war et eng Koordinéierung vu Wirtschafts- a Finanzpolitiken. Dat huet eis gefeelt. Mir hate wuel och den Nodeel, dass mer keng Referenz haten. Et gëtt néierens e Modell, wou een eng Währungsunioun schaaft an deem Mooss, wéi mir dat gemaach hunn. Dat gëtt et net. Sou dass mer Hésitatiounen haten, sou dass mer vläicht de Modell och net fäerdeg haten an d'Instrumenter och net.

Ech mengen awer, dass et Sënn gëtt, fir net Angscht ze hu virun engem vläicht méi staarker Harmoniséierung, an ech gesinn net, wou de grouse Sënn ass, wann een effektiv de Stabilitéitsprogramm, deen een huet, eragëtt am Oktober, nodeem de Budget scho fäerdeg ass; wann een de Plan national de réforme am Oktober eragëtt, wou een de Budget fäerdeg huet, wou een dann eng Meenung vun der Kommissioun kritt am Januar, Februar, wou de Conseil och nach eng Kéier am Mäerz driwwer schwätzt. Dat gëtt net ganz vill Sënn!

Duerfir ass déi Démarche, mengen ech, déi d'Regierung gemaach huet, déi ee ka resuméieren ënnert dem Semestre européen, déi richteg, fir dass mer an Zukunft géifen higoen a mir géifen e Conseil européen hunn, deen am Februar géif eng Rei Richtungen uginn, wou d'États membres géifen am Abrëll, an net eréischt am Oktober hire Projet virleeën, wou se selbstverständlech d'Parlamentar sollen abannen, souwuel an de Stabilitéitsprogramm wéi och an de PNR, nämlech dee vun der EU 2020, sou dass een am Juni kéint eng Evaluatioun kréien, wat anerer vun eise Programm halen.

Dat léisst eis am Juli d'Méiglechkeet, fir iwwert déi Reaktiounen, déi ee krut huet, dat Ganz afléissen ze loossen an d'Opstellung vun de groussen Aggregater vun eise Budget. Dat géif eng gewësse Logik duerstellen, an ech mengen, an déi Richtung solle mer och weiderhi plädéieren, och wann eng Rei Leit net där Meinung sinn.

Dat vu menger Säit, Här President. Ech iwwerloossen dem Aarbechtsminister, dem Nico Schmit, déi komplementar Remarquen ze maachen, déi éischter sän Domän sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Jo, Merci dem Här Wirtschaftsminister. An da kritt elo nach d'Wuert den Här Aarbechtsminister. Ech maachen drop opmierksam, datt nach genau zéng Minutten iwwreg bleiwen.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Merci, Här President. Ech mengen, no der Diskussion wësse mer alleguer, datt déi Strategie 2020 net eng Bibel soll sinn. Si soll ons hëllefen, eng Rei vu Problemer besser unzegoen.

Trotz allem sinn ech verwonnert, wann een hei héiert, datt mer müssen Angscht hu virun engem G2. An dat ass richteg. E G2 ass amgang sech ze profiléieren. An nieft dem G2 gëtt et eng Rei aner Länner, déi sech ganz aktiv op der Weltbühn profiléieren. Duerfir sinn ech wierklech net sécher, ob déi almodesch, souveränistesche Theorien hei déi richteg Äntwert op d'Welt vun haut an op d'Welt vu muer duerstellen.

Wat elo de Budget vun der Europäescher Unioun ubelaangt, da rappeléieren ech, datt dee Budget ënner engem Prozent vum Bruttosozialprodukt vun all onse Länner, vun deene 27 Länner vun der Europäescher Unioun, läit. Wann een elo mengt, mir missten dee Budget zréckféieren, da froen ech emol: Majo, solle mer dann d'Agrar Ausgaben, dat heescht dat, wat mer an d'Agrikultur investéieren, dat, wat besonnesch an e Secteur fléisst, deem et momentan net besonnesch gutt geet, solle mer dee Budget drastesch zréckféieren? Oder solle mer déi sozial Ausgaben, solle mer d'Fonds structurels, déi hëllefen, datt Europa och seng Infrastrukture verbessert, besonnesch an deene Länner, déi bei ons gestouss sinn, solle mer déi emol stoppen oder drastesch reizen?

Ech mengen, déi Diskussion iwwert den europäesche Budget, déi féiert een net demagogesch, déi muss ee seriö an op Basis vun de Chiffere féieren. Mir sinn ons alleguer bewosst, datt déi Strategie 2020 soll e bessert Aneneegräife vun der sozialer Dimension, vun der ökonomescher Dimension a vun der ökologescher Dimension organiséieren.

An et ass ganz kloer, datt déi sougenannten „stakeholder“, an dat sinn net nëmmen d'Staten, dat ass net nëmmen d'Kommissioun, dat si souwuel d'Gewerkschaften, d'Sozialpartner, dat sinn d'Entrepreneuren, dat sinn d'Universitäten, dat sinn d'Sozialrichtungen, déi mussen kucken, datt mer op deene verschiddene Gebidder do weiderkommen an datt mer en effet dee soziale Modell, dee jo grad op deenen dräi Peileren an Europa berout an deen net nëmmen dat Ekonomesch privilegiéiert, deen och déi sozial Dimension ganz kloer muss stäerken - an do si mer d'accord, datt déi sozial Dimension an Europa schwächelt, besonnesch an där Kris schwä-

chelt -, mussen mer also ons beméien, datt déi gestärkt gëtt.

De Chômage: Ma et ass ganz kloer, datt de Chômage eng vun deene groussen Erausforderungen an deem Kontext ass. Datt de Chômage d'Source vun der Aarmut ass, d'Haaptsource vun der Aarmut. Datt de Chômage eng Gefor duerstellt fir déi sozial Kohesioun. An datt de Chômage och ganz oft d'Ursaach vum Échec scolaire ass. All déi Saache ginn zesammen.

A Familljen, wou d'Elteren am Chômage sinn, stelle mer fest, datt oft d'Kanner och Schwierigkeeten hunn, well dat op si ofwierft. Duerfir ass de Chômage eng grouss Ongerechtegkeet an de Chômage ass Gëft fir d'Chancéglichheet an onser Gesellschaft.

Sécher ass d'Zukunft vun Europa ze sichen nach ëmmer, wéi d'Lissabon-Strategie dat richteg gesot hat, an dem Développement vun der Wëssensgesellschaft. Mir müssen ouni Zweifel dorop hirschaffen, datt mer méi qualitativ héichwärtig Aarbechtsplaz kréien. Fir dat natierlech ze erreechen, mussen mer d'Leit och besser ausbilden.

Mir wëssen alleguer, datt de Problem vum Chômage hei zu Lëtzebuerg e strukturelle Problem haaptsächlech ass. Dat heescht, de Problem vun net genügender, vu falscher Ausbildung vun deene Leit, déi keng Chance méi um Aarbechtsmaart hunn. A wou setzt een en? Et setzt een u bei deene Jonken an engem effikasse Schoulsystem. Et setzt een u bei deene Jonken, déi aus dem Schoulsystem erausfalen. Dat ass och hei zu Lëtzebuerg e Problem.

Duerfir si mer amgang, zesumme mat der Educatioun, zesumme mam Service national de la Jeunesse, e System opzebauen, dee probéiert, e Maximum vu Schoulofbriecher opzefänken an hinnen entweder iwwer eng Aarbecht och eng Formatioun ze ginn oder se an den Apprentissage pour adultes, wéi dat virdu gesot ginn ass, ze bréngen.

Mä op jidde Fall ganz oft brauchen déi jonk Leit Begleedung. Si packen dat net eleng. Si müssen accompagnéiert ginn. An duerfir soen ech, mir wäerten an Zukunft méi müssen an d'Mënschen investéieren an e bësse manner a prestigieus Bëtonsbauten.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Net d'Qualifikatioun; dat ass also de Problem.

Den Taux d'emploi: Bon, den Taux d'emploi, do gëtt e x Chifferen. Ech ka just dem Här Bauler soen, datt meng Chifferen e bësse anescht si wéi seng. Mir leien do liicht iwwert der europäescher Moyenne. An et ass kloer, datt fir ons e groussen Intérêt dodra besteet, déi 75% esou wäit wéi méiglech an zéng Joer ze erreechen.

Mir hu plus zwee bei de Fraen erreecht. Dat ass net näischt. Ech kucken och, wat mer an deene leschten zéng Joer säit der Lissabon-Strategie erreecht hunn. Mir müssen duerfir, do sinn ech ganz dermat d'accord, hëllefen de Fraen, mä net nëmmen de Fraen, och de Männer, Famill an Job a Beruff matenee besser ze conciliéieren, müssen d'Frae promovéieren, müssen d'Rechter vun de Fraen op der Aarbechtsplaz verbessern, mir müssen d'Gläichheet vu Loun vun de Frae verstärken, mir müssen den Travail à temps partiel verstärken, awer net deen, deen imposéiert gëtt, mä dee vun de Leit gewënscht ass.

A sécher mussen mer vläicht emol zréckkommen op d'Fiskaldebatt.

(Interruption)

De Congé parental, deen ass assuréiert, dat garantéieren ech lech.

(Brouhaha)

An d'Fiskaliteit...

(Brouhaha)

An d'Fiskaliteit, esou wéi d'OCDE et an hirem leschten - ech si jo och een, deen net féiert, och d'OCDE heiansdo ze zitieren -, wéi déi ons dat seet.

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Ech géif lech bieden, dem Här Minister Schmit nozelauschteren! Et ass esou eng grouss Opregung de Mëtteg. Ech wär wierklech frou, et ass

eng wichteg Debatt, wann Der elo nach géift véier Minutten nolauschteren. Da muss souwiesou de Minister lues awer sécher zum Schluss kommen.

(Brouhaha général et hilarité)

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Dat hei sinn... Ech sinn ëmmer verwonnert, wéi ee ganz seriö Froe kann op eemol an d'Lächerlecht zéien!

Also, dee gréisste Problem sinn d'Senioren, déi Leit iwwer 50 oder iwwer 55. Do mussen mer usetzen. Do ass den Taux d'emploi extrem schwach. Mir müssen nei Modeller entwéckelen téschent Pensioun a Schaffen.

Mir müssen awer och an d'Formatioun investéieren, net wann d'Leit 50 sinn, mä laang virdrun. Wann een e Parcours professionnel huet, da soll een net ufänke mat 52 op eemol ze soen: Mir müssen awer kucken, datt deen doten den technologeschen Évolutiounen nokënnt. Dat ass also d'Formation continue, déi mer an de Betriber mussen besser organiséieren. Mir sinn amgang, mat de Sozialpartner a CPTÉ, dem Comité pour le travail et l'emploi, iwwer wierklech eng nei Plattform an der Formatioun an an der Formation continue ze diskutéieren.

Mä ech soen et nach eng Kéier: Och d'Entrepreneuren hunn hei eng gréisser sozial Responsabilitéit, fir net déi e bësse méi Eeler aus dem Betrib erauszedecken, entweder an de Chômage, mä gewéinlech dann an d'Prétraite, wou dann d'Kollektivitéit mat bezilt. Duerfir mussen mer och déi Diskusioun vun der Prétraite féieren.

Ech wëll näischt iwwert d'Orientatioun professionnelle, net nëmme fir déi Jonk, mä och déi fir méi Eeler, soen. Mä elo muss ech lech just eppes soen, Här Bauler. Ech hunn dat mat vill..., ech hu grouss Estime fir Är Interventioun en général, dat hunn ech lech och scho gesot, mä ech géif lech awer uroden, lech heiansdo e bësse besser ze informéieren.

(Brouhaha)

Éischtens, d'ADEM huet elo 40 nei Leit rekrutiert. Déi sinn natierlech net vun haut op muer operationell. Dir hutt selwer gesot: Mir müssen d'„conseillers professionnels“, esou nenne mer elo de Placeur, besser forméieren. Ech kann déi net einfach ouni Formatioun op d'Leit lassloosen. Ech roden lech, Äre Frënd, de President, ze consultéieren. Hie weess ganz genau, datt mer elo gläich e Büro zu Déifferdeng opmaachen an zwee weider Büroe vun der ADEM. Ech mengen, dat ass also um Rullen.

Ech sinn och d'accord, datt dat net duergeet, datt mer haaptsächlech müssen...

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- ...un der Manéier...

(Brouhaha)

...datt mer op der Manéier mussen schaffen, wéi den Demandeur d'emploi suivéiert gëtt, de Suivi personnalisé, wéi mer d'Formatioun abauen, wéi mer d'Kompetenzevaluéierung vun den Demandeurs d'emploi do abauen. Och dat ass alles 2020, well wann een déi Dokumenter liest, da gëtt op de wichtige Rôle vun de Services publics de l'emploi do insistéiert.

Mir sinn amgang, och op de Reklasséierten, déi Leit, déi reklasséiert ginn, dat heescht, déi en capacité de travail réduite sinn, ze schaffen. Vill vun deenen - dat sinn der iwwer 3.000, dovun iwwer 2.000 Résidenten -, déi sinn zwar nach ëmmer als Demandeurs d'emploi enregistriert, mä si stinn e bësse esou op der Säit, a besonnesch compte tenu vun der Législatioun, déi mer momentan hunn, hu se eigenlech wéineg Incentive, fir erëm eng Aarbecht unzehuelen.

Net nëmme wäerte mer en neie Büro, e spezielle Büro fir déi Leit opmaachen an deenen nächsten Deeg - Dir sidd invitéiert, fir deen nach kucken ze kommen, fir ze weisen, ob eppes an der ADEM geschitt oder net -, mä mir wäerten haaptsächlech zesumme mam Kolleg vun der Sécurité sociale déi Législatioun adaptéieren an och der ADEM d'Méiglechkeete ginn, besonnesch déi do Kategorie, wou et Leit gëtt,

déi vläicht net méi onbedéngt kënnen schaffen, mä wou et der awer och anerer gëtt, déi absolut en neien Job kënnen unzehuelen, fir déi ze ënnerstéizen an hinnen ze hëllefen, erëm op den Aarbechtsmaart ze kommen.

Mat all deene Mesuren zesumme wäerte mer den Taux d'emploi och hei zu Lëtzebuerg weider verbesseren. An ech muss nach eng Kéier soen, den Taux d'emploi ass verbessert ginn an der Vergaangeneheet, mä mir müssen dat Zil vu 75% esou wäit wéi méiglech mat erreechen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Aarbechtsminister Nicolas Schmit, dee sech ganz prezis u seng Zäit gehalen huet. Elo huet nach den honorabelen Här François Bausch eng Kéier d'Wuert gefrot.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech muss hei d'Wuert nach eng Kéier ergräifen, well den Här Krecké, deen ass Spezialist doran, fir op Froen ze äntwerten, déi kee gestallt huet.

(Hilarité)

Dat huet natierlech zwee ganz praktesch Grënn: Éischtens brauch en dann op déi wierklech gestallte Froen net ze äntwerten, an zweetens hëlleft dat em natierlech, fir iwwert d'Schwächte vu senger eegener Politik ewechzetäuschen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- An den Här Krecké ass e Spezialist doranner virzegoen.

Ech wëll dat als Beispill eraushuelen, well dat mech besonnesch frappéiert huet, dat ass dat, wat en hei erausgestallt huet, nämlech dat vun der Energieeffizienz, wou en elo hei 2010, de Juni 2010 dat Thema wierklech schéngt nei entdeckt ze hunn. An dann duerno nach eppes Drëttes mécht, wat en och gäre mécht, nämlech sech duerstellt, wéi wann en op eemol an der Oppositioun erëm ukomm wär. Well wann ech feststellen, datt d'Energieeffizienz esou e wichteg Thema ass, wou esou vill nei Aarbechtsplazen domadder verbonne sinn, da wusst ech dat jo och schonn déi lescht fënnf Joer virdrun, wou ech an der Regierung war.

Da muss ech awer d'Fro stellen, ob dee Secteur, deen en dann hei viséiert huet, dann esou zefridde war an deene leschte fënnf Joer mat där gemaachener Politik vun deser Regierung, sougutt um Niveau vun dem Kadersetze fir d'Energieeffizienz generell wéi awer och wat d'Konditiounen ubelaangt, fir datt déi Betriber kënnen schaffen.

An ech wëll dem Här Krecké just soen, datt mat Sécherheet déi Schweigeminutt an déi Manifestatioun, déi elo wäert stattfanne vum Handwierk an deenen nächste Wochen hei virun der Chamber, déi ass jo net wéinst der Oppositioun, wou déi hei wäert stattfannen, ginn ech emol fest dovunner aus.

► **Une voix.**- Wéinst der Energieeffizienz.

(Brouhaha)

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Si ass och net wéinst der Energieeffizienz, mä si huet awer och mat Generellem, mat Rahmebedéngungen ze dinn, Här Krecké.

Et geet do och net nëmmen em Theme wéi zum Beispill den Index.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Dir wäert d'Leit dach net hei wëlle gleewen dinn, dass se manifestéieren, well se net zefridde si mat der Energiepolitik. Macht lech awer net lächerlech!

(Brouhaha général)

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Et geet dorëms, well déi Leit natierlech fannen, generell gesinn, datt Der, éischtens, wat d'Rahmebedéngungen ubelaangt fir deen dote Secteur, zimlech échouéiert sidd an deene leschte Joren. An do geet et net nëmmen em d'Fro vum Index...

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Kee Wuert an de Gesprécher hunn ech bis elo an déi do Richtung héieren. Erzielt dach näischt, wat net stëmmt! Här Bausch, ech hunn...



► **M. François Bausch** (déi gréng).- Här Krecké...

► **M. le Président**.- Neen, ech bieden elo, dem Här Bausch nozelauschteren, Här Minister...

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ech hu regelméisseg Gespréicher...

Hien huet mech och ënnerbrach!

► **Plusieurs voix**.- Oh!

(**Brouhaha**)

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- ...mam Handwierk. Doriwwer huet d'Handwierk sech bei mir nach ni beklot.

► **Une voix**.- Ouh?

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- An ech wier gespaant, deen ze héieren, deen dat dann elo wëllt maachen op Är Ureegung hin.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Här Krecké, ech wëll lech just eent soen.

(**Brouhaha général**)

► **M. le Président**.- Ech géif lech elo wierklech bieden, dem Här Bausch nozelauschteren! Här Minister, Dir kënnt herno jo nach eng kéier äntweren.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Op enger Pressekonferenz viru kuerzem, do hunn ech net d'Impressioun gehat, wéi ech déi owes gekuckt hunn, datt dat deem entsprécht, wat Der elo grad hei zielt. An Är Reaktioun den aneren Dag, wou Dir op der Televisioun reagéiert hutt, huet mer och net d'Impressioun ginn, datt Der de Moment mat deene Leit op ganz guddem Fouss géift stoen, an datt dat alles esou gutt géif oflafen, wéi Der dat hei zielt.

► **Une voix**.- Très juste!

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Ass dat esou oder ass dat net esou?

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Dat ass net esou!

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Oh, hoho! Also, ech wëll lech just soen...

(**Brouhaha**)

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- De Problem vum Index, deen den Handwierker staark um Nol läit, ass net deen, dee mir hei diskutieren.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Et geet net nëmmen ëm den Index bei där doter Fro, Dir wësst dat ganz genau.

(**Interruption**)

Dir wësst dat ganz genau.

Dat Eenzegt, wat Der fäerdeg bruecht hutt, Dir hutt dunn natierlech op Är Koalitionspartner gefacht. Dir hutt gesot: Alleguerten d'Problemer, déi géife beschriwwen gi vun der Handwierkerfederatioun, déi géifen lech eigentlech net betreffen, si solle vis-à-vis bei de Ministère op déi aner Säit reklaméieren goen. Dat hutt Der als Äntwert ginn.

(**Brouhaha**)

Ech froen lech just: Sidd Der der Meinung, ass dat hei eng Regierung, déi e Kollektiv ass oder net an deenen dote Froen? A sinn dat d'Konditiounen, déi ee wëllt schafen an deene Secteuren, wou Aarbechtsplaze solle geschaf ginn?

(**Interruptions**)

Dofir, wann Der emol heihinnerkommt op d'Pult an Dir wëllt Lektionen erdeelen, dann iwwerleet lech emol fir d'Éischt eng kéier, a wat fir enger Situatioun datt Der selwer sidd.

Zweete Punkt, Här President, dat ass, ech muss jo soen...

(**Brouhaha**)

► **M. le Président**.- Hei, ech géif lech wierklech bieden, nach nozelauschteren! Ech mengen, den Här Bausch huet net méi fir ganz laang.

(**Brouhaha**)

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Dat hânt dovunner of, wéi...

► **M. le Président**.- Well soss komme mer net op d'Enn vun där Debatt. Elo lauschtere mer dem Här Bausch nach no.

(**Interruption**)

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Zweete Punkt, Här President, 2004 sinn den Här Krecké a seng Partei an d'Wahle gaangen, a si haten deemools an hirem Wahlprogramm geschriwwen iwwert d'Diversifikatioun an iwwert d'Schafung vun neien Aarbechtsplazen. Hiren Haaptobjektiv wär ze setzen, an et ass deemools drëms gaangen, muss ee wëssen, och ëm Restrukturatiounen, déi an der Stolindustrie waren. Well mir ware jo 2004 nach net an der Finanzkris.

Do huet seng Partei gesot, et misst een Ersatzarbeitsplazen a Groussindustrieberäicher schafe fir Lëtzebuerg, well do géifen déi Aarbechtsplaze verluer goen, an et misst een do Ersatzarbeitsplaze schafen. Mir hunn deemools gesot, prinzipiell géife mir natierlech direkt ënnerschreien, wann et méiglech wär, grouss industriell Betriber nach op Lëtzebuerg ze kréien. Mä mir haten do eng grondleeënd Divergenz mat him, mat senger Partei, well mer der fester Iwwerzeugung waren, datt ee Grouss- a Schwéierindustrie net méi op

Lëtzebuerg géif kréien aus deene bekannte Grënn, déi mer alleguerte wëssen.

Och den Här Krecké weess nämlech, datt déi grouss Produktiounsanlagen éischer eben ausserhalb vun der Europäescher Unioun sinn, oder héchstefalls nach a Länner vun der Europäescher Unioun wéi Polen, also wat fréier sougenannten Ostländer waren, mä datt et eng Illusioun wär, fir ze mengen, et kréich een nach esou Entrepreneuren op Lëtzebuerg.

Fënnef Joer, Här Krecké, hutt Der dat versicht. Dir hutt keng eng grouss Schwéierindustrie op Lëtzebuerg bruecht, keng eng. Dat heescht, Dir hutt emol keng kleng fäerdeg bruecht op Lëtzebuerg ze bréngen. Donc kënnt Der net heihinnerkommen an der Oppositioun léieren...

Mä wat hu mir gesot? Mir hu gesot: Wat ee muss maachen - schonn 2004 hu mer dat gesot -, dat ass, datt ee muss versichen, kombinéiert Fuerschung mat innovativer Kleng- a Mëttelbetriber, déi un der Fuerschung drunhänken, op Lëtzebuerg ze kréien. A selbstverständlech sinn natierlech an enger éischer Phas och domadder Aarbechtsplaze verbonnen an der Produktioun. Mä do muss ee sech awer keng Illusiounen maachen.

Wann Der d'Beispill huet vun der Solarindustrie an Däitschland, an dee Konflikt, dee sech natierlech ubahnt, dat ass awer näischt Anormales. Wat ass geschitt an Däitschland? Well an Däitschland relativ couragéiert e System opgebaut ginn ass, huet déi Industrie sech entwéckelt vun der Fotovoltaik, an natierlech, wann d'Masseproduktioun bis aspréngt, evidenteweis kommen da Länner wéi China oder och souguer Indien, déi dann op eemol an der Masseproduktioun vill besser Konditiounen kënnen ubidden a vill méi staark sinn. An doduerjer kritt een natierlech dann de Risiko, datt verschidden Industrien, déi an deem eegene Land mat an där Foulée sech opgebaut hunn, sech wäerte verlagere dohinner.

Mä de Grondfeiler, wann een de Wëllen huet, bleift de Grondfeiler awer an deem Land, an dee wäert och an Däitschland bleiwen, dat wäert Der gesinn. Ausser natierlech des Regierung, oder déi Regierung, déi elo do ass, fiert esou weider, wéi se elo amgaangen ass, da riskéiert se natierlech och, deen Atout, dee se hat an der Fuerschung an an de Grondfeiler, wat ebe bedeit, datt ee kleng Entitéiten och vu Produktioun am Land behält, fir ëmmer erëm nei innovativ Produkter ze lancéieren, déi behält een dann a sengem Land.

Do muss ee sech awer kengen Illusiounen higinn. Als Lëtzebuerg zumools! Däitschland kéint nach vläicht den Usproch erhiewen, fir méi och grouss Produktiouns-

anlagen ze behalen. Mä Lëtzebuerg, beim beschte Wëllen, deen de Leit wëllt verkaufen hei, datt et méiglech ass, zu Lëtzebuerg nach neier ze kréien, dee street de Leit Sand an d'Aen. Mir solle frou sinn, wa mer déi behalen, déi mer am Moment hunn.

An näischt aneschtens hu mir gesot. Mä mir hunn eigentlech, Här Krecké, schonn éischer wéi Dir, 2004 déi do Situatioun erkannt. A wann Der schonn 2004 lech un déi dote Strategie gemaacht hätt, wou Der deelweis elo amgaange sidd, deelweis och op positive Weeër amgaange sidd, dann hätt Der net fënnef Joer Zäit verluer an da bräicht Der och net ofzelenken hei op Basis vu Froen, déi keen lech gestallt huet, fir datt Der op Är eege Schwächen net muss hiweisen.

An da wëll ech lech soen, ofschléissend: Dir sot, zéng Joer konnt ee keng Evaluatioun maache vun der Lissabon-Strategie, well d'Kris ass eis dertëschtent komm.

Mä beim beschte Wëllen, d'Kris ass 2008 komm. Dat heescht, dat huet eis déi lescht zwee Joer beschäftegt. Woubäi een och do muss soen, d'Kommissioun huet d'Kris an Ufank schrecklech wéineg beschäftegt. Well wann ech emol de Rôle vun der Kommissioun an der Krisbekämpfung kucken - an ech hoffen, datt mer eis awer do heibannen eens sinn -, da muss een awer feststellen, datt déi Kommissioun en zimlech lammleucht Bild ofginn huet an där Krisbekämpfung.

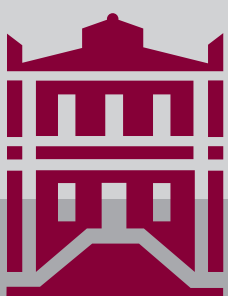
Et ass éischer, et muss een hei luewenderweis soen, datt op Regierungsniveaun Initiative geholl gi sinn, an d'Kommissioun der Saach relativ verluer nogekuckt huet emol eng laang Zäit. Dofir hätt se och Zäit gehat sécherlech, fir Analysen ze maachen. Fir eng Analys oder eng Bestandsopnahm ze maachen, dofir brauch ee keng Joren.

Mä et muss een awer mindestens, ier een eng nei Strategie ufänkt, dann awer de Bilan zéien iwwert dat, wat déi zéng Joer vir drun awer manifestement schifgelaf ass. An dofir verléiert ee keng Zäit. Et kann ee souguer parallel sech ufänke Gedanken ze maachen, wéi ee sech nei wëllt opstellen. Mä mindestens ass de Bilan wichteg, fir datt een net erëm, oder zumindest eng Rei Saachen, déi falsch gelaf sinn, net erëm eng kéier fortschreift an där neier Strategie, déi ee sech gëtt.

Wann ech d'Chômagezuele kucken zu Lëtzebuerg, och do muss ee soen, ech hunn e bëssen d'Impressioun, Här President, datt des Regierung amgaang ass, alles, wat schlecht ass, an alles, wat schifgelaf ass an deene leschte Jore gëtt nëmmen op de Fändel vun der Kris geschriwwen. An da gëtt zum Beispill beim Chômage vergiess, datt de Chômage zu Lëtzebuerg och gesti-

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu



gen ass virun 2008. Mir hunn e Problem gehat zu Lëtzebuerg och virun 2008.

(Interruptions diverses)

Dach, dach! Dir sidd ugetratt 2004, Här Krecké, déi do Regierung, fir ze soen, Är éischt Prioritéit wär, fir de Chômage op...

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- 2008 ass en zrëckgaangen, net an d'Luucht.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Neen! En ass zrëckgaange par rapport zu wat? Par rapport zu wat fir engem Joer?

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mä Dir braucht jo nëmmen ze kucken. Déi Serien, déi gétt et jo.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dir sidd ugetratt 2004 mat deem grouse Verspriechechen, Dir géift et fäerdeg bréngen, de Chômage substanzuell zrëckzedrängen. Dir hutt dat net fäerdeg bruecht bis 2008. An Dir sollt dat och emol eng Kéier lech agestoen.

A wann Der da wëllt diskutéieren iwwert déi onqualifizéiert Aarbechtsplazen. Dir sot zu Recht, mir brauche fir all Kategorie eng Aarbechtsplaz. Am beschte musse mer derfir suergen, dat heescht, datt d'Leit zu Lëtzebuerg all eng Qualifikatioun hunn an doduerjer besser Aarbechtsplaze fannen. Mä mir wäerten ëmmer och onqualifizéiert Aarbechtsplaze behalen.

Mä wann ech awer emol do kucken, wéi déi onqualifizéiert Aarbechtsplazen, wat fir eng mer éischtens geschafene hunn a wéi déi besat ginn, do wësse mer jo awer och, datt déi zu engem groussen Deel net vu Résidenté besat gi sinn, mä zu engem groussen Deel vu Frontaliere besat gi sinn. An da musse mer och dat emol eng Kéier diskutéieren, wa mer wëllen eng seriö Analyse maachen, firwat datt zum Beispill Lëtzebuerger, déi um Lëtzebuerger..., also net Lëtzebuerger, mä Leit, déi um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ageschriwwen sinn, déi net qualifizéiert sinn, et méi schwéier hunn oder schlecht placéiert gi par rapport zu...

Gelift?

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Wëllt Der se sanktionéieren, wa se deen Job net huelen?

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Neen! Mä et kann een awer vläicht emol eng uerdentlech Analyse maachen, wou dat hierkënnt. Ech hunn déi bis elo nach net héieren, Här Schmit, et deet mer schrecklech leed.

Op alle Fall dierf een net heihinnerkommen a Lektionen ausdeelen, wéi den Här Krecké se gemaach huet, wann een, wéi gesot, an deenen dote Froe kee besonnesch brillante Bilan huet.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Sou. Merci dem Här Bausch. Domadder wäere mer um Enn vun der Diskussioun.

Motion 1

Mir hunn awer hei nach zwou Motiounen, déi vum Här Henri Kox abruucht gi sinn. Fir d'éischt d'Motioun N°1. Wie wëllt nach dozou eppes soen?

Do ass alles gesot ginn. Da géif ech proposéieren, datt mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun N°1 kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, géint 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marcel Oberweis), Mme Marie-Josée Frank (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Mill Majerus), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par Mme Christine Doerner), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Scheuer), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Motion 2

Da kéime mer zu der zweeter Motioun vum selwechten Auteur.

► **Une voix.**- Dat geet net besser.

► **M. le Président.**- Ech huelen och un, datt do keng...

► **Une voix.**- Dat gétt nach schlëmmer.

► **M. le Président.**- ...Demande de parole méi ass. Da kënne mer och direkt heiriwwer ofstëmmen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. Och hei ass de Vote ofgeschloss.

Och des Motioun ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, géint 7 Jo-Stëmmen an 10 Enthaltungen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marcel Oberweis), Mme Marie-Josée Frank (par M. Mill Majerus), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Scheuer), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Eugène Berger);

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Domadder si mer dann och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 29. an den 30. Juni souwéi den 1. Juli. Den Ordre du jour gétt lech schrëftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 18.07 heures)

Sommaire des séances publiques N°s 34, 35 et 36

Communications	pages 457-458
Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés	page 458
Ordre du jour	page 458
Heure de questions au Gouvernement	
- Question N°58 du 8 juin 2010 de M. Marc Spautz relative aux conditions médicales à remplir en vue de l'obtention d'un permis de conduire des catégories C à F, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	page 458
- Question N°59 du 7 juin 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place d'internats dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	page 458
- Question N°60 du 8 juin 2010 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	pages 458-459
- Question N°61 du 8 juin 2010 de M. Claude Adam relative au classement des candidats postulant pour un poste d'instituteur ou d'institutrice de l'enseignement fondamental déclaré vacant sur la 2 ^e liste, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	page 459
- Question N°62 du 8 juin 2010 de M. Roger Negri relative aux travaux de réfection du Pont Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	page 459
- Question N°63 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative à l'échangeur «Helleng», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	pages 459-460
- Question N°64 du 7 juin 2010 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité dans les bâtiments judiciaires, adressée à M. le Ministre de la Justice	page 460
- Question N°66 du 7 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de connexions internet sans fil non sécurisées par des personnes privées, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias	pages 460-461
- Question N°65 du 8 juin 2010 de M. Camille Gira relative à la tarification de l'eau, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région	page 461
- Question N°67 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative aux trains surchargés lors des heures de pointe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	pages 461-462
- Question N°68 du 8 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'état d'avancement des plans sectoriels, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	page 462
Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'élaboration d'un plan de développement culturel pluriannuel	pages 462-466
Interpellation de M. Félix Braz au sujet des systèmes de vidéosurveillance sur le territoire luxembourgeois	pages 466-475
5787 - Projet de loi portant	
1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,	
2. fixation des modalités, du programme et du déroulement de la formation spécifique des chargés d'éducation à durée indéterminée et à durée déterminée et à tâche complète ou partielle,	
3. création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,	
4. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique	pages 475-478
6094 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements	pages 478-479
6116 - Projet de loi portant approbation des Statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), faits à Bonn, le 26 janvier 2009	pages 479-480
6121 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise	pages 480-481
Motion N°1 de M. Claude Adam sur l'éducation aux médias dans l'enseignement fondamental et secondaire	page 481
6117 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée	page 482
6129 - Débat d'orientation relatif à l'avant-projet de Plan national de développement durable	pages 482-496
Débat d'orientation sur la stratégie communautaire «Europe 2020»	pages 496-510

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0543	André Hoffmann	Protection des enfants au sein de familles sans papiers
0568	Fernand Etgen	Taux d'intérêt
0583	Jean Colombero	Transport public
0592	Marcel Oberweis	Exclusions scolaires pour actes de violence
0594	Camille Gira	Qualité de l'air dans la ville de Luxembourg
0597	Eugène Berger	Cours de langue maternelle dans le cursus de l'école luxembourgeoise
0600	Fernand Kartheiser	Débiteurs d'aliments
0607	Claude Haagen	Grippe A(H1N1) - Personnel des centres de vaccination
0617	Fernand Kartheiser	Non-représentation d'enfants
0620	Gast Gibéryen	Fermeture du bureau de douane à Rodange
0621	Claudia Dall'Agnol	Manque d'effectifs auprès des services de secours
0622	Jean Colombero	Projet de recherche «Renewing Health»
0639	Jean Colombero	Suivi des patients atteints d'une maladie psychiatrique

Question 0543 (27.3.2010) de M. André Hoffmann (déi Lénk) concernant la protection des enfants au sein de familles sans papiers:

Le rapport annuel 2009 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) fait référence à des informations sur des «maltraitements d'enfants au sein de familles sans papiers» (paragraphe 13.3., p. 71). Il cite notamment un cas précis, où le juge saisi de l'affaire aurait invoqué son «incompétence» puisque la famille se trouverait en situation d'irrégularité, et qui donc n'aurait pas pris des mesures de protection. Or, cette situation soulève des questions fondamentales auxquelles je prierais Madame la Ministre de bien vouloir répondre.

1. Les enfants dont les parents sont en situation irrégulière, ont-ils droit à la même protection que tous les autres enfants - selon le principe d'universalité des droits humains?

2. Le juge saisi d'une affaire de maltraitance peut-il invoquer son incompétence en raison de la situation irrégulière des parents et du mineur?

3. Quelles démarches et initiatives Madame la Ministre entend-elle entreprendre afin de permettre à tous les enfants «de bénéficier de la même protection», ainsi que le demande l'ORK?

Réponse commune (1.7.2010) de M. François Biltgen, Ministre de la Justice et de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

La loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse dispose en son article 1^{er} que le Tribunal de la Jeunesse prend des mesures de garde, d'éducation et de préservation à l'égard des mineurs qui comparaissent devant lui.

Selon l'article 7 de la même loi, le Tribunal de la Jeunesse prend ces mesures de protection à l'égard des mineurs «qui se soustraient habituellement à l'obligation scolaire, qui se livrent à la débauche, qui cherchent leurs ressources dans le jeu, dans les trafics, dans des occupations qui les exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité ou dont la santé physique ou mentale, l'éducation ou le développement social ou moral se trouvent compromis».

Enfin, l'article 20 de la loi de 1992 prévoit que la compétence territoriale du Tribunal ou du Juge de la Jeunesse est déterminée par la résidence des parents, tuteur ou autres personnes qui ont la garde du mineur, par la résidence du mineur ou par le lieu où l'infraction a été commise (par le mineur).

Aucun de ces trois articles qui déterminent la compétence ratione materiae et loci du Tribunal et du Juge de la Jeunesse ne précise que ces autorités ne seraient compétentes que pour les mineurs dont la situation administrative serait en ordre.

Je ne partage dès lors pas l'analyse juridique faite par le Juge de la Jeunesse dans le cas concret invoqué dans le rapport annuel 2009 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand.

Il faut préciser, pour être complet, que le cas de ce mineur avait été signalé au Parquet de Luxembourg par un courrier de l'ORK du 9 avril 2009, ainsi que par un courrier du Ministère des Affaires étrangères du 28 avril 2009.

Le Parquet a saisi le Juge de la Jeunesse en vue de la prise d'une éventuelle mesure de protection en faveur de ce mineur, ainsi que le Juge des Tutelles, en vue de la désignation d'un administrateur ad hoc en sa faveur. Il n'a pas été

fait droit à ces demandes du Parquet et aucune mesure de protection n'a été prise.

Le Parquet n'a pas pu interjeter appel contre ces «décisions» du Juge de la Jeunesse, alors que ce dernier n'a pas pris d'ordonnance et n'a pas non plus fait parvenir une autre décision ou prise de position écrite au Parquet, mais a seulement exposé son point de vue dans un courrier du 27 avril 2009 adressé à l'ORK.

Si de telles situations devaient se répéter à l'avenir, une modification de la loi s'imposerait.

Question 0568 (8.4.2010) de M. Fernand Etgen (DP) concernant le taux d'intérêt:

La circulaire du directeur des contributions directes L.I.R. N°164/1 du 23 mars 1998 retient de manière forfaitaire un taux d'intérêt de 5% en relation avec les comptes courants débiteurs d'associés ou d'actionnaires personnes physiques de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités. Or, une telle simplification et forfaitarisation de ce taux d'intérêt ne correspond nullement aux conditions du marché de manière que le taux de 5% est largement supérieur au taux des conditions du marché. Ainsi, le taux d'intérêt relatif aux crédits accordés aux ménages qui ne sont ni des crédits à la consommation, ni des crédits immobiliers peut être chiffré actuellement à environ 1,75%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre des Finances ne pense-t-il pas qu'une adaptation de ce taux forfaitaire s'impose?

- Monsieur le Ministre des Finances n'est-il pas d'avis que l'imposition à un taux forfaitaire des relations entre associés personnes physiques et la société concernée doit être le reflet de la réalité économique pour être qualifié de rémunération imposable?

- Comment et dans quel délai, Monsieur le Ministre des Finances envisage-t-il, le cas échéant, d'adapter le taux en question?

Réponse (22.6.2010) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

La question parlementaire sous objet se rapporte à la circulaire du directeur des Contributions directes L.I.R. N°164/1 du 23 mars 1998 qui retient de manière forfaitaire un taux d'intérêt de 5% en relation avec les comptes courants débiteurs d'associés ou d'actionnaires personnes physiques de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités.

Dans ce contexte, et pour répondre aux questions posées, il importe de clarifier la nature fiscale des comptes courants débiteurs d'associés ou d'actionnaires personnes physiques de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités. Ces comptes courants ne répondent pas aux critères d'un crédit proprement dit, mais sont comparables aux comptes courants bancaires découverts. Par conséquent, le taux d'intérêt en relation avec les comptes courants débiteurs d'associés ou d'actionnaires personnes physiques de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités se rapproche du taux d'intérêt lié aux conditions débitrices fixées par les établissements de crédit. Il y a lieu de constater que les établissements de crédit mettent en compte des taux d'intérêt largement supérieurs à ceux cités dans la question parlementaire.

Il s'avère donc que le taux d'intérêt de 5% fixé par la circulaire mentionnée ci-dessus n'est pas exagéré et qu'une adaptation de celui-ci ne s'impose pas pour l'instant.

Question 0583 (13.4.2010) de M. Jean Colombero (ADR) concernant le transport public:

Déjà jeeweleig Regierungen hu sech am Persounentransport an de leschte Joren een Zil gesat, an zwar bis zum Joer 2020 ee Verhältnis vu 25 zu 75% ungestreift. Fir datt d'Leit aver vum öffentlichen Transport solle verstärkt Gebrauch maachen, muss dës menger Meinung no op enger Rei vu Punkte verbessert ginn.

Ee vun de Problemer ass, datt d'P&Re bei verschiddene Garé vill ze kleng sinn, an hei drängt sech den Ausbau vun de Parkinge well méi laang op. Op der Nordstreck wëll ech nëmmen op e puer hiweisen, déi vill ze kleng sinn, z. B. Clierf, Wëlwerwol, Kautebaach, Wolz, Ettelbréck, Miersch an esou wieder, an dës ob-schonns, dat verschiddener vun dëse Parkingen eréischt viru Joren ugepasst goufen; vu wesentleche Vergréisserunge kann ee wuel net schwätzen.

Do derbäi war am Joer 2006 an engem 5-Joresplang den Ausbau vun de Parkinge bei de Garé programméiert zu Heeschdref, Miersch, Giewelsmillen, Wëlwerwol, Clierf an esou weider.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Sinn an nächster Zäit Vergréisserunge vu Parkinge bei de Garé geplangt? Wa jo, wou a fir wéini?

2. Wat ass an nächster Zäit programméiert, fir am öffentliche Persounentransport eng wesentleche Verbesserung erbäizeféieren?

Réponse (25.6.2010) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum 13. Abrëll 2010 vum honorablen Deputéierten Här Jean Colombero kann ech folgend Renseignementer ginn:

Folgend Vergréisserunge vu Parkinge bei Garé goufe gemaach oder sinn an der Planung:

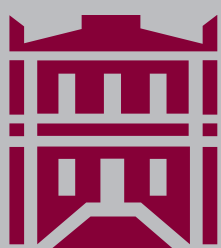
- zu Clierf gouf duerch den Ausbau am Joer 2000 d'Capacitéit vum Parking op 124 Plazen ausgedehnt;

- d'Gemeng Kiischpelt huet Accord fir een zousätzleche Parking am ale Wuerenhaff zu Kautebaach ginn (+ 89 Plazen) a fir den Ausbau vum Parking zu Wëlwerwol vun 42 op 57 Plazen; fir Wëlwerwol sinn aver nach finanziell Froen ze klären;

- zu Kautebaach fänken d'Aarbechten Enn 2010 un;

- niewent den 148 besteende Plazen op der Gare gouf an Zesummenaarbecht mat der Gemeng Ettelbréck ee Parking vu 65 Plazen um Boulevard Grande-Duchesse Charlotte aménagéiert. D'urbanistescht Konzept „Nordstad“ gesäit och de Bau vun engem Parkhaus vir;

- niewent den 154 besteende Plazen op der Gare gëtt an Zesummenaarbecht mat der Gemeng Miersch ee provisoeresche Parking vun 208 Plazen um Broochland „Valfonds“ aménagéiert. D'urbanistescht Konzept gesäit de Bau vun engem Parkhaus niewent der Gare vir;



- zu Èlwen gouf am Joer 2009 d'Unzuel vun de Plaze vun 119 op 179 duerch Buedemmarkéierungen op engem fräien Terrain bruecht. Ee Projet, fir den Ausbau op 232 Plazen ze erméiglechen, ass amgaangen, ausgeschafft ze ginn;

- um Kierchbierg bei der Luxexpo gëtt e grouse P&R geplangt, dee soll eng Direktubannung un den Tram kréien.

Am Kader vum zweespueregen Ausbau op der Eisebunnsstreck Péiteng-Lëtzebuerg goufen alle guerten d'Haltestellen erneiert an dobäi goufe folgend zousätzlech Plazen aménagéiert:

- Nidderkäerjeng vun 42 op 229 Plazen (2009)

- Schuller vu 5 op 13 Plazen (2009)

- Dippech-Reckeng vu 25 op 89 Plazen (2010)

- Leideleng vu 35 op 72 Plazen (2011)

Des Weideren hu folgend Gemenge verschidden Ausbaute gemaach:

- zu Klengbetten huet den Ausbau am Joer 2002 d'Plazen vu 55 op 129 gehuewen;

- an Zesummenaarbecht mat der Gemeng Beetebuerg goufen d'Plaze vun 80 op 168 Plazen am Joer 2005 gehuewen. Dee bevirstoenden Ausbau am Joer 2010 féiert zu 309 Plazen;

- déi nei Haltestell zu Belval-Universität kritt ee wichtegt regionaalt Parkhaus, woubäi déi éischt Phas vun 1.500 Plazen ageleet gouf;

- op der Stater Gare bréngt d'Parkhaus, wat amgaangen ass, gebaut ze ginn, d'Plaze vun 396 op 651.

Doriwwer eraus hunn ech eng Etüd an Optrag ginn, fir eng komplett Analys vun de Besoinen un zukünftege P&R-Anlagen op nationale Gebitt an am noe Grenzgebitt ze definéieren, well dat a mengen Aen ee wichtegt Element vun engem gudden öffentlechen Transport ass.

Wat déi programméiert Verbesserung am öffentleche Persounen-transport ugeet, huet den Här Premierminister a senger Ried gesot, dass d'Regierung un de Prinzipien vum Mobilitéitskonzept „Mobil 2020“ festhält. Dëst Konzept setzt konsequent op d'Verbesserung an den Ausbau vum öffentlechen Transport a viséiert fir d'Joer 2020 ee Verhältnis vu 25 zu 75 fir den öffentlechen Transport.

Am Kader vun dësem Konzept gi folgend Elementer kurz-, mittel- oder laangfristeg ëmgëtt, déi zu enger Verbesserung vum öffentlechen Transport bäidroen:

- de Busréseau gëtt optimiséiert;

- de Chantier vun der Zweegleisegkeet vun der Eisebunnsstreck tëschent Lëtzebuerg a Péiteng gëtt ofgeschloss;

- déi nei zweegleiseg Eisebunnsstreck Lëtzebuerg-Beetebuerg gëtt gebaut, fir d'Capacitéit op där meeschbefuerener Achs ze erhéijen;

- d'Nordstreck gëtt punktuell verbessert;

- Ettelbréck kritt eng nei Gare mat P&R;

- mam Réaménagement op der Stater Gare gëtt weidergefuert;

- komplementar zu Zuch a Bus gëtt den Tram ab 2014 gebaut, well deen en Deel vum Mobilitéitskonzept ass an et erlaabt, an der Stad déi néidege Capacitéit an deen néidege Komfort ze assureieren.

Question 0592 (19.4.2010) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **exclusions scolaires pour actes de violence**:

Une étude française vient d'analyser le phénomène des exclusions scolaires comme réponse de la part des établissements scolaires aux actes de violence ou d'incivilité des élèves. Ainsi, les auteurs de la recherche en question ont dénombré 17.000 élèves français qui sont définitivement exclus chaque année de leur école à l'issue d'un conseil de discipline et plus de 367.000 jeunes qui sont écartés pour un ou plusieurs jours. Exclue pour des motifs très variés, ces élèves sont réorientés dans la majorité des cas vers un autre établissement s'ils ont moins de 16 ans. Cette solution est cependant déplorée par le Ministre français de l'Éducation nationale qui souhaite doter la France d'un système plus transparent, avec un éventail de sanctions plus large.

En outre, l'étude française sur la violence scolaire estime que les exclusions peuvent aussi se retourner contre l'école quand ces dernières sont perçues comme injustes par les élèves. Enfin, il ressort clairement de cette enquête que ces sanctions touchent plus les garçons que les filles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer le nombre d'élèves qui sont exclus chaque année définitivement ou temporairement des écoles luxembourgeoises pour des actes de violence? Combien de garçons et combien de filles sont touchés par ces exclusions? Quelle est la moyenne d'âge des élèves qui sont exclus? Quelles sont les durées des différentes exclusions temporaires prononcées par les conseils de classe?

- Madame la Ministre peut-elle me spécifier combien des élèves exclus de leurs écoles pour des motifs de comportements violents sont actuellement pris en charge par les différents centres et services de psychologie scolaire? Dans quels délais les dossiers des élèves renvoyés sont-ils traités à l'heure actuelle par les structures d'aide prémentionnées? Quel est le nombre de consultations organisées par dossier?

- Madame la Ministre peut-elle me dire dans quels délais les élèves exclus réintègrent d'autres établissements scolaires au Luxembourg respectivement à l'étranger? Combien d'entre eux réussissent l'année scolaire en cours malgré leur problème disciplinaire? Combien de cas de récurrence ont été constatés? Est-il procédé à un suivi des élèves renvoyés qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire?

Réponse (30.6.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Il n'y a pas de relevé systématique des sanctions disciplinaires qui serait acté de façon centralisée par mon département. Je ne souhaite pas en effet établir un «casier» des manquements des élèves; j'estime qu'il importe de ne pas ostraciser de façon durable les adolescents ayant contrevenu d'une façon ou d'une autre aux règlements d'ordre des écoles.

Pour les considérations d'ordre général et l'évolution du nombre de conseils de discipline et des renvois dans les lycées, je renvoie à ma réponse à la question parlementaire N°0533 de Monsieur le Député André Bauler (*cf. compte rendu N°13/2009-2010*).

Je puis donner les informations supplémentaires suivantes qui résultent d'une supputation fondée sur l'analyse de la moitié environ des conseils de discipline des dernières années:

- Les affaires portées devant les conseils de discipline concernent dans leur majorité des garçons, dans trois quarts des cas.

- L'âge moyen des élèves concernés est de 17 ans pour les garçons, de 16 ans pour les filles.

- Les garçons sont visés dans la majorité des cas pour des agressions physiques ou pour des absences sans motif valable, fréquentes et réitérées.

- Les filles sont visées dans la majorité des cas pour des agressions verbales graves ou pour des absences sans motif valable, fréquentes et réitérées.

Le renvoi définitif d'un élève en obligation scolaire n'est possible que s'il est inscrit à une autre école. L'obligation scolaire s'étend jusqu'à l'année scolaire comprise pendant laquelle l'élève fête son 16^e anniversaire.

Si l'élève qui n'est plus soumis à l'obligation scolaire est renvoyé et ne s'inscrit pas à une autre école, il est suivi de la même façon que tous les autres élèves qui quittent l'école sans certification:

Depuis 2003, le Ministère assure un suivi personnalisé des élèves qui ont quitté l'école sans diplôme. Le relevé nominatif de ces jeunes est établi de mois en mois à l'aide du «fichier-élèves», le système informatique centralisé de gestion des élèves de l'Éducation nationale. Il est ensuite transmis aux centres régionaux de l'Action locale pour Jeunes (ALJ). Les collaborateurs de l'ALJ contactent individuellement les jeunes concernés et les interrogent sur les raisons de l'arrêt des études et leur situation personnelle par après. Le cas échéant, l'ALJ propose son soutien pour la recherche d'une formation ou d'une école.

L'analyse du décrochage scolaire est publiée annuellement par mon département. Elle est disponible sur www.men.public.lu.

Dans tous les cas, l'élève renvoyé et ses parents sont conseillés par le Service de psychologie et d'orientation scolaires ou par le Centre de psychologie et d'orientation scolaires.

Question 0594 (20.4.2010) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant la **qualité de l'air dans la ville de Luxembourg**:

Depuis l'année 2006, l'Administration de l'Environnement est chargée d'établir un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'air dans la ville de Luxembourg et environs. Suivant

le rapport d'activité 2008 de cette administration, l'année 2009 a été marquée par la rédaction du projet de qualité de l'air.

En consultant les rapports hebdomadaires du contrôle de la qualité de l'air, on constate que les valeurs limites annuelles applicables à partir du 1^{er} janvier 2010 de 40 µg/m³ pour le dioxyde d'azote (NO₂) et de 20 µg/m³ pour les particules fines (PM10) sont régulièrement dépassées à Luxembourg-centre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Quel est le stade d'avancement du programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'air dans la ville de Luxembourg et environs?

- Quelles mesures le Ministère entend-il mettre en œuvre pour atteindre en 2010 les valeurs limites des différents polluants?

Réponse (30.6.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Les concentrations de polluants de dioxyde d'azote (NO₂) et de particules fines (PM10) sont mesurées au boulevard Royal et plus précisément à la station de mesure implantée au Centre Hamilius. Conformément à l'annexe XI de la directive 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe les valeurs limites pour le dioxyde d'azote et les particules fines (PM10) sont fixées chacune à 40 µg/m³. Ces valeurs limites sont à respecter à partir du 1^{er} janvier 2010.

Les mesurages ont montré que la valeur limite est dépassée pour le dioxyde d'azote. Pour ce qui est des concentrations de particules fines, la valeur moyenne annuelle mesurée reste largement en dessous de la valeur limite à respecter.

Conformément à l'article 22 de ladite directive le délai fixé pour le respect de la valeur limite peut être reporté de cinq ans, à condition qu'un plan relatif à la qualité de l'air soit établi, tout en démontrant comment la valeur limite sera respectée avant la nouvelle échéance.

Un dossier de demande pour le report du délai est en cours de préparation, dossier qui comprendra tous les éléments de justification requis. Il est prévu que le dossier sera transmis fin de l'année 2010 à la Commission.

En ce qui concerne les dispositions visant à réduire les concentrations de dioxyde d'azote, la modélisation réalisée montre que les concentrations élevées mesurées sont causées par le trafic routier, voire en grande partie par les bus à combustion diesel. Par ailleurs cette situation se présente sur tout l'axe Gare-boulevard Royal. Dans ce contexte, il est à remarquer qu'une grande partie de la flotte de bus de la ville de Luxembourg circule sur cet axe, ainsi que presque tous les bus régionaux et interrégionaux ayant pour destination Luxembourg-ville.

Il s'ensuit que la réduction des concentrations de dioxyde d'azote doit viser en premier lieu la réduction des émissions des autobus et la réduction du nombre de bus circulant sur l'axe Gare-boulevard Royal. Dans ce contexte, la mise en œuvre du concept de mobilité joue également un rôle essentiel en soulageant l'axe précité.

Question 0597 (21.4.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant le **cours de langue maternelle dans le cursus de l'école luxembourgeoise**:

Dans la récente circulaire ministérielle de printemps aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée 2010/2011 le point 9 relève les propositions et dispositions en matière de scolarisation des enfants de langue étrangère. On n'y retrouve pas de trace de cours de langue maternelle, alors que jadis on trouvait dans la circulaire de printemps des recommandations pour intégrer des cours de langue et de culture maternelle dans le cursus de l'école luxembourgeoise.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Combien de cours de langue maternelle intégrés dans le cursus luxembourgeois ont été offerts en 2009/2010 et dans quelles langues? Combien d'élèves en profitent?

- Quelle est l'évolution de la fréquentation de ces cours intégrés au fil des cinq dernières années?

- Combien de cours de langue maternelle sont offerts en dehors de l'horaire de l'enseignement fondamental et pour quelles langues? Combien d'élèves en profitent?

- Quelle est l'évolution de la fréquentation de ces cours parallèles au fil des cinq dernières années?

- Quelles sont les appréciations du MENFP par rapport à ces deux évolutions?

Réponse (25.6.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

À l'école fondamentale, deux formes de cours de langue maternelle coexistent: les cours intégrés et les cours parallèles.

Les cours intégrés sont inscrits dans l'horaire scolaire, des matières qui figurent au programme officiel (sciences naturelles, histoire, géographie) sont uniquement enseignées en portugais à raison de deux leçons par semaine.

Les cours parallèles sont organisés en dehors de l'horaire scolaire et consistent en des cours de langue. Les ambassades respectives engagent et rémunèrent les enseignants qui assurent ces cours. Les cours intégrés en langue italienne ont été supprimés par l'Ambassade d'Italie en 2005 en raison du nombre très faible d'inscriptions.

En 2009/2010, 2.274 élèves fréquentent des cours intégrés en langue portugaise dans 14 communes, soit 28% de la totalité des élèves de nationalité portugaise inscrits dans l'enseignement primaire.

Le nombre des inscriptions aux cours intégrés en langue portugaise a été stable au fil des cinq dernières années:

2005/2006: 2.297
2006/2007: 2.270
2007/2008: 2.345
2008/2009: 2.335
2009/2010: 2.274

Les cours intégrés sont préférés aux cours parallèles. En 2009/2010, 1.274 élèves fréquentent des cours parallèles en langue portugaise dans 30 communes. Le nombre des inscriptions



tions aux cours parallèles a diminué au fil des cinq dernières années:

2005/2006: 1.642
2006/2007: 1.548
2007/2008: 1.470
2008/2009: 1.379
2009/2010: 1.274

Mon département reste favorable aux activités langagières visant le développement et la valorisation des langues maternelles des élèves. Le Luxembourg est un des seuls pays au monde à offrir des cours en langue maternelle intégrés dans le cadre du programme et de l'horaire scolaire ordinaire. La plupart des pays ont dû renoncer à intégrer les cours dans l'horaire scolaire, principalement pour des raisons d'organisation et d'équité. Il est en effet impossible d'offrir à chaque élève des cours dans sa langue maternelle. Voilà pourquoi ces cours, organisés par les ambassades ou par des associations, sont généralement offerts en dehors de l'horaire scolaire.

Question 0600 (21.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **débiteurs d'aliments**:

Dans la semaine du 12 avril, le public a eu connaissance des propositions que Monsieur le Ministre des Finances a présentées la semaine précédente au sein de la Tripartite. Une partie de ces mesures devront permettre d'accroître de façon substantielle les recettes de l'État, d'autres sont destinées à réduire les dépenses publiques.

Pour un très grand nombre de citoyens, la mise en œuvre de ces mesures résulterait en une importante diminution de leurs revenus nets. Par conséquent, elles mèneraient également à une diminution substantielle de la faculté contributive de beaucoup de débiteurs d'aliments.

Or, dans l'état actuel des choses, les débiteurs d'aliments devraient engager une procédure judiciaire pour faire adapter les pensions alimentaires à leur nouvelle situation économique, ce qui entraînerait non seulement d'importants délais et des frais d'avocats, mais également une nouvelle surcharge de travail pour les juridictions compétentes.

Il serait dès lors préférable que les projets de loi relatifs aux dites mesures et qui seront éventuellement présentés prochainement à la Chambre des Députés, prévoient une diminution automatique des pensions alimentaires, proportionnellement à la diminution effective des revenus nets des débiteurs d'aliments.

- Est-ce que Monsieur le Ministre des Finances et Monsieur le Ministre de la Justice sont disposés à insérer une telle clause dans lesdits futurs projets de loi?

Réponse commune (30.6.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice* et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

La suggestion de l'honorable Monsieur Kartheiser tendant à prévoir dans un futur projet de loi une diminution automatique des pensions alimentaires proportionnellement à la diminution effective des revenus nets des débiteurs d'aliments n'est pas réalisable dans la pratique, alors que la diminution des revenus du débiteur peut avoir des raisons multiples et n'est pas nécessairement liée à une modification des char-

ges publics à supporter par les citoyens.

D'un autre côté, la pension alimentaire est fixée dans chaque cas d'espèce en fonction non seulement des revenus d'une activité salariée ou non salariée, mais en fonction de l'ensemble des revenus du débiteur d'aliments, d'une part, du créancier d'aliments de l'autre, ou résulte d'un accord entre parties notamment dans le cadre du divorce par consentement mutuel où la pension alimentaire est un élément d'une convention.

Pour toutes ces raisons il n'est pas possible d'ordonner par la voie législative une diminution d'une pension alimentaire en fonction d'une augmentation de la charge fiscale.

Question 0607 (23.4.2010) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant la **grippe A(H1N1)** - le **personnel des centres de vaccination**:

Dans le cadre de la vaccination contre la grippe A(H1N1), la campagne de vaccination avait prévu différents centres de vaccination régionaux à travers le Grand-Duché de Luxembourg, notamment à Wiltz, Esch-sur-Alzette, Differdange, Diekirch, Berbourg et à Luxembourg-ville (deux centres).

Lors de cette campagne de vaccination, le Gouvernement avait par ailleurs mis l'accent sur l'important effort collectif nécessaire, tant sur le plan médical que sur les plans administratif et logistique, pour assurer le déroulement de cette vaccination. Cette campagne de vaccination était assurée par des professionnels ainsi que par des acteurs bénévoles. De même, l'appui des différentes communes concernées était indispensable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

1. Quel est le nombre total des acteurs professionnels et bénévoles recrutés?
2. Quel est le montant financier total prévu par le Ministère pour dédommager les frais avancés par les différentes communes?
3. Quel est le montant financier total prévu par le Ministère pour dédommager les acteurs bénévoles?
4. Est-ce qu'actuellement toutes les communes concernées ont été indemnisées?
5. Est-ce qu'actuellement tous les acteurs bénévoles ont été indemnisés? Si tel n'est pas le cas, quelle en est la raison et quand est-ce que ce dédommagement aura-t-il lieu?

Réponse commune (25.6.2010) de **M. Jean-Claude Junker**, *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Ad 1

Au cours de la campagne de vaccination contre la grippe A(H1N1), les services de secours étaient chargés des missions suivantes:

- couverture des premiers secours au sein des centres de vaccination et mise à disposition d'une ambulance pendant les heures d'ouverture de ces centres,
- gestion, stockage et distribution du matériel et des équipements utilisés dans les centres de vaccination,

- «info-téléphone» destiné au public pour répondre aux questions relatives à la grippe et au fonctionnement des centres de vaccination,

- coordination avec le Conseil supérieur de la Protection nationale (CSPN).

Certaines administrations communales, qui étaient responsables de la mise à disposition des locaux et des infrastructures, ont eu recours aux services de secours soit pour leur prêter main-forte, soit pour organiser et garantir le fonctionnement du centre de vaccination, comme tel était le cas pour le Centre de Diekirch.

Au total, 21 Centres d'intervention de la Protection civile ont participé activement à assurer le déroulement de cette campagne de vaccination. Le groupe de support logistique était chargé de la distribution du matériel et des équipements utilisés dans ces centres, le groupe de support psychologique a assuré le «info-téléphone» et le groupe d'alerte a soutenu la direction de l'Administration des Services de Secours pour garantir le lien permanent avec le CSPN.

Le nombre exact des volontaires des services de secours engagés dans le cadre de la campagne de vaccination n'a pas été relevé et ne peut donc pas être déterminé. Seules les heures d'activités prestées par les volontaires en relation avec la campagne de vaccination ont été comptabilisées. Il en résulte qu'un total de 13.000 heures a été presté par leurs soins dans le cadre de cette campagne.

En ce qui concerne les acteurs professionnels dans les centres de vaccination, le Ministère de la Santé a rémunéré au total 155 infirmiers et infirmières (295.190 €) et 44 médecins-généralistes (116.900 €).

Ad 2 et 4

Les frais de fonctionnement des communes en relation avec la campagne de vaccination ont été pris en charge par le Ministère d'État - Haut-Commissariat à la Protection nationale. À ce titre, un montant total de 179.963,50 € a été versé aux communes ayant hébergé sur leur territoire un centre de vaccination. S'y ajoutent d'autres frais d'acquisition et de fonctionnement en relation avec les centres de vaccination pour un montant de 241.396,08 € et qui ont été directement pris en charge par le Haut-Commissariat à la Protection nationale.

L'indemnisation des communes concernées a eu lieu.

Ad 3

Conformément aux dispositions de l'article 5 du règlement grand-ducal du 22 octobre 2009 relatif aux centres de traitement et aux centres de vaccination dans le cadre de la gestion d'une pandémie grippale, les unités volontaires des services de secours engagées dans la gestion de la pandémie grippale perçoivent une indemnité forfaitaire. Le montant total de cette indemnité a été fixé à 26.000 €.

Cette indemnité prend en considération trois catégories d'indemnités forfaitaires:

- Catégorie 1: minimum 300 heures en stand-by et maximum 100 heures de présence aux structures de gestion de la pandémie. Elle s'élève à 500 € par centre et concerne 14 centres. Le montant total s'élève donc à 7.000 €.

- Catégorie 2: minimum 300 heures en stand-by et minimum 100 heures de présence aux structures de gestion de la pandémie. Elle s'élève à 1.000 € par centre et s'applique à six centres et au groupe d'alerte. Le montant total s'élève donc à 7.000 €.

- La catégorie 3 se partage en trois montants: 6.000 € pour le groupe de support psychologique (1.800 heures prestées à l'infoline); 2.000 € pour le groupe logistique (minimum 700 heures prestées) et 4.000 € pour le Centre de secours Diekirch (minimum 1.200 heures prestées). Ce montant élevé pour le Centre de secours de Diekirch est dû à une structure d'organisation différente du Centre de Diekirch ainsi qu'au déménagement du Centre de Diekirch au cours de la phase opérationnelle.

Ces montants seront versés aux différents centres de secours.

Ad 5

La procédure d'indemnisation est en cours. Le retard de la liquidation de cette indemnité est lié à la question de l'imputation de ces frais à l'article budgétaire approprié.

Question 0617 (28.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **non-représentation d'enfants**:

De nombreux parents non gardiens, donc surtout des pères, se voient fréquemment confrontés à des non-représentations d'enfants lorsqu'ils essaient d'exercer leur droit de visite et d'hébergement.

Lorsque le parent gardien refuse de remettre l'enfant à l'autre parent, ni la police ni les huissiers de justice n'interviennent actuellement pour aider le parent non gardien à faire respecter ses droits. Celui-ci n'a que la possibilité de déposer une plainte qui reste d'ailleurs généralement sans conséquences judiciaires. Dans les très rares cas où il y a procès, celui-ci peut durer des années. Pendant toute la durée d'un tel procès, les enfants ne voient pas leur père, respectivement dans certains cas la mère non gardienne, ce qui conduit inévitablement au phénomène d'aliénation parentale.

En fait, l'inaction de la police et de la justice dans les cas de non-représentation d'enfant signifient que le parent gardien, qui commet un délit au sens de la loi, se voit en fait récompensé pour son comportement hautement irresponsable et ce au dépens du parent non gardien et du bien-être de l'enfant.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Messieurs les Ministres disposent-ils de statistiques sur la non-représentation d'enfant? Quel est le nombre de plaintes déposées? Combien de pères, respectivement de mères, se voient accusés dans de telles plaintes pour non-représentation d'enfant? Dans combien de tels cas arrive-t-on à un procès respectivement à une condamnation? Dans combien de cas la peine a dû être exécutée et a effectivement été exécutée et dans quelle mesure? Combien de condamnations y a-t-il eu par sexe du parent gardien?
2. Est-ce que les magistrats, membres de la Police grand-ducale, huissiers de justice, avocats des enfants, psychologues et autres intervenants sont sensibili-

sés au phénomène d'aliénation parentale? Que fait le Gouvernement pour rendre ces personnes attentives à ce phénomène et à ses conséquences néfastes pour les enfants?

3. Messieurs les Ministres estiment-ils qu'il est urgent et nécessaire d'ordonner à la police et aux huissiers de justice d'intervenir pour remettre l'enfant au parent non gardien dans des situations de non-représentation d'enfant? Quelles sont les instructions données à la police pour traiter les parents qui se présentent à un commissariat pour demander une aide en cas de non-représentation d'enfant, respectivement qui désirent porter plainte pour ce motif?

4. Comment de telles plaintes sont-elles traitées par les Parquets de Luxembourg et de Diekirch? Est-ce que les membres de ces instances judiciaires sont suffisamment conscients de la gravité d'une non-représentation d'enfant?

5. Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que la législation et les procédures actuelles doivent être revues pour permettre une intervention très rapide dans des cas de non-représentation d'enfant pour empêcher toute aliénation parentale? Ne faudrait-il pas qu'un parent gardien qui ne représente pas l'enfant à l'autre parent perde automatiquement la garde au profit de l'autre parent?

6. Combien de pères, respectivement de mères, ne peuvent voir leurs enfants que sous surveillance dans des structures spécialisées? Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'une telle mesure, si elle est adoptée après une période de non-représentation d'enfant, ne fait que prolonger inutilement les souffrances du parent non gardien et des enfants concernés? Messieurs les Ministres ne craignent-ils pas que de tels contacts sous surveillance, au lieu de favoriser le renouement de contacts après une période d'aliénation, ne créent qu'une méfiance injustifiée de l'enfant vis-à-vis du parent non gardien?

7. Est-ce que les tribunaux n'ont-ils pas tendance à ordonner de plus en plus souvent de tels contacts sous surveillance? Quelle procédure est prévue pour pouvoir limiter dans le temps de telles mesures au plus strict minimum nécessaire?

Chamber TV
weist all
öffentlich Sitzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal 529 / 367.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal 519 / 287.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal 540 / 455.25 Mhz



Réponse commune (22.6.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région* et de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Question 1:

Statistiques:

Parquet de Luxembourg

	Total des affaires	Total des personnes mises en cause	Personnes mises en cause regroupées par sexe	Affaires classées ad acta	Dont Avertissements	Enquêtes préliminaires	Audiences	Jugements
2007	159	164	Hommes 55 Femmes 109	Hommes 37 Femmes 85 Total 122	Hommes 2 Femmes 4 Total 6	Hommes 2 Femmes 13 Total 15	Hommes 1 Femmes 1 Total 2	Hommes 1 Femmes 0 Total 1
2008	162	168	Hommes: 38 Femmes 130	Hommes 27 Femmes 81 Total 108	Hommes 0 Femmes 5 Total 5	Hommes 5 Femmes 14 Total 19	Hommes 2 Femmes 3 Total 5	Hommes 2 Femmes 3 Total 5
2009	200	207	Hommes 46 Femmes 161	Hommes 32 Femmes 70 Total 102	Hommes 2 Femmes 8 Total 10	Hommes 4 Femmes 6 Total 10	Hommes 1 Femmes 4 Total 5	Hommes 1 Femmes 2 Total 3
Total	521	539	Hommes 139 Femmes: 400	Hommes 96 Femmes 236 Total 332	Hommes 4 Femmes 17 Total 21	Hommes 11 Femmes 33 Total 44	Hommes 4 Femmes 8 Total 12	Hommes 4 Femmes 5 Total 9

Parquet de Diekirch

	Total des affaires	Total des personnes mises en cause	Personnes mises en cause regroupées par sexe	Affaires classées ad acta	Dont Avertissements	Enquêtes préliminaires	Audiences	Jugements
2007	42	48	Hommes 24 Femmes 24	Hommes 17 Femmes 22 Total 39	Hommes 0 Femmes 1 Total 1	Hommes 6 Femmes 1 Total 7	Hommes 5 Femmes 0 Total 5	Hommes 5 Femmes 0 Total 5
2008	65	68	Hommes 34 Femmes 34	Hommes 30 Femmes 28 Total 58	Hommes 3 Femmes 0 Total 3	Hommes 5 Femmes 1 Total 6	Hommes 1 Femmes 0 Total 1	Hommes 1 Femmes 0 Total 1
2009	69	72	Hommes 17 Femmes 55	Hommes 11 Femmes 39 Total 50	Hommes 0 Femmes 1 Total 1	Hommes 1 Femmes 3 Total 4	Hommes 0 Femmes 0 Total 0	Hommes 0 Femmes 0 Total 0
Total	176	188	Hommes 75 Femmes 113	Hommes 58 Femmes 89 Total 147	Hommes 3 Femmes 2 Total 5	Hommes 12 Femmes 5 Total 17	Hommes 6 Femmes 0 Total 6	Hommes 6 Femmes 0 Total 6

Plusieurs précisions s'imposent par rapport à ces chiffres:

- Le nombre total des personnes mises en cause dépasse le nombre total des affaires dans la mesure où il y a des affaires avec plus d'une personne mise en cause.

- La différence entre le total des affaires, d'une part, et les dossiers classés ad acta et les jugements, d'autre part, s'explique par le fait qu'un certain nombre de dossiers ont été regroupés en une affaire contre la même personne et par le fait que certains dossiers sont actuellement en voie de classement ou de fixation à une audience devant le Tribunal.

Par ailleurs, les affaires classées ad acta concernent en général des cas dans lesquels le parent titulaire du droit de garde n'est pas de mauvaise foi: enfant présenté avec un léger retard; non représentation due à un malentendu, etc. ...

- Le taux relativement faible de condamnations est dû au fait que les magistrats essaient dans un premier temps, au besoin à l'aide de médiateurs, d'assistants so-

ciaux, de psychologues, etc. ... de raisonner le parent titulaire du droit de garde, qui refuse de présenter l'enfant à l'autre parent. En effet, dans ces situations souvent très conflictuelles, l'enfant est tiraillé par la mésentente qui règne entre ses parents et il est dans son intérêt, dans la mesure

lien avec le parent non gardien, problèmes psychologiques dus à la négation d'une partie de son identité, aliénation parentale ...

Dans le cadre de la formation dispensée à l'École de Police, l'aliénation parentale n'est pas uniquement traitée comme infrac-

part du parent titulaire du droit de garde et qu'une condamnation pour non représentation d'enfant est prononcée, il est humainement difficile de forcer l'enfant à l'aide de la force publique de suivre le parent non gardien. Dans certains cas, les enfants sont dans une souffrance telle que les professionnels mettent les intervenants en garde contre les dangers d'une exécution forcée (dépression, fugue, suicide).

Aussi, s'il est évident que tout doit être fait pour remédier à la situation et garantir les droits du parent non gardien, le bien-être de l'enfant exigera parfois que le droit de visite et d'hébergement soit rétabli graduellement, avec une prise en charge psychothérapeutique de l'enfant et éventuellement d'un ou des deux parents.

Dans certains cas extrêmes, un transfert de garde ou un placement sera ordonné pour soustraire l'enfant à l'influence néfaste du parent aliénant et l'aider à renouer un lien avec l'autre parent. Par contre, lorsqu'il se révèle que l'enfant refuse de se rendre auprès du parent non gardien, uniquement par souci de loyauté envers le parent gardien, mais qu'il se sent tout à fait à l'aise dès qu'il se retrouve seul avec son parent non gardien, diverses mesures seront prises immédiatement en vue de garantir les droits de ce dernier: condamnation, astreinte, remise de l'enfant par l'intermédiaire d'un tiers.

En ce qui concerne les instructions données à la police, il faut noter que les prescriptions de service de la Police grand-ducale fixent les lignes de conduite suivantes:

- les policiers doivent prendre contact avec la partie adverse afin de la convaincre de satisfaire aux jugements, ordonnances de référé, conventions de divorce ou autres documents pouvant régler le droit de garde ou de visite et de lui expliquer les dispositions pénales y relatives;

- sur ordre du Parquet compétent, éventuellement procéder le cas échéant à une exécution forcée.

Question 4:

Il est renvoyé aux éléments de réponses compris dans les réponses 1 à 3.

Question 5:

Si dans certains cas un transfert de garde ou un placement de l'enfant s'impose en vue de le

protéger contre les méfaits d'une aliénation parentale, la perte automatique du droit de garde au profit du parent non gardien en cas de non représentation d'enfant n'est pas la solution opportune.

En effet, l'attribution de la garde concerne principalement l'enfant. Elle doit partant être décidée en fonction des intérêts de l'enfant et non à titre de sanction à l'encontre d'un des parents. En tout état de cause, la perte du droit de garde ne se justifie pas dans les cas où le refus de l'enfant de suivre le parent non titulaire du droit de garde n'est pas imputable à l'autre parent (abus sexuel, violence, refus de l'enfant déjà plus âgé).

Par ailleurs, il faut souligner qu'une exécution forcée en la matière se fait normalement dans des circonstances hautement émotionnelles et souvent source de bouleversements supplémentaires pour l'enfant en question.

Le Gouvernement n'estime dès lors pas que la législation actuelle devrait être revue.

Question 6:

La structure spécialisée sous surveillance visée étant le service «Treffpunkt», il importe de préciser que ledit service est destiné à atteindre deux objectifs: d'une part, le renouement entre l'enfant et le parent non titulaire du droit de garde et, d'autre part, la protection du mineur.

Il est souvent opté pour l'exercice du droit de visite au service «Treffpunkt» à titre exceptionnel, ladite mesure étant dictée par un contexte familial hautement conflictuel, voire par une absence prolongée de contact entre l'enfant et le parent non gardien. Il est précisé que la deuxième hypothèse vise l'absence de contact entraînée par le désintérêt du parent non-titulaire du droit de garde et non celle induite par l'aliénation parentale pratiquée par le parent titulaire de la garde.

S'il y a parfois des cas qui présentent souffrance et méfiance injustifiées dans le chef du mineur, les origines ne sont normalement pas à rechercher auprès du service «Treffpunkt», mais dans l'attitude des ou de l'un des parents face à la mesure et les signaux transmis à leurs enfants à l'occasion des visites à exercer audit service.

En ce qui concerne les chiffres, le tableau ci-après reprend l'évolution du nombre des visites au service «Treffpunkt»:

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les lundis entre 20.00 et 22.00 heures les moments forts de l'actualité parlementaire.

L'émission est rediffusée du mardi au vendredi

de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.

du possible, de résoudre le litige à l'amiable.

- Les peines prononcées par le Tribunal varient (selon la gravité des faits): dans certains cas une amende (de 500 euros à 1.000 euros) est seule prononcée. Dans d'autres cas, une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis ou même sursis probatoire est seule prononcée dont la durée varie entre deux et douze mois. Dans d'autres cas, les deux types de peine sont cumulativement prononcés.

- Si l'on tient compte du fait que les mères ont, en chiffres absolus, plus souvent la garde des enfants (parce que les pères la réclament moins souvent), les phénomènes de non représentation d'enfants et d'aliénation parentale concernent proportionnellement autant les hommes que les femmes.

Question 2:

Les intervenants au niveau judiciaire et policier sont sensibilisés au phénomène de l'aliénation parentale, notamment par des formations spécialisées et par les explications données par les psychologues et pédopsychiatres nommés par les juridictions dans les divers dossiers. Les magistrats sont parfaitement conscients des conséquences de la non représentation d'enfants: dissolution du

lien pénale, la complexité psychologique et médicale nécessitant une approche pluridisciplinaire. De la sorte, la non représentation d'enfants est traitée dans les cours de

- Code pénal
- Code civil
- Personnes disparues
- Protection de la jeunesse
- Aide aux victimes
- Communication avec le citoyen

Question 3:

Il est de principe qu'il est dans l'intérêt de l'enfant, et c'est son droit, de maintenir et de renforcer le lien avec ses deux parents. Concernant la question de l'exécution forcée des décisions accordant un droit de visite et d'hébergement, respectivement la condamnation du parent gardien en cas de non représentation, il convient de tenir compte du fait que lorsque les enfants sont plus âgés, ce sont souvent eux qui, à tort ou à raison, refusent d'accompagner le parent titulaire d'un droit de visite et d'hébergement. Même lorsque le parent gardien est de bonne foi, ses efforts de persuasion n'ont pas toujours d'effet sur l'enfant.

Quant aux plus jeunes, même lorsque leur refus est le résultat d'une aliénation parentale de la

Année	Demandes	Situation prises en charge (avec visites)	Visites
2005	96	75	985
2006	104	80	958
2007	121	98	810
2008	150	155	1.272
2009	180	125	1.520

Explication du tableau:

Demandes: cette rubrique vise le total des nouvelles demandes pour l'année en cours.

Situations prises en charge avec visites: vise les dossiers en cours de l'année précédente et les nouveaux dossiers.

Visites: vise le total des visites programmées: Il faut spécifier qu'il y a énormément de visites annulées. La résistance du parent gardien à présenter l'enfant à la visite et l'instabilité de certains parents fait qu'une très grande partie des visites sont annulées.

Question 7:

L'exercice du droit de visite dans une structure spécialisée reste l'exception. Cette mesure est ordonnée soit pour protéger le mineur (en cas de soupçons d'abus sexuel ou de violences, en cas de dénigrement systématique du parent titulaire du droit de garde par le parent titulaire du droit de visite ou encore lorsque le parent titulaire du droit de visite est en prison), soit pour permettre au mineur qui, pour une raison ou une autre, n'a pas vu son parent pendant une longue période, de rétablir progressivement un lien affectif avec ce dernier.

Question 0620 (3.5.2010) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **fermeture du bureau de douane à Rodange**:

Vum 1. Juni u sinn d'Büroe vun der Douane zu Rodange zou. Et ass décidéiert ginn, fir dës Büroen an déi al Gebailechkeete vun der CFL op Esch ze transféréieren. Déi Büroen zu Rodange sinn am Dräilännereck no beim „Pôle européen de développement (PED)“ situéiert, also matzen an enger wichteger Aktivitéitszon. Eng grouss Quantitéit vu Wueren aus der ganzer Welt kënn hei un. Vum 1. Juni u mussen dës Wueren elo 25 km wäit bis op Esch transportéiert ginn.

Kann de Minister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Wat ass de Grond fir den Transfert vun dëse Büroen?

2. Bedeit dat net nach méi e grousst Verkéiersopkommen tëschent Rodange an Esch?

3. Ass et net am Sënn vun eiser Émwelt wéi och vun der Nohaltegkeet, fir zousätzleche Verkéier a besonnesch Camionen op eise Stroossen ze vermeiden?

4. Ass de Minister net och der Meenung, dat dës Mesurë fir d'Betribler aus dem PED eng zousätzlech finanziell Belaaschtung duerstellen, déi besonnesch an de Krisenzäite misst évitéiert ginn?

Réponse (22.6.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Les développements concernant le bureau de recette de Rodange doivent être situés dans le contexte plus général d'une restructuration et d'un meilleur regroupement des services. Ceci dit, depuis la mise en place graduelle du «Paperless Douanes et Accises», la plus grande majorité

des activités ne nécessitent de toute façon plus un déplacement au bureau même. Très peu d'acteurs économiques se déplacent encore physiquement au bureau de Rodange, de sorte que le transfert à Esch d'un certain nombre de services n'aura aucun impact sur le trafic entre Rodange et Esch.

Pour les rares acteurs économiques qui se déplacent encore physiquement au bureau de recette, le bureau d'Esch offrira dans une phase transitoire sur le site de Rodange un certain nombre de services ayant trait à l'importation et à l'exportation de certains biens, et ceci spécifiquement pour les acteurs économiques du Pôle européen de développement (PED).

À terme et au fur et à mesure de la finalisation du «Paperless Douanes et Accises», ces dernières activités du site de Rodange seront transférées à Esch.

Question 0621 (3.5.2010) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **manque d'effectifs auprès des services de secours**:

Depuis des années, il est bien connu qu'il devient de plus en plus difficile d'assurer un service ambulancier 24h/24 au Luxembourg. De nouvelles mesures pour encourager le bénévolat sont régulièrement discutées sans aboutir à des actions concrètes. En conséquence, le risque que des personnes en détresse ne soient pas secourues en temps utile s'accroît.

Selon mes informations, un incident grave se serait produit récemment à Septfontaines. Suite à un appel d'urgence, il a été constaté que le service ambulancier des Centres de secours de Mamer et de Redange n'était pas assuré à ce moment. Le Centre de Steinfort était le seul dans l'ouest qui disposait d'une équipe en service, pourtant celle-ci se voyait déjà chargée de deux autres interventions qui se déroulaient en parallèle.

L'hélicoptère de la LAR a été choisi comme moyen de transport pour le médecin SAMU. La procédure normale prévoit un rendez-vous avec une ambulance de l'Administration des Services de Secours. Puisqu'aucune ambulance n'était disponible au moment de l'atterrissage de l'hélicoptère dans la cour de l'école à Septfontaines, il se posait le problème du transport de l'équipe SAMU vers la résidence du patient et de celui-ci vers l'hélicoptère. Par pur hasard, un ouvrier de la commune de Septfontaines, membre du Centre de Steinfort, passa sur le lieu d'intervention. Se rendant compte de la situation, il proposa d'utiliser la camionnette ouverte du service de la commune en remplacement de l'ambulance qui faisait défaut. Le patient fut donc transporté sur la benne de la camionnette vers l'hélicoptère qui l'emmenait à l'hôpital.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus? Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre compte-t-il remédier au manque chronique de personnel dans les services de secours?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'engagement d'ambulanciers professionnels constitue l'unique moyen pour combler le manque de bénévoles? Combien de personnes Monsieur le Ministre compte-t-il recruter dans ce contexte au cours des deux années à venir?

- Monsieur le Ministre a-t-il prévu des mesures pour éviter des tensions entre bénévoles non-rémunérés et professionnels salariés travaillant au sein d'une même équipe et partageant les mêmes responsabilités?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à court terme à mettre à disposition des services de secours une enveloppe budgétaire afin qu'ils puissent valoriser le travail des bénévoles?

Réponse (22.6.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Je peux affirmer les faits qui se sont déroulés le 23 mars 2010 lors d'une intervention à Septfontaines. En effet, lors d'une urgence nécessitant une intervention médicale, le médecin du SAMU a choisi le moyen hélicopté pour se déplacer à Septfontaines. Dans ces cas, l'ambulance de la Protection civile assure le transfert de l'équipe médicale vers le patient et celui du patient vers l'hélicoptère. Or, lors de l'appel d'urgence du 23 mars, la première ambulance du Centre de Steinfort, dont la permanence a été assurée par un ambulancier bénévole et un ambulancier professionnel, était en cours de mission et la permanence de la deuxième ambulance n'était pas assurée, faute de disponibilité de bénévoles. Les deux ambulances du Centre d'intervention de Mamer étaient indisponibles pour la même raison. Finalement, la deuxième ambulance du Centre d'intervention de Steinfort a pu être activée avec du personnel non inscrit sur la liste des permanences. Entre-temps, et pour ne pas perdre du temps, un secouriste bénévole, également employé auprès de la commune de Septfontaines, avait pris l'initiative d'assurer le transfert du patient vers l'hélicoptère avec une camionnette de la commune.

Concernant les mesures à prendre afin de remédier aux problèmes rencontrés au niveau des services de secours, des travaux préparant une réforme en profondeur des services de secours sont actuellement en cours. Les experts chargés de mener cette réforme vont rendre leur premier rapport intermédiaire le 14 juillet prochain. Dans la suite de ce rapport, je vais présenter un paquet de mesures à prendre pour remédier au manque de personnel dans les services de secours. Ces mesures ne se limiteront pas à l'engagement supplémentaire d'agents professionnels, mais comprendront également des initiatives pour améliorer la disponibilité des agents volontaires et pour valoriser leur travail.

Question 0622 (3.5.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **projet de recherche «Renewing Health»**:

Im Februar 2010 war der europäische Startschuss für das Forschungsprojekt „Renewing Health“, an dem sich zehn Länder beteiligen. Es handelt sich zudem um das weltweit größte Telemedizinprojekt, an dem sich 7.900 Patienten beteiligen, die entweder an einer chronisch-obstruktiven pulmonären Erkrankung (COPD) oder an Diabetes leiden. Bei diesem Projekt werden Fragen des Impaktes von Telemedizinbetreuung auf die Versorgung von chronischen Krankheiten wie Diabetes und COPD erforscht, unter anderem, wie der Einsatz von Telemedizinlösungen sich medizinisch und ökonomisch auf Klinikeinweisungen, auf die Zahl der Arztbesuche, auf Komplikationen und Sterblichkeit auswirkt.

Des Weiteren geht es darum, europaweit Kriterien für den Beginn einer telemedizinischen Betreuung festzulegen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wieso nimmt Luxemburg nicht an dieser Studie teil? War Luxemburg von der EU angesprochen worden, um an diesem Projekt teilzunehmen?

2) Wäre dies ein Forschungsprojekt, das für Luxemburg als prospektive (im Sinne von „proaktive“) Plattform für Gesundheitstechnologien in Europa interessant gewesen wäre?

3) Wer entscheidet, ob Luxemburg an solchen Projekten teilnimmt? In welchen Gremien werden diese Entscheidungen getroffen und auf Basis von welchen Kriterien?

4) Wie sieht die Argumentation aus um zu begründen, dass Luxemburg nicht an einem solchen Projekt teilnimmt?

5) Gibt es ein Stichdatum für ein erstes Telemedizinprojekt, das wie dieses europäische Projekt „Renewing Health“ in der Erstversorgung angesiedelt ist und sich auf chronische Krankheiten bezieht?

Réponse commune (2.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé* et de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

In der Vergangenheit konnten die Luxemburger Forschungseinrichtungen im Bereich der Telemedizin und genauer gesagt, mit dem „Luxembourg Heart Failure Project“ einen wichtigen Durchbruch erzielen. In diesem vom Fonds national de la Recherche finanzierten und vom CRP-Santé zusammen mit dem CRP-Henri Tudor sowie dem Centre hospitalier de Luxembourg durchgeführten Projekt wurde ein Verfahren entwickelt, welches dem chronisch herzkranken Patienten ein deutlich geregelteres Leben erlaubt, da dieser sich nicht mehr zu den Standarduntersuchungen ins Krankenhaus oder zum behandelnden Arzt begeben muss.

Die im Projekt entwickelte Telemedizin-Plattform ermöglicht es dem Patienten, seine Daten bezüglich Blutdruck, Sauerstättigung und „Pulse transition time“ täglich selbst zu messen und mittels einer gesicherten Internetverbindung an den behandelnden Arzt weiterzuleiten. Während es früher nötig war, sich für diese Untersuchungen zum Arzt oder zum Klinikum zu begeben, entscheidet jetzt der Arzt anhand der gesendeten Daten, ob er den Patienten sehen muss oder ob er hiervon absehen kann, weil die

Daten im grünen Bereich sind. Das entwickelte Verfahren durchläuft derzeit den Prozess der klinischen Studien, wurde aber bereits urheberrechtlich durch ein Patent geschützt.

Question 0639 (11.5.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **suivi des patients atteints d'une maladie psychiatrique**:

Es häufen sich immer öfter Klagen, dass Patienten der Psychiatrie nach ihrer Entlassung sich selbst überlassen sind und keine weitere Betreuung mittels eines Erziehers bekommen. Auch werden aggressive Patienten von der diensttuenden Klinik bei einem akuten Krankheitsfall nicht angenommen und ohne Untersuchung nach „Hause“ geschickt.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Gesundheitsminister stellen:

1. Sind dem Minister solche Fälle bekannt und kann er bestätigen, dass es in den Kliniken (hauptsächlich in der Ettelbrücker Klinik) Listen gibt mit Patienten, die aus der Psychiatrie stammen und die wegen ihrer Aggressivität nicht untersucht werden?

2. Haben alle aus der Psychiatrie entlassenen Patienten, die schwerwiegende Fälle sind, eine 1:1-Betreuung?

3. Welche Schritte sollen Patientenunternehmen, die aus den vorzitierten Gründen nicht vom diensttuenden Arzt untersucht werden?

4. Wer trägt die Verantwortung bei einer Komplikation einer eventuellen Krankheit eines solchen Patienten, der nicht vom diensttuenden Arzt untersucht wurde?

Réponse (22.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

In der Notaufnahme der Krankenhäuser wird jeder Patient, unabhängig von seinem Zustand, von einem diensttuenden Arzt untersucht, der daraufhin über die weiteren Schritte befindet. Bei aggressiven Patienten kann es allerdings vorkommen, dass dieser Zustand nicht unmittelbar eine medizinische Untersuchung ermöglicht. In einem solchen Fall schreiten in der Regel das Klinikpersonal oder eventuell begleitende Ordnungshüter ein, dies bevor der Patient medizinisch versorgt werden kann.

In keinem Krankenhaus des Landes existiert eine vom ehrenwerten Abgeordneten erwähnte Liste mit Patienten, die aufgrund ihrer Aggressivität nicht untersucht werden.

Die Entlassung aus der Psychiatrie wird durch eine angemessene Nachsorge begleitet. In komplizierten sowie in schwierigen Fällen wird sich allerdings auch um ein sogenanntes „case management“ bemüht. Darüber hinaus wird ein Patient, solange er entweder stark selbstgefährdet ist oder eine Gefahr für Drittpersonen darstellt, nicht entlassen; dies auf Basis des Gesetzes vom 10. Dezember 2009 (loi relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux).